







55.000-193

18 Lines.

cont. 157

ANT

XIX

823

ESTAWA

LE MONDE,

HISTOIRE DE TOUS LES PEUPLES.

Les auteurs et les Éditeurs de cet ouvrage se réservent le droit de le traduire ou de le faire traduire en toutes les langues. Ils poursuivront, en vertu des lois, décrets et traités internationaux, toutes contrefaçons ou toutes traductions faites au mépris de leurs droits.

R. 67. 995

LE MONDE

HISTOIRE

DE

TOUS LES PEUPLES

DEPUIS LES TEMPS LES PLUS REÇULÉS

JUSQU'À NOS JOURS

Par MM. Saint-Prosper, de Saurigny, Duponchel, le baron Korff,
Belloc et l'abbé Martin

revue et continuée

PAR

M. E. DE LOSTALOT-BACHOUÉ

— o —

ÉDITION ILLUSTRÉE

DE TROIS CENT QUARANTE BELLES GRAVURES SUR ACIER

TOME SEPTIÈME

1^{re} ET 2^e PARTIES

PARIS

LEBIGRE-DUQUESNE FRÈRES, ÉDITEURS

46, RUE HAUTEFEUILLE

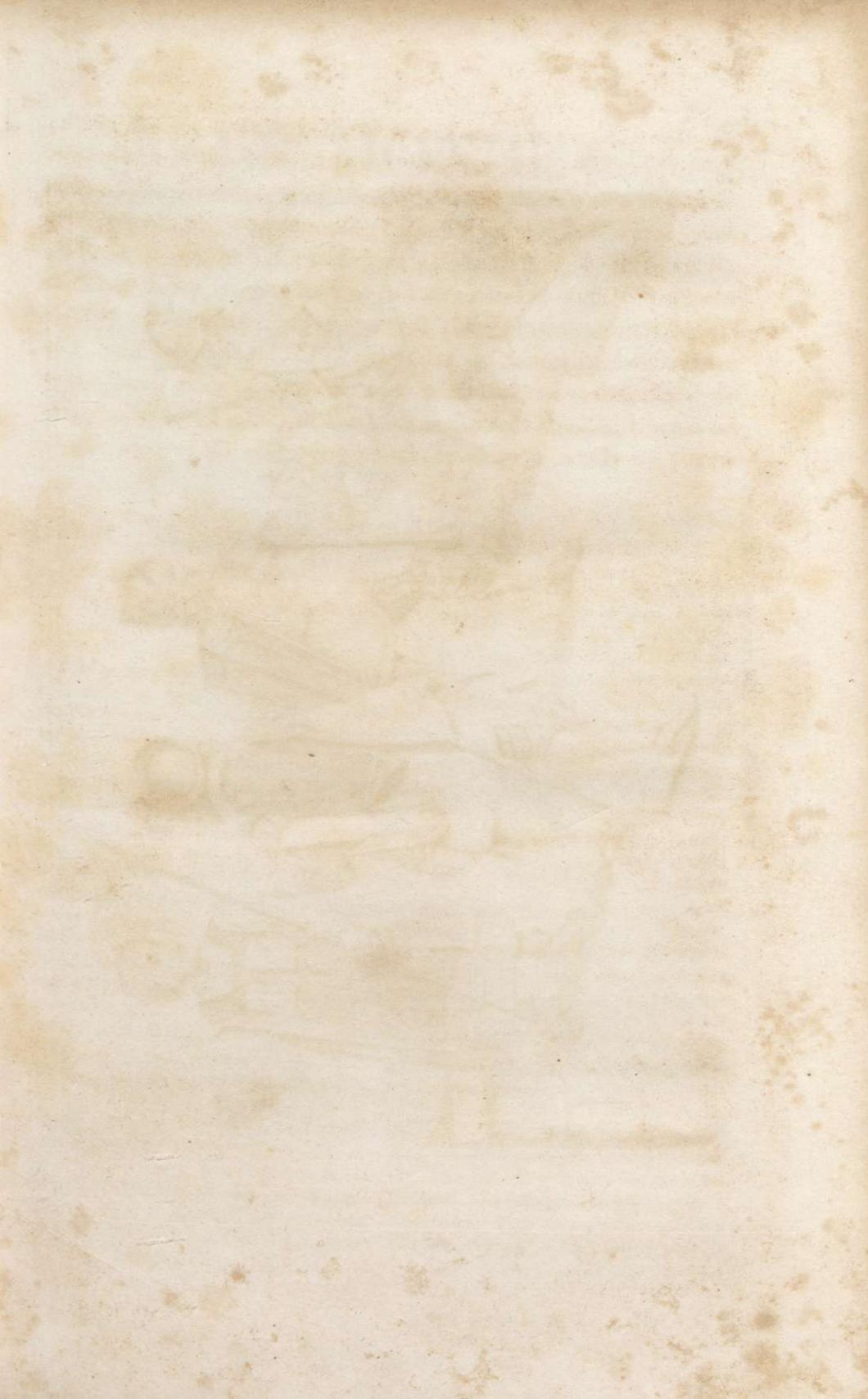
—
1859



PRÉFACE DE L'AUTEUR.

Ce n'est pas sans dessein que nous avons réuni dans un même volume l'histoire de plusieurs peuples séparés par leurs mœurs autant que par leur position géographique ; mais des liens étroits ont jadis subsisté entre ces peuples , et les ont rendus concitoyens durant des siècles. Ainsi , lorsqu'un prince de la maison d'Autriche monta sur les trônes illustrés par Isabelle et Ferdinand , il possédait de son chef les Pays-Bas , c'est-à-dire ce que nous appelons aujourd'hui la Belgique et la Hollande. Tel est le motif qui nous a fait renfermer dans un seul cadre les annales de trois nations qui ont vécu long-temps sous une seule domination. Quant au Portugal , placé à l'extrémité de la péninsule ibérique , son histoire , à partir des temps les plus antiques , est restée long-temps confondue avec celle de l'Espagne , et n'a pas cessé de s'y mêler étroitement. Dans le but de rendre notre travail plus utile , nous nous sommes attaché principalement à faire saillir les faits d'une importance réelle ; car , lorsqu'ils sont bien connus , ils suffisent pour éclairer toute une époque. Nous avons été moins scrupuleux pour les faits secondaires ; en effet , ceux-ci ne servent souvent qu'à surcharger la mémoire du lecteur , qui n'en tire aucun profit. Il n'est pas non plus inutile d'affirmer , par avance , que nous avons puisé à des sources contemporaines , et appuyé notre jugement sur les hommes et sur les choses , en invoquant le témoignage et l'autorité des historiens modernes les plus estimés. Ainsi , à l'égard de l'Espagne , nous avons pris pour une des bases de notre travail l'excellent *Résumé* de Puffendorf ; nous avons aussi étudié dans leur propre langue les historiens espagnols , sans oublier non plus de lire les travaux encore inachevés de MM. Saint-Hilaire et Romey. La lutte célèbre qui devait assurer l'indépendance de la Hollande , après soixante ans de combats , nous l'avons suivie attentivement dans toutes ses phases , appuyé sur les récits de Van Meterem , de Strada et de Bentivoglio ; nous avons aussi interrogé les auteurs belges , et adopté surtout pour un de nos guides l'historien Dewez. Enfin , pour

compléter notre œuvre, nous l'avons terminée par une esquisse rapide, mais suffisante, de la littérature, des arts et des mœurs de chaque peuple. Ce tableau offre d'autant plus d'intérêt, que la littérature de quelques-unes de ces nations renferme des trésors à peine connus hors des pays qui les ont vus naître : ainsi le Portugal a produit un grand nombre de poètes du talent le plus élevé, et l'œuvre du Camoens est pourtant le seul dont l'Europe ait entendu parler ; ainsi la Hollande se glorifie d'une foule de littérateurs dont les compositions ont à peine franchi les rives de l'Yssel. Ces observations nous semblent de nature à recommander notre travail à tous les lecteurs jaloux de s'instruire ; nous aimons à nous flatter qu'ils apprécieront nos efforts . et qu'ils les récompenseront de leur suffrage.



COSTUMES MILITAIRES AU 16^e SIECLE.



Ladame del.

Tart. Imp. de Lagry. r. de la Suze del.

Benard sculp.

LE MONDE

OU

HISTOIRE DE TOUS LES PEUPLES

DEPUIS LES TEMPS LES PLUS REÇULÉS

JUSQU'À NOS JOURS.

HISTOIRE

DE

L'ESPAGNE.

Placée à l'extrémité méridionale de l'Europe, entre l'Océan atlantique et la Méditerranée, l'Espagne, en y comprenant le Portugal, forme une vaste presqu'île dont la circonférence est d'environ six cent trente lieues. Des chaînes de montagnes plus ou moins élevées séparent entre elles ses diverses provinces, et ont imprimé à ses habitants une physionomie toute diverse. Quoique membres d'une même famille, ils ont entre eux des différences tranchantes ; car ils ne possèdent ni les mêmes habitudes ni le même langage. Ainsi le Catalan ne ressemble en rien au Castillan ni au Valencien, le Galicien à l'Aragonais ; ils parlent un idiôme particulier, et n'ont de commun que le nom d'Espagnols. Cinq fleuves principaux, l'Èbre, le Duero, le Tage, le Guadiana et le Guadalquivir, et cinq autres moins importants, le Guadalaviar, le Xucar, le Seguro, le Mondego et le Minho, traversent et fertilisent le nord et le midi de la péninsule hispanique. Des sources innombrables arrosent une partie du territoire, tandis que la Manche et les deux Castilles ressemblent aux déserts de l'Afrique par leurs vastes plaines

privées d'eau et de végétation. Varié comme l'aspect du pays, le climat rassemble tous les contrastes : ici des chaleurs accablantes et une extrême sécheresse, là une température froide et humide. Dans l'Andalousie, le palmier, le dattier, le bananier, rappellent les paysages et le soleil de l'Orient ; on y jouit d'un éternel printemps. Dans les pays montagneux du nord, les frimas durent presque toute l'année, tandis que dans les deux Castilles, l'habitant, brûlé par les feux du tropique, est transi l'hiver par une bise aiguë dont le souffle l'environne de glaçons. Le sol renferme encore les minéraux les plus utiles, qui suffiraient seuls pour enrichir le pays si l'incurie et la paresse des possesseurs consentaient à les exploiter. Crayonné à grands traits, ce tableau géographique du pays était indispensable pour introduire nos lecteurs à son histoire politique.

En commençant notre récit, nous n'avons pas l'intention de nous appesantir sur l'époque où parurent les premiers habitants de l'Espagne ; de telles recherches ne pourraient nous conduire qu'à des résultats douteux et sans intérêt pour le

grand nombre de nos lecteurs, peu soucieux de savoir si les Espagnols descendent en effet de Thubal, l'un des fils de Japhet, ou d'un certain Tharsis, qui, conduits par le hasard, seraient venus s'établir dans cette contrée. Ces traditions, obscurcies par des fables mêlées sans doute de quelques vérités, ne méritent pas un sérieux examen; car les hommes les plus savants et les plus judicieux ont vainement essayé de percer le voile impénétrable jeté par le temps sur les premiers âges du monde. Nous dirons seulement que les Grecs donnaient à l'Espagne le nom d'Ibérie, d'après le fleuve Ibérus, aujourd'hui l'Èbre; d'où il suit que la plus grande partie du pays leur était inconnue. Les Phéniciens et les Carthaginois, peuples commerçants et navigateurs, pénétrèrent sans doute plus avant; mais leur langue et leur histoire ont péri sans laisser à peine de vestiges; on croit cependant que le mot *Hispania*, usité chez les auteurs romains, vient originairement de la langue punique. Quoi qu'il en soit, faute de documents doués de certitude, nous croyons devoir commencer notre récit à l'époque où les Carthaginois débarquèrent dans la péninsule, vers l'année 210 de la fondation de Rome. Ils y furent appelés par les habitants de Cadix, colons phéniciens, dont la faiblesse invoqua leur appui pour se défendre contre les attaques des indigènes. Introduits sous le nom d'alliés, les nouveaux venus ne tardèrent pas à s'ériger en maîtres; ils obtinrent d'établir des comptoirs, puis se bâtirent des temples; mais ces temples, transformés en forteresses, les rendirent souverains du pays. Ils en profitèrent pour étendre leur commerce, et se servirent des Espagnols en qualité de troupes auxiliaires. C'est grâce à la bravoure de ces derniers qu'ils conquièrent la Sicile, la Sardaigne, les îles Baléares. Enfin ils se rencontrèrent avec les Romains; une première lutte s'engagea entre ces deux nations; vaincus, les Carthaginois perdirent leurs conquêtes dans la Méditerranée ainsi que leurs possessions en Espagne [an 516 de Rome].

Fatigués du joug étranger, la plupart des villes soumises ou alliées avaient

repris leur indépendance; Amilcar Barcas reçut mission de les faire rentrer dans l'obéissance: il soumit, en deux années, le territoire de la Bétique, c'est-à-dire la Basse-Andalousie; il pénétra ensuite dans les provinces de Valence et de Murcie, où il remporta de grands avantages. Au commencement du printemps [an 525] il s'empara de toutes les cités qui bordaient la Méditerranée, et s'avança dans l'intérieur du pays jusqu'aux bords de l'Èbre. Les Celtibériens habitaient les rives de ce fleuve; ils résolurent de s'opposer à la marche du général carthaginois, dont ils redoutaient les projets ambitieux. Ils élurent un chef nommé Istolatus; celui-ci vint livrer bataille à Amilcar. Mis en déroute et fait prisonnier, sa défaite, loin d'abattre le courage de ses compatriotes, ne fit que l'exalter plus vivement. Rassemblés, au nombre de cinquante mille hommes, sous les ordres d'Indortes, leur nouveau commandant, ils tentèrent encore la fortune des armes; mais, attaqués dans leur camp par l'ennemi, ils succombèrent. Dix mille Celtibériens périrent dans cette occasion. Indortes parvint à s'échapper; il fut pris quelque temps après, et expira dans les supplices, victime de la politique atroce d'Amilcar, qui, par l'horreur d'un trépas cruel et ignominieux, espérait prévenir désormais toute résistance. Il traita cependant avec douceur la foule des prisonniers, en les renvoyant sans rançon; cette conduite habile lui valut plus que des victoires: un grand nombre de villes ouvrirent leurs portes volontairement, et firent des traités d'alliance avec Amilcar. Ce dernier, dans le but d'assurer sa domination, bâtit plusieurs cités, entre autres celle de Barcino, maintenant Barcelonne, capitale de la Catalogne. Sachant que l'or est le nerf de la guerre, il fit exploiter avec succès des mines de ce métal dans la Bétique; grâce à leurs riches produits, il paya non-seulement ses soldats, mais il se créa des partisans dans le sénat de sa patrie, et put ainsi se maintenir dans un commandement usurpé; car, envoyé dans l'intérieur de l'Afrique, à la tête d'une armée, il avait pris sur lui de la conduire en Espagne, qui offrait un

champ plus vaste à son ambition. Il entreprit ensuite le siège d'Hélice ; ne pouvant prendre cette ville d'assaut, il se contenta de la bloquer étroitement , et renvoya ses machines et ses éléphants. Sur ces entrefaites, les Héliciens, ayant reçu avis de la diminution des forces carthaginoises, en profitèrent pour engager un certain Orisson, petit prince devenu l'allié d'Amilcar, à se déclarer contre lui ; ils parvinrent en même temps à persuader aux Celtibériens de marcher à leur secours. Trahi par Orisson sur le champ de bataille, Amilcar, après la défense la plus vigoureuse, fut réduit à prendre la fuite, et se noya dans l'Ebre. Il eut pour successeur son gendre Asdrubal ; celui-ci dévasta les terres d'Orisson, et, s'étant saisi des seigneurs espagnols qui avaient trempé dans la trahison ourdie contre Amilcar, il les mit à mort. Il se réconcilia quelque temps après avec les chefs de la ligue celtibérienne, en épousant la fille de l'un des princes du pays, et jeta les fondemens d'une ville à laquelle il donna le nom de Carthage (1). Sa prudence et son habileté lui permirent de vivre longtemps en paix avec les petits rois du voisinage ; cependant, ayant tué de sa main, dans une courte guerre, un certain Tagus, il fut assassiné à son tour par un esclave espagnol qui se dévoua pour venger la mort de son maître.

Annibal prit la place d'Asdrubal ; il tenta une expédition dans les deux Castilles, et vint camper devant les murs d'Hélmantica (2). Les assiégés offrirent bientôt de capituler, à la condition de quitter la ville, n'emportant que les vêtements dont ils étaient couverts ; ils devaient aussi laisser leurs armes ; mais les femmes eurent soin de les emporter avec elles, et les rendirent à leurs maris et à tous les autres habitants. A son entrée dans la ville, Annibal plaça aux portes une troupe d'Africains ; ceux-ci, craignant de ne pas participer au pillage, abandonnèrent le poste qui leur était confié. Aussitôt les citoyens d'Hélmantica tombèrent sur les vainqueurs, et les chassèrent ;

Annibal ne crut pas devoir les punir, et préféra s'en faire des alliés. Il lui fallut cependant se défendre bientôt contre les Carpétaniens et d'autres peuplades qui s'étaient révoltées : il les battit et parvint à les subjuguier entièrement. Tels furent les premiers succès de ce guerrier célèbre, qui devait bientôt s'illustrer sur un autre théâtre, et faire reculer le génie de Rome. Dès l'âge le plus tendre (il avait à peine neuf années) Annibal, amené en Espagne par son père, avait fait l'apprentissage de la guerre, qu'il sut exercer en maître quand les autres sont à peine en état de remplir les premiers grades ; en effet, à vingt-cinq ans il se trouvait à la tête d'une armée, et déjà de grands succès avaient prouvé qu'il était digne de la commander. Ces succès alarmèrent les habitants de Sagonte, alliés des Romains, dont ils implorèrent l'appui ; car ils prévoyaient qu'Annibal nourrissait la pensée de les attaquer. Agrandis par des conquêtes successives, les descendants de Romulus avaient étendu leur influence jusqu'à l'Ebre ; ils s'empressèrent d'envoyer des ambassadeurs au général carthaginois, pour lui représenter que Sagonte était sous la protection de Rome. N'ayant pu ni gagner par des arguments, ni intimider Annibal par des menaces, il se rendirent à Carthage, où la faction qui soutenait la famille Barchino (1) fit échouer leur mission. Le siège de Sagonte, entrepris au printemps de l'année 534, se prolongea par l'héroïque résistance des habitants, qui, mourant de faim et n'ayant plus l'espoir d'être secourus, rassemblèrent tous leurs effets dans la place publique, y mirent le feu et s'entre-tuèrent. Les assiégés, voyant les murs restés sans défenseurs, les escaladèrent et coururent au pillage ; mais ils ne purent assouvir leur avidité : les flammes avaient dévoré le butin qu'ils convoitaient, ne laissant que des ruines et des cadavres. Soit incurie de la part des Romains, soit

(1) Annibal était de cette famille, dont l'influence, fondée sur de grandes richesses et de grands talents, régnait dans le sénat et dirigeait le gouvernement à Carthage.

(1) Aujourd'hui Carthagène.

(2) Aujourd'hui Salamanque.

qu'ils cherchassent une occasion d'entrer en lutte avec les Carthaginois, ils abandonnèrent les Sagontins à leur sort; mais, dès qu'il fut accompli, ils entreprirent de venger ces victimes qu'ils auraient dû défendre, et, sur le refus de Carthage, de livrer Annibal en punition de sa victoire, ils envoyèrent des troupes en Espagne et des agents chargés de recruter des partisans. Comme il prévoyait que la guerre allait éclater, Annibal s'y prépara sur-le-champ: il fit de nombreuses levées d'hommes et d'argent, et, pour mieux enchaîner la fidélité des peuples alliés de la république, il leur demanda des otages, et les réunit à Sagonte sous la surveillance d'un chef et d'une garnison dévoués, puis, ayant confié le gouvernement du pays à son frère Asdrubal, il se mit en marche pour aller montrer ses enseignes en Italie. Il s'empara, chemin faisant, de la Catalogne, où il établit Hannon pour tenir cette contrée sous le joug, et franchit enfin les Pyrénées. Le sénat avait pénétré le projet d'Annibal; pour l'arrêter dans sa course, il se hâta d'envoyer en Espagne le consul Cnéus Scipion. Il prit terre à Ampurias; c'était la première fois que les aigles romaines pénétraient sur le sol ibérien. Plusieurs peuplades établies sur les côtes de la Méditerranée, aux lieux où s'élèvent aujourd'hui Taragone, Roses, Gironne et d'autres cités voisines, se rallièrent à Scipion. Le gouverneur carthaginois se hâta de courir à sa rencontre; mais il fut battu, et périt dans le combat. Sur ces entrefaites, Asdrubal avait passé l'Ebre, afin de se joindre à Hannon; il arriva pour recueillir les débris de l'armée vaincue, et se retira en toute hâte, tandis que Cnéus rassemblait ses forces, résolu d'en venir aux mains. Trompé dans son attente, ce dernier revint à Ampurias, laissant le champ libre à son adversaire, qui retourna aussitôt sur ses pas et dévasta les terres des alliés du général ennemi. Scipion reprit l'offensive, mit Asdrubal en déroute, et s'empara des places les plus importantes de la contrée; au retour du printemps, il alla chercher la flotte des Carthaginois, commandée par Imilcon. Une nouvelle vic-

toire rehaussa la gloire de ses armes, et lui permit de débarquer successivement aux environs de Carthagène et sur plusieurs points qu'il livra au pillage; à cette époque, son frère Publius vint le joindre, amenant avec lui un renfort de troupes. Les deux généraux résolurent alors d'assiéger Sagonte, on se rappelle que cette ville, ruinée par Annibal et rebâtie par ses soins, renfermait une foule d'otages livrés par les princes du pays pour répondre de leur fidélité envers Carthage; remis aux Scipion par la perfidie d'un Sagontin, qui trompa la confiance du gouverneur, ils obtinrent la permission de revenir dans leurs foyers. Les Romains s'éloignèrent ensuite; satisfaits de s'être attachés les Espagnols par les liens de la reconnaissance, ils renvoyèrent à un autre temps la prise d'une place que défendait une garnison nombreuse et surtout l'approche de l'hiver. L'année suivante [537] s'écoula tout entière en intrigues et en négociations de la part des Scipion; employant tour-à-tour la séduction de l'or et celle des promesses, ils parvinrent à s'attacher un grand nombre de villes dont l'alliance devait appuyer utilement leurs projets. Ils reprirent bientôt les armes; mais ce fut pour triompher encore des capitaines carthaginois Magon et Imilcon, venus au secours d'Annibal Barca. Les succès des deux frères ne se démentirent pas durant l'année 539; ils battirent Asdrubal et ses collègues en diverses rencontres. Ceux-ci, n'osant plus tenir la campagne, laissèrent l'armée romaine parcourir le pays sans obstacle; les habitants subirent tous les fléaux de la guerre, la dévastation, la mort ou l'esclavage, car dans ces temps ceux que le glaive épargnait étaient vendus comme de vils troupeaux.

Malgré les efforts de Carthage, toujours attentive à renforcer ses armées et à ravitailler ses flottes, la fortune avait fini par se déclarer contre elle. Annibal lui-même sollicitait des secours, et Asdrubal reçut l'ordre de quitter l'Espagne pour passer en Italie. Asdrubal Giscoon, Magon et le jeune Massinissa, fils d'un prince africain, furent chargés de tenir tête aux Scipion. Publius, s'étant séparé de son frère, fut en-

veloppé par l'ennemi et périt dans la mêlée après une résistance héroïque. Cette action eut lieu près d'Almanza. Les vainqueurs marchèrent aussitôt contre Cnéus, dans l'Andalousie. Ce général aurait pu lutter avec avantage sans la trahison des Celtibériens : ceux-ci, prétextant que le temps de leur service était expiré, se retirèrent, laissant les Romains à la merci des Carthaginois, qui prirent le camp d'assaut. Cnéus périt en combattant ; il n'échappa au carnage qu'un petit nombre de soldats, qui, sous la conduite d'un chevalier, Lucius Martius, trouvèrent un refuge dans les montagnes. Ses compagnons l'ayant élu leur chef, Martius se montra digne du commandement. Il battit Asdrubal Giscon, qui s'était mis à sa poursuite, et surprit le même jour Magon dans son camp ; ce dernier n'échappa qu'avec peine avec un petit nombre des siens : le reste périt égorgé ou se rendit à discrétion. La politique du sénat romain ne pouvait lui permettre de ratifier la nomination de Martius ; aussi, malgré l'éclat des services qu'il venait de rendre à la république, il fut remplacé par le préteur Claudius Néron. Ce général ne fit rien de remarquable. La périlleuse mission de conquérir l'Espagne était réservée à son successeur, le jeune Cornelius Scipion, fils de Publius, mort précédemment aux mêmes lieux sous les coups des Carthaginois : il avait à venger son père et à justifier le choix du peuple romain, qui, malgré sa jeunesse, venait de l'élever au consulat pour lui confier la conduite d'une guerre regardée alors comme la plus importante après la lutte engagée en Italie contre Annibal. Déjà il s'était signalé sur les bords du Tessin et à la journée de Cannes, où il combattait revêtu du grade de tribun. Ayant rallié les Romains fugitifs, ceux-ci le choisirent pour chef, conjointement avec un autre tribun, Appius Claudius. On tint conseil : Scipion, voyant qu'ébranlés par les discours du fils d'un consulaire, la plupart des assistants inclinaient pour abandonner le sol de la patrie, se leva tout-à-coup, tira son épée, et jura d'en percer celui qui persisterait à suivre un si lâche conseil. Tous firent serment, après lui, de demeurer pour combattre et de défendre Rome

jusqu'au dernier soupir. Edile avant l'âge par la volonté populaire, ses concitoyens l'entouraient d'une vénération superstitieuse : on disait que sa mère, comme celle d'Alexandre, avait eu commerce avec un dieu. Cette rumeur, introduite dans les esprits, servit Scipion plus encore que ses rares talents ; elle lui fraya la route aux honneurs, et aplanit tous les obstacles opposés à son ambition. Ce fut ainsi qu'il obtint le consulat à vingt-quatre ans. Il s'occupa sur-le-champ de réunir une flotte nombreuse, et résolut d'aller frapper l'ennemi au siège de sa puissance, en attaquant Carthagène, dont ses adversaires avaient fait leur place d'armes principale, et la résidence des otages garants de la foi de leurs alliés. La ville se rendit après une défense opiniâtre.

C'est dans cette occasion que le jeune vainqueur fit éclater sa vertu, en renvoyant la fiancée d'un prince celtibérien que le sort de la guerre avait livrée à sa discrétion. Il la rendit à son époux sans vouloir accepter aucun présent, circonstance qui servit encore puissamment à lui conquérir l'affection des indigènes, non moins charmés de son désintéressement que de sa continence. Scipion, après sa victoire, s'était rendu à Tarragone, il en sortit pour aller à la rencontre d'Asdrubal Barca ; malgré les ordres de Carthage, ce général n'avait pu encore se résoudre à quitter l'Espagne ; il lui fallait un triomphe pour adieu : mais il fut vaincu à Bécula dans l'Andalousie. Cet échec le détermina à quitter une contrée devenue si fatale à ses armes : il fit de nombreuses levées dans la Bétique, et traversa les Pyrénées pour aller se réunir à son frère en Italie ; Hannon resta chargé du commandement suprême : aussi malheureux qu'Asdrubal, il essaya une déroute complète de la part de Scipion, qui se mit sur-le-champ à la poursuite de Giscon et de Magon. Ces derniers, vaincus à leur tour, s'estimèrent heureux de trouver un refuge à Cadix ; ils n'avaient plus de soldats. Maître de la campagne, Scipion en profita pour détacher du parti des Carthaginois les princes de la contrée ; il décida aussi Massinissa à retourner dans son royaume. Lui-même se rendit en per-

sonne auprès de Syphax, roi des Massé-syliens, et se rencontra à la cour de ce prince avec Magon, venu de Cadix pour solliciter l'alliance du monarque africain. Tous deux soupèrent ensemble à la table du prince, et partagèrent le même lit. Cette dernière circonstance, qui peut sembler étrange aujourd'hui, était naguère encore dans nos mœurs. Le soir de la bataille de Dreux, Condé, fait prisonnier par le duc de Guise, fut invité par le vainqueur à coucher à ses côtés. Un pareil usage, qui désarme la haine par respect pour les saintes lois de l'hospitalité, a quelque chose de moral et de touchant, quoiqu'il soit repoussé par la délicatesse de nos habitudes. Toutefois, Scipion réussit à conclure un traité d'alliance avec Syphax, et se hâta de retourner à Carthagène. Il prit plusieurs places fortes dans l'Andalousie, puis il donna des jeux et des combats de gladiateurs, consacrés à la mémoire de son père et de son oncle. Une foule immense d'indigènes accourut à ces spectacles, les uns par curiosité, les autres pour soumettre leurs différends au général romain, qui s'acquitta d'autant plus volontiers de cette fonction, qu'elle tendait à l'investir d'une sorte de supériorité dont il saurait tirer profit dans l'intérêt de son pouvoir. En effet, le rôle d'arbitre l'acheminait à celui de maître, qu'il s'appretait à jouer bientôt. Tandis qu'il amusait les esprits par des fêtes, Scipion continuait à étendre sa domination sur l'Andalousie. Un de ses lieutenants, Lucius Martius, s'empara de plusieurs cités importantes; mais les habitants d'Estepa opposèrent une résistance qui trompa l'avarice et la cruauté habituelle des Romains. Ils élevèrent un grand bûcher, où ils firent monter les femmes, les enfants, avec leurs effets les plus précieux, et les placèrent sous la garde de cinquante jeunes gens, ayant ordre, en cas de défaite, d'égorger les victimes et de tout livrer aux flammes. Le reste des hommes armés sortit pour fondre sur l'ennemi; accablés par le nombre, ils périrent tous. Les Romains se précipitèrent dans la ville, le feu la dévorait, ils ne trouvèrent plus que des cendres et des débris (1).

Sur ces entrefaites, Scipion tomba malade; cet incident lui suscita de grands embarras. Sur le bruit de sa mort, répandu faussement, deux princes celtibériens, Indibilis et Mandonius, levèrent des soldats et donnèrent le signal de la révolte, tandis que des troupes romaines, placées sur les bords de l'Èbre, se mutinèrent sous prétexte de n'être pas payées de leur solde: elles élurent pour chefs deux simples soldats, Calenus et Umbrus. Le premier soin du général fut de punir cette infraction aux lois militaires, dont les suites pouvaient être si funestes. A peine rétabli, il marcha à la rencontre des séditieux, et, mêlant avec adresse la douceur et la sévérité, il les fit rentrer dans l'obéissance. Un petit nombre de coupables, livrés à la hache des licteurs, suffit pour satisfaire sa justice. Vaincus bientôt après, Indibilis et Mandonius implorèrent la clémence de Scipion, qui les soumit seulement à payer une somme d'argent considérable à titre d'amende. Il s'occupa ensuite de terminer la lutte engagée avec les Carthaginois, ses adversaires les plus redoutables. Sachant que la politique doit préparer les succès de la force, il résolut d'affaiblir l'ennemi avant de le combattre, en lui enlevant ses alliés. Il fit donc demander à Massinissa une entrevue, où il acheva de gagner à sa cause le prince africain, dont il sut même se faire un ami. Cette défection porta un coup décisif à la puissance de Carthage, déjà ébranlée par la défaite de ses troupes et les concussions de ses généraux. Cadix se livra volontairement aux Romains; un grand nombre de villes, à son exemple, se rendirent à Scipion, qui, dans l'espace de quelques mois, vit ses aigles flotter sur toute l'Espagne. Aussi habile dans la paix que dans la guerre, il s'occupa de fonder des cités nouvelles. Italica (1), bâtie par ses ordres, devint la récompense des services et le lieu de retraite des vétérans de son armée; il partit ensuite pour Rome [an 550]. Ses successeurs, parmi lesquels figure le célèbre Caton l'ancien, achevèrent son œuvre en la consolidant par la défaite de plusieurs chefs qui tentèrent de secouer

(1) 547.

(1) Séville-la-Vieille,

le joug. L'Espagne fut alors divisée en deux départements, gouvernés par des préteurs (1).

Il serait fastidieux de raconter en détail l'histoire des campagnes des généraux romains, qui eurent à lutter contre une multitude de chefs et de peuplades toujours prêts à se soulever pour ressaisir leur ancienne indépendance. La nouvelle domination n'était guère moins pesante que celle de Carthage; car les magistrats romains, tout à la fois juges et guerriers, se livraient aux plus criantes exactions. Engraissés de rapines, ils cédaient la place à d'autres hommes, qui se hâtaient aussi d'exploiter un pouvoir temporaire pour se payer des dépenses énormes attachées à la poursuite des honneurs. Ils épuisaient l'or et le sang des peuples, dont les plaintes, si elles arrivaient au sénat, demeureraient toujours sans vengeance. Fatigués de souffrir, toutes les provinces s'insurgèrent successivement; mais, fortifiées par la science et la discipline, les légions ne pouvaient manquer de triompher. — En 582, les deux préteurs furent supprimés et l'Espagne ne forma plus qu'un seul gouvernement; mais quatre ans après, on rétablit l'ancien ordre de choses. Jusqu'à cette époque, les soldats romains, cantonnés dans le pays, avaient contracté des unions avec les femmes de la contrée; mais les mariages n'étaient pas valides, quoiqu'ils eussent produit de nombreux rejetons; ceux-ci obtinrent enfin d'être légitimés, et s'établirent dans la ville de Carthaia près Algésiras [583]. Nous avons dit que les consuls et les préteurs ne reculaient devant aucun moyen, quelque odieux qu'il fût, pour étancher la soif de l'or dont ils étaient dévorés; le parjure servait alors d'auxiliaire à la cruauté. Qu'on en juge par ce trait de Galba; défait une première fois par les Lusitaniens (2), il revint à la tête d'une armée nombreuse, et porta le fer et la flamme dans toute la con-

trée. Un grand nombre de villes implorèrent la paix; le préteur en dicta les conditions: la première exigeait le désarmement des indigènes, auxquels il promettait en retour de fournir des terres qu'ils seraient chargés de cultiver. Une députation de chaque cité devait se rendre séparément et à jour fixe auprès de Galba: celui-ci fit mettre à mort tous les envoyés à mesure qu'ils arrivaient dans son camp. Cette atroce perfidie trompa ses espérances; au lieu d'abattre les esprits elle les souleva. La Lusitanie tout entière prit les armes, et la révolte ne tarda pas à s'étendre dans les autres provinces de l'Espagne, souillées par les excès d'un Lucullus et d'autres chefs romains, non moins criminels que Galba. Mais la lutte la plus longue et la plus sanglante eut lieu en Lusitanie; un simple pasteur, nommé Viriathe, se mit à la tête de ses compatriotes, qu'il sut rallier et soumettre à ses ordres par l'ascendant d'une volonté forte, soutenue de grands talents pour la guerre. Vitilius, successeur de Galba, fut défait et périt dans le combat, immolé par Viriathe lui-même [an de Rome 603]. Animé par ce succès, le vainqueur pénétra assez avant dans le pays, battit deux généraux romains, et subit à son tour un échec important de la part du consul Fabius Emilius; mais il prit sa revanche, et fit mettre bas les armes aux légions commandées par Servilianus. Ce dernier, pour sauver sa vie et celle des siens, conclut un traité avec Viriathe, qui fut ratifié par le peuple et le sénat. Ce pacte mit fin à une guerre de quatorze années, soutenue des deux côtés avec un égal acharnement. Las de combattre sans fruit, les Romains acceptèrent la paix après une défaite, oubliant cette maxime orgueilleuse de leur politique, qu'on ne devait traiter qu'avec des vaincus. Aussi le nouvel consul Cépion ne voulut-il pas reconnaître une convention qu'il regardait comme déshonorante, et la lutte recommença avec une nouvelle fureur. Cependant Viriathe ne cessait d'engager Cépion de suspendre les hostilités. Trois Lusitaniens, Aulace, Deon et Minurus, allèrent de sa part dans le camp ennemi, porteurs de propositions d'accommodement; mais, séduits par l'or et

(1) Le pays fut partagé en Espagne citérieure et en Espagne ultérieure. La Citérieure ou Taragonaise comprenait la Catalogne et les provinces environnantes; autre était la Bétique, c'est-à-dire l'Andalousie.

(2) Les Portugais.

les promesses du général romain, ils s'engagèrent à tuer son redoutable adversaire, s'ils ne pouvaient le livrer vivant. Mais il n'était pas facile de se saisir d'un homme dont la force égalait la bravoure; ils trouvèrent plus sûr de l'assassiner, et le poignardèrent dans sa tente lorsqu'il se livrait au sommeil : sa tête fut présentée à Cépion par les meurtriers, qui se réfugièrent à l'abri de ses enseignes; ils réclamèrent en même temps une récompense, et n'obtinrent qu'un sourire et des paroles pleines de mépris : « Allez chercher, dit-il, votre salaire » à Rome. » Ainsi on leur laissa tout le poids et toute la honte du crime; Rome s'en adjugea tout le profit. En effet, la mort de Viriathe jeta le deuil parmi les Lusitaniens, qui témoignèrent leurs regrets par des cris de douleur et de rage; tous les soldats compagnons de ses travaux vinrent en foule contempler le cadavre de leur général et jurèrent de le venger. Ayant choisi pour chef un certain Tantale, ils recommencèrent à piller et à dévaster les terres des Romains; cependant l'enthousiasme des Lusitaniens, cessant d'être fécondé par le génie de Viriathe, ne tarda pas à se refroidir; ils consentirent à désarmer, satisfaits des offres du consul, qui leur abandonna la possession de certains districts, où ils purent vivre libres et du travail de leurs mains [620 de Rome et 133 avant J. C.].

Dans la Celtibérie, l'insurrection, quoique moins générale et moins formidable, mit à de rudes épreuves le courage des légions. Viriathe avait trouvé dans ce pays des alliés, entre autres les citoyens de Sedegensie. A l'approche d'une armée romaine sous les ordres de Pompeius Rufus, ceux-ci abandonnèrent leurs foyers, les uns pour se réfugier chez les Numantins, les autres allèrent demander un asile aux Termantins. Pompée voulut se faire livrer les fugitifs, et vint attaquer Numance : ce fut l'origine de la guerre de ce nom, restée si fameuse dans l'histoire. Après une lutte de trois ans, mêlée de succès et de revers, Mancinus fut chargé de la terminer : il reprit le siège de la ville; mais sur le bruit que les Vaccéens et les Cantabres marchaient au secours des Numantins,

il se retira précipitamment, et finit par se laisser enfermer dans une position dont il ne pouvait sortir sans combattre avec désavantage, tandis qu'en y restant il devait périr d'inanition. N'osant tenter la fortune des armes, le consul prit le parti de négocier la paix, et chargea son questeur, le célèbre Tiberius Gracchus, d'en régler les conditions. Il obtint à ce prix son salut et celui de ses soldats. Le sénat refusa de ratifier ce traité; vainement les envoyés de Numance invoquèrent dans le Forum la foi jurée; on leur offrit seulement la personne de Mancinus. Ramené en Espagne, on le jeta nu et garrotté aux portes de Numance; il y resta tout un jour, repoussé par ses compatriotes et par les habitants, qui refusèrent noblement d'accepter une victime innocente du parjure dont ils avaient à se plaindre. Deux généraux romains échouèrent encore devant le courage des assiégés; mais Scipion (1) reprit la supériorité et vint de nouveau bloquer la ville. Résolu de s'en rendre maître, il éleva des palissades autour de la place, et construisit des tours du haut desquelles ses soldats lançaient des pierres et des flèches sur l'ennemi. Bientôt la famine se déclara; elle ne peut cependant fléchir la fermeté des Numantins. Dix d'entre eux trompèrent la vigilance des assiégeants, et traversèrent leurs lignes pour aller demander du secours aux Luciens, qui tentèrent de faire pénétrer des vivres dans la ville. Scipion les enleva au passage, et fit couper les mains à quatre cents prisonniers, action barbare suggérée par une politique impitoyable, ne reculant devant aucun moyen quand il conduisait au but désiré.

Les Numantins, n'ayant plus l'espoir d'être délivrés, essayèrent d'obtenir une capitulation honorable; Scipion répondit qu'ils devaient se rendre à discrétion, en d'autres termes, se livrer à la mort ou à l'esclavage au gré du vainqueur. Il valait mieux mourir par la faim ou par le fer; aussi les assiégés continuèrent à combattre, et, après avoir

(1) Scipion surnommé Émilien. Il était déjà célèbre par la prise de Carthage. Il était petit-fils, par adoption, de Scipion l'Africain.

mangé le cuir des boucliers, ils dévorèrent des cadavres; ils en vinrent même à tuer des hommes pour se partager cette abominable nourriture. Enfin, après avoir égorgé leurs femmes et leurs enfants, ils livrèrent la ville aux flammes et se percèrent de leurs propres épées; un autre récit prétend, au contraire, que les Numantins, avant de céder, demandèrent à Scipion un délai de vingt-quatre heures, afin de laisser à plusieurs de leurs concitoyens le temps de se préparer à un trépas volontaire, qu'ils préféraient à la perte de la liberté; quelques habitants consentirent à vivre. On en choisit cinquante destinés à suivre le char de triomphe de Scipion; le reste, vendu à l'encan, devint la propriété des acheteurs, maîtres d'en disposer souverainement, car alors un esclave descendait au même rang qu'un animal, dont l'existence n'est protégée par aucune loi. La ruine de Numance entraîna la soumission définitive de l'Espagne: partagée en dix provinces, elle abdiqua une indépendance qu'elle ne pouvait plus défendre; la Lusitanie (1) se soumit la dernière [an de Rome 621, 623 av. J.-C.].

Près de quarante années s'écoulèrent dans un repos souvent interrompu par des révoltes toujours impuissantes; aussi l'habitude de l'obéissance commençait à s'infiltrer profondément dans les esprits, quand Rome, partagée entre Sylla et Marius, promena le flambeau de la discorde dans toutes les provinces de l'empire. Une foule de sénateurs et de chevaliers alla chercher un asile en Espagne contre les cruautés du vainqueur d'Orchomène, qui, devenu dictateur, faisait ployer le peuple et le sénat sous la tyrannie de ses volontés. Parmi les fugitifs se trouvait Sertorius; à l'époque où son parti s'était rendu maître du pouvoir, ce dernier avait obtenu le gouvernement de l'Espagne, où il se retira dans le but de s'y défendre contre ses adversaires. Attaqué par Caius Annius, il lutta d'abord avec désavantage contre ce lieutenant de Sylla, qui employa contre lui la trahison. Sertorius, con-

traint de fuir, alla prendre part à la guerre allumée en Afrique, dont les Romains se disputaient la possession, les uns au nom de Sylla, les autres au nom de son rival. Sur ces entrefaites, les Lusitaniens, rêvant encore à ressaisir leur indépendance, s'adressèrent à Sertorius, auquel ils offrirent le commandement; celui-ci l'accepta avec empressement, et, pour mieux les rendre libres, il voulut en faire des Romains en leur donnant les institutions de sa patrie. En effet, il créa des sénateurs, des tribuns, des édiles; le peuple obtint une part dans la décision des affaires, et décerna, comme à Rome, les dignités et les honneurs. Initiées aux mêmes exercices, soumises à la même discipline, les troupes espagnoles apprirent à résister aux légions, souvent même à les vaincre, et l'on ne sait ce qui fût advenu de cette rivalité, si l'habile Sertorius eût vécu assez de temps pour consolider l'œuvre de son génie. Quoi qu'il en soit, le consul Metellus, à la tête de forces nombreuses, vint engager la lutte, dans l'espoir de la terminer bientôt [657 de Rome]; mais il ne put joindre l'ennemi qu'il brûlait de combattre. Un nouveau général, Cnéus Pompée, fut adjoint à Metellus; il avait à peine vingt-quatre ans et s'était élevé rapidement par la protection du dictateur, auquel il s'était dévoué; son impétuosité le fit battre en plusieurs occasions. Sertorius venait d'être joint par Marcus Perpenna, qui se trouvait à la tête d'un corps de soldats romains attachés à la cause de Marius; il en profita pour livrer bataille à Metellus et à son collègue, auquel il fit éprouver de grandes pertes. Ceux-ci, ne pouvant le dompter par la force, mirent sa tête à prix et tentèrent de corrompre la fidélité des siens. Instruit de ces menaces, Sertorius s'entoura d'une garde d'Espagnols pour veiller sur ses jours, et, devenu cruel par méfiance, il fit périr plusieurs de ses compatriotes soupçonnés de trahison; par de tels actes, il prépara la catastrophe dont il fut la victime. Le chef de la conspiration tramée contre lui était Perpenna; forcé de s'unir avec Sertorius, son orgueil se révoltait d'obéir à un homme auquel il se croyait su-

(1) Le Portugal.

périeur par sa naissance et par ses talents. Il résolut de lui arracher la vie pour saisir le commandement, ce qui fut exécuté au milieu d'un repas par des Romains admis dans l'intimité de Sertorius [an de Rome 677, 76 ans av. J.-C.]. Il périt à Etosea, près de Lérida, en Catalogne. Depuis trois ans il soutenait une lutte glorieuse contre Rome, et avait disputé la victoire aux meilleures légions de la république, guidées par des généraux célèbres. Ses dévoués, on appelait de ce nom les soldats espagnols qui formaient sa garde particulière, s'entretinrent autour de son bûcher. Un monument irrécusable atteste une semblable preuve d'attachement (1), qui lui fut donnée par un citoyen de Calahorra : « Aux mânes de » Q. Sertorius! moi, Brebicius de Calagurris (2), fils de Corvus, je me suis » fait une religion, après la mort de celui » qui avait tout en commun avec les dieux, » de ne pas lui survivre. Adieu, toi qui me » lis, et apprends par mon exemple à garder » ta foi; car la foi aux serments réjouit jus- » qu'aux âmes qui ont dépouillé leur enve- » loppe mortelle. » Ces mots témoignent combien l'amitié avait alors de puissance sur certaines âmes. Quant au sacrifice accompli aux obsèques du héros romain par les guerriers attachés à sa personne, il nous touche moins vivement, car on en trouve de nombreux exemples même chez nos ancêtres, où les compagnons d'un chef, s'ils ne mouraient pas en le défendant, refusaient de lui survivre.

Pour imposer plus sûrement l'obéissance aux Espagnols, il eut soin d'appeler à son aide la superstition, en se faisant accompagner d'une biche blanche qu'il semblait consulter dans toutes ses entreprises. Le peuple était convaincu que cet

animal recevait les inspirations d'une divinité, et se soumettait avec joie à toutes les décisions de cette biche. Ainsi, dans l'antique Egypte, le bœuf Apis était salué d'hommages presque divins; ainsi les Romains interrogeaient les mouvements des poulets sacrés pour en tirer la connaissance de l'avenir. Sertorius n'ignorait pas que, pour commander à la multitude, il faut s'adresser, non à sa raison, mais à son imagination; celle-ci enflamme le cœur, donne à la faiblesse la puissance de la force, et seule réussit à élever tout une nation jusqu'à l'héroïsme. Il voulut aussi rendre les Espagnols dignes de posséder les institutions de son ancienne patrie en cultivant leur intelligence: il ouvrit des écoles dirigées par des professeurs habiles, et, si le temps n'eût pas manqué à ses projets, il eût peut-être réussi à fonder un empire rival de Rome par la science des armes et celle des affaires. Perpenna recueillit d'abord le fruit de sa trahison: dans son testament, Sertorius l'avait désigné pour son successeur. Il se trouva donc investi du pouvoir; mais il n'avait ni la haute influence ni le génie guerrier de sa victime. Un grand nombre de cités qui avaient secoué le joug, se soumièrent de nouveau; Metellus pacifia sans peine les provinces révoltées, et reprit le chemin de l'Italie, abandonnant à Pompée le soin d'abattre Perpenna. Une seule bataille mit fin aux rêves ambitieux de cet assassin; vaincu, il se cacha dans un buisson où il fut découvert par quelques soldats ennemis. Il voulait se faire conduire à leur général, promettant de lui révéler des secrets importants; mais Pompée ordonna de le tuer sans consentir à l'entendre, et livra à la mort ceux qui avaient trempé dans le meurtre de Sertorius. Il revint ensuite à Rome, triomphant d'avoir terminé une lutte qui avait duré dix ans. Nommé prêteur de l'Espagne ultérieure, Jules César remporta quelques avantages sur des peuples de la Galice et de la Lusitanie; il les força de renoncer à leur indépendance, égorgeant sans pitié ceux qui entreprirent de lui résister. De retour à Cadix, il donna à ses habitants des lois muni-

(1) Voici l'inscription consacrée aux soldats de Sertorius : « Ici reposent les soldats de Q. Sertorius, » qui se sont dévoués à ses mânes, et ont rendu leurs » os à la terre, leur mère commune. Après avoir » perdu leur chef, qu'avaient-ils à faire de la vie? » Ils sont morts comme des braves en combattant » l'un contre l'autre, et reposent aujourd'hui au sein » de cette mort qu'ils ont appelée. Postérité, adieu! »

(2) Calahorra.

cipates qui devinrent la source de leur prospérité; il essaya même de mettre un frein à l'usure dont les abus détruisaient la fortune publique; mais une telle entreprise ne pouvait réussir, basée sur une pénalité plus ou moins sévère. Pour en tarir la source, il faut recourir à d'autres moyens, que César et ses contemporains ne pouvaient apprécier; car alors la science du crédit public était complètement inconnue.

Cependant la république fondée par Brutus penchait vers sa ruine; le temps, et plus encore les passions des hommes puissants, avaient usé ses ressorts. Les grands rois dans les provinces placées sous leur commandement, à Rome ne devaient être que de simples citoyens; mais, trop élevés pour consentir à descendre, ils cherchaient à se perpétuer dans la possession du pouvoir, en s'unissant entre eux pour le partager. Un triumvirat se conclut entre Pompée, César et Crassus; le premier obtint l'Espagne pour sa part, qu'il fit gouverner par des lieutenants; Crassus alla mourir sous les flèches des Parthes, et César eut les Gaules à conquérir. On sait que celui-ci, après dix ans de victoires, mena ses soldats contre la capitale de l'empire; dont il s'empara; son rival périt assassiné en Egypte; toutefois Petreius et Afranius, auxquels Pompée avait remis la garde de l'Espagne, entreprirent de la défendre. Ils réunirent leurs forces près de Lerida, et envoyèrent un corps de troupes pour disputer aux légions de César le passage des Pyrénées. Le dictateur vint se mettre en personne à la tête de ses soldats; par des manœuvres habiles, ayant enfermé les deux généraux ennemis dans leur camp, il les contraignit de se rendre à discrétion. Après avoir remis sous son obéissance toute la contrée, il se rendit à Cadix, dont il créa les habitants citoyens romains, et revint en Italie, chargeant du gouvernement de l'Espagne Marcus Lepidus et Cassius Longinus. [An de Rome 695.]

Mais les excès de Cassius ne tardèrent pas à ranimer le parti de Pompée; la plupart des villes de la Bétique, et toutes celles qui bordaient la Méditerranée, s'insurgèrent

hautement contre un pouvoir oppressif, et députèrent secrètement auprès de Scipion, qui commandait en Afrique une puissante armée, et faisait la guerre au nom de la république. Celui-ci se hâta de leur envoyer Cneus, l'aîné des fils de Pompée: il débarqua près de Valence, et fut rejoint bientôt par son frère Sextus, qui lui amena des renforts et deux chefs habiles, Varus et Labienus, officiers aussi braves qu'expérimentés. Les lieutenants de César, Fabius Maximus et Quintus Pedius, n'avaient ni assez de soldats ni assez d'ascendant sur les esprits pour repousser l'ennemi, comme pour maintenir l'obéissance: il fallut que le dictateur quittât Rome de nouveau, afin de relever par sa présence le courage des siens. Arrivé dans la Bétique, après un voyage de vingt-quatre jours, il alla mettre le siège devant Corduba (1), qu'il comptait emporter par un coup de main. Déçu dans son espoir, il s'éloigna de cette place et investit Atégua: c'était dans cette ville que ses adversaires avaient déposé leurs magasins. Cneus le suivit et se retrancha sur des hauteurs voisines, dans le but d'éviter une action, et de couper les communications de César avec le reste de la contrée. Il voulait encore, par cette démonstration, engager la garnison à prolonger sa résistance. Cependant il fut réduit à s'éloigner: après son départ, les habitants, las de souffrir toutes les privations auxquelles ils étaient condamnés, essayèrent de traiter avec les assiégeants à l'insu de Numatius Flaccus, chargé du commandement de la place. Instruit de ce qui se tramait, ce dernier déjoua le complot en se saisissant d'un grand nombre des conjurés; il les fit précipiter du haut des murailles; sa vengeance s'étendit jusqu'aux femmes et aux enfants des condamnés, qui furent égorgés inhumainement. Toutefois, ces cruautés ne profitèrent pas à son auteur, puisqu'il fut contraint de capituler. Le vainqueur alla ensuite à la rencontre des ennemis campés dans le voisinage d'Ucubis (2): après quel-

(1) Cordoue.

(2) Cette ville, suivant Mariana, était située près de Grenade.

ques escarmouches, Cneus leva son camp et prit position dans la plaine de Munda (1); César le suivit et arriva dans le même lieu le surlendemain. Les troupes de Pompée avaient pour elles l'avantage du terrain, car elles occupaient les hauteurs; César entreprit de les débusquer; mais l'ennemi comptait sous ses enseignes un grand nombre de citoyens jadis revêtus des plus éminentes dignités, et des vétérans glorieux débris des légions vaincues naguère en Afrique: ils opposèrent une résistance si vive, que les assaillants commencèrent à reculer; alors le dictateur, saisissant une épée et un bouclier, courut dans tous les rangs pour animer le courage des siens, leur criant: « Eh quoi! livrez-vous votre général aux mains de ces enfants? » Il se précipita aussitôt dans la mêlée, et entraîna les siens par son exemple. Le jour allait finir sans que la victoire se fût encore déclarée pour l'un des deux partis, lorsque Bogud, roi de Mauritanie, allié de César, et qui s'était retiré à l'écart dès le commencement du combat, chargea tout-à-coup les troupes de Pompée: Labienus, à la tête de quelques escadrons, vola à sa rencontre pour repousser les Maures. — « Courage, » dit César, « la victoire est à nous, Labienus fuit. » — Ce mot, qui courut dans toutes les bouches, décida la fortune de la bataille; les soldats de Pompée s'imaginèrent qu'elle était perdue et lâchèrent pied. La poursuite fut plus meurtrière que la lutte sur le champ de bataille; car, dans les discordes civiles, il n'est point de pitié pour les vaincus: trente mille hommes tombèrent moissonnés par le fer; on y comptait trois mille chevaliers et les deux généraux Labienus et Varus; la journée de Munda fut pour ainsi dire le tombeau de la république. César, comme il le dit lui-même, combattit moins pour la victoire que pour sa vie. Ardent à poursuivre ses avantages, il prit d'assaut le camp de Cneus, et se mit lui-même à sa poursuite: mais Cneus, dès qu'il vit que tout était perdu, s'était éloigné si rapidement qu'on ne put l'arrêter. Il gagna Carthéia (2), où il fut reçu par les

habitants; mais, à la nouvelle de sa défaite, les uns voulurent le livrer à César, les autres défendre sa vie; on se battit dans les rues; Sextus fut blessé dans une de ces escarmouches, mais il trouva moyen de s'évader, et s'embarqua sur une des galères de sa flotte, qui était à l'ancre dans le port. Didius commandait celle de César à Cadix; il se mit en mer sur-le-champ, ayant à bord une troupe d'infanterie et quelques centaines de cavaliers. Il atteignit les vaisseaux du fugitif, qui s'étaient arrêtés pour aller chercher des vivres, en brûla une partie et s'empara du reste: obligé de fuir dans l'intérieur des terres, Cneus, se voyant près d'être atteint par la cavalerie, se réfugia dans une forteresse, où Didius l'assiégea. Il risqua une sortie; la plupart de ses compagnons périrent en se défendant, et, hors d'état de s'éloigner à cause de ses blessures, il se cacha dans une caverne. Trahi par l'un des siens, il fut immolé: à la nouvelle du trépas de son frère, Sextus, qui s'était retiré à Corduba, en sortit pour aller, disait-il, conclure sa paix avec César; mais au lieu de mendier la clémence du vainqueur, il quitta son escorte, et vécut si bien caché dans la Celtibérie, qu'il échappa à toutes les recherches.

Cependant César, après avoir laissé à Fabius Maximus le soin de prendre la ville de Munda, parut tout-à-coup devant Corduba. Un partisan de la république, Scapula, était chargé de la défendre; sachant qu'il ne pouvait espérer aucun secours, il résolut de mettre fin à ses jours, en choisissant le genre de sa mort. Après un repas magnifique, où il avait rassemblé tous ses amis, il distribua à ses affidés et à ses domestiques son argent et ses effets, puis il fit dresser un bûcher sur lequel il prit place; l'un de ses esclaves y mit le feu, tandis qu'un autre reçut l'ordre de le percer de son épée. La garnison, se trouvant sans chef, résolut cependant de résister, tandis que les habitants voulaient se rendre; ils livrèrent une porte aux assiégeants. Dans cette extrémité, la treizième légion, transportée de rage, incendia les maisons et engagea, avec les soldats de César, une lutte désespérée qui se

(1) Près d'Hispalis, aujourd'hui Séville.

(2) Aujourd'hui Gibraltar.

termina par l'extermination des vaincus. Le dictateur prit aussitôt la route d'Hispalis (1). Chemin faisant, un certain Cesennius lui présenta la tête du fils de Pompée. Il fut reçu dans Hispalis après un combat assez vif contre un corps de Lusitaniens qui s'était introduit dans la cité tandis que ses soldats en prenaient possession. Munda, Urson et Asta tombèrent successivement entre ses mains. L'Espagne entière se soumit à sa puissance après une lutte de sept mois. Les habitants, qui avaient embrassé le parti de son rival, payèrent les frais de la guerre : on confisqua leurs biens, on vendit leurs personnes, et Asinius Pollion, en qualité de proconsul, fut chargé du gouvernement de la péninsule. Cependant Sextus, ayant réuni quelques milliers de proscrits errant dans la contrée, reçut des renforts d'Afrique, que lui amena un prince de ce pays, et reprit l'offensive dans la Bétique ; il gagna même une bataille contre Pollion, mais les événements qui venaient de se passer à Rome ne lui permirent pas de pousser plus loin ses succès : le dictateur avait péri sous le poignard de Brutus. Le sénat, qui avait repris son autorité, députa auprès de Sextus, Marcus Lepidus, chargé de l'engager à mettre bas les armes en lui promettant la restitution des biens de son père ; on lui rouvrait aussi la route des honneurs ; Sextus accepta la paix. Au second triumvirat, l'Espagne échut à Lepidus, puis à Octave, qui lui donna l'Afrique en échange ; enfin ce dernier parvint à l'empire ; il prit le nom d'Auguste. Sous son règne, la liberté expira en Espagne comme dans le reste de la république ; les Cantabres, les Astures et plusieurs autres peuplades qui habitaient la Biscaye, la Galice et les Asturies, conservèrent les derniers leur indépendance. Toujours vaincus, ils se révoltaient sans cesse contre un joug détesté ; les triomphes des généraux romains demeuraient stériles, car ils ne pouvaient joindre des adversaires, réfugiés dans des gorges et des montagnes inaccessibles. Ceux qui ne périssaient pas en combattant, condamnés à l'esclavage, s'en affran-

chissaient par le suicide, trompant ainsi l'avarice de leurs agresseurs. Il fallut que l'empereur se chargât de terminer une lutte qui menaçait de se perpétuer. Il se rendit à Taragone l'an 728, et réunit dans cette ville tous les députés des provinces espagnoles, auxquels il dicta ses volontés, organisant la justice, réglant les impôts et imposant à l'Espagne les formes et les mœurs de la société romaine ; il divisa ensuite ses troupes en trois corps et triompha des Cantabres par la famine. Les Astures furent subjugués par les lieutenants d'Auguste, auxquels il abandonna la conduite de cette guerre ; toutefois ces fiers montagnards, contraints de céder à la force, tenaient sans cesse en éveil la vigilance de leurs oppresseurs, tantôt en massacrant les détachements isolés, tantôt en surprenant des forteresses et en rallumant sans cesse les fléaux de la guerre. Une résistance si longue et si indomptable avait fini par jeter la terreur dans l'âme des soldats romains ; tremblants devant la férocité de semblables adversaires, on les vit fuir sur le champ de bataille, et désobéir aux ordres de leurs officiers. Le célèbre Agrippa vint prendre le commandement : il ne tarda pas à reconnaître qu'il fallait d'abord retremper le moral de ses soldats en les rappelant aux lois de la discipline. Il châtiâ sévèrement ceux qui s'en écartaient, et dégrada la *légion Augusta*, coupable du délit le plus grave, celui de lâcheté en présence de l'ennemi. Il marcha ensuite contre les Cantabres, les poursuivit sans relâche, et pénétra dans les gorges et les défilés de leurs montagnes, dont il parvint à les déloger ; ceux qui résistèrent furent mis à mort, le reste consentit à venir habiter les plaines pour se livrer aux travaux de l'agriculture. Sachant que des batailles gagnées ne peuvent suffire à étouffer l'indépendance d'un peuple, Auguste établit dans toute l'Espagne des colonies de vétérans, et parvint ainsi à naturaliser l'obéissance par une force toujours présente et toujours prête à se lever contre la rébellion [an de Rome 739]. Il introduisit dans le sénat et confia les offices militaires et civils les plus élevés à des Espagnols : les Balbus, originaires de Cadix, s'élevèrent aux su-

(1) Séville.

prêmes honneurs; l'un d'eux obtint même d'entrer à Rome en triomphe pour avoir subjugué les Garamantes; un autre Balbus, en l'an 740, bâtit dans la capitale de l'empire un théâtre, témoignage certain du haut point de prospérité où cette famille était parvenue.

Le petit nombre de documents parvenus jusqu'à nous ne permettent pas d'apprécier avec exactitude l'état social des Ibériens dans les temps antiques. Strabon, Pline l'ancien, Diodore de Sicile, Pomponius Mela ne fournissent que des renseignements vagues et confus. Ils ne s'accordent ni sur l'étendue ni sur les bornes des provinces dont se composait l'Ibérie, et ne s'entendent pas même sur le nom des peuplades qui les habitaient. Au temps de ces écrivains, la géographie ne reposait que sur des hypothèses et des relations souvent peu fidèles; car, dans l'antiquité, les voyages étaient des expéditions tout à la fois guerrières et commerciales. Les Carthaginois furent les seuls qui envoyèrent des navires ayant pour mission de déterminer l'étendue et la conformation de certaines parties de la terre. Le pérégrin d'Hannon, œuvre de ce voyageur célèbre qui fit le tour de l'Afrique, existe encore; mais Hannon n'ayant pas pénétré dans l'intérieur, il n'a pu reconnaître et décrire que les côtes du continent qu'il était chargé d'explorer. Les Phéniciens, les Egyptiens, les Tyriens montrèrent aussi leur pavillon sur les côtes de l'Ibérie; mais ils restèrent sur le littoral, n'osant s'aventurer plus loin. Ils fondèrent, dit-on, quelques villes; toutefois les habitants s'y tenaient renfermés, ou ne voyaient les naturels du pays que lorsque ces derniers venaient faire avec eux un commerce d'échange. Il faut donc s'en tenir à des conjectures sur l'état social de l'Ibérie avant sa conquête accomplie par les Romains.

Il serait aussi fastidieux qu'inutile d'énumérer toutes les peuplades qui vivaient dispersées avant notre ère historique sur la vaste étendue de la péninsule; des monuments grossiers, semblables aux dolmens de la Bretagne, témoignent seulement qu'elles

ont vécu sans rien apprendre de leur sort à notre curiosité. Comment, d'ailleurs, séparer l'histoire des habitants primitifs de celle des colons phéniciens, grecs, carthaginois et romains, qui envahirent l'Ibérie à différentes époques? une pareille tâche ne saurait être accomplie faute de renseignements. Nous nous contenterons de parler seulement des tribus dont les noms figurent au premier rang dans les guerres suscitées par la rivalité ambitieuse des Carthaginois et des Romains; on en comptait dix-neuf, savoir: les Vascons, les Astures, les Cantabres, les Gallaïques, les Lusitains, les Celtibères, les Vaccéens, les Orétains, les Carpétains, les Bastetains, les Contestains, les Edetains, les Ilercavoniens, les Ausetains, les Laleitains, les Indigetes, les Ausétains, les Ilergetes. Les cinq premières peuplades, qui peuvent être considérées comme celtiques (1), occupaient les côtes occidentales; les autres étaient ibériennes; il faut cependant en excepter les Celtibères et les insulaires. Les Vascons habitaient la Navarre avec une grande partie de l'Arragon; les Astures le pays appelé les Asturies, le royaume de Léon et la vieille Castille; les Cantabres le Guispuscoa, l'Alava et la Biscaye; les Gallaïciens la Galice, et les Lusitains le Portugal, l'Estramadure et plusieurs cantons compris aujourd'hui dans le royaume de Léon; ces tribus étaient les plus puissantes, et tenaient les autres sous les liens d'une dépendance étroite. Quant aux mœurs de ces peuples, elles étaient, chez la plupart d'entre eux, empreintes de barbarie, mais à divers degrés, selon qu'ils étaient plus ou moins avancés dans la civilisation.

Nous en esquisserons les traits les plus curieux par leur étrangeté ou par leurs similitudes avec les coutumes observées chez les autres peuples, placés sous d'autres cieux et à des distances infinies. Comme chez tous les peuples à demi sauvages, la guerre était l'état permanent de la société en Espagne; ceux qui vivaient dans les plaines, aussi

(1) Quand les Phéniciens abordèrent dans la Bétique, il n'y avait en Espagne que deux peuples, les Celtes et les Ibères, qui, en se réunissant au centre de la péninsule, prirent le nom de Celtibères.

bien que les habitants des montagnes, étaient toujours armés, soit pour repousser une attaque, soit pour entreprendre quelque invasion dans le voisinage; ils portaient deux petites lances ou dards, et une épée à deux tranchants, que les Romains adoptèrent dans le suite (1); ils y joignaient encore une espèce de sabre recourbé, aiguisé au dedans, assez semblable au sabre de la cavalerie turque et arabe. Ils se servaient de la fronde avec une rare habileté, et, dans les combats, paraient les coups de l'ennemi avec un bouclier doublé de cuir, dont la forme variait suivant les provinces. Les cavaliers avaient pour arme offensive, tantôt une épée, tantôt un maillet, une hache, et le plus souvent une longue lance; chaque homme conduisait souvent deux chevaux à la fois pour faire des marches plus rapides, tels sont encore les armées des Marhates. Ainsi on guerroyait sur les rives de l'Ebre, comme, de nos jours, sur les bords de l'Indus. Afin d'exalter les vertus militaires, de pompeuses funérailles honoraient les mânes de ceux qui s'étaient distingués par des exploits; on exposait leurs cadavres à l'admiration de la multitude; un héraut racontait à haute voix les actions héroïques qui avaient illustré ces guerriers durant leur vie, et des jeux militaires terminaient la cérémonie funèbre.

En temps de paix le vêtement ordinaire des hommes consistait en une tunique de laine teinte en noir et surmontée quelquefois d'une cape ou d'un capuchon pour garantir la tête; ils laissaient croître leur barbe et leur cheveux. Quant aux femmes, elles étaient remarquables surtout par la coiffure: les unes portaient des baguettes de fer recourbées par le haut, sur lesquelles on posait un voile; d'autres faisaient usage de demi-cerceaux qui descendaient en diminuant jusqu'aux oreilles ou jusqu'aux épaules, et s'attachaient, en outre, à se faire un front large en rasant les cheveux qui l'avoisinent, et en se lissant la peau par le frottement; ces dernières avaient adopté une sorte de bonnet très-élevé, surmontant la chevelure

et recouvert d'un voile noir. Au reste, dans la partie occidentale de l'Ibérie, le lot des femmes était le plus pénible: elles étaient chargées exclusivement des travaux relatifs à l'agriculture et conduisaient la charrue, tandis que les maris se livraient aux amusements de la chasse ou croupissaient dans l'oisiveté. Endurcies par leurs occupations, si les douleurs de l'enfantement les surprenaient au milieu des champs, elles se délivraient elles-mêmes, enveloppaient le nouveau-né et le rapportaient le soir au logis. L'époux se mettait alors au lit; il y restait plusieurs jours, et se voyait l'objet des soins les plus attentifs de la part de sa femme. Ce singulier usage, qu'on a remarqué chez les anciens Corses, parmi les Tartares et quelques tribus américaines, est demeuré sans explication satisfaisante. Quoi qu'il en soit, le sexe le plus faible n'était pas non plus le moins courageux: à Bracara, en Lusitanie, les femmes accompagnaient leurs époux sur les champs de bataille. Dans l'Espagne celtosibérienne, les jeunes filles récompensaient la bravoure en choisissant pour maris, au retour d'une expédition, ceux qui s'étaient signalés par des hauts faits. En résumé les femmes, dans presque toute l'Espagne ancienne, supportaient les plus durs travaux presque sans compensation; la loi cependant leur attribuait l'héritage paternel. Elles étaient encore chargées du soin de pourvoir à l'établissement de leurs frères. Occupés sans relâche par la guerre, les hommes ne pouvaient veiller à l'administration des biens; de là vient peut-être ce privilège, dont il est impossible d'apprécier l'importance, par la dissemblance de nos mœurs et le peu de lumière que nous possédons sur l'état social de ces peuples.

Les coutumes les plus diverses régnaient parmi les indigènes; elles étaient empreintes soit de barbarie, soit de singularité. Les Cantabres égorgeaient les vieillards quand l'âge les rendait incapables de porter les armes. Les Lusitaniens immolaient des victimes humaines pour chercher dans leurs entrailles palpitantes la connaissance de l'avenir; ils mutilaient les prisonniers de guerre quand ils consentaient à leur laisser la vie. Les mala-

(1) Ils lui donnèrent le nom d'hispanienne.

des se faisaient porter sur les chemins pour interroger les passants, dont ils réclamaient les conseils : il n'y avait point d'autres médecins. Les Ibères se mesuraient tous les ans avec une ceinture, et une sorte de déshonneur frappait celui dont l'embonpoint dépassait la limite fixée. Le suicide, maladie des peuples civilisés, se retrouve chez ces peuples encore dans l'enfance : ils savaient extraire d'une plante un poison dont faisait usage tout homme qui voulait renoncer à la vie. Quelquefois plusieurs amis mouraient ensemble de cette façon, avec un sang-froid, fruit d'une résolution fermement arrêtée. — Dans les plaines, on labourait la terre avec des boeufs, et le sol était planté d'oliviers, de blés et de vignes ; mais les montagnards ne se nourrissaient que de glands, et avaient pour boisson du cidre et de l'hydromel. Quelques-unes de ces nations avaient déjà fait d'assez grands progrès dans les arts ; les unes exploitaient des mines d'or et d'argent ; d'autres, tels que les Celtibériens placés près de l'embouchure de l'Èbre, savaient tremper l'acier et se fabriquaient des armures également propres à l'attaque et à la défense. Enfin, s'il faut en croire Strabon, les Turdétans (1) possédaient une civilisation déjà avancée ; ils s'appliquaient aux belles-lettres, possédaient des livres d'histoire très-anciens, des poèmes et des lois écrites depuis six mille ans ; mais les Romains ne daignaient pas étudier les annales des peuples vaincus, et tous ces monuments des siècles passés ont péri sans retour ; à l'exception des fragments conservés dans les écrits des historiens grecs et latins. On ne sait pas même quel était l'idiome des Turdétans et des autres Ibères ; la langue des vainqueurs en a étouffé le dernier souvenir et jusqu'aux traces les plus légères.

Ce tableau des mœurs et du caractère des anciens Ibères, quoique bien incomplet, suffit cependant pour expliquer la longue résistance qu'ils opposèrent dans leurs luttes contre les vainqueurs de Carthage. Aussi les Romains employèrent plus d'années à les sub-

juguer que César ne mit de mois à conquérir les Gaules. Il fallut deux cents ans de combats continuels pour achever cette tâche.

Sous l'administration d'Auguste, l'Espagne goûta pour la première fois depuis plusieurs siècles les avantages de la paix : Octave imprima à son gouvernement un caractère de douceur et de justice. Parvenu au trône par des crimes, il les effaça par des bienfaits ; car son habileté établit dans tout l'empire un régime approprié à l'état des affaires et des mœurs, et il sut le faire observer par sa vigilance.

Confondue dans la vaste domination de ses maîtres, l'Espagne, à partir de cette époque, ne compte plus dans l'histoire que par certains hommes nés dans son sein et devenus célèbres à des titres différents. Sénèque, Lucain, Martial et Quintilien, s'ils ne s'élevèrent pas à la hauteur des écrivains du siècle d'Auguste, honorèrent leur temps par des ouvrages empreints d'un mérite piquant et original. Espagnols d'origine, Trajan, Adrien, Marc-Aurèle, Maxime et Théodose occupèrent le trône impérial avec gloire ; les uns se signalèrent par des conquêtes, les autres par la sagesse de leur administration. Parmi ces derniers, il faut citer Adrien, qui passa la plus grande partie de son règne à visiter les provinces de l'empire pour interroger les institutions, les perfectionner et les améliorer en extirpant les abus. Il se rendit en Espagne (1), où il convoqua tous les députés des villes afin de connaître l'état réel du pays. Sous les premiers empereurs il était divisé en trois provinces, nommées la Tarragonaise, la Bétique et la Lusitanie ; Adrien établit cinq gouvernements, savoir : la Bétique, la Lusitanie, la Galice, la Tarragonaise et la Carthaginoise, auxquels il accorda une administration distincte. L'expérience lui avait enseigné que des peuples soumis à des climats et à des habitudes opposées ne pouvaient obéir aux mêmes lois sans de graves inconvénients. De là vient qu'il crut devoir laisser aux habitants les coutumes locales consacrées par des siècles

Ils habitaient les bords de la Bétique (Guadal-

(1) L'an 123 après J.-C.



Frontini del.

Ensc. Imp. de Lequey, r. de la Ilustración.

Pl. 1

Estrecher del.

COSTUMES DE LA NOBLESSE AU 16^e SIÈCLE.

ESPAGNE

d'existence ; et s'il instala la législation romaine, il n'en rendit obligatoire que ce qui pouvait s'allier avec les mœurs nationales. Les victoires de Constantin l'ayant rendu souverain sans partage du monde romain, il le divisa en deux empires, celui d'Orient et celui d'Occident. Le premier eut son siège à Bysance, qui prit le nom de son fondateur (1). Le second garda Rome pour capitale et l'Espagne parmi ses possessions. Cette province fut alors gouvernée par des légats consulaires sous la dépendance du préfet des Gaules. — Après la mort de Constantin, l'empire déclina rapidement, déchiré par des révoltes de soldats, qui décernaient le rang suprême au gré des vils calculs de leur avarice, et envahi par des hordes inconnues inondant les provinces abandonnées sans défense par la lâcheté des chefs militaires. La position de l'Espagne à l'extrémité de l'Europe lui épargna long-temps les fléaux de l'invasion ; elle ne prit aussi qu'une part secondaire aux troubles excités par l'ambition des hommes qui se disputèrent le trône impérial. Le seul événement digne d'être rapporté est donc l'introduction du christianisme. Saint Jacques-le-Majeur alla prêcher la foi nouvelle en Espagne trente-six ans après la mort de son fondateur ; il fut remplacé par saint Paul dans cette dangereuse mission. En effet, plusieurs persécutions mirent à l'épreuve l'attachement des néophytes à la religion du Christ, qui fructifia et grandit chaque jour au milieu des supplices. En se substituant à la doctrine du paganisme, elle sembla préparer l'Espagne, comme tout le reste de l'Occident, à la régénération complète de l'état social, qui allait s'accomplir par l'épée des Barbares.

Vers le quatrième siècle de l'ère chrétienne, une foule de peuplades étaient échelonnées depuis la Dacie et la Sarmatie (2) jusqu'aux steppes du centre de l'Asie. Les West-Goths, que l'on croit descendus des anciens Gètes ou Scythes, et les

Ost-Goths, fixés sur les bords du Tanais, formaient, les premiers la tête et les seconds l'arrière-garde d'une multitude innombrable qui allait bientôt se précipiter sur l'empire des Césars pour s'en partager les débris. Sur ces entrefaites, les Ost-Goths ou Ostrogoths avaient formé un vaste État, qui s'étendait au nord jusqu'à la Baltique, à l'ouest jusqu'à la Vistule, à l'est jusqu'au Tanais, au sud jusqu'au Pont Euxin et au Danube. Tout-à-coup, en 376, les Huns, qui erraient dans les vastes plaines dont les limites touchent aux confins de la Chine se précipitent sur les Alains, puis sur les Ost-Goths : cette monarchie barbare s'écroule sous les coups des assaillants. Ce fut alors que les West-Goths ou Visigoths vinrent implorer la pitié de l'empereur Valence, placé sur le trône de l'empire d'orient ; celui-ci leur permit de passer le Danube et de s'établir dans une partie de la Mésie (l'ancienne Thrace). Maltraités par les lieutenants du monarque, ils attaquent ses soldats, tuent Valence et poussent leurs excursions jusque sous les murs de Constantinople. Quelques années plus tard, une horde de ces mêmes Goths envahit l'Italie, où régnait Honorius, l'un des fils du grand Théodose. Leur chef Alaric s'empare deux fois de Rome, et meurt au milieu de ses courses aventureuses, à Cozenza, en Calabre.

Ataulph, son successeur, maître de la personne de Placidie, sœur d'Honorius, l'épouse et reçoit pour dot l'Espagne, qu'il fallait conquérir sur les Vandales, les Alains et les Suèves, dont les flots avaient inondé cette belle contrée. Les premiers étaient venus des rives de la Vistule, les seconds avaient quitté les bords du Volga et du Tanais (aujourd'hui le Don), les derniers habitaient entre l'Oder et le Danube. Après avoir ravagé leur nouvelle conquête, ils songèrent à se la partager : les Suèves occupèrent la Galice, une partie de la province de Léon et la Castille ; les Alains gardèrent la Lusitanie et Carthagène ; enfin les Vandales eurent la Bétique ou l'Andalousie. De toute la Péninsule, les Romains n'en possédaient plus que le quart, depuis les Pyrénées jusqu'au fleuve Suero, et depuis les sources du Duéro, de l'Ebre

(1) Constantinople, de Constantin.

(2) La Haute-Hongrie, la Transylvanie et la Valachie.

et du Tage jusqu'à la mer. Tel était l'état de l'Espagne lorsqu'Ataulph pénétra. Après s'être emparé de Barcelone, il s'avança dans l'intérieur, où il fit une guerre acharnée aux Vandales. Avant d'entrer dans la Péninsule, il avait déjà conquis deux provinces de la Gaule, le Languedoc et le Roussillon, dont il avait formé un petit royaume ayant Narbonne pour capitale. Beau-frère d'Honorius, il essaya de s'en appuyer; car, loin de vouloir achever la destruction de l'empire romain, il nourrissait la pensée de le réédifier. Mais les Goths étaient animés d'une haine implacable contre les sujets du fils de Théodose, ils conspirèrent contre Ataulph, qui périt en 417 sous le poignard d'un assassin. SIGERIC prit sa place; pour affermir son usurpation, il égorga les six enfants de son prédécesseur, et fit subir à sa veuve Placidie un traitement ignominieux: il la contraignit de traverser les rues de Barcelone les pieds nus et marchant devant son char. Accusé par ses sujets de partager les penchants d'Ataulph pour une alliance avec les Romains, il fut tué après un règne de sept jours.

WALLIA, beau-frère d'Athaulph, profita de ces exemples. Dès qu'il fut placé sur le trône, il voulut occuper les Goths, et il envoya, par mer, en Afrique une armée contre les Romains. Une grande partie de la flotte ayant fait naufrage, il fit une paix forcée avec l'empereur, rendit Placidie à son frère; et, pour ne point laisser ses sujets dans une inaction qui lui aurait été funeste, il se joignit à Constantius, général d'Honorius, qui faisait alors la guerre aux Suèves et aux Vandales. Honorius fut si satisfait de ce secours, qu'il lui donna la ville de Toulouse et la Guienne. Son règne et celui de Sigeric ne furent ensemble que de trois ans; et il mourut l'an 420, en France, où il était allé résider. Il ne laissa qu'une fille qui épousa Ricimer, Suève de nation, qui eut tant de part à la destruction de l'empire d'Orient. Après sa mort on revint à la famille d'Athaulph, et on couronna THÉODORIC, qui était le plus proche parent de ce roi.

Ce guerrier habile et heureux se joignit aux Romains et aux Francs contre Attila, roi des Huns, qui, après avoir soumis l'Italie,

avait pénétré dans la Gaule. Théodoric eut grande part à la victoire remportée sur Attila en 451. Mais ayant été renversé de cheval, il fut écrasé par ses propres gens. Trois de ses fils lui succédèrent, savoir Torismond, Théodoric II et Euric. Il en avait trois autres dont l'histoire n'a conservé que les noms. Quant à ses filles, au nombre de deux, l'une fut mariée à Rechiaire, premier roi chrétien des Suèves en Espagne, et l'autre à Hunneric, fils et successeur de Genserich, roi des Vandales, qui régnait dans la Bétique, aujourd'hui l'Andalousie. THÉODORIC régna à Toulouse.

TORISMOND, devenu roi des Goths après la mort de son père, se joignit à Aetius, général des Romains, et l'aïda à chasser Attila, qui fut battu une seconde fois près de la Loire. Il fut assassiné en 453 par Théodoric, qui lui succéda: le règne de Torismond eut peu de durée.

THÉODORIC II monta d'abord sur le trône de son frère. L'empereur Valentinien lui permit de s'étendre en Espagne, aux dépens des Suèves et des autres nations qui la partageaient. Rechiaire, son beau-frère, voulut s'opposer à ses progrès: il fut défait et tomba entre les mains de Théodoric, qui lui fit couper la tête. Remismond, qui succéda à Rechiaire, épousa la fille unique de Théodoric et embrassa l'arianisme. Euric, voyant que son frère régnait depuis treize ans, et qu'il n'avait point de fils, se lassa d'attendre la couronne, et le fit assassiner l'an 466.

EURIC ou EVARIC étendit sa domination tant en France qu'en Espagne; il se rendit maître de Pampelune et de Saragosse, capitales de la Navarre et de l'Aragon, et conquit une partie considérable de la Lusitanie. Il soumit en France le Limousin, le Quercy et le Rouergue; Clermont en Auvergne, Marseille et Arles en Provence reconquirent sa domination. Arien zélé, il persécuta les orthodoxes; mais ce qui rend son règne recommandable, ce sont, d'une part, les lois qu'il donna aux Goths, et qui sont les premières lois écrites que cette nation ait reçues; et, de l'autre, l'expulsion totale des Romains, qu'il força d'abandonner l'Espagne, après une possession de près de sept siècles. Il

mourut à Arles en 483, après avoir occupé le trône seize ans.

ALARIC II, son fils, qui lui succéda, fut assez tranquille du côté de l'Espagne. Sa femme Theudicote ou Théodogothé était fille naturelle de Théodoric, roi des Ostrogoths en Italie. Ce prince et Clovis eurent des guerres sanglantes, et se livrèrent un combat décisif près de Poitiers, l'an 506. Alaric rencontra Clovis dans la mêlée; mais le roi franc ayant tué le cheval d'Alaric, celui-ci, renversé par terre, fut achevé par un soldat ennemi. Son règne fut de vingt-trois ans. Sa défaite mit Clovis en état de reprendre une partie des provinces méridionales de la France, que les Goths avaient envahies. La minorité du fils qu'il laissait y contribua aussi. Alaric II et les trois rois précédents régnerent à Toulouse.

AMALARIC était encore enfant, mais il avait un frère naturel nommé Gesalic, qui était plus âgé que lui. Les Goths le lui préférèrent. Théodoric, roi des Ostrogoths, aïeul maternel du successeur légitime, arma en sa faveur et envoya une armée de quatre-vingt mille hommes, sous la conduite d'Ibbas, pour mettre cet enfant sur le trône de ses ancêtres, et pour s'opposer en même temps aux progrès que les Francs faisaient dans ses États, après la défaite de son père, qui avait été suivie d'une seconde victoire sur les Visigoths. Théodoric était lui-même occupé à faire tête aux troupes que l'empereur Anastase avait dirigées contre lui. Cependant Clovis, ayant gagné sur les Visigoths une seconde bataille près de Castelnaudari, se rendit maître du Poitou, de la Saintonge et du Bordelais, pendant que son fils faisait la conquête de l'Albigeois, du Quercy et de l'Auvergne. Au commencement de l'année 508, Clovis prit la ville de Toulouse, où étaient en dépôt les richesses que le premier Alaric avait emportées du sac de Rome. En un an l'époux de Clotilde réduisit les Visigoths aux deux Narbonnaises et à une partie de la Viennoise. L'esprit de persécution des rois visigoths, qui étaient ariens, avait disposé les catholiques à seconder Clovis pour s'affranchir du joug qui pesait sur eux. Une autre armée de ce prince était dans l'Aquitaine, et marchait

contre Gesalic, qui s'enferma dans Carcassonne, où il fut d'abord assiégé. Sur ces entrefaites Ibbas, qui commandait l'armée de Théodoric, envoyée au secours d'Amalaric, son petit-fils, s'avança contre les Francs. Les troupes qui attaquaient Carcassonne levèrent aussitôt le siège pour aller au secours de Gondebaud, roi des Bourguignons, allié de Clovis, et alors occupé au siège d'Arles. Ibbas leur livra bataille, les défit, et tua plus de trente mille hommes tant Francs que Bourguignons. Pendant ces événements, Gesalic sortit de Carcassonne et se retira à Narbonne, où étaient rassemblés les débris de la nation des Visigoths. Cette ville fut prise par Gondebaud, et le malheureux Gesalic s'enfuit à Barcelone, et s'accommoda avec Clovis par un traité dont les stipulations ne sont pas connues. Quoi qu'il en soit, il avait encore en tête l'armée de Théodoric, qui avait fait lever le siège d'Arles et s'était emparé, au nom de son petit-fils, de ce qui restait dans les Gaules aux Visigoths. Clovis lui-même, occupé ailleurs, s'était réconcilié avec Théodoric, à qui il ne restait plus d'autre adversaire que Gesalic. Ce dernier passa en Afrique, où Trasimond, roi des Vandales, lui accorda quelques troupes. Revenu en Catalogne avec ce renfort, il trouva, à douze milles de Barcelone, Ibbas qui tailla son armée en pièces. Il essaya de se réfugier chez les Bourguignons, mais il fut pris au passage de la Durance, et peu de temps après on le fit mourir, l'an 510. L'aïeul d'Amalaric se saisit de ce qui restait aux Visigoths, tant dans les Gaules qu'en Espagne, et gouverna durant la minorité de ce prince.

AMALARIC resta donc sous la tutelle de son aïeul, qui fit administrer le royaume par Teudis, son écuyer et son favori. Clovis étant mort en 511, laissa quatre fils et une fille, et quoique l'aîné fût né d'une concubine, cela ne l'empêcha point de partager avec ses frères, qui étaient fils de la reine Clotilde. Il avait vingt-six à vingt-sept ans, Clodomir seize à dix-sept, Childebart treize à quatorze, et Clotaire environ douze. Ils divisèrent entre eux le royaume; Thiéri eut l'Austrasie, c'est-à-dire la partie orientale du

royaume de leur père, et les terres d'au-delà du Rhin; l'autre partie, nommée la Neustrie, fut pour les trois fils de Clotilde. Ainsi tous quatre étant également rois et indépendants, chacun avait sa cour et sa résidence : celle de Thierry était à Metz, celle de Clodomir à Orléans, celle de Childebert à Paris, et celle de Clotaire à Soissons. Peu de temps après la mort de Clovis, les Visigoths reprirent le Rouergue et autres pays voisins du Languedoc. AMALARIC, devenu majeur, épousa Clotilde, sœur des quatre rois, et elle lui apporta en dot la ville de Toulouse, avec d'autres terres situées en France. Fille d'une reine que l'Église a placée au nombre des saintes, elle avait été élevée dans la religion catholique, et dans la plus haute piété; AMALARIC, attaché à l'arianisme, ne l'avait épousée que par des motifs de politique, et n'eut pas pour elle toute la considération qu'il devait : la diversité de religion fut une occasion de mésintelligence. Clotilde avait espéré ramener son époux à la foi qu'elle professait, de même que sa mère avait réussi dans la conversion de Clovis. Le roi des Visigoths voulut au contraire lui faire embrasser les opinions des ariens. Elle supporta les mauvais traitements de son mari avec douceur; mais enfin, poussée à bout, elle se plaignit à ses frères, qui, joignant leurs forces ensemble, volèrent à son secours; AMALARIC, qui ne s'attendait pas à être si promptement assailli, fut surpris et tué à Barcelone l'an 531. Il occupa le trône vingt-un ans, y compris les seize ans qu'il fut sous la tutelle de son aïeul. Il régna à Narbonne.

TEUDIS, ce sage administrateur que Théodoric lui avait choisi, avait gouverné avec tant de prudence et d'habileté, que les nobles, voyant la maison royale éteinte, le mirent sur le trône. Les rois d'Austrasie et de Neustrie, contents d'avoir vengé et délivré leur sœur, la ramenèrent en France; mais elle mourut en chemin. Une guerre contre les Bourguignons les occupa si exclusivement qu'ils laissèrent Teudis en repos. Leurs divisions, la mort de Clodomir, et le massacre de ses enfants par leurs oncles, furent favorables aux Visigoths. Mais en 543 ils se trouvèrent assez unis pour envoyer des troupes contre

Teudis. Elles passèrent les Pyrénées, et se promettaient de détruire l'arianisme en Espagne. Les Francs se rendirent maîtres de l'Aragon et en assiégèrent la capitale. Childebert et Clotaire y étaient en personne. Une procession que les assiégés firent sur les remparts devint la cause ou le prétexte d'un accommodement dont les conditions furent que l'arianisme ne serait plus souffert en Espagne, et qu'on donnerait aux Francs la tunique de saint Vincent, relique qu'ils apportèrent avec beaucoup de cérémonie à Paris, dans un lieu où Childebert fonda une magnifique abbaye, sous le nom de Sainte-Croix et de Saint-Vincent : c'est aujourd'hui Saint-Germain-des-Prés. Toutefois ils ne repassèrent pas sans obstacle les Pyrénées, Théodégésile, lieutenant de Teudis, et qui fut ensuite son successeur, leur disputa le passage dont il s'était saisi, et leur fit éprouver de grandes pertes. Une peste qui dura deux ans ravagea ensuite l'Espagne. Quand ce fléau eut cessé, Teudis passa en Afrique et y assiégea Ceuta. Une vigoureuse sortie que fit la garnison ruina une partie de son armée. Il repassa avec les débris en Espagne, où il fut tué en 548, par un homme qui contrefaisait l'insensé. On n'a jamais bien su le motif de ce meurtre; mais Teudis reçut la mort comme un juste châtement du crime qu'il avait commis autrefois en assassinant un général sous lequel il servait, et à qui il avait fait serment de fidélité. Il régna au-delà des Pyrénées.

THEUDISÈLE, général des armées de Teudis, était du sang royal des Ostrogoths en Italie, et fils d'une sœur de Totila leur roi. Sa naissance et sa valeur engagèrent la noblesse à le couronner après la mort de Teudis. Il répondit mal à la bonne opinion qu'on avait de lui; il sembla n'être monté sur le trône que pour assouvir ses passions. Son impudicité le poussa à faire mourir plusieurs personnes, afin de jouir plus tranquillement de leurs femmes. Un roi qui ménageait si peu ses sujets en fut détesté : ils conspirèrent contre lui, et l'assassinèrent dans son palais, après un règne d'environ un an [549]. Il régna à Barcelone.

On ne sait de quelle famille était AGILA que

les Goths élurent après lui. Cordoue refusa de le reconnaître; il l'assiégea, mais une sortie que firent les habitans le mit en déroute, son fils périt dans l'action, et il fut réduit lui-même à chercher un asile à Mérida. Cet échec le décrédita dans l'esprit de ses sujets. Un certain Athanagilde rassembla des troupes et s'allia avec Justinien, empereur d'Orient, qui était rentré en possession de l'Afrique en y détruisant le royaume des Vandales. Cet empereur, charmé de trouver cette occasion d'envoyer une armée en Espagne, donna à Athanagilde le secours qu'il demandait. Agila fut battu, et ensuite assassiné par ses propres sujets dans la ville de Mérida, où il faisait son séjour ordinaire, après environ cinq ans de règne [554].

ATHANAGILDE n'avait appelé les Romains que pour les opposer au parti d'Agila, qui aurait pu le troubler dans ses projets; mais le but de Justinien était différent. Ce prince fort ambitieux et grand politique, s'était flatté de chasser les Goths d'Italie par le moyen de Narsès, de se rendre maître de l'Espagne en y envoyant ses meilleures troupes, sous prétexte d'appuyer les droits du roi son allié, et de s'emparer par ce moyen des postes les plus avantageux, qui pouvaient lui faciliter la conquête du reste. En effet, ses soldats avaient formé des établissemens dans l'Aragon, dans le royaume de Valence et celui de Tolède. Athanagilde, qui avait deviné le projet de l'empereur, essaya vainement de s'y opposer. Les généraux de Justinien taxèrent cette conduite d'ingratitude. Le règne du roi goth, qui dura treize à quatorze ans, fut rempli par les tentatives qu'il fit pour arracher à ses anciens alliés les provinces de son royaume qu'ils avaient usurpées. Le détail de ces événemens est à peine connu; on sait seulement qu'Athanagilde ne put expulser les forces impériales, et qu'il mourut l'an 567. Il régna à Tolède, et ne laissa que deux filles, dont l'aînée, nommée Galsuinde, épousa Chilpéric, roi de Soissons, et l'autre, qui est Brunehaut, si célèbre dans l'histoire de France, devint la femme de Sigebert, roi d'Austrasie.

Liuva I, vice-roi de la Gaule gothique, fut

élu et proclamé roi à Narbonne. On ne sait pas de quelle famille il était, ni par conséquent s'il était parent du feu roi. Il n'y avait guère qu'un an qu'il régna quand il déclara pour son collègue son frère Leuvigilde, à qui il donna à gouverner tout ce que les Goths avaient en Espagne, ne se réservant que la Gaule narbonnaise. Liuva mourut l'an 572, et régna à Narbonne.

LEUVIGILDE, après la mort de son frère, réunit, l'an 572, les deux Espagnes; l'ultérieure ou l'Espagne proprement dite, et la citérieure ou la Septimanie. C'est en effet le premier monarque qui ait pris les insignes de la royauté en Espagne, la couronne, le sceptre, le manteau royal et les autres ornemens réservés au pouvoir suprême. Il était brave et heureux: il fit la guerre aux Romains, reprit sur eux tout l'Aragon avec les royaumes de Valence et de Tolède, et les chassa presque entièrement de l'Espagne. Il tint sa cour à Tolède, réduisit à l'obéissance plusieurs seigneurs qui refusaient de le reconnaître, et profita des troubles qui s'étaient élevés entre les Suèves. Théodomir, leur roi, après avoir abandonné l'arianisme et s'être converti à la foi catholique, était mort l'année 570, et avait eu pour successeur Mir, dont on ne connaît ni le père ni l'origine, et qui fut tué l'an 583, dans une bataille qui se donna entre Leuvigilde et son fils Hermenigilde. Mir laissait un fils nommé Eboric, que les Suèves couronnèrent; mais Sigemonde, mère de ce jeune roi, se maria avec un deses parents, appelé Anduica, qui usurpa la couronne, renferma le roi et le fit moine. Leuvigilde envahit sur-le-champ le royaume d'Eboric, sous prétexte de le rétablir; mais quand il s'en fut rendu maître, il garda cette couronne et l'unit à celle des Goths en 583. Ainsi finit le royaume des Suèves en Espagne, après avoir duré cent soixante-quatorze ans.

Nous venons de parler d'une bataille entre Leuvigilde et un de ses fils; voici quelle fut l'origine de cette guerre.

LEUVIGILDE avait deux fils, Hermenigilde et Recarède. Brunehaut, fille d'Athanagilde, reine d'Austrasie, voyant ce monarque si puissant, voulut former de nouveaux liens

entre la nation des Goths et celle dont elle avait épousé le roi. Elle maria Ingonde, sa fille, avec Hermenigilde, et de ce mariage naquit un fils qui fut appelé Amalaric. Mais la reine des Visigoths prit sa belle-fille en aversion ; après avoir inutilement tenté de lui faire embrasser l'arianisme par la persuasion, elle employa la violence ; elle en vint même jusqu'à la frapper, à la traîner par les cheveux, et à la faire plonger dans un étang. Ingonde souffrit tous ces mauvais traitements avec tant de modération et de constance, que son époux en fut touché et se convertit. La reine, au désespoir du succès de sa cruauté, obligea le roi à poursuivre son fils comme un ennemi. Le prince se retira chez Mir, roi des Suèves, qui occupait la Galice. Après une guerre qui dura quelque temps, Leuvigilde accorda à son fils une ville pour sa résidence ; mais la reine n'eut point de repos qu'elle ne lui eût suscité une nouvelle persécution. Le prince eut recours au roi de Galice et au lieutenant que l'empereur d'Orient avait en Espagne. Le lieutenant de l'empereur trahit Hermenigilde, qui lui avait donné en otage sa femme et son fils ; le perfide retint la mère et l'enfant, et le prince fut réduit à se jeter dans une église, lieu d'asile alors inviolable.

Le roi n'ignorait pas la vengeance que les frères de Clotilde avaient autrefois tirée des persécutions qu'Amalaric avait fait subir à leur sœur pour sa religion ; mais il voyait Childebart, roi d'Austrasie, en mauvaise intelligence avec Chilpéric, roi de Neustrie, qui avait sa cour à Paris ; il songea à se lier avec ce prince-ci par le mariage de son fils Recarède avec Rigonte, fille de Chilpéric et de Frédégonde. Il envoya en France des ambassadeurs pour ménager cette alliance, qui avait déjà été proposée, et ils réussirent. En Espagne, Recarède était regardé comme le successeur futur de son père. Frédégonde, oubliant le sort de Clotilde et celui d'Ingonde, n'écouta que son ambition : sa fille fut fiancée à Recarède. On fit des dépenses excessives pour ce mariage ; il fallut plus de cinquante chariots pour porter les trésors qui furent donnés en dot à Rigonte ; plus de quatre mille hommes de guerre et une multitude de vassaux l'escortèrent sur sa route, et elle n'était pas en-

core arrivée à Toulouse lorsque Chilpéric mourut. On pillait tous ses équipages, de sorte qu'elle ne put continuer sa route. Leuvigilde n'ayant plus les mêmes motifs qui lui avaient fait souhaiter cette alliance, ne voulut point que Recarède épousât Rigonte : elle retourna donc auprès de Frédégonde, sa mère. Frédégonde sut se maintenir dans la Neustrie après la mort de Chilpéric, son mari, tandis que Brunehaut gouvernait l'Austrasie. Leuvigilde devait craindre que ces deux reines ne se joignissent pour venger l'injure qu'il avait faite à la fille de l'une, en rompant un mariage si avancé, et les persécutions dont il poursuivait la fille de l'autre. Il était naturel qu'elles unissent leur ressentiment contre lui. Hermenigilde était sorti de l'asile où il s'était réfugié, séduit par les promesses trompeuses de son père, et peu de temps après il avait été tué d'un coup de hache par ordre du roi, parce qu'il refusait de communier de la main d'un évêque arien. Ingonde, sa femme, qui était entre les mains des officiers de l'empereur Maurice, ne put obtenir de rejoindre Childebart, son frère, roi d'Austrasie. Ils voulaient l'envoyer à Constantinople, et ils la conduisirent en Afrique, où elle mourut. Leuvigilde eut soin d'entretenir la mésintelligence entre Brunehaut et Frédégonde : celle-ci se liguait même avec lui pour perdre la reine douairière d'Austrasie ; mais Gontran, roi d'une partie de la Neustrie et de la Bourgogne, étant averti de cette ligue, songea à prévenir les confédérés, et voulut commencer la guerre par l'expulsion des Visigoths hors du pays qu'ils possédaient encore dans les Gaules. Il leva deux armées nombreuses ; mais des intrigues appuyées de l'argent fourni par Leuvigilde avaient corrompu une partie des officiers, et la mésintelligence qui régnait entre les seigneurs du Berri, de la Saintonge, de l'Angoumois, du Périgord, de l'Aquitaine, ou des provinces voisines de la Loire, de la Saône et du Rhône, de la Bourgogne, du Lyonnais et de la Provence, firent échouer l'entreprise ; les deux armées ne servirent qu'à ruiner les pays où elles passèrent. L'une, qui était allée jusqu'à Nîmes, après avoir coupé les arbres, saccagé les égli-

ses et égorgé les prêtres jusque sur les autels, se dispersa; l'autre eut le même sort, elle s'avança jusqu'à Carcassonne, et disparut sans avoir combattu; détruite par l'indiscipline des soldats qui abandonnèrent leurs drapeaux.

Recarède, de son côté, pénétra jusqu'aux environs d'Arles avec des troupes qu'il amenait d'Espagne; après avoir fait quelque ravage, il se retira à Nîmes, et bientôt après il vint des ambassadeurs d'Espagne pour demander la paix. Leuvigilde la désirait avec ardeur, et pensait l'obtenir par des présents. Les assassins qui avaient promis à Frédégonde la mort de Brunehaut et de Childebert, n'avaient manqué leur coup, et avaient expié leur crime dans les supplices. Gontran était plus formidable que jamais; il avait rejeté les propositions et refusé les présents. Leuvigilde envoya une nouvelle ambassade avec des cadeaux plus considérables, qui furent également repoussés. Gontran ne pouvant oublier l'injure faite à Ingonde, fille de Sigebert, son frère, ne voulut entendre à aucun accommodement. Dès que les ambassadeurs furent retournés en Espagne, Recarède, piqué de ce qu'on avait refusé deux fois la paix que son père demandait, se rendit à Narbonne, d'où il fit des courses dans les pays voisins; mais voyant tous les gouverneurs de ces provinces unir leurs forces pour l'attaquer, il se retira. Leuvigilde n'eut pas la consolation de conclure la paix qu'il souhaitait si ardemment; il mourut l'an 586.

L'arianisme perdit en lui un protecteur zélé, qu'il ne retrouva point en RECARÈDE, qui lui succéda. Ce prince montant sur le trône se vit maître d'un état très-florissant; son père avait porté le royaume des Visigoths au plus haut point de splendeur: il comprenait les provinces de France voisines de l'Espagne, l'Espagne tout entière, à la réserve de quelques cantons que les empereurs d'Orient y possédaient encore, et une partie de la Mauritanie aux environs de Tanger. Recarède épousa en premières noces une princesse anglaise, quelques auteurs prétendent cependant qu'elle était issue du sang des Goths. Il abjura l'arianisme; et ses sujets l'imitèrent, à l'exception de quelques-uns qui,

sous ce prétexte, se révoltèrent contre lui; mais il les fit rentrer dans l'obéissance. La reine étant morte, il rechercha en mariage Clodovinde, sœur de Childebert. Il y avait peu d'apparence qu'on la lui accordât: les malheurs de sa sœur Ingonde, dont on cherchait à tirer vengeance, étaient une leçon bien effrayante; mais on fit entendre que l'arianisme du feu roi avait été la cause de cette persécution, à laquelle Recarède n'avait eu aucune part, et que la conversion de ce prince devait dissiper toute crainte. Gontran, roi de Bourgogne, fut consulté, et fit d'abord quelques difficultés; mais il s'en remit pourtant à la volonté de son neveu, et le mariage fut conclu. Mariana et les autres historiens d'Espagne, comme Isidore de Séville, font mention d'une bataille donnée près de Carcassonne entre Bosen, lieutenant de Gontran, et Claude, duc de Lusitanie, lieutenant de Recarède. Selon quelques-uns, l'armée des Français était de soixante mille hommes, et les Visigoths n'étaient que trois cents. Il est difficile d'ajouter foi aux détails de cette victoire, remportée par une poignée de gens sur une si grande armée; et il est remarquable que Grégoire de Tours, qui vivait alors, ne fait mention ni de cette défaite, ni de cette armée de soixante mille hommes, aussi Mariana en parle-t-il comme d'un miracle. Ce Claude, duc de Lusitanie, est nommé ailleurs Claude, duc de Mérida. L'Espagne avait alors des ducs; mais ils n'étaient pas héréditaires. RECARÈDE ayant régné quinze ans avec beaucoup de prospérité et de gloire, mourut l'an 601, et laissa trois fils: Liuva, qui lui succéda immédiatement, Suintila, qui régna à son tour après avoir vu la couronne passer en d'autres mains, et Geila, dont l'histoire parle à peine.

LIUVA II occupa le trône environ deux ans. Vitteric, un des principaux seigneurs des Visigoths, excita contre lui une révolte, se saisit de sa personne, lui coupa la main droite, et le fit mourir l'an 603.

VITTERIC était noble, sans être du sang royal. Il ceignit cependant la couronne, et pour se rendre recommandable à la nation, il voulut ôter aux empereurs d'Orient ce qu'ils possédaient encore en Es-

pagne. Après quelques échecs, il obtint la victoire dans une bataille près de Siguença. Gontran étant mort sans enfants, au mois de mars 592, son neveu Childeburt, roi d'Austrasie, avait hérité du royaume de Bourgogne et de ce que Gontran possédait dans la Neustrie; mais il était mort à l'âge de vingt-cinq ans, l'an 596, laissant deux fils, dont l'aîné, Théodebert, posséda le royaume d'Austrasie, et Théodoric celui de Bourgogne. Il y eut entre ce dernier et Vitteric un commencement d'alliance. Vitteric avait une fille nommée Ermenberge, qui fut promise à Théodoric, et même envoyée en France avec une suite nombreuse et brillante; mais elle revint bientôt chez son père, sans que le mariage eût été consommé. On publia que c'était un effet des artifices qu'avaient mis en œuvre les maîtresses de Théodoric pour lui inspirer de l'aversion contre sa fiancée. D'autres dirent que Brunehaut, qui régna sous le nom de son petit-fils, avait craint que cette princesse ne diminuât son crédit, si le mariage s'achevait, et qu'elle l'avait fait renvoyer. Frédégaire, et Mariana après lui, parlent de ce mariage et de ce renvoi, et font faire à Vitteric une ligue avec Agiluf, roi de Lombardie, Théodebert d'Austrasie et Clôthaire II de Neustrie; mais toutes ces circonstances semblent n'avoir existé que dans l'imagination de ceux qui les rapportent. En effet, Frédégaire place ce mariage, ce renvoi et cette ligue en 606, et fait mourir Vitteric la même année. Il ne mourut pourtant qu'en 610. Il fut soupçonné de vouloir rétablir l'arianisme, et le bruit s'en étant répandu, le peuple en fureur brisa les portes de son palais, le massacra au milieu d'un festin, traîna son corps par les rues, et l'ensevelit ignominieusement. Ainsi finit cette usurpation de sept ans.

GONDEMAR lui succéda. On ne saurait affirmer s'il avait été l'auteur de cette conspiration par le désir de régner, ou si le complot ayant été ourdi sans sa participation, il en profita seulement. Les Visigoths lui décernèrent la couronne, qu'il méritait par sa prudence et par sa valeur. On conjecture que la haine des Francs contre Vitteric lui attira l'amitié et ses secours de cette nation. Il est du moins

certain qu'il paya un tribut annuel aux Francs; les lettres du comte qui était alors gouverneur de la Gaule gothique, où cette particularité se trouve, nous apprennent que des ambassadeurs qu'il avait envoyés aux rois de France y furent outragés, et qu'ils s'étaient attiré ce malheur par leur conduite: il fit porter ses plaintes par d'autres envoyés qui ne purent même obtenir audience. Le comte qui commandait pour lui dans le Languedoc, piqué de ces injures, s'empara de deux places que Recarède avait cédées dans la Gaule narbonnaise par le traité conclu avec Brunehaut. La mort de cette princesse, que Clothaire fit périr, après avoir fait massacrer tous les héritiers des royaumes d'Austrasie et de Bourgogne, empêcha les Francs de songer à s'en ressaisir. Gondemar mourut, en 612, de mort naturelle, avec la réputation d'un roi sage et religieux.

SISEBUT fut élu par la noblesse. Il était pieux et brave. Il força à l'obéissance les Asturiens, qui refusaient de le reconnaître; il remporta quelques avantages sur les officiers de l'empereur d'Orient et bannit les Juifs de ses États. Il mourut à Tolède l'an 621, après avoir régné huit ans et demi.

RÉCARÈDE II, son fils, lui succéda; mais il ne régna que trois mois, et mourut la même année. Les Visigoths revinrent alors à la famille de Récarède I. La mémoire de ce monarque leur était chère; il semblait même qu'ils ne se fussent donnés à Vitteric que par force.

SUINTILA, frère de Liuva, avait eu plusieurs occasions de faire éclater sa bravoure et sa prudence. Les Goths le placèrent sur le trône; charitable envers les pauvres, il en fut appelé le père. Les Gascons, qui occupaient alors la Navarre, se révoltèrent contre lui, et il les contraignit à rentrer dans le devoir. L'empire grec avait encore deux généraux qui commandaient dans les pays que Vitteric et Sisebut avaient essayé en vain de conquérir. Suintila, plus heureux que ses prédécesseurs, en vint à bout; il vainquit un de ces généraux par les armes, et l'autre par ses libéralités; il rentra ainsi en possession des provinces qu'ils tenaient pour l'empereur, et devint monarque unique de toute l'Espagne. Il n'eut pas un pareil suc-

cès dans l'entreprise qu'il tenta pour rendre le trône héréditaire dans sa famille. Il associa son fils Ricimer à la dignité royale. Les Goths, qu'il n'avait pas consultés, regardèrent cette association comme un attentat au droit qu'ils avaient d'élire les rois ; et pour faire voir combien ils étaient éloignés d'y renoncer, ils lui choisirent pour successeur un autre de ses fils, nommé Sisenand : ce qui produisit un scission dans l'État. D'un côté, Suintila et son fils, qui avaient encore des partisans, tâchaient de se maintenir. Le nouvel élu faisait tous ses efforts, avec ceux qui l'avaient choisi, pour mettre la France dans ses intérêts. Dagobert, ébloui par les promesses qu'on lui fit, envoya en Espagne une grande armée, à l'approche de laquelle Suintila fut abandonné de la plupart de ses troupes ; la désertion devint enfin générale. SISENAND fut couronné en 631.

Ce prince vit bien qu'il aurait toujours à craindre quelque fâcheuse révolution tant que la nation ne serait pas réunie entièrement en sa faveur. Il assembla à Tolède un concile, et mit en jeu tous les ressorts de l'intrigue et de l'hypocrisie pour attirer les évêques d'Espagne dans ses intérêts. Il affecta une piété humble et un profond respect pour cette assemblée. Les sanglots qu'il poussait et les larmes qui coulaient de ses yeux en abondance, en demandant, à genoux, aux prélats le secours de leurs prières pour bien gouverner, lui conquirent les soixante-dix évêques dont le concile était composé. Aussi, après divers décrets qui concernent la discipline, fit-il ajouter ceux-ci : « Que personne ne » monterait sur le trône sans les libres suffrages des grands et des évêques ; qu'on ne » pourrait violer le serment prêté au roi ; » que les rois n'abuseraient point, pour régner tyranniquement, d'un pouvoir qui » ne leur est donné que pour le bien de l'État ; que Suintila, sa femme, ses fils et son » frère seraient anathématisés pour ce qu'ils » avaient fait d'impie et de cruel en abusant » de l'autorité royale. » C'est ainsi que le concile de Tolède travaillait en 634 à établir Sisenand. Ce roi mourut sur la fin de 635, après avoir régné trois ans onze mois et seize jours.

Les grands et les évêques du royaume lui donnèrent CHINTILLA pour successeur. On était devenu si scrupuleux sur la validité des élections, que l'on tint plus d'un synode pour examiner celle-ci et pour la confirmer. Un de ces synodes se composa de vingt-deux évêques, l'autre fut de cinquante. On se servit de leur autorité sur le peuple pour remédier aux troubles intestins que les mécontents voulaient exciter. Chintilla régna trois ans et huit mois, et mourut à Tolède en 640.

TULCA ou FULGA monta sur le trône par élection ; il était fort jeune, mais il avait beaucoup de piété, de prudence, de courage et d'humanité ; car il se montrait plein de compassion pour les pauvres. Il ne regardait pas les revenus de la couronne comme un bien destiné à ses besoins particuliers ou à ses plaisirs ; il les employait aux besoins publics et au soulagement de son peuple. Un si excellent prince mourut de maladie à Tolède l'an 641, après un règne de deux ans et quatre mois : cet éloge est de Mariana. Mais Sigebert de Gemblours dit que Tulca, se livrant sans frein à toutes ses passions, souleva contre lui ses sujets, qui le détrônèrent. Ce fait est démenti par le témoignage de l'archevêque Ildefonse, qui ne rapporte que ce qu'il a vu, et dont l'autorité doit être plus grande que celle d'un étranger qui, n'écrivant que sur des oui-dire, a pu aisément être trompé par un faux rapport, surtout à une si grande distance.

CHINDASUINTE ou CHINDASVINDE se saisit du trône. On doute si l'armée, à laquelle il se montra aussitôt après la mort de Tulca, avait été assemblée du vivant du feu roi, dont peut-être il méprisait la jeunesse, ou si, lorsqu'on sut que le roi ne relèverait point de sa maladie, Chindasuinte entreprit de se placer sur le trône. Quoi qu'il en soit, il avait la force en main et était en position de se faire craindre. Les autres grands et le peuple ne jugèrent pas à propos de lui opposer des troupes levées à la hâte et sans nulle expérience. Il s'attacha à se faire pardonner son usurpation par l'habileté de sa conduite : la probité, la prudence et les autres vertus que l'on vit briller en lui, consolèrent les Goths de l'atteinte portée par CHINDASUINTE

à leurs privilèges, en s'attendant point qu'ils lui offrissent la couronne. Il établit de très-bonnes lois, et convoqua un concile, qui fut le septième concile de Tolède; on bâtit de son temps plusieurs monastères. Il épousa Riciberge, fille d'Evantius, qui était frère d'Eugène III du nom, archevêque de Tolède; trois fils naquirent de cette union: Recejuinte, Théodefrède et Favila. Le premier succéda à son père, le second, fait duc de Cordoue, épousa Rexilone, dame du sang royal des Goths, dont il eut un fils et une fille, savoir: Roderic, qui régna et causa l'irruption des Maures, et Lur, qui épousa Favila, son oncle. Favila, troisième fils de Chindasuinte, fut duc de Cantabrie, c'est-à-dire de Biscaye. Il épousa Lur, sa nièce, qui lui donna un fils, le célèbre Pélage, et une fille, mariée à Ardebaste, dont elle eut un fils, nommé Flavius Ervige, qui fut roi. Chindasuinte, après avoir régné sept ans, songea à assurer la couronne à son fils. L'exemple encore tout récent de Suintila ne le détourna pas de son projet, qu'il exécuta sans obstacle. Associé au trône, Recesuinte, fils aîné du monarque, concentra dans ses mains toutes les prérogatives de la royauté, de sorte que l'on compte la première année du règne du fils dès l'an 648, quoique le père ait vécu encore trois ans après avoir partagé son pouvoir.

RECESUINTE ou RECESVINDE fut un roi sage et pieux; il corrigea les anciennes lois des Goths, et en ajouta de nouvelles. Il avait eu une guerre à soutenir contre les Basques, qui avaient pris les armes et se jetaient sur les provinces de leur voisinage pour les piller. Il les battit et les réduisit à vivre en repos dans leur pays. Il mourut sans enfants le premier septembre, l'an 672; son règne fut de vingt-trois ans six mois et onze jours, si on le compte du jour qu'il fut associé par son père; ou de vingt-un ans et onze mois, si on compte depuis la mort de Chindasuinte. Il convoqua le VIII^e, le IX^e et le X^e concile de Tolède.

Abdalla, l'un des généraux du calife Moavia, qui possédait déjà l'Egypte, avait fait de grands progrès dans l'Afrique, où il avait enfin mis en déroute le préfet Grégoire, qui commandait, dans cette contrée, les forces de l'em-

peur d'Orient. La victoire fut complète, et le vainqueur resta maître de toutes les côtes de l'Afrique qui sont sur la Méditerranée, à la réserve d'un canton aux environs de Tanger et de Ceuta, que les Goths d'Espagne conservèrent encore quelque temps. Ainsi se forma cette formidable puissance des Arabes, qui, ayant envahi la Mauritanie, en retinrent le nom. Comme les pays qu'ils avaient conquis les approchaient de l'Espagne, qui n'en est séparée que par un détroit assez aisé à traverser, on put dès lors prévoir qu'ils le passeraient dès qu'ils en trouveraient l'occasion. Une grande éclipse qui changea le jour en nuit, sous le règne de Recesuinte, fut prise comme un présage qui annonçait quelque grand malheur à l'Espagne.

Les Visigoths, comme on a vu, avaient eu des rois qui avaient usurpé la couronne, et l'avaient même achetée par un parricide; on vit un phénomène nouveau après la mort de Recesuinte: il laissait des frères sur qui le choix de la nation devait naturellement tomber. Mariana dit que la faiblesse de leur âge les rendait incapables de porter un si lourd fardeau; mais il n'est pas aisé de comprendre que vingt-deux ans après la mort de leur père, ces princes fussent encore trop jeunes pour régner. Il y eut sans doute quelque autre raison qui leur fit préférer Wamba.

WAMBA était l'homme de la cour qui avait le plus de crédit. Il s'était signalé à la guerre et dans le conseil. Il fut élu malgré lui: il eut beau, les larmes aux yeux, représenter son âge avancé, qui le rendait incapable de supporter le poids et les fatigues du rang suprême, on employa la violence pour arracher son consentement. Il ne voulut néanmoins être couronné qu'à Tolède. Il croyait que, pendant ce délai, il pourrait survenir quelque changement à son égard. On persista, et on le mit sur le trône.

Il avait eu raison de prévoir que cette dignité lui coûterait bien des travaux. Les Basques tentèrent quelques incursions; des troubles éclatèrent aux confins de la Biscaye et de la Navarre. Tandis qu'il s'efforçait de le apaiser, il s'éleva un nouvel orage du

côté de la Septimanie. Hilpéric, comte de Nîmes, Gumilde, évêque de Maguelone, et Ranimire, abbé, conjurèrent contre lui et voulurent se soustraire à sa domination. Ils tâchèrent de mettre Aregius, évêque de Nîmes, dans leurs intérêts; mais n'ayant pu ébranler sa fidélité, ils le chassèrent de son siège et y placèrent l'abbé Ranimire. Ils rappelèrent les Juifs, qui, ayant été bannis des pays soumis aux Goths, s'étaient réfugiés en France. Wamba envoya contre eux un de ses capitaines, nommé Paul. C'était un guerrier habile et heureux, il menait une armée assez forte pour ranger les rebelles à leur devoir; mais comme il avait des vues bien différentes, il marcha à petites journées, et tâcha sur sa route de se faire des partisans. Il gagna à ses projets Ranosinde, duc de Tarragone, et Hildegise, qui était gardingue, sorte d'officier considérable chez les Goths. Ils lui assurèrent Barcelone, Girone et Vich d'Ososne, à l'entrée même de l'Espagne. S'étant ainsi préparé à la révolte, Paul joignit ses troupes à celles du rebelle Hilpéric, prit Narbonne, et se fit déclarer roi. On lui mit sur la tête la même couronne que le roi Recarède avait donnée au saint martyr Félix de Girone. Tout le Languedoc espagnol fut soumis, une partie de l'Espagne tarragonaise suivit cet exemple, par l'autorité et par les intrigues de Ranosinde. Paul écrivit une lettre insolente à Wamba; ce roi, ayant appris cette perfidie, marcha vers l'ennemi, et reprit, chemin faisant, Barcelone, Girone, Collioure et autres places, dans l'une desquelles Ranosinde avait cherché un refuge. Narbonne tomba aussi aux mains du monarque. Maguelone, Agde et Béziers eurent le même sort, malgré la résistance qu'elles firent; on prit une partie des chefs de la sédition, entre autres l'abbé Ranimire, devenu évêque de Nîmes. Gumilde, évêque de Maguelone, ne se croyant plus en sûreté, s'enfuit à Nîmes, où était Paul. Assiégés dans cette ville, tous deux furent contraints de se rendre. Wamba, qui ne voulait point s'attirer un plus grand nombre d'ennemis, renvoya les Francs et les Allemands qu'il trouva avec les rebelles. Il resti-

tua aux églises ce que les révoltés en avaient enlevé. Il se contenta de faire couper les cheveux à Paul, sorte de dégradation qui rendait incapable d'occuper aucun emploi. Sur un bruit qui courut que Chilpéric II, roi de France, approchait avec une armée, Wamba s'arrêta quatre jours, comme pour l'attendre; mais croyant en avoir assez fait pour sa gloire, il ne songeait plus qu'à repasser les Pyrénées, lorsqu'il apprit qu'un corps de Francs ravageait les environs de Béziers. Il alla de ce côté, et à son approche l'ennemi s'enfuit dans les montagnes, abandonnant son bagage, dont les Goths s'emparèrent sans coup férir. Wamba se rendit à Narbonne, et revint à Tolède, où il entra menant à sa suite les chefs des rebelles, sans cheveux ni barbe, et couverts de haillons. Paul, entre autres, était remarquable par une couronne de cuir noir; ensuite ils furent enfermés, selon la sentence qui les condamnait à une prison perpétuelle. Le roi profita de la paix pour augmenter et fortifier l'enceinte de Tolède, et y convoqua un concile l'an 675. Comme il redoutait l'esprit entreprenant et guerrier des Arabes d'Afrique, il se précautionna contre leurs attaques en enrôlant dans la milice tous ses sujets, excepté les enfants et les vieillards. Il ordonna que ceux qui avaient des vassaux en armeraient au moins la dixième partie, qu'il fit distinguer par des armes particulières, avec ordre de se rendre sous leur drapeau au premier appel. Les évêques et le clergé devaient même, en ce cas, assembler tous leurs serfs, et marcher jusqu'à dix milles au-devant de l'ennemi. En même temps sa flotte détruisit celle que les Arabes envoyèrent au nombre de deux cent soixante-dix voiles, pour tenter une descente en Espagne. Quelques historiens ont insinué que les ennemis étaient poussés à cette entreprise par le comte Ervige. Ce prince, fils du comte Ardebaste et d'une sœur de Recesuinte, jouissait d'un grand crédit parmi les nobles par une conduite souple qui savait s'accommoder au temps; comblé de biens et d'honneurs, il lui manquait une couronne pour satisfaire son ambition. Ne pouvant l'obtenir que par un crime, il fit donner au roi une po-

tion qui le plongea dans une sorte de léthargie, durant laquelle on lui coupa les cheveux, afin de mettre le monarque dans l'impossibilité de reprendre sa couronne. En effet, un canon du VI^e concile de Tolède déclarait indigne du trône celui qui aurait subi cette dégradation. Quand il rouvrit les yeux, Wamba, reconnaissant que de roi il était descendu à l'état de moine, se résigna à son sort, et se retira dans un monastère où il vécut plus de sept ans livré aux pratiques les plus austères. Son règne avait été de huit ans et un mois.

ERVIGE, monté sur le trône par une noire perfidie, s'y maintint par sa prudence et sa fermeté. On a vu qu'il était petit-fils de Chindasuinte par sa mère, fille de ce roi, laquelle avait épousé le comte Ardebasto. Il craignit que l'exemple qu'il avait donné lui-même ne fût suivi. Il se tourna du côté du clergé, et fit assembler quelques conciles à Tolède, où, sous prétexte de veiller au bien de la religion, il affermit son pouvoir en s'attachant les évêques. Il choisit pour genre Egica, homme puissant et parent de Wamba, et lui fit épouser sa fille, nommée Cixilone ou Cixilane, tant pour se l'attacher par cette alliance que pour effacer aux yeux du public le crime de son usurpation. Son règne ne fut que de sept ans. Il mourut au mois de novembre 687, avant son prédécesseur, qui lui survécut. La veille de sa mort il nomma son gendre pour son successeur.

EGICA OU EGIZA avait toujours regardé Ervige comme un ennemi; mais il avait dissimulé sa haine tant qu'il avait vécu. Il n'avait même épousé sa fille que pour se rapprocher du trône. Il n'y fut pas plutôt placé, que, cessant de feindre, il répudia cette princesse, dont il avait un fils nommé Witiza. Quelques-uns ont prétendu que Wamba, qui vivait encore, le lui avait conseillé. Il fit faire une exacte recherche de ceux qui avaient eu part à l'artificieuse déposition de son prédécesseur et les fit punir sévèrement. Grand dans la paix et dans la guerre, sage, clément, il se gouverna en très-bon prince, et on peut le comparer aux meilleurs rois. A l'exemple de ses prédécesseurs, il convoqua trois conciles,

savoir : le XV^e, le XVI^e et le XVII^e de Tolède. Il eut guerre contre Pépin, qui régissait la France sous le nom de Childebert II, surnommé le Jeune. L'histoire n'en marque ni les détails ni le succès. Il mourut enfin l'an 701, la quatorzième année de son règne. Il laissa trois enfants : Witiza, qui lui succéda; Oppas, archevêque de Séville, qui eut beaucoup de part à la révolution dont nous parlerons ci-après; et une fille, qui fut mariée au comte Julien, un des principaux auteurs de ce grand événement.

WITIZA régna après son père Egica, qui l'avait associé de son vivant; il était fils de Cixilone, fille d'Ervige, dont la mère était sœur de Théodefrod, duc de Cordone, et de Favila, duc de Cantabrie, fils de Chindasuinte et frères de Recesuinte, leur aîné, qui fut roi. Ils vivaient encore lorsque leur arrière-petit-neveu monta sur le trône. Maître du pouvoir suprême, il n'en usa que pour satisfaire ses vices. Non content d'entretenir publiquement plusieurs concubines, qu'il traitait en reines, il engageait les autres à l'imiter. Les violences qu'il exerça contre ses sujets le rendirent odieux à la nation. Il craignit qu'ils ne lui ôtassent la couronne pour la donner à Théodefrod ou à Favila; il fit crever les yeux à Théodefrod et assassiner Favila. Roderic, fils du premier, et Pélage, fils du second, furent exposés à de grandes persécutions, le monarque essaya même de les faire périr. Cette conduite ne servit qu'à redoubler la haine de ses sujets; mais afin de leur ôter tout moyen de se révolter, Witiza fit abattre les murs d'un grand nombre de villes d'Espagne, et détruire toutes les armes qu'on put trouver; ce qui n'empêcha pas la plupart des nobles, rebutés de sa tyrannie, de se liguier contre lui avec Roderic. Celui-ci, après l'avoir détrôné, lui fit subir le même traitement qu'il avait fait à son père, et lui laissa la vie. Le règne de Witiza fut de dix ans : il mourut vers l'an 711, laissant deux fils, Eba ou Evan, et Sisebut. Les Visigoths se partagèrent entre les prétendants à la couronne; quelques-uns voulaient qu'on élût un des deux fils de Witiza; d'autres, pleins d'horreur pour la mémoire de ce roi, prétendaient qu'on en revint

aux usages de Rhesulante ; leur parti prévalut.

La monarchie des Goths, fondée par la conquête, était élective dans l'origine ; mais des princes habiles avaient su la rendre héréditaire. Cependant l'ambition du clergé et celle des grands avaient réussi plus d'une fois à disposer de la couronne. Le défaut de documents ne permet pas de décider par quels moyens Roderic parvint à renverser son prédécesseur et à prendre sa place ; on ne saurait donc affirmer si Witiza tomba du trône par sa propre faute, ou s'il succomba victime d'une conspiration. Quoi qu'il en soit, Roderic [709] ne jouit pas long-temps de son usurpation : l'empire allait disparaître, ses ressorts étaient usés, moins par le temps que par les vices de la nation, déjà pourrie avant d'être minée par les siècles ; car on ne comptait guère plus de trois cents ans depuis son établissement en Espagne. Un coup d'œil jeté sur l'organisation sociale des Goths permettra de discerner les causes qui amenèrent le subit abaissement d'un peuple qui, nourri dans la guerre, ne sut pas défendre son indépendance et laissa périr même jusqu'à son nom. Ce problème historique ne peut recevoir de solution que par l'examen attentif des institutions politiques et des mœurs nationales. Heureusement que pour suppléer aux faits il reste des témoignages qui peuvent en tenir lieu ; tels sont les codes émanés de plusieurs princes, et dont l'étude attentive nous révélera ce qu'il importe de connaître : la législation, miroir fidèle de l'état d'un peuple. En effet, les lois dénoncent les mœurs. Au cinquième siècle, Euric fit recueillir les coutumes que les Goths avaient apportées de leur patrie primitive ; mais son œuvre n'est pas venue jusqu'à nous. Au septième siècle, Alaric II fit composer par des jurisconsultes romains le *Breviarium alaricianum* destiné à ses sujets Romains ; puis enfin quand les Goths, chassés de la Gaule par les Francs, furent concentrés en Espagne, le code d'Alaric fut aboli et remplacé par le *Forum judicum*, composé sous Chindasvinde et son fils Recesvinde, qui régnèrent quelque temps ensemble ; sa date est de 649 à 652. Ces lois, rédigées par le conseil de ces princes et le

clergé, renferment quelques définitions remarquables ; qu'on en juge par les citations suivantes, empruntées au livre I, qui traite de la loi en général : — « Le législateur doit » être doux et bon, de bonnes mœurs plutôt » que de beau langage ; il doit être clément et » avoir Dieu continuellement devant les yeux, » et ne songer qu'au bien public. — La loi » doit être claire, concise et exempte de subtilités et de contradictions, faite pour » chaque classe de gens et chaque individu » de chaque classe. — La loi étant ainsi » faite, doit être obéie par tous, depuis le » roi jusqu'à l'esclave, sans exception de » pouvoir, de richesses ou de dignités ; car » Dieu l'a mandé, lui à qui obéit toute che- » valerie céleste ; et si les anges se sou- » mettent à ces lois, comment les hommes » en seraient-ils exempts ? — Nul ne peut al- » léguer l'ignorance de la loi ; le roi lui- » même y est soumis. » — Mais afin d'empêcher le monarque d'abuser de son pouvoir pour dépouiller par force ou par ruse un sujet de ses biens, une disposition porte « que tout ce que le souverain acquerra par » libre donation écrite et signée de la main du » donateur doit appartenir à l'Etat et non au » prince, qui ne peut transmettre à ses » enfants que ses héritages patrimoniaux. »

Mais si le chef de l'Etat ne peut se livrer à ses passions ou à ses caprices, il est en revanche protégé par la loi, qui punit tous les attentats contre sa personne de la mort, de la privation de la vue, du fouet, de la décalvation (1), de l'esclavage et de la confiscation. Si une personne en dignité dit du mal du roi, elle est condamnée à perdre la moitié de ses biens ; si elle est de condition vile, elle tombe en esclavage.

Quant aux formes de la justice, elles s'éloignent complètement de celles qui régissent les peuples modernes ; car le juge est responsable de ses actes, et s'il a prononcé une sentence réputée injuste, il doit réparer le tort qu'il a fait de ses propres deniers, et

(1) La décalvation consistait à arracher au coupable le cuir chevelu. C'est ce même supplice que les sauvages de l'Amérique du nord infligent à leurs prisonniers, et que l'on nomme *scalper*.

s'il ne peut payer, il est soumis à recevoir cinquante coups de fouet. L'homme condamné par un arrêt, s'il pensait que le juge s'est laissé corrompre, pouvait en appeler au tribunal de l'évêque, puis au roi, et si l'accusation était reconnue fondée, le juge était sévèrement puni. Contrairement à la coutume germanique, le code gothique permettait aux parties de se défendre par le ministère d'un avocat. Quant à la marche de la procédure, elle était simple et brève, comme chez tous les peuples encore à demi civilisés; on désérait le serment au défendeur à défaut de preuves positives, mais il n'y avait point de *conjuratores* (1). Passons maintenant à l'un des chapitres les plus importants, celui du mariage. En effet, l'union de l'homme et de la femme et les conditions qui y sont attachées signalent les mœurs d'une époque. Dans l'ivresse de la victoire, les Goths s'interdirent de contracter le lien conjugal avec les femmes du peuple vaincu; mais on sentit le besoin d'opérer la fusion des deux races, le mariage fut donc permis entre elles. Il était précédé par des fiançailles, dont la cérémonie consistait en un baiser donné par l'époux futur, et par l'offre d'un anneau, qui servait à constater l'engagement contracté. Le mari constituait la dot de la femme, c'est-à-dire qu'il l'achetait à ses parents; celle-ci était placée sous la dépendance la plus absolue de son père: se mariait-elle sans son consentement, elle perdait son droit à l'héritage, et était livrée, avec celui qu'elle avait choisi, au pouvoir de l'époux adopté par le père. Toute femme libre qui entretenait un commerce illicite avec son esclave, devait être brûlée vive avec son complice. Si l'épouse ou la fiancée était surprise au moment où elle trahissait la foi conjugale, par son père, son fiancé ou son époux, ils pouvaient tuer la coupable et son amant, les oncles et les frères étaient armés du même droit. Un fils même pouvait dénoncer l'adultère de sa mère: c'était, dit le code, afin de

préserver la vie du mari, toujours en danger avec une femme adultère. Mais le législateur avait dépassé le but; il n'est jamais utile de violer les lois dictées par la nature: inspirées par la provoyance divine, s'il est permis de les régler, il faut se garder de les abolir ou de ne pas les respecter. Les mariages entre parents et alliés jusqu'au sixième degré étaient interdits, et le divorce ne pouvait avoir lieu que pour adultère. Le titre sur les héritages offre une particularité remarquable: c'est que les femmes étaient admises à suivre leur cause en justice. Elles partageaient aussi également avec leurs frères et leurs autres parents. Ce principe, repoussé par toutes les nations germaniques, renfermait le germe des conséquences les plus graves, que l'avenir aurait développées. L'autorité du père de famille était restreinte sur ce point; car il ne pouvait laisser par testament à un étranger que la dixième partie de ses biens.

L'esclavage, cette plaie de la société antique, existait chez les Goths dans toute sa plénitude; l'esclave, dépouillé de sa dignité d'homme, était une chose et non une personne; ravalé au dernier rang, il n'avait pas à répondre de ses actes; triste privilège, qui le condamnait à végéter éternellement au-dessous de l'enfance et à côté de la brute. La législation qui le régissait était atroce: son maître le châtie à sa fantaisie, recueille le fruit de son travail, et dispose souverainement de son corps, dont il est en droit d'user et d'abuser suivant le caprice ou la dépravation de sa volonté. Lorsqu'un esclave s'échappait, les habitants du canton étaient tenus de courir sus après le fugitif, et s'ils négligeaient de le faire, tous, quelle que fût leur condition, étaient punis de deux cents coups de fouet. L'esclave avait trouvé cependant une protection, celle de l'église. Ainsi quand un homme avait légué en l'affranchissant son esclave à Dieu, il ne pouvait retomber dans la servitude. Le code même, si cruel à l'égard des esclaves, défendait de les mutiler et de les tuer. Au reste, cette dégradation si humiliante et si dure menaçait sans cesse la population libre; car la législation, dans une multitude de cas, infligeait aux coupables l'esclavage. On en

(1) On nommait ainsi chez les Germains les individus qui venaient affirmer en justice que tel fait était véridique; chaque partie amenait les siens. Le même usage existait parmi les Anglo-Saxons; aussi étaient-ils originaires de la Germanie.

sortait par l'affranchissement ; mais celui qui en obtenait le bénéfice ne passait pas sur-le-champ à la liberté ; il n'y montait que par degrés, et restait sous la dépendance de son maître, devenu son patron. Au reste, ce qui distingue le code gothique des autres codes barbares, c'est que les peines corporelles y sont prodiguées, tandis qu'elles sont exclues des lois saliques et ripuaires ; on y trouve encore, comme dans ces dernières, le rachat de certains délits, soit par de l'argent, soit par la peine du talion. L'homme libre qui en frappe un autre sur la tête, si l'épiderme est enlevé, est condamné à payer une amende de cinq sous. Si la blessure pénètre jusqu'à l'os, il en doit payer dix, et si l'os est brisé, dent. Un soufflet est estimé dix coups de fouet ; un coup de poing est tarifé à vingt ; mais un œil arraché ou crevé est estimé cent sous d'or ; le nez, les lèvres et les oreilles, en cas de lésion grave, étaient portés à la même somme. Chaque partie du corps s'évaluait de cette façon : cent sous pour le pouce, quarante, trente et vingt pour les autres doigts ; enfin les pieds et les mains étaient cotés à douze sous. Le code gothique renferme aussi un principe, indice d'une civilisation déjà avancée sous le rapport moral, c'est que la pénalité ne s'attache pas au fait même, mais à l'intention. L'homicide était puni de mort ; tandis que chez les autres nations originaires de la Germanie il s'expiait avec de l'argent donné à la famille de la victime. Le droit d'asile existait aussi chez les Goths ; le meurtrier, réfugié auprès des autels, devait être livré aux parents du défunt ; mais ceux-ci étaient tenus d'épargner sa vie. L'épreuve de l'eau bouillante s'ordonnait quelquefois pour rétablir la vérité d'un fait obscurci par des témoignages contradictoires ; toutes les législations de cette époque contiennent une semblable prescription. Enfin le dernier titre du code établit des châtimens atroces contre les hérétiques ; les juifs surtout, qui, suivant l'expression du texte, salissent le royaume, sont l'objet de plusieurs dispositions d'une révoltante sévérité. Il leur est interdit d'accomplir aucun des rites de leur culte, de circoncrire leurs enfants, d'épouser une pa-

rente jusqu'au sixième degré, sous peine d'être lapidés et brûlés vifs par les propres mains des juifs. Un Israélite ne pouvait ni accuser un chrétien, ni témoigner contre lui, ni posséder des esclaves chrétiens, ni tenter de les convertir, sans encourir la peine capitale. Tout chrétien qui embrasse le judaïsme est passible du même châtiment et ses biens sont confisqués ; s'il s'unit à une juive, ses enfants deviennent esclaves. On ne peut sans doute rien imaginer de plus tyrannique ; mais les victimes de ce régime oppressif avaient elles-mêmes consenti à le subir par un acte revêtu de leur signature ; les juifs pouvaient supporter tous les outrages, se résigner à tous les châtimens, puisqu'ils avaient accepté le rôle de bourreaux de leurs frères : tant de bassesse méritait peut-être tant de cruauté.

En résumé, le code gothique porte la double empreinte de la législation de Rome et des coutumes germaniques, modifiées par les idées nouvelles répandues par le christianisme. En effet, ce fut dans les conciles que s'élaborèrent toutes ces lois dont nous venons de faire un rapide examen. Il nous reste maintenant à apprécier les attributions du monarque, le pouvoir du clergé et celui des nobles, placés en tête de la société gothique et chargés de sa direction. Au roi appartenait la nomination des évêques, la haute juridiction civile et criminelle, la nomination à tous les emplois, la révision de toutes les sentences des tribunaux, même de celles rendues par les cours ecclésiastiques ; il convoquait les conciles, et possédait le droit de paix et de guerre, ainsi que le commandement des armées. Certes le partage de la royauté semble lui attribuer une suprématie incontestable et une autorité presque sans bornes ; mais, resserrée par les conciles, menacée par les nobles, cette autorité toujours précaire était plus apparente que réelle. Il fallait que le prince la partageât soit avec le clergé, soit avec les grands. Second pouvoir de l'Etat, l'Église tirait sa force de sa hiérarchie, de ses richesses et de son influence sur les esprits. Cinq métropolitains se partageaient l'Espagne ; après eux venaient les évêques, chefs d'une nombreuse milice de

prêtres. Plus instruit, le clergé s'empara de la direction de la société, d'abord semi-catholique et semi-arienne. Une longue lutte s'éleva entre ces deux croyances; mais celle qui se rattachait à Rome l'emporta (1) sous Récarède [586].

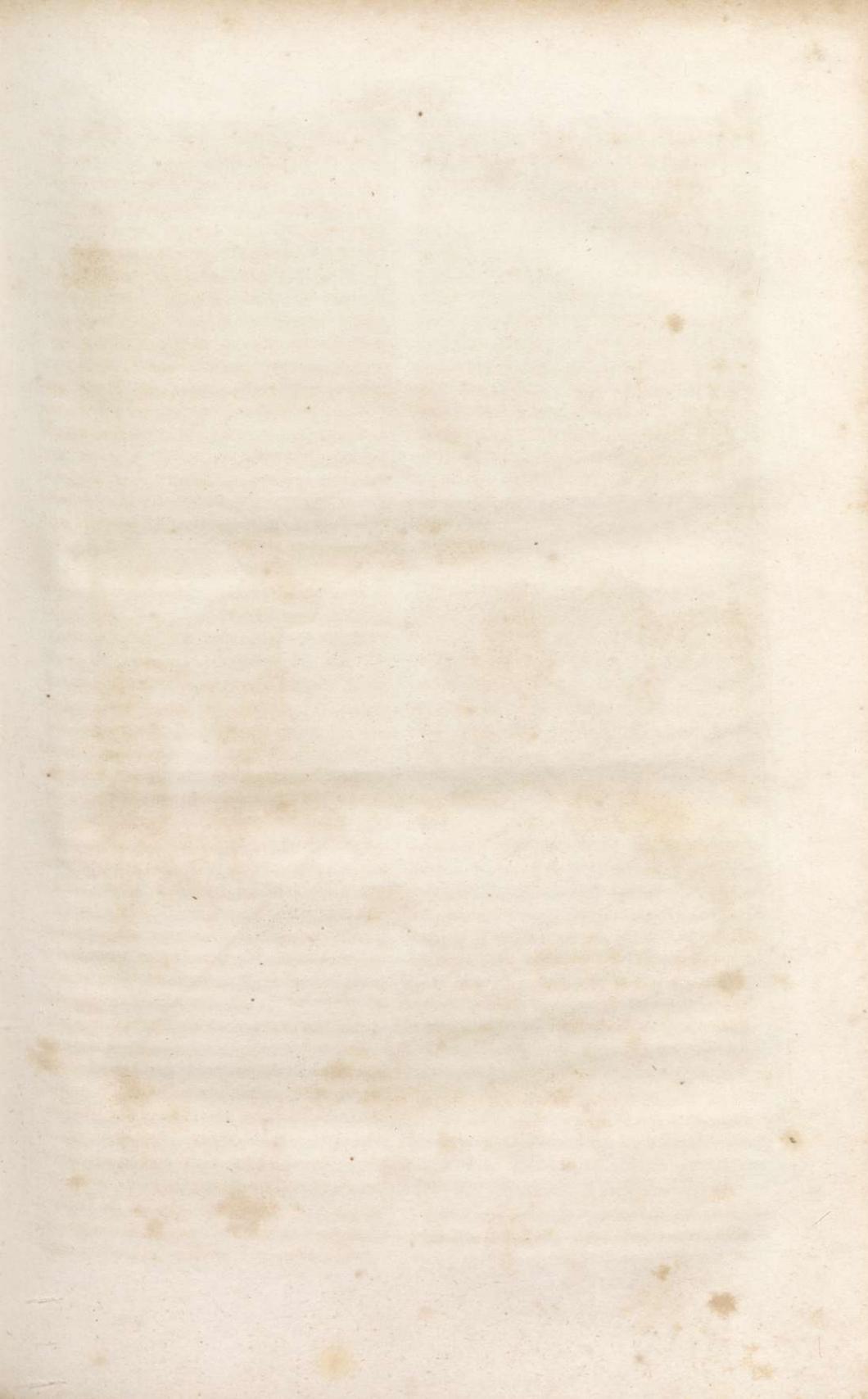
C'est à dater de cette époque que le clergé catholique jeta les fondements de sa suprématie dans le gouvernement. Les conciles, institués dans l'origine pour discuter des points de doctrine religieuse, devinrent par son influence des assemblées politiques, d'où émanaient les lois et les réglemens destinés à régir la nation. Il y avait trois sortes de conciles : les nationaux, les provinciaux et les diocésains. Les premiers étaient convoqués par le roi, les seconds par le métropolitain et les troisièmes par l'évêque suffragant. Nous ne parlerons que des conciles nationaux : le prince décidait seul l'époque de leur convocation; il avait aussi le droit de désigner les affaires qu'il s'agissait de traiter. Toutefois les évêques, par leur nombre et le respect qui s'attachait à leur caractère, dirigeaient les délibérations. Quelques laïques étaient admis à y prendre part, mais ne pouvaient lutter contre de tels adversaires habitués à manier la parole. Quant au peuple, une vaine formule (2) rappelait seulement qu'on agissait en son nom. Au lever du jour, les portiers de la cathédrale de Tolède ouvraient une seule porte, par laquelle entraient d'abord les évêques en corps, puis les suffragants et après eux les prêtres et les diacres; venaient enfin les scribes et les laïques. Quand tout le monde était réuni et la porte close, on débutait par des prières, et le métropolitain ouvrait la séance par un discours exposant les matières que l'on devait traiter. Personne ne pouvait sortir avant la fin de la délibération, et pour empêcher que la dis-

cussion ne dégénérât en dispute, toute violence de langage entraînait l'exclusion du concile et la peine de l'excommunication pour une année. Les affaires ecclésiastiques dans lesquelles les laïques ne pouvaient intervenir avaient la priorité sur les séculières. Le roi remettait ensuite aux évêques son mémoire écrit (*tomus*), contenant l'énumération des objets soumis à leur décision. On a prétendu que ces conciles étaient de véritables cortès, où le peuple avait des représentans, chargés de défendre ses intérêts; mais tout prouve au contraire que le clergé et le monarque dirigeaient ces assemblées, où ils exerçaient une influence que rien ne balançait. Ce qui prouve d'ailleurs la toute-puissance des évêques dans les conciles, c'est que les lois, toujours soumises à leur sanction, les dotent d'une suprématie réelle dans le gouvernement : c'est ainsi qu'ils s'attribuèrent le droit d'appel et celui d'inspection sur les juges, en établissant que les évêques avaient reçu de Dieu la mission de protéger les peuples. Ils possédaient encore l'arme terrible de l'excommunication, qui, dans ces temps, conférait un pouvoir au-dessus de tous les autres, et s'étaient emparés par une cérémonie, celle du sacre, de l'élection des monarques; on peut donc affirmer que la société gothique, régie par un prince, était gouvernée par l'Église.

Chez les Goths, la noblesse tenait une place importante dans l'État, moins par les honneurs et les privilèges dont elle était investie, que par le droit qu'elle s'attribuait de disposer de la couronne par la révolte ou par l'assassinat. Mais les rangs de cette aristocratie étaient ouverts à tous les hommes libres parvenus à des dignités, soit dans l'Église, soit à la cour du prince et dans les fonctions civiles et militaires. Les nobles se partageaient en plusieurs classes : venaient d'abord les ducs ou gouverneurs de provinces, puis les comtes (*comites*), placés sous l'autorité des ducs, et revêtus des mêmes pouvoirs. Les *gardinges* ou proceres composaient la troisième classe; issus de familles riches et distinguées par la naissance, ils remplissaient la cour du prince sans y occu-

(1) Les ariens soutenaient que le Fils était une créature du Père, engendrée dans le temps et revêtu de la divinité par l'Esprit-Saint que Dieu fit descendre sur elle; les catholiques prétendaient que les trois personnes divines étaient égales, non engendrées l'une de l'autre, et ne formant à elles trois qu'un seul Dieu.

(2) Les actes des conciles portent : *omni populo assentiente*, tout le peuple ayant consenti.





Paris, Imp. de Lejay, r. de la Harporie.
Fouquet, Sculp.

Pl. 2.
COSTUMES BOURGEOIS AU 16^e SIÈCLE.

Zacharie Lebl.
KAPARTIS

per les premières places ; mais ils étaient exempts de châtimens corporels. Organisés pour la conquête, les Goths établis en Espagne avaient conservé sous ce rapport leurs institutions primitives. Tous les nobles et les hommes libres étaient tenus de servir à leurs dépens, aussi l'esprit guerrier ne tarda pas à se refroidir, et il fallut décréter une législation sévère pour arracher par la crainte ce qu'on obtenait jadis volontairement. On créa des officiers chargés d'activer la levée des troupes, et l'on punit les hauts dignitaires qui négligeaient de se rendre à l'armée par l'exil ou la confiscation des biens ; les autres nobles ou plébéiens subissaient le fouet et la décalvation. Ces rigueurs prouvent que l'ardeur guerrière des anciens Goths avait cessé d'animer leurs descendants. Il résulte des détails dans lesquels nous sommes entré sur la société gothique, que, surprise par l'invasion des Arabes, elle ne pouvait résister à des ennemis dont la force s'appuyait sur le même principe qu'elle avait abandonné : les Arabes étaient soldats, les Goths ne l'étaient plus. Une autre circonstance favorisa les enfans de Mahomet, le mécontentement des Juifs, qui, écrasés par l'oppression la plus pesante et la plus inique, espéraient gagner quelque adoucissement à leur sort en changeant de domination ; ils fournirent aux envahisseurs des renseignements, et préparèrent leurs succès. Tel était l'état des choses quand Rodrigue obtint la couronne ; haï d'une partie de ses sujets comme usurpateur, trahi par l'autre, il avait à lutter contre des obstacles où le courage ne suffisait pas pour triompher.

Les diverses causes que nous venons de rapporter minaient depuis long-temps l'empire des Goths ; aussi fut-il renversé au premier choc quand il fut attaqué par un ennemi étranger, sortant de l'Arabie, vaste contrée, que trois mers enferment comme une presqu'île, et que d'arides déserts isolent de l'Afrique. Partagés en tribus indépendantes, dont les unes habitaient des villes ou plutôt des bourgades, tandis que les autres erraient avec leurs troupeaux en cherchant des pâturages, la plupart des Arabes avaient eu d'abord pour religion le sabéisme (1),

(1) L'adoration des astres.

et pour lois des coutumes transmises par leurs ancêtres. Au commencement du septième siècle, un homme, Mahomet, vint prêcher à ses compatriotes un nouveau culte. Il les arracha à leur obscurité, et les enflamma d'un fanatisme religieux et guerrier que ses successeurs exploitèrent pour les lancer sur les nations voisines. Au nom de l'islamisme, ils envahirent d'abord la Syrie, subjuguèrent la Perse, soumièrent la Palestine et s'emparèrent de l'Égypte. Toutes ces conquêtes s'accomplirent en peu d'années. Les soldats du prophète pénétrèrent bientôt après dans l'Afrique occidentale ; ils en chassèrent les Grecs. Les Maures, dont les mœurs et les habitudes sympathisaient avec les vainqueurs, les accueillirent avec joie. Ils n'éprouvèrent de résistance que de la part d'une tribu, celle des Berberes ; vaincus, ces derniers adoptèrent la foi mahométane comme les autres habitans. Établis à Damas, les califes, du fond de leurs palais, ordonnèrent des invasions dans les contrées les plus lointaines, qu'ils gouvernaient par des lieutenans. Un de ces derniers, Muza-ben-Nozeir, chargé de régir l'Afrique occidentale, chassa des côtes de la Mauritanie les Goths, auxquels il ne resta que deux places, Tanger et Ceuta. Il tourna alors ses regards vers l'Espagne, dont il n'était plus séparé que par un détroit de deux lieues. Tandis qu'il méditait d'y pénétrer, un seigneur goth, le comte Julien, vint lui aplanir la route et lui fournir une occasion qu'il saisit avec empressement. Ce dernier avait donné dans Ceuta, où il commandait, un asile aux fils de Witiza, dernier roi des Goths, détrôné par Roderik. Le frère de Julien, nommé Opas, archevêque de Séville, nourrissait aussi un vif ressentiment contre le monarque, et favorisait en secret les héritiers du prince déchu. Assuré de rencontrer de nombreux partisans, Julien fit une première descente où il récolta des captifs et du butin. Il lia de nouvelles intelligences dans le pays, et, sur son rapport, après avoir sollicité le consentement du calife Abdemalic, Muza chargea un de ses affranchis, Tarick-ben-Zeyad, de tenter une seconde expédition. Celui-ci débarqua près d'Algésiras, le 30 avril 711, à

l'île Verte, et se retrancha au pied du mont Calpé, aujourd'hui Gibraltar. Il avait avec lui douze mille Berberes, et pour guide Julien. Afin d'animer ses soldats, il leur annonça que Mahomet et les quatre premiers califes lui étaient apparus durant son sommeil, et lui avaient prédit la victoire. Il prit aussi la résolution hardie de renvoyer ses navires, ne laissant à ses compagnons d'autre alternative que de triompher ou de périr.

Cependant un seigneur goth, Tadmir ou Théodomir, vint attaquer les Arabes; il fut repoussé dans plusieurs rencontres, et écrivit à Roderick, lui demandant des secours, afin de chasser ces étrangers, *venus, disait-il, on ne sait si c'est du ciel ou de la terre.* Renforcé par l'élite de la cavalerie du roi, Théodomir fut encore battu; Roderick, à la nouvelle de ce nouveau désastre, fit un appel à toute sa noblesse, et s'avança contre les Arabes à la tête de quatre-vingt mille hommes. Il paraît que les fils de Witiza étaient rentrés en grâce auprès du roi; ils commandaient sous ses ordres, non pour l'appuyer, mais pour le trahir. D'un autre côté, les chefs et les soldats murmuraient entre eux, et semblaient plus disposés à s'unir à l'ennemi qu'à le repousser. Les uns, traitant Roderick d'usurpateur, le haïssaient; les autres n'avaient que peu d'attachement pour sa personne: tous, en un mot, portaient au combat des vues opposées, tandis qu'une ardeur unanime aurait dû les enflammer. Le 26 juillet 711, les deux armées se rencontrèrent à Guadalète, dans le voisinage de Cadix, sur l'emplacement occupé de nos jours par la ville de Xerès de la Frontera. La lutte se soutint avec acharnement pendant deux jours; mais le troisième, soit par la trahison des fils de Witiza qui passèrent dans les rangs de leurs adversaires, soit par la bravoure indomptable des Arabes, les Goths commençaient à plier, lorsque Roderick tomba sous les coups de Tarick, qui le perça de sa lance (1). Ils prirent bientôt

la fuite, sans pouvoir ou sans chercher à se rallier. La tête de leur monarque, envoyée à Damas, alla réjouir les yeux du calife. Cependant Muza, jaloux des succès de son lieutenant, commença par s'en attribuer tout l'honneur dans ses dépêches au chef des croyants, et il ordonna à Tarick de s'arrêter pour attendre des renforts. Celui-ci communiqua ce message à ses principaux capitaines, il voulait s'autoriser de leur avis pour désobéir à une décision si nuisible aux succès qu'il venait d'obtenir. En effet, tous les sheicks l'exhortèrent à continuer sa marche. Fort de leur assentiment, Tarick partagea son armée en trois corps, qui s'emparèrent de Tolède, de Cordoue et de plusieurs autres villes. Sur ces entrefaites Muza se rendit lui-même en Espagne avec dix-huit mille hommes; il prit chemin faisant Séville, et quelques cités qui ouvrirent leurs portes presque sans résistance. Il entra ensuite dans la Lusitanie, et vint mettre le siège devant Merida, dont les habitants se défendirent avec intrépidité. Tou-

val Orella, il alla chercher un refuge dans la Sierra qui sépare l'Espagne du Portugal, et qu'enfin il mourut dans un ermitage. La Chronique d'Alonzo-le-Grand affirme que dans une église de Viseu se trouvait un tombeau avec cette épitaphe: *hic jacet rodericus, ultimus rex gothorum.* Ici repose Roderick, dernier roi des Goths. — Il est difficile de choisir entre des rapports si contradictoires; toutefois nous penchons à adopter le récit le plus honorable; celui qui fait périr Roderick les armes à la main. Une autre version, tirée d'une chronique composée par les ordres d'Alphonse, dit le Sage, attribue la perte de Roderick à une cause toute différente. Vivement épris de la fille du comte Julien, nommée La Cava ou La Caba, il lui fit violence. Ce fut pour venger cet attentat que Julien appela les Arabes en Espagne. Mais les historiens modernes s'accordent à traiter de fable cette anecdote; nous avons dû la repousser. Suivant la *Chronica del rey Rodrigo*, La Cava était fille d'honneur de la reine femme de Roderick. Un jour de fête, étant restée seule dans sa chambre, le roi y entra, et comme La Cava savait que si elle élevait la voix, elle serait entendue de la reine, cette considération suffit pour l'empêcher d'opposer de la résistance. Cependant, sensible à l'outrage qu'elle avait éprouvé, elle se plaignit à son père, et le déterminà à se révolter. Les écrivains arabes racontent aussi le même fait; mais il est bon de remarquer que dans leur langue, *Cava* signifie une femme d'une vertu plus qu'équiva-

(1) Parmi les historiens espagnols les uns prétendent que Roderick se noya dans le Guadalète en voulant échapper à la mort par la fuite. D'autres racontent qu'ayant traversé ce fleuve sur son bon che-

tefois ayant perdu l'espoir d'être secourus, ils envoyèrent des députés au camp des Arabes pour solliciter une capitulation. Introduits devant Muza, ils furent frappés de la noblesse de son air, rendu vénérable par une longue barbe blanchie par les années. L'émir renvoya sa réponse au lendemain, et durant cet intervalle fit teindre sa barbe en noir; de sorte que les envoyés, frappés de ce changement, conseillèrent à leurs concitoyens de ne pas tenter plus long-temps de résister à des hommes possesseurs du don si merveilleux de se rajeunir. Dans les temps d'ignorance, la superstition entraîne plus aisément les esprits que les lumières de la raison; c'est ce qui rend vraisemblable cette anecdote. Au reste, la conduite de Muza fut pleine de mansuétude et de générosité. A l'exception des trésors trouvés dans les églises et des biens de ceux qui avaient fui dont il se mit en possession, il laissa aux habitants leurs propriétés; il exigea aussi des otages tirés des meilleures familles: parmi ces derniers se trouvait la veuve de Roderick [712].

Tarick ayant appris l'arrivée de Muza, alla à sa rencontre et le joignit à Talavera; il lui apportait de riches présents. L'émir dissimula sa colère, et lui fit seulement quelques reproches sur sa désobéissance; mais lorsqu'ils arrivèrent à Tolède, Muza laissa éclater son ressentiment. En présence des sheicks réunis en conseil, il se plaignit de la présomption de Tarick, qui avait méprisé ses ordres, le destitua et le fit charger de fers. Mais le calife ayant pris connaissance de cette affaire, donna l'ordre à Muza de remettre Tarick à la tête de ses soldats. Il fallut obéir; les deux généraux, réconciliés en apparence, se partagèrent le soin d'achever la conquête de l'Espagne. Le premier se chargea de soumettre les provinces du midi, l'autre celles du nord. Tout plia sous le joug; et si quelques villes fermèrent leurs portes aux Arabes, elles ne tardèrent pas à se rendre, satisfaites de pouvoir échapper à la mort et au pillage par une contribution appelée le *rachat du sang*. A ce prix, les habitants obtenaient de conserver leur culte et la jouissance du reste de leurs biens. Malgré les brillants succès de

Tarick et de Muza, le commandeur des croyants, Walid, craignant que la mésintelligence qui continuait de régner entre ces deux chefs ne devint funeste à la cause de l'islamisme, prit le parti de les rappeler auprès de sa personne. Tarick arriva le premier à Damas, et reçut l'accueil le plus bienveillant. Quant à son rival, après avoir confié le gouvernement de l'Espagne à son fils Abdelaziz, il se mit en marche, suivi d'un nombreux cortège; on y remarquait quatre cents Goths choisis parmi les otages remis entre les mains de Muza. Débarqué à Tanger, il pourvut du commandement de l'Almagreb ou Afrique occidentale son second fils, et laissa le troisième à Cairwan, puis il se dirigea vers la Syrie. Le bruit des riches dépouilles qu'il apportait avec lui tenta l'avidité de Suleyman, frère de Walid. Il fit dire à Muza que le calife étant attaqué d'une maladie jugée mortelle, il le pria de prendre ses mesures pour arriver à Damas quand le calife serait mort. Muza ne tint nul compte de cette prière. Admis avec Tarick auprès du mourant, ce dernier entendit leurs mutuelles récriminations; mais son trépas, arrivé quelques jours après, ne lui permit pas de prendre une décision. Suleyman, élevé au trône, écoutant peut-être moins la justice que son ressentiment contre Muza, le fit jeter en prison, battre de verges, et le condamna à payer une amende qui le dépouilla de la plus grande partie de ses trésors. Il étendit ensuite sa vengeance sur la famille du vieux général. Abdelaziz venait de soumettre toute la Lusitanie et une partie de la Navarre; il avait encore fait parvenir à Damas des sommes considérables extorquées aux vaincus; l'inexorable calife le fit tuer par les mains des principaux officiers de son armée. Les ordonnateurs du meurtre se justifièrent auprès des soldats en accusant la victime de pencher vers le christianisme. En effet, Abdelaziz venait d'épouser Egilone, veuve de Roderick. Ses frères périrent aussi sous le fer des assassins. Suleyman eut la cruauté de montrer à Muza la tête d'Abdelaziz, en lui demandant s'il la reconnaissait. Le malheureux père détourna les yeux; il maudit le calife, et alla cacher sa douleur dans son pays.

natal, où il mourut bientôt en proie à des regrets sans consolation (716, de l'hégire 98). Cependant l'ingratitude du calife ne nuisit pas au bonheur de ses armes, qui, en peu d'années, devinrent maîtresses absolues de toute l'Espagne.

Pélage, fils de Favila, et cousin germain de Roderick, avait eu le bonheur d'échapper au fer des Arabes. Il se sauva avec quelques débris de l'armée vers Tolède : les vainqueurs qui le suivaient ne lui donnèrent pas le temps de s'y fortifier, et il s'enfonça dans les montagnes de l'Asturie, où ceux-ci ne crurent pas devoir le poursuivre. Outre la difficulté du passage des montagnes, qu'ils n'auraient pu forcer sans s'exposer à perdre beaucoup de monde, il était de leur intérêt de s'étendre dans les provinces méridionales de l'Espagne, et de préférer les pays situés le long de la Méditerranée, afin d'être toujours à portée d'avoir une communication ouverte avec l'Afrique.

Lorsqu'ils se furent établis dans l'Estramadure, dans l'Andalousie, le royaume de Valence, et plusieurs autres provinces, les Arabes résolurent d'envahir les Asturies. Pélage, élu roi par les chrétiens, avait eu le temps de ramasser une armée, et s'était mis en mesure de n'être pas attaqué impunément. Quand les infidèles essayèrent enfin de pénétrer jusqu'à lui, ils furent si vivement reçus qu'ils appréhendèrent que l'exemple de ce prince n'encourageât les autres chefs des Espagnols à leur faire tête. Ils aimèrent mieux entrer en accommodement. Pélage, qui voyait autour lui des gens alarmés du grand succès des envahisseurs, écouta les propositions qui lui furent faites, et procura aux Asturies un peu de tranquillité. Les chrétiens, dans cet asile, formèrent une espèce de république, et, sur quelque division qu'il y eut entre les principaux, Pélage se retira près de Gion vers les montagnes, pour ne pas donner lieu à une plus grande désunion. Munuza, chrétien, mais fort lié avec les mahométans, en avait obtenu le gouvernement de ce canton ; il devint amoureux d'une sœur de Pélage, et, ayant écarté ce prince sous quelque prétexte, il força cette princesse de l'épouser. Pélage

dissimula d'abord son chagrin ; mais après avoir pris ses mesures, il éclata. Ayant assemblé ses amis et tout ce qu'il trouva de gens en état de porter les armes, il leur inspira le courage dont il était lui-même rempli. Quand on sut dans la Galice et dans la Biscaye la résolution qu'il avait prise d'attaquer les Maures, des députés vinrent de la part de ces provinces offrir des secours, et demander qu'on les admit dans la confédération. On reçut leurs offres ; mais on commença les hostilités sans attendre leur concours. On fit des courses sur les terres des ennemis, qu'une armée vint bientôt secourir. Pélage, trop prudent pour s'exposer à des forces supérieures se retira dans les montagnes des Asturies, où il dispersa son monde. Il ne retint que mille hommes avec lesquels il se renferma dans la caverne de Covadonga, et s'y retrancha avec des vivres. Il fut bien surpris, quand à l'approche des Maures qui venaient l'y investir, il apprit que l'archevêque Oppas était avec eux, et demandait à conférer avec lui. L'entretien fut vif. Oppas se retira sans avoir pu rien gagner sur le prince, et l'attaque commença. Pélage et les siens se battirent avec le courage du désespoir, et remportèrent la victoire la plus complète sur leurs adversaires. Ceux qui prirent la fuite dans les montagnes y périrent par la faim et le fer de l'ennemi. Oppas fut pris ; on ne sait quel châtement on fit subir à ce traître. Ce succès rendit le courage aux chrétiens, grossit leur armée, et répandit la terreur chez les ennemis.

Les fréquentes mutations des chefs chez les Arabes, la mort de quelques-uns des principaux, la mésintelligence qui se mit entre eux, furent très-favorables aux Espagnols. Pélage sut profiter de sa victoire ; il conquit Léon, Gion, Astorga et autres places, dont il se forma un empire ; il prit le titre de roi d'Asturie ; c'est le nom que portèrent ses successeurs jusqu'à Ordogno second. Cependant les Arabes tâchaient de pénétrer dans la Gaule. Cette diversion ne pouvait être que très-utile à Pélage ; mais les infidèles, après avoir fait de grandes conquêtes, furent défaits par Charles Martel, qui se mit en possession des pays dont les Arabes s'étaient

emparés, et reporta les bornes de la France aux Pyrénées. Pélage mourut à Cangas, l'an 737; il laissa un fils appelé Favila, et une fille nommée Ermisinde, qui fut mariée à Alphonse, dont le mérite et l'attachement avaient gagné l'estime et la confiance du roi. Pélage avait régné dix-neuf ans, et fut le restaurateur de la monarchie espagnole.

FAVILA, son fils et son successeur, était un prince léger et voluptueux, il aurait pu laisser périr l'œuvre paternelle; mais il régna peu, et dans les deux ans qu'il fut sur le trône, les Arabes, affaiblis par le rude échec qu'ils avaient éprouvé en France, laissèrent les Espagnols en paix. Favila fut tué par un ours à la chasse. Comme il n'avait point d'enfants, le royaume, déjà héréditaire, passa à Ermisinde sa sœur et à son mari. Cet exemple de succession féminine, le premier en Espagne, devint un usage qui s'y est perpétué.

ALPHONSE, beau-frère de Favila, avait été le compagnon de Pélage dans ses travaux: il ne se démentit point sur le trône, et fut surnommé *le Catholique*, à cause de sa piété. Également brave et heureux, il battit les Maures en beaucoup de rencontres, reprit sur eux plusieurs places tant de la Gallice que du Portugal, fit la conquête de la Navarre, et mourut l'an 757 en odeur de sainteté, âgé de soixante-quatre ans, après en avoir régné dix-huit. Il eut de la princesse Ermisinde, sa femme, trois fils, savoir: Froila, son successeur, Vimarane, qui fut assassiné par son frère aîné, une fille nommée Adosinde, et un fils naturel appelé Mauregat,

FROILA fut un prince enclin à la cruauté. On lui fait honneur de la fondation d'Oviédo dans l'Asturie; d'autres prétendent qu'Alphonse l'avait commencé, et qu'il l'acheva seulement: il est cependant certain que Froila en fit une ville, et y établit un siège épiscopal. Il révoqua une loi par laquelle Witiza, à l'imitation de l'Église grecque, avait permis aux prêtres de se marier. Il se fit obéir sur ce point, et ce fut peut-être ce qui le fit passer pour un prince plus que sévère. Une révolte ayant éclaté dans la Gascogne, il l'étouffa en 761, et fit alliance avec

Eudes, duc d'Aquitaine, dont il épousa la fille. Dans une bataille livrée aux Arabes qui étaient entrés dans la Gallice, il en tua un grand nombre, et fit Omar, leur général, prisonnier. Il aurait mérité d'être compté entre les plus grands rois qu'ait eus l'Espagne, s'il ne se fût pas souillé du sang de son frère. Sa sévérité lui avait fait des ennemis. Un parti de mécontents songea à le détrôner, et tâcha de porter Vimarane, prince aimable et très-vaillant, à se mettre à leur tête. Froila crut devoir acheter sa sûreté par un crime, et poignarda son frère de sa propre main. Ce meurtre ne fut pas long-temps impuni; après un règne de onze ans, Froila fut assassiné lui-même à Cangas par les principaux seigneurs, qui haïssaient et redoutaient la sévérité de son humeur. Ce roi laissa un fils nommé Alphonse, qui fut surnommé *le Chaste*.

AURÉLE ou AURÉLIO, cousin-germain de Froila, fut préféré à Alphonse, fils du dernier roi, qu'on trouva trop jeune, et proclamé par les seigneurs. Sous son règne les esclaves faits par les chrétiens dans les précédentes guerres prirent les armes. Aurèle vint à bout de les soumettre, et régna paisiblement à la faveur de la trêve qu'il avait renouvelée auparavant avec Abdérame. Les diverses conquêtes des Arabes en Espagne avaient été réunies, et ne formaient plus qu'un seul et même état, depuis qu'Abdérame en était devenu souverain, l'an 759. Dernier rejeton de la famille des Omniades, qui régnait à Damas et venait d'être chassée du trône par les Abassides, il s'était réfugié en Espagne. Les émirs de cette contrée, fatigués d'une domination étrangère et plus encore des dissensions sanglantes qui les divisaient, choisirent le prince proscrit pour les terminer. Celui-ci s'empara de Cordoue, et fonda un empire désormais indépendant des califes de Syrie. Cette réunion lui donnait une supériorité que n'avaient pas ses prédécesseurs, divisés et presque toujours brouillés ensemble. Aurèle mourut l'an 773 après un règne de six ans et de quelques mois. Il fit sa résidence ordinaire à Oviédo. Comme il n'avait point de postérité, il avait marié sa cousine germaine, Adosinde ou

Aulinde, à Silo, un des principaux seigneurs du royaume, pour le mettre en état d'aspirer à la couronne après sa mort; et Silo lui succéda.

SILo renouvela la paix avec les Maures : il en avait besoin pour contraindre à la soumission les peuples de la Galice qui s'étaient révoltés. Il les battit près de la montagne de Cebrero, et les fit rentrer dans le devoir. C'est à ce règne que l'on attribue l'érection des Ricos Hombres, titre qui était accompagné de privilèges importants, et qui est l'origine des grands d'Espagne. Silo régna neuf ans, et mourut l'an 783, à Pravia, où il avait établi sa cour. Les amis d'Alphonse, fils de Froïla, le placèrent sur le trône; mais ils ne purent l'y maintenir, il en fut précipité peu de temps après.

MAUREGAT, fils naturel d'Alphonse I, arracha la couronne à son frère Alphonse II. On prétend que pour se la conserver il acheta la protection des Arabes, à qui il s'engagea de payer tous les ans le tribut déshonorant de cent filles, dont cinquante devaient être nobles, et les autres de moindre condition. Il régna cinq ans et demi, et mourut sans postérité, l'an 788, à Pravia, où il avait aussi tenu sa cour. Alphonse II, qu'il avait détrôné, ne lui succéda point encore; ce fut Bermude I, ou Vérémond, frère d'Aurele.

VÉRÉMOND était dans les ordres sacrés et avait reçu le diaconat. On l'obligea de se marier; mais après avoir eu plusieurs enfants, il se sépara de sa femme et vécut dans le célibat le plus austère. Guerrier aussi brave qu'habile, il remporta sur l'émir, roi de Cordoue, une grande victoire, dans laquelle soixante mille ennemis restèrent sur le champ de bataille. Quoiqu'il eût des fils, il abdiqua en 791 en faveur de ce même Alphonse, à qui la couronne appartenait légitimement. Il vécut encore six ans, et mourut en 797, fort regretté de ses sujets. Il eut deux fils, Ramire et Garcie, et une fille nommée Christine.

ALPHONSE II occupa seul le trône dont son père avait joui. Il fit bâtir l'église cathédrale d'Oviédo, et fixa sa cour dans cette ville. La reine Berthe sa femme et lui gardèrent une exacte continence, ce qui lui fit

donner le surnom de Chaste. Les Arabes lui facilitèrent, par leurs divisions, les moyens de faire sur eux des conquêtes importantes. On a déjà vu que Charles Martel avait défait ceux-ci, qui avaient pénétré assez avant dans la France. Pépin, son fils, avait eu sur eux la même supériorité, et les avait chassés bien au-delà des Pyrénées. Il s'était même rendu maître de Barcelone et de Gironne dès l'an 752, et en avait laissé le gouvernement à un Arabe, qui les tenait de lui à titre de comté, aimant mieux être vassal de Pépin que du roi de Cordoue. Ibin-Alarabi, autre chef musulman, ayant voulu secouer le joug d'Abdérame, et se faire roi de Sarragosse, en fut chassé. Il eut recours à Charlemagne, dont il alla implorer la protection jusqu'à Paderborn, où ce monarque était alors. Elle lui fut accordée sur l'offre qu'il fit de rendre hommage du gouvernement dont on l'avait privé, si on voulait le conquérir. Charles leva deux armées, en envoya une en Catalogne, et marcha avec l'autre du côté de la Navarre : il soumit de gré ou de force tout ce pays jusqu'à l'Èbre, rétablit à Saragosse Ibin-Alarabi, et prenant partout des otages des Arabes, à qui il laissait leurs terres et leurs gouvernements, il ne négligea rien pour s'assurer de leur fidélité; il fit en outre démanteler Pampelune. Ce fut au retour de cette expédition que quelques Basques, en embuscade, tombèrent sur son bagage, et, après l'avoir pillé, se dispersèrent dans les montagnes. C'est là que périt, dit-on, le fameux Roland, neveu de Charlemagne, personnage semi-fabuleux, et à qui les romanciers ont attribué une foule d'aventures et d'exploits dont l'histoire ne parle pas. Charles ayant repassé les Pyrénées, joignit ses nouvelles conquêtes au royaume d'Aquitaine, qu'il avait donné à Louis son fils aîné. Les Maures, qui s'étaient déclarés vassaux de sa couronne, ne tardèrent pas à secouer le joug. Louis eut de la peine à les réduire : la ville de Barcelone soutint seule un siège de deux ans.

L'amitié qui liait Charlemagne et Alphonse-le-Chaste était peut-être l'ouvrage de la reine Berthe, qui était française. Il est certain que l'occupation que Louis, roi d'Aquitaine, donna aux Maures du côté de la

Catalogne et de l'Arragon fut très-favorable aux Espagnols. Le nom seul de Charlemagne les tenait en respect, et la liaison qui était entre ces trois monarques ne fut pas inutile à Alphonse, pour les conquêtes qu'il fit sur leurs ennemis communs. Aussi, après la prise de Lisbonne, envoya-t-il à Charlemagne la partie la plus précieuse du butin fait en cette occasion. Durant son règne, qui fut d'environ cinquante-un ans, il battit souvent les infidèles, qui employèrent les ruses les mieux ourdies pour le vaincre. Un de leurs chefs, brouillé avec le roi de Cordoue son souverain, se réfugia chez Alphonse, qui le reçut avec bonté, et lui assigna des terres dans la Galice; mais celui-ci, loin d'être enchaîné par la reconnaissance, se ligua avec ses compatriotes contre son bienfaiteur; il triompha de cette attaque et mit en fuite une armée nombreuse d'Arabes qui avait envahi ses états.

Une guerre civile allumée peu de temps après dans la Galice le réduisit à se réfugier dans un monastère. Un seigneur fidèle à son roi se déclara hautement pour lui, son exemple fut suivi avec tant de succès, qu'Alphonse soumit les révoltés et fut plus absolu que jamais. Abdérame II, roi de Cordoue, après avoir vaincu ses sujets rebelles, se préparait à attaquer le roi de Léon. La Castille, déjà possédée par plusieurs comtes, pouvait se réunir sous l'un d'entre eux, et devenir redoutable au souverain. Charlemagne était mort, et Louis, son fils, n'était plus cet heureux roi d'Aquitaine qui faisait trembler les infidèles. Devenu roi de France et empereur, à peine lui resta-t-il au-delà des Pyrénées les comtés de Barcelone, de Roussillon, de Cerdagne, d'Ampurias, d'Urgel et d'Ososonne. Les îles Baléares, c'est-à-dire Majorque, Minorque, Iviça et le reste des conquêtes de Charlemagne, passèrent en d'autres mains. Détrôné lui-même par ses enfants, et replacé au pouvoir, Louis ne put rendre à l'Espagne les mêmes services qu'autrefois, ni empêcher que des conquêtes qu'il abandonnait, il ne se formât un nouveau royaume, celui de Navarre. L'Arragon, sous le titre de comté, en fut d'abord une dépendance, à peu près de même que le comté de Castille relevait de

Léon. Les Navarrois, exposés aux insultes des Arabes, qui avaient envahi Pampeune, et ne recevant aucun secours de Louis-le-Débonnaire, élurent pour roi Inigo, comte de Bigorre, surnommé Arista, mot gascon qui signifie ardent ou hardi (1). Cefu à propos de cette élection que fut promulgué le fameux code appelé, du nom du pays où elle se fit, le Fuero de Sobrarve. C'est une loi pour maintenir les privilèges et les libertés de la nation, et mettre un frein à l'autorité royale. Elle était autrefois commune à la Navarre et à l'Arragon; mais les peuples de Navarre n'ont pas su la conserver, les Arragonois plus fermes l'ont gardée très-long-temps. C'était sur ce Fuero de Sobrarve que les privilèges immenses de l'Arragon étaient fondés, au moins en partie.

L'érection de la Navarre en principauté indépendante devint fatale aux Arabes par les grandes conquêtes que fit sur eux Arista. Mais ce nouvel État demeura toujours séparé du royaume de Léon par des intérêts opposés; les deux peuples étaient toujours armés l'un contre l'autre, tandis qu'ils auraient dû s'unir pour combattre l'ennemi commun. Alphonse se donna pour successeur Ramire, fils de ce Bermude, qui l'avait lui-même associé au trône, et il rendit au fils une couronne qu'il avait reçue du père. Il mourut en 842 dans un âge très-avancé.

RAMIRE était occupé à faire la guerre aux Maures. Un seigneur, nommé Népotien, tâcha de le supplanter. Ramire le défit, et l'ayant pris le relégué dans un monastère après lui avoir fait crever les yeux. Abdérame, roi de Cordoue, crut devoir profiter du nouveau règne, pour commencer les hostilités. Ramire arma aussitôt, et livra bataille à l'ennemi près d'Alvéda, à peu de distance de Logrogno. On combattit durant deux jours avec opiniâtreté. L'avantage du premier jour était pour les infidèles: Ramire eut la nuit suivante une vision, par laquelle l'apôtre saint Jacques lui promettait la vic-

(1) Anzar, comte de la Gascogne française, s'étant soustrait à la domination de Pepin, roi d'Aquitaine, fut le premier roi de Navarre, qui est la Gascogne espagnole (Ann. de Metz)

toire. Sous le règne d'Alphonse-le-Chaste, on avait trouvé dans la Galice un tombeau que l'on disait être celui de ce saint apôtre. Mariana avoue que l'on ne sait guère à présent sur quelles preuves cette croyance était fondée; toutefois, cette circonstance, jointe à la vision du roi, ranima les troupes et leur donna la victoire. C'est dans cette bataille qu'au rapport des historiens les Espagnols crurent voir leur saint protecteur portant devant eux un étendard blanc avec une croix rouge au milieu. Calahorra, et d'autres forteresses furent les fruits de la bataille d'Alveda. Les Normands, après avoir fait de grands ravages en Angleterre et en France, opérèrent une descente dans la Galice; mais Ramire leur tua beaucoup de monde, leur brûla quelques vaisseaux, et les obligea de se rembarquer: ils suivirent cependant la côte, et pillèrent le pays depuis Lisbonne jusqu'au détroit. Ce prince, environ un an avant sa mort, découvrit une conjuration formée contre lui, et punit de mort Piniola, qui en était le chef. Ramire ne régna que sept ans, et expira en 849 à Oviédo, devenue la résidence ordinaire des rois de Galice.

ORDOGNO, son fils, qu'il avait fait reconnaître deux ans auparavant, lui succéda. Son règne fut un mélange de succès et de disgrâces dans la guerre. Muza, goth d'origine et mahométan de religion, s'étant révolté contre le roi de Cordoue, son souverain, avait conquis Tolède, Saragosse, Huesca, Tudèle et plusieurs autres villes, il avait même réduit Charles-le-Chauve à acheter la paix, pour mettre en sûreté la Catalogne. Il se jeta sur les terres du roi des Asturies, pénétra jusqu'à Logrogno, et s'empara d'Alvéda. Ordogno marcha contre lui et le vainquit. Muza fut blessé, et mourut vraisemblablement de ses blessures. Loup, son fils, était gouverneur de Tolède: se voyant près d'être attaqué par le roi de Cordoue, il engagea Ordogno à faire une diversion, et il en obtint des troupes; elles furent battues. Cette perte affaiblit tellement Ordogno, qu'il ne put s'opposer à une seconde descente des Normands, qui ravagèrent la partie de ses états voisins de la mer. Les divisions des

Arabes lui présentèrent une occasion favorable dont il commençait à profiter, lorsqu'il mourut de la goutte, l'an 866, la dix-septième année de son règne.

ALPHONSE III, son fils unique, qu'il avait fait reconnaître de son vivant, lui succéda. Ce roi eut le surnom de Grand, et le mérita par son courage et par ses vertus héroïques. Froila, comte de Galice, lui disputa la couronne, et l'obligea même à chercher une retraite chez les Cantabres; mais la conduite tyrannique de l'usurpateur fit révolter les habitants d'Oviédo, qui l'assassinèrent, et préparèrent ainsi le retour d'Alphonse. Deux seigneurs d'Alava et de Biscaye se révoltèrent, et furent faits prisonniers. Les Arabes, excités par la grande jeunesse du roi et par les troubles de l'État, firent irruption dans son pays. Il les vainquit dans une bataille, et les refoula dans leur pays. Résolu de poursuivre ses avantages, il s'attacha les Français, qui lui envoyèrent de grands secours avec lesquels il fit des conquêtes sur les infidèles. A cette époque, il épousa dona Ximène ou Chimène, de la maison des comtes de Navarre. Dans le même temps, il entra sur les terres des Sarrazins, où il jeta l'épouvante et fit un riche butin. L'année suivante, 870, il remporta deux grandes victoires, l'une sur les Arabes de Tolède, qui y perdirent dix mille hommes; l'autre sur une partie de l'armée de Cordoue, qui fut taillée en pièces. Toutes ces pertes obligèrent les infidèles de conclure une trêve de trois ans. Après ce terme, Alphonse entra dans l'Estramadure, courut jusqu'à Mérida; les Arabes, effrayés de ses progrès, lui demandèrent encore la paix, qu'il leur accorda. Mais l'an 876, la trêve étant expirée, Alphonse reprit les armes et remporta encore de grands avantages. Toutes ces victoires rendirent le règne du monarque chrétien très-glorieux au dehors; mais il n'en fut pas plus tranquille au dedans; ses enfants et sa propre femme se soulevèrent contre lui. Don Garcie l'aîné prit les armes, et entraîna dans sa révolte Ordogno, son frère. Alphonse opposa la force aux rebelles, battit dans un combat don Garcie, le fit lui-même prisonnier, et l'enferma dans un château. La dé-

tention de Garcie, qui dura trois ans, ne rendit point la tranquillité au roi d'Oviédo. La reine dona Ximène, Ordogno, frère de Garcie, et Mugno Fernandez, dont Garcie avait épousé la fille, après avoir inutilement sollicité la clémence d'Alphonse, firent de nouveaux efforts pour soulever les peuples. Alphonse prit enfin le parti de céder au temps et de sacrifier tout au bien de la paix. Il convoqua pour cet effet les grands du royaume, et après avoir mis en liberté don Garcie, il fit en sa faveur une abdication solennelle. Un procédé si généreux frappa d'admiration tout le monde, et fit justement regretter un prince si digne de remplir un trône qu'il quittait avec tant de grandeur d'âme. Il donna à Ordogno la Galice, et les deux princes furent proclamés en même temps. Alphonse, malgré son abdication, eut toujours quelque part au gouvernement; il entreprit lui-même contre les Arabes une dernière expédition qui couronna glorieusement ses travaux guerriers. Ce fut au retour de cette guerre qu'il tomba malade, et mourut à Zamora, l'an 912. Il mérita le titre de Grand, non-seulement par ses exploits, mais par d'autres qualités qu'il joignait à la valeur. Né dans un temps d'ignorance, il cultivait les lettres. Il a même laissé une chronique qui porte son nom, et dont il passe pour être le véritable auteur.

GARCIE I^{er} signala le commencement de son règne par une expédition contre les Arabes, établis sur les frontières de la nouvelle Castille, il en fit un carnage affreux. Mais à peine Alphonse fut-il mort que son ambition se réveillant, Garcie voulut enlever la Galice à don Ordogno son frère. Leur différend n'eut pas de suite, ils n'en vinrent pas même à une rupture ouverte, par la médiation de leur mère et des principaux seigneurs du royaume. Le roi ne jouit pas long-temps d'une couronne qu'il avait si vivement ambitionnée. Il mourut au commencement de l'année 914, sans laisser de postérité, après un règne de trois ans et un mois.

ORDOGNO II s'étant rendu à Léon aux premières nouvelles de la mort de son frère, fut reconnu roi par les évêques et les grands. Ce prince, qui avait hérité de la valeur

d'Alphonse son père, voulut profiter des divisions qui existaient parmi les Arabes.

La première année de son règne il entra à main armée sur leurs terres, et emporta d'assaut Talavera de la Reyna, après avoir taillé en pièces une armée qui venait au secours de la place. L'an 916, il défit encore Abdérame III, roi de Cordoue. Cinq ans après il alla au secours des Navarrais contre les mahométans, et fut vaincu à la bataille du Val de la Junquera, qui fut si funeste aux chrétiens. L'année suivante, il épousa une Galicienne appelée Argonte, et la répudia sans sujet. Ordogno craignait et haïssait les comtes de Castille, dont Alphonse-le-Grand avait éprouvé la puissance. N'osant pas les attaquer à force ouverte, il feignit d'avoir besoin de leur conseil sur un objet important. Il leur proposa une entrevue, les fit saisir, les envoya à Léon, et peu de jours après ordonna de les étrangler en prison. Entre ces comtes étaient Nugno Fernandès, Ferdinand Ansurez, et Abolmondar Blanco, avec don Diègue son fils. Ordogno, devenu odieux par cette conduite, armait pour prévenir le ressentiment des Castillans, lorsqu'il mourut à Léon, où il avait établi sa cour, l'an 923, après neuf ans et sept mois de règne. Il laissa d'Elvire, sa première femme, deux fils, Alphonse et Ramire.

FROÏLA II, son frère, fut proclamé roi. Sous son règne, qui ne fut que d'environ un an, les Castillans qui relevaient du royaume de Léon s'affranchirent de ce vasselage. On croit communément qu'ils créèrent deux chefs, sous le nom de juges, l'un pour l'administration des affaires, et l'autre pour le soin de la guerre. Lain Calvo eut le premier département, et l'autre fut donné à Nugno Rasura, fils d'un seigneur allemand, qu'on dit avoir bâti Burgos, et qui s'appelait Belchides. Allant en pèlerinage à Saint-Jacques, il avait pris les armes contre les Arabes, et avait acquis tant de réputation qu'un seigneur puissant de la contrée, Diego Porcellos, lui avait donné sa fille unique en mariage. De ce mariage était né don Gonzalès Nugnès, juge après son père. Don Gonzalès Nugnès fut seul comte héréditaire de toute la nation castillane. Froïla, après un règne d'environ un

an, qui n'est mémorable que par sa cruauté, mourut de la lèpre, encore fort jeune.

ALPHONSE IV, son neveu, fils d'Ordogno II, monta sur le trône qui lui appartenait. Il ne pensa point, non plus que son oncle, à arrêter les progrès de Gonzalès, comte de Castille. Ce dernier les poussa si loin qu'il mit la rivière de Pisuerga pour borne entre les États de Castille et ceux de Léon, et n'ayant rien à craindre de ce côté, il attaqua le roi de Navarre, le fameux Sanche Abarca, qui, s'étant rendu très-puissant par ses conquêtes sur les Maures, les étendait encore sur les terres de la Castille. Dans une bataille livrée entre les deux rois, s'étant rencontrés dans la mêlée, ils combattirent corps à corps et se blessèrent réciproquement. Le roi de Navarre en mourut, et son armée fut défaite. Gonzalès victorieux fut ensuite attaqué par les infidèles et par le roi de Léon. Ce n'était plus Alphonse. Ce prince, fatigué du trône, le transmit à son frère, Ramire II, pour se retirer dans un couvent, après un règne de six ans, l'an 927. L'état monastique le lassa bientôt; il tenta de rassaisir la couronne; mais son frère lui fit crever les yeux en 930, et traita de même ses cousins Alphonse, Ramire et Ordogno, fils de Froïla, qui s'étaient révoltés contre lui (1).

(1) L'histoire de la Navarre commence ici à s'enchaîner tellement avec celle d'Espagne, que nous croyons devoir donner en note la liste de ses rois. Quelques critiques soutiennent qu'avant l'expédition des Français il n'y a point eu de souverains particuliers de Pampelune, capitale de la Navarre, et que c'est à l'an 831 qu'il faut fixer son indépendance. Pampelune n'avait eu jusqu'alors que des gouverneurs, tantôt chrétiens, tantôt mahométans. Charlemagne l'enleva à ces derniers en 778; ceux-ci la reprirent sur les Français, et la perdirent pour toujours l'an 806. Les Français en demeurèrent maîtres jusqu'en 831, qu'Aznar s'en rendit souverain.

Aznar, comte de la Vasconie ou Gascogne française, mécontent de Pépin, roi d'Aquitaine, passa les Pyrénées en 831, fit révolter une partie de la Navarre, et s'en appropria la souveraineté, qu'il conserva jusqu'à sa mort, arrivée l'an 836.

Sanche, frère d'Aznar, lui succéda sous le titre de comte; il sut conserver son indépendance, qu'il transmit à Garcie son successeur. Il paraît, par l'histoire de Languedoc, où il est appelé Sanche Sancier, qu'il était paisible possesseur du comté de Gascogne, l'an 848.

RAMIRE II eut dans les Asturies des troubles à étouffer, et en vint à bout. Il sentit

Garcie, fils de Sanche et son successeur, qui était déjà souverain d'une partie de la Navarre, fut élu pour chef par le reste des Navarrais, qui secouèrent entièrement le joug de la domination française. Il épousa une fille de Muza, avec lequel il parut qu'il fit une étroite alliance. Cette alliance lui coûta la vie, qu'il perdit l'an 857 dans une guerre contre Ordogno I, où il accompagna Muza.

Garcie-Ximénès succéda à Garcie, son père. Il n'eut d'abord, selon Ferreras, que le titre de comte, qu'il porta jusque vers l'an 860, qu'il fut proclamé roi. D'autres historiens prétendent que Garcie-Ximénès fut décoré de la dignité royale dans l'année même qu'il succéda à son père. Il mourut l'an 880, laissant deux fils: Fortun, dit le Moine, et Sanche.

Fortun, dit le Moine, monta sur le trône de son père l'an 880. En 905, après vingt-cinq ans de règne, dégoûté du monde, il convoqua les principaux seigneurs dans le monastère de Leyre, remit en leur présence le sceptre à son frère, et embrassa la vie monastique.

Sanche-Garcie I^{er} du nom, après l'abdication de Fortun, fut proclamé roi par les seigneurs. Il battit l'an 907 les Arabes devant Pampelune, dont ils étaient venus faire le siège pendant son absence, et les obligea de le lever. Il continua les années suivantes de faire la guerre aux infidèles, et leur prit plusieurs places. Chaque année du règne de ce prince est marquée par quelque expédition contre les Arabes. Sanche, accablé d'années et d'infirmités, se retira, l'an 919, au monastère de Leyre, laissant le commandement de ses troupes à don Garcie, son fils, sans lui céder la couronne, qu'il voulut porter jusqu'à sa mort. L'an 921, ce même Garcie, et le roi de Léon venu à son secours, furent défaits par les Arabes. La même année, Sanche se mit à la tête des troupes, tailla en pièces celles d'Abdrame, au retour de l'expédition qu'elles avaient faite au-delà des Pyrénées, après la bataille de la Junquera, et leur enleva le butin dont elles étaient chargées. Sanche mourut l'an 926.

Garcie succéda au roi Sanche, son père; il battit, l'an 960, le comte Ferdinand Gonzalès, le fit prisonnier, et le renvoya l'année suivante en Castille. Garcie mourut dans un âge très-avancé, l'an 970, après un règne de quarante-quatre ans.

Sanche II succéda à Garcie I, son père, et régna jusqu'à 994.

Garcie II ou IV, en comptant parmi les rois de ce nom Garcie-Ximénès et Sanche-Garcie, fut proclamé roi après la mort de Sanche II, son père, et mourut l'an 1000 ou au commencement de l'année suivante. Il fut surnommé le Trembleur, parce qu'il tremblait, dit-on, effectivement, lorsqu'on lui mettait sa cuirasse un jour de combat. On lui attribue ce bon mot, mis sur le compte de tant d'autres :

qu'il ne serait estimé de ses sujets qu'autant qu'il ferait la guerre aux infidèles. Il tourna ses armes contre eux, prit le bourg de Madrid et battit le roi de Sarragosse, qu'il rendit son tributaire. Il ne fut pas moins heureux contre le roi de Cordoue. Il avait d'abord formé le projet d'abaisser la puissance des comtes de Castille. Mais il renonça à cette expédition dans la crainte que les Arabes n'en profitassent pour fondre sur son royaume. Il attaqua au contraire les mahométans, aidé par le comte de Castille, qui unit ses forces aux siennes. Il mourut en 950, après un règne de vingt-trois ans. Il laissa d'Urraque, sa première femme, Ordogno, qui lui succéda, une fille, Elvire, qui fut religieuse; et de Thérèse Florentine, sœur de Garcie II, roi de Navarre, don Sanche, surnommé le Gros.

ORDOGNO III fut proclamé roi par les grands et les prélats qui se trouvèrent à la cour de Léon. Il s'était allié avec le comte de Castille, en épousant sa fille Urraque. Don Sanche, son frère du second lit, prétendit avoir droit à la succession paternelle, et voulut exiger d'Ordogno la cession de quelques provinces du royaume. Il sut faire appuyer ses prétentions par don Garcie, roi de Navarre, et le comte Ferdinand Gonzalès. Le roi de Léon, persuadé que la conservation de la monarchie dépendait de la réunion de ses forces, n'en voulut rien démembler, et cette maxime a été depuis une sorte de loi pour ses successeurs. Il fallut donc en venir à la force ouverte. Les armées de Navarre et de Castille s'avancèrent vers le royaume de Léon. Mais s'étant présentées devant les premières places, elles les trouvèrent si bien fortifiées qu'elles furent obligées de se retirer sans tenter la moindre entreprise. Le roi de Léon, pour se venger du Castillan son beau-père, lui renvoya sa fille Urraque, qu'il répudia, et prit pour femme dona Elvire, fille d'un des plus grands seigneurs de Galice, de laquelle il eut don Bermude. Les parents de

la reine Elvire, fiers de l'alliance que le roi venait de contracter avec eux, se conduisirent avec tant de hauteur avec les autres seigneurs de Galice, que ceux-ci, poussés à bout, se révoltèrent. Ordogno ne fit que paraître avec des forces suffisantes pour réprimer la rébellion, et tout rentra dans le devoir. Cependant, comme il se voyait à la tête d'une armée aguerrie, il crut devoir en profiter encore pour faire une incursion sur les terres d'Abdérane. Après avoir incorporé dans ses troupes celles qu'il put ramasser dans la Galice, il passa le Duero du côté du Portugal, désola tout le pays qui s'étend depuis Coïmbre jusqu'à Lisbonne, assiégea cette dernière ville; et l'ayant prise d'assaut et démantelée, se retira chargé d'un riche butin. Après cette expédition, il voulut soumettre Ferdinand Gonzalès, qui cherchait à se rendre indépendant de la couronne de Léon. Le comte de Castille, se trouvant trop faible pour résister à son souverain, et assuré de sa clémence, alla se jeter à ses pieds. Ordogno lui pardonna tout et le renvoya, après lui avoir fait prêter de nouveau le serment de fidélité comme gouverneur de cette province. Ordogno étant passé de Léon à Zamora, y fut attaqué d'une maladie violente, dont il mourut après un règne de cinq ans et cinq mois. Elvire, sa femme, se retira en Galice auprès de ses parents, avec son fils don Bermude, âgé tout au plus de trois ans.

SANCHE I^{er} du nom, surnommé le Gros, avait toujours conservé un puissant parti. Le bas-âge de son neveu lui fut favorable: il accourut promptement de Navarre pour prendre possession de la couronne, et fut proclamé roi par les principaux du royaume. Il ne demeura pas long-temps tranquille sur le trône de Léon. Le comte Ferdinand Gonzalès, toujours occupé des moyens de se rendre indépendant, se ligua avec les principaux seigneurs de Léon et de Castille pour le détrôner. Don Sanche ayant découvert cette conjuration, et ne se croyant pas en sûreté dans ses propres États, se réfugia en Navarre auprès de don Garcie son oncle. Sa fuite fit tomber le royaume dans une espèce d'anarchie. D'un côté, les seigneurs de

Que son corps tremblait des périls où son courage l'allait porter. Telle est la suite des rois de Navarre qui concourent, avec les rois de Léon, jusqu'à Alphonse V.

Galice, attachés aux intérêts de Bermude leur parent, cherchaient à assurer le trône à ce jeune prince, lorsqu'il serait en âge de régner. De l'autre Ferdinand Gonzalès, dans le but de s'approprier la souveraineté de Castille, s'efforçait de faire passer le sceptre à Ordogno, dit le Mauvais, fils d'Alphonse, surnommé le Moine, et voulait lui faire épouser Urrique, sa fille, que le feu roi Ordogno III avait répudiée. Le parti d'Ordogno prévalut. Il s'empara de Léon, et y rendit sa domination si odieuse, que bientôt le mécontentement fut général. Don Sanche, instruit des dispositions où étaient les peuples et les grands, réclama l'appui d'Abdérane. Le roi de Cordoue lui promit tous les secours qui pouvaient dépendre de lui, et bientôt il unit ses forces à celles du roi de Navarre. L'armée d'Abdérane prit la route de Léon, et celle du roi de Navarre marcha vers la Castille, pour occuper, par cette diversion, Gonzalès. A peine don Sanche parut-il sur les frontières de son royaume que toutes les villes et les places lui ouvrirent les portes. Dès qu'il approcha, l'usurpateur prit la fuite avec Urrique sa femme, et alla se réfugier dans les Asturies, de crainte d'être livré au roi. Don Sanche fut reçu à Léon avec une joie proportionnée à la haine qu'on portait au tyran. Ordogno ne se croyant pas en sûreté dans les Asturies, qui s'étaient déclarées pour don Sanche, passa à Burgos; et en ayant été chassé, il se réfugia chez les Maures d'Aragon, où il mourut dans l'indigence. Don Sanche, affermi sur le trône, épousa Thérèse, fille des comtes de Monçon, près de Palencia. Ferdinand Gonzalès, qui, après avoir été pris les armes à la main par don Garcie, roi de Navarre, avait été mis en liberté peu de temps après, se révolta de nouveau contre don Sanche, l'an 967. Le roi de Léon, aux premières nouvelles de la rébellion du comte, rassembla son armée et marcha vers le Portugal, où il gouvernait plusieurs villes. Le comte, trop faible pour lui résister, eut recours à la clémence du roi. Don Sanche se laissa fléchir encore, et le comte étant venu se jeter à ses pieds, obtint son pardon. Le perfide empoisonna peu de temps après un prince à qui l'on ne pouvait

reprocher que de lui avoir laissé une vie qu'il avait tant de fois mérité de perdre.

Après la mort de don Sanche, RAMIRE, son fils, âgé seulement de cinq ans, fut proclamé roi, et mis sous la tutelle de la reine sa mère, d'Elvire sa tante, qui était religieuse, et de quelques seigneurs parents de la reine. Le premier soin des régents fut de solliciter auprès d'Alhacan, roi de Cordoue et successeur d'Abdérane, la continuation de la paix entre les deux couronnes. Ramire avait environ seize ans lorsqu'il songea à se marier et à prendre les rênes du gouvernement. Il épousa Urrique, dont on ignore la famille, mais qui était probablement issue d'une des principales maisons d'Espagne. La complaisance excessive qu'il eut pour elle lui fit mépriser les conseils de sa mère et de sa tante, dont l'administration avait été très-sage. Il suivait aveuglément ses caprices, et traitait avec mépris les principaux seigneurs de Léon et de Galice. Une conduite si peu mesurée aigrit contre lui toute la noblesse de ses États, et une révolte ne tarda pas à éclater dans la Galice. Bermude, fils d'Ordogno III et d'Elvire sa seconde femme, résidait dans cette province, où il avait été élevé. On le proclama roi. Don Ramire ramassa des troupes pour aller punir les séditeux, les Galiciens de leur côté se mirent en campagne avec toutes leurs forces. On en vint bientôt à une action qui fut très-sanglante, où la victoire resta incécise. Don Ramire s'en retourna à Léon avec les débris de son armée, où il expira peu de temps après. Sous son règne, qui fut de quinze ans et quelques mois, mourut (l'an 970) Ferdinand Gonzalès, comte de Castille, laissant ses États indépendants de la couronne de Léon et de celle des Asturies.

BERMUDE II ou VÉRÉMOND fut appelé à la couronne de Léon après la mort de Ramire, qui ne laissa point d'enfants, ou du moins en âge de gouverner par eux-mêmes. Il s'occupa d'abord de rétablir l'ordre dans ses États et la discipline dans l'église. Mais il ne jouit pas long-temps de la paix qui lui était nécessaire pour achever ces deux grands ouvrages. Mahomet Almanzor, premier ministre du roi de Cordoue, qui por-

taient une haine implacable à la religion chrétienne, et qui avait déjà fait une irruption dans la Castille, où il avait pris plusieurs places, résolut de faire une guerre sanglante à Bermude. Il assembla une nombreuse armée, et alla faire le siège de Simenças. Le roi de Léon, affaibli par la bataille qui s'était donnée entre lui et don Ramire son cousin, ne put secourir la place; après plusieurs assauts, elle fut emportée, malgré tous les efforts des chrétiens, dont la plupart furent massacrés et les autres jetés dans les fers.

Almanzor, après cette expédition, entra dans la Catalogne où il fit de grands ravages. Borel, comte de Barcelone, se mit en campagne avec toutes les troupes qu'il put ramasser pour arrêter les infidèles. Il les rencontra près de Moncada, et, quoique bien inférieur en forces, il livra bataille. Mais toute la valeur de ses troupes ne put résister à la supériorité des adversaires : il fut entièrement défait. Almanzor marcha droit à Barcelone, la prit d'assaut et la réduisit en cendres. Le feu consuma les archives et tous les titres de cette ville; de sorte que quand elle fut rentrée sous la domination des chrétiens, il fallut délivrer aux habitants de nouvelles chartes pour la conservation de leurs droits et privilèges (1). L'année suivante Almanzor s'avança vers la Castille et prit Sepulveda. Deux ans après, ayant résolu de pénétrer dans le royaume de Léon, il commença par assiéger Zamora et la prit d'assaut. De là il reporta la guerre en Castille, où il s'empara de plusieurs places. Tant de succès contre les chrétiens semblaient ne faire qu'irriter de plus en plus sa haine contre eux, il résolut de détruire entièrement le royaume de Léon. Simenças et Zamora démolies lui en facilitèrent l'entrée jusqu'au voisinage de la capitale. Bermude, quoique tourmenté de la goutte, alla à la rencontre de l'ennemi, qu'il trouva

sur les bords de l'Esta, rivière peu éloignée de Léon. Le combat fut sanglant : Almanzor, défait pour la première fois, répara bientôt cet échec par la déroute des chrétiens. Bermude se retira dans les Asturies, laissant à l'un de ses généraux le soin de défendre Léon, qu'Almanzor menaçait de mettre en cendres.

En effet, celui-ci reparut bientôt; il mit le siège devant Léon, et s'en rendit maître malgré la valeur et l'habileté du gouverneur, qui fut tué glorieusement sur la brèche.

La prise de Léon entraîna celle de plusieurs autres places. Almanzor passa successivement dans le Portugal et dans la Galice, où il porta la désolation. Enfin, résolu de faire un dernier effort contre les chrétiens, il assembla la plus formidable armée dont il eût disposé jusqu'alors. Bermude, le comte de Castille et don Garcia, roi de Navarre, se liguerent ensemble; et ayant uni toutes leurs forces, résolurent de lui disputer l'entrée de la Castille. Les chrétiens et les Arabes se rencontrèrent dans les environs d'Osma près de Calatagnazor. Le combat se donna presque sur-le-champ, et dura tout le jour avec un acharnement incroyable, sans aucun avantage bien décidé de part et d'autre. Mais Almanzor ayant reconnu la perte considérable qu'il avait faite, abandonna le champ de bataille aux chrétiens, et s'enfuit à Medina-Celi, où il mourut désespéré. Les Maures perdirent dans cette bataille soixante mille hommes d'infanterie et quarante mille de cavalerie (1). Environ un an après cette grande victoire, le roi don Bermude mourut accablé d'infirmités, laissant de la reine dona Elvire sa femme, un fils, don Alphonse, âgé de cinq ans, sous la tutelle de sa mère, et deux filles, dona Sanche et dona Thérèse.

(1) Ferreras, dont ce récit est tiré, ajoute que Borel fit savoir sa déroute au roi de France, Louis IV, comme à son souverain, et qu'il en obtint du secours, avec lequel il reprit cette place en 988. La race des Carolingiens étant éteinte en France, ce même comte de Barcelone refusa de rendre foi et hommage au roi Hugues-Capet; mais il parut qu'il n'attendit point l'effet des menaces du roi de France et qu'il se soumit.

(1) Mahomet Almanzor, un des plus grands capitaines qu'il y ait eu en Espagne, avait remporté sur les chrétiens plus de cinquante victoires. Il n'aspirait qu'à la véritable gloire, et refusa généreusement le trône de Cordoue, que les habitants voulaient ôter à Hissem pour l'y faire monter, en considération de sa supériorité. Il donnait double paie aux chrétiens qui servaient sous ses enseignes; et s'il survenait quelques contestations entre eux et les mahométans, il les favorisait toujours. [Ferreras.]

ALPHONSE V, sur la vie duquel un seigneur appelé Adulpe avait attenté peu de temps avant la mort de Bermude, fut reconnu roi sous la régence d'Elvire, sa mère, et son éducation confiée au comte Melenda Gonzalès. Les princes contemporains du roi de Léon, qui régnaient alors en Espagne, étaient en Navarre don Sanche, surnommé le Grand, à Barcelone don Raymond, en Castille le comte don Garcia Fernandès, à Cordoue et sur les États qui en dépendaient (1), Hissem, qui n'avait que le titre de roi, Abdelmelic, son premier ministre, fils d'Almanzor, usurpant toute l'autorité. Tous les princes chrétiens étaient en bonne intelligence; ainsi la minorité du roi de Léon fut assez tranquille. A l'âge de dix-neuf à vingt ans, il épousa dona Elvire, fille du comte Mélandez, son gouverneur, et il commença à régner par lui-même avec beaucoup d'équité (2). Il reçut avec bonté les trois fils du comte don Véla, qui pour se dérober au juste ressentiment du comte de Castille, vinrent lui demander une retraite dans ses États. Il releva et rebâtit la ville de Léon, ruinée depuis vingt ans. Ensuite il y convoqua un concile, et ne fut occupé pendant plusieurs années que du rétablissement des églises détruites par les Mahométans. Après avoir remis partout le bon ordre, il songea à recouvrer ce qu'avait perdu son prédécesseur. L'an 1027, il se mit en campagne avec une nombreuse armée, passa le Duero, saccagea les terres des infidèles, et s'avança jusqu'à la ville de Visée, dont il forma le siège. Il y fut tué d'une flèche qui l'atteignit comme il était allé sans cuirasse à cheval reconnaître un endroit des murailles pour donner l'assaut. Il laissa, de la reine Elvire Melandez sa femme, Bermude III du nom,

(1) Nous rappelons ici au lecteur l'état de la monarchie mahométane en Espagne, devenue tout-à-fait indépendante des Abassides, califes de Damas, et concentrée dans la famille des Omniades.

(2) Ferreras croit que la reine sa mère se retira dès ce temps-là dans un couvent d'Oviédo. Elle y était du moins l'an 1017, avec ses deux filles, sœurs d'Alphonse, qui y portaient déjà le voile; et c'est à la retraite d'Elvire que cet historien semble rapporter l'usage ancien de la clôture observée jusqu'au commencement de ce siècle par les reines douairières d'Espagne.

et dona Sanche. Sa mort obligea l'armée de lever le siège et de s'en retourner.

Au commencement de ce règne, don Sanche, roi de Navarre, avait épousé Elvire, fille de don Sanche, héritier présomptif de don Garcia, comte de Castille, et son successeur, l'an 1005, après la mort de ce comte, qui fut blessé dans un combat contre les Maures. Ce qui contribua beaucoup à rendre paisible le règne d'Alphonse V, jusqu'à la malheureuse expédition qui termina sa vie, ce fut une suite de révolutions et de troubles dont fut agitée la monarchie mahométane.

Abdelmélis, premier ministre d'Hissem, étant mort, fut remplacé par Abdérame son frère, dont la mauvaise administration causa sa perte et celle de son maître. Mahomet Almahadi détrôna Hissem, et usurpa la couronne. Bientôt on conspire contre lui. Cette première révolte apaisée, il en renait une autre. Deux chefs arabes, Suleiman et Marban, sont élus rois par deux différens partis. Marban succombe, Suleiman reste seul, et don Sanche, comte de Castille, se ligue avec lui. Réunis ensemble, ils défont les troupes d'Almahadi, et Suleiman est reconnu roi de Cordoue. Les comtes de Barcelone et d'Urgel embrassent le parti d'Almahadi, et joignent leurs troupes aux siennes. Suleiman, défait par le dernier dans un combat sanglant où périt le comte d'Urgel, est contraint de passer en Afrique. Almahadi est rétabli sur le trône de Cordoue. Peu de temps après il est détrôné, et Hissem, remis à sa place, lui fait trancher la tête. Suleiman retourne en Espagne et fait soulever Abdalla, gouverneur de Tolède, qui prend le titre de roi. Le comte de Castille traite avec Hissem. Ses troupes, jointes à celles du roi de Cordoue, investissent la ville de Tolède, qui est bientôt réduite; Abdalla, fait prisonnier et remis entre les mains d'Hissem, est mis à mort sur-le-champ. Suleiman fait un dernier effort pour s'emparer de Cordoue. Il va camper devant cette place, l'attaque, et enfin s'en rend maître après beaucoup de sang répandu et une vigoureuse résistance. Hissem réussit à se sauver et passe en Afrique, où il finit ses

jours. Plusieurs gouverneurs de places, affectionnés à ce monarque, refusent de reconnaître Suleiman. Les dissensions continuent, et le royaume de Cordoue est déchiré par des guerres intestines. Haïran, un des principaux généraux d'Hissem, complot de détrôner l'usurpateur, et la ville d'Almería est emportée en trois jours par les conjurés. Haïran, n'ayant pu découvrir la retraite d'Hissem, fait proposer le sceptre à Ali-Aben Ramit, qui était de la famille des Ommiades. Ce dernier se rend à Malaga et est reconnu par plusieurs villes d'Espagne. Suleiman cherche le nouveau roi, lui présente le combat, est battu, fait prisonnier et perd la vie. Haïran, mécontent d'Ali, prend la résolution de le détrôner, et se ligue pour cet effet avec Mundir, gouverneur de Sarragosse. Ils joignent leurs forces, et se mettent en campagne. Ali les combat, et est entièrement défait. Après la victoire la mésintelligence se met entre Haïran et Mundir, et ils se séparent. Haïran découvre à Jaen un autre Ommiade, appelé Abdérame-almortada. Il lui persuade de prendre le titre de roi, et lui promet de conquérir le sceptre de Cordoue. Almortada cède à l'appât d'une couronne, et accepte les offres d'Haïran. Aussitôt Ali se met en campagne avec de nouvelles forces, et marche contre Haïran. Celui-ci, sentant sa faiblesse, au lieu d'attendre le roi de Cordoue, va se retrancher dans des montagnes, emmenant avec lui Almortada. Ali, maître de la campagne, reprend Jaen, châtie les rebelles, et, ayant découvert la retraite de son ennemi, l'attaque, le défait et l'oblige de prendre la fuite. La campagne suivante, Ali, se disposant à marcher pour soumettre le reste des rebelles, est assassiné dans le bain par ses esclaves, qu'Haïran et ceux de son parti avaient su gagner. Ses généraux font venir de Séville Alcacim, frère d'Ali, et le reconnaissent pour roi. Haïran, résolu de mettre sur le trône Abdérame-almortada, se réconcilie avec Mundir, et l'engage à l'appuyer de ses forces. Les gouverneurs de Tortose et de Cadix embrassent son parti. La jonction faite, ils vont à Jaen, y entrent sans obstacle, et y font proclamer roi Abdérame. Alcacim survient avec

des renforts, et les oblige de se retirer à Murcie. Abdérame se brouille avec Haïran et Mundir, qui bientôt font éclater leur ressentiment. Ils le trahissent au siège de Grenade, et il est tué dans une sortie. Alcacim, délivré de son compétiteur, paraissait bien affermi sur le trône; mais, obligé de se rendre à Séville pour quelque affaire importante, les habitants de Cordoue, mécontents de lui, proclament Hiaya son cousin, et plusieurs villes se déclarent aussitôt pour le nouveau roi. Un an après, Alcacim, qui avait toujours des intelligences dans Cordoue, ayant appris qu'Hiaya était allé à Malaga, s'avance pendant la nuit avec des troupes vers Cordoue, y est reçu par le moyen de ses partisans, et est presque aussitôt contraint d'en sortir par une sédition. De là voulant se retirer à Séville avec ceux de son parti, on refuse de l'y recevoir, et même on en chasse ses fils. A peine il est sorti de Cordoue, que les habitants élisent pour roi Hissem III, qui règne deux ans. Pour comble de disgrâce, Hiaya le surprend aux environs de Séville, le fait prisonnier et l'enferme dans un château. Hissem n'est pas longtemps tranquille à Cordoue. Les violences et la tyrannie de son premier ministre font soulever les habitants. Ce visir est poignardé dans son palais. Hissem se sauve à Séville, où il séjourne quelque temps, et Mahomet II est proclamé à sa place. Environ un an après, Mahomet étant allé reconnaître les frontières de ses États, ceux qui l'accompagnaient, tentés par les richesses qu'il emportait avec lui, l'empoisonnent pour profiter de ses dépouilles. Les habitants de Cordoue veulent d'abord élire à sa place Suleiman Almortada, fils d'Abdérame-almortada, et fixent enfin leur choix sur Abdérame Abdéliabar IV. On fait promettre à ce dernier de ne point témoigner de ressentiment contre ceux qui s'étaient déclarés pour Suleiman; mais les ayant fait arrêter quelques jours après, les habitants, indignés de son manque de foi, forcent les prisons, et de là vont à Alcazar, où ils percent le roi de coups. Il procède sur-le-champ à une nouvelle éléction, et le choix tomba sur un certain Mahamed, cousin du calife égypté.

Pendant toutes ces révolutions, l'Aragon n'était guère moins agité que l'Andalousie. Suleiman - Aben - Huz, ancien général de Munder, s'était fait souverain de Sarragosse, et de son territoire. Les gouverneurs de Huesca, de Lérida et de Tudèle, au lieu de reconnaître Suleiman, profitèrent de cette occasion pour s'ériger en souverains, chacun dans son gouvernement. De son côté, le nouveau roi de Cordoue prend la résolution de faire la guerre à Hissem III, qui se maintenait à Séville. Les principaux habitants de Cordoue, piqués de la défiance d'Hiaya, qui avait laissé dans cette ville des troupes d'Afrique, s'adressent à Aben-Huz, gouverneur de Grenade, pour être délivrés. Celui-ci vient à main armée à Cordoue, et, réuni aux habitants, massacre tous les partisans d'Hiaya. Peu de temps après ce prince lui-même est la victime d'un perfide qui lui coupe la tête et l'envoie à Séville, à Hissem III. Cordoue délivrée des Africains, les habitants élisent Hissem IV, ce qui n'empêche pas Idris-Aben-Ali, frère d'Hiaya, de se faire proclamer roi à Malaga. Dans l'ordre des événements ordinaires, des révolutions si multipliées sembleraient demander des siècles, et cependant elles s'accomplissent dans l'espace de vingt ans [1008-1023].

On rapporte à l'an 1016 du règne d'Alphonse V la détermination des limites du royaume de Navarre et du comté de Castille, qui, s'étant confondues avec le temps, furent rétablies à l'amiable.

BERMUDE III, fils d'Alphonse V, lui succéda. Il s'appliqua à régner paisiblement et à établir de bonnes lois.

GARCIE SANCHEZ, qui avait succédé à Sanchez Garcia son père, au comté de Castille, était fort jeune. L'aînée de ses deux sœurs avait épousé Sanche III, dit le Grand, roi de Navarre, et Garcie Sanchez avait dans son beau-frère un protecteur d'autant plus puissant, que ce dernier était craint et estimé de toute l'Espagne. Le roi de Navarre voulut le marier, et sollicita le roi de Léon de lui donner pour femme sa sœur dona Sanche, qui lui fut accordée sans peine. Le jeune comte de Castille partit aussitôt pour

Léon avec une escorte. A la nouvelle de ce mariage, les fils du comte Vela le jeune, dont la haine héréditaire pour leur souverain n'était pas éteinte par leur retraite dans les Asturies, s'étaient rendus secrètement à Léon, dans le dessein d'assassiner le comte de Castille. En effet, dès le lendemain de son arrivée, comme il était près d'entrer dans l'église, il fut poignardé par ces implacables frères. Par sa mort, le roi de Navarre prit possession du comté de Castille, dont il était héritier du chef de sa femme, sœur aînée du comte défunt, et le réunit à sa couronne. Son premier soin fut de faire faire les recherches les plus exactes pour découvrir les meurtriers de son frère, les ayant entre les mains, il les fit brûler vifs. Le roi de Navarre, pour réparer en quelque sorte une alliance brisée par un événement si tragique, ménagea celle du roi de Léon avec une des princesses de Castille, et il épousa dans la même année dona Urrique Thérèse, sœur du jeune comte. Jusque là le roi de Navarre et celui de Léon avaient toujours vécu en bonne intelligence : elle dura encore quelques années depuis ce mariage ; mais le rétablissement de la ville de Palencia, que don Sanche fit rebâtir, brouilla les deux rois. Celui de Léon prétendait que le territoire de Palencia était de son domaine, et renfermé dans les limites de ses États ; don Sanche, au contraire, soutenait qu'il dépendait du comté de Castille. Cette contestation causa entre eux une rupture ouverte, on se disposa de part et d'autre à la guerre. Don Sanche se mit le premier en campagne, et entra sur les terres de Léon. Il fit en peu de temps d'assez grands progrès et prit Astorga. L'année suivante les deux rois assemblèrent de nouvelles forces pour décider leur différend par une bataille. On était près d'en venir aux mains, quand les évêques des deux partis qui, suivant l'usage du temps, accompagnaient ces princes à l'armée, ménagèrent un accommodement entre les deux monarches et les réconcilièrent. La paix se fit aux conditions suivantes : Que Bermude donnerait en mariage dona Sanche, sa sœur, à don Ferdinand, second fils de don Sanche, lequel céderait à ce prince le comté de Cas-

[The text in this section is extremely faint and illegible due to the quality of the scan. It appears to be a multi-column list or table of entries.]



COSTUMES DE MARCHANDS AU 17^e SIÈCLE.

ESPAGNE

tille ; que Ferdinand aurait le titre de roi , et que Bermude abandonnerait pour dot à sa sœur toutes les terres conquises jusqu'à la rivière de Cea. Le mariage de Ferdinand suivit de près cet accord ; mais la paix ne fut pas de longue durée. En effet , le roi de Navarre étant mort , Bermude voulant recouvrer ce que la nécessité seule l'avait contraint de céder , se mit en campagne , assiégea la ville de Palencia , et la donna à don Ponce , évêque d'Oviédo. Il reprit ensuite plusieurs autres places qui avaient été démembrées de ses États. Ces hostilités obligèrent le roi de Castille , trop faible pour s'opposer seul aux progrès du roi de Léon , de s'unir avec le nouveau roi de Navarre , don Garcie son frère. Ils rassemblèrent toutes leurs troupes et se mirent en marche. Bermude , informé de ces mouvements , ne les attendit pas. Il s'avança dans la Castille au-devant d'eux ; les deux armées étant en présence , le combat s'engagea bientôt. Bermude , emporté par sa jeunesse et par une valeur téméraire , voulut pénétrer dans les escadrons ennemis , et se fit tuer comme un soldat de fortune. Avec lui finit toute la lignée masculine de Pierre , duc de Cantabrie , et du grand Récarède , roi des Goths.

Ferdinand , qui se trouvait par sa mort héritier du royaume de Léon , du chef de sa femme , sœur de Bermude , marcha sans perdre de temps vers la capitale , où il fut solennellement reconnu , et réunit cette couronne à celle de Castille [1037].

Sanche - le - Grand , roi de Navarre , avant de mourir , avait fait un partage de ses États et réglé la part de chacun de ses enfants , qui étaient au nombre de quatre. Le royaume de Navarre , la Biscaye et la province de Rioja avaient été assignés à don Garcie ; Ferdinand avait le comté de Castille ; don Gonzale , les comtés de Sobrarve et de Ribagorce , et don Ramire (1) l'Aragon ; tous ces États avaient été érigés en royaumes.

Ainsi l'Espagne chrétienne se trouva par-

tagée entre six souverains , savoir : le roi de Léon , qui possédait le royaume de ce nom , à la réserve de quelques districts que les Arabes occupaient alors vers le midi , et de la portion située vers le mont Occa qu'il avait cédée au roi de Navarre pour la dot de la princesse sa sœur ; la Galice et une partie du Portugal faisaient encore partie de ses États. Le roi de Navarre avait dans son lot la Cantabrie , la Rioja , le Bureva détaché de la Castille , et quelques places de l'Aragon. Le roi d'Aragon jouissait du pays situé entre l'Aragon et le Gallego , rivières qui lui servaient de bornes : ce qu'il avait en outre du côté de Sarragosse était sans cesse exposé aux courses des Maures. Le roi de Castille possédait la vieille Castille , dont on avait détaché le Bureva pour le donner à la Navarre. Gonzale , comte de Sobrarve et de Ribagorce , régnait sur quelques montagnes et sur un petit nombre de bourgades. Le comte de Barcelone était maître d'une riche principauté , mais les frontières des royaumes arabes s'étendaient à Tortose , à Lérida et à des places encore plus voisines de sa capitale. Un assez grand nombre de souverainetés longeant les côtes de la Méditerranée , depuis la Catalogne jusqu'au détroit , et les bords de l'Océan jusqu'au-delà de la Galice , appartenaient à des chefs musulmans. Toujours prêts à attaquer les chrétiens lorsqu'ils les voyaient divisés , ils profitaient de leurs fréquentes mésintelligences.

Don Gonzale , comte de Sobrarve , ayant été assassiné à la chasse par un de ses domestiques , Ramire , roi d'Aragon , son frère , fut appelé par le vœu des peuples , et réunit cette seigneurie à la couronne d'Aragon [1038].

Mais , peu content de ce partage , il voulut s'agrandir aux dépens du roi de Navarre , et avec une armée grossie des secours de plusieurs petits rois mahométans , il fit une irruption dans le royaume de son frère. Cette entreprise eut le succès que méritait sa témérité. Don Garcie surprit son camp pendant la nuit , y fit un carnage affreux , l'obligea de se sauver sur le premier cheval qu'il trouva sans selle et sans bride , et défit entièrement son armée. Après ce coup de main , le roi

(1) Ferreras prétend que ce dernier n'était qu'un fils naturel.

de Navarre, pour user de représailles, entra dans l'Aragon, et l'envahit presque entièrement. Don Ramire, hors d'état de lui résister, se retira dans les montagnes de Sobrarbe, et de là fit sa paix avec don Garcie, qui lui pardonna généreusement.

Ferdinand, roi de Castille et de Léon, vivait en bonne intelligence avec tous ses frères; il tourna ses vues du côté des infidèles, et reprit le projet formé sur le Portugal par Alphonse V, roi de Léon.

Il entra donc dans ce royaume à la tête d'une nombreuse armée, et s'empara sur la frontière du château de Sena ou Xena. Ensuite, s'avançant vers Visée, après un siège de dix-huit jours, il emporta la place et la mit en cendres. Lamégo, que sa situation faisait passer pour imprenable, subit le même sort; tels furent les fruits de sa première campagne. L'année suivante, il prit par famine la ville de Coïmbre. Mais pendant qu'il désolait le Portugal, les Arabes d'Andalousie, de Murcie, de Valence et d'autres lieux, entrèrent dans la Castille du côté de Saint-Étienne de Gormas. Les Castillans, sans attendre le roi, qui était occupé à ses conquêtes dans le Portugal, repoussèrent les envahisseurs. Ferdinand alla rendre grâces à Dieu de ce succès dans l'église de Compostelle, et, partageant son armée, il en laissa une partie, tant pour assurer ses conquêtes en Portugal, que pour faire des courses sur les infidèles, et ramena l'autre dans ses États. Ayant augmenté ses troupes par de nouvelles levées il se remit en campagne. Il entra dans Saint-Étienne de Gormas, où il mit garnison. Il se rendit maître ensuite d'Aquilar, de Berlonga et de plusieurs autres places, ruina les redoutes qui servaient de retraite à l'ennemi, et s'avança jusqu'à Médina-Céli. Après avoir porté la terreur jusqu'à Tarragone, il entra dans le royaume de Tolède, prit ou ruina Talamanca, Uzède, Alcalá, Guadalaxara et autres places de ce canton, et pénétra jusqu'à Madrid. Le roi de Tolède, pour détourner l'orage, consentit à payer tribut à la couronne de Castille, et vint en personne faire hommage à Ferdinand de son royaume, lorsque celui-ci était encore avec son armée auprès de Madrid. A la suite

de ces rapides conquêtes, le roi de Castille crut devoir donner ses soins à la réforme des abus qui s'étaient glissés dans l'Église et dans l'administration de ses États. Il fit assembler à Coyança un concile pour la réformation du clergé et pour le rétablissement du bon ordre dans tous les corps réguliers et séculiers [1040].

Les prospérités de Ferdinand, méritées par tant de valeur, n'auraient dû lui faire d'autres ennemis que les Maures, ses adversaires naturels; elles lui en firent parmi ses frères. Don Garcie, roi de Navarre, étant tombé dangereusement malade, Ferdinand, par pure amitié, voulut aller le visiter, et se rendit à Najera. On prétend que le roi de Navarre résolut de le faire arrêter pour le dépouiller de ses États. Soit que le complot fût réel, soit qu'il fût supposé par des gens qui cherchaient à brouiller les deux frères, Ferdinand, sur un avis qu'il reçut, retourna promptement dans son royaume, bien résolu de se venger. Il en trouva l'occasion peu d'années après. Ayant été à cette époque attaqué d'une maladie grave, don Garcie lui rendit visite; accueilli d'abord avec toutes les marques de l'affection la plus sincère et la plus vive, le prince navarrais fut arrêté et enfermé dans le château de Cea; mais il trouva bientôt les moyens de se sauver de sa prison, et il rentra dans ses États le cœur profondément ulcéré. Son ressentiment ne tarda point à éclater. Il leva des troupes, se ligua avec les rois mahométans de Sarragosse et de Tudèle, et se mit en campagne. Ferdinand, à la nouvelle de sa marche, s'avança vers les frontières de Castille à la tête d'une armée d'élite. Mais avant de commencer les hostilités, il envoya des ambassadeurs à son frère pour terminer, s'il était possible, leur différend à l'amiable. Le roi de Navarre refusa de voir les ambassadeurs, et les armées des deux frères marchèrent pour se rencontrer. Le combat se donna près de Burgos et se termina promptement. Le roi de Navarre fut tué au commencement de l'action par Sanche Fortun, officier qui, pour venger sur ce prince quelque injure particulière, pénétra jusqu'à lui, et le blessa mortellement. Ferdinand laissa les chrétiens opérer leur re-

traite sans chercher à les poursuivre; mais il ne fit aucun quartier aux Arabes leurs alliés.

Don Sanche, fils aîné de don Garcie, fut reconnu roi de Navarre, sans le moindre obstacle de la part de Ferdinand, dont la conduite, dans cette guerre, prouva le désintéressement. Cependant sa modération ne put rassurer son neveu. Ce jeune prince, trois ans après, fit avec le roi d'Aragon, Ramire son oncle, une ligue défensive dont Ferdinand était le principal objet, et qu'il cimentait de la cession de quelques places à Ramire [1054].

Les Musulmans de Sarragosse n'étaient pas seulement tributaires de Ferdinand, ils l'étaient encore du roi d'Aragon, du roi de Navarre, et du comté de Barcelone, parce que ces princes pouvaient envahir leurs terres sans qu'ils fussent assez forts pour s'y opposer. Pendant que Ferdinand ravageait les États de Mahomet-Aben-Habet, souverain de Séville, qui se reconnut son vassal, Ramire, roi d'Aragon, d'un autre côté, désolait la province de Sarragosse. Le roi du pays, feudataire de Ferdinand, lui fit demander du secours. Don Sanche, fils aîné du monarque de Castille, promit de marcher à la place de son père, qui était absent, et entra bientôt en campagne; il mit à la tête de ses troupes Ruy-Dias de Bivar, surnommé le Cid, et joignit le roi mahométan. On alla chercher don Ramire, on combattit, l'action fut vive, et le roi d'Aragon fut tué. Don Sanche Ramirez son fils lui succéda, et peu de temps après épousa dona Félicie, demoiselle française, fille d'Helduin II, comte de Robey et d'Andèle de Chastillon. Ferdinand avait depuis long-temps résolu de diviser ses États entre ses trois fils, à l'exemple de don Sanche-le-Grand; la politique eut sans doute bien moins de part à ce projet qu'une sorte de justice distributive. Il régla donc ainsi ce partage: il donna à don Sanche l'aîné le royaume de Castille et le vasselage de Sarragosse. Don Alphonse eut la couronne de Léon et les Asturies d'Oviédo. Le royaume de Galice et le Portugal furent assignés à don Garcie. Don Sanche ne vit point sans chagrin démembrer un État puissant qu'il espérait posséder seul en vertu de son

droit d'aînesse: mais il fallut souscrire avec les seigneurs aux volontés de son père; il prit possession de la Castille, et don Garcie de la Galice et du Portugal.

Quand ils eurent ce partage, les rois de Sarragosse et de Tolède refusèrent les tributs qu'ils payaient à Ferdinand. Ce prince ravagea les frontières des deux royaumes, et s'avança jusqu'à Valence [1065]. Il n'alla pas plus loin, et se retira chargé de butin. A peine de retour à Léon, il tomba malade et mourut. Il laissa de dona Sanche sa femme les trois princes dont nous avons parlé précédemment, et deux filles, dona Urraque et dona Elvire. La première, princesse d'un grand mérite, reçut pour apanage Zamora et d'autres terres; Elvire eut Toro avec quelques autres places, et les deux sœurs y joignirent le patronage de tous les monastères de religieuses.

Tant que la reine mère des trois princes vécut, ils parurent fort unis, ou Sanche du moins dissimula sa jalousie contre ses frères: mais la princesse étant morte environ deux ans après son mari, la discorde éclata bientôt. Alphonse, roi de Léon, comme plus voisin, en sentit le premier les effets. Don Sanche arma contre lui, et marcha pour faire une invasion dans son royaume. Le roi de Léon se disposa à se bien défendre. Les deux armées se rencontrèrent près de Lantada. Après un combat sanglant et acharné, Alphonse fut entièrement défait et mis en déroute.

Don Garcie, roi de Galice, qui n'avait pris aucune part à la querelle de ses frères, n'était guère plus tranquille dans ses États. Sa faiblesse pour un favori lui avait aliéné le cœur de ses sujets, et il eut la douleur de voir massacrer l'objet de ses affections presque sous ses yeux par des seigneurs galiciens.

La guerre que don Sanche, roi de Castille, avait déclarée au roi de Léon son frère, traîna en longueur. Impatient de terminer, le monarque castillan rassembla de nouveau toutes ses forces et pénétra dans le royaume de Léon; Alphonse, de son côté, mit en usage toutes ses ressources pour soutenir la lutte, et reçut même des secours de

don Garcie son frère, roi de Galice et de Portugal, qui avait autant à craindre que lui de l'ambition de don Sanche. Les rois de Castille et de Léon se joignirent près de Volpellar, où ils en vinrent aux mains. On se battit de part et d'autre avec beaucoup d'animosité ; mais les Castellans furent mis en déroute. Alphonse, pour faire cesser le carnage, empêcha ses troupes d'aller à la poursuite des fuyards : sa clémence lui devint funeste : car don Sanche, par le conseil de Rodrigue Diaz, revint le lendemain à la pointe du jour, avec les débris de son armée, fondre sur les vainqueurs, et les ayant surpris les tailla en pièces. Alphonse eut à peine le temps de monter à cheval pour se sauver ; mais ayant été poursuivi par don Sanche, il fut pris et renfermé dans Burgos. Dona Urraque, ayant appris sa détention, alla trouver aussitôt don Sanche pour l'empêcher d'attenter à la vie de son frère, qui peut-être courait de grands risques. Elle ne l'obtint qu'à condition qu'Alphonse renoncerait à la couronne et se ferait moine. Don Sanche, après l'abdication de son frère, fut reconnu roi de Léon, et se prépara sur-le-champ à envahir la Galice et le Portugal. Garcie voulut assembler ses troupes pour s'opposer à cette invasion ; mais il fut abandonné de tous ses sujets, dont il s'était attiré la haine. Don Sanche trouva donc peu d'obstacles à s'emparer de ses États, et don Garcie, n'ayant plus d'autre ressource que la fuite, alla se réfugier auprès du roi de Séville, appelé Mahomet-Aben-Habet.

Les révolutions arrivées parmi les Arabes, les guerres continuelles qu'ils s'étaient faites pendant vingt-cinq ans les avaient extrêmement affaiblis. L'empire fondé par les enfants de Mahomet était alors divisé en une foule de petits États indépendants l'un de l'autre, et semblait être arrivé au moment où son entière destruction n'attendait que la réunion des chrétiens ; ceux-ci ne pensaient pas alors à profiter des circonstances. Il fallait, pour éteindre en Espagne la domination des Infidèles, qu'il pût s'élever une volonté ferme et intelligente capable d'opérer par elle-même ce qu'on ne pouvait guère espérer de la jonction de

plusieurs princes, toujours divisés d'intérêts. On ne voit dans tout cet intervalle que don Sanche III, lorsqu'il eut réuni la Castille à ses États de Navarre, et après lui Ferdinand I, roi de Castille et de Léon, qui fussent en état d'agir un peu vigoureusement contre les infidèles. Mais le roi de Navarre, au lieu de les combattre sans relâche, s'était quelquefois ligué avec eux, et, avant sa mort, il ne fit qu'affaiblir sa propre puissance par le partage de ses États entre ses quatre fils. Ferdinand, à la vérité, fit beaucoup de conquêtes sur les mahométans ; mais il commit la même faute que Sanche III, en démembrant la monarchie dont il était le souverain. Ainsi l'ambition de leurs successeurs, au lieu de s'attacher à faire triompher la cause de la foi catholique en Espagne, n'aboutit qu'à donner chez les chrétiens le spectacle des divisions qu'on avait vu éclater chez les princes mahométans. Tandis que don Garcie, chassé de Galice, cherchait un asile parmi les infidèles, Alphonse trouva le moyen de se sauver de son couvent et de passer à Tolède. Le roi mahométan Almenon ou Ali-Maymon lui fit l'accueil le plus bienveillant. Le roi de Léon demeura neuf mois à Tolède.

Don Sanche, après avoir ainsi dépouillé ses frères, voulut encore ôter à ses sœurs les villes qu'elles avaient reçues pour apanage, sous prétexte de leur en donner d'autres en échange. Elles reconnurent le piège, et, ayant rassemblé leurs vassaux, se disposèrent à défendre leur héritage. Don Sanche eut recours aux armes, et après avoir enlevé Toro, mit le siège devant Zamora. Il y avait dans le parti de dona Urraque un seigneur distingué par sa naissance et par sa valeur, nommé don Arias Gonzalez. Il était le chef de son conseil et commandait dans la ville. Il soutint avec tant de vigueur les efforts que firent les assiégeants, qu'après leur avoir tué beaucoup de monde, il leur ôta toute espérance de pouvoir réduire la place autrement que par la famine. Cependant, par la durée du blocus, Zamora était à la veille de se rendre, quand don Sanche périt de la main d'un transfuge qui l'assassina [1072].

La mort de don Sanche remit Alphonse sur le trône de Léon, et il y réunit celui de

Castille; mais les Castillans, avant de le reconnaître, exigèrent de lui qu'il jurât de n'avoir pas trempé dans l'assassinat de don Sanche; ce qu'il fit entre les mains du Cid, Rodrigue Diaz, le seul des seigneurs castillans qui voulût recevoir le serment d'Alphonse.

Don Garcie, de son côté, ne tarda pas à retourner dans son royaume. Mais bientôt son ambition le lui fit perdre avec la liberté. Il voulut disputer à Alphonse la succession de don Sanche: le roi de Léon et de Castille, de concert avec Urraque sa sœur, l'ayant invité à une entrevue pour régler cette affaire à l'amiable, le fit arrêter, et l'enferma dans le château de Luna près de Léon. Alphonse se fit ensuite reconnaître roi de Galice. Peu de temps après le souverain de Tolède, qui avait si généreusement accueilli dans son infortune le roi de Léon, implora son secours. Le roi de Séville menaçait ses États d'une invasion. Alphonse, convaincu que ni les intérêts politiques ni des motifs religieux ne peuvent dispenser de la reconnaissance, embrassa la défense de son bienfaiteur, et le délivra de son ennemi.

Alphonse, au moyen de la réunion des trois royaumes de Léon, de Castille et de Galice, se trouvait, comme avait été Ferdinand son père, le plus puissant souverain d'Espagne. Il accrut encore ses États de la province de Rioja, qu'il démembra de la couronne de Navarre.

Sanche IV, roi de Navarre, après avoir joui d'une longue paix par la bonne intelligence qu'il avait su entretenir avec les rois d'Aragon et de Léon, ses cousins germains, périt à la chasse par la trahison de Raimond son frère, et d'une de ses sœurs, laissant deux enfants fort jeunes, appelés tous deux Garcie (1), et incapables de gouverner à cause de leur grande jeunesse. Les Navarrois ne voulurent pas déférer la couronne à don Ramire, frère du roi défunt, et appelèrent don Sanche, roi d'Aragon. Ramire, irrité de ce choix, invita le roi de Léon et de Cas-

tille à s'emparer du trône vacant, et disposa en sa faveur les habitants de la province de Rioja et de Biscaye. Alphonse, au premier avis, se mit en campagne, fut proclamé souverain à Calahorra, et incorpora la contrée à la couronne de Castille. Le roi d'Aragon, d'un autre côté, réunit la Navarre à ses États, et fut reconnu roi à Pampelune.

Une singularité remarquable qu'il ne faut pas oublier sous ce règne, c'est que le pape Grégoire VII, prétendant que l'Espagne était feudataire du saint-siège, attendu, disait-il, qu'elle en relevait avant l'invasion des Sarrasins, écrivit aux rois des États chrétiens qu'ils ne pouvaient faire de conquêtes dans la Péninsule sans payer au saint-siège une redevance. Cette prétention fut repoussée et demeura sans effet.

Le partage de la succession de Navarre n'altéra pas la bonne intelligence qui régnait entre les deux rois Alphonse et don Sanche. Chacun parut content de son lot, et s'ils pensèrent à reculer leurs limites, ce fut aux dépens des Arabes. Don Sanche le premier fit la guerre à ceux de Sarragosse et de Huesca, les battit et recueillit un riche butin. Les mahométans de Tolède, à qui leur roi Hiaya était odieux par sa tyrannie, implorèrent le secours d'Alphonse et l'invitèrent à s'emparer du royaume. Le roi de Castille et de Léon leva aussitôt une nombreuse armée; passa les montagnes qui servaient de barrières aux deux Castilles, entra dans les États de Tolède, et prit Madrid avec plusieurs autres places. Il fut bientôt secondé par le roi de Séville, son allié, qui, traversant la Sierra Morena, conquiert une partie de la Manche. Alphonse, dans les trois campagnes suivantes, soumit tout le pays qui s'étend le long des montagnes depuis Talavera jusqu'à Madrid; et enfin, après avoir couru risque de la vie, poussa ses conquêtes jusqu'à Tolède, dont il se rendit maître à la fin de l'hiver. Comme cette importante place obtint une capitulation, et qu'il en sortit beaucoup d'habitants, Alphonse la repeupla de chrétiens qu'il fit venir de toutes parts, et, par une sage politique, y fixa sa cour [1085]. Ses succès alarmèrent les Arabes qui croyaient leur ruine prochaine. Les rois de Séville et de Badajoz se liguerent, et mi-

(1) Ferreras conjecture qu'un de ces princes était bâtard, parce que s'ils eussent été tous deux légitimes, ils n'auraient pas porté le même nom.

rent sur pied des forces considérables levées dans leurs États et jusqu'en Afrique. Ils marchèrent contre Alphonse, qui fut vaincu dans la plaine de Zalaca, près de Badajoz [1086]. Résolu de réparer cet échec, il rassembla de nouvelles troupes dans ses trois royaumes; il écrivit même à Philippe I, roi de France, pour en obtenir des soldats, en lui faisant envisager dans cette guerre l'intérêt de la religion chrétienne. Ce secours lui fut accordé, mais lui devint inutile. Les rois de Séville et de Badajoz, effrayés, n'attendirent point la jonction des troupes françaises, et consentirent à se reconnaître les vassaux du monarque castillan. Quelques années après le prince de Huesca prit aussi le même parti, pour se mettre à couvert d'une invasion dont il était menacé par le roi d'Aragon. Alphonse n'ayant point d'enfants mâles, et songeant à s'assurer un héritier digne de tenir sa place, jeta les yeux sur le comte Raymond de Bourgogne, et, à cet effet, lui fit épouser Urrique, sa fille, qu'il avait eue de Constance, sa troisième femme. Il était déjà veuf de sa quatrième femme lorsqu'il épousa Zaïde, fille de Mahomet-Aben-Abet, roi de Séville, qui consentit à se faire chrétienne. C'était la seconde fois qu'une princesse musulmane quittait la loi de Mahomet pour embrasser celle du Christ; car la fille d'Al-Mamoun, roi de Tolède, appelée Casile ou Casilde, s'était sauvée des États de son père pour se faire baptiser, et elle a été mise au nombre des saintes d'Espagne. Mais ce mariage, qui pouvait produire de grands biens dans la suite, poussa Alphonse à une démarche bien funeste aux chrétiens d'Espagne. Le roi de Tolède et celui de Séville cherchant ensemble les moyens de soumettre les petits États mahométans qui étaient à leur bienséance, Aben-Abet conseilla au roi de Tolède de demander des troupes à Juceph-Aben-Textufin, roi de toute la partie occidentale d'Afrique, où se trouvent les royaumes de Fez, de Trémecen et de Maroc, et ils lui envoyèrent des ambassadeurs. Juceph saisit l'occasion de passer en Espagne, et promit les secours qu'on lui demandait. Après avoir débarqué avec de nombreuses troupes, au lieu d'embrasser la parti d'Al-

phonse et du prince mahométan, son beau-père, il tourna ses armes contre eux, et marcha contre Aben-Abet, afin de s'emparer du royaume de Séville. Il n'osa pourtant point alors attaquer Alphonse, et se contenta d'envahir l'Andalousie. Cependant Alphonse arma contre lui, et envoya de nombreuses troupes sous le commandement de don Rodrigue et de don Garcia de Cabra. Juceph, au bruit de leur marche, hâta la sienne pour les joindre. Il y eut dans la Manche entre les deux armées une sanglante bataille dans laquelle les chrétiens furent entièrement défaits. Un historien attribue principalement cet échec à l'inaction du comte don Garcia Ordogne, un des principaux officiers d'Alphonse, qui refusa de charger pour faire battre les généraux dont il était jaloux; conduite remplie de bassesse et de lâcheté, mais dont il n'y a que trop d'exemples [1086].

Alphonse voulut tirer vengeance de sa défaite: il se mit lui-même en campagne, et marcha droit vers Séville. Il avait déjà pénétré dans l'Andalousie lorsqu'il rencontra Juceph qui venait à sa rencontre. La supériorité des troupes d'Alphonse fit refuser le combat au prince maure, et il se retira précipitamment à Séville. Alphonse en profita pour ravager toute la campagne environnante. Juceph prit le parti de repasser en Afrique pour y rassembler de nouvelles forces, et il en mena avec lui la plupart des chrétiens mozarabes dont il se défiait; ce qui causa dans l'Andalousie l'extinction totale du christianisme. L'année suivante, Juceph ayant assemblé dans ses États de Maroc une armée nombreuse, l'envoya en Espagne sous la conduite d'Almohait-Hiaya. Ce général marcha d'abord vers Tolède, et l'investit avant qu'Alphonse, qui avait convoqué le ban et l'arrière-ban, eût pu rassembler toutes ses forces. Mais à l'approche des chrétiens il leva le siège.

Ce fut à cette époque que mourut le Cid, Rodrigue Diaz de Bivar, guerrier fameux dont les prouesses amplifiées par les chroniqueurs, et célébrées par les romanciers, en ont reçu une sorte de vernis fabuleux (1).

(1) Un des historiens les plus estimés, Ferreras,

Le Cid expira à Valence. Il avait enlevé cette ville aux infidèles avec des troupes que lui avait prêtées Alphonse ; aussi dona Ximenez, veuve de Rodrigue, se vit contrainte d'avoir recours à ce prince, et il pourvut à la sûreté de la place.

On a vu que la dynastie des rois arabes de Cordoue s'était terminée à Hissem IV, et que la plupart des gouverneurs de province s'étant révoltés, chacun d'eux avait pris le titre de roi, ce qui avait formé dans le sein de l'Espagne mahométane quantité de petits États indépendants l'un de l'autre.

Cependant don Pèdre I, roi d'Aragon, travaillait de plus en plus à affaiblir la puissance mahométane, et tous les jours il étendait ses conquêtes sur les terres des infidèles ; mais il mourut peu de temps après la prise de Balastro, laissant pour héritier de son trône don Alphonse, son frère, surnommé le Guerrier.

Juceph, roi de Maroc, mécontent du peu de progrès que ses généraux faisaient en Espagne, résolut d'y aller en personne à la tête d'une nombreuse armée, et bientôt il parut dans l'Andalousie. Il partagea ses troupes en trois corps ; il en destina deux à envahir les royaumes de Léon et de Castille, et le troisième fut employé à soumettre tous les autres

réduit tous les exploits du Cid à un petit nombre de faits, dont voici la substance :

Le Cid s'attacha à la fortune de don Sanche I, roi de Castille, l'accompagna en 1063 en Aragon, et se trouva à la bataille de Crao, dans laquelle fut tué don Ramire I, roi d'Aragon. Il servit encore don Sanche en 1068 et 1070, dans la guerre qu'il soutint contre Alphonse son frère, roi de Léon. Il le suivit en 1072, au siège de Zamora, où don Sanche fut tué par trahison. Alphonse VI ayant réuni la Castille au royaume de Léon, le Cid parut s'être attaché à ce prince. Il épousa dans l'année 1074 dona Ximenez Diaz, fille du comte Diègue Alvarez des Asturies. Depuis, mécontent d'Alphonse, il quitta la Castille, emmena plusieurs de ses parents et de ses amis, entra dans l'Aragon, qu'il ravagea, et s'empara du château d'Alcoer près de Calatayud. Ayant rassemblé sous ses enseignes un certain nombre d'habitants de Castille et de Léon, il fit des courses sur les terres des Arabes, qu'il ne cessait de harceler. Il se fixa dans les environs de Teruel, canton montagneux, où il se maintint retranché dans une forteresse appelée depuis la Roche du Cid (la Pega de el Cid). Enfin après la mort d'Hiaya, roi de Tolède, il se rendit maître de Valence et en conserva la souveraineté jusqu'à sa mort, qui arriva en 1099.

petits États que les Arabes possédaient dans la Péninsule. Le roi de Léon, qui venait de perdre son gendre, don Raymond, comte de Galice, arma de son côté et fit marcher ses troupes vers Tolède pour s'opposer aux progrès de Juceph, qui s'avancait vers cette ville. Ce prince, hors d'état par son grand âge de commander en personne, crut que la présence de son fils, âgé de dix à onze ans, pourrait suppléer à la sienne, et il envoya l'infant don Sanche, qui avait pour gouverneur le comte don Garcia de Cabra. Son armée joignit les mahométans à la vue d'Uclez, et présenta le combat. Les infidèles, bien supérieurs en forces, défirent entièrement les chrétiens ; l'infant don Sanche étant démonté, après avoir eu son cheval tué sous lui, fut enveloppé par un gros d'ennemis, et périt avec son gouverneur, qui, le couvrant de son bouclier, se fit cribler de coups pour conserver la vie au jeune prince. Dès que le bruit de la mort de l'infant se fut répandu, les chrétiens ne songèrent plus qu'à prendre la fuite, et la déroute fut entière. Les vainqueurs ne tirèrent aucun avantage de la victoire, et n'osèrent pas même tenir la campagne à la vue des nombreuses forces que les chrétiens remirent sur pied. Mais ils détachèrent un corps de troupes pour faire dans la Catalogne une irruption, qui fut sans effet, par les secours que les rois de France, de Navarre et d'Aragon envoyèrent à don Raymond, comte de Barcelone. Cependant Juceph, par lui-même et par ses lieutenants, réussit à soumettre tous les États possédés par les émirs, ou petits rois arabes, et mit fin à leur domination en Espagne (1).

(1) Juceph était issu de la famille des Almoravides, tribu de l'Yémenn, qui, chassés de l'Arabie, se réfugièrent dans l'Afrique occidentale. Devenus maîtres de la Mauritanie vers le milieu du onzième siècle, ces nouveau-venus fondèrent l'État de Maroc, vainquirent les Berbères, habitants de cette contrée, élevèrent un vaste empire comprenant les villes de Fez, de Tanger, de Ceuta, de Tunis, d'Alger, et rangèrent sous le même sceptre toute cette partie de l'Afrique comprise entre la côte de Nigritie et tout le littoral où commandait jadis l'ancienne Carthage. Appelé en Espagne par les princes arabes, Juceph les déposséda, et, en 1094, fit de leurs possessions une province de son royaume africain. Ce fut donc aux Maures et non aux Arabes que Ferd-

Alphonse, devenu vieux et infirme, et n'ayant aucun enfant mâle des six femmes qu'il avait épousées, voulut assurer sa succession à quelque prince de sa famille. Dona Urrique, sa fille, était encore très-jeune, les grands lui firent proposer de la marier à l'un d'entre eux. Alphonse, qui avait porté la fierté du rang bien plus loin qu'aucun de ses prédécesseurs, fut très-choqué de cette proposition, et, voulant se donner un héritier dans l'époux qu'il choisirait pour sa fille, il la maria à don Alphonse, roi d'Aragon et de Navarre, cousin issu de germain de la princesse. Peu de temps après, le roi de Castille et de Léon, sentant sa fin approcher, déclara dona Urrique, sa fille, héritière de ses deux royaumes; il ordonna aussi que don Alphonse Raymond, son petit fils, demeurerait en possession de la Galice, et succéderait à tous ses États après la mort de sa mère, en cas qu'elle ne laissât point d'autres enfants de don Alphonse d'Aragon [1109].

Alphonse I, dans l'ordre des rois d'Aragon et de Navarre, et VII dans l'ordre des rois de Castille, État qu'il réunit par son mariage avec Urrique, fut reconnu après la mort d'Alphonse VI. Urrique, qui avait gouverné le comte Raymond, son premier mari, voulut tenir avec Alphonse la même conduite. Mais ce prince sut réprimer son ambition. La méintelligence qui régnaient entre les deux époux fit naître des troubles dans le royaume; le roi sachant qu'Urrique méditait quelque entreprise contre son autorité, la fit arrêter et enfermer dans le château de Castellar. Elle fut mise en liberté peu de temps après par les partisans qu'elle avait en Castille, et se retira dans ce royaume, où les grands travaillèrent efficacement à la rapprocher de son mari. Elle alla donc retrouver Alphonse; mais leur union dura peu, et ne servit qu'à les rendre irréconciliables dans la suite. On prétend que la passion que la reine avait conçue pour le comte de Gomez, un des principaux seigneurs de Castille, fut la principale cause de leur divi-

mand et Isabelle enlevèrent Grenade, et mirent fin par la prise de cette ville à la domination des enfants de Mahomet.

sion. Quoi qu'il en soit, Alphonse, profitant du prétexte que sa parenté avec Urrique lui offrait pour annuler son mariage, mena sa femme à Soria, l'y répudia sous ce prétexte, et la renvoya en Castille, dont il avait eu soin de remplir les forteresses de bonnes et sûres garnisons dévouées à ses ordres. Il passa ensuite dans le royaume de Tolède pour le mettre à couvert des entreprises d'Urrique ou de celles des Arabes.

L'injure faite à la reine de Castille fit oublier sa conduite peu mesurée, et lui regagna les cœurs de tous ses sujets. Les seigneurs de Castille, de Léon et des Asturies s'attachèrent à elle, et résolurent de rendre ces trois royaumes indépendants de l'Aragon. La plupart de ceux qui tenaient des places fortifiées au nom d'Alphonse les remirent à la reine comme à leur légitime souveraine, et on leva des troupes pour forcer les autres à suivre cet exemple. Un des principaux seigneurs de Castille fit alors une démarche singulière pour accorder la fidélité qu'il devait à sa souveraine et l'engagement qu'il avait pris avec le roi d'Aragon. Le trait est trop remarquable pour être passé sous silence. Le comte don Père Assurez, qui avait élevé la reine de Castille, et qui, malgré sa naissance et ses bons services, avait éprouvé son ingratitude, fut un des premiers à lui livrer les forteresses qu'Alphonse lui avait confiées. Mais, voulant satisfaire en même temps à ce qu'il croyait devoir au roi d'Aragon, qui l'avait rétabli dans tous ses emplois, lorsque par de fideles avis il encourut la disgrâce d'Urrique, il prit le parti de remettre sa personne entre les mains de ce monarque pour qu'il en disposât comme il jugerait à propos. Il alla donc trouver Alphonse, lui avoua ce qu'il avait fait pour sa souveraine, ou plutôt ce que le devoir lui avait prescrit en qualité de vassal, et offrit sa personne au roi pour répondre de l'infidélité qu'il s'était vu contraint de lui faire. Le roi d'Aragon, dans le premier mouvement de colère, allait lui faire payer de sa tête cette dangereuse démarche; mais les seigneurs qui étaient présents surent l'adoucir. L'indignation se changea en admiration, et le roi lui rendit toute son estime. Cependant on

arma de part et d'autre. Les Castillans marchèrent pour enlever les châteaux qui tenaient encore pour le roi d'Aragon, et celui-ci s'avança vers la Castille pour s'opposer à leur entreprise. Les deux armées s'étant jointes près de Sépulveda, il y eut un combat sanglant dont l'avantage demeura au roi d'Aragon. Le comte de Gomez, qui commandait les troupes d'Urrique, y fut tué, après avoir fait des prodiges de valeur. Cette victoire mit Alphonse en possession des principales places de Castille. Mais, s'il en sut profiter, on lui reprochera toujours les excès dont il se rendit coupable à l'égard d'un peuple qu'on ne pouvait au fond accuser de rébellion.

Urrique avait un fils de Raymond, son premier mari, qui était l'infant don Alphonse; il était déjà reconnu comte de Galice, et il fut sacré roi solennellement à Compostelle l'an 1112. Le roi d'Aragon, à cette nouvelle, essaya de s'emparer de la personne du jeune monarque, qui fut sauvé de ses mains par l'évêque de Compostelle, dans une action assez vive où le prince courut le risque d'être pris.

Urrique, persécutée par Alphonse, et toujours en butte à ses attaques, avait été contrainte de se retirer en Galice, où éclatèrent successivement des révoltes qui furent bientôt apaisées. Il y eut aussi des mécontentements en Castille, ils furent heureusement assoupis. Les Maures firent une irruption dans l'État de Tolède, Urrique les en chassa. Les guerres continuelles qu'elle avait à soutenir entraînaient beaucoup de désordres. Pour y remédier, elle convoqua à Burgos une assemblée des états de Castille. On y proposa de travailler à sa réconciliation avec Alphonse; mais cet avis, appuyé avec beaucoup de chaleur par les partisans secrets du roi d'Aragon, fut repoussé, et on convint d'assembler un concile à Palencia pour prononcer sur la nullité ou la validité du mariage, qui était la cause ou le prétexte des troubles. Le concile se tint en effet, et déclara le mariage nul; décision qui fut confirmée par le pape Pascal II. Alphonse se voyant ainsi déchu de toutes ses prétentions sur la Castille, excita des troubles dans la Galice, qui furent étouffés par la voie des

armes. Il y eut encore de la méintelligence entre Urrique et plusieurs seigneurs qui lui paraissaient le plus affectionnés. Enfin, son propre fils, le roi de Galice, fut l'instrument dont se servirent quelques mécontents pour lui susciter de nouveaux embarras. Ils emmenèrent le jeune prince Alphonse, et le firent proclamer roi dans plusieurs villes de l'Estramadure, telles que Ségovie, Avila, Salamanque et d'autres qui ci-és appartenaient à la reine. Elle fut obligée de prendre les armes, et marcha à la tête de ses troupes pour faire rentrer dans le devoir les villes qui s'étaient déclarées pour son fils; après avoir fait le siège d'une de ces places, elle fut assiégée elle-même à Sabroso. Un accommodement mit fin aux hostilités. Cette guerre, qui ne fut pas de longue durée, se termina par la médiation de ceux qui l'avaient allumée, et qui s'en trouvaient fatigués eux-mêmes. Aussitôt que la paix fut conclue, la reine se rendit en Galice pour voir son fils, dont elle fut reçue avec de grandes marques de respect. Ensuite elle passa à Compostelle pour apaiser un soulèvement que les ennemis de l'évêque avaient excité; elle y fut témoin d'une sédition dans laquelle elle ne fut point elle-même à l'abri des insultes et des violences d'une populace mutinée. Cependant elle était assez tranquille du côté du roi d'Aragon, qui était alors occupé à faire des conquêtes sur les infidèles. La reine de Castille crut l'occasion favorable pour recouvrer quelques forteresses de son royaume, possédées par les Aragonnais. Le roi de Galice, fils d'Urrique, joignit ses meilleures troupes à celles de sa mère, et ils marchèrent vers Ségovie pour reprendre Soria et ses dépendances. Soria ne fit pas une longue résistance, on y mit une forte garnison; et enfin, tout ce qui restait dans la Castille au roi d'Aragon rentra bientôt sous l'obéissance d'Urrique. Mais pendant que le succès de ses armes la rendait puissante au dehors, la faveur de don Pèdre de Lara, qui avait toute sa confiance, causait bien des troubles au dedans. Les seigneurs, jaloux de l'autorité du comte, se ligèrent, et la ville de Ségovie fut partagée en deux factions composées des partisans de

la reine et de ceux qui voulaient se donner à son fils. Don Pèdre de Lara fut arrêté et enfermé dans un château; sa détention irrita vivement la reine et l'obligea de se retirer à Léon. Ces mouvements ne se firent point sans la participation du roi de Galice, avec qui elle se brouilla de nouveau. Les seigneurs affectionnés à ce prince firent marcher des troupes vers Léon pour mettre cette ville entre ses mains. Urraque, avec ceux de son parti, tint quelque temps dans le château où on l'assiégea, et fut contrainte enfin de capituler. Les divisions entre souverains qui possèdent des États en commun sont contagieuses. Les seigneurs de Galice, qui profitaient de toutes les circonstances favorables aux intérêts de leur ambition, n'étaient pas plus unis entre eux; ils avaient pris les armes les uns contre les autres, et vivaient comme en pays ennemi. Urraque rassembla promptement des troupes, et les ayant conduites en Galice, marcha contre les séditeux. Étrange destinée pour une femme! la paix ne semblait point faite pour elle; on trouve même, sous le gouvernement des hommes, peu de règnes plus orageux que le sien. Constamment en guerre, ou contre son mari, contre son fils, ou contre des sujets rebelles, elle rencontra toujours des ennemis dans le sein de sa famille ou de ses États.

La comtesse de Portugal, dona Thérèse sa sœur, fut de ce nombre. Pendant les troubles de Galice, elle s'était emparée de Tuy et de plusieurs autres places du même canton. Urraque marcha contre elle, accompagnée de son fils qui joignit ses troupes aux siennes. Dona Thérèse, à son approche, abandonnant Tuy et les autres places, mit une rivière entre elle et sa sœur. Les troupes d'Urraque passèrent cette rivière à la vue de l'armée ennemie avec tant de résolution, que celle-ci prit la fuite; les Castillans entrèrent dans le Portugal, où ils mirent tout à feu et à sang. Une expédition si heureuse devint la source de nouveaux troubles et de nouveaux embarras pour Urraque. L'archevêque de Compostelle, qui avait fourni des troupes à la reine, demanda la permission de se retirer. Celle-ci soupçonna le prélat de quelque dessein hostile et voulut

le retenir auprès de sa personne. Elle le fit ensuite arrêter avec trois de ses frères et refusa sa liberté aux prières du clergé et aux instances des habitants. Le roi son fils ne put rien gagner sur elle, et prit le parti de l'obliger par la force à relâcher le prélat. Il quitta la reine et se mit à la tête de ses troupes, dans la résolution de l'obtenir de gré ou de force. Les habitants, autorisés par cette démarche, se soulevèrent, et Urraque se vit dans la nécessité de céder. Le premier pas que fit l'archevêque au sortir de sa prison, fut d'aller trouver la reine pour l'engager à restituer à son église les châteaux et les terres dont elle l'avait dépouillée. Sur son refus il se ligua avec plusieurs seigneurs, et fit entrer dans sa querelle, non-seulement le jeune roi, mais la comtesse de Portugal. On se disposa donc de part et d'autre à décider le différend par les armes; mais avant qu'on en vint aux extrémités, l'archevêque eut encore l'adresse d'apaiser le ressentiment de la reine, et réconcilia la mère et le fils. Les troubles de Compostelle à peine apaisés, ceux de Galice recommencèrent, et Urraque fut obligée de s'y rendre avec toutes ses forces. Cette expédition finit encore par de nouvelles brouilleries entre le fils et la mère: mais la mort d'Urraque y mit fin, et termina un des règnes les plus agités qui se rencontrent dans l'histoire. Cette princesse mourut dans la province de Tierra de Campos, près de Carrion [1126]. Le caractère d'Urraque, mélange d'inconstance, d'opiniâtreté, de hauteur et de faiblesse, fit le malheur de ses peuples, et ne la rendit pas heureuse. Sa mémoire est restée flétrie par les historiens qui ont divulgué ses faiblesses. Ils l'accusent d'avoir eu un commerce criminel avec le comte de Lara son favori; on a même attribué sa mort à une fausse couche, et on prétend qu'elle avait eu auparavant, du comte Gomez, un fils, venu au monde secrètement, qui reçut le nom de Diegue Hurtado ou le Clandestin.

Aussitôt qu'ALPHONSE RAYMOND eut appris la mort de sa mère, il se rendit à Léon, et fut reconnu roi par le plus grand nombre, à l'exception de quelques factieux qu'il fallut forcer dans la citadelle dont ils s'étaient emparés,

et de quatre seigneurs qui se retranchèrent dans des postes de la Galice et de l'Estramadure. Il eut ensuite près de Zamora une entrevue avec dona Thérèse, sa tante, comtesse de Portugal, entrevue qui se termina par une trêve. De là il passa dans la Castille, où les places qu'y tenait encore le roi d'Aragon rentrèrent sous son obéissance. Enfin, après avoir soumis les rebelles de Galice et réduit Valence, il se vit dès la première année de son règne souverain et paisible possesseur de Léon, des Asturies, de la Galice, du royaume de Tolède et de la plus grande partie de la Castille.

Le roi d'Aragon, toujours en guerre contre les Mahométans depuis plusieurs années, avait fait sur eux des conquêtes importantes; il avait assiégé Sarragosse, défait entièrement les Maures qui étaient venus pour secourir cette ville, et, l'ayant prise avec le secours de quelques seigneurs français, qui n'avaient pu suivre Godefroy de Bouillon à l'expédition de la Terre-Sainte, il y avait établi sa résidence. On croit que ce fut lui qui institua dans les murs de Sarragosse ce magistrat célèbre appelé le *Justiza*, dont la fonction consistait à modérer le pouvoir du roi et à maintenir les privilèges que les Aragonais s'étaient réservés en se donnant aux rois de Navarre. D'autres prétendent que l'institution du *Justiza* est plus ancienne; c'était, disent-ils, le président des grands du pays, appelés *ricos hombres*. Le sénat qu'ils formaient avait d'abord à peu près la même autorité dont jouit de nos jours le parlement d'Angleterre. Ceux qui attribuent à Alphonse l'érection du *Justiza* ajoutent que ce fut lui qui concentra toute l'autorité des *ricos hombres* dans la personne d'un seul magistrat. La prise de Sarragosse fut suivie de celle de tant d'autres villes, qu'elle devint le centre et la capitale de l'Aragon chrétien. Alphonse, sans cesse en campagne, enlevait tous les jours quelque place aux ennemis de la foi chrétienne; ceux-ci voulurent faire un dernier effort pour arrêter ses progrès. Onze gouverneurs, qui commandaient dans les États mahométans, se ligèrent et unirent leurs forces. Alphonse, au premier avis de leur marche, as-

sembla ses troupes et se mit à leur tête. Les deux armées se rencontrèrent à Alcaraz. Le combat fut très-sanglant, et les généraux musulmans éprouvèrent la défaite la plus entière. Alphonse hiverna dans le pays, et dès les premiers jours de printemps il entra sur les terres des infidèles, ravagea les plaines de Cordoue, et de là fondit comme un torrent dans celles de Jaen et de Grenade, où il répandit la désolation. Dix mille familles de chrétiens mozarabes des Alpujarras, des montagnes d'Alcaraz et de ses environs s'étant rassemblées, vinrent trouver Alphonse pour se mettre sous sa protection. Il parut étonné de voir un si grand nombre de chrétiens dans un canton occupé par les infidèles. Il apprit qu'ils s'y étaient maintenus depuis l'entrée des Arabes en Espagne, et étaient toujours demeurés fidèles à la foi de leurs pères. Ce motif, joint au besoin qu'avait Alphonse de repeupler certains cantons de ses États, lui fit accepter les offres qu'ils faisaient de se donner à lui, et il emmena toutes ces familles. Les Maures, craignant que les chrétiens, qui étaient restés parmi eux, ne suivissent l'exemple des Mozarabes, les firent tous passer à Maroc. Alphonse continua la guerre avec les Maures, ses ennemis perpétuels, leur prit encore quelques places, et ayant pénétré dans le royaume de Valence, remporta sur eux une victoire célèbre dans les fastes d'Espagne. Cette longue suite de succès contre les infidèles n'empêchait point le roi d'Aragon de garder un souvenir cuisant des pertes qu'il avait faites en Castille. Il ne pouvait oublier la défection de Burgos et des autres villes qui s'étaient livrées au jeune Alphonse Raymond. Il pensa sérieusement à les recouvrer, et à s'assurer la conservation de la province de Rioja et de quelques places de la Castille qui étaient demeurées sous son obéissance. Il leva, à cet effet, de nombreuses troupes, et se mit en marche vers la Castille. Alphonse Raymond, qui de son côté voulait reprendre ce que l'Aragonais avait usurpé sur lui, ne tarda point à le rencontrer. Mais ces mouvements aboutirent à régler à l'amiable les prétentions des deux rois; ce qui se fit par l'entremise des évêques et des seigneurs qui

étaient dans les deux armées. Le roi d'Aragon consentit à rendre ce qu'il retenait au roi de Castille ; une entrevue suffit pour rétablir la bonne intelligence entre eux. Cette guerre éteinte presque aussitôt qu'allumée réveilla l'ambition de dona Thérèse, souveraine du Portugal, et elle fit une irruption dans la Galice. Alphonse Raymond, qui était déjà réconcilié avec le roi d'Aragon, fit marcher ses troupes contre elle, l'obligea de regagner précipitamment ses propres États, et dévasta le Portugal. Il ne manquait à cette princesse que des forces capables de seconder les dispositions qui lui étaient communes avec Urrique sa sœur, c'est-à-dire son humeur guerrière et l'ambition qui la dévorait : mais autant elle était entreprenante, autant sa faiblesse l'exposait à de terribles représailles qu'elle ne manquait jamais d'essayer. On lui ôta bientôt les moyens de troubler le repos des États voisins. ALPHONSE HENRIQUEZ son fils, à l'instigation des seigneurs, mécontents du gouvernement de Thérèse, se fit proclamer comte de Portugal, et la réduisit à une condition privée. Elle mourut peu de temps après, laissant une réputation aussi équivoque que celle de sa sœur, à qui elle ressemblait beaucoup de caractère et de complexion, si ses galanteries avec Ferdinand Pérez et Bermude, son frère, sont vraies [1130]. Pendant ces troubles domestiques, Alphonse Raymond avait épousé Bérengère, fille du comte de Barcelone. Le roi d'Aragon ne le laissa point goûter longtemps en paix les douceurs de son hymen, et lui déclara la guerre. Heureusement pour les deux partis, elle fut encore terminée sans effusion de sang, et le monarque aragonais perdant toute espérance de réussir dans les desseins qu'il avait formés sur la Castille, fit tout-à-coup retirer ses troupes. Une entreprise échouée n'était pas capable d'ôter à ce prince le goût des conquêtes. Peu de temps après il passa les Pyrénées par la Navarre, et pénétra dans la Gascogne. Le comte de Bigorre et d'autres seigneurs se joignirent à lui, et il investit avec eux la ville de Bayonne, qu'il emporta après un assez long siège. Le roi de Léon, pendant son absence, voulut reprendre les cités qu'il lui retenait, et se

rendit maître par famine de la place de Castro-Xeriz. Il se disposait à continuer ses expéditions, quand une rébellion éclosa dans les Asturies, et une invasion dans la Galice tentée par le prince de Portugal, l'obligèrent de retirer ses troupes pour les employer à la conservation de ses propres États.

Le roi d'Aragon, qui avait laissé respirer les Maures tandis qu'il était occupé à ses expéditions de Castille et de Bayonne, sembla se réveiller tout-à-coup. Il prit sur eux Mequinenza, place de l'Aragon, et ensuite alla ravager les environs de Lérica et de Fraga. Il voulut assiéger cette dernière place, mais la résistance qu'il éprouva le contraignit de changer le siège en blocus. Il la tint investie toute l'année, et on lui offrait déjà de rendre la place à des conditions qu'il ne voulut point accepter, quand pour la troisième fois les mahométans revinrent avec de nombreuses troupes pour lui présenter le combat. Malheureusement l'armée du roi d'Aragon était affaiblie par l'abandon d'une partie de ses soldats qui étaient allés chercher des vivres. Aben-Gama commandait les Maures. Aussitôt que les armées furent en présence, les mahométans attaquèrent et soutinrent avec furie un combat sanglant, qui se termina par la défaite entière des chrétiens. Plusieurs évêques et quantité de seigneurs périrent dans l'action. Alphonse se sauva à toute bride, ne fit que passer par Sarragosse, et se retira dans le monastère de Saint-Jean de la Pegna, où huit jours après il mourut de douleur. Alphonse avait bien mérité le surnom de batailleur qu'on lui donna, puisqu'il eut presque toute sa vie les armes à la main, principalement contre les infidèles. Comme il ne laissait point d'enfants, on ne sait par quelle bizarrerie il s'avisait de disposer par testament de ses États en faveur de l'ordre des Templiers [1134].

A la nouvelle de sa mort, les seigneurs d'Aragon et de Navarre, sans avoir aucun égard à ce testament, s'assemblèrent pour lui nommer un successeur. Mais les suffrages furent partagés ; les Aragonais, qui voulaient avoir un prince de la famille royale, élurent don Ramire, frère d'Alphonse, moine profès depuis quarante ans, et les Navarrais procla-

mèrent don Garcie Ramirez, qui descendait du roi don Garcie de Najera. Cette double élection causa des guerres continuelles entre les deux royaumes.

Ainsi les couronnes de Navarre et d'Aragon furent séparées l'une de l'autre. Pendant qu'on procédait à l'élection des deux rois, les Maures, profitant de la conjoncture, faisaient des courses dans l'Aragon. Le roi de Léon, informé de la malheureuse journée de Fraga, par une générosité trop peu commune, conduisit ses troupes vers la Rioja, fit entrer des garnisons dans plusieurs places, et après les avoir mises à couvert de l'invasion des infidèles, alla trouver à Saragosse le roi don Ramire pour le rassurer sur le but et les motifs de sa conduite.

Un procédé si loyal attira l'admiration des Aragonais, et on lui donna Saragosse pour récompense d'avoir conservé le reste du royaume. Don Raymond, comte de Barcelone, son beau-frère, et don Alphonse, comte de Toulouse, se rangèrent au nombre de ses vassaux. Enfin don Garcie, roi de Navarre, lui fit hommage de son royaume.

Le roi de Léon, devenu le plus puissant monarque d'Espagne, convoqua les états-généraux dans sa capitale pour se faire couronner solennellement; don Garcie, roi de Navarre, assista à la cérémonie du sacre comme feudataire. Ce fut au sein de cette assemblée célèbre qu'Alphonse Raymond se fit proclamer empereur d'Espagne, titre fastueux, et que ses successeurs ne crurent pas devoir conserver.

Ramire, pour se dédommager de la perte de Saragosse, qu'il n'avait pu se dispenser d'abandonner au roi de Léon, voulut attaquer la Navarre, prétendant que c'était une annexe de son royaume. Il fut repoussé. Dans la suite il recouvra Saragosse, qu'Alphonse Raymond lui donna à foi et hommage. Le grand âge de don Ramire et les fatigues inévitables d'une vie aussi opposée à celle du cloître, réveillèrent en lui le goût de la retraite. Il avait eu une fille, nommée Pétronille, de sa femme Agnès de Guyenne, sœur de cette même Éléonor de Guyenne, répudiée par Louis-le-Jeune, et mariée à Henri II, roi d'Angleterre; elle était encore enfant quand il la donna pour épouse à Raymond

Bérenger IV du nom, comte de Barcelone.

Les comtes de Barcelone avaient été faits comtes héréditaires de cette ville par les rois de France. Ils s'étaient étendus dans la province, et y avaient fait des conquêtes sur les Maures, qui avaient conservé seulement Lérida et les environs de Tortose. Les comtes possédaient le reste de la Catalogne, Montpellier en Languedoc, et le comté de Provence. Raymond Bérenger était jeune, mais il donnait de brillantes espérances. Il fut arrêté que le comte épouserait la princesse Petronille aussitôt qu'elle serait nubile, que le futur époux gouvernerait sans prendre la qualité de roi, mais que l'aîné de ses enfants porterait ce titre. Les grands y consentirent volontiers, et Ramire se retira dans un monastère d'Huesca, où il mourut. Le mariage de Pétronille avec le comte Raymond unit la Catalogne avec l'Aragon.

Raymond Bérenger était frère de Bérengère, reine de Léon; il acquit une si grande influence sur l'esprit de son beau-frère, que ce prince lui rendit tout ce qu'Alphonse-le-Batailleur avait conquis sur les Sarrasins au-delà de l'Ebre. Leur union aurait été fatale au roi de Navarre, si ce dernier n'eût pas été protégé par la France.

L'an 1139, Alphonse Henriquez, prince de Portugal, fut déclaré roi par son armée, et transmit ce titre à ses héritiers. L'empereur d'Espagne s'y opposa; mais le pape Innocent II, sollicité par saint Bernard en faveur de la cause commune des chrétiens, pensa qu'un encouragement de cette nature exciterait le nouveau roi à le mériter de plus en plus par ses exploits contre les Maures. Alphonse Raymond, qui avait pris les armes, céda à ces raisons; il fit plus, il se désista d'une ligue qu'il avait faite avec le roi d'Aragon contre la Navarre, dont ils devaient faire entre eux le partage, et ne voulut plus combattre que contre les Maures. Il y avait alors de la division parmi ces derniers, il se hâta d'en profiter. Pour assurer l'union dans l'Espagne chrétienne, il maria à Garcie, roi de Navarre, Urrique, sa fille naturelle, et se rendit médiateur entre son gendre et Raymond-Bérenger. S'il ne put

conclure une paix solide entre eux, il suspendit du moins leurs querelles, pour profiter de leur appui dans la guerre qu'il méditait contre les infidèles.

Cette guerre commença l'an 1146, et dura dix ans. Cordoue, qui avait été long-temps la capitale de l'empire des Maures, fut la première place attaquée, et le gouverneur en ouvrit les portes. Baëça fut prise après un siège opiniâtre; Almerie, Calatrava, Jaën, Andujar, Cadix subirent le même sort. Raymond s'étant séparé de l'armée d'Alphonse-Raymond, conquit de son côté sur les Maures, Tortose, Lérida, Fraga et plusieurs autres cités. Alphonse, roi de Portugal, s'empara aussi de Lisbonne, possédé par les mahométans, avec les villes d'Alanguer, d'Obidos, d'Eborá, d'Elvas, de Mura, de Serpa et de Beja. Enfin il reprit aux Maures le Portugal presque tout entier, et ceux-ci ne se relevèrent jamais des pertes qu'ils firent dans cette guerre.

Alphonse-Raymond perdit la reine Bérengère, sa femme, et épousa une princesse polonoise; ces deux événements, qui le retinrent dans son royaume, l'empêchèrent de poursuivre ses conquêtes sur les infidèles. D'un autre côté, Garcie, roi de Navarre, étant à la chasse, tomba de cheval sur un rocher, se brisa le crâne et mourut; Sanche, son fils aîné qui lui succéda, était fort jeune. L'Aragonais traita avec Alphonse-Raymond pour reprendre à frais communs la Navarre et la partager entre eux. On renouvela un ancien traité fait à Carion contre cet État. Mais le roi de Léon n'avait nulle intention de l'exécuter, comme il parut par l'événement. Ce prince était père d'une fille, nommée Constance, mariée à Louis-le-Jeune, roi de France, qui eut la fantaisie de faire le voyage d'Espagne, où il fut reçu magnifiquement par son beau-père.

Le roi de Navarre, l'Aragonais et les deux fils d'Alphonse-Raymond, dont l'aîné avait le titre de roi de Castille, parce que le père prenait le titre d'empereur, se trouvèrent à Tolède pour faire honneur à Louis. Le roi de Navarre s'y fit aimer et estimer de ces deux rois. Louis devint l'ami du jeune prince castillan, et recommanda ses intérêts à l'empe-

reur, qui, de son côté, lui promit de donner à Sanche Béatrix sa fille, qu'il avait eue de la reine Bérengère, ce qui s'exécuta dans la suite.

L'Aragonais méditait toujours d'attenter à l'indépendance de la Navarre. Dès qu'il vit Louis retourné dans ses États, il sollicita la cour de Léon d'exécuter le traité de partage, et offrit de marier l'infant son fils, encore dans l'enfance, avec Sanche, fille d'Alphonse-Raymond, de même âge à peu près que l'infant. Celui-ci écouta ces propositions, renouvela même le traité; mais il en différa l'exécution. Une nouvelle entreprise contre les Maures lui fournit un prétexte plausible. Alphonse marcha en Andalousie contre les infidèles, et fit sur eux quelques conquêtes; mais, ne pouvant supporter les chaleurs excessives de la saison, il laissa Sanche, son fils aîné, pour assurer ses conquêtes, et voulut retourner en Castille pour y respirer un air plus doux: il mourut en chemin, le 21 d'août 1157. Ce monarque fit une faute en divisant ses États entre ses deux fils. SANCHE, l'aîné, eut la Castille et ce qui en dépendait, et FERDINAND le royaume de Léon, avec la Galice et Oviédo. Le règne de l'aîné ne dura qu'un an: il mourut en 1158, âgé de vingt-trois ans. Il avait épousé Blanche de Navarre, fille du roi Garcie, fils de Ramire: il en eut Alphonse, qui lui succéda, et Garcie, qui mourut fort jeune. Le règne de Sanche avait donné de grandes espérances, aussi fut-il vivement regretté.

ALPHONSE III n'avait pas encore trois ans accomplis quand il hérita de la couronne. Pendant cette minorité, il arriva de très-grands troubles dans la Castille, en partie par la division qui était entre les grands, et en partie parce que Ferdinand de Léon et Sanche de Navarre se rendirent maîtres de plusieurs places dans ce royaume. Cependant, lorsqu'Alphonse put tenir par lui-même les rênes du gouvernement, il parvint à surmonter toutes les difficultés de sa position. Dans la guerre contre les Maures, qui était l'apprentissage ordinaire et l'exercice continuel de tous les rois d'Espagne, il perdit une bataille, l'an 1195, et se vit con-

traint de conclure avec eux une trêve pour se défendre contre les rois de Léon et de Navarre qui étaient venus l'attaquer. Ces trois princes, néanmoins, firent un traité où l'on régla à qui d'entre eux appartiendraient les places qu'on prendrait à l'avenir sur les infidèles.

En 1210 une croisade eut lieu en Espagne contre les ennemis de la foi; beaucoup de seigneurs étrangers y prirent part; mais ils ne tardèrent pas à retourner dans leur patrie, rebutés par les fatigues et les privations qu'ils avaient éprouvées. A cette époque se donna la fameuse bataille de Tolosa (1). Dans cette action, Sanche, roi de Navarre, fut le premier de tous qui rompit la chaîne dont les Maures avaient environné leur corps de bataille : depuis il fit représenter cette chaîne dans ses armoiries, avec une émeraude au milieu. Dans cette guerre, entre autres villes, on prit Calatrava, et le roi de Léon se rendit maître de la cité d'Alcantara.

Alphonse III mourut l'an 1214. Il avait épousé Éléonor, fille de Henri II, roi d'Angleterre. Ses enfants furent HENRI, son successeur; Blanche, mariée à Louis VIII, roi de France, et qui fut mère de saint Louis; Bérengère (2), qui épousa Alphonse de Léon, fils de Ferdinand; Urraque, qui fut mariée à Alphonse II, roi de Portugal; et Éléonor, qui monta également sur un trône étranger.

La jeunesse de Henri donna lieu à de grands troubles. Il avait environ onze ans. Éléonor, sa mère, avait été chargée des soins du gouvernement; mais elle mourut quelques mois après, et laissa la régence à Bérengère, sa fille, que le roi de Léon avait répudiée. Il est vrai que cette dignité aurait dû appartenir à sa sœur Blanche, mère de saint Louis; mais les nobles donnèrent la préférence à Bérengère. Henri fut marié à la sœur du roi de Portugal. Bérengère, qui n'avait pu empêcher qu'on ne fit venir la princesse, essaya de faire échouer l'union projetée, en s'adressant au pape, qui nomma des commissaires chargés de constater le degré de pa-

renté des deux futurs époux. Cette enquête ayant fait découvrir quelque empêchement, la princesse fut renvoyée avant la consommation du mariage; elle finit ses jours dans un monastère. Henri avait à peine quatorze ans quand une tuile tombée d'un toit le blessa mortellement : il mourut l'an 1217. On craignit que le roi de Léon, odieux à la noblesse, ne profitât de cet accident dans l'intérêt de son ambition. On cacha la mort du roi de Castille, et l'on supplia Alphonse d'envoyer Ferdinand son fils, pour veiller à la conservation de l'État. Bérengère se démit de ses droits en faveur de ce prince, que les Castillans reconnurent pour leur roi au préjudice de son père. Celui-ci voulut s'en venger par une irruption dans la Castille. Bientôt après une trêve eut lieu entre le père et le fils. La noblesse, et surtout la maison de Lara, excita aussi quelques troubles. Ferdinand réussit à les apaiser : deux frères de cette famille, retirés chez les Maures, y moururent dans l'exil. Ferdinand, ayant calmé les troubles de ses États, tourna ses forces contre les infidèles, à qui il fit une guerre continuelle durant plusieurs années; il ruina le plat pays jusqu'aux portes de Grenade et de Valence, et ces deux royaumes furent réduits à acheter la paix. Alphonse IX, son père, mourut en 1230; et FERDINAND, qui possédait déjà la Castille, la réunit à la couronne de Léon, dont il était l'héritier.

Sous son règne, les Maures firent des pertes considérables; car l'an 1230 Jacques, roi d'Aragon, conquit l'île de Majorque, celle de Minorque l'an 1232; Ivice l'an 1235, et se rendit maître de la ville et du royaume de Valence en 1238.

L'an 1236, Ferdinand prit la ville et le royaume de Cordoue, dont les mahométans étaient maîtres depuis l'an 712. En 1240, la Murcie se mit sous la protection du royaume de Castille. Jaën en fit de même en 1243. Séville se rendit aussi avec une partie de l'Andalousie, en 1248. Mais dans le temps que Ferdinand songeait à pousser plus loin ses conquêtes et à porter ses armes jusque dans l'Afrique, la mort arrêta ses desseins [1252].

Les temps qui suivirent furent signalés par des révoltes et des guerres civiles. AL-

(1) C'est le nom d'une montagne entre la Castille et l'Andalousie, qui sert de borne à ces deux royaumes.

(2) Bérengère hérita de la couronne de Castille après la mort de son frère.

ALPHONSE X succéda à son père Ferdinand ; livré à l'étude de l'astronomie, ses connaissances profondes dans cette science avaient rendu son nom célèbre jusque chez l'étranger. On a de lui les tables dites Alphonsines, parce que ce prince prit une part importante à ce travail, qui jouit long-temps de l'estime universelle. Mécontent du système du monde imaginé par Ptolémée, dont il comprenait les défauts et les impossibilités, il lui échappa de dire en riant : *Que s'il eût été présent à la création, il aurait donné à Dieu quelques bons conseils.* Cette plaisanterie le fit taxer d'impiété par ses ennemis ; comme s'il eût voulu faire entendre qu'il était en état de fournir à Dieu l'idée d'un arrangement plus parfait dans les corps célestes. Mais il est évident qu'il n'avait en vue que l'œuvre de Ptolémée, qui méritait en effet d'être reformée. Son règne ne fut pas heureux ; Alphonse s'attira la haine de ses sujets, car, pour subvenir aux besoins du trésor royal, il affaiblit le titre de la monnaie, ce qui fit hausser le prix de toutes les denrées. Lorsqu'il voulut dans la suite fixer la taxe des marchandises, celles-ci manquèrent sur les marchés ; car personne ne les voulait vendre au taux où elles étaient fixées.

En 1256, il fut élu empereur par une partie des électeurs ; mais comme ses enfants étaient encore en bas âge, et que le mécontentement des esprits mettait sans cesse en péril son autorité, il différa plusieurs années le voyage de Rome, et tarda trop à se mettre en possession de l'empire qui lui avait été offert. Ces délais furent favorables à son concurrent Richard, duc de Cornouailles, frère de Henri III, roi d'Angleterre, qui se fit couronner par l'électeur de Cologne à Aix-la-Chapelle. Alphonse garda toujours le titre d'empereur, quoique ses affaires ne lui permissent pas d'aller en Allemagne, pour disputer la couronne impériale. La prudence lui dictait cette conduite, puisqu'il avait à craindre, s'il s'éloignait, l'indocilité de son peuple et l'ambition des grands. Son frère Philippe, appuyé de quelques seigneurs, se révolta, et, ayant échoué dans son entreprise, aima mieux se retirer chez les Maures que de se réconcilier avec le monarque en se soumettant. L'empereur Richard

étant mort, Alphonse tâcha d'empêcher une nouvelle élection. Il fit de grandes dépenses pour passer en Allemagne et y soutenir ses prétentions ; mais les électeurs choisirent et couronnèrent Rodolphe de Hapsbourg, tige de la maison d'Autriche. Alphonse envoya l'évêque de Ségovie à Francfort pour protester contre l'élection et tenter de s'y opposer. Ensuite il alla jusqu'à Beaucaire en Provence, où il trouva le pape, qui parvint, non sans peine, à le faire renoncer au dessein de troubler la paix, et à lui persuader de s'en retourner en Espagne.

L'an 1275, Aben-Juceph, roi de Maroc, étant passé en Espagne avec une puissante armée, défit les chrétiens, leur tua plus de quatre mille hommes avec leur général don Nunez de Lara. Une seconde bataille fut moins meurtrière, parce que l'armée, effrayée de sa première défaite, ne tarda pas à prendre la fuite ; l'archevêque de Tolède, qui la commandait, tombé au pouvoir des vainqueurs, périt après le combat. La même année mourut Ferdinand, fils aîné d'Alphonse, laissant deux fils : Alphonse et Ferdinand de la Cerda. Sanche, infant de Castille, leur oncle, eut l'ambition de régner, et voulut usurper les États qui appartenaient à ses neveux : il mit la noblesse dans ses intérêts. Alphonse, leur grand-père, refusa de se prêter à cette injustice, et Sanche se révolta contre lui. La plupart des grands abandonnèrent le monarque et se joignirent au prince rebelle. Alphonse le déshérita et lui donna sa malédiction ; le pape même l'excommunia avec tous ses adhérents. Alphonse X mourut durant ces troubles, l'an 1284, après avoir pardonné à Sanche. Par son testament, il donnait sa couronne à son petit-fils Alphonse ; s'il mourait sans enfants, le trône devait revenir à Ferdinand, son frère. Après eux, il y appelait Philippe III, roi de France, petit-fils de Blanche de Castille, qui était fille d'Alphonse VIII.

Alphonse X avait épousé Yolande, fille de Jacques I, roi d'Aragon ; il en eut : 1^o Ferdinand, surnommé la Cerda, c'est-à-dire le Chevelu, qui mourut avant son père, et laissa, comme on vient de dire, Alphonse et Ferdinand, que Sanche, second fils d'Al-



Depouille de
ASSACOTTE

Pl. 3.
COSTUMES MILITAIRES AU 17^e SIECLE.

Paris chez les Citoyens et de la Bibliothèque

Paris chez

phonse X, priva de leur héritage. Leur postérité s'est continuée dans la maison de la Cerda, de laquelle sont issus les ducs de Médina-Céli; 2° Sanche, qui usurpa la couronne; 3° don Juan, qui mourut l'an 1319; 4° don Pedre, dont les deux fils ne laissèrent point de postérité. Il eut aussi deux enfants naturels, savoir : Alphonse, et Béatrix, qui fut mariée à Alphonse III, roi Portugal.

SANCHE monta sur le trône sans opposition; son avènement fut signalé par une guerre avec le roi de Maroc, qui vint débarquer en Andalousie, et mettre le siège devant Xerez. Mais Sanche le harcela si vivement, que le monarque africain abandonna son entreprise et conclut la paix. Débarrassé d'un tel ennemi, le prince castillan eut alors à lutter contre un seigneur puissant, don Lope Diaz de Haro, jadis son favori. Ce dernier, se voyant supplanté dans l'esprit de son maître par don Alvar de Lara, tenta d'exciter des troubles dans l'État; mais Sanche le fit assassiner au sein des Cortès convoqués à Alfaro.

Les deux frères, Alphonse et Ferdinand, avaient été conduits en Aragon, où le roi de ce pays les retenait prisonniers, dans le but de les dépouiller. Il mit cependant les deux jeunes princes en liberté, et reconnut l'aîné en qualité de roi de Castille. Vivement irrité de cette agression, Sanche déclara la guerre à l'Aragon. Après de petits combats sans importance et la prise de quelques villes où les deux partis se signalèrent par d'inutiles ravages et de grandes cruautés, Alphonse III mourut. Jacques, son frère, qui lui succéda, abandonna les deux princes castillans et fit la paix avec Sanche. Celui-ci se vit plongé dans de nouveaux embarras par la retraite de don Juan, son frère, qui passa en Portugal et de là à Maroc, d'où il revint avec des troupes et assiégea la ville de Tarifa, que défendit Alphonse Perez de Guzman. Cet illustre guerrier avait un fils unique qui fut pris par les ennemis. Ils menacèrent le gouverneur de couper la tête à ce jeune homme, s'il ne rendait sur-le-champ la place. Perez préféra la voix du devoir à celle de la nature, et laissa immoler son fils. Le

règne de Sanche IV dura onze ans, y compris les trois années pendant lesquelles il partagea le pouvoir avec son père. Son mariage avec Marie, héritière de la maison de Molina, fut déclaré illégitime. Il en eut pourtant Ferdinand, appelé au trône après lui; don Pedre, qui fut grand-maître du roi son frère, et gouverneur d'Alphonse XI, son neveu; Élisabeth, unie à Jacques II, roi d'Aragon, et qui, ayant été répudiée à cause de la proximité du sang, devint ensuite femme de Jean, duc de Bretagne; Béatrix, mariée à Alphonse IV, roi de Portugal; enfin Yolande, sa fille naturelle, qui épousa don Fernand Ruiz de Castro, et fut mère de Pedro Fernandès de Castro, père de Jeanne de Castro, reine de Castille, et d'Inez de Castro, reine de Portugal.

FERDINAND IV [1295], encore enfant, succéda à Sanche, sous la tutelle de la reine, sa mère, à qui le roi défunt avait confié la régence par son testament. Mais le prince don Juan, son oncle, lui contesta la couronne, et fut appuyé par Denis roi de Portugal. D'un autre côté, le roi d'Aragon conclut une ligue avec Alphonse de la Cerda, et le prince don Juan s'unit à eux. Leur accord fut que ce dernier aurait les royaumes de Léon et de Galice, Alphonse la Castille, et l'Aragonais le royaume de Murcie. L'armée d'Aragon entra effectivement dans Murcie. Le roi de Portugal s'avança jusqu'à Salamanque; mais la noblesse de Castille l'ayant abandonné, il retourna dans son royaume. Les cortès s'assemblèrent à Valladolid, et fournirent de grandes sommes à Ferdinand. En 1298, la Castille et le Portugal mirent fin aux hostilités par un double mariage. Ferdinand épousa Constance, fille de Denis, et Alphonse, frère de Constance, prit pour femme Blanche, sœur de Ferdinand.

L'an 1300 fut remarquable par l'institution du jubilé, que le pape Boniface ordonna de cent ans en cent ans; Clément VII réduisit ce terme à cinquante ans, Urbain VI à trente, et Sixte V à vingt-cinq. Cette même année on bâtit Bilbao, ville de la Biscaye.

Alphonse et Ferdinand de la Cerda, abandonnés par l'Aragon, passèrent en France. Don Juan se soumit et obtint un apanage;

mais les autres princes du sang et les grands suscitérent de nouveaux troubles, et rappellèrent de France les deux frères, après avoir mis l'Aragonais dans leur parti. Le retour de ces derniers ne servit pourtant qu'à leur procurer un accord plus avantageux, et dès qu'ils l'eurent obtenu, il abandonnèrent leurs partisans. Denis parvint à réconcilier le roi de Castille son beau-frère et l'Aragonais : Alphonse de la Cerda en fut la victime; on lui donna par le traité autant de villes qu'on lui avait ôté de royaumes. La ruine des Templiers arriva vers ce temps-là, et Ferdinand y gagna plus de trente villes qu'ils possédaient dans ses États. L'an 1309, la Castille et l'Aragon s'unirent contre les Maures; mais leurs armes échouèrent au siège d'Almerie et à celui d'Algésiras. Les Castellans prirent néanmoins Gibraltar, Quehada et Bedmar. Ferdinand ayant rétabli la tranquillité dans ses États, marcha contre les Maures, et se trouvait à Martos lorsqu'il condamna, sur de légers indices, les frères Carvajal, accusés d'avoir eu part au meurtre de Gomez de Benavidès, assassiné à Palencia. Comme on les menait au supplice, ils prirent Dieu à témoin de leur innocence, et sommèrent le roi de comparaître dans le terme de trente jours devant le tribunal de Dieu. Quoiqu'il affectât hautement de se moquer de cette prédiction, son esprit en demeura frappé, et après une maladie dont les symptômes semblaient peu alarmants, il mourut à l'époque fixée. Il était dans sa vingt-quatrième année, et en avait régné dix-sept. Il laissait deux enfants : Alphonse, qui lui succéda, et une fille nommée Éléonore, mariée depuis à Alphonse IV, roi d'Aragon.

ALPHONSE avait à peine deux ans; une si longue minorité ne pouvait être que très-funeste à l'État. Les grands se disputèrent la possession de l'enfant royal pour gouverner sous son nom. Constance de Portugal sa mère, Marie de Molina son aïeule, don Pèdre son oncle, et don Juan son grand-oncle, prétendaient également à la régence. Les États du royaume s'étant assemblés en 1314, établirent une junte qui avait la principale autorité, et confièrent une partie du gouvernement aux princes don Juan et don Pèdre.

L'éducation du roi fut remise à la reine sa mère.

Don Pèdre, marchant pour mener du secours à Cadix, trouva en son chemin un corps de Mahométans dont il tua quinze cents hommes. Don Juan, voulant aussi se signaler, l'alla joindre, et ils tentèrent d'insulter la ville de Grenade. Ils avaient mal pris leurs mesures; comme ils se retiraient, les Maures tombèrent sur eux. Les deux princes périrent dans le combat, et l'ennemi, encouragé par ce succès, s'avança et prit plusieurs villes. Les grands, que ces princes avaient tenus dans le respect, recommencèrent leurs brigues, et la Castille fut remplie de divisions. Alphonse, qui avait à peine quinze ans, fut obligé de prendre les rênes du gouvernement. Cependant don Juan Manuel, et don Juan, seigneur de Biscaye, levèrent l'étendard de la révolte. Alphonse, pour les détacher l'un de l'autre, épousa la fille de don Juan Manuel, et s'empara de la personne du seigneur de Biscaye, auquel il fit trancher la tête. Quelque temps après, le roi répudia la fille de don Juan Manuel, et s'allia au roi de Portugal en épousant la princesse Marie, sa fille. Don Juan, irrité de cet affront, se joignit aux Maures, et appela les Aragonais à son secours. Alphonse dissipa cet orage en donnant sa sœur Éléonor en mariage au roi d'Aragon, qui abandonna les intérêts de don Juan Manuel. Les rois de Castille, d'Aragon et de Portugal commencèrent la guerre contre les Maures, auxquels ils enlevèrent quelques villes. Le roi de Grenade passa en Afrique pour solliciter un puissant secours.

Don Alphonse de la Cerda, n'espérant plus monter sur le trône dont il était le légitime héritier, se rendit auprès du prince qui en était en possession, se soumit à lui, et lui rendit hommage en lui baisant la main: le roi lui assigna des terres pour soutenir son rang. La province d'Alava, située entre la Biscaye et la Castille, avait conservé depuis long-temps une espèce d'indépendance; elle envoya au roi de Castille des députés pour lui offrir son obéissance. Il s'y rendit, et fut reçu en souverain par les habitants, à qui il accorda des privilèges particuliers. Il insti-

tua l'ordre de l'*Écharpe*, dont il se déclara le grand-maître; mais le temps a fait tomber dans l'oubli cette institution : il n'en reste d'autres traces que le témoignage des historiens.

Les secours que le roi de Grenade était allé demander en Afrique arrivèrent enfin; le fils du roi de Maroc était à la tête de ces troupes. Il s'empara de Gibraltar, qu'Alphonse tâcha en vain de reprendre. Les grands, le voyant occupé contre les Maures, avaient excité de nouveaux troubles, et appelé l'Aragonais, toujours prêt à se mêler des affaires des rois de Castille. Alphonse conclut une trêve avec les Maures, tourna toutes ses forces contre les rebelles, prit la plus grande partie de leurs villes, réduisit les Biscayens à lui prêter le serment de fidélité, fit décapiter don Juan de Haro, comme traître et chef de la révolte, et donna à ses frères, Alvar et Alphonse de Haro, la ville de Caméros, pour soutenir leur dignité. Intimidé par la fermeté du monarque, don Juan Manuel se soumit et se montra depuis sujet aussi fidèle que dévoué. En 1335 la discorde se ranima plus vivement que jamais entre les rois d'Espagne. L'Aragon et la Navarre attaquèrent le roi de Castille, qui les défit, et qui, deux ans après, eut le même avantage sur la flotte portugaise. Il se réconcilia avec l'Aragonais, en 1338, et tourna ses armes contre les Maures. Abomélie, fils du roi de Maroc, vaincu dans une bataille, succomba dans cette action. Son père passa en Europe pour le venger avec l'armée la plus nombreuse qui fût encore venue d'Afrique. L'amiral d'Espagne attaqua la flotte des Maures, et périt avec toutes ses galères, à l'exception de cinq qui échappèrent seules à cette sanglante défaite. L'ennemi, encouragé par ce succès, assiégea Tariffa. Les rois chrétiens se réunirent : le roi de Portugal vint en personne à la tête de mille chevaux. Toute l'armée ne se montait qu'à quatorze mille hommes de cavalerie et à vingt-cinq mille hommes d'infanterie. Elle attaqua néanmoins l'ennemi, dont elle fit un grand carnage. Les rois maures prirent la fuite, mais le roi de Maroc y perdit la première de ses femmes, et trois autres qui furent faites prisonnières. Abohamar, son fils,

eut le même sort; deux autres de ses frères furent tués. On trouva un très-riche butin dans le camp des vaincus [1340]. On leur prit quelques places en 1341, et en 1342 la marine des chrétiens répara glorieusement l'échec qu'elle avait éprouvé en détruisant la flotte des infidèles. Le roi de Castille attaqua la même année la ville d'Algéziras, et il ne put s'en rendre maître qu'en 1344. Le siège de cette place fut signalé par une circonstance importante : l'usage de la poudre à canon dont les chrétiens se servirent pour la première fois.

En 1348, la peste venue du Levant ravagea l'Italie, la Sicile, l'île de Majorque et toute l'Espagne, où il périt une multitude incroyable de peuple. Elle régnait encore l'année suivante à Gibraltar, lorsque le roi en fit le siège. Il en fut attaqué lui-même, et en mourut le 26 mars 1350, dans sa trentième année; il en avait régné trente-sept. Ce prince, à qui l'histoire a donné le surnom de Juste, n'aurait pu mériter le nom de chaste; car, quoique marié avec une princesse de Portugal, il entretenait un commerce adultère avec une dame de Séville, Léonore de Guzman; cette liaison ne finit qu'avec la vie du monarque, et produisit dix enfants, dont les uns moururent en bas âge, et dont les autres étaient destinés à tomber victimes pour la plupart de la jalousie et des craintes du fils légitime d'Alphonse.

Ce fils s'appelait don PÈDRE ou don PIERRE; il était âgé de quinze ans quand son père expira; il fut sur-le-champ déclaré roi, et monta sur le trône aux acclamations de ses sujets. Son règne, écrit en caractères de sang dans les annales de la Castille, réclame de la part de l'historien l'examen le plus attentif. En effet, la mémoire de don Pèdre est souillée par une longue suite de perfidies et d'assassinats prémédités par le prince, et souvent accomplis de ses propres mains. Mais ces actes, toujours empreints de ruse et de cruauté, fussent-ils vrais, sont-ils également coupables? ou ne peut-on les attribuer en partie à la barbarie des mœurs de l'époque et à la position du souverain, menacé sans relâche dans sa vie et dans son pouvoir? C'est ce qu'il importe d'examiner. Monté sur

le trône quand sa raison était à peine développée par l'âge, don Pèdre se trouva livré à l'influence irrésistible de sa mère et de don Alphonse d'Albuquerque, son précepteur, devenu son principal ministre. Ces deux personnages n'écoutant, l'un que sa jalousie, et l'autre que son ambition, firent arrêter Léonore de Guzman, pour la punir d'avoir marié sans le consentement royal Henri de Transtamare, son fils, avec Jeanne Manuel, fille et héritière du seigneur de Villena. Traînée de prison en prison, Léonore mourut par le fer ou par le poison. Ce meurtre doit retomber tout entier sur la tête de ceux qui l'avaient médité au profit de leur vengeance, c'est-à-dire, la reine-mère et d'Albuquerque. Ce dernier, maître du gouvernement, ne tarda pas à soulever contre lui les grands du royaume, fatigués de sa tyrannie, ou plutôt envieux de son pouvoir. Don Juan Nunez de Lara, seigneur de la Biscaye, leva le premier l'étendard de la rébellion en quittant la cour pour se cantonner dans la Vieille-Castille, où il possédait des terres considérables et comptait rallier de nombreux partisans. Une maladie l'enleva sans lui laisser le temps de mûrir son plan pour en assurer le succès. Don Pèdre s'empara aussitôt de la Biscaye, qu'il réunit à la Castille. Il essaya, dit-on, de poignarder le fils de don Juan encore au berceau, et fit enfermer les deux sœurs de cet enfant. Mais la révolte du père justifiait la saisie de son patrimoine, et la politique rendait nécessaire la détention de sa famille. Les complices de don Juan ne furent pas non plus épargnés; l'un d'eux, Garcilasso de la Vega, périt égorgé dans le palais du prince à Burgos: son cadavre, jeté dans le cirque où se livrait un combat de taureaux, et foulé sous les pieds des combattants, demeura en proie aux insultes de la populace, qui le traîna dans les rues. Outrager un cadavre est sans doute une action aussi lâche qu'insensée; toutefois il ne faut pas oublier que tous ceux qui nous ont transmis ces détails écrivaient sous le règne de Transtamare, assassin de don Pèdre, et l'usurpateur de sa couronne. Quoi qu'il en soit, la puissance royale, contrainte à cheminer au milieu d'orages continuels, n'avait pu réussir encore à s'affermir. En effet,

la succession au trône dépendait de la volonté des grands, privilège dangereux et source inépuisable de troubles toujours nuisibles à la prospérité du pays. Albuquerque tenta de dépouiller les nobles de leur droit, en soumettant à l'assemblée des cortès, qu'il convoqua en 1351, cette importante question. En dépit des arguments et des autres moyens mis en œuvre par le ministre, les députés la rejetèrent par des motifs différents. Les uns voyaient dans le maintien de l'élection un gage de liberté, tandis que les autres pressentaient leur abaissement dans son abolition. Les cortès arrêtèrent seulement l'union du roi avec Blanche, seconde fille de Pierre de Bourbon, l'un des princes du sang de la famille assise sur le trône de France.

On désigna des ambassadeurs pour aller solliciter à Paris la main de Blanche: tandis qu'ils négociaient un mariage dont l'issue devait être si funeste, don Pèdre eut une entrevue avec le roi de Portugal, son grand-père. Ce monarque avait reçu dans ses États Henri de Transtamare, qui s'y était réfugié à l'époque de l'assassinat de sa mère. Il essaya de réconcilier les deux frères; mais il échoua dans cette tentative, et Transtamare alla chercher un autre asile dans les Asturies. Il leva des troupes et s'empara de quelques places, mais le roi marcha en personne contre les rebelles, qui se soumièrent presque sans résistance. Cette expédition fut cependant marquée par un incident qui entraîna don Pèdre dans un abîme de fautes et d'infortunes; il vit à Sahagun dona Maria de Padilla, fille d'honneur de la reine Isabelle, et conçut pour elle une passion insensée, qui lui fit oublier ses devoirs d'homme et de souverain. En effet, malgré les engagements contractés en son nom envers la princesse Blanche, il s'unit par un mariage secret avec Padilla. Celle-ci l'avait rendu père d'une fille quand il reçut la nouvelle que Blanche venait d'arriver à Valladolid. Les exigences de la politique arrachèrent cependant le monarque des bras de sa maîtresse, et il consentit à la célébration de ses noces avec Blanche, qu'il abandonna deux jours après pour voler auprès de Padilla, retirée au château de Montalvan. Cette brusque

séparation donna lieu aux rumeurs les plus étranges : au lieu d'en chercher les causes dans le vif attachement du prince pour Marie, ou dans quelque imperfection secrète de la reine, le bruit s'accrédita que Blanche ayant donné une riche ceinture à son époux, celui-ci trouva caché dans ses plis un serpent ou une couleuvre, produit par un maléfice dû à Marie de Padilla, qui espérait rendre par ce moyen sa rivale un objet d'horreur pour don Pèdre. Une autre version attribuait aux juifs cet horrible sortilège : ayant su que Blanche devait demander au roi leur expulsion du royaume, ils avaient eu recours à la magie pour détourner le coup qui les menaçait. Cette anecdote prouve à quel point la raison publique était abrutiè par la superstition, qui dominait impérieusement les esprits en leur imposant les croyances les plus absurdes. Albuquerque avait conduit l'intrigue qui avait livré le cœur du monarque aux charmes de Marie de Padilla ; il comptait s'en faire un appui pour enraciner son pouvoir ; mais cette dernière, sollicitée par l'ambition de ses proches, aspirait à faire remettre entre leurs mains la direction des affaires de l'État. Dans ce but elle causa la disgrâce du favori, qui, pour sauver ses jours, se vit réduit à chercher un refuge en Portugal. Cependant le triomphe de Marie fut suivi bientôt après d'un échec causé sans doute par l'humeur inconstante de son royal amant, qui s'était épris de Jeanne de Castro, veuve de don Diègue de Haro, l'un des seigneurs les plus illustres et les plus puissants de la Biscaye ; mais Jeanne avait trop de vertu et surtout trop de fierté pour consentir à n'être que la maîtresse de don Pèdre. Ce prince, résolu de contenter à tout prix ses desirs, fit annuler son mariage avec Blanche par les évêques d'Avila et de Salamanque. Ces deux prélats, dominés par la crainte, firent taire la voix de leur conscience, et déclarèrent que le prince était libre de tout engagement, sous le prétexte qu'on avait fait violence à sa volonté en l'unissant à Blanche de Bourbon. Rassurée par cette déclaration, Jeanne suivit don Pèdre à l'autel ; mais sa félicité ne dura que vingt-quatre heures : don Pèdre la quitta dès le lendemain pour se rendre à Toro, et

ne la revit jamais ; il ne lui resta pour toute consolation que le titre de reine, dont elle se décora toute sa vie, et la ville de Duènas, qu'il lui avait été donnée pour apanage.

La conduite du monarque qui, pour satisfaire une folle passion, ne craignait pas de violer les lois les plus saintes et les plus respectables, ne tarda pas à soulever contre lui de violents orages. Ses frères, don Henri, don Fadrique et don Tello ; les infants d'Aragon don Fernand et don Juan ; don Fernand de Castro, frère de Jeanne et d'Albuquerque, se liguerent pour rétablir, disaient-ils, sur le trône la reine Blanche de Bourbon, que don Pèdre retenait prisonnière dans le château de Tolède. Mais le but véritable de cette ligue était au fond d'arracher le pouvoir aux Padillas. En effet, Marie, qui s'était retirée dans un couvent à l'époque du mariage de son amant avec Jeanne, avait repris toute son influence, et régnait sur son cœur et sur ses volontés plus despotiquement que jamais. Les confédérés, ayant mis sur pied une armée considérable, le roi, hors d'état de tenir la campagne, se retira dans la forteresse de Tordésillas. Il ouvrit des négociations, qu'il sut prolonger à dessein, dans l'espoir que la désunion ne tarderait pas à se glisser parmi ses ennemis ; mais son attente fut trompée. ayant eu l'imprudence de se rendre à Toro, il se trouva à la merci des seigneurs confédérés, qui lui imposèrent les conditions les plus dures. Les Padillas furent chassés de la cour, dépouillés de leurs emplois, et le prince lui-même soumis à une véritable captivité. Il ne tarda pas à s'en affranchir, et s'enfuit à Ségovie, où vinrent bientôt le rejoindre un grand nombre de seigneurs gagnés par ses promesses ou effrayés de se trouver dans les rangs des rebelles, car don Pèdre ayant réuni quelques troupes, se préparait à marcher sur Toro. Les chefs de la ligue, réunis alors dans cette ville, ne tardèrent pas à se disperser à l'approche du roi ; il ne resta que les partisans de don Henri et ceux de la reine-mère, qui se défendirent avec vigueur. Ils auraient succombé si don Pèdre n'eût levé le siège pour attaquer Tolède où il avait des intelligences. En effet, il s'en rendit maître, et souilla sa

victoire par d'abominables cruautés; une foule de nobles portèrent leur tête sur l'échafaud, et une multitude d'habitants de Tolède de tout âge et de toute condition expirèrent aussi dans les supplices. Un jeune homme, dont le père plus qu'octogénaire était condamné à la peine capitale, se jeta aux pieds du roi, non pour demander la vie de l'auteur de ses jours, mais pour mourir à sa place; don Pèdre accepta froidement l'échange, sans être touché d'un dévouement aussi rare que sublime. Il revint ensuite à Toro, qui lui fut livré par don Alphonse Garcia. La reine, mère du roi, se trouvait dans cette ville avec la femme de don Henri de Transamare. Elle alla au-devant de son fils, qui fit égorgé en sa présence plusieurs seigneurs dont elle sollicita vainement la grâce. Cet horrible spectacle lui ôta l'usage de ses sens, et il fallut la transporter au palais pour la rendre à la vie. Elle se retira peu de temps après en Portugal. Quant à l'épouse de don Henri, retenue prisonnière, elle parvint à s'échapper, trompant ainsi la vengeance du monarque, qui l'eût peut-être sacrifiée à la haine qu'il portait à son époux. Débarrassé de la foule de ses ennemis par la main du bourreau, don Pèdre semblait raffermi sur son trône; mais il avait à craindre les tentatives de ses frères et des infants d'Aragon, dont les amis avaient péri victimes de sa cruauté. Désespérant de les vaincre à force ouverte, il résolut de s'en défaire par l'assassinat. Don Fadrique, réconcilié avec le monarque, fut tué à Séville dans le palais du prince; l'infant d'Aragon, don Juan, éprouva peu de temps après le même sort à Bilbao. Mais ces meurtres ne servirent qu'à déshonorer le caractère du prince, et à lui susciter d'implacables adversaires. Réfugiés dans les États voisins, ils troublaient sans cesse la tranquillité publique par des incursions dans les différentes provinces du royaume. Nous passerons sous silence le détail de ces événements, dépouillés aujourd'hui de tout intérêt, pour nous attacher seulement à rappeler les faits dont l'importance mérite quelques développements. C'est ainsi que nous mentionne-

rons seulement la guerre que la Castille soutint contre le roi d'Aragon, qui avait violé le droit des gens en saisissant dans le port de Sainte-Marie deux vaisseaux étrangers. Don Pèdre força le monarque aragonais à demander la paix, à restituer plusieurs places, et à renvoyer de ses États don Henri de Transamare et don Tello, dont il se servait comme d'auxiliaires redoutables pour inquiéter don Pèdre et menacer son autorité ainsi que le repos de ses peuples.

A cette époque [1361], le roi de Castille perdit Marie de Padilla; sa douleur fut aussi vive que sa passion avait été profonde. Quatre enfants étaient issus de cette liaison; il résolut de les légitimer, en faisant reconnaître par les cortès la validité de son mariage avec Marie. L'assemblée réunie à Séville obéit docilement aux désirs du monarque, et reconnut son fils aîné, don Alphonse, pour héritier présomptif des royaumes de Castille et de Léon. La même année vit se terminer les longues souffrances de l'infortunée Blanche. Traînée de prison en prison, en butte aux persécutions et aux mépris de son époux, elle était encore pour lui un objet de crainte en même temps que d'aversion; car ses droits et ses malheurs servaient de prétexte à tous les mécontents, qui, feignant de prendre les armes pour sa défense, cherchaient à ébranler l'autorité royale. Don Pèdre prit le parti d'enlever par un crime cette arme dangereuse à la sédition. La reine était alors enfermée au château de Xérès. Le commandant de cette forteresse refusa courageusement d'attenter à la vie de sa captive; mais les rois ne peuvent manquer de trouver des exécuteurs de leurs volontés, car tout sert à l'ambition pour s'élever au pouvoir ou à la cupidité qui brûle de s'enrichir. Un certain Pères de Robledo se chargea de l'odieuse mission qui lui fut donnée par le prince. Le poison termina les jours de Blanche. Tous les historiens se sont plu à vanter la beauté de la victime; ils ne tarissent pas sur toutes les qualités aimables de son cœur et de son esprit, qui rehaussaient encore les charmes de sa personne. Sans révoquer en doute ces éloges, il est permis de croire qu'ils sont exagérés. Quoi qu'il en soit, le meurtre de cette

princesse n'en est pas moins un acte d'autant plus condamnable, que la lâcheté s'y joint à la cruauté.

Depuis les succès constants des rois catholiques de l'Espagne, les Maures avaient perdu successivement toutes les provinces de la Péninsule, autrefois soumises à leurs armes. Le royaume de Grenade, où il s'étaient retirés, formait encore un empire puissant par ses ressources ; mais ces avantages étaient balancés et souvent compromis par de subites révolutions qui livraient le trône au plus audacieux. En un mot, la force tenait la place du droit, et enfantait journellement des guerres civiles qui ne s'apaisaient un moment que pour renaitre bientôt après. En 1354, Muhamad, cinquième prince de ce nom, régnait à Grenade : un de ses frères, Ismayl, né d'un autre lit, conspira contre le monarque qu'il surprit dans son palais. Muhamad parvint à s'échapper sous les habits d'un esclave. Cependant Ismayl ne put recueillir le fruit de son attentat, et fut détrôné par un de ses officiers nommé Abou-Saïd, qui le fit mourir et prit sa place. Sur ces entrefaites, le prince fugitif avait été demander des secours à l'émir de Fez ; mais la mort de l'émir le força d'aller en Castille solliciter l'appui de don Pèdre dont il était le vassal. Celui-ci lui confia un corps de troupes, à la tête desquelles Muhamad commença des hostilités contre son rival ; mais il ne tarda pas à congédier ses alliés, et se rendit à Ronda, où il avait résolu d'achever sa vie au sein du repos et de l'obscurité. Mais la tyrannie d'Abou-Saïd amena bientôt un soulèvement presque général, et l'usurpateur, se voyant hors d'état de résister aux rebelles, imagina de gagner don Pèdre à sa cause. Après avoir mis en liberté un grand nombre de chevaliers castillans, il se rendit lui-même à Séville, escorté d'une suite nombreuse, et amenant avec lui de riches présents qui devaient lui servir à acheter l'amitié du roi de Castille. Ce dernier lui fit l'accueil le plus bienveillant, et parut disposé à accueillir les propositions du prince maure, qui se réduisaient à demander au monarque chrétien de demeurer neutre entre les deux rivaux, et d'assurer au vaincu

une retraite en Barbarie. Mais le soir même, à l'issue d'un festin, don Pèdre fit saisir son hôte et trente-six cavaliers maures les plus distingués par leur rang. Placés sur des ânes, ils furent conduits hors de Séville, attachés à des arbres et tués à coups de lance. Le roi, assurant les historiens, se donna l'horrible plaisir d'égorger de sa propre main Abou-Saïd [1362].

Animé par ce honteux succès, don Pèdre attaqua l'Aragon ; le souverain de ce pays, Pierre IV, occupé à guerroyer dans le Roussillon, perdit plusieurs villes importantes, qui tombèrent entre les mains du roi de Castille. Pour arrêter le vainqueur, le monarque aragonais appela à son aide Henri de Transamare, ses deux frères, don Tello et don Sanche, et plusieurs seigneurs castillans réfugiés en Provence. Transtamare n'avait que son nom, il trouva bientôt des soldats en s'adressant à Duguesclin. A la suite des longues guerres entre la France et l'Angleterre, une foule d'hommes que la paix avait licenciés, dédaignant ou se trouvant dans l'impossibilité de reprendre les occupations paisibles de leur jeunesse, s'étaient réunis en bandes nombreuses qui, sous les noms de Malandrins et de Compagnies-Blanches, avaient fondé leur subsistance sur le meurtre et le pillage. Duguesclin les détermina à passer en Espagne à la suite de Transtamare. Dès qu'ils parurent en Castille, la haine que don Pèdre avait inspirée leur amena une foule de partisans. Le monarque, renfermé dans Burgos, n'osa pas même tenter de combattre, et s'enfuit à Séville. Transtamare s'empara sur-le-champ de Burgos, où il se fit couronner roi dans le monastère de Sus-Huelgas [1366]. Toute la Vieille-Castille, et bientôt après la Castille-Neuve, embrassèrent la cause de don Henri. Don Pèdre, tombé dans le découragement, quitta Séville et s'embarqua pour Lisbonne ; mais le roi de Portugal refusa de le recevoir, et le malheureux prince, dépouillé de ses trésors, que, par une détestable trahison, son amiral Bocanégra remit aux mains de Transtamare, alla se réfugier avec sa famille à Bayonne, résidence du Prince-Noir, fils du roi d'Angleterre Édouard III. Ce prince, autant par

politique que par pitié, embrassa la défense du monarque fugitif, et rassembla sur-le-champ des troupes nombreuses et aguerries, que l'éclat de sa renommée fit accourir sous ses drapeaux. De son côté, Transtamare se hâta de se mettre en défense; mais, se croyant affermi, il avait congédié ses auxiliaires, et se trouvait ainsi privé de ses meilleurs soldats; il ne lui restait que Duguesclin, qui lui conseilla vainement de traîner la guerre en longueur. Henri, n'écoutant que son impatience, voulut livrer bataille, et perdit sa couronne dans les champs de Navarette. Trahi par son frère don Tello, qui abandonna son poste par lâcheté, Henri n'eut plus d'autre ressource que la fuite, et se retira en France.

Remonté sur le trône, don Pèdre aurait pu s'y maintenir en usant de la victoire avec modération; mais au lieu de rallier les cœurs par la clémence, il les aliéna par sa sévérité. Tous les partisans de son frère, tombés en son pouvoir, expirèrent dans les supplices; des femmes mêmes partagèrent le sort de leurs proches et de leurs amis: l'une d'elles, dona Urrique d'Osorio, avait un fils attaché à la fortune de Transtamare; on la déclara coupable de trahison, et l'infortunée périt dans les flammes d'un bûcher. — Mais à la cruauté le monarque joignit le tort de se montrer ingrat envers son bienfaiteur le Prince-Noir, auquel il refusa de payer les dépenses de l'expédition entreprise en sa faveur. Le vainqueur de Navarette, irrité de la mauvaise foi de don Pèdre, reprit le chemin de la Guienne, n'ayant recueilli d'autre avantage que la gloire d'avoir triomphé de Duguesclin, mais il restait chargé de dettes énormes qu'il avait contractées envers les soldats de son armée. Cette dernière circonstance, en lui suscitant des amertumes et des embarras, avança son trépas, qui eut lieu peu de temps après, à la fleur de son âge. Dès qu'il eut évacué l'Espagne, Henri de Transtamare fit ses dispositions pour y rentrer, appuyé par le roi de France Charles V, le duc d'Anjou, le comte de Foix et plusieurs autres petits princes qui lui fournirent de l'argent et des armes. Il leva des troupes, et pénétra, sans éprouver de résistance, jusque dans la Cas-

tille; en entrant à Calahorra, il descendit de cheval, se mit à genoux, traça une croix sur la terre, et jura de ne plus quitter le pays sans l'avoir délivré de la tyrannie de son frère. Accueilli à Burgos par les acclamations des habitants, et reçu avec le même enthousiasme dans le royaume de Léon et les Asturies, il fut cependant obligé de mettre le siège devant Tolède, qui se défendit avec vigueur. Don Pèdre, ne se croyant pas en état de résister seul à Transtamare, implora le secours du roi de Grenade, Muhamad, qui joignit en effet ses troupes aux siennes pour s'emparer de Cordoue, que tous deux attaquèrent inutilement; mais le prince maure ne perdit rien à cet échec, car il recouvra un grand nombre de châteaux et de bourgs que don Pèdre lui avait enlevés précédemment, et il revint à Grenade chargé de butin. Sur ces entrefaites, Duguesclin vint joindre Transtamare, suivi de seize cents hommes d'armes, et l'on résolut de marcher contre don Pèdre, qui, surpris dans la plaine de Montiel, fut mis en déroute, et courut se réfugier dans un château voisin du champ de bataille. Henri fit aussitôt entourer la place dans l'espoir de terminer la guerre par la prise de son rival. Cependant don Pèdre, ayant reconnu qu'il ne pouvait plus se défendre faute de vivres, envoya Rodrigue de Sanabria pour faire à Duguesclin les offres les plus magnifiques s'il voulait favoriser sa fuite. Suivant Ferréras, dont nous empruntons le récit, Duguesclin refusa de prendre aucun engagement, et alla prévenir de ce qui se passait don Henri, qui promit de laisser à son frère la liberté de se retirer où il voudrait. Confiant dans la parole de Transtamare, Duguesclin fit assurer à don Pèdre qu'il n'avait rien à craindre pour sa sûreté personnelle; le malheureux prince n'hésita pas à se rendre à la faveur de la nuit dans la tente du guerrier français; il venait à peine d'y entrer que Transtamare survint; il était armé de toutes pièces et suivi de plusieurs personnes. « Où est le roi don Pèdre? » dit-il, et il se précipita sur le monarque; une lutte désespérée commença entre les deux frères et se termina par la mort de don Pèdre. Percé de plusieurs coups de poignard, il expira à l'âge de trente-cinq ans,

le 23 mars 1369. L'épithète de cruel attachée désormais à son nom à rendu sa mémoire odieuse; mais pour juger avec impartialité les princes comme les autres hommes, il ne faut pas les séparer de leur temps; or, si don Pèdre se montra féroce, ce fut peut-être moins sa faute que celle de l'époque où il vécut. Entouré de périls, il lui fallait sans cesse se défier de ses proches, qui ne cessaient de conspirer contre son repos et celui de l'État. Ses ennemis n'étaient d'ailleurs ni moins perfides ni moins sanguinaires que le monarque, témoin sa fin déplorable causée par un guet-apens et exécutée par la main d'un frère. On peut donc, sous le rapport politique, excuser la conduite de don Pèdre; mais le traitement qu'il fit subir à Blanche de Bourbon ne peut être justifié, et suffirait seul pour vouer le coupable à la haine et à l'exécration de la postérité. Au reste, elle a prononcé contre le monarque castillan un arrêt peut être trop sévère, mais dont il n'est plus permis d'appeler.

Transtamare monta sur le trône sous le nom de Henri II : don Pèdre était haï parce qu'il était craint; aussi quoique le nouveau prince eût acquis la couronne par un fratricide, il fut salué comme un libérateur. Ses largesses, qui lui firent donner le titre de libéral, lui conquirent des partisans nombreux, et qui le défendirent contre ses compétiteurs. En effet, le monarque était bâtarde; il est vrai que don Pèdre n'avait point laissé d'enfants légitimes, mais le fils qu'il eut de Marie de Padilla avait été reconnu héritier du royaume par les cortès, et à sa mort, sa sœur Béatrice lui avait été substituée; elle pouvait faire revivre ses droits. D'un autre côté, Ferdinand I, roi de Portugal, en vertu de sa descendance, réclama le trône de Castille (1), et se ligua avec les souverains d'Aragon, de Navarre et de Grenade. Henri parvint à dissoudre cette coalition par son adresse; il détacha le roi de Navarre de ses alliés en donnant au fils de ce prince la main de l'infante sa fille; par de légères concessions, il désarma

le roi de Grenade, et le monarque aragonais, destitué de tout appui, se vit contraint de solliciter la paix. Quant au Portugais, il finit par se désister de ses prétentions; mais un nouveau compétiteur se présenta, c'était le duc de Lancastre, frère d'Édouard III, et oncle de Richard II, qui régnait alors en Angleterre. Il avait épousé Constance, seconde fille de don Pèdre et de Marie de Padilla, à laquelle Béatrice, retirée dans un monastère, avait transmis son droit à la couronne de Castille. Le duc de Lancastre échoua dans ses tentatives, et retourna dans sa patrie après avoir perdu sa flotte et subi d'autres échecs en combattant son rival. Échappé aux périls qui menaçaient sa couronne, Henri II s'occupait exclusivement d'améliorer le sort de ses sujets par de sages mesures qui firent succéder l'abondance et la sécurité aux désastres et aux agitations dont le royaume avait été la proie depuis si long-temps; mais son règne, commencé sous des auspices si heureux, allait bientôt se terminer, il mourut de la goutte le 30 mai 1379. Si l'ambition entraîna ce prince à tremper ses mains dans le sang d'un frère, il effaça du moins aux yeux de ses sujets l'horreur de cette action en se montrant digne d'exercer les hautes fonctions de la royauté. Brave dans les combats, habile dans la politique, il parvint à se maintenir et à conjurer les périls qui l'entouraient par la décision et l'adresse qu'il sut déployer à propos. Forcé de prendre sur le domaine royal le prix des récompenses promises à ses partisans, il atténuait le dommage causé à ses revenus en stipulant que les parents en ligne collatérale ne pourraient hériter des terres concédées, qui, par le bénéfice du temps, firent successivement retour à la couronne. Il donna à son fils le conseil judicieux de laisser à ceux qui s'étaient déclarés en sa faveur les charges et les emplois qu'ils occupaient, mais de ne pas s'abandonner aveuglément à des hommes qui avaient manqué de fidélité à leur souverain légitime; il lui recommanda de placer sa confiance dans les personnages qui avaient servi jusqu'à la fin la cause de son prédécesseur : la loyauté dont ils avaient fait preuve garantissait leur attachement pour l'avenir. Quant à cette classe

(1) Il descendait en effet de don Sanche IV, dont la fille Béatrice avait épousé Alphonse IV, roi de Portugal.

d'individus qui, par indifférence ou par lâcheté, ont évité de se prononcer pour aucun parti, il faut les repousser, car on ne peut rien attendre de ceux qui ont toujours préféré leur bien particulier au bien général.

Don Juan I recueillit sans obstacle l'héritage paternel; il fut couronné à Burgos le 25 juin 1379. Son premier soin fut d'offrir à Charles V l'aide d'une flotte pour achever l'expulsion des Anglais qui occupaient encore la Guienne. Le monarque britannique, Richard II, renouvela alors les prétentions de son oncle le duc de Lancastre à la couronne de Castille, et se ligua avec le roi de Portugal, auquel il envoya quelques milliers d'hommes. Don Juan marcha à la rencontre des confédérés; mais au moment d'en venir aux mains, les deux partis conclurent un traité d'alliance qui mit fin aux hostilités. Quelque temps après don Juan devint veuf de Léonore, fille du roi d'Aragon, et conclut un nouvel hymen avec Béatrice, fille et héritière du roi de Portugal. Il fut stipulé que si le trône de ce dernier pays devenait vacant, le monarque castillan prendrait le titre de roi de Portugal jusqu'à ce qu'il eût un fils ou une fille, lesquels, arrivés à l'âge de quatorze ans, seraient appelés à tenir les rênes du gouvernement. Mais à la mort du souverain du Portugal, don Juan ne put faire exécuter ces conditions. Le grand-maître d'Avis, bâtard du prince défunt, lui fut préféré. Le castillan pénétra jusqu'aux portes de Lisbonne, mais la peste le força de se retirer; attaqué l'année suivante par son antagoniste, don Juan termina la guerre en mariant son fils Henri avec la fille du duc de Lancastre, ce qui contraignit le roi de Portugal à déposer les armes. Ami du repos et fatigué des soucis du trône, le roi de Castille exprima plus d'une fois la résolution de le quitter; mais l'amour que lui portait son peuple, et les remontrances de ses conseillers, ne lui permirent pas d'accomplir son projet; il ne devait pas supporter longtemps le poids d'une couronne, car il mourut d'une chute de cheval le 9 octobre 1390; il était âgé de trente-trois ans.

Son fils Henri III, proclamé roi sur-le-champ, ne put prendre les rênes du gouver-

nement : il n'avait que onze ans à la mort de son père; il fallut nommer des tuteurs au jeune prince, et, après de longs débats, on convint de former un conseil composé du duc de Bénavente, du comte de Trastamare et du marquis de Villéna, tous trois princes du sang; on leur adjoignit les archevêques de Tolède et de Saint-Jacques, les grands maîtres des ordres militaires de Saint-Jacques et de Calatrava, et enfin seize députés des principales villes du royaume. Cet ordre de choses ne pouvait manquer de produire l'anarchie parmi les dépositaires du pouvoir, dont les jalousies et les rivalités affaiblissaient le gouvernement et le déconsidéraient aux yeux de la nation. Les cortès essayèrent en vain de porter remède à tous les maux produits par l'ambition des tuteurs de leur jeune monarque; ils ne purent ni concilier ni soumettre des intérêts si ardents et si opposés. Dès que le prince eut atteint l'âge de quatorze ans [1393], il se fit déclarer majeur à Burgos par l'assemblée des états; et comme l'archevêque de Saint-Jacques, l'un des membres du conseil de régence, voulut persuader au jeune monarque qu'il devait suivre les avis des personnages qui avaient exercé la toute-puissance pendant sa minorité, Henri lui répliqua vivement : « Aujourd'hui que je suis roi, je vous consulterai quand il en sera besoin; mais je vous préviens par avance que je sais très-bien ce que je dois faire. » En effet, il se conduisit avec tant de prudence et de fermeté, qu'il força les grands à l'obéissance, et se fit respecter au dehors par les princes voisins. Toutefois l'imprudence fanatique du grand-maître d'Alcantara fut sur le point d'allumer une guerre avec les Maures de Grenade. Ce seigneur, entraîné par le zèle aveugle d'un ermite nommé Sugo, se crut appelé à chasser de l'Espagne le culte de Mahomet. Au mépris de la trêve qui existait entre Grenade et la Castille, il rassembla une troupe de chevaliers et envoya offrir le combat au prince musulman. Ces sortes de défis étaient alors assez fréquents entre les seigneurs castillans et les seigneurs maures; mais ces luttes n'avaient lieu qu'entre des particuliers, et n'avaient pas assez d'importance pour rompre

la paix entre les deux nations. Mais la provocation du grand-maître s'adressant au souverain, Henri la désapprouva hautement; toutefois, le grand-maître, à la tête d'une petite troupe d'exaltés comme lui, entra sur les terres de Grenade, accompagné de l'ermite, qui lui prédisait la victoire; mais il fut taillé en pièces par les Maures, ainsi que ses compagnons. Henri assura vainement le roi de Grenade qu'il n'avait eu aucune part à cette folle entreprise; il ne put apaiser le ressentiment du prince mahométan, qui envahit la Castille. Toutefois cette guerre n'eut aucun résultat; elle fit naître cependant dans l'esprit du monarque castillan la ferme résolution de chasser les infidèles de la Péninsule; mais la mort ne lui permit pas d'exécuter ce hardi projet: il expira le 25 décembre 1406. Durant tout son règne, il traîna une existence minée sans cesse par des infirmités qui, en affaiblissant son corps, n'éteignirent point la vigueur de son esprit, car il sut gouverner, science difficile et qui réclame des facultés intellectuelles assez rares. L'histoire de son règne prouve qu'il avait en partage tout ce qu'il faut pour remplir dignement le sacerdoce de la royauté.

Henri III laissait un fils âgé de vingt-deux mois; la reine Catherine fut donc chargée de la régence conjointement avec don Ferdinand, frère du monarque défunt. Gouvernée par une de ses femmes, Léonora Lopez, la reine excita les murmures des grands de sa cour; jaloux de ne pouvoir participer au pouvoir, ils excitèrent des troubles, qui furent cependant apaisés par la prudence et la fermeté de don Ferdinand. Celui-ci, après avoir pacifié le royaume, marcha contre les Maures, qu'il battit complètement, et auxquels il enleva l'importante forteresse d'Antequera. Mais la mort de Martin, roi d'Aragon, appela au trône don Ferdinand, il lui fallut abdiquer ses fonctions de tuteur du jeune roi son neveu; il continua cependant à veiller avec sollicitude aux intérêts de son ancien pupille jusqu'à sa mort, survenue quatre ans après [1416]. Juan II retomba exclusivement sous l'autorité de sa mère; après le trépas de cette princesse, arrivé en

1418, le roi, âgé de treize ans, prit la direction suprême des affaires; mais sa jeunesse, et plus encore la faiblesse de son caractère, le rendant incapable de gouverner par lui-même, il abandonna le pouvoir à son favori Alvar de Luna, fils illégitime d'un gentilhomme, revêtu de la charge d'échanson dans la maison royale. Alvar était entré au service particulier du prince, dont il avait su captiver les bonnes grâces en partageant ses études et ses divertissements. Son crédit s'accrut avec le temps, et à la mort de la reine-mère il commença à régner sous le nom de son maître. Sa faveur ne pouvait manquer de provoquer l'envie en frustrant l'ambition et la cupidité des grands. Le premier qui se déclara fut l'un des infants d'Aragon, nommé don Henri; il était grand maître de Saint-Jacques, et s'unit avec son frère don Pedro, avec l'archevêque de Tolède et plusieurs autres seigneurs puissants. Sous le prétexte d'affranchir le jeune monarque, ils se saisirent de sa personne à main armée, et le tinrent dans une sorte de captivité. Alvar cependant était resté près du roi, et lui fournit les moyens de s'évader à la faveur d'une partie de chasse. Juan se réfugia dans le château de Montalban, où il fut assiégé par don Henri; mais apprenant que des forces supérieures marchaient contre lui, ce dernier se retira. Quelque temps après étant venu saluer le jeune monarque, il fut arrêté, ainsi que le connétable de Castille, don Lopez d'Avalos; ils étaient accusés de s'être ligués avec le roi de Grenade pour faire une invasion dans le royaume. Don Henri resta prisonnier au château de Mora; quant au connétable, il parvint à se retirer dans l'Andalousie; mais il perdit ses biens et sa dignité, la première du royaume, dont fut investi Alvar de Luna. Juan avait épousé une princesse de Portugal, dont il eut un fils; il voulut que don Alvar fût un des parrains de l'enfant royal. Cet honneur montrait hautement son amitié et l'estime dont le connétable jouissait auprès de lui. Sur ces entrefaites, don Juan, frère de don Henri, devint roi de Navarre, et se joignit aux adversaires du favori pour le renverser; cette coalition amena la délivrance de don Henri, et le roi, par le

conseil d'un moine, François Soria, ordonna aux deux partis opposés de nommer quatre arbitres pour prononcer sur leurs différends; on leur adjoignit le prieur de Saint-Benoît; il devait décider la majorité en cas de partage égal des voix. Ces arbitres, qui pour la plupart penchaient pour les adversaires de don Alvar, déclarèrent que ce dernier, ainsi que ses partisans, seraient tenus de s'éloigner de la cour durant un an et demi. Le connétable se soumit à cette sentence, laissant le champ libre à don Henri et au roi de Navarre. Le premier se fit donner le marquisat de Villena, et le second une somme considérable. Cependant les deux frères s'étant divisés, le connétable revint auprès du roi et reprit sur lui tout son ascendant. De nouvelles intrigues signalèrent le retour de don Alvar; les rois d'Aragon et de Navarre, soutenus par don Henri, attaquèrent la Castille; mais le connétable déjoua leurs projets. Juan II, auquel il sut donner une armée, poursuivit les princes coalisés; il pénétra même dans l'Aragon, qu'il livra au pillage et à la dévastation; il passa ensuite en Estramadure, où il assiégea don Henri et son frère don Pèdre. Comme cette place, réputée alors presque inexpugnable, ne pouvait être prise que par famine, le roi convoqua les cortès à Medina del Campo; accusés de trahison, les deux infants furent condamnés à perdre les biens et les dignités qu'ils possédaient en Castille, et don Alvar fut encore pourvu de la grande maîtrise de Saint-Jacques [1430]. Toutefois cet orage se dissipa, et se termina par une trêve de cinq années, conclue entre les rois de Navarre, d'Aragon, de Castille et les infants. Mais ces derniers ayant fomenté de nouveaux troubles, le roi se saisit de la forteresse d'Alcantara, fit emprisonner l'infant d'Aragon, don Pèdre, et déposer don Guttière de Soto-Mayor, grand-maître d'Alcantara, complice des deux princes. Le connétable usa de sa victoire en faisant donner à son frère l'archevêché de Tolède, la première dignité ecclésiastique de l'Espagne, et obtint du roi de tenir sur les fonts de baptême un fils dont sa femme venait de le rendre père [1435]. Ayant rétabli le calme dans ses États, Juan II se trouva mêlé aux querelles

intestines qui agitaient le royaume de Grenade, où deux compétiteurs, Muhamad dit le Gaucher, et un autre Muhamad surnommé le Petit, se disputaient le trône. Le premier de ces princes, appuyé par Juan II, reprit le sceptre qui lui avait été arraché; mais sa reconnaissance s'évanouit avec le danger, et se croyant affermi, il refusa de payer le tribut accoutumé à la Castille; il appela à son secours le roi de Tunis; mais celui-ci ne tarda pas à se retirer, et le monarque castillan pénétra jusque dans les plaines de Grenade, où il gagna une sanglante victoire sur les infidèles; il revint l'année suivante, et finit par contraindre le roi de Grenade à se reconnaître pour son vassal.

Cependant de nouvelles discordes éclatèrent à la cour de Castille, et don Alvar ayant découvert que l'adelantado (1), don Manrique, cabalait contre lui, le fit arrêter; mais le prisonnier étant parvenu à s'échapper, souleva une dangereuse tempête contre le favori. Le fils du monarque, don Henri, se mit à la tête de cette entreprise, qui se termina par l'expulsion de la cour du connétable [1440]. Pour se justifier d'avoir pris les armes, les confédérés adressèrent au roi un long manifeste contre don Alvar, dans lequel ils l'accusaient d'avoir altéré les monnaies, de s'être emparé de l'argent destiné à la croisade contre les infidèles; d'avoir déchiré toutes les ordonnances signées par le prince, et qui n'avaient pas été soumises préalablement à son examen, enfin d'avoir manqué de respect au monarque en égorgeant en sa présence un écuyer, et en chargeant de coups de bâton un valet qui embrassait les genoux du roi. Si ces reproches étaient fondés; Juan, délivré de son favori, ne fit que tomber dans un esclavage plus dur; car les confédérés, non contents de le séquestrer entièrement, mirent des gardes jusque dans son appartement, le souverain vivait entouré d'espions qui avaient toujours l'œil ouvert sur toutes ses actions et l'oreille attentive à tout ce qui lui échappait. Une obsession si honteuse et si criminelle ne pouvait durer long-

(1) On appelait de ce nom le gouverneur d'une province frontière.

temps; elle fut brisée par le prince Henri, fils du monarque, qui, après avoir causé la disgrâce du connétable, ne tarda pas à s'unir avec lui pour tirer le roi de la servitude où il gémissait. Le roi de Navarre et ses amis prirent les armes; mais, vaincus dans plusieurs rencontres, ils furent contraints de se soumettre, et don Alvar redevint plus puissant que jamais [1445]. Le grand-maître de Saint-Jacques, le séditionnaire Henri, étant mort dans un des combats livrés sous les murs d'Olmedo, le connétable hérita encore de sa dignité. Mais sa fortune, quoique rétablie, étant sans cesse exposée à de nouveaux périls par la jalousie de don Pachéco, favori du prince héréditaire, et qui aspirait à gouverner sous le nom de son maître. Cet état de choses enfanta une longue suite de débats, d'intrigues et de violences. Le faible Juan II, jouet des événements, passait tantôt sous le joug du prince Henri, tantôt sous celui de don Alvar. Le détail de ces faits pourrait rebuter le lecteur par leur uniformité; nous dirons seulement que Pachéco, qui avait semé la division entre le père et le fils, obtint pour récompense le marquisat de Villéna, et fit revêtir son frère don Pèdre Giron de la grande maîtrise de l'ordre de Calatrava. Pour contrebalancer l'influence d'un tel rival, le connétable chercha à se créer un nouvel appui, en faisant épouser à don Juan, veuf de Marie d'Aragon, Isabelle de Portugal. Mais la nouvelle reine aspirait à régner seule sur le cœur de son époux, qui lui-même était fatigué de subir depuis si longtemps les lois de son connétable; il ne s'agissait plus que de faire naître un prétexte : il se présente bientôt.

Don Garcia de Tolède, n'ayant pu faire mettre en liberté son père, le duc d'Albe, prisonnier pour crime d'État, avait pris les armes, et entraîné dans sa révolte un grand nombre de seigneurs mécontents. Le roi saisit cette occasion pour se débarrasser du connétable; il fit remettre au comte de Zuniga un billet signé de sa main, et portant l'ordre de prendre mort ou vif Alvar de Luna. Muni de l'assentiment royal, Zuniga s'introduisit dans Burgos avec une troupe de soldats, et attaqua la maison du connétable,

qui fit tirer par les fenêtres de son logis contre les assaillants. Mais l'évêque de Burgos et le majordome du palais, don Ruiz Mendoza, étant venus de la part du roi assurer don Alvar qu'il n'avait rien à craindre ni pour sa personne ni pour ses biens, il consentit à se rendre, et fut livré à une commission judiciaire, qui lui fit son procès en deux jours, et le condamna à perdre la tête pour avoir, dit l'arrêt, tenté d'usurper la couronne, usé tyranniquement de son pouvoir et volé le trésor royal. Conduit à Valladolid, le connétable fut mené au supplice le lendemain de son arrivée, il subit son sort avec fermeté; sa tête resta neuf jours clouée à un poteau, et son corps en demeura trois sur l'échafaud : près du cadavre était un bassin destiné à recevoir les aumônes qui devaient payer les frais de son enterrement. Naguère possesseur de tant de richesses, il ne lui restait pas même à l'heure de son trépas de quoi payer ses funérailles. Ainsi périt, en 1453, don Alvar de Luna. Ses talents le firent monter au pouvoir qu'il sut conserver pendant plus de vingt années, quoiqu'il eût pour adversaires les parents du prince et les grands du royaume, dont il lui fallut déjouer sans cesse les tentatives dans l'ombre du palais ou sur les champs de bataille. Comme il servait un prince faible qui rougissait d'avoir un maître et qui ne pouvait s'en passer, il fut enfin sacrifié à la haine persévérante de ses ennemis; leur ambition voulait, non punir un coupable, mais le tuer uniquement pour le remplacer. Après avoir abandonné don Alvar au bourreau, le roi retomba dans les embarras dont il avait prétendu s'affranchir par la mort de son favori; les grands se disputèrent le pouvoir demeuré vacant; ils fomentèrent des séditions dans plusieurs provinces du royaume. Le monarque, réduit à lever des troupes pour soumettre les rebelles, n'avait ni la force ni l'activité nécessaires pour les faire rentrer dans le devoir. Tandis qu'il luttait contre des périls devenus chaque jour plus menaçants, une fièvre, fruit des inquiétudes et des soucis de sa position, le fit descendre au tombeau le 21 juillet 1454, treize mois après le supplice de don Alvar. Si Juan II se montra toujours incapable de

tenir le sceptre, il mérite, sous un autre rapport, d'attirer l'attention de la postérité. A une époque de violence et de barbarie, il cultivait les lettres, et a laissé quelques ouvrages qui ne sont pas sans mérite, si on les compare aux œuvres de ses contemporains. Mais dans un prince dont le premier devoir est d'assurer le bien-être de ses sujets, les dons de l'esprit ne sauraient compenser l'absence d'une autre qualité plus indispensable : la science du commandement. Juan II en était dépourvu ; de là vient qu'il occupe une des dernières places parmi les rois qui ont régi la Castille.

Nous allons quitter un moment la Castille pour jeter un coup-d'œil sur l'Aragon. Il importe au lecteur de connaître avec quelque détail l'histoire de ce royaume, dont le dernier prince parvint, par un mariage, à la souveraineté de toute l'Espagne. Quand les Arabes envahirent la Péninsule, les Aragonais, protégés par leurs montagnes, résistèrent aux vainqueurs. Les chefs qui les conduisaient au combat s'investirent dans l'origine du titre de comtes, et reconnurent la suzeraineté des rois de Navarre. Mais, en 1035, l'Aragon s'affranchit de ce vasselage et forma un royaume particulier qui prit une part active aux hostilités perpétuelles des chrétiens contre les Musulmans. Au douzième siècle, les monarques aragonais avaient enlevé aux Arabes Sarragosse, dont ils firent la capitale de leur empire. Cependant le royaume, gouverné par des princes guerriers, aurait accru rapidement sa puissance, s'il n'eût été affaibli sans cesse par le partage des pouvoirs entre les enfants du souverain. Cette coutume, généralement établie au moyen-âge, était une source intarissable de dissensions qui compromettaient sans cesse le repos et la prospérité des peuples. L'Aragon ne sut pas échapper à la loi commune. Au treizième siècle Pierre II acquit le titre de roi catholique en se déclarant feudataire du saint-siège, ce qui ne l'empêcha pas d'armer en faveur des Albigeois. La cour de Rome avait prêché une croisade contre ces sectaires, et Pierre périt en 1213, en les défendant. Il laissa un fils nommé don Jayme ou Jacques, qui s'illustra par la conquête de

Majorque et celle de Valence, et reçut le nom de conquérant. Pierre III recueillit l'héritage de son père et l'augmenta par la possession de la Sicile. Cette île était tombée au pouvoir de Charles d'Anjou, frère de saint Louis, roi de France, qui avait détrôné Manfred, roi de Naples, pour prendre sa place ; mais sa tyrannie l'avait rendu odieux aux Siciliens ; ils s'en affranchirent en égorgeant tous les Français le même jour et à la même heure. Ce massacre, inscrit en lettres de sang dans les annales de l'histoire, a reçu le nom de *Vêpres Siciliennes*. Pierre réussit à se maintenir dans sa nouvelle principauté malgré les attaques furieuses de son adversaire, et mourut en 1285. Son fils aîné, Alphonse III, se signala par la conquête des îles Baléares, qu'il réunit à l'Aragon ; mais il consentit à céder la Sicile au pape, au détriment de sa famille ; cependant un de ses frères, nommé Frédéric, s'empara de cette île et la garda pour lui en dépit des attaques et des excommunications du saint-siège.

Jacques II succéda à Alphonse III sur le trône d'Aragon, et fut remplacé à son tour par Alphonse IV, en 1327. Ce prince eut de vifs démêlés avec les états, qui refusèrent de ratifier la donation de plusieurs villes qu'il avait faite à sa seconde épouse Éléonore de Castille, dont il avait un fils. Valence ayant pris les armes à cette occasion, le roi se présenta au conseil de cette ville et s'emporta jusqu'à la menace contre la résistance des magistrats ; mais l'un d'eux, Guillen de Vinatea, lui répondit : « que le conseil ne consentirait » jamais à ratifier un acte contraire à l'intérêt » public. Nous pouvons mourir, sans doute, » dit-il ; mais ceux qui habitent le palais » périront aussi victimes de la fureur du peuple qui veille hors de cette enceinte. » Le monarque crut devoir céder à cette énergique représentation, il révoqua le don extorqué à sa faiblesse par la reine ; mais celle-ci tira vengeance de ses adversaires. A son instigation ils furent poursuivis comme criminels de lèse-majesté ; la plupart subirent la peine capitale, d'autres l'exil. A la mort du monarque, arrivée en 1336, le fils de son premier mariage, l'infant don Pierre, monta sur le trône ; il chassa du royaume sa belle-mère

et s'empara des biens immenses de cette princesse. Toutefois par l'intervention du roi de Castille, la reine conserva sa vie durant la jouissance des villes qui lui avaient été concédées par son époux. Pierre parvint aussi à dépouiller par une perfidie son beau-frère de la principauté de Majorque; mais il échoua dans le projet qu'il avait formé de transmettre la couronne à sa fille aînée Constance, malgré les lois du pays qui excluaient les femmes du trône. Les Aragonais se soulevèrent, et après une lutte de deux années contraignirent leur prince à reconnaître pour son héritier présomptif don Ferdinand, fils de la douairière Éléonore. Le roi soutint encore une longue guerre contre Pierre-le-Cruel, et contribua puissamment à le précipiter du trône, en fournissant des secours à Transtamare et à ses frères don Fadrique et don Tello. Le goût du prince aragonais pour la pompe et la représentation lui a fait donner le surnom de *Cérémonieux*. Don Juan I prit sa place en 1387; son avènement fut marqué par le procès intenté à sa belle-mère Sibille de Forcia, quatrième femme du monarque défunt. Accusée d'avoir jeté un sort sur le jeune roi et dépouillé le palais des précieux meubles dont il était orné, elle fut soumise aux tourments de la question, et n'échappa au dernier supplice que par l'entremise et les sollicitations du cardinal Pierre de Luna. Les chevaliers attachés à sa personne, livrés aux mêmes tortures, subirent, les uns, la peine capitale, les autres, un emprisonnement perpétuel. Juan ne survécut pas long-temps à cette tragédie, il périt à la chasse en 1395. Son frère don Martin, roi de Sicile, vint occuper le trône d'Aragon; il expira en 1410. Comme il ne laissait pas de descendance directe, six prétendants aspirèrent à son héritage; mais l'infant de Castille, Ferdinand, petit-fils de Pierre IV d'Aragon, l'emporta sur ses concurrents et reçut la couronne en vertu d'une décision rendue par un tribunal composé de commissaires ou députés de l'Aragon, de la Catalogne et de l'Andalousie. Le nouveau prince termina bientôt sa carrière et transmit sa couronne, en 1416, à son fils Alphonse V. Jeanne, seconde du nom,

régnait alors à Naples : la faiblesse de son caractère et les torts de sa conduite privée avaient armé contre elle une partie de ses sujets; elle implora le secours d'Alphonse et lui assura le trône de Naples, en le déclarant son fils par adoption. Le monarque aragonais arma en sa faveur; mais Jeanne ayant révoqué l'acte qu'elle avait fait, Alphonse entreprit le siège de Naples. Battu et fait prisonnier par les Génois, il fut livré au duc de Milan; ce prince lui rendit la liberté peu de temps après. Fortifié de son alliance, Alphonse réussit à soumettre les Napolitains. Après avoir procédé dans la capitale à la cérémonie de son couronnement, il fit reconnaître pour héritier de la couronne des Deux-Siciles, Ferdinand, son fils naturel. Né dans un siècle où le goût des lettres avait à peine franchi le seuil des universités, Alphonse se distingua des rois ses contemporains, en attirant les savants à sa cour. Il avait pris pour emblème un livre ouvert, et ne craignit pas de dire un jour *qu'un prince ignorant n'était qu'un duc couronné*.

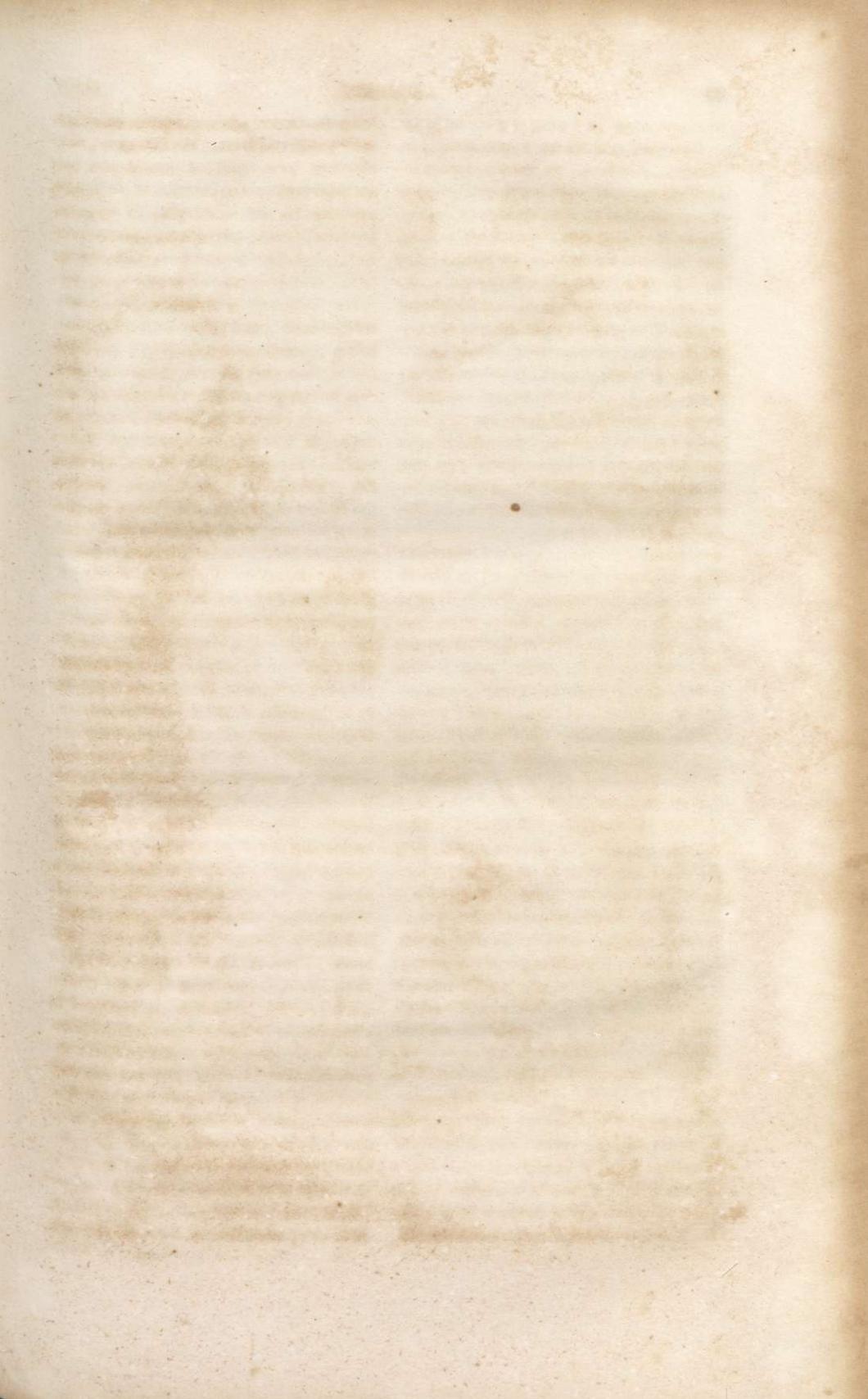
Son frère, Juan II, roi de Navarre, lui succéda en 1458. Ce prince déjà avancé en âge avait épousé en secondes noces Jeanne Henriquez, fille de l'amiral de Castille. Dirigé par cette princesse, il persécuta don Carlos, prince de Viana, issu de son premier mariage, qui réclamait la couronne de Navarre, héritage de sa mère. La Catalogne se souleva pour faire remettre en liberté le jeune prince, arrêté par les ordres de son père, et qui mourut bientôt après des suites de sa captivité. Sa sœur Blanche le suivit dans sa tombe, empoisonnée par sa belle-mère, impatiente d'assurer à son fils Ferdinand les droits sur la Navarre des deux victimes de son ambition. Mais ce crime mit la reine Henriquez dans le plus grand danger; assiégée dans les murs de Girone, elle fut sur le point de tomber entre les mains de ses ennemis. Néanmoins son courage la fit triompher de la rébellion; mais elle mourut sur ces entrefaites. Son époux, Juan II, chassa les Français de la Cerdagne, et mourut affermi sur son trône à l'âge de quatre-vingt-deux ans [1479]. — Ferdinand recueillit son héritage et devint tout à la

fois souverain de l'Aragon et de la Sicile.

Revenons maintenant à la Castille, où Henri, quatrième du nom, surnommé l'Impuissant (*el enfermo*), prit la place de son père [1454]. Il ne tarda pas à s'attirer l'inimitié des grands, dont il ne craignit pas de léser les intérêts en même temps qu'il humiliait leur orgueil par des préférences humiliantes. C'est ainsi qu'il revêtit de la dignité de connétable et de celle de chancelier des hommes nouveaux, que la bassesse de leur extraction semblait devoir exclure des hautes fonctions de l'État, comme de celles du palais. Mais la haine des courtisans poursuivait surtout d'une implacable inimitié don Bertrand de la Cueva. Entré page dans la maison royale, il était devenu premier majordome, et avait profité de son emploi pour capter la faveur du prince, qu'il gouvernait entièrement. Au reste, si le roi cherchait à écarter du pouvoir les seigneurs les plus illustres et les plus puissants, il avait de justes motifs de repousser de tels serviteurs, aussi orgueilleux qu'indociles, et dont l'obéissance hautaine n'appuyait l'autorité du prince que pour la partager ou pour l'asservir. La politique de Henri était bonne; mais il ne pouvait la faire triompher qu'à la condition de tenir lui-même les rênes de l'État, au lieu de les abandonner aux mains d'un favori. Un incident servit d'ailleurs les projets de certains personnages qui aspiraient à saisir la toute-puissance; le monarque avait jadis été marié avec Blanche de Navarre; cette union, demeurée stérile durant douze années, fut rompue par la permission du pape; mais Henri, au lieu de contracter un nouveau lien, était resté dans le célibat jusqu'à la mort de son père. Dès qu'il fut monté sur le trône, il demanda la main de l'infante de Portugal. Ce nouvel hyménée n'ayant produit aucun rejeton, l'archevêque de Tolède, le grand-amiral, le grand-maître de Calatrava, les comtes de Haro, d'Albe, de Bénévente et plusieurs autres seigneurs, s'unirent pour demander la convocation des cortès, afin de remédier à certains abus, et de régler la succession à la couronne, puisque le monarque n'avait point d'enfant. Cette demande avait pour but d'assurer le trône au prince Alphonse,

frère de Henri; elle fut rejetée opiniâtrement par le roi. Il craignait qu'armé du titre d'héritier présomptif, Alphonse n'en usât au détriment de son autorité et de la paix publique. Sur ces entrefaites, la reine accoucha d'une fille. La naissance de cette princesse semblait devoir ôter toute espérance aux partisans d'Alphonse; elle ne fit, au contraire, qu'animer leur audace. Ils répandirent le bruit que l'enfant était illégitime, puisqu'il avait pour père Bertrand de la Cueva, introduit par le monarque lui-même dans la couche royale. La conduite peu mesurée de la reine accrédita cette rumeur, qui devint la base d'une conspiration tramée contre le monarque. Les conjurés avaient au dehors pour appui le roi d'Aragon, qui voulait marier son fils Ferdinand avec Isabelle, sœur de Henri, et au dedans un parti formidable par le rang et par l'influence de ceux qui le composaient. Placés à la tête de l'Église et de l'État, ceux-ci commencèrent par adresser au souverain, au nom des cortès, un manifeste où, après s'être plaints du désordre des finances, et avoir indiqué plusieurs réformes judiciaires, ils accusaient Bertrand de la Cueva d'avoir porté le déshonneur dans la maison royale par sa liaison adultère avec la reine. La princesse Jeanne, fruit d'un commerce illégitime, n'avait aucun droit au trône, qui appartenait aux infants Alphonse et Isabelle, détenus alors à Ségovie, pour les mettre hors d'état de réclamer la couronne, leur héritage. Cette pièce se terminait par la menace de prendre les armes si Henri ne déférait pas aux vœux des signataires [1464].

Intimidé par des exhortations si pressantes, Henri se résolut à mettre en liberté don Alphonse, sous la condition que l'infant serait reconnu héritier de la couronne en s'unissant par un mariage avec sa fille Jeanne. Mais pour dissiper les doutes injurieux répandus contre sa virilité, il chargea deux évêques de faire une enquête à ce sujet. Une pareille mission requérait des connaissances spéciales que des prélats ne pouvaient posséder; ils acceptèrent cependant une tâche si difficile et si délicate; et après de longues informations, ils déclarèrent que les facultés du prince, affaiblies par des excès prématu-





Invention de Del.

Paris, chez de la Haye, et de la Harpe, à la Harpe.

1715.

ESPAGNE

COSTUMES DE LA NOBLESSE AU 17^e SIECLE.

rés, avaient rendu stérile son premier hymen, mais que ces mêmes facultés avaient repris toute leur énergie, et mis le prince en état de procréer des enfants. Une pareille décision, en humiliant la majesté du souverain, était en même temps un aveu de la faiblesse de son autorité : les coalisés le sentirent, et dès qu'ils eurent don Alphonse entre leurs mains, ils procédèrent à la déposition solennelle de Henri. Dans une plaine, située près des murs d'Avila, on dressa un vaste échafaud sur lequel était placée une effigie du roi, revêtue de tous les emblèmes du pouvoir souverain. Le monarque fut déclaré déchu du trône; puis l'archevêque de Tolède s'avancant le premier, ôta à l'effigie la couronne, le comte de Placencia l'épée de justice, le comte de Benevente le sceptre, et Lopez de Zuniga jeta par terre l'image du prince : Alphonse fut alors proclamé roi de Castille et de Léon. Une démarche si audacieuse semble prouver que le dogme de la souveraineté du peuple était accrédité dans l'esprit des hommes qui composaient l'assemblée des états. Quoi qu'il en soit, la victoire n'ayant pas sanctionné cette tentative, elle n'eut aucun résultat. Alphonse étant mort sur ces entrefaites, ses partisans voulurent lui substituer Isabelle; mais elle refusa de s'armer contre son frère. Elle fit seulement constater ses droits à la succession royale au détriment de sa nièce Jeanne. Henri voulut en vain revenir sur cette décision, il ne put triompher de la résistance d'Isabelle, appuyée par Ferdinand, roi d'Aragon, devenu son époux en 1469. A la mort du roi, arrivée en 1472, Jeanne, soutenue par les intrigues et l'amour du marquis de Villana, prit le titre de reine à Placencia. Le roi de Portugal tenta aussi de défendre ses droits; il envahit le royaume de Léon, mais il fut battu à Toro, et reprit le chemin de ses États. Destituée de tout appui, Jeanne prit alors la résolution de quitter le monde, et entra dans un monastère à Coïmbre pour se consacrer à Dieu.

ISABELLE ET FERDINAND.

[1474 - 1504 - 1516.]

Nous sommes enfin parvenu à l'un des règnes les plus glorieux et les plus intéressants de l'Espagne, que nous allons voir figurer au premier rang parmi les puissances européennes, et porter ses enseignes jusque sur les rivages d'un nouveau monde, tandis que dans le monde ancien elle étendait chaque jour ses conquêtes. En effet ses rois, devenus puissants par l'union sous un même sceptre des différents royaumes qui divisaient la Péninsule, prennent une sorte d'ascendant suprême sur les princes de leur temps. Ferdinand ouvre cette ère de prospérité. Déjà roi d'Aragon et de Sicile par droit de naissance, son mariage avec Isabelle lui avait soumis la Castille. Mais son pouvoir était mal affermi; son premier soin fut de chercher à l'étendre en enchaînant la turbulence des grands vassaux qui opprimaient également et le monarque et le peuple. La déposition de Henri IV enseignait à Ferdinand ce qu'il avait à craindre d'une ambition si hardie et si menaçante pour son avenir. Plusieurs causes concouraient à favoriser l'entreprise du souverain. La première était l'affaiblissement du système féodal miné par le temps; puis le progrès des lumières activé par la découverte de l'imprimerie et l'augmentation de la richesse publique, fruit des perfectionnements de l'industrie. Échappées au joug de l'ignorance et de la pauvreté, les masses, parvenues à s'entendre et à se compter, étaient devenues les auxiliaires de la royauté. Fort de ce nouvel appui, Ferdinand s'en prévalut habilement. Doué de l'esprit le plus actif et le plus pénétrant, sa célérité renversait les plans de ses adversaires, qu'il avait su deviner par sa perspicacité. Mais la fourberie était le vice de son caractère; elle infectait toutes ses actions en les teignant de ruse et de bassesse. Sans foi et sans honneur, il se jouait de ses traités comme de ses promesses; en un mot, l'intérêt était sa loi, et le succès sa moralité. En proie aux jouissances exclusives de l'ambition, son âme était fermée à tous les autres



sentiments; et s'il feignait de les éprouver, c'était pour en tirer quelque profit. Ingrat par système, ceux qui l'avaient trop bien servi recueillaient au lieu de sa reconnaissance, sa haine, car il redoutait le mérite comme une rivalité trop dangereuse. Isabelle avait, au contraire, toutes les qualités qui manquaient à son époux. L'élévation de son esprit lui faisait aimer la franchise et la générosité. Elle dédaignait les petits moyens, ou plutôt ils étaient au-dessous de la hauteur de ses prévisions. Aimant la gloire, elle sympathisait avec les talents, et les accueillait sans les craindre. Dans le péril, sa constance s'affermissait par les obstacles. Aussi l'Espagne lui dut-elle la conquête du Nouveau-Monde et celle de Grenade. Elle avait un tendre attachement pour son époux; mais, plus jalouse encore de garder son autorité que de conserver l'affection de Ferdinand, elle ne souffrit jamais que ce dernier empiêtât sur ses droits. Elle fut seule reine en Castille, et exerça toujours sans partage dans ses États le commandement suprême. Mais sa piété trop ardente étouffait les lumières de son esprit, et l'entraîna à l'adoption des mesures les plus iniques; croyant agir au nom du ciel, elle ne servit que l'ambition du clergé. C'est le seul reproche qui s'attache à sa mémoire.

La bataille de Toro, en affermissant Isabelle et Ferdinand, leur fournit encore l'occasion de détruire le pouvoir anarchique des nobles. Les soldats portugais qui avaient échappé au carnage s'étaient répandus dans les campagnes, où ils commettaient toutes sortes de brigandages; les paysans s'armèrent pour les repousser. Afin de pacifier le pays et de rétablir la sécurité publique, les deux époux firent revivre la sainte hermandad. C'était une confrérie religieuse, composée de volontaires qui s'engageaient à réprimer les désordres et les crimes si nombreux à cette époque d'anarchie. Les villes et les bourgs fournirent un certain nombre de cavaliers ayant pour mission de garder une étendue de pays déterminée par avance. Ils avaient le droit de pénétrer jusque dans les châteaux pour y saisir les coupables qui cherchaient un refuge dans leurs murs. Une telle institution anéantissait l'indépendance

des nobles; ils se virent contraints de plier sous un joug aussi humiliant pour leur orgueil que fatal à leurs intérêts. En effet, elle accoutumait les bourgeois des villes et des campagnes à s'armer au nom du prince, et même à marcher contre le seigneur suzerain dont ils dépendaient suivant la loi féodale. Dans cette milice, les chefs étant nommés par les soldats s'habituèrent au commandement et se voyaient les égaux des nobles auxquels ils intimaient des ordres et imposaient l'obéissance. Dans une assemblée d'états tenue à Madrid, les grands réclamèrent l'abolition de la sainte hermandad; mais la reine fit rejeter cette demande par les juntes des villes, empressées à soutenir un gouvernement qui les émancipait de la tyrannie des seigneurs, et n'exigeait pas de nouveaux impôts, car Isabelle n'avait demandé aucune augmentation de subsides, politique adroite, qui lui conquit la majorité des suffrages.

Cependant des révoltes éclatèrent bientôt dans plusieurs provinces du royaume à l'instigation des grands, qui voulaient reprendre par l'épée ce qu'ils avaient perdu par la puissance législative; mais la reine ayant levé des troupes, se mit à leur tête et força les rebelles à se soumettre. A son exemple, Ferdinand contraignit les nobles de l'Aragon à reconnaître le pouvoir des lois. Il parcourut les montagnes voisines de Burgos, livra au dernier supplice tous les malfaiteurs tombés entre les mains de la sainte hermandad, et rasa les châteaux de plusieurs gentilshommes devenus les repaires du brigandage. La politique de Ferdinand obtint encore un succès non moins important, ce fut la réunion qu'il fit en sa personne des trois ordres de chevalerie d'Alcantara, de Calatrava et de Saint-Jacques. Ces ordres possédaient des forteresses redoutables et des biens immenses, qui permettaient à leurs chefs de troubler l'État au gré de leur ambition. Le monarque ouvrit des négociations avec les commandeurs, dont il désarma l'opposition par des promesses et par des présents, et réussit à s'investir des trois grandes maîtrises qui augmentaient sa puissance et ses revenus. Disposant, par des garnisons, des châteaux appartenant à ces ordres, il gagna aussi

les chevaliers par les bénéfices dont il disposait [1478]. S'il nous fallait entrer dans le détail des faits relatifs à la lutte que Ferdinand et Isabelle soutinrent contre les grands de la Castille et de l'Aragon, nous dépasserions les limites qui nous sont imposées. Nous avons dû les résumer en quelques lignes. Le but des deux époux était d'abattre le régime féodal si funeste à la tranquillité comme à la prospérité de l'Espagne; ils en vinrent à bout par les moyens que nous avons indiqués, et en créant un système administratif destiné à protéger les masses contre l'oppression. C'est ainsi que des corrégidors furent établis dans toutes les villes; ils étaient chargés de rendre la justice sous la surveillance des magistrats. Des fonctionnaires particuliers reçurent en outre la mission exclusive de prendre en main la cause des gens du peuple, soit pour les défendre devant les tribunaux, soit pour leur servir de guides et protecteurs s'ils étaient maltraités par des gentilhommes. Les seigneurs suzerains perdirent leurs droits honorifiques, entre autres celui de se faire accompagner par des gardes; en un mot, il ne leur resta plus que des titres désormais sans valeur, puis, u'ils étaient dépouillés des privilèges qui faisaient leur force. Plusieurs conseils établis auprès des souverains dirigeaient le gouvernement et exerçaient une surveillance suprême sur les agents du pouvoir. Ceux qui en faisaient partie appartenaient à toutes les classes de la société; le mérite et non la naissance y donnait seul accès. Isabelle présidait ces conseils, auxquels Ferdinand était admis; et lorsque ce prince examinait avec ses ministres les affaires relatives à son royaume, la reine prenait part à toutes les discussions, et les fortifiait de son approbation. Pour ne pas charger la nation de nouveaux tributs, et achever la ruine des nobles, Isabelle réclama les terres aliénées sous le règne de son prédécesseur, et fit rentrer au domaine royal une foule de châteaux tombés en la possession des courtisans, qui les avaient distribués à leurs créatures. Un grand nombre de forteresses, qui n'appartenaient pas à des fiefs, furent aussi démolies par ses ordres, comme servant de retraites à des bandits; mais il existait un motif

plus impérieux, celui d'ôter aux propriétaires les moyens d'entraver l'exercice de l'autorité du prince.

Mais ce qui assurait plus encore que les lois l'obéissance au pouvoir royal, c'est que les deux rois, dans les occasions importantes, se chargeaient eux-mêmes d'exécuter leurs décrets. Ainsi le comte de Valence et le comte de Luna ayant osé lever des soldats pour terminer un différend qui s'était élevé entre eux relativement aux limites de leurs terres, Isabelle ordonna à l'amiral et au connétable de Castille de les arrêter, et ne les relâcha que lorsqu'ils eurent promis d'acquiescer au jugement qui fut rendu par les tribunaux. Un prince du sang, don Frédéric, ayant fait charger de coups un gentilhomme, son rival auprès d'une fille d'honneur de la reine, dont il était amoureux, Isabelle, dès qu'on l'instruisit de cette action, monta à cheval sur-le-champ, et courut à Simancas, place forte où résidait le père du coupable. Elle exigea de lui la remise de Frédéric, qui expia sa faute par la prison et par l'exil. Ferdinand sut montrer aussi la même fermeté pour faire respecter ses volontés. — Si les époux-rois, en sapant l'anarchie féodale, assuraient le repos et l'indépendance de leurs sujets, ils ne tardèrent pas à détruire en partie les heureux effets de cette politique par l'établissement de l'inquisition. Mais pour bien comprendre les causes qui amenèrent l'érection de ce tribunal, il nous semble indispensable de remonter un peu haut dans le passé; car c'est dans l'Évangile, dans les maximes de l'Église et la jurisprudence de l'empire romain que l'on a puisé des exemples et des arguments pour violenter les consciences, et les forcer de croire par le fer et par le feu.

Durant les trois premiers siècles qui suivirent la venue de Jésus-Christ, les fidèles se contentaient d'avertir deux fois tout homme prévenu d'hérésie, et d'éviter sa présence s'il refusait de reconnaître sa faute. Lorsque l'Église eut abattu le paganisme, elle demanda aux successeurs de Constantin de soumettre à des peines afflictives les adversaires de ses dogmes. Les codes publiés au nom de Théodose et de Justinien prononcèrent contre

tre ces derniers divers châtimens, tels que l'exil, la confiscation des biens, la défense de tester; d'autres législateurs ajoutèrent la mort, mais seulement contre les manichéens. Le préfet du prétoire fut alors chargé d'appeler à son secours le zèle des délateurs pour dénoncer ceux qui professeraient secrètement des opinions condamnées par le pouvoir spirituel. Mais si l'inquisition a pris naissance dans la législation du Bas-Empire, alors remise aux mains des magistrats, elle garda quelque mesure dans ses actes. A l'époque où le clergé établit sa domination dans les nouveaux Etats fondés par les Barbares, il s'empara du pouvoir judiciaire pour en faire un droit de l'épiscopat; des conciles, composés de prélats et d'abbés, punirent l'hérésie par le fouet, la prison et la confiscation des biens. Appuyés par de tels exemples et par la suprématie politique que les papes avaient su conquérir, l'Eglise se trouva seule investie du privilège de réprimer les attaques et les infractions portées à ses lois. Quand il disposa des trônes, le souverain pontife voulut commander aux consciences, et suppléa par le glaive aux efforts souvent inutiles de la persuasion. C'est ainsi qu'au treizième siècle les Albigeois furent exterminés dans les comtés de Toulouse, de Foix, de Béziers, de Comminges et de Carcassonne, pour avoir refusé de se convertir et d'abandonner des opinions dogmatiques sans danger pour la morale, mais dont les conséquences menaçaient de saper les fondemens du pouvoir de la cour de Rome : celle-ci prêcha contre eux une croisade dont les directeurs spirituels étaient des moines, entre autres saint Dominique. Ils fondèrent, en 1208, un tribunal d'inquisition livrant au bûcher les hérétiques, et soumettant à des pénitences canoniques les accusés qui consentaient à sauver leurs jours par l'abjuration. Eclose en Provence, l'inquisition reçut enfin, en 1227, du pape Grégoire IX, une forme stable et régulière; il l'établit dans la capitale du monde chrétien, dans presque toute l'Italie et même en France, où elle ne parvint jamais à se naturaliser. L'Espagne chrétienne [1233] (1) reçut avidement

(1) La Castille, la Navarre, l'Aragon et le Portugal.

la loi nouvelle; ses ministres principaux, les dominicains, déployèrent le zèle le plus actif dans leurs fonctions; ils firent brûler un grand nombre d'hérétiques, et l'un d'eux, Nicolas Eymerick, publia le *Guide des Inquisiteurs*, où il prit soin de rassembler en corps de doctrine toutes les lois portées contre l'hérésie, en même temps qu'il communiqua à ses confrères le fruit de ses longues expériences sur cette matière. Toutefois, gêné par les évêques, dont il menaçait d'annuler la juridiction, et par la magistrature, qui contenait ses écarts, le saint tribunal n'occupait encore qu'un rang secondaire, lorsque l'ambition hypocrite de Ferdinand et la piété crédule d'Isabelle lui fournirent l'occasion de saisir la première place dans l'Etat. Un Juif ayant fait paraître un écrit contre le gouvernement du monarque et la religion du Christ, la reine s' alarma de cette attaque; certains ecclésiastiques en profitèrent pour prêcher le parti de la rigueur. Ils furent secondés par l'assemblée des cortès, qui s'ouvrit à Tolède à la même époque [1480], où l'on renouvela d'anciens réglemens portés contre les Juifs. Quoique les députés n'eussent témoigné aucun désir d'établir le système inquisitorial, le nonce et les dominicains s'appuyèrent des actes promulgués par l'assemblée pour obtenir de la reine et de son époux la nomination de deux inquisiteurs qui s'établirent à Séville, dans un couvent de l'ordre de saint Dominique, le 2 janvier 1481. Ils furent d'abord si mal accueillis par les autorités de la ville, qu'il fallut de nouveaux ordres pour déterminer le gouverneur et les magistrats à prêter leur appui au saint office. A peine installés, les inquisiteurs débutèrent par jeter en prison un si grand nombre de personnes, qu'ils furent obligés de quitter le couvent, leur première résidence, pour aller habiter un vaste château situé dans un faubourg de Séville. Ils agirent avec une activité si meurtrière, que, dans l'espace de quelques mois, deux cent quatre-vingt-dix-huit nouveaux chrétiens périrent sur le bûcher; et qu'avant la fin de cette même année [1481], dans l'évêché de Cadix et dans l'Andalousie, deux mille personnes subirent la peine du feu, et

dix-sept mille des peines canoniques. Au moyen-âge, les Juifs, voués exclusivement au commerce et à l'usure, avaient accaparé d'immenses capitaux. En butte à la haine des peuples, qui enviaient leurs richesses, ils étaient fréquemment exposés à tous les genres d'outrages et d'injustices, souvent même à la mort; car les masses qui attribuaient leur misère à la rapacité des enfants d'Israël, s'en vengeaient en les immolant. L'Allemagne, la France et l'Italie furent successivement le théâtre de ces scènes déplorables; en Espagne la fureur populaire commit des excès non moins honteux. La crainte força alors un grand nombre de Juifs d'embrasser le christianisme, et dans les premières années du quinzième siècle, plus d'un million des sectateurs de Moïse reçurent le baptême. Ce furent ces nouveaux chrétiens que les inquisiteurs poursuivaient avec le plus d'acharnement; car on pouvait mettre en doute leur sincérité, et les richesses qu'ils possédaient promettaient une abondante moisson. L'inquisition s'étendit rapidement dans les États de Ferdinand et d'Isabelle, où elle fut accueillie avec une répugnance marquée, surtout en Aragon. Les députés des cortès réclamèrent auprès du roi, puis sollicitèrent le souverain pontife d'abolir au moins l'article de la confiscation des biens, contraire aux privilèges de la province; ils ne purent obtenir satisfaction. Les Aragonais résolurent alors de se faire justice par l'assassinat, et massacrèrent Pierre Arbuès, inquisiteur principal de Saragosse; mais cette tentative de résistance, qui fut la seule, ne put affranchir l'Espagne de ce fléau, dont elle a subi les ravages jusqu'à nos jours.

Il est difficile d'imaginer rien de plus inique que la jurisprudence et les formes de procédure du saint office. Le prévenu ne pouvait connaître par avance la nature de son crime, ni prendre communication des charges portées contre lui; il ignorait aussi quels étaient ses accusateurs, dont les noms étaient toujours soigneusement cachés: s'il niait la vérité des dépositions, il était livré aux tourments de la question; s'avouait-il coupable, il était puni comme convaincu; s'il se rétractait, il subissait de nouvelles tortures, dont la vio-

lence lui ôtait la vie ou le condamnait à des infirmités sans remède. La confiscation des biens suivait toujours la condamnation au bûcher comme à d'autres peines, telles que les galères ou des pénitences canoniques. La tombe ne mettait pas même à l'abri de l'acharnement persécuteur de l'inquisition; elle déterrait les morts, les flétrissait de ses jugements, les brûlait en public, et se saisissait des biens qu'ils avaient laissés. Grâce à cette monstrueuse jurisprudence, les familles étaient exposées à chaque instant à se voir dépouillées des revenus qui leur appartenaient par un droit sacré. Déchus par la confiscation des avantages de la richesse, les enfants et les petits-enfants des condamnés étaient encore exclus de tout emploi honorifique; ils ne pouvaient même se parer de pierreries ou de bijoux, ni porter aucun vêtement dans lequel il entrait de l'or, de l'argent et de la laine fine. Au reste, l'inquisition prétendait soumettre à sa jusqu'à loi ces saintes affections qui lient si étroitement entre eux les membres issus d'une même souche. Elle ordonnait à la mère de dénoncer ses enfants, à l'époux de lui livrer sa femme, au frère d'accuser son frère, introduisant ainsi le trouble et la défiance au sein du foyer domestique. Pour encourager la délation qui l'alimentait de victimes, elle promettait non-seulement un secret inviolable aux dénonciateurs, mais ceux qui signalaient au fisc des biens soustraits à sa voracité, en recevaient la quatrième partie. En un mot, la cupidité, la haine, l'envie, tels étaient les auxiliaires que le saint tribunal appelait à son aide. Mais il fallait vider les prisons afin de les remplir de nouveaux hôtes; alors les inquisiteurs célébraient avec la plus grande pompe ce qu'ils appelaient un *auto-da-fe* (1). Ceux qui avaient encouru la peine capitale portaient un *san-benito*, robe de laine teinte en jaune, semée de croix et de flammes; ils étaient coiffés d'un bonnet rond pyramidal, chargé des mêmes représentations et appelé *coroza*. Quant aux accusés admis à la réconciliation, c'est-à-dire frappés de châtimens qui n'entraînaient pas la perte de la vie, ils

(1) Ce mot signifie acte de foi.

étaient aussi revêtus d'un *san-benito* et du *coroza* ; mais la pointe des flammes, au lieu d'être droite, était renversée. On conduisait en grande pompe tous ces malheureux sur la plus grande place de la ville, où, en présence des autorités, quelquefois même du monarque et des princes de son sang, des personnages les plus distingués par le rang et la fortune, et d'une multitude de peuple, ils subissaient un long sermon, puis on ramenait les uns dans leurs cachots, tandis qu'on livrait les autres au bras séculier, auquel on recommandait hypocritement de les traiter avec douceur. En vertu de cette recommandation les derniers expiraient dans les flammes ; ni les dignités, ni les titres, ni l'âge, ni le sexe ne pouvaient sauver du bûcher, qui dévorait des gens de toute condition, des vieillards et des jeunes filles, voués aux mêmes souffrances avec une égalité meurtrière. Au quinzième et au seizième siècle les *auto-da-fe* avaient lieu suivant le nombre plus ou moins grand des condamnés ; dans la suite, ils ne furent plus célébrés qu'une fois par année, mais avec une pompe et une solennité faite pour frapper les yeux et l'esprit des spectateurs. Comme le glaive inquisitorial était suspendu sur toutes les têtes, les grands et les fonctionnaires de l'État se mirent au service du saint office ; sous le titre de familiers, ils exécutaient ses ordres et jouissaient du privilège, dans la cérémonie d'un *auto-da-fe*, d'accompagner les condamnés auxquels ils servaient de parrains. Protégés par les rois et par la cour de Rome, les inquisiteurs imposèrent le joug de leur tyrannie au clergé comme aux laïques. Ils s'emparèrent de la juridiction des évêques, les mirent en jugement, les déposèrent de leur siège, et pour achever de subjuguier tout le corps ecclésiastique, ils obligèrent, sous peine d'excommunication, les confesseurs de dénoncer les pénitents qui avoueraient avoir lu ou possédé des livres écrits par des hérétiques. S'ils négligeaient de remplir ce devoir, les confesseurs étaient passibles des mêmes peines que les coupables de ces mêmes délits.

L'ambition du saint office n'était pas satisfaite de régner sur la terre ferme ;

elle obtint de Philippe II l'érection d'un tribunal des flottes et des armées chargé de poursuivre l'hérésie sur les navires espagnols ; mais cette nouvelle magistrature apportait de si grandes entraves à la navigation, que le pouvoir se hâta de l'abolir. Une tentative encore plus hardie fut le projet d'un ordre militaire, *l'épée blanche*, dont les membres, affranchis de toute juridiction ecclésiastique et civile, reconnaissaient pour chef suprême le grand inquisiteur, qui aurait ainsi tenu dans ses mains le pouvoir militaire. Cependant Philippe II sentit les conséquences de ce projet, et le rejeta après l'avoir soumis à l'examen de son conseil. Parmi les personnages placés à la tête du saint office, et dont la mémoire est vouée à l'exécration, il faut compter surtout le célèbre Torquemada, nommé, en 1483, premier inquisiteur général ; il a surpassé en férocité tous ses successeurs, on en jugera par le calcul de ses victimes, qui, dans l'espace de dix-huit années, s'élevèrent à dix mille personnes livrées au feu, et à plus de quatre cent mille autres traînées aux galères, enfermées dans des prisons, et dépouillées de toute leur fortune : nous ne comptons pas ici les infortunés qui périrent en Sicile, en Sardaigne et dans le Nouveau-Monde. Tels furent les premiers fruits de l'institution fondée par saint Dominique, et que Ferdinand et Isabelle crurent devoir restaurer, l'un dans l'intérêt de son pouvoir, l'autre dans celui de la religion.

Instituée d'abord contre les Juifs, l'inquisition fut appelée ensuite à sévir contre les Maures. Établis depuis huit siècles en Espagne, où ils avaient fondé de puissants États, les Maures, affaiblis par leurs divisions, s'étaient laissé ravir toutes leurs conquêtes par les princes chrétiens. Une seule restait debout, c'était Grenade, capitale d'un royaume qui commandait à quatorze cités et à quatre-vingt-dix-sept places fortifiées, sans compter un assez grand nombre de bourgs et de villages défendus par des châteaux occupés par des garnisons. Grenade s'étendait sur deux collines, et descendait dans une vallée profonde arrosée par la rivière de Darro. Sur une de ces collines s'élevait l'Alhambra, édifice immense, tout à

la fois palais et forteresse, dont les murs et les salles désertes, quoique dégradés par la main du temps, inspirent encore l'admiration et le respect. L'Alcazaba, château fortifié, occupait l'autre colline, et commandait à la plus grande partie de la ville, composée de soixante-dix mille maisons, et coupée de rues étroites et de petites places, suivant la coutume des peuples orientaux. Malgré son étendue, toute l'enceinte de la cité était entourée de haute murailles, dont le circuit embrassait trois lieues. Bâtie dans le fond d'une vallée, que le Sierra-Navada couronne de ses pics couverts de neiges éternelles, quand les feux du soleil brûlaient les contrées voisines, Grenade était défendue des chaleurs accablantes de l'été par des brises qui rafraîchissaient incessamment l'air embrasé. Au pied de ses remparts s'étendait la Vega, vaste plaine bordée par de hautes montagnes, où coulait le Xenil et où serpentaient une foule de petits ruisseaux, qui, conduits par des rigoles, allaient porter sur tous les points une inépuisable fécondité. L'oranger, le citronnier, le figuier prodiguaient leurs fruits savoureux et parfumés, tandis que, répandu par milliers dans les champs, le mûrier nourrissait de ses feuilles l'insecte qui produit la soie. Aussi les Maures s'étaient persuadés que ce coin de terre, si riant et si délicieux, offrait l'image du paradis promis par Mahomet aux disciples les plus fervents de la foi musulmane.

Depuis plusieurs années les habitants de Grenade jouissaient des douceurs de la paix, achetée au prix d'un tribut qu'ils payaient au roi de Castille et de Léon; mais quand Muley Aben-Hassan parvint au trône, en 1482, il résolut de s'affranchir d'une obligation qui pesait à sa fierté. Sommé de s'acquiescer, il répondit à l'envoyé de Ferdinand : « Dites à votre maître que les Maures n'ont » aujourd'hui pour toute monnaie que le » tranchant de leurs cimenterres et la pointe » de leurs lances. » Puis, dès que l'ambassadeur chrétien se fut éloigné, il se mit en campagne, et s'empara par surprise de Zahara, place située sur la frontière. Le prince musulman prétendit n'avoir pas enfreint la foi des traités, se fondant sur une ancienne

coutume qui permettait aux deux nations de tenter l'une contre l'autre des attaques à main armée, pourvu qu'elles se terminassent en trois jours. Le but de cette convention était d'entretenir la vigilance des gens de guerre. Ferdinand, pour toute réponse, se saisit à son tour d'Alhama, ville importante, située à huit lieues de la capitale ennemie. Aben-Hassan se mit aussitôt en campagne pour la reprendre; mais, prévenu par l'activité de Ferdinand, qui se présenta à la tête de trente mille hommes, il se vit contraint de revenir à Grenade. A son retour, il fut accueilli par les murmures de la multitude, qui voyait avec effroi la guerre se rallumer; car, à la nouvelle de la prise de Zahara sur les chrétiens, un derviche avait parcouru les rues de la ville en criant que l'heure de la destruction de l'empire allait sonner. Cette sinistre prédiction avait glacé tous les cœurs et affaibli leur attachement pour la personne d'un prince qui semblait pousser l'État vers sa ruine. Mais une victoire eût suffi pour relever le peuple de son abattement et le ramener à son roi, si la conduite du monarque n'avait fait naître dans sa cour des haines qui précipitèrent sa chute. Parmi les femmes qui remplissaient son harem, deux surtout, décorées du titre de sultanes, se partageaient son affection : l'une, Maure de naissance, se nommait Ayxa; l'autre, appelée Zorayna, était née chrétienne. Aux débats qu'excitait entre elles l'empire de la beauté se joignait encore l'ambition. Ayxa avait un fils, Boabdil (1), auquel elle voulait assurer le trône, à l'exclusion des deux enfants de sa rivale. Cette dernière, favorisée par sa jeunesse et par ses charmes, avait poussé le vieux prince à se défaire de ses autres enfants, sous le prétexte que ceux-ci nourrissaient des projets sinistres contre lui. Elle réussit ensuite à faire planer les mêmes soupçons sur Boabdil, et excita si vivement les craintes d'Aben-Hassan, qu'il fit enfermer dans une des tours du palais Ayxa et ses

(1) Les historiens espagnols l'appellent ainsi; mais les chroniqueurs arabes lui donnent le nom d'Abu-Abdala : nous avons conservé le nom de Boabdil, consacré par l'usage.

fis, en attendant qu'il eût prononcé sur leur sort. La sultane le prévint : par le moyen des châles et des ceintures de ses femmes, elle descendit, ainsi que ses fils, par la fenêtre de sa prison, et monta sur un coursier rapide qui la conduisit à Guadix, ville située dans les Alpuxarres, où elle se fortifia, en même temps qu'elle s'occupait à se créer des partisans. La fuite d'Ayxa avait précédé l'expédition entreprise par le roi pour reprendre Alhama. Rentré dans Grenade, après avoir éprouvé l'échec le plus complet, il alla visiter, un jour, une de ses maisons de plaisance hors des murs de la cité. Mais quand il revint, il trouva les portes fermées, et apprit que Boabdil venait d'être proclamé à sa place. Il alla se réfugier à Baza ; mais, trop fier et trop courageux pour céder le trône sans résistance, il arriva un soir près de Grenade, à la tête de cinq cents hommes, escalada les murs, et pénétra dans l'Alhambra, où il mit à mort, sans distinction d'âge ou de sexe, tout ce qui s'offrit à ses coups. Puis il se précipita dans les rues, à la tête des siens ; le peuple prit les armes, et le combat se soutint toute la nuit. Mais, quand le jour montra le petit nombre des défenseurs du vieux monarque, la lutte s'engagea avec une nouvelle furie, et Aben-Hassan, après une longue résistance, gagna l'une des portes de la ville, et s'enfuit à Malaga.

La division qui venait d'éclater entre les Maures servait trop bien les intérêts des Espagnols pour qu'ils ne cherchassent pas à en profiter. Le marquis de Cadix tenta une expédition dans les montagnes de Malaga ; mais, attaqué par El-Zagal, frère d'Aben-Hassan, il subit une déroute complète. A la nouvelle de ce succès remporté au profit de son rival, Boabdil se mit en marche à la tête d'une petite armée. Il brûlait de se signaler en combattant contre les chrétiens, pour raviver l'affection de ses sujets, qui, accusant son inaction, la taxaient de lâcheté. Il entra dans l'Andalousie, et résolut de faire le siège de Lucéna. Le comte de Calvo et don Gonzalve de Cordoue accoururent au secours de la place, battirent le prince maure, qui eut le malheur de tomber entre leurs

mains [1483]. Loin de s'affliger d'une défaite honteuse et fatale à la fortune de ses compatriotes, Aben-Hassan mit tout en œuvre pour en tirer avantage, en faisant répandre parmi le peuple que le malheur de Boabdil devait être interprété comme un arrêt du ciel prononçant qu'il n'était pas digne de régner. Plusieurs villes ouvrirent leurs portes au vieux monarque, qui parvint à pénétrer dans Grenade et à s'emparer de l'Alhambra. La mère du prince captif, Ayxa, se renferma, avec ses trésors et un grand nombre de ses partisans, dans l'Albaycen, château fortifié à l'autre extrémité de la ville, qui se trouva ainsi partagée entre deux souverains armés l'un contre l'autre. Comme les forces de chaque parti se balançaient, Aben-Hassan, n'osant risquer une attaque à force ouverte, envoya des ambassadeurs à Ferdinand ; ils avaient mission d'obtenir à tout prix que Boabdil fût livré aux mains de son père : un refus repoussa cette demande, qui révolta surtout Isabelle. De son côté, Ayxa ouvrit des négociations avec les deux rois, auxquels elle proposait de reconnaître pour prince de Grenade son second fils, qui se déclarerait vassal de la couronne de Castille et paierait un tribut annuel ; tous les chrétiens devenus captifs depuis cinq ans par le sort de la guerre devaient être rendus à la liberté. Ferdinand était seul à Cordoue quand il reçut communication de cette offre ; il ne crut pas devoir y répondre, et envoya chercher Boabdil au château de Vaena, où il était renfermé. Sa politique habile prévint qu'en brisant les fers de son prisonnier, il se créerait un allié, en même temps qu'il affaiblirait les Maures en entretenant leurs dissensions. En conséquence, il soumit à l'acceptation de Boabdil plusieurs articles par lesquels celui-ci s'engageait à reconnaître la suzeraineté de la Castille, à payer une redevance de douze mille pistoles, et à donner en otages son fils aîné et de jeunes enfants maures, appartenant aux familles les plus distinguées. Le faible Boabdil jura toutes ces conditions, et fut reconduit dans ses États avec une escorte destinée en apparence à lui faire honneur, mais qui rendait sa honte plus manifeste à tous les yeux. Son entrée dans

Grenade devint le signal de nouveaux troubles ; on se battit avec fureur dans les rues ; après des flots de sang répandus , et quand la lassitude eut disposé les esprits à s'entendre , le clergé et les nobles intervinrent , et Boabdil consentit à se retirer à Almeria.

Sur ces entrefaites , les Espagnols avaient repris les armes ; ils s'emparèrent de Zahara , place d'une grande importance , et portèrent la dévastation jusque sous les murs de la capitale où résidait le vieux roi , spectateur impuissant de tous ces désastres. Accablé par l'âge et privé de la vue , il était incapable de prendre une part active à la guerre , et le peuple de Grenade , toujours inconstant , tourna les yeux vers Abdala-el-Zagal , frère d'Aben-Hassan. L'alfaqui Macer profita de la nouvelle de la chute de Ronda pour rassembler la multitude , à laquelle il peignit el-Zagal comme le seul homme dont le bras pouvait sauver la patrie. Celui-ci se trouvait à Malaga , et accepta avec une répugnance affectée l'offre de la couronne. Il se rendit à Grenade , et fut reçu dans l'Alhambra par le vieux roi , qui se soumit à son sort avec résignation , lui remit le pouvoir et sortit de la ville avec sa famille pour se retirer à Almunecar , place située près de la côte. Il y mourut quelque temps après ; El-Zagal s'empara de ses trésors , et fit renfermer dans la tour de Comarès (1) sa veuve Zorayna avec ses deux fils. Possesseur d'un trône qu'il devait au caprice de la populace , il sentait le besoin de chercher des appuis , et tenta de se rapprocher de son neveu Boabdil , auquel il fit offrir de le reconnaître en qualité de souverain de la moitié du royaume. Un traité d'alliance devait être le prix de cette concession. Boabdil accepta la proposition , sans renoncer à son droit de posséder en entier l'héritage paternel. Mais il reconnut bientôt que l'existence de son rival n'était pas le seul obstacle qu'il lui fallait vaincre pour obtenir ce résultat. En effet , vassal , ou plutôt esclave de Ferdinand , il n'était plus que l'instrument des projets am-

bitieux du monarque espagnol , qui tantôt le soutenait contre son compétiteur , et tantôt lui défendait de profiter des occasions de s'affermir. C'est ainsi que plusieurs villes maures ayant offert de passer sous la domination de Boabdil , Ferdinand défendit au prince maure d'accepter , prétendant que ces villes devaient lui appartenir en qualité de seigneur suzerain.

El-Zagal ne put cependant se maintenir dans Grenade ; mais il possédait un territoire plus riche et plus étendu que la portion restée à son neveu. Son empire s'étendait depuis la ville de Jaën jusqu'à la Méditerranée , et pénétrait ainsi dans le centre du royaume. Outre le port d'Almería , aussi florissant et aussi peuplé que la capitale , il était maître des cités de Baza et de Guadix , et tenait sous son sceptre une grande partie des Alpuxarres. Les habitants de ces montagnes lui étaient dévoués ; ils aimaient la guerre , et pouvaient mettre sous les armes cinquante mille hommes aussi braves que robustes. Devenus maîtres de Malaga après un siège long et meurtrier , les deux époux rois , qui méditaient l'anéantissement de la puissance mauresque en Espagne , se mirent en mesure d'attaquer El-Zagal ; et dans le cours de l'année 1588 , ils investirent Baza , défendue par un prince maure nommé Cidi-Yahie. La place opposa une défense opiniâtre , qui fut vaincue par la ténacité d'Isabelle ; elle empêcha son époux de se retirer , en lui amenant des renforts et des provisions. Son arrivée au camp ranima le courage des siens , tandis qu'il jeta le découragement parmi les assiégés. Ils demandèrent à capituler , mais à la condition qu'il leur serait permis d'envoyer un messenger à El-Zagal , dont la réponse réglerait leur conduite. Le vieux prince ayant déclaré qu'il était hors d'état de secourir la place , elle se rendit. Cidi Yahie obtint des conditions avantageuses pour ses compatriotes ; la grâce et la dignité des manières d'Isabelle , et les sentiments généreux qu'elle exprima , captivèrent si bien le prince maure , qu'il jura de ne plus tirer l'épée contre les chrétiens ; il offrit même d'aller trouver El-Zagal pour le déterminer à mettre bas les armes. Il réussit

(1) Cette tour faisait partie du palais de l'Alhambra.

pleinement dans sa mission : lassé de combattre sans espoir de vaincre, le monarque consentit à livrer Guadix et Alméria, et reçut en échange le territoire d'Alhamin dans les Alpuxarres, avec la moitié des revenus des salines de Maleha; on lui permit encore de garder le titre de roi d'Andaxara, et de commander à deux mille sujets; mais il se reconnut vassal de la couronne de Castille.

Quand il apprit que son oncle était détrôné, Boabdil se félicita de cet événement; enfin il régna seul sur les Maures, et l'amitié de Ferdinand allait affermir la couronne sur son front. Il sut bientôt ce qu'il devait attendre d'un pareil allié, qui le somma de lui remettre Grenade. En effet, Boabdil avait pris l'engagement de céder sa capitale aux rois catholiques dès que Guadix, Baza et Alméria seraient tombées en leur pouvoir. Lié par une promesse imprudente, il se trouvait même hors d'état de l'accomplir : remplie de réfugiés des villes voisines et de soldats déserteurs de leurs drapeaux, Grenade respirait le trouble et la révolte. L'infortuné monarque représenta vainement tous les dangers de sa situation, l'impossibilité de contraindre à l'obéissance une multitude plus irritée qu'abattue des revers de la cause musulmane; il ne put désarmer l'obstination de Ferdinand, qui l'accabla de ses reproches et de son dédain; car, jugeant que Boabdil était déjà détrôné, il envoya un second message adressé aux autorités de la ville, pour leur ordonner d'en ouvrir les portes à ses soldats, et menaçant, en cas de refus, de faire éprouver à Grenade le triste destin de Malaga.

Cette sommation inattendue jeta la consternation et la colère dans tous les esprits. Les uns, empressés de mettre à couvert leurs richesses, ou qui frémissaient à la pensée de voir trainer en esclavage leurs femmes et leurs enfants, inclinaient à se soumettre; d'autres, au contraire, qui avaient bravé la mort dans les combats, ou dont la fierté s'irritait de céder à la menace, étaient disposés à braver tous les périls, aimant mieux que Grenade fût ensevelie sous ses ruines que d'être la proie des infidèles. Parmi les hommes déterminés à risquer leur vie plutôt que

de subir le joug des chrétiens, se faisait remarquer un cavalier issu d'une noble race; il se nommait Muza-ben-Abil-Gazan. Il s'efforça d'éveiller le courage de ses compatriotes par son exemple et par ses discours, et les enflamma si vivement, que les magistrats de la cité, entraînés par le torrent de l'opinion publique, firent répondre à Ferdinand qu'ils préféreraient mourir à la honte de rendre la ville.

Le monarque espagnol ne tarda pas à ouvrir la campagne, et vint, à la tête d'une armée nombreuse, promener le fer et la flamme dans la plaine de la Vega, brûlant les maisons, coupant les arbres, détruisant les moissons. Peu de jours suffirent pour changer ces campagnes fertiles en un désert aride, sillonné par des ruines fumantes. Les chrétiens se bornèrent à ravager les environs de Grenade, dans le but d'affaiblir les Maures, en détruisant leurs ressources. Enfin, au mois d'avril de l'année 1491, Ferdinand vint camper aux portes de Grenade, résolu de terminer la guerre par la prise de cette ville. De son côté, Boabdil se prépara à lui opposer une résistance opiniâtre. Tous les habitants s'armèrent, et Muza, à la tête d'une troupe de cavaliers, exécutait chaque jour des sorties presque toujours heureuses. Fatigués de ces attaques, les assiégeants prirent le parti de se fortifier, ils creusèrent de larges fossés, plantèrent des palissades, et se logèrent dans des cabanes construites avec des pieux et des branches d'arbres. Sur ces entrefaites, Isabelle se rendit au camp, et donna par sa présence une nouvelle impulsion aux opérations militaires; mais un incendie, fruit de la négligence qui détruisit les quartiers des Espagnols, loin de les rebuter, les embrasa d'une nouvelle ardeur; à la place d'un camp ils jetèrent les fondements d'une ville. On la nomma Santa-Fé. Cette œuvre s'exécuta sous les yeux des deux rois avec une incroyable rapidité; car le bois, la pierre et la tuile ne manquaient pas aux travailleurs; les bourgs et les villages des Maures, vides de leurs habitants, en offraient en abondance. Chaque corps de l'armée construisit ses logements; bref, la nou-

velle cité sortit de terre comme par enchantement, et fut terminée en moins de trois mois. On y appela des marchands qui en firent bientôt le séjour de l'abondance. Tandis que Santa-Fé s'élevait en vue de Grenade, celle-ci commençait à sentir les horreurs de la famine. Un blocus rigoureux en interdisait les approches; elle n'avait point de secours à attendre de la part des princes de la Mauritanie; une flotte espagnole croisait dans le détroit pour donner la chasse aux vaisseaux venant de l'Afrique: en un mot, tout faisait présager aux habitants qu'ils devaient se rendre ou braver les chances terribles d'un assaut. Dans cette extrémité, Boabdil convoqua dans son palais un grand conseil composé des principaux officiers de l'armée, des alfaquis, ou docteurs de la loi, et des magistrats chargés des fonctions municipales; tous furent d'avis de capituler, à l'exception de Muza, dont les paroles courageuses demeurèrent sans effet sur des âmes atténuées et découragées. Abul-Casem, principal ministre du prince maure, se rendit au camp des chrétiens pour arrêter les bases d'un traité. Gonzalve de Cordoue et Ferdinand de Lara reçurent mission de la part des époux-rois d'en débattre les conditions. Elles portaient que les hostilités seraient suspendues durant soixante-dix jours, à l'expiration desquels Grenade ouvrirait ses portes, si elle n'était pas secourue du dehors; que tous les chrétiens captifs seraient mis en liberté sans payer de rançon; que les habitants de la capitale conserveraient leurs biens, leurs armes, leurs chevaux, et leur livreraient que leur artillerie; qu'ils pourraient professer leur culte, seraient gouvernés par leurs propres lois et soumis à des magistrats musulmans qui seraient attachés, en qualité d'assesseurs, aux gouverneurs chrétiens; il était enfin stipulé que les citoyens de Grenade ne paieraient aucun tribut pendant trois années, et qu'à l'expiration de ce terme ils ne supporteraient qu'une imposition dont le montant serait égal à celle qu'ils avaient coutume de payer à leur ancien souverain. Quant aux Maures qui préféreraient retourner en Afrique, les vainqueurs s'engageaient à leur donner passage sur des

vaisseaux sans exiger aucun droit. Abul-Casem revint apporter ces conditions, qui reçurent l'approbation unanime des conseillers de Boabdil. Le brave Muza seul ne voulut pas en accepter la honte; il quitta l'assemblée, se couvrit de ses armes, et, sautant sur son coursier, sortit de Grenade par la porte d'Elvire. On ignore ce qu'il devint, s'il choisit l'exil ou s'il se fit tuer obscurément.

La capitulation avait été signée le 25 novembre 1491; elle ne produisit que la cessation immédiate des hostilités; les Maures eurent à subir les horreurs de la famine, car les troupes espagnoles continuaient à maintenir le blocus avec la rigueur la plus impitoyable. Excitée par un derviche, la populace prit les armes; vingt mille hommes parcoururent les rues durant la nuit, en appelant leurs compatriotes au combat; mais cette ardeur belliqueuse, refroidie par une tempête qui dura jusqu'au point du jour, s'éteignit quand il parut; et Boabdil, qui s'était tenu renfermé dans les murs de son palais, envoya des émissaires aux époux-rois pour leur offrir de remettre Grenade le lendemain. Dès le soir même, suivi de ses trésors et des femmes de son harem, il prit le chemin des Alpujarres. A la même heure, un détachement de soldats espagnols sortait de Santa-Fé; au lever du soleil, il prit possession de l'Alhambra et se saisit des portes de Grenade. Le reste de l'armée, ayant en tête Ferdinand et Isabelle, se mit en route quelques heures après, et rencontra le monarque déchu accompagné d'environ cinquante cavaliers. Boabdil voulut descendre de cheval, en signe de respect, mais Ferdinand crut devoir lui épargner cette humiliation. De son côté, Isabelle, afin de consoler la disgrâce du vaincu, fit remettre au prince maure son fils, qu'il avait livré comme otage; puis les deux cortèges se séparèrent; l'un alla triompher dans les murs de Grenade, l'autre continua sa route vers la vallée de Porchena, lieu de son exil. Arrivé sur une éminence d'où l'on embrassait d'un coup d'œil toute la Véga, Boabdil s'arrêta avec ses compagnons, et, jetant un dernier regard sur les campagnes riantes arro-

sées par le Xénil, et sur les hautes murailles de l'Alhambra, il s'écria : « Dieu est grand ; » puis il fondit en larmes. « Oui, » lui dit sa mère, la sultane Ayxa, « pleurez comme » une femme, pleurez ce que vous n'avez pas » su défendre comme un homme ! » [1492]

Retiré dans la seigneurie de Porchena, Boabdil ne put y trouver le repos, et abandonna, en 1496, le sol de l'Espagne, après avoir vendu à Ferdinand ses domaines, pour la somme de quatre-vingt mille ducats d'or. Il trouva un asile à la cour du roi de Fez, où il vécut dans l'obscurité jusqu'en 1536. A cette époque, une révolte ayant éclaté contre le monarque africain, Boabdil, qui avait pris les armes en faveur de son hôte, périt dans une bataille livrée contre les rebelles. La destinée de son compétiteur El-Zagal fut encore plus triste : devenu vassal des chrétiens, il avait servi sous leurs enseignes, et contribué à la ruine de l'empire de Grenade. Soit que ses sujets d'Andaraxa (1) fussent indignés d'un tel acte, soit qu'ils trouvassent trop pesant le joug de leur nouveau maître, ils se soulevèrent. Celui-ci se résigna à vendre son petit État aux deux rois, et retourna dans la patrie de ses ancêtres. A son arrivée, le roi de Fez se saisit de sa personne, et, et l'accusant d'être la cause de la ruine de Grenade, il le priva de la vue et s'empara de ses trésors. Rendu cependant à la liberté, El-Zagal termina dans la pauvreté les restes d'une vie coupable et flétrie plus encore par ses fautes que par son infortune.

Ainsi tomba, après huit cents ans, la domination des Arabes dans la Péninsule ibérique. Résumons en quelques mots ce mémorable événement. Missionnaires du calife de Damas, les conquérants de l'Espagne se détachèrent du chef de l'islamisme ; et sous le dernier rejeton de la dynastie des Ommiades, Abdérame I, jetèrent les fondements d'un empire indépendant, dont Cordoue fut la capitale. Fondé en 752, cet empire commence et marque l'époque d'une splendeur qui ne fit que décroître par la suite. Les émirs le détruisirent en 1044, et de ses lambeaux éri-

gèrent des royaumes (1). Devenus trop faibles pour résister aux chrétiens, à la fin du onzième siècle ils appelèrent à leur aide les Maures ou Berebères. Introduits comme alliés, les Maures s'érigèrent en maîtres et réduisirent ceux qui les avaient appelés à l'état de vassalité. L'Espagne arabe tomba au rang d'une des provinces de l'Afrique, contrée où les Almoavides, et plus tard les Almohades, avaient érigé un puissant empire. Les Maures se maintinrent en Espagne durant plus de deux siècles, sauvés par le désaccord de princes chrétiens, dont l'ambition aussi aveugle qu'impolitique, loin de s'unir contre l'ennemi commun, travaillait à le rendre plus fort, soit en l'appuyant, soit en lui permettant de respirer. Enfin l'union de la Castille et de l'Aragon porta le dernier coup aux mahométans, dont la puissance, refoulée dans les murs de Grenade, expira sous les remparts de cette ville. Si, à l'exemple de tant de hordes barbares, les Arabes avaient campé seulement sur le territoire espagnol pour en percevoir les fruits et pressurer la population vaincue, l'histoire aurait enregistré en quelques pages leurs triomphes terminés par leur expulsion. Mais à la suite de la conquête, ils apportèrent la civilisation et les arts qui servent à la décorer. Ils enrichirent le sol de fécondes moissons, et le couvrirent de monuments qui attestent un génie original, hardi, et qui ravit l'admiration même dans ses irrégularités comme dans ses écarts. Ils dotèrent l'Europe de plusieurs inventions précieuses, et lui servirent de guide et de modèle. Quand les ténèbres de l'ignorance couvraient le monde occidental, ils concoururent à les dissiper en rallumant le flambeau des lettres et des sciences prêt à s'éteindre complètement. A ces titres, ils méritent d'attirer l'attention des lecteurs jaloux de s'instruire, car la connaissance du passé éclaire le présent et fait pressentir l'avenir. Nous examinerons donc rapidement l'état politique et social des Arabes.

Il faut d'abord reconnaître un fait qui s'applique encore à toutes les nations soumises à la loi de Mahomet, c'est que le souverain était

(1) C'étaient des Maures qui s'étaient soumis et étaient devenus sujets des chrétiens

(1) On en comptait sept : Cordoue, Séville, Jaén, Grenade, Valence et Sarragosse.

aussi le pontife de son peuple. Investi de la double puissance du glaive et du sacerdoce, sa volonté n'était limitée que par le Coran, œuvre du prophète, et véritable charte des enfants de l'islamisme. Chargé de l'interpréter, les ordres du prince étaient reçus comme des oracles, et rencontraient l'obéissance la plus prompte et la plus absolue. Tels furent les califes de Damas et de Bagdad, et tels furent les monarques musulmans qui régnerent dans la Péninsule. Le principe fondamental du gouvernement était donc le despotisme le plus entier. Quant à la nation elle-même, elle se composait d'une multitude confuse, et que séparaient l'origine, les croyances, le langage et les mœurs. Aussi se divisait-elle en tribus : les uns, natifs de l'Hedjaz, patrie de Mahomet, s'attribuèrent long-temps les plus hautes dignités de l'église et de l'armée; après eux venaient les Syriens, puis les Égyptiens : ces trois classes formaient une véritable aristocratie soutenue par des privilèges. Soldats, artisans et laboureurs, les Maures ou Berebères composaient une race intermédiaire placée entre les tribus conquérantes du sol et les populations indigènes qui avaient subi le joug de la force. Celles-ci l'emportaient par le nombre : anciens habitants de la contrée, la plupart étaient chrétiens, et suivaient les rites de leur religion par la tolérance de leurs maîtres. Appelés Mozarabes, c'est-à-dire devenus Arabes, ils remplissaient les campagnes et peuplaient les grandes cités. L'invasion des musulmans avait apporté peu de changement à leur condition : en effet, ils payaient les mêmes impôts; ils avaient pour juges des compatriotes, n'étaient soumis qu'à leurs propres lois, et obéissaient, dans l'ordre spirituel, à des évêques qu'ils nommaient eux-mêmes. Aux derniers rangs de l'échelle sociale se trouvaient les Juifs, et finalement les esclaves, parmi lesquels on rencontrait des nègres : la traite avait déjà pris naissance, et l'on trafiquait de cette espèce d'hommes qui semble vouée depuis un temps immémorial à cette horrible et honteuse dégradation.

Tous les musulmans étaient soldats et assujettis à se rendre sous les drapeaux du wali,

lieutenant ou gouverneur de la province, quand le territoire était envahi par l'ennemi; mais ce service finissait avec le danger. S'il voulait tenter une expédition contre les chrétiens, le calife faisait publier dans les mosquées l'alghied ou guerre sainte; alors les fidèles, sans aucune exception, devaient marcher : la campagne achevée, ils rentraient dans leurs foyers. Il n'y avait donc point d'armée permanente. Le monarque seul entretenait un corps de cavalerie chargé de la garde de sa personne, et assurait la police intérieure du royaume par le moyen des kaschefs, espèce de gendarmes destinés à prêter en même temps assistance aux magistrats. Cependant, l'absence d'une force toujours prête à réprimer les violences produisit une confrérie de soldats volontaires ayant pour mission de protéger l'indépendance du pays en veillant à la sûreté des frontières. On les nommait rabitz; leur vie, que partageaient de pieuses pratiques et des exercices militaires, était consacrée exclusivement au service de Dieu et à la défense de la patrie (1). Moines guerriers, ils avaient pour règle de prier et de combattre. Ainsi chez les chrétiens les chevaliers du Temple et de Saint-Jean veillaient à la sûreté des pèlerins dans la Judée, et luttèrent sans relâche contre les Sarrazins. Tant il est vrai que les mêmes causes enfantent les mêmes résultats. Pontife, juge et chef des armées, le calife possédait les droits les plus étendus sur la vie et les biens de ses sujets. Aussi la plus grande partie du sol entraient dans son domaine. Il était reconnu possesseur des fleuves, des chemins, des rues et de toutes les propriétés publiques; il y joignait le produit des mines et des impôts. Ces derniers s'acquittaient les uns en nature, les autres en argent. L'impôt en nature consistait en un dixième ou dime prélevé sur les productions de la terre, les troupeaux, les manufactures et les bénéfices commerciaux. Une capitation, qui pesait sur les chrétiens et les

(1) Cette institution prit naissance à l'époque de la lutte entre les Arabes et les Berebères. Cette lutte fut longue et sanglante, et se termina par la défaite et la soumission des Arabes.

juifs, et des droits d'entrée et de sortie aux portes des villes, composaient l'impôt qui se payait en numéraire. Le prince avait encore le cinquième du butin fait à la guerre, et les dons volontaires ou forcés de ses sujets. Ce dernier article n'était pas le moins lucratif; le monarque avait surtout recours à ce moyen pour faire rendre gorge à son profit aux fonctionnaires dont les richesses dénonçaient la cupidité. Mais ces avantages se trouvaient balancés par des charges. Dispensateurs de la fortune publique, les califes devaient pourvoir à des dépenses de toute espèce. Ils étaient tenus de payer la solde d'une troupe de douze mille cavaliers chargés de veiller aux portes du palais, entretenir des bibliothèques dans les villes principales, des écoles gratuites et des auberges où les passants étaient reçus sans rien déboursier. Ils se trouvaient encore dans l'obligation de répandre d'abondantes aumônes prescrites par le Coran, cette vertu étant mise au rang de celles qui sont indispensables aux vrais croyants. Appuyés sur le droit divin, les vicaires de Mahomet n'occupaient toutefois qu'un trône chancelant, d'où les précipitait l'audace d'un seul homme qui venait les attaquer avec quelques soldats : le gain d'une bataille donnait ou retirait le sceptre. En effet, la soumission aux décrets du ciel est le dogme fondamental de l'islamisme; d'où il suit qu'un rebelle heureux devient légitime par le succès, toujours interprété comme un arrêt du Très-Haut. Le pouvoir n'avait aussi aucune fixité dans sa transmission; le calife régnant désignait arbitrairement son successeur parmi les siens, et s'associait quelquefois l'objet de son choix pour mieux lui assurer son héritage. Mais cette précaution n'atteignait pas toujours son but, la révolte d'un frère ou d'un proche parent venait protester contre leur exclusion, et confiait au glaive la décision de la querelle. — L'administration des affaires était confiée à des officiers nommés par le souverain, et auxquels il déléguait toute la plénitude de son autorité, dont rien ne gênait l'exercice, car nul ne jouissait d'immunités ni de franchises particulières qui auraient pu défendre sa tête ou sa fortune. Il n'existait que des conven-

tions accordées aux indigènes des pays subjugués; c'est ainsi que l'égalité, étendue sur tous les rangs, les laisse désarmés contre le despotisme. — Le premier fonctionnaire de l'empire était le hagib ou premier ministre; venaient ensuite les walys ou gouverneurs des provinces; les vazirs ou commandants de districts, et les alcaïdes ou capitaines de forteresses. — Le Coran était tout à la fois le code civil et religieux des sectateurs de Mahomet, les Arabes n'avaient pas un corps de droit proprement dit. Interprètes du livre sacré, les cadis rendaient la justice d'une manière souveraine et d'après les lumières de leur discernement : on pouvait appeler de leurs sentences à un tribunal composé du cadi des cadis, ou grand juge, et de quatre assesseurs. Les cadis étaient des prêtres attachés à une mosquée.

La population de l'Espagne qui, d'après les conjectures les plus vraisemblables, s'était élevée sous l'empire à plus de trente millions, avait disparu presque entièrement à l'époque où les Vandales, les Alains, les Suèves avaient envahi la Péninsule. Les Goths, restés maîtres du territoire ibérique, établirent une domination plus juste et plus humaine; ils se mêlèrent aux habitants que le fer et la famine avait épargnés; les ravages de l'invasion s'effacèrent promptement. Les villes retrouvèrent des citoyens, les campagnes des laboureurs, et sous les derniers rois goths, l'Espagne n'était pas moins peuplée que sous le sceptre des Césars et de leurs successeurs. La conquête du pays par les Arabes, accomplie presque sans résistance, fit couler peu de sang; l'habile administration qu'ils établirent dut contribuer encore à accroître la population : on peut donc être assuré que le nombre des habitants ne devait être pas inférieur à ce qu'il fut sous la domination romaine. Toutefois, les historiens arabes ne contiennent sur ce point aucun document authentique; ils donnent seulement quelques détails statistiques qui peuvent éclairer la question. Ainsi Cordoue, capitale du royaume, renfermait, disent-ils, deux cent mille maisons, six cents mosquées, cinquante hôpitaux, huit cents écoles publiques et neuf cents bains. Ces détails semblent au premier as-

pect être empruntés aux récits de Schéhérazade; mais l'incrédulité du lecteur sera ébranlée quand il saura que chaque maison ne contenait qu'une seule famille; que la plupart des mosquées n'étaient que de petites chapelles, dont les écoles étaient les annexes indispensables, et que les ablutions, imposées aux croyants, nécessitaient de nombreux établissements thermaux. — La population n'était pas moins nombreuse dans les campagnes que dans les villes, car douze mille villages s'étendaient sur les rives du Guadalquivir : aujourd'hui on en compte à peine neuf cents dans toute l'Andalousie. Les guerres civiles allumées entre les Arabes, et les attaques continuelles des chrétiens, changèrent cet état de choses. En effet, ces derniers égablèrent les barbares, en exterminant sans pitié des adversaires ennemis de leur foi; et l'on dut repeupler les cités prises aux Musulmans, ainsi que les campagnes devenues désertes. Il fallut concéder aux colons des avantages pour les engager à s'établir dans de nouvelles demeures; de là viennent les *fueros* ou privilèges particuliers dont jouissaient les communes espagnoles dans ces contrées.

L'esquisse que nous venons de tracer serait incomplète, si nous bornions nos recherches à l'organisation politique et religieuse fondée en Espagne par la race des pères sortis des déserts de l'Yemen. Soldats de la foi musulmane, les Arabes établirent sa suprématie par les armes en Asie, en Afrique et dans le midi de l'Europe. Lassés de vaincre, ils honorèrent leur repos par la culture des arts et des sciences; c'est sous ce point de vue qu'il nous reste à les apprécier. C'est à Damas, sous les premiers Abassydes, que se développèrent le penchant des Arabes pour les jouissances intellectuelles : ces germes ne tardèrent pas à porter les plus beaux fruits. Le célèbre Haroun-Al-Raschid, et son fils non moins illustre, Al-Mamoun, favorisèrent cet élan en ouvrant à leurs sujets les trésors de l'antiquité, où ils puisèrent des exemples et des lumières.

Les Arabes, vainqueurs des Goths, n'étaient pas des barbares; ils apportaient avec eux le goût des plaisirs de

l'esprit, qu'ils naturalisèrent sur le sol hispanique; mais, soumis aveuglément à l'évangile de leur foi, ils ne purent exploiter tout le domaine des arts. Mahomet avec proselit les images; ils n'eurent donc ni peintres ni statuaires; mais en revanche ils s'illustrèrent par des chefs-d'œuvre d'architecture, dont les restes, qui subsistent encore, témoignent de ce qu'ils auraient pu faire sur la toile ou avec le marbre : sans leurs scrupules religieux, ils auraient produit sans doute des Apelles et des Phidias. Quoi qu'il en soit, leur génie, libre de toute entrave, put se développer dans les monuments qu'ils élevèrent. Si à défaut de preuves décisives on admet les ingénieuses conjectures des hommes les plus versés dans cette partie de l'art, l'architecture perfectionnée par les Grecs avait cessé de vivre avec la splendeur de l'empire romain. Cependant les arts, chassés par la barbarie, s'étaient réfugiés dans les murs de la ville de Constantin; mais ils ne tardèrent pas à s'altérer et à se corrompre; alors naquit l'architecture byzantine (1), elle enfanta des élèves, les uns furent les peuples germains, ils créèrent l'architecture appelée gothique; les autres, les Arabes, inventèrent l'architecture dite mauresque ou sarrazine. Toutefois, leurs œuvres conservèrent pendant deux siècles l'empreinte fidèle du style byzantin : à cette époque elle commença à s'effacer pour disparaître bientôt. L'architecture chrétienne substitua l'ogive au plein cintre païen; l'architecture musulmane conserva le cintre, mais rétréci à sa base et offrant l'aspect d'un croissant renversé. Parmi les nombreux édifices construits par les Arabes à Cordoue, capitale du royaume fondé par Abdérame, nous signalerons seulement l'Alzama ou mosquée principale, et le palais de plaisance d'Azarah. Le dôme de l'Alzama s'appuyait sur mille quatre-vingt-treize colonnes de différents marbres; l'intérieur du vaisseau avait six cents pieds de long et deux cent cinquante de large : il était éclairé, durant les prières du soir, par quatre mille six cents lampes.

(1) Ce mot vient de Byzance, ancien nom de la ville fondée par Constantin.

Cette mosquée, transformée aujourd'hui en église chrétienne, est devenue la cathédrale de Cordoue, on la nomme encore *Mezquita* (de meschyd mosquée); elle fut élevée durant le règne et sous la direction d'Abdérame I. Un de ses successeurs, Abdérame, troisième du nom, bâtit à son tour, à quatre lieues de sa capitale, un vaste et magnifique palais, auquel il attacha le nom de sa maîtresse; il y logeait avec toute sa cour et les douze mille cavaliers qui composaient la garde attachée à sa personne. L'édifice était construit tout en marbre et en bois de cèdre; on y comptait quatre mille trois cents colonnes; mais la pièce la plus remarquable de ce lieu magnifique était le pavillon du calife, entouré d'une vaste galerie de colonnes en marbre blanc, dont la base et le fût étaient dorés; au centre jaillissait un jet de vif argent, dont rien ne surpassait l'éclat quand il était frappé par les rayons du soleil; d'immenses jardins fertilisés et rafraîchis par des sources et des canaux, offrait la réunion d'une multitude d'arbres et de fleurs apportés de toutes les parties du monde connu. Aujourd'hui il ne reste pas même le plus léger vestige de toutes ces merveilles; le temps et les révolutions en ont dévoré tous les débris.

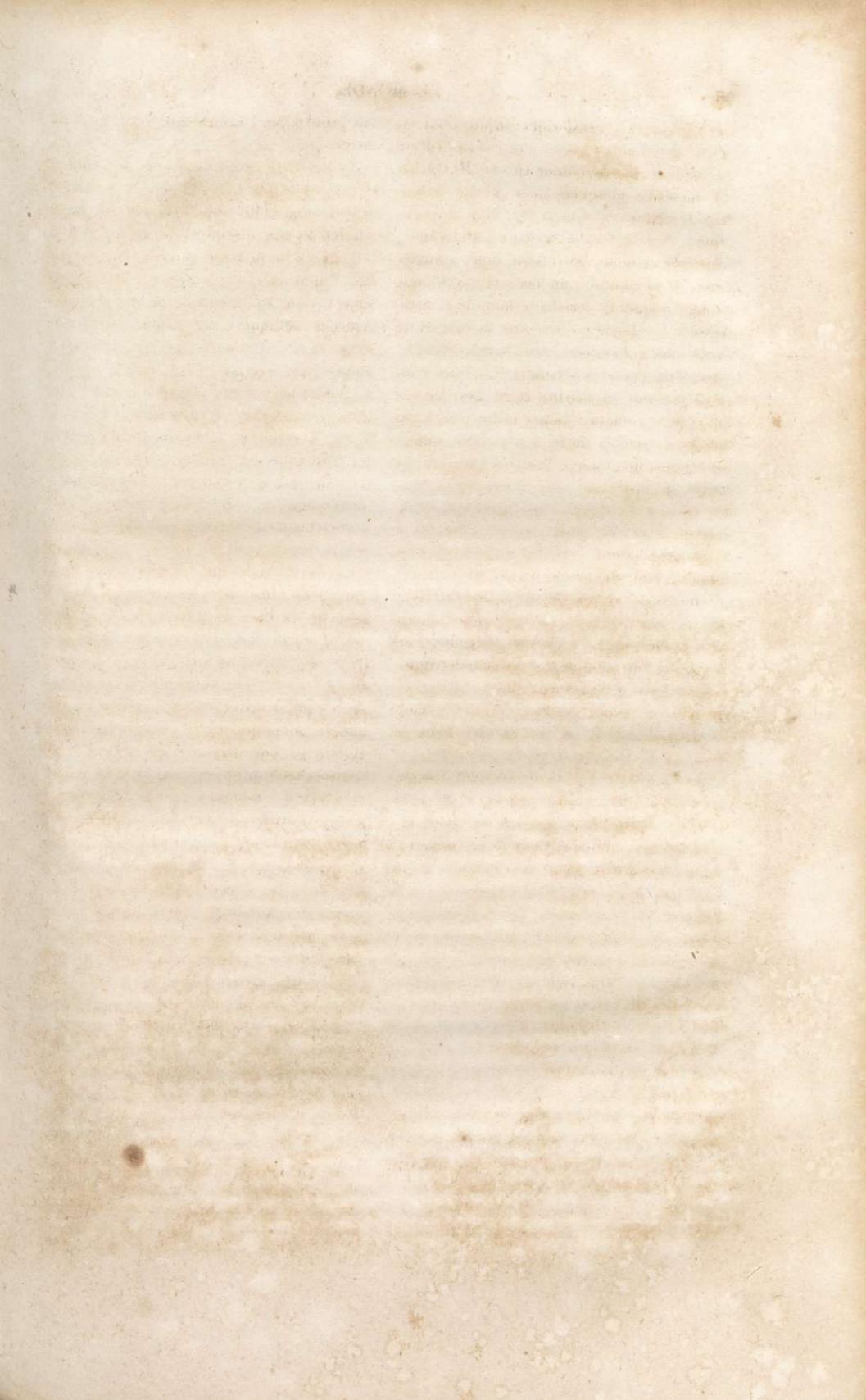
Les premiers Arabes se livraient à la culture des champs et à l'éducation des troupeaux; ce genre de vie dut les conduire à trouver des méthodes pour forcer la terre à donner des fruits. Leurs descendants, établis en Espagne, y portèrent le goût de l'agriculture: la Péninsule vit croître sur son sol le riz, la canne à sucre, l'arbuste qui donne le coton, et le mûrier qui nourrit le précieux insecte dont nous vient la soie. Les Arabes introduisirent encore l'usage des *silos*, sorte de greniers souterrains destinés à conserver le grain; ils creusèrent des canaux et exécutèrent des machines pour rassembler et puiser l'eau. C'est grâce à ces perfectionnements que les provinces de Valence et de Grenade possèdent une si grande fertilité, car les habitants ont conservé les traditions de la culture arabe. Un grand nombre de traités, composés par des savants de cette nation, et qui ont échappé à la destruction,

ont prouvé que l'agriculture avait fait d'immenses progrès.

La médecine, créée pour ainsi dire chez les Grecs par le génie d'Hippocrate, et cultivée depuis avec gloire sous l'empire romain par Gallien et ses disciples, la médecine avait rétrogradé jusqu'à son berceau. Au moyen-âge l'ignorance l'avait remplacée par des superstitions religieuses, ou de prétendus remèdes magiques. Les Arabes rallumèrent cette science, qu'ils enseignèrent au reste du monde par les leçons et les écrits d'une foule de médecins célèbres, parmi lesquels l'histoire nomme avec reconnaissance Avicenne, Razy, Averroës et Albucasis. Leurs préceptes contribuèrent, dit-on, à former la doctrine de l'école de Salerne si célèbre dans le moyen-âge; en effet, on y reconnaît toute la doctrine médicale enseignée par les Arabes. — La chirurgie fit encore chez eux des progrès plus étendus que la médecine; ils furent pour ainsi dire les créateurs de cette branche de l'art de guérir; ainsi l'Europe moderne leur doit la découverte de la lithotritie décrite dans un ouvrage d'Albucasis (1). Ils avaient aussi cultivé les connaissances qui se rattachent à la médecine, telles que la botanique et la pharmacie. Dans la chimie ils ont inventé l'instrument le plus indispensable aux opérations de cette science, et grâce à l'alambic, ils ont découvert les alcalis, l'alcool, le kermès, dont les noms, purement arabes, attestent l'origine.

Les Arabes ne se rendirent pas moins célèbres dans les sciences qui ont pour base le calcul des nombres; ils ont inventé l'algèbre, l'arithmétique, et imaginé les chiffres, dont le monde civilisé s'est empressé d'adopter l'usage. Peuple pasteur et placé dans le voisinage des Chaldéens, inventeurs de l'astronomie, les Arabes étudièrent la marche des astres qui décorent en si grand nombre la voûte du ciel; ils avaient acquis sur ce point des connaissances si étendues, qu'au temps où l'Europe, régie par Charlemagne,

(1) Cet ouvrage est intitulé *Méthode de guérir*; on peut consulter sur ce point le *Journal des Sciences médicales*, tome 2, et la lettre du docteur Civiale à M. de Kern, p. 11.





Paris, chez les Libraires, et de la Bibliothèque, 1.

Paris, chez les Libraires, et de la Bibliothèque, 1.

Pl 4.

COSTUMES MILITAIRES MODERNES.

Dessiné par Del.

Gravé par Goussier.

croupissait dans les ténèbres de l'ignorance, le calife Al-Mamoun employa quelques savants de sa cour à mesurer un degré du méridien pour déterminer la grandeur de la terre : on ne doit pas non plus oublier une œuvre qui, quoique devenue vulgaire, n'en est pas moins utile, cette œuvre est l'almanach dont les Arabes ont doté le monde. Également versés dans tout ce qui se rattache à l'histoire naturelle, ils ont aussi composé une foule de traités sur les animaux, les plantes, les métaux et les fossiles. — Quoique zélés musulmans, et malgré l'article du Coran qui recommande aux fidèles de ne pas entendre la musique, les Arabes l'ont cultivée; ils eurent dans ce genre plusieurs grands artistes et même des cantatrices qui atteignirent à la célébrité. La bibliothèque de l'Escorial possède deux traités, dont l'un contient cent cinquante airs, et l'autre expose les règles de la composition du chant et des accompagnements; on y rencontre les figures des notes et celle de plus de trente instruments divers.

Nés avec une imagination ardente, et disposant d'une langue aussi variée dans ses tours qu'abondante par les mots (1), les Arabes eurent des poètes bien avant que l'usage de l'écriture fût répandu chez eux. La poésie florissait déjà avant Mahomet; elle prit l'essor le plus brillant à Damas et à Bagdad, sous les Abbassides, et, transplantée en Espagne avec les Ommyades, elle parvint alors à son apogée. Plusieurs califes de Cordoue ont composé des vers dont le mérite perce encore à travers les désavantages d'une traduction (2). Des femmes même s'illustrèrent

en ce genre; une d'elles fit à Séville un cours public de poésie et de littérature. A la cour d'Alhakem, surnommé le savant, les maîtresses de ce prince étaient aussi remarquables par leur esprit que par leur beauté, et remplissaient les loisirs de leur royal amant par les charmes d'une conversation solide ou enjouée, sérieuse ou légère, fécondée sans cesse par les connaissances qu'elles possédaient. De tels exemples ne furent pas stériles, et aucune nation moderne ne possède un si grand nombre de poètes distingués. Cependant parmi leurs œuvres, où l'on trouve des compositions de toute espèce, telles que des poèmes didactiques, des élégies amoureuses et funèbres, des fables, des satires, des éloges, on n'y rencontre pas une seule épopée, ni aucune pièce de théâtre. Mais si des motifs religieux ou inspirés par les mœurs ont interdit aux Arabes de traduire sur la scène les passions ou les ridicules, ils ont en revanche obtenu la palme dans un genre peut-être secondaire, mais qui ravit tous les âges. Ce genre est le conte, où ils ont prodigué toutes les richesses de l'imagination, répandu l'intérêt le plus vif, et qu'ils ont semé du charme piquant de l'esprit, en même temps qu'ils y montrent envers les femmes une délicatesse de sentiment qui fait de l'amour moins une passion qu'un véritable culte.

Les Arabes sont presque aussi riches en historiens qu'en poètes; chaque province, chaque ville a ses chroniqueurs. En effet, on ne peut donner un autre nom à ces écrivains, dont les annales ne contiennent que des récits empreints de merveilles, ou rebutants par leur sécheresse. Ils ont aussi un grand nombre de biographes qui, sans valoir Plutarque, offrent cependant une lecture attachante; car les savants et les poètes, à cette époque, ne se bornaient pas à mener une vie

(1) Le dictionnaire arabe, celui d'Al-Fyrouzabady, ne comptait pas moins de soixante volumes, et avait pour titre, *l'Océan*, comme pour exprimer l'immensité du sujet.

(2) Qu'on en juge par la pièce suivante, attribuée à Abdérème I, fondateur du trône de Cordoue; c'est en voyant dans ses jardins un jeune palmier de Syrie, qui lui rappelait les lieux où il avait passé son enfance, qu'il laissa échapper ces vers : — « Toi aussi, palme brillante, tu es étrangère en ces lieux; le doux zéphir des Algarves te balance et te caresse; plantée dans un sol fertile, tu étends ta cime jusqu'au ciel, et pourtant tu verserais des larmes amères si tu pouvais sentir comme moi. Tu ne souffres pas les inquiétudes d'un sort agité, ni les pluies

de douleurs qui m'inondent sans cesse. J'ai arrosé de mes larmes les palmes que baignent l'Euphrate; mais les palmes et les fleuves ont oublié mes peines, depuis que les destins contraires et les cruels Abbassides m'ont arraché aux doux objets de ma tendresse. A toi il ne reste aucun souvenir de notre chère patrie, moi en pensant à elle je pleure tristement. »

studieuse ; ils prenaient souvent place dans le conseil des princes , et suivaient toutes les phases de leur fortune politique. Exposés aux proscriptions, leur existence, écoulee au milieu des orages , est presque toujours semée d'événements et de péripéties qui captivent l'attention du lecteur. Au reste, les biographes arabes ne se sont pas bornés à retracer les faits et les œuvres des hommes illustres, princes, littérateurs ou savants ; ils ont encore raconté sérieusement l'histoire des chevaux et même des chameaux devenus célèbres par leurs qualités physiques. Ils avaient aussi des dictionnaires historiques, géographiques et critiques, des encyclopédies, enfin tout ce bagage littéraire qui, marchant à la suite des œuvres de l'imagination et de la science, improvisent des milliers de poètes et d'érudits, en donnant les moyens de briller à peu de frais. Cet état de choses démontre que la littérature était à son plus haut période, et qu'elle était devenue une habitude et un besoin social. Un grand nombre d'établissements consacrés au public entretenaient et fortifiaient le goût des travaux de l'esprit. Ainsi, les Arabes avaient institué des collèges placés sous la direction des savants les plus renommés ; toutes les mosquées avaient des écoles où la population allait puiser ces premières notions qui pouvaient la rendre capable de posséder un jour les connaissances les plus étendues, puisque l'élève était initié à l'art de lire les caractères et de les retracer. Des bibliothèques accessibles à tout le monde servaient à propager les lumières du savoir. On en comptait soixante-dix dans les villes soumises en Espagne à la domination des Arabes. Celle de Cordoue, fondée par Alhakem II et placée dans son palais, était si considérable, que le catalogue formait quarante-quatre tomes de cinquante feuilles chacun. Malheureusement le fanatisme aveugle des Espagnols a détruit la plus grande partie de ces trésors ; après la prise de Grenade, en 1492, on brûla une si grande quantité de livres arabes, que les historiens en font monter le nombre à un million cinq mille. Des sociétés, c'est-à-dire des académies, réunissaient dans un centre commun toutes les célébri-

tés ; et les académies de Cordoue, de Séville et de Grenade jouissaient de la plus brillante renommée. Enfin, pour servir à l'avancement de l'astronomie, les Arabes bâtirent des observatoires ; un de ces monuments subsiste encore à Séville ; c'est la tour de la Giralda, qui sert de clocher à la cathédrale de cette ville.

De toutes les sciences morales, la philosophie est celle qui passionna peut-être le plus vivement les Arabes. Mais, de tous les beaux génies de l'ancienne Grèce qui ont écrit sur cette matière, ils n'adoptèrent que le seul Aristote, dont l'esprit subtil et les ingénieuses définitions leur parurent le plus sublime effort de l'esprit humain. Dans leur admiration pour le philosophe de Stagyre, ils en vinrent à le diviniser ; car ils regardaient ses livres comme un recueil d'oracles et comme le dépôt de toutes les connaissances. Ils traduisirent la métaphysique d'Aristote en la chargeant de commentaires qui, pour expliquer le sens de l'œuvre originale, le rendait le plus souvent inintelligible. Ce fut cependant cette fausse science qui infecta, grâce aux Arabes, toutes les écoles de l'Europe, et durant le moyen-âge retarda les progrès du savoir. Tant qu'Aristote régna au sein des universités, on ne put penser ou écrire que d'après lui ; sa doctrine fut imposée par la prison et par le gibet.

Les arts ne doivent pas moins aux Arabes, qui contribuèrent à les perfectionner ; ils importèrent de la Chine l'invention du papier, introduit à Samarcande l'an 30 de l'hégire (649 de Jésus-Christ), où l'on imagina d'employer le coton à défaut de la soie. Transplantée en Espagne à la suite de la conquête de Muza, la fabrication du papier en répandit l'usage dans toute la Péninsule. Dans les États chrétiens espagnols, on substitua le lin au coton. Mais le défaut de communications ne permit au reste de l'Europe de jouir de cette découverte vers la fin du treizième siècle. Des papeteries s'élevèrent à cette époque en Italie, et popularisèrent une invention auxiliaire si utile au génie, dont il sert à répandre et à immortaliser les œuvres.

Une des plus tristes nécessités sociales, la guerre, subit aussi une révolution complète par l'emploi de la poudre à canon, qui changea la tactique, rendit inutiles les armes défensives, et, sous ce dernier rapport, opéra une révolution dans les mœurs et dans la politique; car les nobles, n'étant plus invulnérables par les armures dont ils se couvraient, perdirent leur prééminence dans toute l'Europe. Il paraît que les Chinois sont les premiers inventeurs de cette redoutable mixtion, que les Arabes leur empruntèrent. Ces derniers l'employèrent fréquemment dans toutes les guerres qu'ils soutinrent en Espagne dans le treizième siècle. On leur attribue encore d'avoir perfectionné la boussole, imaginée, dit-on, par un habitant d'Amalfi; mais il paraît que ce dernier en eut connaissance par les Arabes. En effet, un géographe de cette nation, le célèbre Édrysy, qui vivait au douzième siècle, en parle dans ses écrits comme d'un instrument devenu usuel parmi les navigateurs, ses compatriotes. Ce qui fortifie encore cette assertion, c'est que les Arabes se servaient de la boussole pour se tourner vers le temple de la Mecque quand ils faisaient leur prière. Enfin, quelques auteurs affirment qu'ils ont imaginé le pendule qui sert à mesurer le temps, et dont Galilée et Huyghens se sont disputé l'invention.

Le tableau que nous venons de tracer de la société arabe en Espagne serait incomplet, si nous négligions de parler de l'état des mœurs: en effet, les mœurs sont les lois, souvent même elles les abrogent; sous ce rapport, il est à croire que les conquérants de la Péninsule furent les instituteurs de ses habitants et peut-être même du reste de l'Europe, en introduisant dans la vie privée une délicatesse de manières inconnue aux peuples de l'Occident, et en créant ces formes respectueuses et ce langage poli envers les femmes que l'on a décoré du nom de galanterie. Ils introduisirent encore les confraternités d'armes qui unissaient entre eux les gens de guerre pour tempérer les abus de la force, en lui imposant le frein du devoir, et ce devoir n'avait d'autre garantie qu'une promesse volon-

taire. Le sentiment de l'honneur régnait donc parmi les Arabes au milieu des combats; mais, quoiqu'ils accordassent une place d'élite à la bravoure, elle n'était pas la plus estimée des vertus d'un chevalier; tout homme qui voulait mériter ce nom devait réunir dix qualités, la bonté, la valeur, la poésie, l'éloquence, la force, la grâce, l'équitation, l'adresse dans le maniement de la lance, de l'épée et de l'arc. Ainsi, la première de toutes les vertus guerrières était subordonnée à une autre vertu morale, la bonté, qui doit tempérer son emportement après l'ivresse de la victoire et même quelquefois au milieu des combats. Les Arabes poussaient encore jusqu'aux dernières limites leur déférence et leur respect pour les femmes. La reine Bérengère, femme d'Alphonse VIII, se trouvant bloquée dans Tolède par le waly de Cordoue, et hors d'état d'opposer aucune résistance, envoya au chef ennemi un héraut pour lui faire observer qu'il n'était pas digne d'un chevalier de faire la guerre à une femme, et que s'il voulait se signaler par quelque exploit honorable, il devait aller chercher son époux sous les murs d'Origa (1). Le waly s'empressa de s'excuser, et sollicita la faveur de saluer la reine. Celle-ci se montra sur les remparts entourée de ses dames, et vit défiler devant elle les cavaliers arabes qui s'éloignaient de la place. Nous terminons ici cet exposé, qui, quoique bien rapide, nous semble suffisant pour faire apprécier à nos lecteurs le haut point de civilisation auquel les Arabes étaient parvenus, et qui expira avec leur domination. Exilés de l'Espagne, ils sont rentrés depuis dans leur ignorance primitive, et semblent avoir perdu jusqu'au plus léger souvenir du rôle qu'ils jouèrent dans la Péninsule, dont ils furent les conquérants, les législateurs et les modèles. Mais les sciences et les lettres, qu'ils ont cultivées avec tant d'amour, ont immortalisé leur mémoire. Le sol de l'Espagne, encore chargé de précieux débris, et ses bibliothèques, remplies des œuvres du génie litté-

(1) Alphonse VIII assiégeait en ce moment la forteresse qui porte ce nom.

raire et scientifique des Arabes, attestent les services qu'ils ont rendus au monde durant le moyen-âge, et contiennent des leçons et des secrets dont les modernes ont profité (1). Mais si ce peuple généreux semble plongé depuis quatre siècles dans une sorte de léthargie intellectuelle, il s'éveillera un jour comme les Grecs, et reprendra sa place au premier rang des nations : c'est du moins ce qu'il est permis d'espérer.

L'établissement de l'inquisition et la prise de Grenade sont les deux faits les plus remarquables du règne de Ferdinand et d'Isabelle; nous avons dû les raconter avec les développements que méritait leur importance. Un autre événement dont les conséquences rejaillirent non-seulement sur l'Espagne, mais encore sur toutes les autres nations, arriva dans cette même année 1492, déjà célèbre par la défaite totale des Maures; ce fut la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. Né à Gênes, la géographie avait été l'objet constant de ses études, et servit long-temps à subvenir à ses besoins, car il exécutait des cartes pour servir à la navigation. Ses méditations, fortifiées de vastes connaissances, lui avaient inspiré la conviction qu'il restait à découvrir de nouvelles terres; mais il croyait que ces terres n'étaient qu'un prolongement de l'Asie, et non pas un continent séparé et d'une immense étendue. Sa pauvreté ne lui permettait pas d'exécuter un voyage maritime avec ses propres ressources; il résolut de communiquer ses vues aux monarques de son temps pour en obtenir des secours. Il s'adressa aux rois d'Angleterre et de Portugal, qui rejetèrent un plan et des espérances que l'on regardait alors généralement comme des chimères. Rebuté de toutes parts, Colomb se rendit en Espagne, où ses sollicitations, qu'il renouvela pendant sept années, ne purent lasser son invincible patience. Toutefois, le découragement commençait à se glisser dans son esprit, lorsqu'il fit la connaissance d'un religieux du couvent de la Raveda.

(1) Telle est, entre autres, la découverte de la lithotritie, déjà citée par nous, et qui est due à un médecin arabe.

Celui-ci agit avec tant de zèle auprès de la reine Isabelle, qu'elle voulut entretenir Colomb, qui lui communiqua son dessein. Subjuguée par ses raisons, la reine s'engagea de faire les frais nécessaires par cette tentative aventureuse. Comme elle manquait d'argent, elle allait mettre en gage ses bijoux si Louis de Saint-Ange, secrétaire des rations (1), ne lui eût avancé dix-sept mille ducats, avec lesquels Colomb ayant armé à Palos trois petits bâtiments, mit à la voile; et, après une navigation de deux mois, aborda une des Antilles, à laquelle il donna le nom de San-Salvador. Son retour en Espagne eut lieu le 15 mars 1493, après une absence de deux mois et douze jours. Il fut accueilli avec des cris de joie, et son voyage à travers la Péninsule pour aller rejoindre les époux-rois fut une sorte de triomphe continué que lui décerna l'admiration populaire. Comblé d'honneurs par les deux souverains, il ne tarda pas à se rembarquer pour l'Amérique avec le titre d'amiral et de gouverneur suprême des pays qu'il viendrait à découvrir, et de ceux qu'il découvrirait par la suite. Il n'entre pas dans notre plan de suivre Colomb dans le Nouveau-Monde (2), et nous allons reprendre le récit des faits relatifs à Ferdinand et Isabelle.

Maître de toute la Péninsule ibérique, le roi d'Aragon tourna ses regards au-dehors, afin de s'immiscer aux affaires du reste de l'Europe. Possédant déjà la Sicile par succession, il méditait d'y joindre le royaume de Naples, alors occupé par Alphonse II, bâtard de la maison d'Aragon. Mais le roi de France, Charles VIII, revendiquait aussi cette couronne comme héritier de la maison d'Anjou. Le monarque français, pour assurer la conquête qu'il méditait, rendit à Ferdinand le Roussillon et la Cerdagne, acquis précédemment par son père Louis XI. Dès qu'il eut pris possession de ces deux pro-

(1) On appelait de ce nom une espèce d'intendant chargé de délivrer aux officiers de la maison royale une somme d'argent en échange de fournitures ou rations en nature auxquelles ces officiers avaient droit.

(2) Ces détails trouveront leur place dans l'histoire des Indes occidentales et orientales.

vinces, le roi catholique, sous le vain prétexte de défendre les intérêts du pape Alexandre VI (1), rompit le traité qu'il venait de conclure avec Charles. Cependant l'armée de ce prince était entrée dans Naples sans avoir rencontré un seul ennemi (1494), et le jeune roi, vainqueur sans combat, rêvait déjà la conquête de Constantinople, quand il se vit contraint de retourner précipitamment sur ses pas. En effet, appelé en Italie par les sollicitations du duc de Milan et de plusieurs autres princes, il apprit que ses alliés étaient devenus ses ennemis. Il fallut qu'il s'ouvrit un passage par le glaive aux champs de Fornoue, où il triompha des troupes de la ligue. Son lieutenant, le duc de Montpensier, resté à Naples avec quelques milliers de soldats, ne put résister aux forces de l'Espagne, commandées par le célèbre Gonzalve de Cordoue, surnommé le grand capitaine, qui s'empara de toute la Calabre, et bientôt après de Naples. Retiré dans la Basilicate, Montpensier tenta de prolonger la guerre; mais, assiégé dans Atella, le défaut de vivres l'obligea de capituler. Cependant les succès de Gonzalve ne rendirent pas le trône à Alphonse, car il avait abdiqué volontairement en faveur de son fils Ferdinand II [1496]. Sur ces entrefaites, Isabelle et Ferdinand crurent devoir fortifier leur puissance en s'alliant, par des mariages, aux maisons d'Angleterre, d'Autriche et de Portugal. L'infante Isabelle alla régner à Lisbonne; Jeanne, sa sœur, épousa l'archiduc Philippe, fils de l'empereur Maximilien, et la troisième, Catherine, s'unit au prince Arthur, fils aîné de Henri VII; l'infant don Juan reçut la main de Marguerite, sœur de Philippe; mais il mourut peu de mois après, à l'âge de dix-huit ans [1497].

Cette perte affecta d'autant plus vivement Ferdinand et Isabelle que la princesse des Asturies, enceinte quand elle perdit son jeune époux, fit une fausse cou-

(1) Le souverain pontife était seigneur suzerain du royaume de Naples, et prétendait, à ce titre, avoir seul le droit de disposer de cette couronne. Gagné par Por et les promesses d'Alphonse, le pape voulait lui conserver le trône.

che. Ainsi la maison de Castille se trouva sans héritier mâle, et sans espérance d'en avoir; car la reine Isabelle, âgée de quarante-sept ans, était hors d'état de donner au trône quelque nouveau rejeton. A défaut d'un fils, les rois catholiques firent reconnaître à Tolède, comme héritier de leurs États, l'infante Isabelle, princesse de Portugal. Peu de temps avant cette époque, un nouveau personnage commençait à prendre quelque influence dans les affaires; il se nommait François Ximenez de Cisnèros. Ayant pris l'habit monastique, il était devenu chef d'ordre de Saint-François dans la province de Tolède. Isabelle l'avait choisi pour diriger sa conscience, et il n'avait pas tardé à s'emparer de l'esprit de sa pénitente qui, à la mort du cardinal Mandoza, le créa archevêque de Tolède, premier siège de la monarchie. Investi, par sa nouvelle dignité, du titre de grand chancelier et de celui de président du conseil, le prélat réussit, par la fermeté de son caractère et les lumières de son esprit, à réunir entre ses mains la direction de la politique extérieure et l'administration intérieure de la Castille. Les habitants de ce royaume éprouvèrent bientôt les heureux effets de l'intervention de Ximenez dans le gouvernement par la suppression de l'alcabala. Cet impôt, qui prélevait un dixième sur tous les objets vendus, était d'autant plus onéreux, que les agents du fisc, pour le percevoir, pénétraient dans les maisons, où ils se livraient à des recherches minutieuses, et quelquefois aux violences les plus condamnables. Les grands et les riches s'affranchissaient seuls de l'avidité de ces agents en les repoussant à main armée. Ximenez changea cet état de choses en confiant la perception aux receveurs des domaines, qui reçurent une augmentation de gages. L'alcabala fut ensuite abolie et remplacé par une taxe s'élevant au vingtième des revenus des terres. Par cette sage mesure, le peuple reçut un grand soulagement. Nous avons dit que la reine de Portugal et son époux avaient été reconnus sans difficulté comme héritiers de la Castille. Il n'en fut pas de même en Aragon, où les États, convoqués à Sarragosse, firent entendre de sérieuses réclamations; ils soutenaient

que le sceptre ne pouvait appartenir à une femme, suivant les lois du pays ; mais que si la princesse avait un fils, ils s'empresseraient de le reconnaître pour roi. Cette résistance irrita si vivement Isabelle, qu'elle menaça les députés d'abolir par la force les privilèges dont ils se targuaient. A ces mots tous les grands se levèrent ; et l'un d'eux, Alphonse de Fonseca, s'écria : « Comme les Aragonais » ne violent jamais leurs serments, ils veulent » examiner ce qu'ils promettent. Rien ne » pourra les forcer à renoncer à leur droit. » Ximenez, en sa qualité de primat de l'Espagne, présidait l'assemblée ; il essaya de calmer les esprits par un discours adroit où il ménageait les deux parties. Cependant les États se séparèrent sans rien conclure ; et la jeune reine de Portugal étant morte quelques jours après en mettant au monde un fils, la question d'hérédité se trouva ajournée.

C'est ici le lieu de compléter par de plus grands détails ce que nous avons dit précédemment de la constitution aragonaise. Les habitants de ce pays traversé par des montagnes avaient su défendre leur indépendance contre les Maures ; il en résulta qu'ils n'accordèrent jamais à leurs princes un pouvoir sans limite, et qu'ils se montrèrent jaloux de conserver soigneusement les libertés qui leur appartenaient. Le peuple était représenté par des députés tirés des communes et des membres du clergé inférieur : la noblesse avait aussi ses délégués. Ainsi toutes les classes de la nation comptaient des défenseurs dans le sein des cortès. Cette forme de gouvernement se retrouve établie chez presque toutes les nations de l'Europe durant le moyen-âge. Mais l'Aragon possédait le grand justicier, ou *justiza*, qui distingue sa constitution de toutes les autres. Quand le monarque venait prendre la couronne, il entrait tête nue et fléchissait le genou devant le Justiza, assis sur un trône et entouré des députés de la noblesse, du clergé, des villes et des campagnes. Le prince prononçait à haute voix la formule du serment qui lui était imposé, et le Justiza lui répondait par ces mots : « Nous » qui valons autant que vous, et qui pouvons » plus que vous ; nous vous faisons notre roi, » à condition que vous maintiendrez nos pri-

» vilèges et nos libertés, sinon, non. » Interprètes suprême des lois, il pouvait réformer les sentences des juges royaux et celles des juges institués par les seigneurs dans leurs domaines. Enfin il avait le droit d'évoquer toutes les affaires à son tribunal. Sa prérogative n'était pas moins étendue sous le rapport politique ; il surveillait la conduite des ministres du roi ; il provoquait leur destitution ; et si le monarque violait les immunités nationales, il pouvait le citer devant les cortès, et provoquer sa déposition. Ce magistrat, institué pour servir de contre-poids à la royauté, était choisi non dans les rangs de la noblesse, mais parmi les *cabaleros*, qui composaient le second ordre dans l'assemblée des États. Durant plusieurs siècles, les cortès furent convoqués régulièrement tous les ans ; mais vers le quatorzième siècle, l'usage commença à s'introduire de ne plus les réunir que tous les deux ans. La session durait quarante jours, et les cortès ne pouvaient être ni prorogées ni dissoutes que par leur consentement. En 1442, les États déclarèrent que le Justiza posséderait sa charge sa vie durant. Les prérogatives de cet office étaient trop étendues et trop exorbitantes pour ne pas opprimer la puissance royale : aussi cette dernière employa-t-elle tous ses efforts pour les miner, jusqu'aux jours où elle pourrait les abolir. Toutefois le Justiza a subsisté jusqu'au règne de Philippe II. Nous verrons alors par quels moyens ce prince se débarrassa d'une institution qui gênait son despotisme.

Revenons à Ferdinand dont toutes les pensées se tournaient vers l'Italie, où il méditait d'établir sa puissance par la ruse et par la force. Cependant le roi de France Charles VIII venait de mourir [1498] ; son successeur Louis XII, à peine monté sur le trône, s'empressa de faire revivre ses droits sur le Milanais, droits qui lui venaient de son aïeule Valentine Visconti (1) ; il voulait punir Ludovic Sforce, usurpateur de ce duché, et rentrer en possession du royaume de Na-

(1) Louis XII était petit-fils de Louis duc d'Orléans, frère de Charles VI et de Valentine, sœur unique du dernier duc de la famille de Visconti, leur seule héritière.

ples, conquis et perdu par Charles VIII. Mais il fallait d'abord se concilier les principaux souverains qui dominaient dans la Péninsule. Louis gagna d'abord le pape Alexandre VI, en donnant à son fils, César Borgia, la main d'une princesse de la maison d'Albret, et le duché de Valentinois; il offrit aux Vénitiens de leur abandonner Crémone et la Ghiarra d'Adda, petite province située sur le bord de l'Adige. Louis comptait parmi ses alliés les Florentins; dans l'espace de vingt jours, il s'empara de Milan, et Ludovic, vendu aux Français par les Suisses qu'il avait appelés à sa défense, alla mourir au château de Loches, après une longue captivité. Se croyant affermi dans sa nouvelle conquête, Louis résolut d'envahir Naples; mais il craignait que le roi catholique ne s'opposât à son projet; il lui fit donc proposer de partager une proie qu'il ne pouvait dévorer seul. Ferdinand était issu de la maison d'Aragon, et le prince qui régnait à Naples était son proche parent. Mais le monarque ne fut pas arrêté par cette considération. Tandis que l'armée française s'avancait sous les ordres de Stuart d'Aubigny, un corps de troupes espagnoles arrive de son côté pour prendre part à l'expédition. Frédéric I venait de succéder à Ferdinand I, fils d'Alphonse II, et qui était mort après avoir tenu le sceptre une seule année. Frédéric, disons-nous, plein de confiance dans la loyauté du roi catholique, le reçut dans les ports de ses États, et livra ses villes et ses forteresses aux Espagnols, qu'il regardait comme ses alliés. Gonzalve les commandait: tout-à-coup il se déclara contre Frédéric, et le malheureux prince, hors d'état de résister, se retira en France, où Louis XII lui assura le comté du Maine, auquel il joignit une pension considérable. L'arrangement conclu entre les rois de France et d'Espagne ne reposait sur aucune base solide: en effet, Ferdinand auquel étaient échues pour sa part la Pouille et la Calabre, voulut s'emparer des districts de la Basilicate et de la Capitanate. Louis crut arranger ce différend en convenant avec Philippe, dit le Beau, gendre de Ferdinand, venu pour négocier à la cour de France, que les deux territoires en litige resteraient

provisoirement entre ses mains jusqu'à la conclusion d'un mariage projeté entre Charles, fils de l'archiduc Philippe (1), et Claude fille de Louis. Les troupes de ce dernier avaient reçu l'ordre de s'abstenir de toute hostilité. Gonzalve en profita pour surprendre d'Aubigny, dont il resta vainqueur à Séminara; il bat ensuite à Cérignole le duc de Nemours, vice-roi de Naples, qui meurt sur le champ de bataille. Tout le royaume tombe aux mains des Espagnols. En vain le roi de France fait marcher une nouvelle armée; son principal ministre, le cardinal d'Amboise, qui aspirait à la tiare, arrête les troupes françaises dans l'État romain pour appuyer son élection. Mais, trompé par l'astuce italienne, il voit un autre monter à sa place sur le trône pontifical. Les Français, qui avaient laissé le temps à Gonzalve de recevoir des renforts, sont repoussés et contraints d'évacuer le royaume de Naples, que l'Espagne devait posséder plus de deux siècles [1503].

Tandis que Ferdinand triomphait au dehors, il eut à réprimer un soulèvement dans la province de Grenade; quoique les habitants eussent été désarmés, ils n'avaient pas perdu l'espoir de reconquérir leur nationalité en chassant les Espagnols, dont le joug pesait à leur fierté comme à leur conscience. Ils tinrent des assemblées et nouèrent des intelligences avec leurs co-religionnaires répandus dans les montagnes situées autour de Grenade. Ceux-ci devaient marcher sur la ville pour s'en emparer et lever l'étendard de la révolte. Avertis par le gouverneur, comte de Tendilla, Isabelle et Ferdinand se rendirent à Grenade accompagnés d'une suite nombreuse, qui pouvait, au besoin, former une petite armée; leur présence fit échouer le complot. Poussés par leur zèle religieux non moins que par des raisons politiques, les deux monarques résolurent d'abolir la religion de Mahomet. Ximenez se chargea de l'exécution de cette mesure. Ayant fait appeler les principaux Maures, il les somma d'embrasser sur-le-

(1) C'est ce même Charles, alors enfant, connu depuis dans l'histoire sous le nom de Charles-Quint.

champ le catholicisme, sous peine d'être poursuivis criminellement pour avoir conspiré contre le gouvernement, ou pour n'avoir pas révélé ce qu'ils savaient de la conjuration. Placés dans une alternative si cruelle, le courage de ces malheureux fléchit à l'aspect de l'avenir qui les menaçait; ils s'engagèrent à recevoir le baptême. Leur exemple et plus encore la présence de Ferdinand et d'Isabelle produisirent un grand nombre de conversions; mais quand ceux-ci eurent quitté la ville, le peuple de Grenade commença à former des assemblées tumultueuses, qui allumèrent bientôt une révolte formidable dont Ximenez et l'archevêque de Grenade furent sur le point de devenir victimes. Un seigneur maure, nommé Zégri, calma la sédition; mais le soulèvement s'était propagé parmi les montagnards qui habitaient les Alpuxarres. Ferdinand marcha contre les insurgés, réussit à leur faire déposer les armes, et les amena à livrer des otages et à répudier la foi musulmane. A la même époque, les Maures de la Sierra Huméja et ceux de Ronda (1) s'insurgèrent; mais soumis à un blocus rigoureux, ils mirent bas les armes aux deux conditions suivantes: Que ceux qui voudraient passer en Afrique paieraient une rançon de dix dollars par tête, et que ceux qui resteraient se feraient catholiques. Le plus grand nombre ne put acheter le droit de s'expatrier, et se vit contraint d'adopter la religion du Christ. C'est à ces néophytes que l'on donna le nom de maurisques, qui passa à leurs descendants, tandis que les Espagnols indigènes s'intitulèrent vieux chrétiens [1499-1502].

Nous avons raconté précédemment les succès de Ferdinand dans le royaume de Naples contre les Français; il ne fut pas moins heureux en Navarre, d'où il chassa les troupes de Louis XII. Il parvint aussi à conserver le Roussillon, menacé par les armes du roi de France. Une trêve mit fin aux hostilités et laissa Ferdinand en possession de toutes ses conquêtes. Mais il fallait veiller à la conservation de ce qu'il avait acquis avec tant de peine, et de graves soupçons ne tar-

dèrent pas à s'élever dans son esprit contre Gonzalve, qui exerçait à Naples tous les pouvoirs de la royauté. En effet, il avait partagé entre ses officiers les dépouilles des partisans des Français; il disposait de toutes les grandes charges de la couronne, désignait au souverain pontife les évêques à nommer, rendait des lois et des ordonnances, et se comportait en un mot moins en gouverneur qu'en véritable monarque. Aussi était-il devenu suspect à Ferdinand, qui songeait à le rappeler en Espagne lorsqu'il en fut détourné par des soins plus pressants. Isabelle, atteinte par de graves infirmités, s'acheminait lentement vers le tombeau. Des chagrins qui prenaient leur source dans sa famille aigrissaient encore les maux dont elle souffrait. Sa fille Jeanne avait épousé l'archiduc Philippe, qu'elle aimait avec la plus vive passion. Celui-ci montrait, au contraire, l'attachement le plus tiède pour sa femme, dont il vivait éloigné, car il résidait dans ses États de Flandre depuis près d'une année. Jeanne, désolée d'une si longue absence, voulut aller rejoindre son époux au milieu des rigueurs de l'hiver, quoiqu'elle fût enceinte et assez près de son terme. N'ayant pu obtenir la permission de voyager par mer, l'archiduchesse résolut de partir à pied. Obligée de soumettre son impatience à des délais que son état rendait indispensables, elle venait de mettre au monde un second fils nommé Ferdinand, et avait à peine recouvré ses forces lorsqu'elle sortit en plein jour du château de Medina del Campo pour se rendre à Gand. Il fallut lever le pont-levis afin d'empêcher son départ; mais rien ne put déterminer la princesse à rentrer dans son appartement; elle s'obstina à rester en plein air, où elle prenait ses repas auprès du pont qui la retenait prisonnière. Elle demeura ainsi plusieurs jours exposée aux injures de l'air, ne cessant de supplier ceux qui l'entouraient de lui permettre de se rendre en Flandre. Instruite de sa douleur, qui touchait à l'égarément, sa mère envoya près d'elle Ximenez, dont les promesses calmèrent son désespoir. Elle s'embarqua enfin à la Corogne dans les premiers jours de mars [1504].

(1) On appelle Sierra une chaîne de montagnes.

Cependant Isabelle, sentant ses forces décroître de jour en jour, écrivit à son gendre l'archiduc Philippe, pour le conjurer de venir en personne recueillir l'héritage qui l'attendait; elle espérait ainsi embrasser sa fille Jeanne pour la dernière fois. Le refus de Philippe jeta une telle amertume dans son âme, qu'Isabelle sembla en avoir conservé un vif ressentiment, à en juger du moins par ses dernières dispositions. En effet, son testament, dicté quelques jours avant sa mort, déclare Jeanne, sa fille, héritière du royaume de Castille; mais, dans le cas où cette princesse ne pourrait vaquer aux soins du gouvernement, Isabelle désignait, pour la remplacer, le roi d'Aragon; elle abandonnait encore à ce dernier l'administration des trois grandes maîtrises militaires, la moitié de tout l'or que fournissait annuellement le Nouveau-Monde; à tous ces dons elle ajoutait encore une pension de vingt-cinq mille ducats. Elle confia aussi à Ferdinand l'exécution de ses dernières volontés, en lui adjoignant l'archevêque de Tolède, l'évêque de Palencia, Fonseca et Velasquez, tous deux intendants des finances; enfin son secrétaire Lopez de Lezarraga. Elle expira le 26 novembre 1504, revêtue de l'habit de saint François. Son corps fut transporté à Grenade pour y être inhumé, suivant son désir. Isabelle possédait toutes les qualités qui font les grands princes, elle sut les allier à des vertus privées qui se rencontrent rarement dans le rang suprême. C'est ainsi qu'elle accomplit toujours fidèlement ses devoirs d'épouse et de mère; mais cependant l'étendue et la fermeté de son esprit ne purent l'élever au-dessus des préjugés de son siècle, et son zèle persécuteur a souillé les plus belles pages de son règne. Si elle rendit à l'Espagne son indépendance politique en l'affranchissant du joug étranger, si elle ramena l'ordre et l'abondance dans la Péninsule, elle enchaîna les libertés de son peuple et tyrannisa les consciences en établissant, pour les dompter, le tribunal de l'inquisition. Cependant sa mémoire est restée chère à son peuple, qui a surnommée Isabelle, la grande reine. Les regrets de Ferdinand, s'ils furent sincères, ne lui firent pas oublier les intérêts de son

ambition: il fit proclamer Jeanne reine de Castille; mais il s'empara de la régence, qu'il se disposa à retenir et à disputer à l'archiduc. Celui-ci fit signifier au vieux monarque que la reine sa femme, n'étant point mineure, n'avait pas besoin de tuteur, et que s'il lui fallait un conseiller, ce conseiller devait être son époux. Ne pouvant répondre à cet argument, le roi d'Aragon entama des négociations avec l'archiduc, auquel il envoya deux de ses affidés, l'évêque de Palencia et don André Conchillos. Ce dernier, s'étant insinué dans la confiance de la reine Jeanne, l'irrita contre Philippe, dont elle accusait la froideur; il lui fit signer une lettre adressée à son père, dans laquelle elle le priait de gouverner la Castille à sa place; elle signa encore un édit prescrivant à ses sujets d'obéir à Ferdinand. L'archiduc, ayant pénétré les intrigues de Conchillos, le fit jeter dans un cachot, et envoya deux seigneurs de sa cour à la reine pour se plaindre des actes qu'elle avait souscrits à son détriment. En apprenant la détention de Conchillos, la reine tomba dans un tel excès d'emportement, qu'elle chargea de malédictions et de coups les messagers de son époux, qui, depuis cette aventure, se crut autorisé à la tenir séquestrée dans son appartement, où les femmes de la princesse eurent seules le droit de pénétrer.

A la nouvelle de l'emprisonnement de son envoyé, Ferdinand, par représailles, fit garder à vue les ambassadeurs de Philippe, accrédités auprès de lui, et leur arracha une convention où il fut stipulé que les actes publics seraient rédigés au nom du roi, de la reine de Castille, et de Ferdinand, en sa qualité de régent du royaume; que tous trois prendraient part à l'administration des affaires. Après avoir obtenu ce traité, dont il espérait recueillir de grands avantages, le roi d'Aragon envoya demander à Louis XII la main de Germaine de Foix, sa nièce. Comme il ne réclamait pour la dot de sa nouvelle épouse que la partie du royaume des Deux-Siciles échue naguère aux Français, et conquise depuis au profit de l'Espagne par Gonzalve de Cordoue, Louis crut devoir accepter une alliance qui lui four-

nissait l'occasion de se désister honorablement de ses prétentions sur Naples. Germaine, conduite à son époux, reçut la bénédiction nuptiale à Dénia, au mois de mars 1505. Cette union précipitée, puisqu'elle eut lieu quatre mois après la mort d'Isabelle, irrita les Castellans, blessés du peu d'égards que montrait Ferdinand pour la mémoire d'une reine dont ils chérissaient le souvenir. Informé de la disposition des esprits, l'archiduc Philippe résolut d'en profiter, et fit publier qu'il allait se rendre en Castille. Il s'embarqua quelque temps après; mais, poussé par une tempête sur les côtes d'Angleterre, il fut retenu trois mois par Henri VII, qui refusa de le laisser partir s'il ne livrait entre ses mains le duc de Suffolk. Celui-ci avait des droits à la couronne, il s'était réfugié en Flandre pour échapper à l'inimitié de Henri, qui ne craignit pas de violer les saintes lois de l'hospitalité dans cette occasion. Philippe prit terre à la Corogne le 26 avril 1506; il était accompagné de deux mille hommes de troupes allemandes. Au bruit de son arrivée, la noblesse castillane accourut en foule pour le recevoir; les seigneurs les plus qualifiés et les plus puissants étaient suivis de leurs vassaux. Fort de l'appui qu'il rencontrait, Philippe se conduisit en monarque qui prétendait régner seul dans la Castille. Malgré les instances de Ximenez, envoyé par Ferdinand pour ménager un accommodement, l'archiduc refusa de voir son beau-père avant d'avoir été couronné, cérémonie qui eut lieu peu de temps après. Jeanne y parut dans toute la pompe extérieure de la royauté; mais le pouvoir appartient à son époux, qui se hâta de dérober la reine à tous les yeux. Les accès de son mal, loin de se calmer, augmentaient de plus en plus. Ferdinand s'arma du prétexte de la réclusion de sa fille pour accuser son gendre de tenir Jeanne dans un état de contrainte et d'oppression. Mais ce grief ne put ébranler la fidélité des Castellans; le roi d'Aragon se vit réduit à solliciter une entrevue qu'il n'obtint qu'avec peine, et en se soumettant à la condition de n'amener avec lui que deux cents personnes, n'ayant d'autre arme que leur épée. L'archi-

duc, au contraire, parut au rendez-vous avec une escorte de deux mille piquiers et de six cents hommes d'armes, tandis que Ferdinand, fidèle cette fois à sa promesse, n'avait avec lui que le duc d'Albe et les officiers de sa maison. Les deux princes s'embrassèrent, les seigneurs de la suite de l'archiduc vinrent à leur tour baiser la main de Ferdinand. Comme il s'aperçut que le duc de Bénévente portait une cuirasse sous ses habits : « Ah ! duc, » lui dit-il, « vous êtes » bien fourré pour la saison. — Sire, » repliqua ce dernier, « tous ces cavaliers le sont » comme moi : c'est le temps qui le veut » ainsi. » Les deux monarques eurent une longue conférence dans une chapelle; on ignore donc ce qui fut dit dans cet entretien. Quoi qu'il en soit, il en sortit un traité par lequel Ferdinand se démit de la régence de Castille; mais il conserva l'administration avec les revenus des grandes maîtrises militaires de Saint-Jacques, de Calatrava et d'Alcantara, et obtint de toucher les autres legs qu'Isabelle lui avait faits par son testament. Une autre rencontre eut lieu à Renedo entre le gendre et le beau-père : c'était une visite d'adieu de la part du roi d'Aragon, qui se disposait à retourner dans ses États. Cette même année mourut à Valladolid le célèbre Christophe Colomb; dépouillé de la vice-royauté du Nouveau-Monde, il expira dans la disgrâce et dans l'oubli, seul fruit qu'il retira de ses longs services. Ses contemporains ne furent pas moins ingrats que Ferdinand, puisqu'ils enlevèrent à Colomb l'honneur de donner son nom au nouvel hémisphère dont il avait le premier révéilé l'existence : heureusement que cette injustice n'a rien ôté à sa gloire [1506].

— Nous avons vu que le roi d'Aragon suspectait la fidélité de Gonzalve, qui, après avoir conquis le royaume de Naples, le gouvernait en souverain. En effet, le monarque pouvait craindre que ses ennemis ne cherchassent à ébranler la fidélité du grand capitaine. L'empereur Maximilien fit proposer à Gonzalve de se saisir du royaume de Naples, pour en faire hommage à l'archiduc Philippe, comme roi de Castille; mais Gonzalve avait repoussé cette ouverture. Tou-

tefois, Ferdinand se décida à le rappeler, et lui désigna pour successeur l'archevêque de Saragosse, son fils naturel. Gonzalve, sans refuser ouvertement d'obéir, ne cessait de retarder son retour, sous divers prétextes; ce qui décida Ferdinand à passer lui-même en Italie sur une flotte où il s'embarqua le 4 septembre 1506, accompagné de Germaine, sa nouvelle épouse, et d'un grand nombre de seigneurs castillans et aragonais. Le roi ayant relâché à Gênes, Gonzalve vint l'y trouver, et entra dans la galère que montait le monarque, dont il reçut l'accueil le plus flatteur. Le prince se rendit ensuite à Naples pour se faire couronner; mais il resta peu de temps dans son nouveau royaume, sur la nouvelle que son gendre, le roi de Castille, venait de mourir à Burgos à la fleur de son âge (1). Après avoir nommé vice-roi don Raimond de Cordoue, il fit voile pour l'Espagne, emmenant avec lui Gonzalve, et prit terre à Valence. Il s'était fait précéder par un corps de troupes, sous le commandement de Pierre de Navarre, et se rendit sur-le-champ en Castille. Tout le royaume était dans la confusion par le trépas inattendu du mari de Jeanne; celle-ci, à qui son désespoir avait ôté complètement la raison, se trouvait hors d'état de veiller aux soins du gouvernement, qui fut remis aux mains de sept personnes, en attendant la réunion des cortès. La division ne tarda pas à éclater entre les régens provisoires; les uns proposaient de confier le pouvoir au roi d'Aragon, grand-père du jeune don Carlos, héritier présomptif du trône; d'autres prétendaient, au contraire, qu'il fallait remettre la régence à l'empereur Maximilien, en sa qualité d'aïeul paternel de don Carlos, ou placer le jeune prince à la tête du gouvernement, en lui adjoignant des tuteurs pour le guider et l'instruire de ses devoirs. Cependant la reine Jeanne, égarée par sa douleur, promenait à travers la Castille le corps de son époux, qu'elle avait fait embaumer, et refusait de s'occuper des affaires du royaume. Parmi les grands, ceux qui désiraient écarter le roi d'Aragon firent proposer à la

reine de se remarier; mais elle rejeta cette pensée avec indignation, voulant rester fidèle à la mémoire d'un époux qu'elle avait aimé si tendrement. La faiblesse du pouvoir avait enhardi les mécontents, et produit des troubles et des séditions dans plusieurs villes; chaque personnage puissant s'efforçait de se soustraire à l'autorité des lois, et de reprendre les privilèges dont la noblesse avait été dépourvue. Tel était l'état des choses en Castille, lorsque Ferdinand s'y rendit. Son premier soin fut d'aller voir sa fille Jeanne, qui le reçut avec autant de tendresse que de respect; il affecta, de son côté, de la traiter en public comme la souveraine de la Castille, et répondait à toutes les demandes: « J'en parlerai à la reine. » Cependant il s'empara en réalité de la toute-puissance, dont il laissait à Jeanne les marques extérieures. On en vit bientôt la preuve; car il chassa tous les Flamands auxquels Philippe, le monarque défunt, avait confié les emplois les plus avantageux, et renvoya du royaume l'ambassadeur de Maximilien, dont les intrigues menaçaient de troubler la paix de l'État. Il chargea ensuite Pierre de Navarre de soumettre plusieurs seigneurs qui, retranchés dans des villes et des forteresses, refusaient de reconnaître son autorité; ils furent bientôt obligés de solliciter leur pardon. Ayant appris que des troubles avaient éclaté dans la ville de Cordoue, Ferdinand envoya une alcade de cour pour informer contre les séditeux; les deux fils du marquis d'Aguilar, neveux du grand Gonzalve, se trouvaient dans cette ville; ils firent défense à l'alcade de continuer ses poursuites tant que le roi n'aurait pas répondu aux lettres qu'ils allaient lui adresser à ce sujet. Sur le refus de l'alcade, il le firent arrêter. Informé de cet acte audacieux, Ferdinand convoqua l'hermandad, rassembla toutes les troupes cantonnées dans l'Audalousie, et marcha lui-même sur Cordoue. Gonzalve se hâta d'écrire à ses neveux qu'ils n'avaient d'autre ressource que d'implorer la clémence du monarque. Abandonnés par leur oncle, les deux frères d'Aguilar ne tentèrent aucune résistance; et, malgré les supplications de Gonzalve, qui vint trouver le

(1) 25 septembre 1506.

monarque, ils furent jetés en prison et condamnés à la peine capitale. Mais si le roi consentit à échanger cette peine contre le bannissement, il s'empara de tous les biens des deux condamnés. Irrité de ce traitement, Gonzalve dit tout haut que le repentir de ses neveux n'avait pu les sauver, parce qu'ils avaient le malheur de lui appartenir. En effet, c'était la véritable cause de la sévérité de Ferdinand; malgré ses services, Gonzalve, depuis son retour en Espagne, avait perdu toute espèce de crédit. Ferdinand, qui avait promis de lui conférer la maîtrise de Saint-Jacques, avait faussé sa parole, et condamné le grand capitaine à languir dans l'obscurité. A l'époque de sa gloire et de sa puissance, Gonzalve avait fait trop pour un homme qui voulait rester sujet, et pas assez s'il voulait se rendre indépendant de son maître. Il en fut puni par le roi d'Aragon, qui, ayant cessé de le craindre, cessa de le ménager, et jouit de son abaissement, comme pour se venger des inquiétudes que ce général lui avait causées.

L'ambition de Ferdinand ne pouvait se reposer : devenu prince souverain en Italie, il guettait toutes les occasions de s'agrandir; aussi prit-il part à la ligue de Cambrai, destinée à dépouiller la république de Venise de ses possessions en terre ferme. Le pape Jules II fut l'instigateur de cette coalition, qui réunissait des princes ennemis les uns des autres, et n'ayant d'autres griefs contre Venise que l'envie éveillée dans leur cœur par la prospérité de la république. Ces princes étaient Maximilien, Louis XII et Ferdinand-le-Catholique : le premier prétendait laver l'affront qu'il avait reçu des Vénitiens, ceux-ci avaient refusé de lui permettre de traverser leurs États pour se faire couronner à Rome. Il réclamait pour dédommagement Vérone, Trévise, Padoue, Vicence, Rovérédo, puis le Frioul et l'Istrie. Louis comptait reprendre Crémone et la Ghiarra d'Adda, cédés malgré lui aux Vénitiens, lorsqu'il avait accompli la conquête du Milanais; il nourrissait aussi le secret espoir de recouvrer tout ce qui avait été démembré de l'héritage des Visconti. Ferdinand brûlait de rentrer en possession des ports de Trente, Brindes,

Trano, Monopoli et Pulignano, que les derniers rois de Naples de la maison d'Aragon avaient donnés aux Vénitiens pour reconnaître les bons offices qu'ils en avaient reçus. Quant à Jules II, il voulait se venger de la fermeté de la république qui avait accueilli les Bentivoglio chassés par les armes pontificales de Bologne, dont ils étaient seigneurs; ils avaient en outre refusé de placer son neveu sur le siège de Vicence. En réparation de ces injures, la ligue devait livrer au pape plusieurs villes de la Romagne et d'autres cités vénitiennees situées au nord de l'État ecclésiastique. Attaquée à l'improviste, car les négociations entre les alliés furent conduites avec le plus grand secret, Venise allait peut-être succomber si l'alliance de Cambrai avait été maintenue; mais Ferdinand, devenu maître des ports qu'il convoitait, ne songea plus à appuyer les confédérés. L'empereur Maximilien ne put continuer la guerre, faute d'argent. Vainqueur aux champs d'Agnadel, Louis, après s'être emparé des districts qui lui étaient adjugés, avait licencié la plus grande partie de ses forces, et le pape, à qui la république avait abandonné ce qu'il réclamait, s'était réconcilié avec elle, et songeait à s'en appuyer pour chasser les étrangers de la Péninsule. Tel fut le résultat de la ligue de Cambrai, elle ébranla Venise sans l'abattre; elle ne profita réellement qu'au roi de Naples, qui en retira tous les profits et sut les garder.

Dirigé par Ximenez, le monarque porta ses vues d'un autre côté; vainqueur des Maures qui étaient venus envahir l'Espagne, il forma le projet de rendre impossibles à l'avenir leurs attaques en s'emparant de plusieurs villes maritimes de la côte africaine. Ximenez avait conçu le plan de cette expédition; il leva de ses deniers dix mille hommes d'infanterie et quatre mille chevaux, et mit à la tête de l'armée Pierre de Navarre, soldat de fortune, déjà célèbre par ses exploits; mais il se réserva le commandement en chef. Gonzalve, malgré ses talents bien reconnus, fut écarté par Ferdinand, qui avait résolu de le laisser vieillir dans l'ombre pour effacer de la mémoire contemporaine les hauts faits du grand capitaine. Il permit donc au cardi-

nal de diriger souverainement toutes les opérations, et l'on vit ce dernier, alors âgé de soixante-dix ans, parcourir, vêtu de l'habit de saint François, les rangs des soldats; ordonner et faire exécuter sous ses yeux les manœuvres et les évolutions militaires. Il étendit ses soins à tous les détails relatifs à la discipline, aux approvisionnements et à la paie des soldats. La sollicitude et la sévérité du cardinal sur ce dernier point, en supprimant les profits illicites dont s'enrichissaient les chefs et les officiers, firent éclater une révolte à Malaga la veille de l'embarquement des troupes. Ximenez étouffa la sédition par sa sévérité et par son adresse, en faisant arrêter et pendre sur-le-champ les plus turbulents; puis, tandis qu'il haranguait les soldats, on vit sortir de ses tentes des hommes portant des lauriers à leurs chapeaux et des sacs d'argent sur leurs épaules, et qui se dirigèrent vers les vaisseaux : « Voilà vos montres, » s'écria Ximenez, « on vous les distribuera dès que vous aurez mis le pied dans les navires. » La mutinerie s'était allumée par le prétexte du défaut de solde, à la vue de l'argent elle s'apaisa [13 mai 1509]. La flotte mit à la voile, et tous les combattants communièrent pieusement pour se préparer à vaincre les périls qui les attendaient. L'armée prit terre durant la nuit au port de Maçaquivir, et marcha le lendemain sur Oran, ville riche et peuplée qui se régissait elle-même sous le protectorat du roi de Trémécén. Le cardinal était présent lorsque les Maures, qui étaient sortis hors des murs, furent mis en déroute par les Espagnols. Les vainqueurs, à qui des Juifs livrèrent une des portes de la cité, entrèrent dans la place, où ils s'enivrèrent de carnage et firent un immense butin. Quand le jour parut, Ximenez entra dans la ville, foulant à ses pieds les ruines et les cadavres; il blâma cependant Pierre de Navarre d'avoir sacrifié tant de victimes : — « Ce sont des infidèles, » dit le général. — « Sans doute, » répondit Ximenez, « mais on eût pu en faire des chrétiens. » Le cardinal se prépara ensuite à tenter la conquête de Bougie; mais ayant surpris un billet de Ferdinand à Navarre, où le roi lui disait : « Empêchez le bonhomme

» de revenir en Espagne; il faut user sa per-
» sonne et son argent autant que l'on
» pourra. » Le cardinal, dans son dépit, quitta l'armée et se retira dans son diocèse.

Cet acte de mauvaise foi de la part de Ferdinand fut bientôt suivi d'une nouvelle perfidie envers Louis XII. Ce dernier s'était brouillé avec le pape; au mépris des traités, Ferdinand sollicita du saint siège l'investiture du royaume de Naples que lui avait donné la conquête, sous la condition de fournir au souverain pontife trois cents lances (1). Louis XII se plaignit de cette infraction, mais Ferdinand prétendit tout concilier en défendant à ses soldats de servir contre les Français, puis il envoya une flotte à Louis XII, qui n'avait aucun ennemi à combattre sur mer. Le monarque aragonais ne tint pas mieux ses engagements envers Ximenez; dès que ce dernier eut quitté Oran, le roi réunit au domaine de la couronne les terres sur le territoire africain, qui avaient été concédées à Ximenez en sa qualité d'archevêque de Tolède. Celui-ci crut devoir réclamer les sommes qu'il avait avancées pour l'expédition, et il parvint à en obtenir ou plutôt à en arracher le remboursement. Cependant les affaires de l'Italie absorbaient presque entièrement l'attention de Ferdinand; maître de Naples, il voulut essayer d'établir dans ce royaume le tribunal de l'inquisition; quoique les habitants portassent le plus vif attachement à la foi catholique, ils repoussèrent avec horreur le joug qu'on voulait imposer à leur conscience. Le premier auto-da-fé, célébré dans la capitale, fit éclater un soulèvement universel, et le vice-roi Raimond de Cardone ne put calmer la fureur du peuple qu'en prononçant l'abolition du saint office; mais il décréta en même temps le bannissement de tous les Juifs : dès lors l'inquisition n'était plus nécessaire.

Cependant le pape avait formé une nouvelle ligue contre Louis XII, qu'il voulait chasser de l'Italie; il commença par mettre son royaume en interdit, et par excommunier le monarque lui-même. Celui-ci, attaqué par les armes spirituelles, essaya de les tour-

(1) Environ quinze cents hommes.

ner contre le pontife, et convoqua un concile à Pise pour juger la conduite de Jules et provoquer sa déposition. Il avait pour lui le duc de Ferrare et l'empereur Maximilien, qui aspirait secrètement à placer la tiare sur son front et à confondre en sa personne la double qualité de chef de l'empire et de chef de l'Église. Ferdinand se rangea du côté de Jules, et entra dans le même parti son gendre, Henri VIII, roi d'Angleterre. Cependant le duc de Nemours, Gaston de Foix, neveu de Louis XII, triompha dans toutes les rencontres, et mourut à Ravenne, quand la victoire venait de couronner son audace [1512]. Les succès de Louis XII s'arrêtèrent après la mort de Gaston, et le pape finit par sortir vainqueur de la lutte; il força le concile de Pise de se dissoudre, et les Français d'évacuer la Péninsule. Rassuré sur ses possessions en Italie, Ferdinand forma le projet de s'emparer de la Navarre. On se rappelle que ce royaume avait été possédé par le roi de Castille Jean II; qui, après la mort du prince de Viana et de sa sœur Blanche, dont nous avons raconté les infortunes, le transmit à sa fille chérie, Léonore, devenue l'épouse du comte de Foix. Le petit-fils de la comtesse, François Phoebus, lui succéda, et fut remplacé, après un règne de deux ans, par sa sœur Catherine, mariée à Jean d'Albret: celui-ci était entré dans l'alliance de Louis XII. Le monarque aragonais usa de ce prétexte pour l'attaquer; mais il se servit d'un corps de soldats anglais destinés par Henri VIII à recouvrer la Guienne, avec l'aide des Espagnols; ce corps ayant débarqué dans la province de Guipuscoa, servit à tenir en échec sur ce point les troupes françaises, tandis que le duc d'Albe entra dans la Navarre et en fit la conquête. Jean d'Albret, au lieu de se défendre, prit la fuite et se réfugia auprès de Louis XII, qui envoya une armée pour le rétablir sur le trône; l'autre la commandait: n'ayant pu forcer les Espagnols à combattre, il fut réduit à entreprendre le siège de Saint-Sébastien, et enfin chassé du pays par le manque de vivres et les rigueurs de l'hiver. Heureux dans sa politique, Ferdinand ne jouissait pas de la même félicité dans son intérieur, époux d'une

femme beaucoup plus jeune que lui, il avait conçu des soupçons sur sa fidélité, et fit même conduire dans une forteresse le chancelier d'Aragon, qui semblait faire à la reine une cour trop assidue. On ignore si les craintes de Ferdinand étaient fondées. Quoi qu'il en soit, affaibli par l'âge ou par les soucis de la royauté, sa santé devint chancelante, et son humeur s'aigrit de plus en plus dans la solitude. En effet, il repoussait toutes les distractions et tous les amusements, à l'exception de la chasse qui lui permettait de s'éloigner quelques moments de la société des hommes.

Sur ces entrefaites [1514], Louis XII mourut, et laissa le sceptre au comte de Valois, qui prit le nom de François I. Le nouveau monarque brûlait de rentrer en possession de Milanez, et s'en ouvrit bientôt le chemin par la victoire de Marignan, où il vainquit les Suisses, réputés jusqu'alors invincibles. Ce brillant succès troubla le repos de Ferdinand, qui aurait voulu fermer aux Français l'entrée de l'Italie; mais son esprit était en proie à d'autres inquiétudes non moins vives: il lui fallait surveiller sans cesse l'activité de Gonzalve. Fatigué du repos où le laissait languir la jalousie de Ferdinand, Gonzalve s'était tourné du côté de l'archiduc Charles, petit-fils du monarque aragonais; il tenta d'aller le joindre à Bruxelles sa résidence, mais il en fut empêché par Ferdinand, qui lui ferma tous les ports de l'Espagne. Gonzalve fut réduit à promener son inquiétude dans tout le royaume; poursuivi par le regret de se voir condamné à rester inutile, il ne tarda pas à succomber sous le poids des amertumes qui le dévoraient. Il expira à Grenade des suites d'une hydropisie, regretté du peuple et de l'armée, à l'exception de son maître, à qui il avait sacrifié jusqu'à son honneur en se jurant pour mieux le servir [1515].

Gonzalve laissa la réputation du guerrier le plus illustre de son temps; mais sa gloire est obscurcie par la mauvaise foi qui souille toutes ses grandes actions; il l'employait sans scrupule et sans honte, comme si la grandeur du but devait amnistier tous les moyens employés pour y conduire. Après

avoir trompé toute sa vie, il fut dupé lui-même à son tour par Ferdinand, qui paya ses services par l'ingratitude, et éteignit ses talents qu'il redoutait en les condamnant à l'obscurité. Ainsi Gonzalve, à qui il ne resta que des honneurs sans crédit, qu'une renommée qui ne pouvait plus grandir, subit le supplice le plus dur et le plus amer pour une âme ambitieuse, celui de rester spectateur oisif des grands débats de la politique qu'il se sentait capable de diriger en les dominant. Voué à une impuissance précoce, son corps usé par les regrets ne put soutenir les agitations de son esprit; sous ce point de vue il est vrai de dire que Ferdinand hâta sa fin. Il s'en réjouit en secret. Cependant les infirmités du monarque augmentaient de jour en jour sans attédir son ambition; il ourdissait des intrigues pour arracher des subsides aux états d'Aragon, afin d'envoyer des troupes en Guienne, et de se mêler activement aux affaires de l'Italie; mais l'affaiblissement de ses forces ne pouvait échapper à l'œil de ses ministres et de ses courtisans: son petit-fils Charles en fut averti, et dépêcha en Espagne Adrien d'Utrecht son précepteur. Celui-ci était chargé de soumettre à Ferdinand le mariage projeté entre Renée, fille de Louis XII, et son jeune maître; mais le but secret de sa mission était de reconnaître l'état de santé du monarque aragonais et de pénétrer ses intentions. Le vieux roi reçut mal cet envoyé, qu'il regardait comme un espion; après une seule audience il lui fit dire de s'éloigner, et il le confina dans un monastère, où il le soumit à la plus exacte surveillance. Il répondit aux observations de Ximenez: « Que vient faire ici cet homme? » veut-il voir si je mourrai bientôt? » En effet ses jours étaient comptés, et la mort s'approchait à grands pas; comme s'il eût tenté d'échapper par la fuite au coup fatal, il errait dans l'Estramadure sans pouvoir se fixer nulle part. Dans l'anxiété de son esprit il fit venir près de lui une prétendue prophétesse surnommée la Béate d'Avila, celle-ci l'entretenant d'espérances mensongères en lui promettant encore une longue vie illustrée par de grands succès. Cette imposture ranima pour un instant les forces du

monarque; il fit dire à Adrien d'Utrecht qu'ils allaient bientôt discuter ensemble les affaires de Charles; mais cette lueur trompeuse ne tarda pas à se dissiper: il fut contraint de s'arrêter à Madrigaléjo, petit village situé près de Truxillo, où il se logea dans une hôtellerie. Assailli par une fièvre violente, il manda un confesseur et ses trois conseillers, Zapata, Carjaval et Vargas. Après avoir soulagé sa conscience et obtenu le pardon céleste, il remit à ses ministres un testament, par lequel il déclarait Ferdinand, second fils de Jeanne, héritier de toutes ses couronnes et grand-maître des trois ordres militaires. Il donnait pour motif à l'exhérédation de Charles que ce prince, élevé à Bruxelles, ne manquerait pas d'abandonner à des Flamands le gouvernement d'Espagne. Vaincu par les représentations de ses ministres, Ferdinand annula cet acte, et dicta un second testament, par lequel sa fille Jeanne était appelée à lui succéder, et après elle don Carlos son petit-fils. La reine Germaine reçut pour douaire une pension annuelle de trente mille florins, et l'infant don Ferdinand un revenu de trente mille ducats assignés sur Naples et la Sicile; enfin le cardinal Ximenez fut nommé régent de l'empire jusqu'à l'arrivée de l'archiduc Charles. Germaine accourut auprès de son époux pour recevoir son dernier soupir; il expira, revêtu de l'habit de saint Dominique, le 21 janvier 1516; il était âgé de soixante-deux ans, et en avait régné quarante-deux. — La fourberie était le vice dominant de son caractère; infiltrée dans toutes ses actions, elle infectait et sa politique et sa vie privée. Quoiqu'il eût comme roi de grandes qualités, il n'occupe cependant qu'une place secondaire dans l'histoire. En effet, du vivant d'Isabelle on le voit, comme dominé par un ascendant supérieur, obéir plutôt que commander: il semble n'être alors que le satellite d'un astre qui l'entraîne dans son orbite. Resté seul, tous ses succès achetés par la ruse sont dénués de grandeur et souillés par une ingratitude monstrueuse envers les hommes auxquels il les devait. Cette disposition avait sa source dans une bassesse d'âme incapable d'éprouver cet enthousiasme qui fait les gran-

des choses. Fondateur véritable de la monarchie espagnole, il unit toutes les parties de la Péninsule sous une même domination, et prépara la gloire de Charles-Quint; mais il légua à l'Espagne l'inquisition et le despotisme qui ont amené la ruine et l'abaissement de la monarchie. Il eut d'Isabelle plusieurs enfants, l'aîné, le prince Jean, qui mourut avant son père, et quatre filles; l'une, dona Isabelle, mariée au roi de Portugal Emmanuel; Marie, qui épousa ce même prince à la mort de sa sœur Isabelle; enfin Jeanne, surnommée la Folle, et Catherine, femme de Henri VIII, roi d'Angleterre. La reine Germaine donna à Ferdinand un fils qui survécut à peine quelques jours à sa naissance. Ferdinand eut aussi assez grand nombre de maîtresses, dont il naquit des rejetons: l'un d'eux, Alphonse d'Aragon, devint archevêque de Saragosse; l'autre, Jeanne d'Aragon, épousa le connétable de Castille; deux autres filles, du nom de Marie, embrassèrent la vie monastique.

CHARLES PREMIER (1).

Le règne de ce monarque, qui tient tant de place dans l'histoire de l'Europe, au seizième siècle, ne se rattache qu'indirectement à l'Espagne. En effet, ce prince résida presque toujours dans les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Italie. Ces diverses contrées furent tour-à-tour le théâtre de ses exploits, le champ de ses intrigues; il revint cependant finir ses jours en Espagne, mais seulement pour y chercher un tombeau. Nous retracerons donc succinctement les actions de Charles, puisqu'elles appartiennent pour la plupart aux annales de la France, des Pays-Bas, de l'Allemagne et de l'Italie, et sa politique ou ses armes se montrent sans cesse au premier rang. Quand Ferdinand mourut, le jeune monarque résidait à Bruxelles; l'empereur Maximilien, nommé régent par les états, avait confié l'éducation de son petit-

fils à Guillaume de Croy, seigneur de Chièvres, et choisi Adrien d'Utrecht pour précepteur du jeune prince. Ces choix étaient bons, surtout le premier, car Chièvres possédait toutes les qualités nécessaires à ce difficile emploi; quant au précepteur, il n'avait qu'une érudition de collège, dont son élève n'avait pas grand besoin. Charles montra dès sa jeunesse un goût très-vif pour les exercices militaires; mais sa déférence sans bornes pour les avis de son gouverneur ne faisait pas pressentir qu'il pourrait un jour gouverner seul ses vastes États. Le premier acte qu'on lui suggéra, acte plein de sagesse, fut de confirmer le cardinal Ximénès dans l'exercice des pouvoirs de régent, dont il avait été investi par les dernières volontés de Ferdinand. Personne n'était plus digne que Ximénès de tenir les rênes du pouvoir. Entré jeune dans un monastère de Saint-François, il conserva toujours à la cour les mœurs monastiques: sous ses habits pontificaux il portait le froc de son ordre, se nourrissait de légumes et de racines, et couchait sur des planches, quoiqu'il fût environné de toutes les splendeurs et de toutes les délicatesses du luxe le plus raffiné; car l'archevêché de Tolède l'égalait à des rois par l'immensité de ses revenus. On se rappelle qu'Adrien d'Utrecht était arrivé en Espagne peu de temps avant la mort du roi d'Aragon, chargé alors de l'office de régent qu'il devait exercer quand le vieux monarque aurait cessé de vivre. Il produisit ses patentes, et fut reconnu par Ximenez en sa qualité de co-régent; mais si le cardinal lui en accorda les honneurs, il en garda pour lui toute l'autorité. Son premier soin fut de s'emparer de la personne de Ferdinand, frère de Charles, qu'il fit élever sous ses yeux, et dont il soumit l'entourage à la surveillance la plus attentive: en effet, quelques seigneurs ambitieux auraient pu se prévaloir du nom du jeune prince pour entraver la marche du gouvernement.

Cependant Charles avait cru devoir prendre le titre de roi; mais les couronnes de Castille et d'Aragon appartenaient légalement à Jeanne sa mère. Quoique cette princesse fût incapable d'accomplir les devoirs

(1) Comme roi d'Espagne Charles I, et Charles-Quint comme étant le cinquième empereur d'Allemagne de ce nom; c'est sous ce dernier titre qu'il est principalement désigné dans l'histoire.



Pl. 8.

Donnes de l'.

Pl. 5.

Paris 1839

COSTUMES RELIGIEUX. (1839)

ESPAGNE

Tout le jour de la semaine.

de son rang, les Espagnols et les Aragonais la reconnaissent pour leur souveraine; ils regardèrent la tentative de Charles comme une atteinte aux lois fondamentales de la monarchie et une usurpation dénaturée. Ximénès essaya d'abord de combattre un projet qu'il regardait comme dangereux; mais n'ayant pu vaincre l'insistance de la cour de Bruxelles, il ne songea plus qu'à répondre aux désirs du souverain. Il exposa aux grands, réunis en conseil, l'ordre du monarque; mais comme plusieurs des assistants témoignoient la plus vive répugnance à s'y soumettre, Ximénès s'écria brusquement que ce prince ne demandait pas des avis, mais seulement de l'obéissance; qu'il serait proclamé roi ce jour-là même dans les rues de Madrid. Il tint parole, et la royauté de Charles fut admise généralement; les provinces ayant suivi l'exemple de la capitale, excepté dans l'Aragon, où les nobles et le peuple persistèrent à reconnaître Jeanne, sans vouloir que Charles prit un titre qui ne devait lui appartenir qu'à la mort de sa mère. Ximénès n'essaya pas de vaincre cette résistance, et s'occupa d'enlever aux nobles Castillans certaines prérogatives qu'il regardait comme attentatoires à l'autorité royale. Pour assurer le succès de ses mesures, il se ménagea les moyens de payer un corps de troupes. Jusqu'alors l'armée, dont l'organisation était toute féodale, livrait aux nobles le pouvoir militaire; le cardinal s'en empara en levant des mercenaires, ne reconnaissant d'autres lois que celle du monarque qui acquittait leur solde: puis il parvint, en employant à propos les menaces et les flatteries, à former une milice dans chaque ville du royaume. Le trésor public se chargea de payer les officiers et les bourgeois qui consentirent à s'enrôler comme simples soldats; ils furent déclarés exempts de tout impôt. Le cardinal, après avoir dépouillé les nobles du pouvoir de l'épée, tenta de les appauvrir au profit de la couronne. Il supprima toutes les pensions accordées sous le règne de Ferdinand, et reprit tous les domaines royaux que ce prince avait concédés, soit pour récompenser les services de ses amis, soit pour désarmer ses

adversaires. Attaqués dans leurs privilèges et dans leurs intérêts, les nobles se réunirent pour organiser une vigoureuse résistance, et députèrent à Ximénès l'amiral de Castille, le duc de l'Infantado et le comte de Bénévente, chargés de sommer le régent d'exhiber ses pouvoirs. Celui-ci les produisit aux députés, et les mena, tout en continuant la discussion, jusqu'auprès d'une fenêtre ouverte, puis leur montrant deux mille soldats rangés en bataille devant le palais et accompagnés d'une nombreuse artillerie: — « Voilà, dit-il, les pouvoirs avec lesquels je gouverne et gouvernerai l'Espagne jusqu'à ce que le roi en vienne prendre possession. »

Jean d'Albret, ci-devant roi de Navarre, tâcha de recouvrer son royaume avec une armée qu'il avait levée en France; mais la vigueur et la vigilance du cardinal y mirent obstacle. Ximénès envoya un corps de bonnes troupes, sous la conduite de don Ferdinand Villalva, officier de mérite, pour occuper les passages. Villalva défit les troupes de Jean, et le maréchal de Navarre fut fait prisonnier. Cette disgrâce affecta si vivement le roi et la reine, qu'ils moururent l'un et l'autre peu de temps après. Le cardinal fit alors démolir les fortifications et les murailles des villes de Navarre, excepté celles de Pampelune. Cette démarche donna lieu à de grandes plaintes, parce que les droits que l'on avait sur ce royaume n'étaient pas très-certains; le cardinal pensa que c'était à don Ferdinand à justifier la validité de ces mêmes droits, mais que sa qualité de régent l'obligeait à les défendre (1).

Ainsi, en peu de mois Ximenez, par l'abaissement des nobles, donna à la couronne une suprématie décisive, en même temps qu'il l'enrichit par la reprise de domaines considérables qui avaient été aliénés; mais il s'abstint de demander compte des fruits perçus par les possesseurs de ces mêmes biens. S'il dominait les grandes questions politiques par son génie, il n'oubliait pas de descendre à tous les détails de l'administration. Il punissait rigoureusement ceux qui étaient

(1) Alv. Gomez de Reb. gest. Ximen., l. VI.

convaincus de fraude ou d'oppression dans la perception ou l'emploi des revenus publics; et, avec le prix des amendes ou des confiscations qui en revenaient, il acquittait les dettes du trésor royal. Il conférait les grands gouvernements aux principaux seigneurs, et ceux d'un ordre secondaire aux hommes distingués par leur mérite; il montrait surtout de grands égards aux vieux officiers, et se montrait très-circonspect dans le choix de ceux qu'il élevait aux charges de judicature. Aussi, toutes les mesures qu'il adopta firent briller si hautement son zèle désintéressé pour le bien public, qu'il triompha des attaques de l'envie, jalouse de son élévation.

Sa conduite ne plaisait pourtant pas à tout le monde également; on le blâma d'avoir changé le gouverneur de Tordesillas, et une grande partie de la maison de la reine, quoiqu'il n'eût en vue que d'adoucir la mélancolie de cette princesse. Les personnes qu'il plaça auprès d'elle travaillèrent à lui créer des distractions, et même à réveiller en elle quelque sentiment de sa grandeur; elles y réussirent, au point que Jeanne se détermina à s'habiller d'une façon convenable à son rang, à aller à la messe hors du château; on apostâ même des gens pour crier *vive la reine*, quand elle sortait, et pour lui donner d'autres marques de respect.

Le roi parut si satisfait de l'administration habile et prudente du cardinal, qu'il lui écrivit des lettres remplies de félicitations (1). Le ministre empêcha les Juifs d'obtenir l'abolition des lois pénales renues contre eux, quoiqu'ils offrissent pour et effet une grosse somme. Le pape ayant demandé une levée de deniers sur le clergé, sous le prétexte de la guerre contre les Turcs, le cardinal s'y opposa, persuadé que si une fois on donnait un pareil exemple, bientôt on les multiplierait. Il y eut cependant d'autres maux auxquels il ne put remédier, tels que des querelles entre les grands, des émeutes à Valladolid et en d'autres grandes villes, et la sortie de grandes

sommes d'argent hors du royaume, pour acheter la faveur des ministres flamands.

Au mois d'août 1517, le roi débarqua à Saint-Ander, et dépêcha sur-le-champ un courrier au cardinal et au conseil, chargé de leur donner avis de son arrivée. Le cardinal partit aussitôt de Madrid pour aller au-devant de lui, et exécuter quelques ordres que ce prince lui avait envoyés par un courrier avant de s'embarquer (1). S'il faut en croire un historien estimé, Ximenez ayant mangé de la truite à son dîner, ce repas causa sa mort; cependant il ne ressentit pas d'abord les effets du poison (2). A son arrivée à Aranda, où il joignit l'infant don Ferdinand, il fit aussitôt mettre des gardes autour de la maison de ce prince, et fermer les portes de la ville; il signifiâ alors à don Pèdre de Guzman, gouverneur de l'infant, et à l'évêque d'Astorga, son précepteur, un ordre du roi, qui portait qu'ils eussent à se retirer, ce qui affligea fort l'infant (3). Ximenez s'étant avancé jusqu'à Roja, son mal devint si violent, qu'il sentit approcher sa fin; en effet, après avoir invoqué les secours spirituels de l'Église, il expira le 8 novembre 1517.

Quelques-uns prétendent qu'ayant appris que sa disgrâce était résolue, cette nouvelle causa sa mort, ou du moins la précipita. Ils affirment qu'à l'instigation de l'évêque de Badajoz, comblé de bienfaits par le cardinal, le roi écrivit au vieux ministre qu'il n'avait plus besoin de ses services. D'autres assurent, au contraire, que Ximenez n'a jamais vu cette dépêche, et qu'il était à l'extrémité lorsqu'elle arriva (4). Politique profond, administrateur habile, Ximenez aimait aussi les lettres, et contribua noblement à propager le goût du savoir en dotant de ses deniers l'université d'Alcala de Hénarez. On lui doit la publication de la première Bible polyglotte, travail qui coûta des sommes immenses, acquittées sur ses revenus. Cette œuvre avait pour but de répandre les con-

(1) Pet. Martyr Angler.

(2) Fléclier, Vie du c. Ximénès, tom. II, p. 704, 702.

(3) Gomez, de Reb. gest. Ximen.

(4) Pulgar, Vid. del card. Ximen.

(1) Alvar. Gomez, de Reb. gest. Ximen.

naissances du christianisme chez toutes les nations du globe. Mais en servant d'abord les intérêts de la religion, elle devait profiter également à la civilisation, et honore, à ce double titre, la mémoire de l'homme qui conçut et fit exécuter cette vaste entreprise.

Le roi alla avec dona Éléonore sa sœur à Tordésillas, pour voir la reine sa mère. L'archevêque de Saragosse s'y rendit, afin de rendre compte des affaires d'Aragon; mais de Chièvres, appréhendant qu'il ne vint demander l'archevêché de Tolède, destiné par ce ministre à son propre neveu, empêcha le roi de le voir, et lui fit refuser une audience de la reine Jeanne par le même motif (1). Ce fut là le premier sujet de mécontentement que le roi Charles donna aux Espagnols : et peut-être cela ne serait-il pas arrivé, si le cardinal Ximenez eût eu le temps d'entretenir ce prince; mais ceux qui redoutaient les suites de cette entrevue y mirent obstacle par l'odieux expédient dont nous avons parlé. Il y eut cette année quelques émeutes en Sicile, quoique le monarque y eût envoyé un nouveau vice-roi. Les Maures commencèrent aussi à infester les côtes de Grenade et d'Andalousie.

Les cortès ou états de Castille s'assemblèrent à Valladolid, dans le mois de janvier 1518 : on y proposa que le roi commençât par confirmer ce qui avait été arrêté par les états de Burgos, sept ans auparavant, c'est-à-dire, qu'aucun étranger ne pût être élevé en Castille, ni aux dignités, ni aux charges civiles ou ecclésiastiques, et qu'on ne fit point sortir d'argent du royaume. Mais l'évêque de Badajoz ayant représenté aux députés qu'ils n'avaient aucune raison de se défier du roi, et les assurant qu'il leur accorderait tout ce qu'ils désiraient, ils lui prêtèrent serment de fidélité, et votèrent un don gratuit de six cent mille ducats, payables en trois années; après quoi, ce prince confirma leurs privilèges, et particulièrement les articles sur lesquels ils avaient insisté. Charles ayant fait emmener l'infante dona Catherine à l'insu de Jeanne sa mère, auprès de qui elle résidait, la reine ne voulut rien manger durant trois jours,

et on fut obligé de lui rendre l'infante (1).

Le roi ayant nommé des régens, partit pour aller tenir les états d'Aragon; en chemin il eut une entrevue avec son frère, et il l'envoya en Allemagne auprès de l'empereur Maximilien, afin de se délivrer des inquiétudes que lui donnait l'extrême affection de tous les Espagnols pour ce prince. Il disposa aussi de l'archevêché de Tolède en faveur de Guillaume de Croy, neveu de Chièvres, ce qui mécontenta vivement les Castillans.

Il arriva à Saragosse au commencement de mai; et quoiqu'il confirmât tous les privilèges des Aragonais, ils firent difficulté de le reconnaître pour monarque durant la vie de la reine sa mère; cependant l'archevêque de Saragosse les décida à lui décerner le titre de roi conjointement avec sa mère : ce ne fut qu'après de longues discussions, car elles durèrent plusieurs mois, que le jeune prince obtint un don gratuit de deux cent mille ducats. Les bons procédés du roi Charles envers la reine Germaine touchèrent tellement cette princesse, qu'elle lui céda ses droits au royaume de Navarre, comme légitime héritière de la maison de Foix (2). Charles consentit aussi, par des raisons d'État, au mariage de sa sœur dona Éléonore avec le roi de Portugal, qui avait déjà épousé ses deux tantes. Cette union déplaît aux Espagnols.

A la fin de cette année, Charles fut élu, à la diète d'Augsbourg, roi des Romains, quoique Maximilien, son grand-père, fût plus porté pour son frère Ferdinand, et que François I, roi de France, eût aussi brigué cette haute dignité : ce dernier avait pour lui l'éclat de ses victoires contre les Suisses et l'or qu'il fit répandre à pleines mains [1519]; cependant il succomba dans la lutte (3).

Le roi passa ensuite en Catalogne, où il trouva les mêmes difficultés à se faire reconnaître qu'en Aragon; mais il les surmonta. Ce fut à Barcelone qu'il apprit la mort de l'empereur Maximilien son grand-père, et

(1) Ferreras, tom. VIII, p. 469.

(2) Histoire du Languedoc.

(3) Alph. Ulloa.

(1) Argensola.

il y resta jusqu'à ce qu'il reçût la nouvelle de son élection, qui se fit le 28 juin (1); ses ambassadeurs acceptèrent en son nom les conditions prescrites.

Comme le pape Léon X lui avait accordé la dime des revenus ecclésiastiques de Castille, pour soutenir la guerre contre les Turcs, le roi convoqua une assemblée du clergé à Barcelone. Adrien, ci-devant doyen de Louvain, et alors cardinal et évêque de Tortose, mit tout en usage pour faire consentir les députés à la dime; mais ils refusèrent absolument de contenter le roi et d'obéir au pape. Léon en fut si irrité, qu'il lança un interdit sur la Castille. Mais le clergé espagnol ayant déclaré que les censures n'obligeaient point, quand elles n'étaient pas fondées sur des raisons légitimes, le roi fit lever l'interdit (2).

Au mois de novembre, le duc de Bavière arriva avec le caractère d'ambassadeur de l'empire; et, à sa première audience, il baisa la main au roi Charles, ce dernier prit alors le titre de majesté, qu'il substitua à celui d'altesse usité jusqu'alors.

Il y eut, vers cette époque, une dangereuse émeute à Valence. Les communautés ou corps de métiers ayant formé des compagnies, se liguèrent ensemble, sous prétexte de résister à l'oppression des grands. En effet, ceux-ci, fiers de leurs privilèges, traitaient le peuple en esclave. Toutefois, ne se croyant pas assez forts pour braver l'empereur, ils eurent recours à l'empereur. De leur côté les Valenciens envoyèrent des députés à la cour pour plaider leur cause. Charles était alors irrité contre les nobles, qui avaient refusé de lui accorder un don gratuit, sous le prétexte qu'il avait violé la loi fondamentale en n'ouvrant pas en personne les états, où il s'était fait représenter par le cardinal Adrien. Le prince, dans son dépit, autorisa le peuple à garder ses armes. Enhardis par l'assentiment du souverain, les habitants de Valence changèrent l'administration de leur cité, et choisirent eux-mêmes des chefs qui

instituèrent une sorte de confédération appelée *germanada* ou fraternité composée des classes populaires; elle ne tarda pas à devenir tyrannique (1).

Le royaume de Castille était aussi agité de celui de Valence. En un mot, la plupart des villes d'Espagne voyaient avec répugnance l'éloignement de l'empereur pour l'Allemagne, et lui députèrent les personnages les plus distingués de chaque cité; mais il évita de leur donner audience; et au lieu de tenir les cortès dans la province, les convoqua à Compostelle en Galice. Cette innovation irrita profondément les esprits, et Charles, en traversant Valladolid, vit éclater une sédition si violente, qu'il s'enfuit précipitamment, trop heureux de pouvoir continuer son voyage pour Compostelle, où il persistait à ouvrir l'assemblée des États. Cependant, malgré l'opposition des représentants d'un grand nombre de villes, les ministres, soutenus par le clergé et par la noblesse, arrachèrent un don gratuit considérable, dont le prince avait un besoin urgent. Il était impatient d'aller en Allemagne prendre possession de la couronne impériale. Les Flamands qui l'entouraient l'excitaient encore à précipiter son départ, dans le but de transporter chez eux le fruit de leurs rapines. En effet, l'ancien gouverneur de Charles, Chièvres et son avide moitié, assistés d'un autre Flamand parvenu à la dignité de chancelier de Castille, s'étaient engraisés par les plus criantes exactions, en même temps qu'ils avaient rendu tout vénal. Dans l'espace de dix mois, ils enlevèrent aux Castillans onze cent mille ducats dont ils remplirent leurs coffres. Aussi étaient-ils l'objet d'une haine universelle de la part des Espagnols, qui maudissaient leur rapacité, mais qui s'offensaient peut-être encore plus de voir des étrangers envahir toutes les places et occuper toutes les dignités. Dès qu'il eut obtenu le don qu'il sollicitait, Charles n'eut aucun égard aux remontrances de ses sujets; il nomma régent de Castille le cardinal Adrien, et vice-rois d'Aragon et de Valence don Juan de Lanuza et don Diègue Mendoza, comte

(1) Pet. Martyr Angler.

(2) Ferreras, *ubi supra*, p. 473.

(3) Ferreras, *liv. VIII.*

de Mérito, puis il se rendit à la Corogne, et il mit à la voile pour les Pays-Bas, sans songer à calmer les orages politiques qui menaçaient déjà l'Espagne d'un bouleversement prochain [1520] (1).

Si des raisons importantes semblaient devoir retenir l'empereur dans la Péninsule, d'autres nécessités non moins impérieuses l'appelaient en Allemagne et dans les Pays-Bas, où la doctrine prêchée par Luther faisait de rapides progrès. D'un autre côté, le roi de France, mortifié par le triomphe que Charles avait obtenu sur lui, aspirait à se venger. Il demandait à l'empereur la restitution de la Navarre enlevée à Jean d'Albret, et laissait percer ses prétentions sur le royaume de Naples. L'empereur à son tour se croyait en droit de réclamer de François le duché de Milan, et même la Bourgogne, province qui avait appartenu jadis à ses ancêtres. Ces diverses causes rendaient la guerre imminente; mais aucun des deux adversaires n'osait la commencer, et cherchait à se créer des alliances au dehors. En Italie, Léon X résolut de garder la neutralité, car le champ de bataille devait être le Milanais, et quelle que fût l'issue de la lutte, il avait tout à craindre du vainqueur. Les Vénitiens, placés dans une position presque semblable à celle du souverain pontife, avaient adopté la même politique. Mais de tous les princes de l'Europe, le plus riche, et, à ce titre, le plus puissant était Henri VIII, roi d'Angleterre. Héritier des trésors que lui avait légués l'avarice de son père, il brûlait de les consacrer à des entreprises glorieuses : aussi était-il l'objet des prévenances empressées de Charles et de François, qui se disputaient un allié dont ils appréciaient l'importance. Henri était gouverné par le cardinal Wolsey, prélat qui ternissait ses grands talents par son orgueil, et surtout par son avidité. François essaya de le gagner en le comblant de flatteries et de présents; il entretenait avec ce ministre une correspondance assidue, l'appelait dans ses lettres son père et son tuteur, et sollicitait ses conseils avec une déférence presque filiale. Charles

résolut de troubler cette intimité, et en sortant de la Corogne, au lieu de cingler vers les Pays-Bas, il vint débarquer subitement à Douvres. Son premier soin fut de s'attacher Wolsey, non-seulement par des pensions, mais encore en lui montrant la tiare en perspective. Cette offre entraîna le cardinal. Ce fut en vain qu'après le départ de l'empereur le roi de France eut une entrevue, entre Guines et Ardres, avec Henri. Les magnificences du camp du Drap-d'Or ne purent détruire l'œuvre de l'empereur, auquel Wolsey resta dévoué complètement.

Après son couronnement, qui eut lieu à Aix-la-Chapelle, Charles convoqua une diète à Worms; elle devait s'ouvrir le 6 janvier 1521. Il s'agissait d'adopter les mesures les plus convenables pour arrêter les progrès du protestantisme. La diète se rassembla à l'époque indiquée; elle s'occupa d'abord de quelques réglemens relatifs à l'empire, et institua un conseil de régence pour aider Ferdinand, frère de Charles, à gouverner durant les absences de l'empereur, dont les vastes États devaient requérir à chaque instant la présence. On s'occupa ensuite de la question religieuse. Luther, cité à Worms, ne craignit pas de comparaître. Condamné par la diète, l'électeur de Saxe le déroba à l'exécution de la sentence en le faisant enlever et cacher dans le château de Wartbourg en Thuringe. Il n'entre pas dans notre plan de nous étendre sur cette matière, qui sera traitée ailleurs avec tous ses développemens; nous n'en dirons seulement que ce qui se rattache à notre récit.

Cependant les hostilités avaient éclaté entre Charles et François; les troupes de ce dernier envahirent la Navarre, dont elles furent bientôt chassées; on se battit en même temps dans les Pays-Bas [1521]. Sur ces entrefaites, Wolsey signa, au nom de son maître, une ligue avec l'empereur, qui venait aussi de conclure une alliance avec le pape. Les Français, maîtres du duché de Milan, en sont chassés par les impériaux. Charles obtint de nouveaux succès contre son rival, qui, après avoir perdu Milan, fut encore expulsé de Gènes. Sur ces entrefaites, les Anglais envahirent la Normandie et la

(1) Sandoval, p. 86.

Bretagne ; mais ils furent bientôt contraints de se retirer.

Tandis que Charles triomphait en Italie, l'Espagne était en proie à des soulèvements qui menaçaient d'abaisser et peut-être de détruire l'autorité royale. Ils éclatèrent lorsqu'on sut que les cortès réunis à Compostelle avaient consenti à voter un don gratuit au monarque sans obtenir préalablement le redressement des griefs de la nation. Les bourgeois de Tolède coururent aux armes. Ils déposèrent les magistrats et les officiers du gouvernement, pour leur substituer un conseil composé de députés de toutes les paroisses de la ville. Un gentilhomme, nommé Jean de Padilla, fut l'instigateur et le chef de ce mouvement. Burgos, Zamora, Tordesillas, Ségovie, suivirent l'exemple de Tolède. Le cardinal Adrien était chargé de la régence, et crut devoir adopter le parti de la sévérité. Il envoya un corps de troupes sous les ordres de Ronquillo, pour punir les habitants de Ségovie ; mais ceux-ci fermèrent leurs portes, et, renforcés par les Tolédans, commandés par Padilla, il battirent Ronquillo et le forcèrent à se retirer. Cet échec fit éclater la révolte sur plusieurs points, et intimida tellement Adrien, qu'il licencia les troupes royales. Il croyait ainsi désarmer les mécontents, il ne fit qu'allumer leur audace ; et les chefs de la revolte en profitèrent pour essayer d'établir un régime nouveau, où la bourgeoisie obtiendrait la prééminence. En effet, si la féodalité s'était établie en Espagne comme dans toutes les autres parties de l'Europe, sa puissance avait été restreinte par les villes, dont les citoyens unis par des liens étroits avaient conquis leur indépendance, et s'étaient fait adjuger une place dans le conseil de la nation. C'est ainsi qu'ils étaient admis dans le sein des cortès, où ils s'étaient fait remarquer plus d'une fois par une conduite et un langage pleins de mesure et de fermeté. Jaloux de la suprématie des nobles, ils aspiraient à la briser pour s'établir sur ses ruines, et saisir la direction des affaires de l'État. Ils puisaient cette ambition dans leurs richesses et leur puissante organisation dont ils sentaient toute la force. Le gouverne-

ment de Charles était d'ailleurs hors d'état de résister, puisqu'il n'avait ni troupes ni argent ; ses meilleurs soldats combattaient en Italie, et le trésor était vide. Padilla et ses amis, dans une assemblée tenue à Avila, imaginèrent de former une confédération entre les villes, sous le nom de sainte ligue. Les mandataires envoyés par les villes, faisant partie de la ligue, déclarèrent le cardinal Adrien déchu, comme étranger, du titre et de l'autorité de régent. Tandis que les députés adoptaient cette résolution, Padilla courut à Tordesillas, et s'empara de la personne de la reine Jeanne. L'assemblée vint s'établir au même lieu, dans l'espoir de se fortifier par l'assentiment de leur souveraine. Mais Jeanne, après les avoir accueillis favorablement, retomba dans un accès de mélancolie fatale aux intérêts de la ligue, car on ne put obtenir d'elle une seule signature. Toutefois les meneurs débâtèrent soigneusement au public cette particularité, et les Castillans, persuadés que Jeanne allait présider au gouvernement, firent éclater la joie la plus vive. Padilla mit à profit cette disposition des esprits pour se rendre à Valladolid où résidait le régent. Celui-ci abdiqua sa dignité, et remit les sceaux du royaume, qui furent conduits à Tordesillas avec les archives et les registres du trésor (1).

L'empereur était alors en Flandre. Ce qui se passait en Espagne l' alarma d'autant plus qu'il ne pouvait s'y rendre en ce moment. Il fit des préparatifs pour appuyer la persuasion par la force, s'il en était besoin ; mais il crut devoir commencer par tenter les moyens de conciliation. Il envoya donc en Castille une déclaration portant l'offre d'une amnistie complète, et la promesse de ne plus confier désormais aucun emploi à des étrangers. Par une cédula royale, il adjoignit au cardinal Adrien, en qualité de coregents, le grand amiral don Fadrique Henriquez et le grand connétable de Castille, don Inigo de Velasco, qui tous deux jouissaient de l'estime et de la confiance générale.

(1) Sandoval, p. 164.

Fière de ses succès, la ligue répondit à Charles par une longue remontrance dont nous indiquons les principaux articles : on enjoignait d'abord au monarque de résider en Espagne, et, s'il en sortait, de ne jamais confier la régence qu'à l'un de ses sujets ; en conséquence, la nomination d'Adrien devait être déclarée nulle. — On lui prescrivait ensuite de ne pas contracter mariage sans le consentement des états ; — de n'introduire jamais de troupes étrangères dans le royaume ; — de réserver aux nationaux les bénéfices et les emplois ; — de ne plus loger gratuitement les gens de guerre chez les habitants, qui ne seraient astreints à défrayer les domestiques et les équipages du roi que pendant six jours. On demandait de plus que tous les impôts fussent réduits au même taux où ils se trouvaient à la mort d'Isabelle ; — que le domaine royal reprît tous les dons qui avaient été faits à des particuliers ; — que chaque ville eût le droit d'envoyer aux cortès trois députés élus par le clergé, la noblesse et le tiers-état ; — que les cortès fussent assemblées tous les trois ans, même contre le gré du monarque, pour prendre connaissance des actes du gouvernement ; — que les nobles fussent assujétis à payer les mêmes taxes que les autres citoyens ; — que les évêques qui se dispenseraient de résider pendant six mois dans leur diocèse perdissent la moitié de leurs revenus, et, enfin, que Charles ratifiât tous les actes de la ligue, et publiât l'amnistie la plus étendue sur tout ce qui s'était passé.

Cette pièce, qui témoigne de l'esprit de liberté dont les citoyens des villes étaient animés, est une nouvelle preuve de la vérité de cet axiôme, qu'en tous pays la liberté est plus vieille que le despotisme. En effet, les immunités et les franchises demandées par les Castellans sont à peu près les mêmes que celles qui furent réclamées par les Anglais sous Charles I, et qui conduisirent à l'établissement du régime représentatif. Mais, dans la Grande-Bretagne, l'aristocratie prit part au mouvement, pour le diriger et en

assurer le succès ; en Espagne, au contraire, elle s'y opposa et le fit échouer. Attaqués sans ménagement dans leurs prérogatives les plus chères, la noblesse et le clergé, qui avaient d'abord appuyé les réclamations de la ligue tant qu'elles s'appliquaient exclusivement à la réforme de certains abus, se rangèrent du côté du monarque. Celui-ci, assuré de leur concours, se montra peu disposé à recevoir les députés qui lui furent envoyés par la ligue, ou plutôt ceux-ci, prévenus d'avance qu'ils risquaient leur liberté ou leur vie, n'osèrent pas se présenter devant l'empereur. Dès lors les chefs des *comuneros* résolurent d'en appeler à la force. Quelques-uns d'entre eux voulaient marier la reine avec le duc de Calabre, détenu en Espagne depuis longues années dans une forteresse (1). Ils espéraient que ce prince serait entre leurs mains un instrument docile. D'autres voulaient seulement dépouiller Charles de l'autorité royale, en réintégrant Jeanne, sa mère, dans la plénitude de ses droits par une déclaration affirmant qu'elle avait recourré toute sa raison. Mais avant d'adopter l'une de ces mesures, ils levèrent une armée de vingt mille hommes, dont la conduite fut confiée à don Pedro Giron, jeune homme d'une haute naissance, mais sans expérience et sans capacité. Il avait embrassé la cause des communes pour se venger d'une injure qu'il avait reçue à la cour. Le dépit seul, et non la conviction, l'avait poussé dans le parti de la résistance. Quant à Paddilla, malgré le vœu du peuple et des soldats, la jalousie de quelques chefs confédérés lui enleva le commandement. De leur côté, les régents assemblèrent une armée ; quoique peu nombreuse, elle devait l'emporter sur les forces de l'ennemi ; car elle était composée de vieux guerriers et de jeunes gentilshommes, les uns accoutumés à braver les périls, et les autres pleins d'une ardeur belliqueuse qui leur était inspirée par l'éduca-

(1) Ce prince était fils de Frédéric I, roi de Naples, de la maison d'Aragon. Arrêté par Gonzalve de Cordoue, qui s'était saisi de sa personne contre la foi d'un traité, il fut amené et retenu prisonnier en Espagne.

(1) Sandova, p. 206.

tion. L'armée de la ligue, au contraire, ne comptait dans ses rangs que des bourgeois et des artisans étrangers aux manœuvres de la guerre, et dont le courage ne pouvait suppléer à l'inexpérience. Dirigées par un général inhabile, les troupes des *comuneros*, trompées par une marche du comte de Haro, laissèrent prendre Tordésillas, résidence de la reine, qui tomba entre les mains du vainqueur, ainsi que plusieurs personnages principaux de la ligue.

A la suite d'un échec si désastreux, Padilla prit la place de Giron, et ranima le courage des confédérés. Mais ils manquaient d'argent, et n'osaient, pour s'en procurer, frapper un impôt sur le peuple. Par le conseil de sa femme Maria Pachéco, Padilla entreprit de dépouiller la cathédrale de Tolède de l'or et des pierreries qui décoraient les autels; mais il commit cette spoliation avec des apparences si profondes d'humilité et de regret, que les habitants, loin de crier au sacrilège, applaudirent à cette action, fruit de la nécessité la plus impérieuse.

Non moins embarrassés que leurs adversaires, les régents obtinrent un léger emprunt de la cour de Portugal, et pourvurent aux nécessités les plus pressantes en livrant au creuset les bijoux de la reine et l'argenterie des royalistes les plus riches pour en faire de la monnaie. Cependant un certain nombre de nobles qui approuvaient en partie les réclamations contenues dans la requête des communes, contraignirent les régents à négocier avec les confédérés; mais les chefs des *comuneros*, confiants dans leur force, refusèrent obstinément de consentir aux modifications qui furent proposées, lesquelles tendaient à restreindre moins rigoureusement l'autorité royale, et à conserver à la noblesse quelques-unes de ses prérogatives.

Cette conduite imprudente était le résultat des divisions intestines qui régnaient au sein de la confédération, et qui étouffaient toutes les mesures dictées par la prudence et la raison. Députés par des villes en proie à des rivalités de commerce, à des jalousies de localités, les membres du conseil de la ligue partageaient la plupart les préjugés de leurs

commellants, et ne pouvaient se concerter ni se rallier à un but commun, celui de l'intérêt général: il en résulta que, refusant l'appui des nobles et s'aliénant le clergé, le parti populaire, resté seul, ne put soutenir la lutte. Il avait d'ailleurs perdu sa grande force, la personne de la reine, et la présence, en sanctionnant tous les actes de la confédération, leur imprimait l'apparence du droit. Maintenant cet avantage appartenait à ses adversaires; un seul homme eût pu sauver la ligue, c'était Padilla, mais il était sans cesse entravé dans ses opérations: après un premier succès, ce général allait marcher sur Tordésillas, quartier-général de l'ennemi, lorsqu'il en fut empêché par une trêve que les chefs de la ligue eurent l'imprudence d'accepter. Le comte de Haro en profita pour concentrer ses troupes, tandis que les soldats de Padilla quittèrent son camp en grand nombre, les uns pour aller revoir leur famille, les autres pour mettre en sûreté le butin qu'ils avaient fait. Instruit de cette circonstance, Haro marcha à la poursuite de Padilla, qui cherchait à gagner Toro. Surprise en rase campagne, au milieu d'une marche rendue plus pénible par des torrents de pluie qui avaient gâté les chemins, l'armée des *comuneros* ne put résister à une attaque aussi impétueuse que soudaine. Une terreur panique saisit tous les soldats, qui prirent la fuite au premier choc; et Padilla, voyant que tout était perdu, se précipita dans la mêlée pour y chercher la mort; mais son cheval ayant été tué, il tomba vivant aux mains des vainqueurs, ainsi que ses principaux officiers. Cette action décisive eut lieu près de Villalar: dès le lendemain un conseil de guerre livra au supplice Padilla et les chefs ses compagnons. Héros de son parti, sa fin fut digne du rôle qu'il avait joué; à ses derniers moments il se montra sans crainte, mais sans ostentation, et parut le martyr d'une cause qu'il avait soutenue avec le dévouement le plus absolu et le courage le plus intrépide. Ses juges adoucirent en quelque sorte la cruauté de leur sentence, en lui permettant d'adresser un dernier adieu à sa courageuse épouse, Maria Pachéco. Voici la lettre qu'il lui écrivit:

« Madame, si vos peines ne m'affli-
 » geaient pas plus que ma mort, je me trou-
 » verais parfaitement heureux. Il faut cesser
 » de vivre; c'est une nécessité commune à
 » tous les hommes; mais je regarde comme
 » une faveur du Tout-Puissant une mort
 » comme la mienne, qui ne peut manquer
 » de lui plaire, quoiqu'elle paraisse déplo-
 » rable aux hommes. Il me faudrait plus de
 » temps que je n'en ai pour vous écrire des
 » choses qui pussent vous consoler. Mes
 » ennemis ne me l'accorderaient pas, et je
 » ne veux pas différer de mériter la cou-
 » ronne que j'espère. Pleurez la perte que
 » vous faites, mais ne pleurez pas ma mort;
 » elle est trop honorable pour exciter des
 » regrets. Je vous lègue mon âme, c'est le
 » seul bien qui me reste, et vous le recevrez
 » comme la chose que vous estimiez le plus
 » dans ce monde. Je n'écris point à mon
 » père Pedro Lopez, je n'ose le faire; car,
 » quoique je me soie montré digne d'être
 » son fils en sacrifiant ma vie, je n'ai pas
 » hérité de sa bonne fortune. Je n'ajouterai
 » rien de plus : je ne veux pas fatiguer la
 » patience du bourreau qui m'attend, ni me
 » faire soupçonner d'allonger ma lettre pour
 » prolonger ma vie. Mon domestique Sossa,
 » témoin oculaire de tout, et à qui j'ai con-
 » fié mes plus secrètes pensées, vous dira ce
 » que je ne peux vous écrire. C'est dans ces
 » sentiments que j'attends le coup qui va
 » vous affliger et me délivrer (1). »

Cette lettre, empreinte d'une résignation
 si fière et si touchante, inspire une haute
 idée de celui qui la traça. Il y joignit une
 épître, ou plutôt une hymne adressée à To-
 lède sa ville natale, dans laquelle éclate l'en-
 thousiasme le plus vif; c'est le cri d'une
 âme qui, en accomplissant le plus grand des
 sacrifices, s'applaudit de ses souffrances et
 offre son sang avec joie comme une semence
 qui va produire l'indépendance et le bon-
 heur de son pays (2).

(1) Sandoval, t. I, p. 478.

(2) Nous croyons devoir transcrire cette épître dans
 son entier, mais hors du texte, afin de ne pas inter-
 rompre notre récit.

* Padilla à la ville de Tolède.

• A toi la couronne d'Espagne et la lumière du

La déroute de Villalar porta un coup mor-
 tel à la ligue, qui, frappée tout-à-coup d'im-
 puissance, ne tarda pas à se dissoudre, quoi-
 que la fortune lui offrit une occasion favora-
 ble qu'elle n'essaya pas même de saisir. En
 effet, l'armée royale s'était vue forcée de
 marcher en Navarre pour s'opposer aux
 Français qui avaient envahi ce royaume; mais,
 au lieu de profiter de cette diversion, les
 chefs des *comuneros* se soumirent à la
 première sommation. Les villes principales
 du parti, Valladolid, Medina del Campo,
 Ségovie, ouvrirent leurs portes; il ne resta
 plus que Tolède qui persista dans sa résis-
 tance. La veuve de Padilla avait fait passer
 dans le cœur des habitants l'enthousiasme
 qui l'animait; son activité, sa prudence,
 son énergie firent oublier la faiblesse de son
 sexe, et lui conquièrent toutes les volontés.
 Investie du commandement, elle en remplit
 tous les devoirs, en subit toutes les fatigues.
 Elle parcourait les rues de la ville en habit
 de deuil, tenant son fils dans ses bras, et
 précédée d'un tableau où l'on voyait repré-
 senté son époux sur l'échafaud et prêt à pé-
 rir sous la hache. Tandis qu'elle entretenait
 par ce moyen l'ardeur de la multitude, elle

» monde, à toi qui, déjà indépendante au temps des
 » Goths, as recouvré la liberté pour toi-même et pour
 » les cités qui t'avoisinent, en versant ton sang et celui
 » de l'étranger : ton enfant Jean de Padilla t'informe
 » comment par le sang de ses veines tu vas cueillir
 » de nouveaux triomphes. Si le destin a refusé à
 » mes actions la gloire du succès, il faut l'imputer à
 » ma mauvaise fortune, et non à ma volonté. Je te
 » prie comme ma mère d'accepter la vie que je vais
 » perdre, car Dieu ne m'a rien donné de plus pré-
 » cieux à t'offrir. Je tiens bien plus à ton estime
 » qu'à la vie. Si l'on ne peut fixer l'inconstance du
 » sort, il me reste du moins une consolation bien
 » douce, celle de voir que moi, le dernier de tes en-
 » fants, je vais souffrir la mort pour toi, et d'empor-
 » ter au tombeau la certitude que d'autres nourris
 » dans ton sein s'apprennent à me venger. Plusieurs
 » langues vont raconter le genre de mort que l'on m'
 » prépare, et que je ne connais pas encore; ce que
 » je sais, c'est que ma fin est prochaine; elle mon-
 » trera quel était mon désir. Je te recommande mon
 » âme comme à la patronne de la chrétienté : je ne
 » parle point de mon corps, il n'est plus à moi. Je
 » quitte la plume, car dans ce moment même, je sens
 » le couteau près de mon sein, plus touché de la
 » douleur que tu vas éprouver que de mes propres
 » maux. »

levait des soldats avec l'argent du clergé; pressait, par ses lettres, le général français en Navarre de pénétrer dans la Castille, et s'efforçait, par ses émissaires répandus dans toutes les cités, d'échauffer le courage et de ranimer la haine des habitants. Elle parvint ainsi à tenir en échec ses adversaires; mais les Français, ayant évacué la Navarre, l'armée royale vint assiéger Tolède. La veuve de Padilla opposa d'abord la résistance la plus vigoureuse; mais son ascendant sur les esprits avait été miné et détruit par les attaques du clergé, qui la fit passer aux yeux du peuple pour une magicienne suscitée par le démon. Maria se vit donc abandonnée de la multitude qui se souleva contre elle et ouvrit les portes aux assiégeants: retirée dans la citadelle, elle se défendit quatre mois, et trompa la rage de ses ennemis en s'échappant de la place réduite aux dernières extrémités par le défaut de vivres. Elle alla chercher un refuge en Portugal (1).

Son départ pacifia la Castille; mais d'autres provinces du royaume étaient encore en proie à toutes les fureurs de la guerre civile. C'est ainsi qu'à Valence les nobles avaient été chassés de la ville, leurs maisons pillées, leurs terres ravagées et leurs châteaux attaqués par le peuple, dont les chefs s'étaient emparés de l'administration de la ville. Mais ces chefs n'étaient que des artisans, ils lâchèrent la bride à la populace, qui se livra aux excès les plus monstrueux. Quoique dévoré par l'anarchie, le parti démocratique soutint la lutte durant l'espace de deux années. Mais après la mort de Padilla, les nobles, aidés par un corps de troupes castillanes, reprirent l'avantage, et rentrèrent en possession du pouvoir par l'épée et par les supplices qu'ils firent subir à leurs principaux adversaires. Dans l'île de Majorque un soulèvement éclata à la même époque contre les gentilshommes, et ne put être apaisé qu'avec les plus grands efforts de la part de Charles, qui fut obligé de déployer toute sa puissance pour étouffer cette insurrection.

Si la ligue ne put réussir à faire triompher ses principes, il faut en accuser le caractère des habitants, qui, séparés en différents États, étaient dominés par des jalousies et des rivalités inconciliables, car tout les divisait les institutions, les mœurs, et jusqu'au langage. La position géographique des Espagnols, en les isolant du reste de l'Europe, leur permettait difficilement d'implorer le secours des autres peuples, dont ils ne pouvaient apprécier les ressources, et avec lesquels ils n'entretenaient que des rapports fugitifs. — Telles furent les causes principales qui firent échouer les efforts des *comuneros* pour établir sur une base solide les libertés nationales. Charles, d'ailleurs, tint dans cette occasion une conduite pleine de mansuétude et d'habileté. A l'exception de quelques individus qu'il abandonna aux tribunaux, il sauva tout le reste des rebelles en les amnistiant, puis il acheva de ramener les esprits des Castillans par le soin qu'il prit d'adopter leurs usages, de se façonner à leurs mœurs, et de s'exprimer toujours dans leur idiôme. Sur ces entrefaites (1522), Léon X étant mort, le cardinal Adrien avait été choisi pour le remplacer sur le trône pontifical. Ancien précepteur de Charles, le nouveau pape se montra tout dévoué à son élève, et à son instigation, et se ligua avec tous les autres états de l'Italie pour chasser les Français de ce pays. Ceux-ci, sous les ordres de Bonivet, étaient entrés dans le Milanais; l'incapacité de leur général ne leur permit pas de s'en rendre maîtres. Adrien VI, après un règne de dix-huit mois, eut pour successeur [1523] le cardinal de Médicis, qui prit le nom de Clément VII. Il essaya d'abord de rapprocher les puissances belligérantes; mais son intervention n'eut aucun succès, et la lutte recommença avec un nouvel acharnement. Les troupes de l'empereur étaient commandées par le connétable de Bourbon. Persécuté par la mère du roi de France, dont il avait refusé la main, il avait voulu se venger par une trahison. Il avait promis de favoriser l'envahissement de sa patrie, qui devait être partagée entre l'empereur et le roi d'Angleterre. Bourbon devait posséder la Provence et le Dau-

(1) Sandoval, tome I, p. 375, Ferréras, tome VIII, page 563.

phiné, et recevoir pour épouse Éléonore, sœur de Charles, et reine douairière de Portugal. Ce dangereux complot ayant été découvert, Bourbon avait pris la fuite, et s'était réfugié auprès de l'empereur, qui l'avait mis à la tête de ses soldats. Il battit Bonnivet sur les bords de la Sesia : c'est dans cette action que périt Bayard, surnommé le Chevalier sans peur et sans reproche. Sa mort fut pleurée même de ses ennemis.

Enflé de ses succès, et entraîné par les conseils du connétable, Charles envoya une armée envahir la Provence; mais cette tentative échoua par le courage des habitants et le défaut de coopération du roi d'Angleterre. François reprit à son tour l'offensive, franchit les Alpes par le Mont-Céris, et marcha droit à Milan. Il voulut, chemin faisant, s'emparer de Pavie; dans une bataille livrée sous les murs de cette ville, il fut vaincu par son imprudente témérité, et tomba entre les mains de Bourbon et de Pescaire (1525). Le roi de France fut conduit à Madrid, mais Charles ne sut pas tirer parti de sa victoire, car il imposa à son royal captif des conditions si onéreuses, que celui-ci n'aurait pu les remplir sans s'aliéner le cœur de ses sujets. François subit d'ailleurs un traitement si rigoureux, qu'il tomba dangereusement malade. Mais il fut rendu à la vie par les soins de sa sœur bien-aimée, la duchesse d'Alençon, qui vint s'enfermer avec lui (1). Ne pouvant fléchir l'empereur, le prisonnier prit la résolution d'abdiquer, et Charles craignant, si François descendait du trône, de perdre tous les avantages qu'il se promettait, consentit à traiter à des conditions moins dures. Il fut stipulé que le roi de France rendrait à Charles le duché de Bourgogne, qu'il renoncerait à tous ses droits sur l'état de Milan, et à ses droits de suzeraineté sur la Flandre et l'Artois. Il devait donner pour otage de l'accomplissement de ces articles le Dauphin et le duc d'Orléans ses fils. Il s'engageait en outre à épouser la sœur

de Charles-Quint, Éléonore, à restituer au connétable de Bourbon ses biens et ses dignités, et à lui rendre ses bonnes grâces. Telle est la substance du traité de Madrid (1526). Imposé par la contrainte, il ne fut exécuté que sur un seul point par François; il célébra son union avec Éléonore; mais éluda ou repoussa ouvertement les autres stipulations qui auraient attenté à l'intégrité du territoire de son royaume. Charles envoya sommer François d'exécuter ses engagements; mais il ne put obtenir satisfaction, et des deux côtés on se prépara à trancher le différend par la force. Toutefois le roi de France n'agit pas avec sa vigueur accoutumée, il n'envoya pas de forces nouvelles dans la Péninsule, et abandonna au courroux de l'empereur et des Vénitiens et le pape ses alliés. Cependant Bourbon commandait les troupes impériales composées d'aventuriers espagnols et allemands, tous dévorés de la soif du pillage, car ils ne recevaient point de solde de leur général, et n'attendaient leur subsistance que de leur épée. Ils marchent sur Rome, et l'emportent d'assaut; Bourbon est tué lorsqu'il franchissait le rempart, et ses soldats se précipitent dans la ville, où ils se livrent aux excès les plus monstrueux. Mais les Espagnols furent encore surpassés par les Allemands, qui, imbus des doctrines de Luther, s'acharnaient contre les prêtres romains, ils les torturaient en les insultant, et se plaisaient à dévaster les églises, qu'ils regardaient comme des lieux profanés par la célébration du culte catholique. Assiégé dans le château Saint-Ange, le souverain pontife, Clément VII, fut obligé de se rendre prisonnier, et de signer les conditions les plus désastreuses. Dès qu'il apprit cet événement, Charles, le cœur plein de joie, affecta la plus profonde douleur; il fit prendre le deuil à sa cour, ordonna des processions et des prières, afin que le pape pût recouvrer sa liberté. Mais ce faste d'hypocrisie parut aussi odieux que superflu; tout le monde savait qu'un mot du monarque aurait délivré le pape de sa captivité. Cependant Clément VII parvint à s'échapper des mains de ses ennemis et se retira à Orvietto.

Mais les succès de Charles armèrent bien-

(1) C'est cette même princesse qui devint par la suite reine de Navarre. Célèbre par son esprit, elle en a laissé des preuves par ses vers, et surtout par ses contes en prose.

tôt contre sa fortune les rois de France et d'Angleterre. Ils lui envoyèrent deux hérauts pour lui déclarer la guerre; l'empereur les entendit en présence de sa cour, et répondit avec modération à l'envoyé de Henri; mais il tint un langage bien différent à celui de François, il le chargea de dire à son maître qu'il avait menti à sa foi en éladant ses promesses, et qu'il le regardait comme déchu du titre d'homme d'honneur et de celui de gentilhomme. A cette réponse insultante, le roi de France répliqua par un démenti accompagné d'un cartel; mais le combat n'eut jamais lieu, car la raison d'État s'y opposait impérieusement, et le duel annoncé avec tant de faste et de bruit, n'aboutit qu'à des bravades aussi vaines que ridicules (1528). Cependant la guerre reprit avec vivacité en Italie; Lautrec, qui commandait les troupes françaises, fit une irruption dans le royaume de Naples, dont il s'empara, à l'exception de la capitale et de Gaète. Mais cet heureux début ne se soutint pas par deux causes, la première due à l'imprévoyance de François I, qui négligea d'envoyer à Lautrec la solde de ses troupes; la seconde fut la défection du Génois André Doria: fatigué des injustices et des outrages dont on l'abreuvait, il se déclara tout-à-coup contre les Français, et fournit des vivres aux Napolitains, qui commençaient à être en proie aux horreurs de la famine. Bientôt les assiégeants, décimés par la peste qui avait réduit leur nombre à quatre mille hommes, furent contraints de capituler. Gênes, soumise aux Français, reprit son indépendance, et Charles recouvra toute sa prépondérance en Italie. Une seconde armée envoyée dans le Milanais par François, éprouva le même sort que celle de Naples (1529). Après tant de sang répandu, les puissances belligérantes, épuisées les unes par leurs victoires les autres par leurs défaites, entamèrent des négociations qui aboutirent au traité signé par Marguerite d'Autriche, tante de l'empereur, et Louise de Savoie, mère de François I. Cette convention portait en substance que le roi de France acquitterait sa rançon avec deux millions d'écus d'or, et qu'il rappellerait d'Italie toutes ses troupes, livrant ainsi à la vengeance de Charles les Vénitiens, les Flo-

rentins, et le duc de Ferrare, ses alliés. Cette conduite peu généreuse valut à François de justes reproches, dont il ne pouvait s'absoudre qu'en alléguant pour excuse la nécessité. De son côté, le roi d'Angleterre acquiesça au traité de Cambrai. Nous avons omis de dire à nos lecteurs que l'empereur s'était marié (1526) avec Isabelle, sœur de Jean III, roi de Portugal, dont il eut un fils qui fut depuis Philippe II. Charles, pressé de visiter ses États d'Italie, confia le gouvernement de l'Espagne à cette princesse durant son absence. Débarqué à Gênes, il traversa la Péninsule au milieu des hommages et des respects des princes et des peuples, et entra à Bologne à la tête de vingt mille soldats, où il devait avoir une entrevue avec le pape. Il se prosterna avec humilité devant le pontife dont il avait naguère ravagé la capitale et qu'il avait chargé de fers. Mais Clément VII oublia bien vite son ressentiment, car l'empereur lui rendit la souveraineté de Florence (1). Charles traita avec modération les alliés de François; il accorda la paix aux Vénitiens, à la condition de restituer les villes dont ils s'étaient emparés dans le royaume de Naples et dans l'état romain. Il rendit à Sforce le duché de Milan, et au duc de Ferrare tous ses domaines. Mais il fit acheter sa clémence par des sommes considérables dont il avait besoin pour se rendre en Allemagne, où l'appelaient les affaires les plus importantes (1530).

Chef de l'empire alors divisé par le schisme de Luther, la tâche que Charles devait accomplir était hérissée de difficultés. S'il avait pour appui les catholiques plus riches et plus nombreux que les luthériens, ceux-ci étaient redoutables par l'union de leurs forces. Tel était l'état des choses lorsque l'empereur arriva à Augsbourg pour y tenir une diète. Il essaya d'abord de ramener à l'Eglise romaine les princes protestants en employant tour-à-tour les menaces et les promesses. Ses tentatives n'eurent

(1) Les Florentins avaient chassé les Médicis, et rétabli le gouvernement républicain; mais, assiégés par une armée impériale, ils furent contraints de se rendre après une défense opiniâtre, et retombèrent sous le joug de la famille des Médicis, qui établit sans retour le pouvoir absolu.

rent aucun succès, et il résolut de déployer toute sa puissance pour étouffer les croyances nouvelles. Il obtint de la diète un décret qui condamnait les doctrines de Luther, et soumettait ses partisans aux peines les plus rigoureuses.

Les princes et les villes libres qui avaient embrassé les opinions de Luther s'assemblèrent à Smalkalde, où ils conclurent une ligue pour se défendre contre les catholiques(1). Ils ouvrirent en conséquence de secrètes négociations avec la France et l'Angleterre, et s'opposèrent à la nomination de l'archiduc Ferdinand en qualité de roi des Romains. Ils craignaient, en décernant ce titre au frère de l'empereur, d'aplanir la route qui devait conduire Charles à rendre la couronne impériale héréditaire dans sa famille. Mais leur opposition fut impuissante, et Ferdinand emporta son élection. Il fut couronné quelque temps après à Aix-la-Chapelle. Ce fut alors que les princes protestants conclurent une alliance définitive avec François. Quant au roi d'Angleterre, aigri contre le pape qui avait refusé de prononcer la dissolution de son mariage avec Catherine d'Aragon (2), il avait rompu tout rapport avec le souverain pontife, et venait de se déclarer lui-même chef de la nouvelle religion qu'il avait établie dans son royaume. Absorbé dans les détails d'une entreprise si difficile, il cessa depuis de prendre part à la politique étrangère, et envoya seulement aux confédérés une somme d'argent, accompagnée de promesses qui restèrent sans exécution.

Cependant Charles, forcé de repousser l'invasion des Turcs, parvint à prévenir toute hostilité avec les protestants en suspendant l'exécution des mesures décrétées par la diète d'Augsbourg. Tranquille de ce

côté, il marcha contre Soliman, qui, à la tête d'une armée formidable, avait inondé la Hongrie de ses soldats. Toutefois ces formidables apprêts de la part des Turcs et des chrétiens n'eurent aucun résultat glorieux. Soliman se retira sans avoir combattu. Les troupes de l'empire, qui se montaient à près de deux cent mille hommes, se séparèrent, et l'empereur prit la route de l'Espagne en traversant l'Italie. A Bologne, il eut une entrevue avec le pape, qu'il pressa vivement d'assembler un concile, et il conclut une ligue avec tous les Etats de la Péninsule, à l'exception des Vénitiens, qui préférèrent demeurer neutres [1533]. Quoique le pape eût accédé à cette confédération, il ne laissa pas de conclure le mariage de sa nièce, Catherine de Médicis, avec Henri, second fils de François I. En effet, le pape redoutait l'ambition de Charles, et voulait se ménager contre elle un puissant protecteur. Clément VII ne put connaître les effets de sa prévoyance, car il mourut peu de mois après la célébration de l'hymen dont nous venons de parler, et fut remplacé par le cardinal Alexandre Farnèse, qui pri le nom de Paul III [octobre 1534].

Sur ces entrefaites un dangereux soulèvement éclata tout-à-coup à Munster, ville impériale. Déjà en 1525 un disciple de Luther, nommé Thomas Muncer, avait provoqué une sanglante révolte dans la Thuringe en ameutant les paysans, auxquels il prêchait l'égalité des rangs et la communauté des biens. Ces principes avaient été noyés dans le sang de ceux qui les avaient adoptés et soutenus les armes à la main. Mais ces mêmes principes reparurent en 1534, prêchés à Munster par deux prophètes, Jean Mathias, bouvier de Harlem, et Jean Boccold ou Butzels, ouvrier tailleur de Leyde. Ces deux hommes, aidés de leurs disciples, s'emparèrent de la ville et se saisirent du gouvernement dont ils changèrent la forme. C'est ainsi qu'ils forcèrent les citoyens riches d'apporter au trésor public leur or et leur argent, et jusqu'à leurs meubles, qui furent distribués par portions égales à tous les habitants. Quant aux opinions religieuses des deux prophètes, elles servirent pour base l'égalité la plus parfaite,

(1) C'est environ à cette époque que les princes et les députés des villes qui avaient adopté la religion de Luther, protestèrent contre un décret de la diète de Worms rendu contre la personne et les maximes religieuses du chef de la réformation. Cet acte leur fit donner le nom de protestants, que nous employons à l'avenir pour désigner les sectateurs de la réforme inventée par Luther, et continuée sous de nouvelles dénominations par ses disciples.

(2) Catherine était tante de Charles-Quint.

comme étant conforme à l'esprit de l'Évangile. Ils soutenaient encore qu'il fallait rebaptiser tous les enfants, non par aspersion, mais par immersion, suivant la coutume usitée dans l'église primitive. De là vient que leurs disciples reçurent le nom d'anabaptistes. L'évêque de Munster étant venu mettre le siège devant la ville, Mathias sortit à la tête de trente fanatiques, et se jeta tête baissée au milieu des bataillons ennemis. Après sa mort, Butzels, plus connu sous le nom de Jean de Leyde, prit sa place et se fit déclarer prince, sous le titre de roi de Sion. Il prêcha ensuite la polygamie à ses sujets, et leur donna l'exemple en épousant quatorze femmes. Un tel régime se serait détruit de lui-même; mais il fut aboli par l'épée, après une domination de quinze mois. Les troupes assiégeantes s'emparèrent de la ville par la trahison d'un déserteur. Jean de Leyde périt dans les supplices; mais ses sectateurs lui survécurent sous le nom de mennonites. Au reste, les désordres qui travaillaient alors la société en Allemagne n'étaient que la conséquence de la doctrine de Luther; car en faisant tous les esprits juges des dogmes religieux, on ouvrait une carrière sans limites à toutes les aberrations et à toutes les folies que peut enfanter l'imagination.

Après la déroute des anabaptistes, la querelle se ranima entre les protestants et les catholiques; elle eut pour sujet le rétablissement d'Ulric, duc de Wurtemberg, dans le duché de ce nom. Ce prince avait été chassé en 1519 par ses propres sujets, et sa principauté était échue à la maison d'Autriche. Aidé secrètement par François, il chassa les troupes de Ferdinand, et installa dès le premier jour de son rétablissement la religion protestante. Le roi des Romains n'osa pas attaquer Ulric, de peur de se brouiller avec la ligue de Smalkalde (1).

(1) Les princes confédérés étaient Frédéric, électeur de Saxe; Ernest, duc de Brunswick; Philippe, landgrave de Hesse; Ulric de Wurtemberg, Burnim et Philippe II, ducs de Poméranie; Jean Georges et Joachim, princes d'Anhalt; Gérard et Ibert, comtes de Mansfeld; Guillaume, comte de Nassau. Les villes étaient Strasbourg, Nuremberg, Constance, Ulm, Magdebourg, Brême, Reuthingue, Haibron,

Charles avait besoin de triomphes militaires pour aider à l'exécution de ses desseins ambitieux; en effet il lui importait d'établir la réputation de ses armes, afin d'ôter aux puissances les plus faibles jusqu'au désir de lui résister. C'est dans ce but qu'il entreprit une expédition en Afrique, sur les côtes de la Barbarie. Les habitants de ce pays, qui borde la Méditerranée, étaient un mélange d'Arabes, de Nègres et de Maures expulsés de l'Espagne; ils avaient fondé de petits royaumes, dont l'existence était à peine connue en Europe. Mais au commencement du seizième siècle, deux frères, nommés Horuc et Chéréddin, fils d'un potier de Lesbos, furent les auteurs d'une révolution importante dans cette contrée. Ayant embrassé la profession de pirates, où ils s'enrichirent, ils s'emparèrent, par ruse, d'Alger, et assassinèrent le souverain de cette ville. Horuc fut tué quelque temps après dans un combat; Chéréddin prit sa place sur le trône d'Alger. Surnommé Barberousse, à cause de la couleur de sa barbe, il porta ses armes dans l'intérieur, en même temps qu'il continuait à exercer sur mer sa piraterie. Son nom répandit bientôt une terreur universelle parmi les États chrétiens, et Barberousse, craignant de succomber sous les coups d'une coalition européenne qui pouvait se former un jour contre lui, se déclara vassal du sultan des Turcs, dont la puissance était alors formidable. Sur ces entrefaites, instruit que les fils du dernier prince de Tunis se disputaient la couronne, il prit l'un d'eux, al-Raschild, sous sa protection, le conduisit à Constantinople dans le but apparent de lui faire obtenir l'appui du grand-seigneur. A son arrivée à Constantinople, al-Raschild fut égorgé secrètement, et Barberousse fit voile vers Tunis avec une flotte turque, et s'empara de la ville, dont le grand-seigneur lui abandonna le gouvernement, sous le titre de vice-roi.

Le prince tunisien détrôné, Muley-Assan

Menningen, Lindau, Campen, Isne, Bibrac, Vindsheim, Augsburg, Francfort, Esling, Brunswick, Goslar, Hanovr, ~~Contingue~~, Eimbeck, Hambourg, Minden.

vint implorer la protection de l'empereur, qui, voulant abattre la puissance de Barberousse, dont les brigandages désolaient journellement ses États d'Espagne et d'Italie, résolut d'attaquer le corsaire couronné. Suivi de cinq cents navires, commandés par André Doria, et chargés de trente mille soldats aguerris, il parut devant Tunis. Après avoir emporté d'assaut le fort de la Goulette, s'être saisi de la flotte de Barberousse, et avoir gagné une sanglante bataille contre les Arabes, il força la place de se rendre à discrétion. Dix mille chrétiens, tombés dans l'esclavage, furent mis en liberté; mais la victoire de Charles fut souillée par des torrents de sang. Les troupes espagnoles, altérées de butin, se précipitèrent, malgré leurs chefs, dans la ville, où elles se livrèrent à tous les excès que peuvent enfanter la cruauté, la rapine et le libertinage le plus éhonté. Trente mille personnes périrent sous les coups de ces furieux, et Muley-Assan rentra dans son palais en marchant sur les cadavres des siens. Il reconnut la suzeraineté de l'empereur. Mais l'éclat du succès que Charles venait de remporter en fit oublier les suites déplorables, et l'Europe accueillit avec admiration le vainqueur ramenant avec lui des milliers de chrétiens dont il avait brisé les fers [août 1535].

A peine de retour, le monarque trouva la guerre prête à s'allumer en Italie avec le roi de France; Sforce, duc de Milan, poussé par Charles, avait fait trancher la tête à l'ambassadeur français Merveille, en 1533, pour avoir tué dans une querelle un des officiers de sa maison. François se plaignit de cette violence inouïe au duc et à l'empereur; n'ayant pu obtenir satisfaction, il résolut de se faire rendre justice par les armes. Comme sa conduite précédente lui avait aliéné ses anciens alliés dans la Péninsule, il s'adressa à la ligue de Smalkalde; mais ayant fait brûler à Paris les protestants, tandis qu'il promettait aux princes confédérés de tolérer la religion de Luther dans ses États, ceux-ci se refusèrent de s'unir avec lui contre l'empereur (1).

Quoique resté seul contre Charles, François n'hésita pas à tirer l'épée, et fit marcher une armée pour l'Italie, qui s'empara, chemin faisant, du duché de Savoie; il ne resta au souverain de ce pays que le Piémont. Le prétexte de cette spoliation était fondé sur les prétentions que Louise, mère de François I, avait sur la Savoie (1). Le duc perdit en même temps la suzeraineté de Genève, qui, ayant embrassé la réformation, se déclara indépendante.

Sur ces entrefaites Sforce mourut [1535]; Charles se saisit du Milanais, et amusa le roi de France par la promesse de donner l'investiture du duché à l'un de ses fils. Il eut soin de prolonger cette négociation jusqu'à ce qu'il eut rassemblé des forces suffisantes pour résister à l'invasion dont ses États italiens étaient menacés. Puis il se rendit à Rome, dans un consistoire, auquel assistaient le pape, entouré du sacré collège, et tous les ambassadeurs des différentes puissances. L'empereur pronouça une longue invective contre François, qu'il termina par l'offre d'un combat singulier contre ce monarque. Un éclat aussi inattendu et aussi peu séant n'était qu'une explosion de vanité de la part du prince espagnol, enivré de ses succès récents en Afrique, et qui rêvait déjà la conquête de la France. Toutefois, il crut devoir adoucir par des explications l'amertume de ses paroles, dont il avait reconnu l'impudence; il n'osa ni les désavouer complètement, ni les confirmer de nouveau. En cherchant à les atténuer il en tira cependant un utile résultat, celui d'entamer une négociation avec son rival, ce qui lui permit de prendre l'initiative dans la lutte qui se préparait.

En effet, après avoir contraint l'armée française d'évacuer le Piémont, il entra dans

François fut poussé à cette rigueur par les attaques publiques de quelques protestants contre son autorité et celle de l'Église; il fut forcé, dans cette occasion, d'obéir à l'opinion de son temps, qui réclamait à grands cris la mort des hérétiques. Le fer et le feu étaient les seuls moyens que l'on invoquait alors pour étouffer les doctrines contraires à celle de la religion de l'État.

(1) Cette princesse était sœur du duc Philibert.

(1) Nous devons faire remarquer à nos lecteurs que

la Provence et mit le siège devant Marseille, tandis qu'un autre corps de troupes, commandé par Henri de Nassau, pénétrait dans la Picardie. Mais le système de temporisation adopté par François fit échouer les attaques de l'ennemi, qu'il détruisit en détail en le harcelant sans relâche, et en le combattant par la famine; car les provisions de toute espèce avaient été transportées sur d'autres points ou détruites sur les lieux mêmes. Aussi, après une campagne de deux mois, l'empereur n'eut d'autre parti à prendre que celui d'une retraite; elle fut désastreuse pour les envahisseurs, qui abandonnèrent leurs armes, leurs bagages, et tombèrent par milliers sous les coups des paysans, représailles terribles des excès commis par les impériaux. Avec ses soldats, Charles perdit encore un de ses meilleurs généraux, Antoine de Lève, et un grand nombre d'officiers aussi braves qu'habiles [1536]. Dans la Picardie, l'armée impériale n'eut pas un sort plus heureux, et se retira après avoir assiégé inutilement plusieurs villes. La guerre continua une partie de l'année suivante dans les Pays-Bas et le Piémont; mais fut suspendue au moyen d'une trêve amenée par l'épuisement des deux partis, qui avaient consommé toutes leurs ressources [1537]; elle fut conclue à Nice et devait durer dix ans.

Les monarques rivaux se virent à Aigues-Mortes quelque temps après, où ils s'accablèrent réciproquement de témoignages extérieurs d'une vive affection. Cette amitié, éclose si promptement entre les deux monarques, après tant d'insultes lancées l'un contre l'autre, et après tant de sang répandu pour en tirer vengeance, dut paraître un peu suspecte aux contemporains et répugner surtout au cœur de François, dont le caractère avait un fond de franchise qu'il lui fallut étouffer dans cette occasion. Mais, née d'un intérêt passager, cette amitié fut bientôt rompue par les événements. En effet, sans parler de l'Italie, sur laquelle le roi de France tenait toujours ses regards fixés pour saisir l'occasion d'y rentrer, ce prince était encore entraîné par sa position à prendre le rôle de protecteur de la ligue de Smalkalde, afin de

sauver l'Europe de la domination de son rival, qui s'appêtait à lui ravir son indépendance. Mais les moyens de Charles n'étaient pas assez puissants pour accomplir ce grand projet; s'il possédait de vastes États, ils étaient séparés entre eux par de grandes distances; s'il avait des armées nombreuses, il était presque toujours dans l'impuissance de les payer; car ses revenus étaient fort au-dessous de ses besoins. Aussi ses plans étaient sans cesse dérangés par l'indiscipline de ses troupes, qui se révoltaient sur tous les points, et faisaient détester son pouvoir par les excès les plus révoltants et les exactions les plus criantes. Toutefois, le dévouement et l'habileté des chefs impériaux prévint les mauvais effets de la mutinerie des soldats, auxquels ils trouvèrent moyen de payer des à-comptes, et d'acquitter le reste en promesses. Il fallait sortir à tout prix de la pénurie où il se trouvait; Charles résolut donc de s'adresser à son royaume de Castille. Dans l'assemblée des états qu'il ouvrit à Tolède, après l'énumération des charges qui lui étaient imposées, le monarque proposa, pour y faire face, d'établir un nouvel impôt sur toutes les marchandises. Cette demande fut repoussée vivement par les députés; ceux du clergé et de la noblesse se signalèrent par l'opposition la plus vive, et le roi, n'ayant pu gagner les esprits par des intrigues et des arguments, prit le parti de dissoudre les cortès. Lorsqu'il lui plut de les convoquer à l'avenir, il eut soin d'exclure les représentants de l'Église et de la noblesse, sous le prétexte que n'étant pas soumis aux mêmes charges que les citoyens, ils n'avaient aucun droit à voter les impositions publiques. Il ne resta donc aux cortès que les procureurs ou députés de dix-huit villes principales du royaume; destitués d'appuis, ils tombèrent sous la dépendance de la cour. Ainsi par une révolution que personne n'avait prévue, la noblesse et le clergé, qui avaient fait échouer la révolution tentée par les communes, furent punis de leur zèle imprévoyant; écartés des états, ils perdirent tout pouvoir politique. Cependant le clergé conserva une grande influence sur les cœurs, et la haute noblesse défendit long-temps en-



1. SERVANTES DE MADRID. 2. COSTUMES DE PAYSANS.

Paris, Imp. de Lagoy, r. de la Harpe, n. 1.

ESPAGNE

core ses privilèges honorifiques qui ne respectaient pas toujours la majesté du prince. Charles lui-même en fit l'épreuve à cette époque; au retour d'une cérémonie, un des officiers de sa cour ayant frappé le cheval du duc de l'Infantado, celui-ci s'en offensa et blessa l'officier d'un coup d'épée. L'empereur ordonna d'arrêter le duc; mais le connétable de Tolède s'y opposa, en déclarant que lui seul avait le droit d'attenter à la liberté de l'accusé, il l'emmena chez lui, et fut accompagné par tous les nobles qui délaissèrent le monarque. Resté seul avec le cardinal de Tavera, Charles crut devoir tolérer une désertion si mortifiante pour lui. Il abandonna au duc de l'Infantado le soin de punir l'officier dont il avait à se plaindre; celui-ci, loin de se venger, pardonna, non-seulement à l'homme qui l'avait outragé, mais il lui fit un riche présent. Cette anecdote serait peu digne d'être citée, si elle ne mettait en relief l'habileté de Charles dans l'art de manier les esprits; il savait que les hommes défendent surtout les intérêts de leur vanité, et il ne voulut pas pousser à bout une classe qui pouvait se laisser enlever le pouvoir, mais non les privilèges qui la plaçaient en dehors des autres citoyens.

L'empereur était à peine sorti des embaras qu'il venait de rencontrer en Castille, lorsqu'il apprit le soulèvement des Gantois. Les habitants de cette ville, une des plus riches des Pays-Bas, avaient refusé de payer leur part d'un subside voté par les états, soutenant qu'au terme des capitulations passées entre eux et Maximilien, ils ne pouvaient être taxés sans leur consentement. La reine douairière de Hongrie, sœur de Charles, était à la tête du gouvernement en qualité de régente; elle voulut soumettre les Gantois, qui se révoltèrent et offrirent à la France de passer sous sa domination [1539]. La trêve conclue à Nice, en 1538, avait suspendu les hostilités entre Charles et François; ce dernier ne voulut pas les rouvrir en acceptant la demande des Gantois, soit qu'il ne fût pas en mesure de recommencer la lutte, ou soit qu'il préférât employer l'effort de ses armes à reprendre le Milanais. Ce pays avait été le théâtre de ses premiers exploits,

et il aspirait vivement à rentrer dans sa possession. Cette politique était peu d'accord avec l'intérêt de la France, qui avait tout à gagner à s'étendre du côté des Pays-Bas, dont les habitants avaient des mœurs et des habitudes peu différentes, tandis que les Milanais, placés sous un autre ciel, ne pouvaient sympathiser avec les Français. L'éloignement d'une conquête située au-delà des Alpes était en outre une source continuelle de dépenses; car il fallait une armée toujours sur pied pour la défendre contre les attaques de l'empereur, et la retenir dans l'obéissance. Quoi qu'il en soit, le monarque, non content de repousser la proposition des Gantois, fit savoir à Charles ce que méditaient les rebelles. Une conduite si désintéressée enhardit l'empereur à demander la permission de traverser la France pour se rendre en Flandre. C'était la route la plus courte, mais la plus périlleuse; car c'était fournir au souverain de ce royaume une dangereuse tentation qui l'aurait vengé de sa prison de Madrid et de toutes les injures qu'il avait souffertes de la part de Charles. Mais François avait dans le cœur une générosité chevaleresque, dont il donna la preuve la plus éclatante en accueillant le monarque espagnol avec les plus grands honneurs, et en lui prodiguant les marques d'une amitié aussi vive que cordiale [1540].

Cependant, au milieu du tourbillon des plaisirs et au sein des fêtes dont il était l'objet, Charles ne put se défendre d'éprouver de vives inquiétudes; elles n'étaient pas dénuées de fondement; en effet certains personnages influents à la cour pressèrent François de s'assurer de la personne de l'empereur; mais ce dernier s'y refusa constamment. Soit qu'il eût été averti de cette circonstance, soit qu'il voulût à tout hasard s'attacher des partisans pour l'avenir; le roi d'Espagne mit en usage un expédient qu'il fit passer sous la forme d'une galanterie. La duchesse d'Etampes, maîtresse de François I, ayant présenté à laver à Charles, celui-ci laissa tomber au fond du vase une bague enrichie de diamants d'un très-grand prix, et refusa de la recevoir, disant à la duchesse que la bague était entre de trop belles mains

pour qu'il pût la reprendre. La dame garda le cadeau, et s'en montra, dit-on, si reconnaissante, qu'elle détourna le danger que Charles redoutait; elle poussa même par la suite son zèle jusqu'à la trahison (1). L'empereur passa six jours à Paris, durant lesquels son hôte poussa la délicatesse jusqu'au point de ne pas lui rappeler la promesse qu'il lui avait faite plusieurs fois de donner au duc d'Orléans, l'un de ses fils, l'investiture du Milanais, dont il pouvait disposer par la mort du duc Sforce, qui n'avait point laissé d'enfants (2). Cette discrétion devint fatale à François; car, dès que Charles fut hors de ses mains, il éluda l'exécution de sa parole, et finit même par nier effrontément qu'il eût jamais rien promis. Arrivé en Flandre, il marcha sans délai contre Gand, qui se soumit, sans même avoir tenté la plus légère résistance. Charles punit avec rigueur cette rébellion; vingt-six des principaux citoyens périrent sur l'échafaud; dépouillée de ses privilèges, la ville perdit le droit de se gouverner elle-même; elle paya en outre une amende de cent cinquante mille florins pour l'érection d'une citadelle, et dut fournir annuellement six mille florins destiné à solder la garnison.

Dès qu'il eut pacifié par la force les Pays-Bas, Charles se rendit en Allemagne, où les catholiques et les protestants préludaient par des disputes théologiques aux guerres sanglantes qui pouvaient seuls terminer leur querelle. Les deux partis convinrent d'ouvrir une conférence à Ratisbonne; mais cette conférence n'aboutit qu'à jeter plus d'irritation dans les esprits. Toutefois, la diète déclara qu'il fallait recourir à la tenue d'un concile, et qu'en attendant l'ouverture de cette assemblée, l'état des choses ne subirait aucun changement. Cette décision mécon-

(1) Dans la guerre qui éclata en 1542, entre Charles et François, la duchesse d'Étampes instruisait l'empereur de tout ce qui se passait dans le conseil. On assure que c'était par jalousie contre le dauphin, depuis Henri II, dont la maîtresse, Diane, était l'objet d'une haine profonde de la part de la duchesse.

(2) Sforce était mort en 1535, et son duché avait fait retour à Charles comme fief de l'empire.

tenta vivement le pape, à qui le projet d'assembler un concile semblait une atteinte à son autorité. Les protestants n'étant pas non plus satisfaits, exigèrent de Charles une déclaration exceptionnelle qui les maintenait dans la plénitude des privilèges dont ils étaient en possession. Cette condescendance, de la part de l'empereur lui avait été imposée par l'état alarmant de la Hongrie, où Jean Zapol, vaivode de Transilvanie, s'étant fait couronner roi, avait obtenu de se placer sous le patronage des Turcs (1535). Ferdinand, frère de Charles, prétendait avoir des droits au trône de Hongrie, et avait conclu avec Jean Zapol un accord secret, par lequel ce dernier, déjà avancé en âge, devait lui assurer le pouvoir après sa mort. Mais cédant aux instances de la noblesse, Zapol s'était marié avec Isabelle, fille de Sigismond, roi de Pologne. Un fils était né de cette union, à qui Jean légua sa couronne au détriment du roi des Romains (1). Celui-ci voulut chasser le jeune prince, mis sous la tutelle de sa mère et du cardinal Martinusius; ils appelèrent à leur secours Soliman, qui envoya une armée pour les défendre; mais tenté par l'occasion, le sultan s'empara de la Hongrie pour en faire l'une des provinces de son empire, laissant au fils de Jean la Transilvanie; puis il somma Ferdinand de lui restituer les villes qui étaient encore entre ses mains. Une telle prétention rendait la guerre indispensable; Charles, ayant besoin du concours des protestants pour marcher contre les Turcs, s'était vu forcé de céder aux réclamations des princes et des villes qui avaient embrassé les opinions de Luther.

Mais avant de commencer les hostilités contre Soliman, l'empereur résolut de tenter une seconde expédition en Afrique contre Barberousse. Resté maître d'Alger, celui-ci tenait en alarmes toutes les côtes de la Méditerranée, dont les habitants étaient sans cesse menacés de la mort et de l'esclavage. Charles, irrité de ces attaques continuelles, prit la résolution d'y mettre fin en s'emparant de la ville qui servait pour ainsi dire de nid aux

(1) Ferdinand, frère de Charles.

pirates, et vint débarquer à ses portes à la tête d'une armée de vingt-cinq mille hommes, l'élite de ses troupes. Mais à peine sur le rivage, les chrétiens furent assaillis par un orage impétueux; des torrents de pluie ayant détrempé la terre, avaient créé une boue liquide où le soldat entraît jusqu'aux genoux. Le gouverneur d'Alger était un renégat nommé Assan; il profita de cet incident pour faire une irruption dans le camp espagnol, il tua un grand nombre d'impériaux; et ce fut après de grands efforts que Charles et ses généraux parvinrent à le repousser. Pour comble d'infortune, l'ouragan qui avait mis l'empereur en danger détruisit sa flotte, et il vit s'abîmer dans les flots quinze vaisseaux de guerre et cent quarante bâtiments de transport. Il fallut renoncer à une conquête devenue impossible par le manque de provisions que la mer avait englouties, et l'armée mit à la voile sur les vaisseaux amenés par Doria, échappés aux désastres qui avaient frappé le reste de la flotte. Une nouvelle tempête accueillit les troupes de Charles et dispersa tous les bâtiments, dont les uns abordèrent en Italie et les autres en Espagne. Ainsi se termina cette expédition où le monarque déploya toutes les qualités du commandement, et honora sa défaite en prouvant qu'il était digne de vaincre par son courage supérieur à tous les périls, et par sa fermeté que rien ne put abattre [1541].

Cependant le roi de France s'appretait à tirer parti de l'échec subi par l'empereur sous les murs d'Alger; mais il fallait un prétexte pour rompre la trêve conclue à Nice entre les deux monarchies. L'assassinat commis sur la personne de Rincon, ambassadeur de France à Constantinople, par les ordres du marquis du Guast, gouverneur du Milanais, offrit à François un juste motif de recommencer la guerre (1). François demanda rai-

son d'un attentat si lâche et si odieux; mais l'empereur ne pouvait y faire droit sans livrer du Guast en holocauste à la vengeance d'un ennemi, et les hostilités s'ouvrirent en 1542 sur plusieurs points, dans le Luxembourg, le Brabant, l'Italie, le Piémont et l'Espagne. Ces grands préparatifs n'amènèrent que des résultats insignifiants, c'est-à-dire la prise par les Français de quelques villes dans le Piémont. La guerre se continua l'année suivante; Charles se trouva attaqué à la fois par le roi de France dans le Hainaut, par Soliman en Hongrie, et dans la Calabre par le célèbre pirate Barberousse, lequel, après avoir ravagé Reggio, vint se joindre à la flotte française pour assiéger Nice, qui fut sauvé par Doria.

Mais tandis que Charles avait à résister à tant d'ennemis, il lui fallait encore surveiller les protestants. Après de longues discussions entre les cours catholiques, un concile avait été indiqué à Trente, ville du Tyrol; mais les princes catholiques et protestants refusèrent d'y envoyer des représentants [1542]. Sur ces entrefaites, le duc de Brunswick ayant voulu s'emparer de la ville de Goslar, fut, en vertu d'un décret de la chambre impériale, dépouillé de ses États par la ligue de Smalkalde. Ce premier essai de leurs forces enhardit les confédérés, qui refusèrent de contribuer en hommes et en argent pour la guerre de Hongrie, si la chambre impériale n'était pas abolie, et s'ils n'obtenaient des sûretés garantissant le libre exercice de leur religion. Ce fut dans ces conjonctures que l'empereur revint des Pays-Bas. Son premier soin fut de désarmer la ligue protestante par des concessions et par des promesses; puis en présence de la diète convoquée à Spire, il fit une sortie violente contre le roi de France, qui, après avoir empêché l'ouverture du concile de Trente destiné à guérir les maux de l'Église.

(1) François avait fait alliance avec Soliman: ces deux princes devaient attaquer en même temps la maison d'Autriche. Le sultan avait conçu le projet de faire entrer dans cette ligue les Vénitiens. François ayant approuvé ce projet, dépêcha Rincon à Constantinople pour en arrêter les bases. Celui-ci

prit son chemin par Venise, où il devait s'entendre avec le sénat. Du Guast avait pénétré l'objet des négociations dont l'ambassadeur français était chargé, il le fit assassiner aux environs de Pavie pour s'emparer de ses dépêches, et retarder l'exécution d'un plan qui devait être si préjudiciable à son maître.

venait encore de s'allier avec les Turcs, et de leur fournir les moyens de pénétrer au cœur de l'Europe, et de porter le ravage et la désolation chez tous les peuples chrétiens. Il fallait donc anéantir cette alliance impie en écrasant, par un effort vigoureux, le roi de France et son allié le sultan. Enflammés d'indignation par l'éloquence de Charles, soutenue du récit des massacres et des violences commis journellement par Barberousse, les membres de la diète votèrent une armée de vingt-quatre mille hommes et de quatre mille chevaux, qui devaient être soldés pendant six mois au moyen d'une capitation imposée à tous les Allemands [1544].

La campagne s'ouvrit bientôt après contre les Français; on se battit à la fois en Italie et dans les Pays-Bas. Les troupes impériales furent défaites dans la Péninsule à la journée de Cérises; Charles, en revanche, avait pénétré jusqu'au centre de la France. Maître de Saint-Dizier en Champagne, il menaçait Paris; mais l'approche de l'hiver et les mutineries des soldats qu'il ne pouvait payer contraignirent le prince espagnol de s'arrêter et d'ouvrir des négociations qui se terminèrent par la paix signée à Crespy, le 18 septembre 1544. Les principales conditions de ce traité portaient que toutes les conquêtes seraient restituées de part et d'autre; que François rendrait au duc de Savoie ses États, et que le second fils du monarque recevrait la main de la fille de Charles ou celle de sa nièce; la première apporterait en dot à son mari les Pays-Bas; l'autre le Milanais. Une nécessité impérieuse avait forcé l'empereur de souscrire à ces arrangements; en effet, le pape se montrait irrité contre lui au sujet des concessions faites aux protestants, et plusieurs puissances italiennes montraient des dispositions inquiétantes pour la stabilité du pouvoir impérial dans ce pays. D'un autre côté la réforme s'étendait de plus en plus en Allemagne; la Bohême s'agitait, et l'Autriche allait être envahie par les armes des Turcs, devenus possesseurs de presque toute la Hongrie. Sur ces entrefaites, le concile s'ouvrit enfin dans la ville de Trente; les protestants refusèrent de s'y présenter, et saisirent cette occasion pour déclarer qu'ils retiraient leur

promesse de secourir l'empereur contre les Turcs. Ce prince n'osa pas d'abord rompre ouvertement avec la ligue; mais il prit des mesures secrètes ayant pour but de la dissoudre par la force. A cette époque mourut Luther, dont la parole audacieuse avait séparé de la cour de Rome une partie de l'Europe, et amené une scission profonde entre les chrétiens qui, après avoir prélué par des paroles et par des écrits, s'apprêtaient à trancher leur différend par le glaive [1546].

La nouvelle du trépas de Luther jeta le découragement dans l'esprit de ses sectateurs, et remplit de joie les catholiques. Charles mit alors tout en usage pour gagner l'affection de ces derniers; et, appuyé par les décrets du concile de Trente, il résolut de se déclarer contre les protestants. Il n'avait plus besoin des secours de l'empire, car il était parvenu à désarmer Soliman par un traité; il se trouvait ainsi libre d'employer toutes ses forces pour étouffer la réforme. Il leva des troupes dans les différentes provinces de ses États; mais quoiqu'il cherchât à dissimuler son projet par l'artifice de son langage, les confédérés de Smalkade avaient pressenti l'orage qui les menaçait, et implorèrent l'appui de plusieurs puissances étrangères. Mais les Vénitiens refusèrent de les soutenir, dans la crainte de s'attirer le ressentiment du pape et celui de l'empereur; et les Suisses, travaillés par des dissensions religieuses, se renfermèrent dans la neutralité. Quant aux rois de France et d'Angleterre, le premier, épuisé par de longues guerres, se trouvait sans argent, et le second offrait son concours à des conditions que la ligue ne pouvait accepter. Cependant elle prit les armes, et se montra bientôt dans une attitude formidable. L'empereur se trouvait alors à Ratisbonne, n'ayant pour toute armée que huit mille hommes. Au lieu de brusquer l'événement, les confédérés débutèrent par un manifeste auquel Charles répondit en mettant au ban de l'empire l'électeur de Saxe et le landgrave de Hesse, chefs de la ligue. Cette décision fit éclater la guerre; mais les deux généraux protestants, toujours en désaccord, ne purent agir à propos, et Charles, ayant reçu des renforts, se vit en état de faire

tête à ses adversaires. Il évita cependant d'engager une action décisive pour attendre l'arrivée d'un corps de Flamands; ainsi tout l'automne se passa sans que les deux armées en vinssent aux mains. Toutefois le manque de provisions et les maladies causées par l'influence d'un climat auquel les Espagnols et les Italiens n'étaient pas accoutumés, avaient décimé les troupes de Charles; il devait d'ailleurs à ses soldats une partie de leur paye; toutes ces raisons, rendues de jour en jour plus impérieuses, ne purent ébranler sa fermeté. Malgré l'avis de ses généraux, fortifié de l'assentiment du duc d'Albe, le plus grand capitaine de son temps, Charles persista à tenir la campagne, dans l'espoir de lasser la constance des confédérés: il comptait sur leur dispersion prochaine, qui lui permettrait de les attaquer avec avantage. Ce calcul fut bientôt justifié par l'événement. L'électeur de Saxe, dont les États venaient d'être envahis par son cousin Maurice (1), se mit en marche pour aller les défendre. Son départ fut le signal de la dissolution de l'armée de la ligue; Charles en profita sur-le-champ pour reprendre l'offensive. La désertion se mit bientôt dans les rangs des confédérés, qui se soumièrent l'un après l'autre à des conditions aussi dures qu'humiliantes. Ils demandèrent publiquement pardon au chef de l'empire, et rachetèrent leur faute par le paiement d'amendes considérables au profit de Charles, et dont il se servit pour appesantir le joug qu'il leur imposait. Sur ces entrefaites, l'électeur de Saxe avait repris ses États envahis par Maurice et dépouillé de dernier de la plus grande partie de ses domaines. Maurice eut recours à son protecteur; mais Charles avait déjà congédié les Flamands, et le reste des troupes demeurées sous ses drapeaux étaient à peine suffisant pour tenir en respect les protestants qu'il venait de vaincre plus par adresse que par force.

D'un autre côté le pape Paul III venait de

rappeler ses soldats, qui, sous le commandement de Farnèse, son petit-fils, servaient dans le camp impérial. Charles se trouvait donc désarmé dans cet instant décisif, et dans l'impossibilité de secourir ses partisans menacés d'être victimes de son impuissance. Tandis qu'il délibérait pour échapper aux périls de sa position, la mort du roi de France, arrivée à cette époque [1547], vint l'en délivrer. Miné depuis long-temps par une maladie, fruit de ses débauches, François I termina sa carrière après un règne de trente-trois ans, dont vingt-huit s'étaient écoulés dans une lutte perpétuelle contre la maison d'Autriche. Il laissait le trône à son fils aîné Henri II, prince dénué de talents politiques, et qui signala son avènement par renvoyer les ministres de son père pour installer à leur place ses favoris. Charles connaissait l'état de la cour du nouveau monarque; il avait pressenti les changements qui se préparaient au Louvre, et, sûr de n'être pas inquiet du côté de la France, il résolut d'étouffer le protestantisme par les armes. Quoique ses forces fussent diminuées par le départ des Flamands et des troupes papales, il n'hésita pas à prendre l'offensive avec ses vieilles bandes espagnoles formant à peine seize mille hommes. L'électeur de Saxe avait une armée plus nombreuse, mais moins aguerrie; il eut d'ailleurs l'imprudence de l'affaiblir en la dispersant pour garder plusieurs villes de son électorat; et il aggrava cette faute par son irrésolution. Il fallait, ou tenter le sort d'une bataille, ou traîner la guerre en longueur; il ne fit ni l'un ni l'autre, et alla camper à Muhlberg, sur les bords de l'Elbe, où il fut attaqué subitement par l'ennemi. L'empereur, à la tête de ses soldats, passa le fleuve à la nage, et se précipita sur les Saxons, qui se dispersèrent après une courte résistance. L'électeur combattit de sa personne avec la plus grande bravoure; mais cerné de toutes parts, il rendit son épée, et fut conduit en présence du vainqueur, dont la réception hautaine et menaçante dut lui présager le plus triste avenir (1). Traîné à la suite de Charles comme une vic-

(1) Maurice, comte de Saxe; il possédait une partie de cet électorat, et s'était rangé du côté de l'empereur, pour s'emparer plus sûrement du reste.

(1) Sleidan. hist., p. 326. — De Thou, p. 136.

time dévouée au sacrifice, il arriva devant Wittemberg, capitale de ses États. Sibille de Clèves, sa femme, s'y était renfermée, et refusa d'en ouvrir les portes à l'empereur, qui, dépourvu de vivres et d'artillerie, était hors d'état de s'emparer d'une place défendue par ses fortifications et par le courage des habitants. Charles eut alors recours à un expédient odieux, celui de mettre la tendresse d'une épouse aux prises avec son devoir comme princesse. Il traduisit en conséquence son prisonnier devant un conseil de guerre, présidé par le duc d'Albe; au mépris des lois de l'empire, l'électeur, déclaré traître et rebelle, fut condamné à la peine capitale. Cette sentence, signifiée à Sibille, désarma sa résistance; et, vaincu par les prières et les supplications d'une épouse et d'enfants qu'il chérissait, Jean Frédéric se soumit aux conditions qu'il plut à l'empereur de lui imposer. Il résigna sa dignité électorale, et obtint seulement en échange la ville de Gotha, avec une pension de cinquante mille florins. Il devait de plus rester en captivité tant qu'il plairait à Charles de l'y retenir. — Maurice, dont le zèle ambitieux avait si bien servi l'empereur, recueillit la dépouille de son cousin, et fut investi du titre d'électeur de Saxe. Gendre du landgrave de Hesse, Maurice décida son beau-père à traiter avec Charles; mais sa médiation n'aboutit qu'à jeter le landgrave dans la position la plus fâcheuse. En effet celui-ci, invité à se présenter au camp impérial, s'y rendit pour obtenir publiquement son pardon. Avant de se soumettre à une cérémonie si humiliante, ce prince avait reçu les assurances les plus positives que sa liberté personnelle serait respectée. Conduit au pied du trône, il fit à genoux l'aveu de sa faute, et n'obtint aucune réponse du chef de l'empire, qui s'éloigna sans daigner le faire relever : puis le soir de ce même jour il fut arrêté et confiné dans son appartement (1). L'électeur de Brandebourg et Maurice, jaloux de se justifier d'un acte de félonie dont ils avaient été sans le prévoir les instruments, poursuivirent l'empereur par les plus vives

sollicitations; repoussés et même menacés, ils furent réduits à s'éloigner, laissant à la merci de Charles l'infortuné landgrave (1). Impatient de quitter sa prison, celui-ci accepta toutes les conditions qui lui furent imposées, et les exécuta sur-le-champ; mais sa soumission n'eut d'autre résultat que de rendre sa captivité plus dure et plus humiliante. Ne pouvant en prévoir le terme, le malheureux prince se livrait à des excès de rage dont il ne sortait que pour retomber dans l'abattement le plus complet. Cependant Charles continuait à user de sa victoire sans ménagement, il dépouilla de leur artillerie tous les confédérés de Smalkalde, et accabla de contributions les souverains et les villes qui avaient pris les armes contre lui. Il n'épargna pas même ses partisans, qui payèrent presque autant que ses adversaires, sous le prétexte qu'ils devaient aussi contribuer aux frais d'une guerre entreprise à leur profit. Après avoir écrasé les protestants sur le champ de bataille, l'empereur voulut achever la défaite de ces redoutables adversaires en faisant condamner leurs doctrines religieuses. Il convoqua dans ce but une diète à Augsbourg : les princes et les députés des villes s'y rendirent en foule; l'empereur exhorta l'assemblée à se soumettre à l'autorité du concile de Trente : c'était, dit-il, le moyen le plus sûr et le plus légal de terminer les disputes sur la foi qui désolaient l'Allemagne. Mais le concile venait alors de se disperser sans avoir terminé ses travaux. Cet incident avait été provoqué par l'influence du pape, qui craignait, si l'assemblée continuait à résider à Trente, qu'elle ne tombât sous la dépendance du chef de l'empire; elle fut transférée à Bologne, ville qui faisait partie des États romains. Une scission éclata entre les Pères, dont les uns demeu-

(1) Charles prétendit justifier sa conduite, comme étant basée sur la lettre du traité conclu avec l'électeur. En effet, on prétend que les ministres de l'empereur avaient substitué le mot *ewiger* à celui d'*éwiger*, et le malheureux landgrave avait signé sans le savoir qu'il pourrait être privé perpétuellement de sa liberté. A cette époque la diplomatie n'était rien moins que scrupuleuse dans ses moyens; et si la fraude reprochée à Charles n'est pas vraie, elle est du moins très-vraisemblable.

(1) Struv., t. II, p. 1052.

rèrent à Trente, tandis que les autres s'empressèrent de suivre les légats en Italie. Sur ces entrefaites, le fils du pape, Pierre Louis Farnèse, prince de Parme et de Plaisance, fut assassiné à l'instigation de Gonzague, gouverneur de Milan, dont les troupes se saisirent de Plaisance, et tentèrent en même temps de s'emparer de Parme. Cette tragique aventure acheva de brouiller l'empereur avec le souverain pontife, qui attribuait à Charles la mort de son fils. Aussi, quoique l'empereur eût obtenu que la diète obéirait aux décisions du concile, Paul III fit rendre aux docteurs, réunis à Bologne, une déclaration, où ceux-ci disaient ne pouvoir retourner à Trente si les prélats, restés dans cette ville, et coupables de désobéissance envers le saint-siège, ne faisaient préalablement acte de soumission en se rendant à Bologne [1547].

L'empereur n'ayant pu vaincre la résistance des Pères de Bologne, ou plutôt de la cour pontificale, résolut de se passer du concours du chef de l'Église, et présenta à la diète d'Augsbourg un acte qui prit le nom d'*intérim*, parce qu'il ne devait avoir force de loi que jusqu'au moment où le concile réuni librement adopterait un système définitif en matière de foi. Cette pièce, l'*intérim*, avait été rédigée par trois théologiens, dont un seul était protestant, et renfermait, en termes mitigés, une reconnaissance expresse des dogmes et des rites professés par les catholiques, à l'exception de deux points d'une assez grande importance : l'un permettait aux ecclésiastiques mariés de garder leurs femmes tout en continuant leurs fonctions, l'autre autorisait la communion sous les deux espèces. Entraînée par l'approbation que l'archevêque de Mayence, président du collège des électeurs, donna à l'*intérim*, la diète consentit à son adoption. Quand la question religieuse eut été décidée selon ses vues, l'empereur déclara à l'assemblée d'Augsbourg les raisons qui l'avaient contraint de se saisir de la personne du landgrave de Hesse, et exposa les motifs qui ne lui permettaient pas de rendre à ce prince sa liberté. Le malheureux landgrave fut laissé par la diète à la discrétion de l'empereur.

Dès que l'assemblée fut dissoute, Charles s'occupa de faire exécuter l'*intérim* dans toute l'Allemagne; mais cet acte n'avait satisfait ni les catholiques ni les protestants; il éprouva donc la résistance la plus vive de la part de plusieurs princes qui s'étaient montrés les partisans les plus zélés de l'empereur. L'électeur de Saxe, Jean-Frédéric, quoique prisonnier du chef de l'empire, osa provoquer sa vengeance en refusant de changer sa croyance, et supporta avec constance les rigueurs nouvelles dont on l'accabla. Le landgrave de Hesse se montra plus flexible; il approuva l'*intérim* dans un écrit qu'il fit passer à Charles; mais sa prompte obéissance ne servit pas même à alléger le poids de sa captivité. A l'exemple de Jean-Frédéric, les villes impériales rejetèrent l'*intérim*; mais il agit si vivement contre elles, qu'il les contraignit de se rétracter, et de courber la tête sous le joug. Charles partit ensuite pour la Flandre, et se rendit à Bruxelles, où il fit reconnaître, par les États, pour son successeur, le prince Philippe d'Espagne. Il profita de son séjour dans les Pays-Bas pour imposer l'*intérim* à la ville de Strasbourg et à celle de Constance: toutefois quatre cités impériales, Magdebourg, Brême, Hambourg et Lubeck, refusèrent de se soumettre, et bravèrent le courroux impérial. Charles poursuivait sans relâche l'exécution de son plan religieux; mais l'étendue de ses États et le nombre de ses ennemis ne lui permettaient pas de les combattre tous à la fois. Cependant un de ses adversaires les plus ardents, le pape Paul III, mourut à cette époque, et fut remplacé par le cardinal del Monte, qui prit le nom de Jules III. Le nouveau pontife était aussi indolent que son prédécesseur était fougueux. Son premier soin fut de récompenser l'appui qu'il avait reçu des Farnèse pour monter sur le trône, en donnant à Octave, l'un d'entre eux, le duché de Parme, que Paul III avait réuni aux États de l'Église; puis, après avoir satisfait à la reconnaissance, Jules, au lieu de se livrer aux affaires, se jeta dans la dissipation; on eût dit qu'il voulait se dédommager des privations auxquelles il s'était condamné jusqu'au jour de

son exaltation. Pressé par l'empereur, il fut cependant obligé de convoquer de nouveau le concile à Trente; mais, loin de presser la réunion de cette assemblée, il eut soin d'en reculer l'ouverture par des moyens dilatoires. Tandis que le pape agissait avec une lenteur calculée, Charles, au contraire, déployait la plus grande activité pour faire recevoir l'intérim. Il tint à ce sujet une nouvelle diète à Augsbourg, où il fit approuver par les députés catholiques la résolution déjà prise par le pontife romain, de continuer le concile à Trente, mais le nouvel électeur de Saxe, Maurice, fortifia le courage des protestants en faisant déclarer à la diète que les réformés consentaient à reconnaître les décisions du concile de Trente, mais aux trois conditions suivantes : 1° que tous les points déjà résolus seraient remis en discussion; 2° que les théologiens protestants pourraient argumenter en pleine liberté dans le sein du concile; 3° que le pape délierait les évêques de leur serment d'obéissance envers le saint-siège pour qu'ils pussent s'exprimer sans être enchaînés par aucune considération, et enfin que le souverain pontife exécuterait scrupuleusement les décisions du concile. L'adroit Maurice atténua en même temps la hardiesse de cette déclaration par son zèle en faveur de l'intérim, qu'il parvint à établir dans ses États. Magdebourg ayant persisté dans ses refus, Maurice avait armé contre elle. Charles obtint que la diète leverait des troupes pour forcer Magdebourg à l'obéissance, et que Maurice en aurait le commandement. Ce dernier tenta aussi, pendant la tenue de l'assemblée, d'obtenir la liberté du landgrave de Hesse, son beau-père; mais toutes ses instances et celles de l'électeur de Brandebourg ne purent vaincre l'obstination de Charles, qui fit conduire son prisonnier à Malines [1551].

Mais si la diète d'Augsbourg avait accédé avec un dévouement presque servile à toutes les propositions de l'empereur; elle se montra intraitable quand il voulut tenter de transférer la couronne impériale au prince d'Espagne, son fils; les princes allemands se soulevèrent contre cette demande, qui menaçait de les faire descendre un jour au rang

de simples vassaux, et ils appuyèrent la résistance de Ferdinand, frère de Charles, qui refusa de résigner sa dignité de roi des Romains, dont il avait été revêtu en 1530. Le prince d'Espagne Philippe n'avait pas su d'ailleurs se concilier les Allemands. Ceux-ci étaient scandalisés de sa hauteur et de son mépris pour leurs usages, auxquels il dédaignait de se plier. Ferdinand avait suivi une conduite tout opposée, qui lui avait concilié l'attachement de toutes les classes, et il avait de plus un fils que les Allemands regardaient comme leur compatriote, car il était né et avait grandi sous leurs yeux, et avait sucé dès l'enfance les mêmes sentiments et les mêmes goûts. Tous ces motifs firent échouer le plan de Charles, qui renvoya Philippe en Espagne.

On se rappelle que Jules III, à son avènement au trône pontifical, avait concédé à Octave Farnèse le duché de Parme; Charles voulut réunir cette principauté à ses États d'Italie. Octave eut recours au pape son suzerain, qui n'osa le soutenir, dans la crainte de se brouiller avec l'empereur. Farnèse, abandonné de son protecteur naturel, s'adressa au roi de France Henri II, qui prit sa défense avec empressement. La guerre éclata dans la Péninsule; mais elle ne fut signalée par aucun événement remarquable, elle retarda seulement les opérations du concile, qui se rouvrit enfin à Trente le premier septembre 1551. Charles mit tout en œuvre pour faire reconnaître dans l'empire la juridiction du concile; il obtint de plusieurs princes protestants d'envoyer des ambassadeurs à cette assemblée; les villes impériales reçurent une semblable injonction; mais la cité d'Ausbourg ayant refusé d'obéir et de se soumettre à plusieurs autres demandes, l'empereur bannit de la ville tous les ministres de la religion réformée, dont le culte fut presque entièrement aboli dans toute la Souabe. Cependant Maurice avait été chargé par la diète de s'emparer de Magdebourg, coupable d'avoir rejeté l'intérim: après un long blocus, qui fit subir aux habitants les horreurs de la famine; la ville se rendit à Maurice. Il fut stipulé que les citoyens de Magdebourg exécuteraient les décrets de la diète en

matière religieuse; qu'ils reconnaîtraient la haute juridiction de la chambre impériale; qu'ils démoliraient leurs fortifications; ils devaient en outre payer une amende considérable. Maurice prit possession de sa conquête et s'aboucha secrètement avec le comte de Mansfeldt, chargé durant le siège de la défense de Magdebourg, et avec plusieurs autres officiers qui avaient servi dans les troupes de la ligue de Smalkalde. Il les consulta sur les moyens à employer pour dérober le corps germanique au joug de la maison d'Autriche. En même temps le sénat de Magdebourg reçut la promesse que les fortifications de la ville resteraient debout, et que les partisans de la réforme pourraient suivre sans contrainte et célébrer les cérémonies de leur croyance. La dignité de burgrave de Magdebourg, conférée à Maurice, fut la récompense de l'adresse de sa conduite, qui n'éveilla pas même les soupçons de la cour impériale; car les articles publics de la capitulation proserivaient la religion nouvelle, et imposaient aux habitants de dures conditions. Charles crut donc devoir ratifier l'œuvre de Maurice.

Ce dernier poursuivait en silence l'exécution de ses desseins; mais pour en assurer le succès, il fallait qu'il pût avoir sous sa main des soldats aguerris et prêts à marcher à son commandement. Il y réussit en engageant à son service plusieurs chefs d'aventuriers qui devaient le rejoindre au premier ordre et lui amener les guerriers qu'ils auraient pu rassembler. Après avoir arrêté ces conditions, Maurice licencia l'armée de la diète qui venait sous son commandement de prendre Magdebourg. En même temps il traitait en secret avec le roi de France, Henri II. Le prétexte de l'alliance conclue avec ce prince était la mise en liberté du landgrave de Hesse, et le désir de conserver intacte la constitution de l'empire germanique. Maurice et les princes ses associés devaient attaquer l'empereur, tandis que Henri commençait contre Charles les hostilités en s'emparant de la Lorraine. Mais avant d'éclater, l'électeur adressa une nouvelle sollicitation en faveur de son beau-père, dans le but de justifier d'avance aux yeux des peuples les me-

sures qu'il méditait; il fit d'ailleurs appuyer sa demande par l'électeur palatin, le duc de Wurtemberg et plusieurs autres princes de l'empire; il obtint même que le roi de Danemarck, et que Ferdinand, frère de Charles, se joindraient à lui pour briser les fers du landgrave. Mais l'empereur demeura inflexible, et Maurice se décida sur-le-champ à lever le masque. Un incident contribua surtout à endormir Charles et son habile ministre Granvelle dans une fatale sécurité. Celui-ci avait corrompu deux personnages de la cour de Maurice, qui l'instruisaient de tous les secrets politiques de l'électeur; mais ce prince ayant pénétré leur perfidie, trompa lui-même ces deux traitres par de fausses confidences, dont Granvelle fut la dupe. Quand tout fut prêt, Maurice, auquel il importait de gagner un délai de quelques jours, fit publier qu'il allait se rendre à Inspruck auprès de l'empereur; il se mit en route, emmenant avec lui l'un des ministres qui s'étaient vendus à Granvelle, auquel il eut soin de faire prendre les devants pour s'excuser auprès de l'empereur. En effet, il s'arrêta en chemin sous le prétexte de prendre quelque repos; puis, montant à cheval après le départ de son envoyé, il courut dans la Thuringe se mettre à la tête d'une armée de vingt-cinq mille hommes qui s'y trouvaient rassemblés comme par enchantement. Il lança aussitôt un manifeste portant qu'il prenait les armes pour défendre la religion protestante, sauver les constitutions de l'empire menacées par le despotisme de Charles, et briser les fers du landgrave de Hesse. Il traversa rapidement la haute Allemagne, où la plupart des villes lui ouvrirent leurs portes. Partout il réinstalla dans leurs chaires les ministres protestants, les magistrats dans leurs offices, et s'annonça enfin par ses actes et par ses discours comme le soutien de toutes les classes victimes de l'oppression impériale. Tandis qu'il pénétrait au cœur de l'Allemagne, Henri II l'attaquait à ses extrémités en s'emparant sans coup férir de Toul, Verdun et Metz. Cependant Charles, pris au dépourvu, se trouvait sans armée et sans argent pour lever des soldats; il tenta de négocier avec Maurice,

qui consentit à traiter, mais sans ralentir la marche de ses troupes. Des conférences eurent lieu entre lui et le roi des Romains à Lintz, puis à Passaw; mais tout en amusant son adversaire par l'espoir d'un arrangement, Maurice continua de s'avancer rapidement. Il surprit, le 18 juin, le défilé de Fiessen, escalada le château d'Ehrembergh, et fut sur le point de s'emparer de l'empereur. En proie aux douleurs de la goutte, Charles quitta en toute hâte Inspruck dans les ténèbres de la nuit, au milieu des torrents de pluie qui avaient gâté les chemins. A la lueur de quelques flambeaux, et environné de courtisans et de valets éperdus, quelques-uns à cheval et le plus grand nombre à pied, il atteignit, après de grandes fatigues, et dans un équipage bien peu digne de son rang, la cité de Villach, capitale de la Carinthie, trop heureux d'échapper à Maurice, qui, entré dans Inspruck quelques heures après le départ de Charles, se mit à sa poursuite. N'ayant pu atteindre le monarque fugitif, Maurice revint sur ses pas, et partit immédiatement pour Passaw, où il devait se rencontrer avec le roi des Romains. Cette tentative hardie eut pour premier résultat de suspendre le concile de Trente, dont les opérations ne pouvaient être que contraires à la cause protestante, et d'exercer une influence décisive sur le congrès de Passaw, qui s'ouvrit le 26 mai 1552. Dans cette assemblée, à laquelle assistaient les ministres de tous les électeurs, et les représentants de la plupart des princes de l'empire et des villes libres les plus considérables, Maurice exigea la concession des trois articles suivants réclamés par son manifeste : la délivrance du landgrave, le libre exercice du culte protestant, et le maintien intégral de la constitution de l'empire. Malgré la triste position dans laquelle il se trouvait, Charles refusa de céder sur aucun point. A cette nouvelle, Maurice rompt la trêve qu'il avait accordée, et court se mettre à la tête de ses troupes cantonnées dans la Franconie. Il investit sur-le-champ Francfort-sur-le-Mein; puis, désirant, lui-même conclure un arrangement, il retourna à Passaw, et signa le traité de ce nom, dont les principaux articles portaient : que le landgrave

de Hesse verrait cesser immédiatement sa captivité; qu'en attendant l'ouverture de la diète, qui devait avoir lieu dans six mois, l'exercice des deux religions subsisterait en toute liberté; que la chambre impériale serait composée de membres catholiques et protestants; que les atteintes portées à la constitution germanique seraient soumises aux décisions de la diète; et qu'enfin nul ne pourrait être recherché pour ses actes pendant la guerre [1552].

Ainsi le traité de Passaw anéantit d'un trait de plume tous les fruits de la bataille de Muhlberg, et détruisit l'œuvre politique et religieuse dont Charles poursuivait l'accomplissement depuis tant d'années. Maurice seul recueillit la gloire et les avantages rêvés par l'empereur, qui avait contribué lui-même à élever la fortune de l'électeur de Saxe. Jamais révolution ne fut plus subite et plus complète. Charles, tombé du haut de sa puissance, se vit forcé de recevoir la loi d'un petit prince long-temps confondu dans la foule de ses courtisans, et devenu tout-à-coup son rival à force d'audace et d'habileté. Une des conséquences de la paix de Passaw fut de faire cesser la captivité des deux électeurs; mais celui de Saxe ne reentra en possession que d'une partie de ses États, le reste demeura la proie de Maurice, à qui l'empereur en avait fait don. Quant au landgrave de Hesse, échappé aux ennuis de sa prison, il s'attacha désormais à se maintenir dans les bonnes grâces du chef de l'empire. Le malheur avait éteint son énergie, il ne chercha plus qu'à se faire oublier. Réconcilié avec les membres de l'empire germanique, Charles résolut de tourner ses armes contre la France, qui s'était rendue maîtresse de Metz, de Toul et de Verdun. Il vint mettre le siège devant la première de ces villes, à la tête d'une armée formidable. Quoique secondé par le duc d'Albe et le marquis de Marignan, deux des plus illustres généraux de ce siècle, l'empereur échoua dans son entreprise. Le duc de Guise commandait à Metz, et rendit inutiles tous les efforts de ses adversaires; Charles, dont les soldats succombaient par milliers sous le fer de l'ennemi et par les ri-

guez de la saison, s'éloigna enfin, laissant ses quartiers tout jonchés de morts et de mourants. Ce revers fut à la même époque suivi de plusieurs autres; en Italie, Sienna se révolta contre la tyrannie impériale et se jonna hautement à la France; tandis qu'à l'extrémité de la Péninsule, les Turcs, débarqués dans la Calabre, ravageaient cette province. Sur ces entrefaites l'Allemagne devint le théâtre d'une nouvelle guerre allumée par Albert de Brandebourg. Ce prince, placé par Maurice, durant sa lutte contre l'empereur, à la tête d'un corps d'aventuriers, avait voulu s'affranchir de toute dépendance et se créer un empire à la pointe de son épée, n'écoulant que la voix de ses intérêts; il se mit à ravager les terres des catholiques comme celles des luthériens. Son seul but était d'amasser de l'argent pour payer ses mercenaires; en un mot, il vendait son appui à qui voulait l'acheter. Mais les massacres et les dévastations de ses soldats finirent par soulever tous les esprits contre leur chef, qui, cité devant la chambre impériale, fut mis au ban de l'empire. Maurice se chargea de l'exécution de ce décret; soutenu par une ligue composée des princes les plus puissants, et des villes libres les plus considérables, il attaqua Albert de Brandebourg à Siéverhausen dans le duché de Lunebourg. Albert, vaincu après une lutte acharnée, perdit quatre mille hommes avec tout son bagage et toute son artillerie; mais ce succès coûta bien cher aux confédérés; car plusieurs princes restèrent sur le champ de bataille; Maurice, blessé à mort, ne survécut que deux jours à son triomphe. Il était âgé de trente-deux ans, et disparut tout-à-coup de la scène du monde qu'il venait d'occuper avec tant d'éclat. Fondateur de la liberté de conscience et de la liberté civile dans son pays, il emporta à ce double titre les regrets universels de ses compatriotes. Enfin, il est demeuré grand dans l'histoire, moins peut-être par ce qu'il a fait que par ce qu'il promettait de faire. Sa gloire, restée incomplète, n'en est que plus brillante. Albert essaya peu de mois après de venger sa défaite; car le fruit de ses déprédations lui avait donné de nouveaux soldats; mais, battu une seconde fois par les

troupes de la ligue, il mourut au bout de quelques années dans l'exil et dans l'indigence.

Plus aigri que découragé par la triste issue du siège de Metz, Charles avait rouvert la campagne contre la France; il s'empara de Térouanne et de Hesdin; mais la prise de ces deux villes n'eut aucun résultat important; les armes impériales éprouvèrent d'ailleurs quelques échecs en Italie, et surtout en Hongrie, où Soliman s'empara d'une des provinces du royaume, la Transylvanie. Malheureux sur les champs de bataille depuis quelque temps, parce qu'il ne pouvait payer ses soldats, Charles saisit l'occasion de compenser les pertes qu'il venait de faire en mariant Philippe, son fils, à Marie, reine d'Angleterre. Cette princesse venait de succéder à son frère Édouard VI. Son premier soin, en montant sur le trône, avait été d'aviser aux moyens de réconcilier son royaume avec le saint-siège, et de rétablir la religion catholique détruite par son père, Henri VIII. Malgré l'opposition de la chambre des communes, la reine épousa Philippe au commencement de l'année 1554, et s'abandonna tout entière à la politique de son époux. En substituant le culte catholique à la religion anglicane, elle préparait les voies au despotisme religieux et civil que Philippe projetait d'établir dans la Grande-Bretagne comme dans tous ses autres États. Cependant la guerre continuait entre Charles et Henri, qui triompha de l'empereur au combat de Renti; mais Henri ne sut tirer aucun avantage de sa victoire, et laissa les Impériaux pénétrer dans la Picardie, qu'ils évacuèrent après d'inutiles ravages. En Italie, les armes de Charles-Quint, ou plutôt celles de ses alliés, obtinrent de brillants succès. Côme de Médicis, devenu duc de Florence, se rendit maître de Sienna, défendu avec un courage héroïque par les habitants dirigés dans leurs efforts par Montluc. Un autre général français, le maréchal de Brissac, commandait dans le Piémont, et résista avec avantage aux attaques du célèbre duc d'Albe. En Allemagne, la paix régnait alors par suite du traité de Passaw. Mais les esprits étaient encore dans l'agitation, car la querelle entre les deux reli-

gions était suspendue, mais n'avait obtenu aucune décision définitive. Le roi des Romains, Ferdinand, ouvrit une diète à Ausbourg, par une harangue où il proposa de décider la question religieuse, non par un concile, mais par le choix de certains hommes connus par leur science et leur modération, et auxquels on abandonnerait le soin de discuter les points de doctrine, afin de les concilier ou de les amener à se tolérer mutuellement. Dès qu'il eut connaissance de la convocation de la diète, le pape Jules III y envoya un nonce, qui ne fit que paraître dans l'assemblée, rappelé subitement à Rome par la mort du pontife, arrivée sur ces entrefaites le 23 mars [1555].

Le départ du nonce calma les craintes des protestants. Ils avaient conçu quelques alarmes sur les intentions de Ferdinand, et s'en rapprochèrent aussitôt, dès qu'ils eurent acquis la conviction qu'il songeait surtout à s'attirer l'attachement des princes attachés aux deux communions. En effet, leurs suffrages lui étaient indispensables pour résister aux nouvelles sollicitations de l'empereur, qui le pressait de céder la couronne impériale au prince d'Espagne. D'un autre côté, le roi des Romains avait le plus grand besoin des secours de la diète, afin de repousser les Turcs : ces barbares, maîtres de la Hongrie, menaçaient d'aller chercher Ferdinand jusque dans Vienne. Ces graves motifs dirigèrent la conduite du prince; en ménageant les deux partis, il vint à bout de les faire consentir à un arrangement. Il fut stipulé que les protestants pourraient exercer leur culte en toute liberté; que les États détenteurs des bénéfices et des biens appartenant jadis à l'Église romaine seraient maintenus dans leur possession; que la puissance civile pourrait établir, par sa seule autorité, la religion qui lui semblerait préférable, et que les individus dont la conscience repousserait le nouveau culte, auraient la permission de quitter le pays en emportant avec eux toute leur fortune. Enfin il fut décidé que tout ecclésiastique romain qui adopterait les dogmes de Luther et de ses disciples, perdrait son siège, ainsi que tous ses bénéfices, lesquels seraient réputés vacants, et appartiendraient

au successeur nommé par le collecteur légal. Tel est, en résumé, la teneur du rescrit qui jeta les fondements de l'état où se trouve encore l'Allemagne sous le rapport religieux.

Marcel II remplaça Jules III sur le trône de saint Pierre; mais il mourut après un règne de vingt jours, et le conclave choisit le cardinal Caraffa, qui prit le nom de Paul IV. Le nouveau pontife, fondateur d'un ordre monastique (1), et long-temps inquisiteur, n'apporta pas dans l'exercice du pouvoir la dureté et l'austérité qui avaient jusqu'alors signalé sa conduite. L'ambition étouffa dans son cœur tout autre sentiment, et cette ambition n'avait d'autre but que d'élever la fortune des neveux du nouveau pape, qu'il voulait, à l'exemple des Médicis et des Farnèse, placer au rang des souverains. Pour réussir dans ce projet, il s'adressa au roi de France, Henri II, auquel il proposa d'envahir la Toscane et le royaume de Naples. La Toscane conquise devait être rendue à la liberté, et le royaume de Naples aurait fourni deux principautés aux neveux du saint-père. Tandis que Paul négociait ce traité, qui devait avoir pour résultat d'expulser Charles de la Péninsule, ce prince allait cesser de présider au destin de la politique européenne. Lassé des fatigues du trône, et déçu par des chimères de l'ambition, l'empereur avait résolu de quitter le trône pour rentrer dans la vie privée. Il avait alors cinquante-six ans; mais, en proie dès sa jeunesse aux douleurs de la goutte, dont les accès augmentaient de violence de jour en jour, le monarque était hors d'état de vaquer aux fonctions du rang suprême. Il lui fallait en laisser tout le poids à ses ministres, se laisser dicter sa conduite et imposer des décisions qui ne venaient pas de lui. Une telle nécessité humiliait son orgueil. Aussi, plutôt que de partager son pouvoir, il aimait mieux le résigner. Il venait d'ailleurs de perdre sa mère, qui, malgré son état de folie, régnait nominativement. Libre par le trépas de Jeanne de disposer de tous ses États, il put les transmettre à Philippe son fils. Ce prince, parvenu à sa vingt-huitième année

(1) Les Théatins.

montrait les talents nécessaires pour supporter le fardeau que son père désirait lui confier. Charles choisit Bruxelles pour être le théâtre de la grande solennité de son abdication. Les États avaient été convoqués, et ce fut en leur présence, le 25 octobre 1555, que l'empereur accomploit sa résolution.

Il entra dans l'assemblée suivi d'une foule de princes et de grands d'Espagne, et se plaça sur son trône, ayant à sa droite son fils, et à sa gauche sa sœur Marguerite, reine douairière de Hongrie, et régente des Pays-Bas. Après la lecture d'un acte par lequel il résignait à Philippe la souveraineté des Pays-Bas, Charles se leva et prit la parole; son discours, simple sans sécheresse, fut empreint d'une dignité noble et convenable à celui qui le prononçait. En retraçant les hauts faits de sa vie, les périls et les travaux dont elle avait été semée, et qui avaient eu pour but la gloire et la prospérité des peuples soumis à son sceptre, il avouait que les fatigues du trône avaient usé ses forces, et que, se sentant désormais incapable de tenir avec fermeté les rênes de l'Etat, il croyait devoir les confier à des mains plus jeunes et plus fermes. Il ajouta que le souvenir de l'attachement de ses sujets le suivrait dans sa retraite, et serait la plus douce comme la plus haute récompense de ses travaux; enfin, qu'il supplierait chaque jour la Providence de protéger ses peuples, et de leur prodiguer les trésors de sa bonté. Puis s'adressant à son fils, il lui dit qu'il ne lui demandait d'autre marque de sa reconnaissance que de rendre heureux les peuples dont il lui abandonnait la conduite. « Conservez, ajouta-t-il, un respect inviolable pour la religion; que les lois du pays vous soient sacrées; n'attendez ni aux droits, ni aux privilèges de vos sujets; et s'il arrive qu'un jour vous vouliez, comme moi, vous reposer dans les douceurs d'une condition privée, puissiez-vous avoir un fils dont les vertus vous engagent à lui résigner le sceptre avec autant de confiance et de satisfaction que j'en éprouve à vous le céder aujourd'hui. » L'auditoire tout entier répondit à cette allocution par des larmes et des regrets; car les Fla-

mands aimaient Charles autant qu'ils l'admiraient. En un mot, tous les assistants s'unirent en formant les mêmes vœux pour le bonheur du prince qui venait d'abdiquer, et les mêmes regrets de le voir descendre d'un trône qu'il avait occupé depuis tant d'années et avec tant de gloire.

Philippe s'était prosterné devant son père; il le remercia de sa munificence et de sa bonté, puis il dit à l'assemblée que n'étant pas assez familier avec l'idiôme flamand, il avait chargé l'évêque d'Arras, Granvelle, d'exprimer en son nom tout ce qu'il ressentait. Le prélat fit une longue harangue dans laquelle il exalta le nouveau monarque qui, marchant sur les traces de son-père, allait se consacrer tout entier au bien-être des Flamands, en s'étudiant chaque jour à discerner les moyens d'augmenter sans cesse leur bonheur et leur prospérité. La reine douairière de Hongrie déposa à son tour le pouvoir dont elle avait été chargée depuis vingt-cinq ans à titre de régente. Ainsi se termina cette grande scène de l'abdication, où Charles revêtit pour la dernière fois en public les insignes de sa toute-puissance et en exerça les droits. Quelques jours après, dans une autre assemblée, il transmit à Philippe l'Espagne et les Indes, et ne garda pour lui qu'un revenu annuel de cent mille écus. Quoique dépourvu du pouvoir, il eut cependant une dernière satisfaction, celle de clore sa carrière politique en donnant quelque repos à ses peuples épuisés par la guerre. En effet, il obtint de son fils de conclure avec la France une trêve, qui devait durer cinq ans. Charles demeura plusieurs mois à Bruxelles, retenu par l'état de sa santé et par les tentatives qu'il renouvela auprès de Ferdinand pour le déterminer à renoncer à la couronne impériale en faveur de Philippe. Mais se voyant repoussé par le roi des Romains, Charles comprit toute l'inutilité de son insistance, et transmit à son frère, par un acte, la dignité de chef de l'empire germanique. Ayant ainsi rompu tous ses liens avec le monde, il s'embarqua en Zélande, et fit voile pour l'Espagne.

Il prit terre onze jours après son départ à Laredo dans la Biscaye, et continua son

voyage en proie aux douleurs physiques les plus aiguës, et dévoré d'une sorte d'impatience de prendre possession de la retraite qu'il s'était ménagée. Cette retraite était le monastère de Saint-Just, situé à quelques lieues de Plazencia, dans la Vieille-Castille, et bâti dans une fertile vallée rafraîchie par les eaux et couvertes d'arbres touffus. Charles s'était fait construire un logement composé de six pièces, auquel attenait un petit jardin qu'il se proposait de cultiver de ses propres mains. L'ermitage du prince communiquait d'un côté avec la chapelle du couvent, où il pouvait pénétrer à toute heure pour se prosterner au pied des autels. Mais avant de s'installer dans son modeste asile, il se vit contraint de s'arrêter à Burgos faute d'argent; car Philippe, par oubli ou par négligence, n'avait pas fait payer au monarque déchu le premier quartier de sa pension; il fallut que Charles attendît quelques semaines avant de pouvoir congédier, en les gratifiant, la plus grande partie de ses domestiques, dont il retint seulement quelques-uns. Il se sépara ensuite de ses deux sœurs (1), qui demandèrent en vain de partager sa solitude; il résista à leurs instances, et après les plus tendres adieux, prit le chemin du monastère de Saint-Just. Débarassé des soucis de la grandeur, il s'était encore affranchi de la tyrannie de l'étiquette, et vivait familièrement avec son entourage comme avec les moines devenus ses compagnons. La promenade et les soins du jardinage absorbaient quelques heures de sa journée, il employait le reste à des travaux mécaniques et à converser avec quelques gentils-hommes du voisinage qu'il conviait à sa table. La tranquillité dont il jouissait dans ce séjour, et le plaisir qu'il ressentait de n'avoir plus à songer qu'à lui-même, suspendirent ses douleurs dans les premiers temps; mais elles ne tardèrent pas à reparaitre, et Charles finit par repousser tous les amusements qui l'avaient d'abord captivé. Passionné pour la mécanique, il avait fait venir près de lui un des artistes les plus célèbres dans ce genre;

il fabriquait, sous sa direction, des petits automates, des horloges et des montres, qu'il voulut faire marcher ensemble avec exactitude; mais, rebuté de ne pouvoir les accorder, il brisa un jour ses horloges et ses montres, en s'étonnant d'avoir pu rêver jadis, quand il était sur le trône, d'inspirer aux hommes les mêmes sentiments, tandis qu'il ne pouvait réussir à régler d'une manière rigoureuse la marche de l'aiguille sur un cadran. Enfin, désabusé même des goûts contractés dans sa solitude, il ne lui resta plus qu'un seul sentiment vif, celui de la religion, qui finit par absorber exclusivement toutes ses pensées. Il cherchait sans doute dans le sein de Dieu des motifs de consolation; car, quoiqu'il eût renoncé au monde, son âme avait été blessée plus d'une fois par les procédés de certains hommes, jadis ses confidents les plus intimes, et dont le peu d'empressement à le visiter témoignait que Charles, descendu du trône, n'était plus à leurs yeux qu'un homme ordinaire. Cette pensée l'irritait, et pour y échapper, il se jeta dans une dévotion excessive et monacale. Il se donnait chaque jour la discipline, et assistait exactement à tous les pieux exercices imposés aux frères du couvent. Ayant un jour arraché au sommeil un jeune novice, celui-ci ne put s'empêcher de dire : « N'était-ce pas assez » pour cet homme d'avoir si long-temps » troublé le monde, sans venir troubler le » repos d'un pauvre novice? » L'imagination de Charles, encore frémissante des longues agitations du passé, ne pouvait se condamner à l'inaction : de là vinrent les idées bizarres et fantastiques qui signalèrent les derniers jours de cet homme célèbre. C'est ainsi qu'il fit célébrer ses propres obsèques, auxquelles il assista, couché dans un cercueil; il mêla sa voix à celle des assistants qui chantaient les prières consacrées par l'Église aux chrétiens affranchis des liens terrestres. Mais soit que cette étrange cérémonie eût frappé trop vivement ses organes usés par les souffrances, ou soit que le dépérissement de sa santé eût atteint son dernier période, Charles fut saisi de la fièvre dès le lendemain, et rendit le dernier soupir peu jours après, le 21 septembre 1558. Il était âgé de cin-

(1) *Eléonore, veuve de François I, et Marie, reine douairière de Hongrie.*

quante-huit ans, et en avait passé deux dans le couvent de Saint-Just.

Charles, par l'étendue de ses États, par l'éminence de ses dignités, et par la supériorité de ses talents, a joué en Europe le rôle le plus éclatant durant la première moitié du seizième siècle. Mais les qualités dont il était doué ne parurent que successivement et comme venant prendre une place assignée d'avance. Ainsi, dans sa jeunesse, il se laissa guider aveuglément par son gouverneur, et parut alors ne posséder aucune volonté personnelle; mais bientôt il saisit les rênes et dirigea seul l'administration de ses États, dont il garda tout le poids sans le partager. Habile à discerner les talents, il met à la tête de ses armées les meilleurs généraux de son temps; puis quand vient l'heure de commander en personne sur le champ de bataille, il déploie subitement toute la science et toutes les ressources du guerrier le plus consommé. Il se montre prompt dans ses décisions, actif à suivre ses projets et brave à la tête de ses soldats; en un mot, il déploie toutes les vertus qui font les grands princes et les grands conquérants. Toutefois, il ne put rien fonder de durable, non par sa faute, mais par la nature des éléments qui composaient sa puissance, et qui ne pouvaient se lier entre eux pour s'affermir mutuellement. Moins brillant que son rival François I, il le surpassait par des qualités plus solides, car il savait choisir les hommes et ne les déplaçait ni par crainte ni par caprice; il profitait des succès de ses agents sans en être jaloux: aussi n'avait-il point de maîtresse qui lui dictât ses sentiments et sa politique; de là vint qu'il triompha de François I et de Henri VIII, tous deux livrés à l'influence de leurs favorites et de leurs ministres. Si la ruse et même la perfidie ont souillé quelques actes de la vie de Charles, ils ont pu nuire à sa renommée, mais sans en affaiblir l'éclat; la postérité a marqué sa place au premier rang des potentats qui ont illustré son siècle, siècle si fécond en personnages célèbres, siégeant sur le trône ou relégués même dans les plus humbles conditions.

PHILIPPE II.

(De 1556 à 1598.)

Né à Valladolid en 1527, Philippe II avait vingt-neuf ans quand il monta sur le trône d'Espagne par l'abdication de son père. Livré dès sa plus tendre jeunesse à des instituteurs tous attachés à l'état ecclésiastique, il avait puisé dans leurs leçons un attachement fanatique pour la religion romaine. Des motifs politiques vinrent encore le fortifier, et rendirent persécuteur le bigotisme de Philippe, car il se persuada que le maintien de son autorité tenait au triomphe absolu du dogme catholique. Ainsi la cruauté qu'il montra contre les hérétiques avait pour principe l'amour du pouvoir. Philippe avait la superstition de la royauté; se croyant institué par Dieu même pour commander aux hommes, il confondait sa cause avec celle de la Divinité. Cette conviction sanctifiait à ses yeux les moyens même les plus atroces pour toucher un but aussi saint et aussi sacré. Tel était le prince de qui allait dépendre les destinées de tant de peuples placés sous son sceptre. Le premier objet qui attira l'attention de Philippe fut la conduite du pape Paul IV, qui fomentait alors une nouvelle guerre en Italie, pour contenter l'ambition de ses neveux aux dépens de la monarchie espagnole. Malgré les glaces de l'âge, le saint père avait conservé une impétuosité furieuse qui le poussa à commencer une procédure contre Philippe, dont l'issue devait être la confiscation du royaume de Naples. Le monarque espagnol, après avoir consulté quelques célèbres casuistes pour l'autoriser à repousser l'attaque de Paul, ordonna au duc d'Albe de marcher contre Rome, et ce général s'empara, presque sans résistance, d'un grand nombre de places fortes dans l'État ecclésiastique. Le pape, rempli de crainte pour la sûreté de sa personne et celle de sa capitale, sollicita une trêve, afin de gagner assez de temps pour attendre l'arrivée d'un corps de troupes françaises, commandé par le duc de Guise. D'Albe avait pénétré les vues secrètes du pape; il con-

sentit cependant à suspendre les hostilités, car il était lui-même hors d'état d'agir par la faiblesse numérique de son armée, dont il avait détaché la plus grande partie pour occuper les villes pontificales qui avaient cédé à ses armes. Sur ces entrefaites Guise passa les Alpes, et se dirigea vers Rome; au bruit de sa marche Paul reprit toute son audace, et lança une sentence d'excommunication contre les auteurs de l'envahissement des États du saint-siège. Ce coup frappait directement Philippe; mais pour le rendre efficace, il fallait qu'il fût sanctionné par le droit du glaive, et Guise n'ayant trouvé à son entrée dans la capitale du monde chrétien ni les troupes ni l'argent qui lui avaient été promis, ne put soutenir avec avantage la lutte contre les troupes espagnoles. Les secours donnés au pape par Henri II avaient rompu la trêve signée à Vaucelles, entre lui et Philippe. Ce dernier ayant obtenu de la tendresse de Marie, son épouse (1), des sommes considérables arrachées à la nation anglaise, rassembla une nombreuse armée qu'il mit sous les ordres de Philibert, duc de Savoie. Ce général investit Saint-Quentin, et gagna la célèbre victoire de ce nom sur le connétable de Montmorenci, accouru au secours de la place [1557].

Philippe n'eut aucune part à la gloire de ses armes, il était resté à Cambrai, loin du champ de bataille. Il vint cependant le visiter, et félicita le duc de Savoie, en lui disant, lorsqu'il voulait s'agenouiller et lui baiser la main : « C'est plutôt à moi à baiser » les vôtres qui ont remporté une victoire si » glorieuse, et qui nous coûte si peu de » sang. » Cette effusion, arrachée à Philippe par l'ivresse générale qui transportait tous les spectateurs, a été signalée par les historiens. En effet, c'est la seule fois que Philippe se permit en public un tel épanchement. Il s'habitua depuis à cacher si bien tous ses sentiments, que son visage et ses paroles ne trahirent jamais au-dehors l'état de son âme. En un mot, il sut se rendre impénétrable à tous, même à ses confidents les

(1) Nous rappelons au lecteur que Philippe avait épousé Marie, reine d'Angleterre, en 1554.

plus intimes. La victoire remportée sur le connétable de Montmorenci entraîna la prise de Saint-Quentin, qui fut enlevé d'assaut. Coligni commandait dans la place, et demeura prisonnier, ainsi que son frère Dandolot. Si le monarque espagnol eût marché sans délai sur Paris, il aurait trouvé cette capitale hors d'état de résister à une attaque, mais la défense de Coligni ayant duré dix-sept jours, permit au roi de France de rassembler le ban et l'arrière-ban des provinces voisines de la Picardie, tandis qu'il faisait revenir en toute hâte les vieilles bandes qui servaient en Piémont sous le maréchal de Brissac, et il rappela des frontières du royaume de Naples Guise et son armée; bref, revenus de la consternation où les avait jetés le désastre de Saint-Quentin, les Français se rallièrent autour de leur roi pour repousser l'ennemi. Paris, et, à son exemple, les principales villes du royaume offrirent des sommes considérables au gouvernement pour subvenir aux frais de la guerre. Philippe, à la vue de ces démonstrations, n'osa pas s'aventurer au centre du royaume; il se contenta d'assiéger et de prendre Ham et le Catelet; puis il licencia la plus grande partie de ses forces, et alla s'établir à Bruxelles. Néanmoins, dans l'envirement qui lui causait la victoire de Saint-Quentin, il fit vœu de bâtir un édifice dédié à Saint-Laurent, car c'était le jour même de la fête de ce martyr que les Français avaient été vaincus. Ainsi naquit l'Escurial, vaste et magnifique bâtiment, qui est tout à la fois une église, un monastère et un palais. Témoignage de l'orgueil et de la piété de Philippe, l'Escurial, auquel il fit travailler durant vingt-deux années, est un monument digne du monarque son fondateur, placé alors en Europe au premier rang des potentats. Abandonné par les Français, le pape fut obligé de solliciter la paix, que Philippe lui accorda avec empressement. Le duc d'Albe, qui avait battu les troupes pontificales, alla demander pardon à Paul de ses succès, et baiser les pieds du saint Père, auquel il rendit toutes les villes dont il s'était emparé. Philippe restitua encore Plaisance et son territoire à Octave Farnèse, afin de le détacher de la France. Cependant le duc de



Paris, Goussier

Demourant, del.

1. CONFREANDIER. 2. COSTUMES DES TOREADORS. (1839)

Paris, Imp. de la Rue de la Harpe, n. 11

ESPAGNE

Guise, de retour dans sa patrie, avait été nommé par Henri lieutenant-général du royaume. Malgré la rigueur de la saison, il entra en campagne et investit Calais, ville forte possédée depuis deux siècles par les Anglais, et regardée comme imprenable. Attaqué avec vivacité, Calais ouvrit ses portes au bout de huit jours. Le gouverneur, lord Wentworth, n'avait qu'une garnison de cinq cents hommes hors d'état de défendre avec succès une place si étendue [8 janvier 1558]. A peine maître de Calais, le vainqueur alla s'emparer de Guines, et rentra dans le château de Ham, que les troupes espagnoles évacuèrent volontairement. Mais les succès de Guise furent obscurcis par la défaite du maréchal de Thermes, à Gravelines, où le comte d'Egmont le battit et le fit prisonnier.

Tandis que la guerre continuait avec des succès balancés de part et d'autre par des défaites, le connétable de Montmorenci, à qui la gloire de Guise faisait ombrage (1), avait obtenu la permission de revenir en France sur sa parole. Il s'unit avec la duchesse de Valentinois, maîtresse de Henri, et détermina ce monarque à négocier. Des conférences eurent lieu à l'abbaye de Cercamp, et se terminèrent par le traité de paix connu sous le nom de Cateau-Cambrésis. La France rendit à Philibert son duché de Savoie, à Philippe toutes les villes prises dans le Piémont et dans la Bresse, et dont le nombre s'élevait à cent quatre-vingt-neuf cités garnies de remparts. En échange de tant de sacrifices, Henri obtint seulement de garder Saint-Quentin, Ham et le Catelet; mais il maria sa sœur Marguerite au duc de Savoie, et accorda la main de sa fille Élisabeth au roi d'Espagne. Quelque temps après la signature du traité, Henri mourut dans un tournoi, et eut pour successeur son fils aîné François II. Le royaume que ce jeune prince, aussi faible de corps que d'esprit, était appelé à gouverner, présentait déjà les premiers symptômes des guerres civiles et reli-

gieuses qui le déchirèrent durant trente-cinq années. En Italie, Philippe possédait le Milanais, le royaume de Naples et de Sicile, et régnait par ses agents à la cour de Rome, où un nouveau pontife, Pie IV, tout dévoué aux intérêts de l'Espagne, venait de remplacer le fougueux Paul. Les autres États de la Péninsule étaient les alliés de Philippe. Ainsi tout semblait favoriser l'ambition de ce prince, qui aspirait à courber l'Europe entière sous sa volonté despotique. Mais une opposition redoutable s'élevait contre lui; créée par Luther en Allemagne, elle avait pénétré dans la Suisse, l'Angleterre, l'Écosse, la Suède et le Danemarck, et s'était glissée dans les Pays-Bas, où Charles-Quint n'avait pu l'étouffer par le fer et par le feu. C'était le protestantisme, qui, en soumettant à l'examen les doctrines religieuses, préparait les esprits à la liberté politique. Philippe semblait avoir pressenti ce résultat; il résolut d'extirper la religion réformée dans tous ses États, et surtout dans les dix-sept provinces qui forment aujourd'hui la Belgique et la Hollande.

Ce pays, durant tout le moyen-âge, avait appartenu à des chefs divers portant les titres de duc, de comte et de marquis; le temps avait fini par réunir toutes les principautés des Pays-Bas, qui furent placées sous le sceptre de la branche des ducs de Bourgogne, issus de la famille royale de France; mais les Flamands avaient toujours conservé des institutions municipales qui restreignaient l'autorité du souverain. Les principales villes formaient entre elles une espèce de confédération, dont chaque membre possédait des lois exclusives, qui, en certains cas, étaient subordonnées à l'intérêt général. C'est ainsi que sous le rapport judiciaire toutes les causes des provinces étaient décidées en dernier ressort par le tribunal de Malines; ce qui faisait de cette ville comme le centre, et pour ainsi dire le cœur des Pays-Bas. Grâce à la situation de cette vaste contrée, où la navigation était favorisée par des rivières, des canaux et des bras de mer, les habitants avaient accaparé le commerce européen: aussi l'or de tous les peuples du continent affluait dans les mains des Flamands. A

(1) Montmorenci avait été fait prisonnier à la bataille de Saint-Quentin, perdue par son incapacité.

l'exception de Venise, rien n'égalait au seizième siècle l'opulence d'Anvers, Bruges, Arras et plusieurs autres cités, enrichies, soit par le commerce maritime, soit par le produit des manufactures de laine. A la mort de Charles-le-Téméraire, sa fille unique, Marie, épousa Maximilien I, auquel elle porta en dot ses vastes possessions, qui échurent, par droit de succession, à Charles-Quint, petit-fils de Maximilien. Charles, durant tout son règne, avait respecté les privilèges des Flamands. Il avait été payé en retour par mille témoignages d'attachement et de fidélité. Mais Philippe ne crut pas devoir adopter la conduite de son père. Prince absolu en Espagne, il voulut l'être dans les Pays-Bas; et, au mépris du serment qu'il avait juré, par lequel il s'engageait à ne jamais confier à un étranger ni place ni office dans l'administration sans le consentement de l'assemblée des états, Philippe donna les hauts emplois du gouvernement à des Espagnols et à l'évêque d'Arras, Bourguignon de naissance. Malgré cette grave infraction à leurs privilèges, les Flamands seraient demeurés dans la soumission, si le roi n'avait pas violenté les consciences et installé le tribunal de l'inquisition. Une autre cause de mécontentement fut l'augmentation subite du nombre des évêchés, qui, de cinq, s'élevèrent jusqu'à dix-sept; c'était afin que le pouvoir ecclésiastique surveillât plus exactement l'exécution des édits sanguinaires portés contre les hérétiques (1). Le public ne se méprit pas sur les vues du gouvernement, et il se montra fort irrité contre les nouveaux prélats signalés d'avance comme de véritables inquisiteurs. D'un autre côté, les Flamands se plaignaient de l'introduction dans le pays des troupes espagnoles, en violation de la loi fondamentale du pays.

A cette époque [1559], Philippe se préparait à se rendre en Espagne; il nomma, pour tenir sa place en Flandre, sa sœur Marguerite, duchesse de Parme, et fille naturelle de

(1) D'après ces édits, tout habitant convaincu d'avoir embrassé la religion réformée ou assisté à quelque prédication, devait être décapité; toute femme coupable des mêmes délits devait subir un supplice encore plus affreux, celui d'être enterrée vivante.

Charles-Quint. Avant son départ, il crut devoir convoquer les États dans la ville de Gand, et leur fit connaître, par l'organe de Granville, évêque d'Arras, « que des raisons majeures » le forçant de s'éloigner de la Flandre, il » espérait que son absence ne serait pas longue. En attendant son retour, il comptait que » les membres des états aideraient de tout leur » pouvoir les dépositaires de l'autorité publi- » que, à poursuivre l'extirpation de l'hérésie. » C'est plein de cette conviction qu'il allait » partir; il promettait de rappeler au plus » tôt les troupes étrangères, afin de soulager le » peuple flamand du fardeau de leur présence. » Les états répondirent par des protestations d'attachement et de fidélité; mais ils conjurèrent le monarque de ne pas tourmenter les consciences, ou du moins d'employer la douceur pour ramener les novateurs au sein de l'église catholique; mais le prince n'eut aucun égard à leurs prières, et répondit aux observations de l'un de ses ministres, qu'il aimait mieux risquer de perdre tous ses royaumes que de régner sur des hérétiques. Après la clôture des états, Philippe mit à la voile, et arriva à Laredo en Biscaye le 29 août 1559. Son arrivée causa la joie la plus vive à tous les Espagnols; ils aimaient la personne et les manières de leur souverain, et se flattaient qu'à l'avenir il résiderait au milieu d'eux. Cette espérance redoubla les témoignages d'affection qu'ils prodiguèrent à Philippe, dont le premier acte fut de signaler son zèle pour la religion en assistant à un auto-da-fé qui eut lieu à Valladolid. Accompagné de l'infant don Carlos, il présida à cet odieux sacrifice, et répondit à l'une des victimes, don Carlos de Sassa, qui implorait sa pitié: « Non, périsse toi et tous » ceux qui te ressemblent! Si mon fils devenait hérétique, je dresserais son bûcher de » mes propres mains. » La féroce insensibilité de Philippe était loin de lui nuire dans l'esprit de ses sujets. L'inquisition instituée primitivement contre les Maures et contre les Juifs servait la haine frénétique que les Espagnols portaient à ces deux nations. Ainsi le saint office jouissait alors de la faveur populaire, et Philippe, en le soutenant de toute sa puissance, sanctionnait le vœu de l'opinion. Il

s'appliqua ensuite à mériter la reconnaissance de ses sujets en s'appliquant avec ardeur à régler toutes les parties du gouvernement. Sa surveillance descendait jusqu'aux détails; il tenait note, pour son propre usage, des qualités et des défauts des personnages les plus marquants, afin de leur confier les emplois qui convenaient le mieux au genre de capacité dont ils paraissaient doués.

Possesseur de vastes États, Philippe ne pouvait goûter long-temps les douceurs de la paix; à peine eut-il signé le traité de Cateau-Cambrésis, qui le reconciliait avec la France, qu'il se vit contraint de guerroyer contre les Turcs. Soliman I régnaît alors à Constantinople; soutenue par de grands talents, son ambition le poussait sans relâche à tenter de nouvelles conquêtes. Il s'était rendu maître de l'île de Rhodes, et en avait expulsé les chevaliers de Saint-Jean; il avait battu les Vénitiens, et ses flottes menaçaient chaque jour les côtes de l'Espagne et de l'Italie. Les vaisseaux de Soliman étaient chargés d'hommes de toutes les nations, avides de meurtre et de pillage; ils débarquaient à l'improviste sur tout le littoral de la Méditerranée, livraient aux flammes les villes et les villages dont ils s'emparaient, égorgaient les habitants et entraînaient en esclavage ceux que leur fureur avait épargnés. Le chef de ces bandits était un pirate nommé Dragut, qui de simple matelot s'était élevé au commandement par son audace. Devenu maître de Tripoli, il en avait fait sa place d'armes, d'où il sortait pour parcourir les mers et chercher l'occasion de recueillir du butin et des captifs. Touché des plaintes qui s'élevaient de toutes parts contre les ravages et les spoliations de Dragut, Philippe résolut d'aller assiéger le pirate dans son repaire. Cent navires, montés par quatre mille soldats, furent mis sous les ordres du duc de Médina-Celi. Ce général, au lieu d'attaquer sur-le-champ Tripoli, commença par se rendre maître d'une petite île située dans le voisinage; mais le temps qu'il perdit à cette entreprise causa la perte des siens. En effet, tandis que Dragut, de retour à Tripoli, organisait de formidables moyens de défense, l'amiral ture, Piali, envoyé par

Soliman, vint attaquer les Espagnols, leur prit trente vaisseaux, et mit en suite l'armée de Philippe, dont le chef se réfugia à Malte, tandis que la plupart de ses soldats furent tués ou faits prisonniers [1559]. Cet échec fut cependant balancé par la prise sur l'ennemi de Pennon de Velez, forteresse sur la côte d'Afrique, et lieu de refuge des forçats qui infestaient la Méditerranée. Le succès obtenu dans cette occasion irrita Soliman, qui résolut de s'emparer de Malte, résidence de l'ordre des chevaliers de Saint-Jean. Chassés de Rhodes, ils avaient été installés dans cette île, dont Charles-Quint leur avait fait don. Il n'entre pas dans notre plan de suivre les détails du siège, resté célèbre dans l'histoire par la défense héroïque du grand-maître Lavalette, qui força les Turcs de se retirer après avoir subi des pertes énormes. Philippe ne prit part à ce résultat que par l'envoi de six mille Espagnols, qui arrivèrent seulement pour achever la déroute des infidèles.

La défaite des Turcs devant Malte, où ils avaient perdu l'élite de leurs soldats, permit à Philippe de tourner exclusivement son attention vers les Pays-Bas. Nous avons déjà exposé au lecteur la situation de ces provinces, dont les habitants montraient peu de sympathie pour le monarque espagnol, qui, ayant déjà empiété sur leurs droits, avait jeté la méfiance dans tous les esprits. En effet le roi méditait de rendre son pouvoir absolu, et d'établir en même temps l'unité de la foi. Or, la prospérité des Flamands était basée sur l'étendue de leur commerce, qui amenait sans cesse chez eux une foule d'étrangers appartenant à toutes les nations de l'Europe. Un grand nombre de ces derniers professaient les nouvelles opinions religieuses qu'ils cherchaient à répandre, et le zèle dont ils étaient animés avait porté ses fruits; car ils avaient fait de nombreux prosélytes dans les Pays-Bas. Pour détruire ces dangereuses semences, il fallait chasser ceux qui les apportaient; mais une telle mesure menaçait de ruiner de fond en comble la prospérité commerciale des Flamands. Philippe ne crut pas devoir reculer devant ce dernier obstacle, et pour réussir dans le projet qu'il avait formé,

il commença par exiger que les décrets du conseil de Trente, déclarés lois de l'État, fussent exécutés rigoureusement. Le concile de Trente, malgré plusieurs interruptions, s'était enfin terminé en 1563, après avoir duré vingt ans. Confirmé par une bulle de Pie IV, il était devenu exécutoire dans toute la chrétienté. Cependant la France n'en avait pas permis la publication dans le royaume; mais Philippe et la plupart des autres princes catholiques avaient adopté les décrets du concile, qui condamnaient comme des hérésies les innovations religieuses introduites par Luther et ses disciples. Quand il fallut mettre en vigueur, dans les Pays-Bas, les doctrines du concile, le monarque espagnol rencontra de grandes difficultés : elles vinrent d'abord de la part des nobles Flamands.

Ceux-ci formaient un corps redoutable par son influence sur le peuple, par l'immensité de ses domaines et par l'étendue de ses privilèges. Trois personnages principaux formaient pour ainsi dire la tête de ce corps; l'un d'eux, le comte d'Egmont, avait pour ancêtres les ducs de Gueldre, et brillait d'une illustration personnelle, due aux victoires de Saint-Quentin et de Graveline, dont il avait été le héros. Le prince d'Orange, issu de la maison de Nassau, n'était pas effacé par le comte d'Egmont; il possédait comme ce dernier des talents supérieurs pour la guerre et pour la politique; il en avait déjà donné des preuves éclatantes. Outre la principauté, dont il portait le nom, il avait encore des biens considérables en Flandre et en Allemagne. Enfin, le comte de Horn, revêtu de la charge de grand-amiral, unissait de grandes richesses aux avantages de la naissance. Ces trois hommes ne pouvaient rester étrangers à l'administration des affaires; aussi l'un, le comte d'Egmont, était-il gouverneur de l'Artois et de la Flandre proprement dite; le prince d'Orange du comté d'Utrecht, de la Hollande et de la Zélande. Tous deux, ainsi que le comte de Horn, étaient membres du conseil privé établi auprès de la régente. Marguerite, duchesse de Parme, occupait alors ce poste important, et agissait d'après les avis et sous la direction du

cardinal de Granville (1). Celui-ci, au lieu de dissimuler son pouvoir, se plaisait à le faire éclater; les membres du conseil, exclus de fait du gouvernement, se trouvaient réduits à enregistrer ses décisions. Ils s'indignèrent bientôt de jouer un rôle aussi inutile qu'humiliant, et amentèrent les esprits contre le cardinal. La conduite de Granville était d'ailleurs suffisante pour soulever la haine publique; chargé des ordres de Philippe à l'égard des hérétiques, loin de les mitiger, il les exécutait avec la rigueur la plus impitoyable. Tous ceux qui étaient dénoncés comme partisans des doctrines repoussées par l'Église catholique, marchaient au supplice : ni le rang, ni le sexe, ni l'âge n'étaient épargnés. Le sang ruisselait chaque jour sur les échafauds, tandis que les biens des victimes enrichissaient le fisc par la confiscation. Les membres du conseil, et à leur tête le prince d'Orange et les comtes d'Egmont et de Horn, s'élevèrent contre ces cruautés, qui n'avaient, disaient-ils, d'autre résultat que de propager les nouvelles opinions. Granville se plaignait au contraire de la négligence et de la faiblesse des magistrats, auxquels il imputait les progrès journaliers de l'hérésie. De vifs débats s'élevaient chaque jour dans le conseil, sans qu'il fût possible à la régente de les apaiser. Cependant des séditions éclataient de toutes parts; le prince d'Orange en profita pour réclamer la convocation des états-généraux.

Le cardinal n'eut pas de peine à faire rejeter cette demande par Philippe, en lui représentant qu'elle serait dangereuse pour son autorité. La réunion des députés allait mettre en présence la puissance du peuple et celle du prince, éveiller toutes les ambitions et exalter l'esprit séditieux des masses par des discussions irritantes. En un mot, c'était créer au gouvernement des difficultés nouvelles semées de grands périls. En conséquence, la régente reçut l'ordre de tenir la main plus rigoureusement que jamais à

(1) C'est ce même évêque d'Arras dont nous avons déjà parlé; il était devenu récemment archevêque de Malines et membre du sacré collège : Philippe l'avait placé auprès de sa sœur Marguerite pour la diriger.

l'exécution des églises les échafauds furent dressés, les bûchers se rallumèrent; mais la persécution ne servit qu'à grossir le nombre des martyrs, sans lasser leur constance. Les magistrats eux-mêmes se fatiguèrent de verser le sang, car le nombre des hérétiques s'augmentait à la vue des supplices, et il devint bientôt impossible à la justice d'exécuter ses arrêts. Les plaintes les plus vives éclatèrent contre Granville, regardé comme le moteur de ce système sanguinaire. Le prince d'Orange et les comtes d'Egmont et de Horn dénoncèrent ce ministre au roi d'Espagne; ils accusaient le despotisme du cardinal d'avoir jeté le trouble dans l'État, et sollicitaient avec force son rappel. N'ayant pu l'obtenir, ils tournèrent leurs attaques contre la personne de Granville; l'accablant de marques de mépris dans le conseil, et le faisant déchirer par des pamphlets, ils le réduisirent à abdiquer volontairement le pouvoir [1565].

Cependant son départ n'apporta aucun changement à l'état des affaires; l'influence dont il jouissait auprès de la régente passa au jurisconsulte Viglius et au comte Barlaimont, tous deux zélés catholiques, et imbus des mêmes principes politiques; ils en appelèrent à la violence, comme leur prédécesseur, et augmentèrent l'irritation générale. Partout les ordres du roi étaient dédaignés ou faisaient éclater des séditions. Placée dans une situation qui s'aggravait chaque jour, Marguerite prit le parti d'envoyer en Espagne le comte d'Egmont pour présenter au monarque, sous le point de vue réel, la position des provinces. Philippe lui fit l'accueil le plus bienveillant, et l'accabla de tant de marques d'estime et de considération, que le comte revint de son voyage rempli d'attachement et de reconnaissance pour les bontés du roi. Il exaltait sans cesse la générosité et l'amour qu'il portait à ses sujets de Flandre. Mais soit qu'il eût mal interprété les intentions de Philippe, ou soit que ce dernier crût devoir désavouer ses promesses, d'Egmont ayant conseillé à la régente d'assembler à Bruxelles une espèce de synode composé d'ecclésiastiques et de jurisconsultes dans le but de trouver un moyen efficace pour

mettre un terme aux progrès de l'hérésie, le monarque désapprouva hautement cette convocation, car elle était d'avis de substituer la douceur à la sévérité. Il prescrivit au contraire des mesures pleines de rigueur, qui excitèrent une indignation d'autant plus profonde, qu'elles détruisaient l'espoir d'un meilleur avenir. D'Egmont, de son côté, se plaignait sans ménagement d'avoir été la dupe du prince, dont la mauvaise foi tendait à le ruiner dans l'estime et la confiance de ses concitoyens. Toutefois, il ne marqua son mécontentement que par des plaintes. Le comte de Horn et le prince d'Orange se bornèrent aussi à des représentations; mais d'autres gentilshommes, plus imprudents ou plus hardis, formèrent une confédération, et rédigèrent, sous le nom de *compromis*, un manifeste dans lequel ils déclaraient s'associer, afin de provoquer l'abolition du tribunal de l'inquisition par tous les moyens légaux. Cette pièce, répandue dans les provinces, obtint de nombreuses adhésions dans toutes les classes; une multitude de personnes s'empressèrent de la signer. Enhardis par le succès de cet appel à l'opinion, les principaux auteurs du compromis se rendirent à Bruxelles, et députèrent quelques-uns d'entre eux à la régente pour obtenir la permission de lui faire entendre leurs griefs. La majorité du conseil fut d'avis que la duchesse devait leur donner audience; cette condescendance n'offrait d'ailleurs aucun danger, puisque les députés étaient sans armes.

Les confédérés formaient une troupe de trois à quatre cents hommes. Quand ils entrèrent à Bruxelles, dans les premiers jours d'avril 1566, ils étaient tous à cheval; on remarquait à leur tête Louis de Nassau, frère du prince d'Orange, le comte de Brederode, issu des anciens comtes de Hollande, le baron de Montigni, le marquis de Mons, et plusieurs autres personnages tenant le rang le plus élevé parmi la noblesse. Reçus par la régente, entourée des membres du conseil, ils lui présentèrent une requête dans laquelle ils disaient qu'au risque de voir leur conduite exposée à d'indignes soupçons, ils étaient venus pour faire connaître à la du-

chesse la crise qui se préparait. Ils avaient espéré que les états auraient indiqué des remèdes aux maux dont le pays était accablé ; mais les états n'ayant pas été convoqués comme ils en avaient conçu l'espoir, ils croyaient devoir informer son altesse qu'une révolte imminente allait éclater, si le gouvernement persévérerait à exécuter dans toute leur sévérité les édits relatifs à la religion. Ils terminaient en prenant à témoin Dieu et tous les membres du conseil, qu'ayant averti son altesse, on ne pourrait leur imputer les calamités dont ils signalaient l'approche. La régente, dans sa réponse par écrit, promit aux confédérés d'envoyer au plus tôt en Espagne des députés pour transmettre au roi leurs représentations, et en démontrer toute la justice. Mais elle ajouta que son devoir, jusqu'à ce qu'elle eût reçu de nouveaux ordres, ne lui permettait pas de suspendre les édits. Elle s'engageait cependant à recommander aux magistrats et aux inquisiteurs de procéder désormais avec plus de douceur contre les hérétiques. Pour remplir l'engagement qu'elle venait de prendre, la duchesse dépêcha à Madrid le marquis de Mons et le baron de Montigni, chargés d'être, auprès de Philippe, les avocats des confédérés. Mais tandis que Marguerite tentait la voie des négociations, afin de calmer l'agitation des esprits, l'impatience du peuple ne lui permit pas d'en attendre les résultats, et, sur la fausse nouvelle qui se répandit que le gouvernement permettait l'exercice du culte réformé, les protestants célébrèrent publiquement la cène ; puis ils insultèrent les catholiques, et s'emparèrent des églises qu'ils dévastèrent après les avoir profanées. Le signal une fois donné, les mêmes excès éclatèrent dans toutes les provinces, à l'exception de la capitale, où la présence de la duchesse contint les séditieux. Toutefois elle annonça sa résolution de se retirer à Mons ; et ce ne fut pas sans peine que le prince d'Orange, appuyé des comtes d'Egmont et de Horn, obtint qu'elle resterait à Bruxelles. Ces trois personnages se rendirent ensuite dans leurs gouvernements, et réussirent, au péril de leur vie, à rétablir la tranquillité. Le dévouement dont ils venaient de faire preuve

redoubla la haine que Philippe nourrissait contre eux, car il se persuada, par les insinuations de Viglius et de Barlaimont, que le prince d'Orange et les deux comtes étaient les auteurs secrets des troubles. Il déguisa cependant soigneusement sa pensée sur ce sujet dans les lettres qu'il écrivit à la régente, à laquelle il envoya des fonds destinés à lever un corps de soldats catholiques.

Instruits par des missives secrètes du marquis de Mons et du baron de Montigni (1), que le roi regardait les seigneurs flamands comme des rebelles, le prince d'Orange, de Horn et d'Egmont s'opposèrent, dans le conseil, à la levée des troupes ordonnée par Philippe, soutenant que cette mesure allait rallumer l'esprit de sédition. Ils insistèrent d'autant plus vivement sur ce point qu'ils avaient la conviction que les forces militaires qu'on allait mettre sur pied seraient dirigées contre eux. Guillaume offrit alors de se démettre de tous ses emplois, et, dans une assemblée tenue à Dendermonde, il proposa à ses partisans de former une ligue, afin d'être prêts à se défendre quand ils seraient attaqués ; mais le comte d'Egmont combattit ce projet, auquel il refusa de s'associer, en disant qu'il ne pouvait ajouter foi aux bruits accusateurs qui chargeaient Philippe de vouloir établir le despotisme dans les Pays-Bas ; les craintes répandues à cet égard étaient, assurait-il, dénuées de tout fondement. La désertion d'un tel personnage empêcha le prince d'Orange et ses amis de prendre aucune résolution ; toutefois ils crurent devoir essayer de regagner la confiance du monarque en prêtant leur appui à la régente.

Sur ces entrefaites, le comte de Bréderode, l'un des principaux auteurs du compromis, présenta à la duchesse une seconde requête, puis il sollicita une audience ; mais l'une et

(1) Ces deux personnages avaient été envoyés en Espagne pour porter les plaintes des confédérés : le marquis de Mons mourut quelques mois après son arrivée à Madrid. Quant à Montigni, frère du comte de Horn, accusé d'avoir approuvé le projet de l'infant don Carlos, qui voulait se rendre dans les Pays-Bas, il eut la tête tranchée à l'époque où les comtes d'Egmont et de Horn périssaient à Bruxelles sur un échafaud.

l'autre demande furent rejetées par la gouvernante, car avec les troupes dont elle venait de s'entourer, elle était en état de donner la loi et non de la recevoir : aussi Bréderode se retira précipitamment en Hollande, résolu de tirer l'épée; mais il fut mis en déroute par les comtes d'Arenberg et de Méghen. Réfugié en Allemagne, il revint dans sa patrie l'année suivante, et mourut peu de temps après [1567]. Ce fut lui qui commença la révolution dans les Pays-Bas; mais ses talents le plaçaient fort au-dessous du rôle de chef de parti; il n'en comprenait pas les devoirs, et il aurait été d'ailleurs hors d'état de les remplir. Il prépara cependant les voies au prince d'Orange, qui se montra digne de la haute mission dont il se chargea, celle de briser le joug des Espagnols, et d'élever ses compatriotes au rang d'une nation.

La duchesse de Parme, aidée du prince d'Orange, du comte d'Egmont et de leurs amis, avait réussi à étouffer l'insurrection et à rétablir dans sa prééminence le culte catholique. En vain elle représenta l'inutilité, et surtout le danger d'envoyer une armée dans les Pays-Bas; poussé par les exhortations de ses conseillers, et surtout de Granville, le roi persista dans son projet, et un corps de troupes de seize mille hommes, sous les ordres du duc d'Albe, entra dans la Flandre par le Luxembourg, au mois d'août 1567 (1).

L'apparition de ces troupes répandit la terreur dans les Pays-Bas; le nom seul de leur chef suffit pour déterminer l'émigration d'un grand nombre de familles qui allèrent chercher un asile dans les États voisins. Parmi les fugitifs, les uns voulaient se mettre à l'abri de la vengeance de Philippe, les autres échapper au régime despotique dont ils prévoyaient l'établissement. Le prince d'Orange s'était déjà retiré en Allemagne dans son duché de Nassau. Au premier bruit de la marche des soldats espagnols, il s'efforça vainement de persuader au comte d'Egmont de suivre son exemple. D'Egmont résista obstinément à toutes ses raisons et à toutes ses prières. Père d'une nombreuse famille,

il craignait, en s'expatriant, de ruiner l'avenir de ses enfants; et le souvenir des promesses du roi, qui avait promis de doter ses filles, vivait encore dans la mémoire du comte. Il prit donc le parti d'attendre la venue du duc d'Albe, auquel il envoya même un présent de deux chevaux. Celui-ci accepta ce cadeau dans le but d'endormir les craintes du comte. Mais, dès qu'il fut arrivé à Bruxelles, d'Albe ayant convoqué chez lui d'Egmont et de Horn pour les consulter sur une affaire d'État, les fit arrêter et conduire dans une forteresse. L'emprisonnement de deux personnages environnés d'une si haute considération causa autant de surprise que de consternation; elle s'était accomplie à l'insu de la régente, et détermina la duchesse à remettre volontairement entre les mains de Philippe une autorité qu'elle ne prétendait partager avec personne. Sa démission fut acceptée. D'Albe prit les rênes du pouvoir et signala son avènement par l'érection d'un tribunal, appelé *Conseil des Troubles*. Un jurisconsulte, nommé Vargas, le présidait en l'absence du gouverneur, et se montra digne de le suppléer. Tous les signataires de quelque requête contre les édits, tous les individus accusés d'avoir désapprouvé l'institution des évêchés, médit du saint office, ou qui avaient mis en doute le droit du monarque de révoquer les privilèges du pays, furent déclarés coupables de haute trahison. Les emprisonnements, les confiscations, les supplices atteignirent tous les rangs, sans épargner ni l'âge ni le sexe; on vit monter sur l'échafaud des nobles et des hommes du peuple, des femmes et des adolescents. Dans l'espace de quelques mois, dix-huit cents personnes périrent par les tortures, par le glaive, par les flammes ou le gibet.

Ces massacres juridiques s'accomplissaient sans obstacle, car le duc avait réparti ses soldats dans les provinces, et bâti des citadelles dans les villes pour enchaîner l'indignation des habitants (1). Cependant, quoique dévoués au pouvoir, les membres du conseil des troubles, ou plutôt du conseil de

(1) Herrens, liv. 9, chap. 2.

(1) Van Meteren, pag. 69.

sang (1), reculèrent devant les barbaries dont ils étaient les ordonnateurs. Les uns essayèrent de se retirer, d'autres protestèrent par leur absence, et, de douze magistrats qui devaient composer le tribunal, trois ou quatre seulement, plus timides ou plus endurcis, prononçaient les iniques sentences qui envoyaient chaque jour au trépas une foule de victimes [1568].

Plusieurs nobles, partisans des Espagnols, et même Viglius, qui avait secondé avec tant d'ardeur l'administration despotique de Granville, s'adressèrent à Philippe pour implorer sa clémence; mais il se montra inflexible, par les conseils de Vargas. Ce digne président du conseil des troubles ne cessait d'assurer dans ses lettres que la sévérité était indispensable pour extirper jusque dans sa racine la rébellion. Ce détestable conseil était inspiré à celui qui le donnait par sa cruauté, qui se délectait dans le sang, et surtout par son avarice, qui s'engraissait des confiscations. Tandis que le peuple des Pays-Bas gémissait sous l'atroce régime établi par le duc d'Albe, celui-ci se disposait à marcher contre le prince d'Orange. Cité devant le conseil privé, Guillaume avait refusé de comparaître, disant qu'il ne pouvait se soumettre qu'au jugement de ses pairs, et qu'il rejetait une juridiction illégale, puisqu'elle était établie au mépris des privilèges attachés à son rang. Pouvait-il d'ailleurs, ajouta-t-il, ne pas récuser un juge comme le duc d'Albe, son ennemi personnel, qui, par une violence inouïe, venait de s'emparer de la personne du comte de Buren pour l'envoyer en Espagne. En effet, le comte de Buren, fils aîné du prince d'Orange, qui faisait alors ses études à Louvain, avait été enlevé et conduit auprès de Philippe. Sur le refus de Guillaume de se présenter, ses biens furent confisqués, et l'hôtel qu'il possédait à Bruxelles démoli. Mais appelé par les vœux de ses compatriotes, et soutenu par les dons volontaires d'un grand nombre de Flamands exilés, il leva des troupes en Allemagne. Il comptait encore sur l'appui d'Élisabeth, et sur le concours des réformés

français et des princes allemands qui avaient embrassé les opinions de Luther et de Calvin. Toutefois ce fut Louis de Nassau, frère de Guillaume, qui commença les hostilités en marchant sur Groningue. Le comte d'Aremberg, officier de distinction, vint à sa rencontre et périt dans un combat où les Espagnols, mis dans une déroute complète, perdirent leur artillerie, leur caisse militaire et tous leurs bagages. A la nouvelle de cet échec, d'Albe se disposa à partir lui-même pour écraser le vainqueur; mais avant de s'éloigner, il résolut de terminer le procès commencé contre les comtes d'Egmont et de Horn. Il fit précéder l'immolation de ces deux illustres victimes par le supplice de dix-neuf gentilshommes déclarés coupables d'avoir signé le compromis ou pris part aux remontrances adressées à la duchesse de Parme. Tous furent exécutés dans la même journée; mais quoique chargés des mêmes accusations, leurs souffrances étaient variées. La tête des uns tombait sous le glaive: c'étaient des catholiques; d'autres, les hérétiques, puisqu'ils étaient protestants, expirèrent dans les flammes. Parmi ces infortunés, se trouvait le secrétaire du comte d'Egmont, ayant refusé, dans les douleurs de la torture, de charger son maître: il fut tiré à quatre chevaux.

Vint ensuite le tour des comtes d'Egmont et de Horn. Les imputations principales lancées contre eux se réduisaient aux quatre chefs suivants: d'avoir contraint Philippe de rappeler Granville des Pays-Bas; de s'être confédérés pour s'opposer à l'introduction du tribunal de la foi; d'avoir assisté à l'assemblée tenue à Dendermonde, dans laquelle le prince d'Orange et ses complices avaient discuté les moyens de fermer à l'armée du roi l'entrée des Pays-Bas; et enfin d'avoir favorisé l'hérésie par une indulgence coupable. Les accusés prétendirent d'abord qu'en vertu de leur qualité de chevaliers de la Toison-d'Or, ils ne pouvaient être jugés que par les membres de cet ordre; puis, forcés de plaider au fond, ils nièrent d'être jamais entrés dans aucun complot tramé contre l'église et contre le roi. En effet, aucune preuve n'établissait leur culpabilité; ils furent cependant déclarés convaincus du crime de

(1) C'était le nom que le peuple avait donné à ce tribunal.

haute trahison, et condamnés à la peine capitale. L'empereur Maximilien et la duchesse de Parme essayèrent de fléchir le monarque espagnol ; il repoussa leurs sollicitations. Les deux accusés, après une captivité de neuf mois, marchèrent au supplice le 15 juin 1568. D'Egmont périt le premier ; le comte de Horn, amené quelques instants après, demanda si son aïeul avait cessé de vivre ; puis, après avoir adressé quelques mots au peuple, il se plaça lui-même sur le fatal billot. Sa tête et celle du comte d'Egmont, plantées sur des piques, demeurèrent exposées quelques heures aux regards de la multitude. On les remit ensuite, ainsi que les corps, entre les mains de leurs familles pour qu'ils fussent inhumés. Le peuple, présent à ce cruel spectacle, montra une vive émotion ; malgré les soldats, plusieurs personnes escaladèrent l'échafaud, et trempèrent leur mouchoir dans le sang qui venait d'être versé : c'était prendre l'engagement de le venger. D'Egmont excita les regrets les plus vifs et les plus universels ; les Flamands étaient fiers de la gloire qu'il avait acquise aux champs de Saint-Quentin et de Gravelines. Ils maudissaient l'ingratitude de Philippe, qui avait payé de tels services par une mort tragique, et ils s'attendrissaient sur le triste sort des onze enfants du comte ; privés de leur père, ils allaient tomber du faite de l'opulence dans la pauvreté. Quant au comte de Horn, n'ayant pour lui que l'éclat de sa fortune et de sa naissance, il ne pouvait inspirer le même intérêt.

Après avoir versé le sang le plus illustre de la Flandre, le duc d'Albe marcha contre Louis de Nassau, le battit à Gemmingen, dissipa toute son armée, et le contraignit de se sauver en Allemagne. Mais à peine avait-il scellé sa victoire par de nouveaux supplices, qu'il reçut la nouvelle de l'entrée du prince d'Orange dans les Pays-Bas. Guillaume traversa la Meuse en dépit du général espagnol, et lui offrit la bataille, que celui-ci refusa d'accepter. Il savait que son ennemi était hors d'état de tenir long-temps la campagne, faute d'argent ; il résolut donc de traîner la guerre en longueur. L'événement justifia bientôt la sagesse de ce calcul.

Le prince d'Orange n'ayant pu obtenir aucun succès décisif sur son adversaire, ni se rendre maître de quelque ville, licencia ses troupes et se retira en France (1).

Tandis que les hostilités étaient suspendues en Flandre, une nouvelle guerre éclatait en Espagne dans la province de Grenade, encore occupée par ses anciens conquérants. Ils avaient courbé la tête sous le joug espagnol, mais sans renoncer à leurs mœurs ni à leur religion : aussi les Maurisques étaient-ils en butte aux persécutions journalières du saint-office, car la plus grande partie de la population ayant préféré l'apostasie à l'exil, pratiquait en apparence le culte catholique. Mais les inquisiteurs, poussés par le zèle, et souvent par la cupidité, épiaient la conduite des nouveaux convertis pour confisquer les biens des riches, et livrer aux flammes leurs personnes, s'ils semblaient pencher vers la foi musulmane, à laquelle ils avaient renoncé. Toutefois l'activité des membres du saint tribunal semblait encore trop lente au clergé espagnol, et l'archevêque de Grenade dénonça les Maurisques à Philippe, non-seulement comme des chrétiens parjures, mais encore comme des sujets toujours prêts à se révolter. Ils avaient, disaient-ils, conservé des intelligences avec les Turcs et les Barbaresques, auxquels ils vendaient les enfants des chrétiens dont ils pouvaient s'emparer. Le prélat soutenait encore que, forcés de prendre part extérieurement aux cérémonies catholiques, et de recevoir les sacrements, ils insultaient dans leurs maisons aux saints mystères. C'est ainsi qu'après avoir présenté leurs enfants au baptême, ils les lavaient au retour pour effacer la souillure dont on venait de les empreindre ; puis ils les circonciaient, et leur imposaient des noms mauresques. Philippe accueillit avidement ces accusations, et résolut de s'en appuyer afin d'établir complètement, dans la province de Grenade, l'unité de la foi catholique, et extirper jusque dans ses racines la religion musulmane. Il commença par cantonner dans le pays un grand nombre de

(1) Van Meteren, pag. 79.

soldats, et publia un édit portant que les Maurisques renonceraient à l'idiôme arabe, pour ne plus se servir que de la langue espagnole; qu'ils adopteraient exclusivement les usages et les habits des Castillans; qu'ils ne porteraient à l'avenir que des noms espagnols; qu'ils renonceraient à l'usage des bains; que leurs femmes paraîtraient en public le visage découvert; qu'ils ne pourraient se marier sans une dispense des évêques. Enfin le même édit leur interdisait de changer de lieu sans autorisation, et surtout de posséder aucune arme. La peine de mort sanctionnait tous les articles de ce nouveau code. Les Maurisques essayèrent d'abord de fléchir le monarque par des représentations; plusieurs Espagnols de distinction, entre autres le marquis de Mondéjar, gouverneur de la province, se chargèrent de les appuyer auprès du roi; ce dernier se rendit à Madrid pour cet objet. Il prédia au conseil que l'exécution de l'édit royal allait faire éclater une révolte formidable; mais Philippe persista dans sa résolution, et Mondéjar revint à Grenade chargé des ordres les plus rigoureux. Dès que les Maurisques apprirent que le prince avait rejeté leur requête, ils se préparèrent à la résistance. Des émissaires allèrent solliciter des secours au-dehors parmi les nations mahométanes, et des affidés parcoururent les villes et les campagnes de Grenade, excitant leurs compatriotes à s'unir et à se préparer à combattre pour s'affranchir d'une tyrannie qui révoltait leur conscience, proscrivait leurs habitudes, et voulait étouffer jusqu'au souvenir de la patrie. Le mouvement commença dans les Alpujarres, chaîne de montagnes longue de dix-sept lieues, et semée d'un grand nombre de villages, peuplés d'habitants endureis aux fatigues, et aussi courageux que fanatiques. Ils avaient reçu de l'Afrique des munitions et quelques centaines de soldats, et se berçaient de l'espérance de recevoir bientôt de leurs co-religionnaires étrangers des troupes et de l'argent. Sur ces entrefaites, les principaux Maurisques avaient tenu une assemblée où ils proclamèrent roi de Grenade Ferdinand de Valor, qui prit le nom d'Aben-Humeja. Il descendait d'une race de princes maures, jadis sou-

verains de Cordoue et de l'Andalousie, et possédait presque toutes les qualités indispensables au rôle brillant et dangereux qu'il allait jouer.

Après son couronnement, qui eut lieu avec toute la pompe et toutes les cérémonies observées à l'intronisation de ses ancêtres, le nouveau monarque se choisit des ministres et des officiers qu'il envoya dans toute la contrée pour intimiser ses ordres aux Maurisques, et organiser l'insurrection. Son plan était de s'emparer de Grenade, où ses compatriotes, qui formaient la majeure partie des habitants, avaient promis de l'introduire. Un incident imprévu fit échouer cette tentative. Un chef maurisque, Aben-Farax, avait reçu l'ordre de s'approcher de Grenade pour appuyer le mouvement qui se préparait. Mais une neige abondante ayant obstrué les gorges des montagnes, la plupart des soldats d'Aben-Farax, au nombre de sept mille, ne purent continuer leur chemin. Cependant Aben-Farax franchit tous les obstacles, et entra dans un quartier de la capitale, appelé Albaycen; mais il n'avait avec lui que cent cinquante hommes, et se retira à la pointe du jour, n'ayant pu, à cause du petit nombre de ses soldats, entraîner les habitants à prendre les armes. Le succès aurait peut-être couronné l'entreprise si les Maurisques avaient tenté l'attaque, car le marquis de Mondéjar, desservi auprès de Philippe par le chancelier de Grenade, n'avait pu obtenir des renforts, et la ville, dégarnie de soldats espagnols, aurait pu s'affranchir par les seuls bras de ses citoyens. Cependant Aben-Humeja ayant soulevé tout le pays des Alpujarres, avait égorgé tous les chrétiens, et s'occupait de fortifier plusieurs points, afin de les rendre inaccessibles, quand il fut attaqué par le marquis de Mondéjar. Celui-ci, à la tête d'un petit nombre de troupes réunies à la hâte, pénétra dans les montagnes, et dans l'espace de quelques mois soumit la plus grande partie de la contrée. Les Maurisques obtinrent la paix à des conditions assez douces, et se montrèrent d'autant plus empressés à mettre bas les armes, qu'ils n'avaient plus aucun secours à attendre du dehors; car Loz-Velez s'était emparé de tout le littoral, et interceptait

la venue des Africains ou des Turcs. Mondéjar, par la clémence qu'il déploya, et par le soin qu'il mit à enchaîner la licence de ses soldats, avait calmé la rébellion ; il écrivit à la cour pour informer le roi de ses succès, les attribuant à la valeur des Espagnols, et surtout au système de douceur qui avait achevé de consolider le triomphe de la force. Mais Philippe repoussa des conseils qui répugnaient à la sévérité de son caractère, et donna l'ordre au marquis d'infliger aux prisonniers le traitement le plus barbare ; tous ceux qui avaient dépassé l'âge de onze ans furent vendus comme esclaves. Le monarque voyait dans cette décision un double avantage ; il purgeait le sol de l'Espagne d'une population d'hérétiques, et s'enrichissait en même temps avec l'or du marché. Toutefois l'état de ses finances ou la mauvaise volonté des ennemis de Mondéjar l'empêchèrent de recevoir la solde due à ses soldats ; et ces derniers, affranchis par le besoin des liens de la discipline, saccagèrent le pays, et firent trafic de la personne de tous les habitants. Ils les livraient à des marchands pour être transportés en Afrique et dans les provinces de l'empire ottoman, où ces infortunés, dégradés du nom d'homme, devenaient la propriété de ceux qui les avaient achetés. Exposés aux cruautés de Philippe et aux vexations de ses soldats, les Maurisques se soulevèrent de nouveau, préférant avec raison les calamités de la guerre à une paix dont ils ne recueillaient que des maux intolérables. Les ennemis de Mondéjar persuadèrent à Philippe qu'il fallait un autre chef pour étouffer sans retour une rébellion aussi dangereuse, et il y substitua son frère naturel, don Juan d'Autriche. Ce jeune prince avait alors vingt-deux ans ; son génie n'avait pu briller encore faute d'occasion, et il fut placé sous la tutelle de don Louis de Requesens. Mais il parvint bientôt à se dégager d'une obéissance qui pesait à son courage et à sa fierté. Sans autre conseil que lui-même, il attaqua les Maures et les défit dans plusieurs rencontres. Aben-Huméja, vaincu, termina son règne éphémère par la main de ses compatriotes. Les assassins voulurent venger le meurtre du beau-père du roi,

mis à mort par ce prince pour avoir traité secrètement avec les Espagnols

Un autre Maurisque, nommé Aben-Boo, devenu roi à son tour, expira bientôt après sous le poignard de quelques traîtres, qui achetèrent leur pardon par sang de leur souverain. La fin tragique d'Aben-Boo vint clore la lutte : après deux années de combat, les Maurisques cessèrent de se défendre [1568]. La plupart, en retour de leur soumission, périrent sous différents prétextes ; ceux qui survécurent, traînés dans l'intérieur de l'Espagne, vieillirent loin du lieu de leur naissance, dans la misère et dans l'abjection. On les força de suivre le culte catholique ; mais, exposés sans cesse à des soupçons, un grand nombre, poursuivis par le saint-office, périt dans les cachots de l'inquisition, dans les flammes du bûcher, ou sur les bancs des galères. Ainsi décimée, la population maurisque survécut cependant à la persécution, et inspira même dans son abaissement tant de terreur aux Espagnols, qu'ils en expulsèrent le reste, comme nous le verrons plus tard, sous le successeur de Philippe II. L'insurrection des Maurisques mit cependant en péril la monarchie espagnole. Si le sultan des Turcs, Soliman II, avait su profiter de cette occasion, en fournissant de l'argent et des hommes à ses co-religionnaires, ceux-ci auraient pu s'emparer de Grenade, et soulever le royaume de Valence, où leurs compatriotes formaient la majorité de la population. Les flottes de Sélim, en rendant libre le détroit de Gibraltar, auraient permis aux Barbaresques de prêter aux Maurisques un formidable appui, qui eût occupé les forces principales de Philippe. Mais ces derniers, engourdis par une longue paix, avaient perdu l'habitude de combattre ; ils n'eurent même pas le courage du désespoir : les uns rachetèrent leur vie par la trahison ; les autres se rendirent par faiblesse, en un mot, la nation succomba sans avoir su intéresser à son sort ; et si l'histoire flétrit la cruauté des Espagnols, elle plaint leurs victimes sans les honorer.

L'année 1568 fut encore marquée par un événement peu connu même aujourd'hui dans tous ses détails, on sait seulement la catastro-

phe qui le termina. Cet événement fut la mort de don Carlos, fils de Philippe II, condamné à la peine capitale pour crime de haute trahison. Ce jeune prince, né en 1545, avait été déclaré à Tolède, par les états du royaume, héritier présomptif de toutes les couronnes d'Espagne. Il avait alors quinze ans; son caractère était aussi fougueux et déréglé que celui de son père était froid et dissimulé. Philippe était d'ailleurs jaloux de son pouvoir jusqu'au dernier point, et s'étudiait à tenir soigneusement don Carlos écarté des affaires. Celui-ci ne tarda pas à s'indigner de l'obscurité dans laquelle il languissait, et qu'il attribuait à l'humeur soupçonneuse du roi. Toutes ces causes réunies avaient relâché les liens si étroits qui unissaient ces deux personnages, et substitué la haine à cet attachement créé par la nature entre un père et son fils. Un autre incident put contribuer encore à irriter don Carlos; à l'époque des conférences tenues à l'abbaye de Corpan pour amener la paix entre la France et l'Espagne [1558], il fut convenu que don Carlos épouserait Elisabeth, fille de Henri II; Philippe, sur ces entrefaites, ayant perdu sa femme Marie de Portugal, demanda pour lui-même la main de la princesse. Don Carlos avait alors quatorze ans, Elisabeth en avait treize, mais elle était déjà remarquable par sa beauté; l'enfant apprit sans doute qu'elle lui avait été destinée, et peut-être, malgré sa jeunesse, regretta-t-il de ne voir qu'une belle-mère dans celle qui devait être son épouse. Quoi qu'il en soit, le mariage de Philippe avec Elisabeth n'avait rien de disproportionné, car le monarque n'avait que trente-trois ans; mais sa froideur et sa gravité devaient le rendre peu aimable aux yeux d'une jeune fille élevée à la cour libre et dissolue de Catherine de Médicis. Cependant il n'existe aucune preuve certaine que don Carlos ait aimé la reine et qu'il ait été payé de retour. L'éducation du jeune prince avait été négligée sous le rapport moral; au lieu de réprimer ses emportements on n'avait songé qu'à veiller sur sa constitution physique. Il en résulta que, placé à la cour dans une position délicate, il l'empira par ses imprudences. Fati-

gué du joug qui pesait sur lui, il éclatait en plaintes toujours répétées officieusement, et son humeur satirique s'exerçait contre le roi lui-même (1). Les violences de don Carlos, excitées peut-être par l'impatience que lui causait l'espèce de captivité dans laquelle il gémissait, fit naître à Philippe la pensée de le déclarer incapable du gouvernement, et il invita ses deux neveux, les archiducs Rodolphe et Ernest, à venir en Espagne afin de choisir celui qu'il déclarait son héritier [1564]. L'enfant eut connaissance de ce projet, et s'affermit dans la résolution de quitter l'Espagne pour aller défendre l'île de Malte attaquée par les Turcs. Ce projet ayant échoué, le prince entreprit de se rendre dans les Pays-Bas. Il parla du voyage qu'il méditait à son oncle don Juan d'Autriche (2); celui-ci en informa le monarque, qui, après avoir consulté des théologiens et des juriconsultes, se décida à sévir contre son fils; il y fut déterminé par une révélation du prieur d'Atocha (3), dont le récit semble prouver que don Carlos agit dans cette occurrence plutôt comme un fou que comme un homme affermi dans la pensée du crime, et résolu de l'exécuter. Le 28 décembre 1567, jour des Innocents, le prince voulant, à l'exemple de la famille royale, s'approcher de la sainte table, dit à plusieurs personnes, que son confesseur, auquel il avait avoué qu'il projetait de faire punir un homme de grande qualité, avait refusé de l'absoudre s'il ne se désistait de sa résolution. Après s'être adressé vainement à plusieurs religieux, don Carlos alla trouver Juan de Tobar pour obtenir un hostie non consa-

(1) Don Carlos avait composé un volume ayant pour titre : « Les grands et admirables voyages du roi don Philippe ; » puis en tête de chaque page on lisait : « Voyage du roi, de Madrid à l'Escurial ; — voyage de l'Escurial à Tolède ; — voyage de Tolède à Madrid ; — voyage de Madrid à Aranjuez, etc. » C'était pour mettre en opposition la vie sédentaire de Philippe avec l'activité voyageuse de Charles-Quint.

(2) Don Juan était frère naturel de Philippe II, et se rendit célèbre dans la suite par la victoire de Lépante et ses campagnes dans les Pays-Bas.

(3) Couvent des dominicains situé près du palais du Buen-Retiro.

crée, afin de tromper les assistants à la cérémonie, qui le verraient approcher de la sainte table. Le prieur eut l'air de céder aux sollicitations du prince, disant que s'il nommait la personne dont il voulait se défaire, il pouvait espérer d'être absous, car il était des cas où les principes fléchissaient devant la nécessité. Sur une assurance aussi vague, le prince n'hésita pas à faire l'aveu de son dessein parricide, que le moine fit sur-le-champ connaître à Philippe : sa dénonciation fut appuyée par don Juan d'Autriche, qui prétendit avoir reçu de son neveu la même confiance. Philippe, accompagné du capitaine de ses gardes, du duc de Feria, du grand-prieur de Saint-Jean, et de quelques soldats, entra inopinément dans l'appartement de don Carlos. Celui-ci s'éveilla en sursaut et voulut sauter sur ses armes, mais on s'en était saisi. — « Que veut de moi votre Majesté ? » dit-il au roi. — « Vous allez le savoir, » lui répondit le monarque ; puis après avoir ordonné de fermer hermétiquement les portes et les fenêtres, il recommanda au prince de demeurer tranquille jusqu'à ce qu'il eût reçu de nouveaux ordres ; et, le laissant à la garde du duc de Feria et de trois autres gentilshommes, Philippe allait sortir quand don Carlos le supplia de ne pas le retenir prisonnier, car il se tuerait. « Une telle action n'appartient qu'à un fou, » reprit le monarque. — « Votre majesté me traite si mal, » s'écria l'infant, « qu'elle me forcera d'en venir à cette extrémité, non comme fou, mais comme désespéré. » Après cette terrible scène, dont le récit nous est fait par un témoin oculaire (1), Carlos resta confiné dans sa chambre, surveillé le jour et la nuit par les chambellans attachés au service de sa personne. Quelques jours après, le 19 janvier 1568, le roi convoqua tous les membres du conseil de Castille, et nomma une commission pour faire le procès de l'héritier du trône : elle était composée du cardinal Spinosa, grand inquisiteur et président

du conseil de Castille, de Ruy Gomez, prince d'Eboli, du comte de Molito et de don Diegue Bribiesca de Mugnatonos ; Philippe assista à toutes les délibérations. — On fit apporter des archives de Barcelone les pièces du procès intenté par Jean II, roi d'Aragon, au prince de Viana son fils, afin que les juges pussent y puiser la manière de conduire une procédure placée hors de toutes les règles. — Mugnatonos fut chargé de l'instruction, qu'il termina en juillet, et par suite de laquelle il concluait à la peine de mort contre l'infant pour crime de lèse-majesté ; il terminait son rapport en invitant le monarque à user de clémence à cause de la qualité du coupable. Spinosa et d'Eboli votèrent pour la peine capitale ; Philippe dit alors que les mauvaises inclinations de don Carlos et ses penchants féroces, préparant à l'Espagne le plus funeste avenir, il était de son devoir de faire violence à sa tendresse paternelle. Il ajouta que le prince, attaqué d'une maladie déclarée mortelle par les médecins, ne pourrait vivre encore long-temps ; il convenait donc de l'abandonner à lui-même et aux excès meurtriers auxquels il se livrait dans son désespoir, et qui devaient le conduire prochainement au tombeau ; enfin qu'il ne restait plus qu'à disposer le prince à se confesser pour assurer son salut. — Il paraît qu'aucune sentence ne fut rédigée ; il n'en reste point de trace (1). Don Carlos, condamné à la solitude la plus complète, se livrait en effet aux écarts les plus funestes pour sa santé ; il buvait à chaque instant de l'eau glacée, restait quelquefois plus d'un jour sans prendre de nourriture, puis mangeait avec une sorte de voracité. Un tel régime eût ruiné les tempéraments les plus robustes ; il fit éclore une fièvre maligne. Elle devint sans remède à la suite d'un médicament qui lui fut administré par son médecin le docteur Olivarez, après une conférence que celui-ci avait eue avec le

(1) Relation de ce qui se passa lors de l'arrestation du prince don Carlos par un huissier de la chambre ; Histoire de l'Inquisition par Llorente, tome III, page 155 et suiv.

(1) On trouve seulement parmi les pièces du procès une note de la main de Pierre de Choyo, secrétaire de l'enquête ordonnée contre don Carlos. Cette note dit que la procédure en était à lorsque le prince mourut de sa maladie, ce qui fit qu'on ne rendit aucun jugement.

prince d'Eboli, confident de Philippe. En comparant les uns aux autres les renseignements les plus authentiques, il nous semble à peu près démontré que don Carlos mourut seulement de la main d'Olivarez, qui fut le véritable exécuteur de l'arrêt prononcé contre l'infant. Quand il sut que le moment suprême approchait, le roi se rendit auprès de son fils, et lui donna sa bénédiction. Le prince expira peu de moments après, le 24 juillet 1568; il était âgé de vingt-trois ans. Philippe, soit par reconnaissance, soit par hypocrisie, récompensa généreusement tous les serviteurs de son fils, auquel il fit faire de pompeuses funérailles. La ville de Madrid célébra à son tour, le 14 août de la même année, un service à la mémoire de l'infant; un sermon fut prêché dans cette cérémonie par le prieur Juan de Tobar; c'était ce moine qui avait rapporté au monarque son entretien avec le prince, à qui il avait arraché par surprise l'aveu du parricide qu'il méditait. Philippe annonça la mort de son fils à tous les corps ecclésiastiques et séculiers en Espagne et à toutes les cours étrangères; il ordonna de rassembler toutes les pièces du procès, qui furent mises dans un coffre et déposées, en 1592, aux archives de Simancas.

La plupart des historiens, même les plus contraires à Philippe, conviennent que don Carlos avait des habitudes vicieuses, et que sa conduite aussi folle qu'inconsidérée aurait pu compromettre les destinées de la monarchie; mais plus d'un exemple témoigne que des princes, livrés dans leur jeunesse à des penchans blâmables, ont su les étouffer sur le trône. Quoiqu'il fussent graves, les torts de don Carlos ne méritaient pas une punition si sévère; il fut d'ailleurs poussé à manquer à ses devoirs de sujet par l'état de contrainte auquel il était condamné; ce fut sans doute la source de ses emportemens et du projet qu'il conçut de s'affranchir du joug paternel. Entouré de délateurs, parmi lesquels se trouvaient le futur vainqueur de Lépante, don Carlos ne pouvait dire un mot qui ne fût rapporté à son père, ni faire un pas sans que ses démarches ne fussent interprétées à mal. On conçoit qu'une

telle position dut refroidir les sentimens de respect et d'attachement que don Carlos devait avoir pour son père; car celui-ci l'accueillait toujours avec une froideur glaciale, et ne souffrait pas qu'il prît part au gouvernement.

Voué à la nullité la plus complète, don Carlosse précipita dans tous les égaremens de son âge. Au reste, une sorte de fatalité semble avoir présidé à tous les rapports du père et du fils; ainsi Philippe épousa la princesse Elisabeth, d'abord destinée à don Carlos. Ce dernier avait fini par souhaiter ardemment d'obtenir la main de l'archiduchesse Anne sa cousine; il mourut, et ce fut encore Philippe qui prit pour lui la princesse autrichienne. En résumé, les preuves manquent pour accuser, dans cette occasion, le monarque espagnol d'injustice; mais la cruauté de son caractère ne permet pas de l'absoudre entièrement; et si une nécessité impérieuse le força de faire périr un fils rebelle, il est permis de croire qu'il puisa cette conviction dans le vice principal de sa nature, l'amour du pouvoir, qu'il redoutait de perdre s'il était réduit à le partager.

Sélim ne tarda pas à recueillir les fruits de sa mauvaise politique; il n'avait pas secouru les Maurisques pour achever sur les Vénitiens la conquête de l'île de Chypre; et Philippe, dès qu'il eut pacifié l'intérieur de ses États, devint l'âme d'une coalition de tous les princes chrétiens contre les Turcs. Ce peuple, sorti des montagnes du Caucase, avait, en deux siècles, soumis à son joug toutes les provinces de l'empire grec, pris d'assaut Constantinople; et, poursuivant le cours de ses triomphes, menaçait l'Europe de l'asservir prochainement. En effet, les monarques ottomans s'étaient tous signalés par de brillants exploits, et avaient perfectionné l'art de la guerre. Leur artillerie l'emportait sur celle des autres peuples, et les janissaires formaient une excellente infanterie, qui assurait presque toujours le gain des batailles. Les sultans possédaient aussi des flottes nombreuses qui, en appuyant et préparant les opérations de leurs armées de terre, tenaient, en outre, dans une terreur continuelle l'Italie et l'Espagne; tout le littoral de

ees contrées était livré aux déprédations de la marine ottomane, qui brûlait les villes de la côte, tuait ou enlevait les habitants, et pouvait d'un moment à l'autre attaquer le souverain pontife jusque dans sa capitale. Il importait donc de mettre un frein à la puissance toujours progressive des Ottomans; la plupart des souverains de l'Europe armèrent en commun une flotte formidable, dont le commandement fut déferé à don Juan d'Autriche, vainqueur des Maurisques. Ceux qui commandaient sous lui étaient de Requesens, le Génois Doria, le marquis de Santa-Croce, Mare-Antoine Colonna, général des galères du pape, et Venerio, chef de celles de la république de Venise. Le souverain pontife publia un jubilé en faveur des chrétiens qui se distinguaient dans la lutte contre les infidèles, et puisa dans la religion tout ce qui pouvait aiguillonner l'ardeur des soldats du Christ. Le 7 octobre 1571, les deux flottes ennemies se rencontrèrent dans le golfe de Lépante, sur la côte occidentale de la Grèce, et l'action s'engagea par le choc des deux vaisseaux montés, l'un, par don Juan, l'autre, par l'amiral ture Ali. Après un combat aussi long qu'acharné, car les Espagnols tentèrent jusqu'à trois fois l'abordage sans succès, le navire ottoman fut enfin envahi de tous côtés. Ali et tous les siens périrent par le fer; les assaillants ne firent aucun quartier. La tête de l'amiral ennemi, placée à l'extrémité du grand mat et au-dessous de la croix, signala aux chrétiens la victoire de don Juan, et les enflamma d'une nouvelle ardeur. L'action se prolongea et fut soutenue avec une égale bravoure; mais les esclaves chrétiens qui garnissaient les galères ottomanes ayant brisé leurs chaînes, se joignirent à leurs co-religionnaires, tandis que les Espagnols et les Italiens, condamnés au même service sur les navires chrétiens, demandèrent à combattre comme les soldats. Les Turcs, attaqués de toutes parts, cédèrent enfin; et se sauvèrent dans des barques ou à la nage sur les côtes de la Livadie, ils furent recueillis par leurs compatriotes. Ils perdirent vingt-cinq mille hommes tués ou noyés, dix mille tombèrent vivants entre les mains des vainqueurs, qui prirent ou sub-

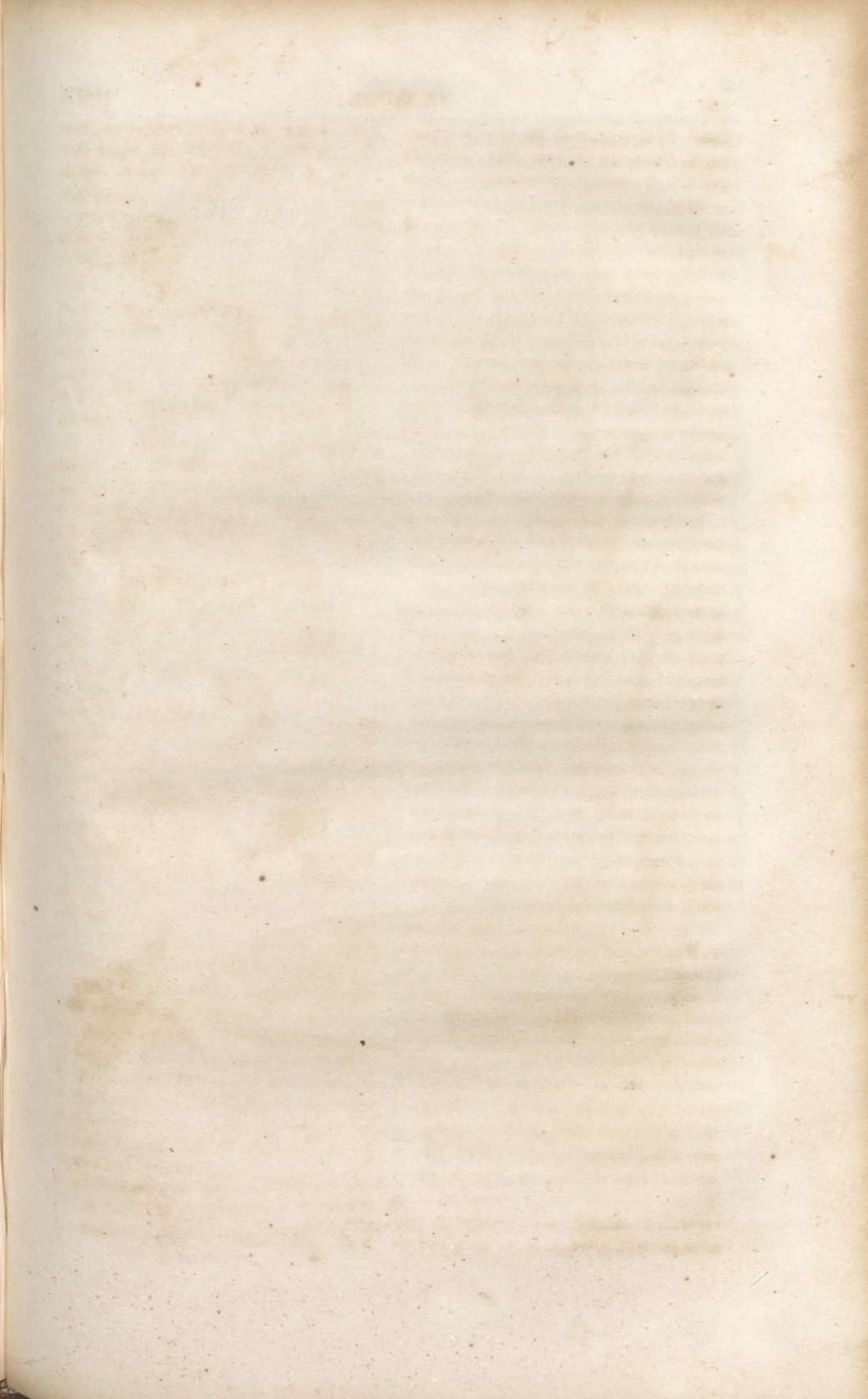
mergèrent plus des deux tiers de la flotte turque. En apprenant ce glorieux succès, le pape, par allusion à un passage de la Bible, s'écria en plein consistoire : *Il y eut un homme appelé de Dieu qui se nommait Jean*. Philippe reçut, au contraire, cette nouvelle avec une sorte d'indifférence : *Don Juan*, dit-il, *a vaincu; mais il a montré plus de courage que de prudence*. Le monarque, jaloux de son frère, ne pouvant lui ravir sa gloire, essayait de la rabaisser. Cependant la victoire de Lépante n'eut aucun résultat pour la chrétienté, par la jalousie des différents chefs qui empêchèrent don Juan de poursuivre jusqu'aux Dardanelles les débris de la flotte vaincue, et peut-être de s'emparer de Constantinople. Satisfaits d'un triomphe qui allait cesser d'être utile, pour rester seulement glorieux, les alliés se séparèrent en promettant de se réunir de nouveau aux premiers jours du printemps. Les chrétiens de la Macédoine et de l'Albanie offrirent à don Juan de régner sur eux, s'il voulait se mettre à leur tête pour chasser les Turcs qui les avaient asservis. Mais Philippe ordonna à son frère de rejeter cette proposition, alléguant que les Vénitiens se retiraient de la confédération, car ils prétendaient avoir des droits sur le territoire qui devait former l'empire promis à don Juan, et leur politique ne pouvait permettre aux Espagnols de s'établir si près d'eux.

La mort de Pie V, survenue à cette époque [1572], nuisit à la cause de la chrétienté. Le nouveau pontife, Grégoire XIII, quoiqu'il partageât les vues de son prédécesseur, n'avait ni le même zèle ni les mêmes talents. De leur côté, les Vénitiens firent séparément la paix avec Sélim. Malgré la désertion de ces derniers, Philippe résolut de continuer la guerre, la flotte espagnole, portant vingt mille hommes d'infanterie, vint débarquer aux portes de Tunis. Le gouverneur ture s'enfuit avec une partie des habitants, et laissa la ville au pouvoir de l'ennemi. Philippe avait prescrit à son frère de raser Tunis, et de fortifier en même temps le fort de la Goulette; don Juan fit tout le contraire, dans le but secret d'arracher au monarque la permission de régner à

Tunis. Philippe, pressé par le pape qui appuyait l'ambition de don Juan, prétendit qu'avant de décerner à son frère le titre et la dignité royale, il fallait s'assurer d'abord s'il pouvait conserver Tunis. En effet, Sélim envoya une expédition formidable, sous les ordres d'Uluciali, son plus célèbre amiral. Tunis et la Goulette, après une longue défense, tombèrent en son pouvoir, et don Juan, qui se trouvait alors en Sicile, perdit en un moment le trône sur lequel il avait rêvé de monter. Il avait en outre à craindre que les vainqueurs ne fissent quelque entreprise sur le royaume de Naples; mais Sélim étant mort, le nouveau sultan, Amurat III, jugea convenable de ne plus tenter de conquêtes, et laissa respirer les chrétiens.

Nous allons maintenant rétrograder de quelques années pour suivre le duc d'Albe dans les Pays-Bas. On se rappelle qu'il avait repoussé l'invasion du prince d'Orange, et battu Louis de Nassau. Il revint à Bruxelles après sa victoire, dont il voulut éterniser le souvenir par une médaille frappée en son honneur. Il se fit même ériger une statue de bronze, dont le piédestal était chargé d'inscriptions qui chantaient ses louanges. Des fêtes publiques, célébrées dans toutes les provinces, apprirent aux habitants le triomphe de ses armes, et furent suivies bientôt après de l'exécution de tous les prisonniers qu'il avait faits sur le champ de bataille. Il organisa ensuite un système de persécution contre l'universalité des citoyens. Quiconque avait témoigné, seulement par des paroles, quelque sympathie pour les rebelles, était mis à mort ou réduit à l'indigence par la confiscation de ses biens. Le conseil des troubles rendait à chaque heure des arrêts de mort, véritables listes de proscription dressées d'avance par les inquisiteurs. Les sentences de Vargas et de ses acolytes étaient rédigées avec tant d'incurie, qu'un homme fut livré au bourreau sans avoir comparu devant le tribunal. Quelque temps après, à la suite d'une instruction qui établit l'innocence de cette victime, les juges apprirent qu'elle avait péri. Vargas, entendant leurs regrets, fit observer qu'ils devaient se consoler de cette erreur, puisque après tout on

devoir estimer cet homme comme très-heureux, car il était mort innocent, et par conséquent sûr de son salut. Effrayée de tant de massacres juridiques, une grande partie de la population déserta ses foyers pour se répandre dans les pays voisins. L'Angleterre entre autres recueillit des milliers de Flamands, dont elle reçut la connaissance des arts mécaniques, une des sources principales de ses richesses. Cependant le duc d'Albe persistait à établir par des supplices son despotisme religieux et politique: loin de chercher à retenir les émigrés flamands, il s'opposait à leur retour par des lois sanguinaires, et semblait triompher de la solitude de tant de villes, peuplées naguère d'une foule d'hommes actifs et industrieux. S'applaudissant d'avoir fait recevoir les décrets du concile de Trente, et restitué à l'église catholique sa suprématie, il crut avoir atteint le but le plus utile comme le plus glorieux. Le pape le récompensa de son zèle en lui envoyant un chapeau et une épée bénis. Cette distinction parut d'autant plus flatteuse au duc, qu'elle avait été jusqu'alors réservée à des rois et à des princes. Elle enfla son orgueil en exaltant son âme fanatique et féroce. Mais s'il avait obtenu la soumission ou la fuite de tous ceux qui désapprouvaient ses mesures, il ne tarda pas à ressusciter contre lui une opposition formidable, par l'établissement de plusieurs taxes. L'assemblée des états en vota le rejet, fondée tant sur l'énormité des sommes demandées que sur la difficulté d'en opérer la perception. Cette fois Viglius, si dévoué aux Espagnols, fit des remontrances au duc d'Albe, qui refusa de les accueillir: il se flattait de réussir à lever les impôts proposés à la faveur de la publication de l'amnistie [1570]. Il faut savoir que Philippe avait prononcé une sentence de proscription qui s'étendait à tous les habitants des Pays-Bas. Le duc d'Albe se persuada, en publiant la révocation de cet incroyable arrêt, que le peuple, dans sa reconnaissance, paierait avec joie les nouveaux tributs. Mais l'amnistie était chargée d'un si grand nombre d'exceptions, que les Flamands regardèrent cet acte non comme un bienfait, mais comme un outrage, et la fermentation des esprits en reçut





1. DANSE DU FANDANGO. 2. COSTUMES BOURGEOIS. (1839)

ESPAGNE

Pl. 7.

Paris, chez les Libraires, et chez les Marchands de Modes.

Pl. II.

un plus vif accroissement. Les promesses, et surtout les menaces, avaient enfin arraché aux États leur consentement. Cependant deux provinces, Utrecht et le Brabant, refusèrent de reconnaître les nouvelles impositions. D'Albe envoya sur-le-champ dans la ville d'Utrecht un régiment espagnol pour y vivre à discrétion chez les habitants, auxquels les soldats prodiguèrent tous les genres d'outrages. Ceux-ci souffrirent ces insultes sans vouloir céder, et la fermeté de leur conduite annula le consentement des autres provinces; il n'avait été donné qu'à la condition que nul ne se refuserait à payer.

Déconcerté par une résistance qu'il n'avait pas prévue, le duc d'Albe réunit à Bruxelles une nouvelle assemblée des États, auxquels il demanda qu'en échange des impôts dont il avait sollicité l'établissement ils consentissent à payer annuellement une somme de deux millions de florins durant six années. Les députés, vaincus par l'obstination sanguinaire du duc, votèrent cette somme [1570]. Tandis qu'ils fléchissaient sous le joug le plus tyrannique, le prince d'Orange, retiré en Allemagne, s'était fait reconnaître par les émigrés flamands comme leur chef. Ces derniers avaient emporté dans leur exil des fonds considérables, dont ils se servirent pour équiper un grand nombre de vaisseaux, qui donnèrent la chasse aux bâtiments espagnols naviguant dans les parages de la Flandre et de l'Angleterre. Cette petite guerre maritime enrichit promptement ceux qui la faisaient, tandis qu'elle ruinait l'ennemi. En même temps Guillaume, par l'entremise des ministres protestants, qui parcouraient déguisés les Pays-Bas, recevait des subsides puisés dans la bourse de tous ceux qui détestaient le gouvernement de Philippe. De cette manière, le prince obtint de l'argent pour subvenir aux frais de la lutte qu'il allait engager. Il lia des intelligences dans toutes les provinces, surtout dans la Hollande et la Zélande, où les réformés comptaient un grand nombre de prosélytes. La surprise du fort Lovestein ouvrit la campagne; et quoiqu'il fût rentré presque sur-le-champ au pouvoir des Espagnols, cet incident irrita vivement le duc d'Albe [1571].

Il résolut de se préparer sur-le-champ à soutenir les hostilités et publia un édit ordonnant la levée immédiate des impôts réclamés auprès des États. Le peuple essaya de résister; à Bruxelles les marchés restèrent sans être approvisionnés, et l'on ferma les boutiques et les manufactures. Une crise était imminente; d'Albe, afin de la prévenir, compta de faire attacher à des gibets plantés devant leur maison dix-sept des principaux marchands de la ville: déjà les potences étaient dressées et les bourreaux à leur poste, quand survint la nouvelle que les exilés s'étaient saisi de la Brille, place située dans l'île de Voorn, et regardée, par sa position, comme une des clefs des Pays-Bas. Dans la crainte d'avoir à combattre un soulèvement dans la capitale, le duc n'osa passer à l'exécution des meurtres qu'il avait prémédités, il suspendit même la perception des nouvelles taxes. Il envoya sur-le-champ le comte de Bossut attaquer la Brille: cette tentative ne réussit pas. La révolte se propagea bientôt avec rapidité dans le pays environnant; Dordrecht ferma ses portes au comte de Bossut, qui marcha alors sur Rotterdam. Introduit dans la ville, à la condition de n'y point loger avec ses soldats, le chef des Espagnols la livra au meurtre et au pillage; plus de trois cents personnes furent égorgées. Cette barbarie souleva l'indignation universelle; Flessingue, qui commandait à l'embouchure de l'Escaut, se déclara la première contre les Espagnols, et presque toute la Zélande suivit le même exemple [1572]. Ainsi commença cette longue guerre, qui dura plus de quatre-vingts ans.

Nous n'entrerons pas ici dans le détail des faits qui la signalèrent; ils appartiennent à l'histoire des Pays-Bas (1). Nous rapporterons seulement les résultats les plus importants de cette lutte. Le duc d'Albe déploya de grands talents à la tête de ses soldats; il remporta de brillantes victoires; mais le défaut d'argent l'empêcha toujours de tirer parti de ses avantages, et il partit pour l'Espagne dans l'année 1573. Philippe consentit à son rappel, car après avoir épuisé

(1) Cette histoire fait partie de notre Collection

les rigueurs, il voulait essayer de recourir à la douceur, et il jugea que le duc n'était pas propre à faire réussir ce nouveau système. D'Albe quitta les Pays-Bas après les avoir inondés de sang, car dans l'espace de cinq années il se vantait d'avoir fait périr dix-huit mille personnes par la main du bourreau. Que l'on compte ensuite les habitants massacrés dans les combats; qu'on y joigne le pillage des villes et des campagnes, la destruction du commerce par les impôts et les persécutions religieuses, on sera convaincu que l'administration du duc d'Albe fut aussi meurtrière que ruineuse. A son départ, il emporta l'exécration universelle, et rendit impossible la pacification du pays, où le souvenir de ses cruautés alluma contre les Espagnols une haine indestructible. Le duc de Médina-Cœli vint remplacer d'Albe; mais au bout de quelques mois, il demanda lui-même un successeur, qui arriva au commencement de l'année 1574. C'était le commandeur de Roquesens; il s'était déjà illustré par ses exploits à la bataille de Lépante, où il commandait en second et s'était fait aimer dans tous les emplois dont il avait été revêtu par sa prudence et sa modération. C'est surtout à ce dernier titre qu'il dut sa nomination au gouvernement des Pays-Bas. A son arrivée, dans le but de se concilier l'affection du peuple, il essaya de réprimer les excès des soldats, et fit renverser à Anvers la statue que le duc d'Albe s'était fait élever comme pour insulter aux souffrances des Flamands. Roquesens, par la destruction de ce monument, se rendait agréable à son maître, secrètement blessé de l'orgueil du duc d'Albe, et semblait en même temps faire entendre au peuple que son gouvernement tiendrait une conduite opposée à celle du duc. Il tourna ensuite toute son attention vers la guerre; la Zélande et une partie de la Hollande étaient en armes, ayant à leur tête le prince d'Orange en personne, qui prit Middelbourg et Armuydens. Un de ses officiers gagna aussi sur les Espagnols la bataille navale de Sacherlo. D'un autre côté, Louis de Nassau, soutenu par l'argent de la France (1), leva une petite

(1) Scheinberg avait conclu avec Nassau un traité

armée de dix mille hommes, et fit une irruption dans la Gueldre. Son but était d'unir ses forces à celles de son frère pour tenter quelque opération importante; mais, prévenu par le comte Davila, il se vit forcé d'accepter le combat auprès du village de Mooch, et périt vaincu les armes à la main [1574]. Davila s'appretait à tirer parti de son triomphe; mais il en fut empêché par l'indiscipline de ses soldats: ils demandèrent à grands cris les arrérages de leur solde; le général voulut les apaiser par des promesses et des prières, elles ne firent que redoubler la fureur qui les transportait, et il se vit forcé de se soustraire à une mort certaine par la fuite. Les mutins, restés sans chef, se choisirent des officiers et marchèrent sur Anvers, dans le but de se loger et de se nourrir chez les habitants jusqu'à ce qu'on eût fait droit à leurs réclamations. Ils entrèrent dans la ville, et sont joints par Requesens lui-même, dont les supplications obtinrent seulement qu'au prix de la solde arriérée qui leur serait payée sur-le-champ, et du départ immédiat de la garnison allemande et wallone, ils épargneraient aux habitants les désastres du pillage. Toutefois ces derniers se trouvèrent abandonnés à la discrétion des révoltés, qui s'établirent dans leurs maisons, où ils se livraient à tous les excès et à tous les caprices qu'enfante l'oisiveté et l'insolence naturelle à des hommes affranchis de la discipline et du respect des lois. Fatigués d'un joug si pesant, les citoyens d'Anvers fournirent cent mille florins, qui, réunis au montant des autres sommes que se procura Requesens par la vente de ses bijoux et de ses meubles, satisfirent enfin les soldats. Ils reprirent le frein de l'obéissance, et consentirent à rejoindre l'armée, alors en Hollande sous les murs de Leyde, dont elle faisait le siège. Cette insurrection, en rendant inutile le triomphe des armes de Philippe, lui fit perdre encore une flotte. Elle se trouvait à l'ancre dans le port d'Anvers, et se hâta d'en

par lequel Charles IX devait faire la guerre au roi d'Espagne, et recevoir la souveraineté des provinces de Hollande et de Zélande; mais la mort du fils de Catherine, arrivée peu de temps après, fit avorter ce projet.

sortir pour ne pas devenir la proie des mutins, mais elle tomba entre les mains des Zélandais. La nouvelle de cette prise et de la sédition dont nous venons de parler ranima les espérances de Guillaume ; au lieu de se retirer en Hollande, comme il en avait le projet en apprenant la mort de son frère, il poussa la guerre avec activité pour tirer parti de ces heureuses conjonctures. Requesens, de son côté, voulut tenter de désarmer la multitude par l'offre d'une amnistie plus étendue que celle promise par son prédécesseur ; mais, aux termes de cet acte, il fallait acheter le pardon en abandonnant le protestantisme ; il fut donc rejeté avec dédain. Il fallut en appeler à la force, et le gouverneur général ne songea plus qu'à presser le siège de Leyde, dont les habitants se défendirent avec une opiniâtreté héroïque. Décimés par la peste et la famine, ils continuèrent à combattre, et furent enfin délivrés par les eaux, qui, refluant dans la plaine, inondèrent les ouvrages des Espagnols, et permirent à Boissot, amiral zélandais, d'en chasser l'ennemi. La délivrance de Leyde combla de joie le prince d'Orange et les siens, tandis qu'elle fit éclater une seconde révolte parmi les assiégeants. Ils accusèrent Requesens d'avoir reçu deux cent mille florins pour traîner le siège en longueur, et le retinrent prisonnier jusqu'à ce qu'il eût contracté l'engagement de leur payer cette même somme. Ainsi le défaut d'argent paralysait sans cesse les opérations du monarque espagnol, plus riche que les autres princes de l'Europe, puisqu'il disposait de l'or du Nouveau-Monde ; il était cependant l'un des plus pauvres, puisque ses revenus étaient toujours au-dessous de ses dépenses. Telle fut la cause principale de ses revers ; elle fit plus encore que son despotisme [1574].

Cependant Philippe, éclairé par les événements, consentit à négocier au lieu de combattre, et engagea l'empereur Maximilien II à proposer sa médiation pour conclure un arrangement entre les deux parties. Une conférence s'ouvrit à Breda sous les auspices du comte de Schwartzembourg, envoyé par le chef de l'empire, entre les plénipotentiaires espagnols et les députés des États. Les premiers demandaient que les insurgés licen-

ciassent leurs troupes, promettant que Philippe rappellerait ensuite les siennes, et ferait droit à leurs griefs : une amnistie générale serait publiée pour jeter un voile sur tout le passé. Quant à la question religieuse, le roi déclarait que le culte catholique devait régner exclusivement ; mais il laissait aux dissidents la faculté de sortir du pays et de disposer de leurs biens. Les députés des États repoussèrent ces conditions, en alléguant qu'ils ne pouvaient désarmer sans se livrer à la merci d'adversaires implacables, ni renoncer au culte réformé sans trahir leur conscience. Le comte de Schwartzembourg, persuadé que tout rapprochement était impossible, retourna en Allemagne, et le congrès de Breda n'aboutit qu'à aigrir les esprits comme à rendre la guerre plus acharnée, puisqu'elle pouvait seule trancher le différent [1575]. Requesens entreprit alors la conquête de la Zélande ; malgré ses talents militaires, il n'obtint que des succès peu décisifs ; il était arrêté sans cesse par l'humeur séditieuse et féroce de ses soldats, qui tantôt lui demandaient leur solde à main armée, et tantôt perdaient leurs avantages par les excès dont ils se rendaient coupables envers les habitants. Ainsi l'indiscipline tuait les bénéfices de la victoire. Accablé de dégoûts, Requesens ne put supporter les amertumes de sa position, et succomba après une courte maladie. Successeur du duc d'Albe, il parut au-dessous de ce guerrier sur les champs de bataille et dans l'art de gouverner [1575].

Dès que Requesens eut fermé les yeux, le conseil d'État se saisit du pouvoir sans attendre les ordres du roi d'Espagne. Cette conduite avait pour excuse l'état critique des affaires et la mort presque subite du gouverneur espagnol, car la maladie qui le conduisit au tombeau n'avait duré que quelques jours. Aussi le monarque crut-il devoir confirmer au conseil l'exercice de l'autorité ; il sentait que le choix qu'il avait à faire était d'une haute importance, et qu'un peu de temps était indispensable pour trouver un homme capable de dominer la crise à laquelle les Pays-Bas se trouvaient en proie. En conséquence, le conseil prit en main les rênes de l'administration et celles du com-

mandement. Il résolut, à l'exemple du duc d'Albe, d'employer uniquement la force; mais ceux qui devaient en être les instruments, c'est-à-dire les soldats espagnols, refusèrent d'obéir. Ce n'était pas qu'ils éprouvassent quelque pitié et quelque sympathie pour les Flamands, mais les troupes n'étaient point payées et avaient résolu de se payer par elles-mêmes. Tout-à-coup les soldats prennent les armes, destituent leurs chefs, qu'ils remplacent par d'autres chefs élus à la pluralité des voix; pour mieux cimenter la révolte, ils scellent leur union par un serment prononcé en présence d'une hostie consacrée. Puis, abandonnant les villes du littoral dont ils formaient les garnisons, ils se mirent en marche vers le Brabant. Leur plan d'opérations était d'abord de s'emparer de Bruxelles, siège du gouvernement, dont ils comptaient se saisir par surprise. Déçus dans leur attente, ils firent une semblable tentative sur Malines; ils échouèrent encore. Mais ils furent plus heureux dans l'attaque de la ville d'Alost, qu'ils emportèrent par escalade. A la nouvelle de cet attentat, le conseil, dans son irritation, fit paraître une proclamation appelant aux armes les Flamands, afin de chasser les soldats espagnols, véritables brigands dont il fallait se débarrasser à tout prix. En même temps il invita toutes les provinces des Pays-Bas à choisir des députés qui devaient former à Bruxelles une sorte de parlement. Ainsi la guerre était déclarée entre la force civile et la force militaire. Les troupes révoltées possédaient la citadelle d'Anvers et les villes de Gand, de Valenciennes et d'Utrecht; elle avaient mis à leur tête le brave Davila et le président du conseil des troubles. Ce dernier s'appelait Rhoda, et s'était montré digne de servir d'organe aux juges, ou plutôt aux bourreaux, qui composaient ce tribunal de sang. Ils furent joints quelque temps après par Vargas, habile officier, et se dirigèrent vers Maestricht. En vain les habitants essayèrent de résister, les armes à la main; ils furent vaincus, et payèrent cette hardiesse par le sac de leur ville. Anvers éprouva une destinée encore plus déplorable par un concours de circonstances fatales. En effet, les

soldats insurgés occupaient la citadelle, et les États, n'ayant pu, par des menaces et même par des offres d'argent, en obtenir la restitution, avaient négligé de mettre la cité à l'abri d'une attaque, en faisant élever promptement sur l'esplanade un retranchement armé de plusieurs pièces de canon. On n'exécuta que la plus faible partie de ces travaux, et l'on se mit en devoir d'assiéger la citadelle. Sur ces entrefaites, les Espagnols cantonnés à Alost prirent la résolution d'aller rejoindre leurs frères d'armes dans la citadelle d'Anvers. Ils exécutèrent leur projet par une marche rapide; et, malgré la fatigue qu'ils venaient d'éprouver, les nouveaux-venus ne voulurent ni prendre de nourriture ni se reposer; ils demandèrent à grands cris le combat, et, dirigés par trois officiers, Davila, Romera et Navarès, ils attaquèrent les retranchements élevés par les habitants. Après une lutte acharnée, les soldats pénétrèrent dans la ville sur trois points: une des colonnes arriva devant l'hôtel-de-ville, où les bourgeois s'étaient renfermés, ainsi que dans les maisons qui entouraient la place. Ne pouvant les débusquer, les Espagnols mirent le feu aux édifices, et s'assurèrent ainsi la victoire. Puis ils se répandirent dans toutes les rues de la ville, immolant sans distinction tous ceux qu'ils rencontraient. Au massacre succéda le pillage, qui produisit plus de huit millions de florins, car Anvers était, à cette époque, une des villes les plus commerçantes de l'Europe. Ses magasins servaient d'entrepôt aux marchandises de toutes les nations. Les négociants de cette ville avaient rassemblé dans leurs maisons toutes les merveilles et toutes les recherches du luxe le plus raffiné; des tableaux précieux, des meubles somptueux décoraient les appartements. Toutes ces richesses furent la proie des Espagnols, qui, durant trois jours et trois nuits, se livrèrent à tous les excès que peuvent inspirer la cruauté, la luxure et la cupidité. Ces misérables, gorgés de dépouilles, n'en étaient que plus avides, et livraient les habitants aux tortures les plus atroces pour leur arracher de prétendus trésors qu'ils avaient dû cacher. Enfin tout ce que la férocité aiguë inspirée par l'avarice peut inventer de plus infer-

nal fut exécuté par cette soldatesque affranchie des lois de la discipline, et étrangère à toute morale comme à toute pitié [1576] (1). Ces excès si monstrueux s'expliquent par la composition des troupes espagnoles, formées de volontaires qui ne combattaient que pour s'enrichir. La plupart s'engageaient pour échapper aux rigueurs de la justice, et, déjà corrompus à leur entrée dans dans le camp, ils s'abandonnaient, quand ils se croyaient sûrs de l'impunité, à toute la perversité de leurs penchants. Il en était à peu près de même dans toutes les parties de l'Europe; aussi la guerre était-elle souillée par des meurtres et des dévastations dignes des peuples les plus sauvages et qui font honte à l'humanité.

Tandis que ces choses se passaient, le prince d'Orange essaya de profiter de l'embaras du conseil pour soulever contre la domination de Philippe les provinces des Pays-Bas, et il réussit à former une confédération qui fut signée à Gand entre les provinces catholiques, d'une part, et celles de la Hollande et de Zélande, où régnait le luthéranisme. Les articles de ce traité portaient que les alliés s'aideraient de tout leur pouvoir pour expulser les Espagnols; il était en outre stipulé que lorsque ce but serait atteint, le prince d'Orange conserverait les honneurs et les pouvoirs d'amiral et de gouverneur des provinces maritimes. Quant à toutes les questions religieuses et à toutes les mesures à prendre, soit pour réparer les dommages causés par les événements, soit pour réformer les abus, tous ces objets devaient être soumis à la discussion dans une assemblée générale composée de députés fournis par tous les confédérés. Sur ces entrefaites, don Juan d'Autriche, fils naturel de Charles-Quint, arriva à Luxembourg, revêtu du titre de gouverneur général des Pays-Bas. Nous avons déjà parlé de ce jeune prince, célèbre par la victoire de Lépante. Il avait les talents de l'homme de guerre, mais il lui fallait les qualités de l'homme d'État, qui ne peuvent s'acquérir que par une longue habitude des affaires. Don Juan débuta par demander des otages avant

de se rendre à Bruxelles; sa missive contenait aussi la promesse de réprimer les troupes espagnoles; mais il terminait par des menaces; en cas de désobéissance aux ordres du roi. Les États et le conseil connaissaient trop bien le caractère de Philippe II pour se remettre à la discrétion de l'exécuteur de ses volontés; ils consultèrent, avant de répondre, le prince d'Orange, qui fut d'avis que les Flamands devaient exiger, au préalable, l'éloignement de toutes les troupes espagnoles et allemandes: c'est après cette condition remplie qu'ils pourront abandonner à don Juan tous les pouvoirs attachés au commandement civil et militaire. En même temps, afin d'appuyer efficacement leurs raisons, ils décrétèrent la formation d'une armée, tandis qu'ils réclamèrent en secret, par des envoyés, l'assistance des puissances voisines. Les États rédigèrent en outre un acte d'union par lequel ils s'engageaient à exécuter intégralement le traité de Gand. Ils firent signer cet acte par le clergé, la magistrature et la bourgeoisie, et le signifièrent à don Juan. Ce dernier sentit qu'il ne pouvait en appeler à la force; il entra donc en négociation, et signa, sous le nom d'édit perpétuel, un arrangement où il promettait de faire sortir des Pays-Bas toutes les troupes étrangères à la solde du monarque. Il accéda aussi au traité de Gand. De leur côté, les états promirent d'être fidèles à leur souverain, de veiller au maintien de la religion romaine, et de remettre à don Juan tous les pouvoirs attachés au titre de gouverneur général. Les provinces maritimes, dirigées par Guillaume (1), refusèrent de prendre part à cette transaction préjudiciable à leurs croyances religieuses, comme à leurs intérêts politiques. Néanmoins elle s'exécuta sur un point important, car don Juan, à qui les états avaient fait remettre une somme de six cent mille florins, réussit, en les distribuant aux Espagnols, à décider leur départ. Ce préliminaire accompli, il se rendit à Bruxelles; il fut accueilli avec des transports de joie par la multitude et avec de grandes marques de respect de la part des hautes classes.

(1) Bentivoglie, pag. 178; — Metéren, pag. 164.

(1) Le prince d'Orange.

Mais ce prince, dès qu'il se fut mis en possession de l'autorité, s'occupa de reprendre les concessions qu'il avait faites par nécessité, en mêlant à propos la force et la ruse. Son premier soin fut de retenir les troupes allemandes, tout en paraissant s'occuper de presser leur éloignement; et, sous le prétexte d'aller au devant de la sœur de Henri III (1), il se rendit à Namur et se saisit du château de cette place par surprise. Il écrivit ensuite aux états qu'il ne pouvait revenir à Bruxelles avant d'avoir été mis en possession de toutes les prérogatives dont avaient joui ses prédécesseurs. Il exigeait en outre que les Flamands se séparassent des provinces maritimes. Les états rejetèrent les demandes du prince, dont ils connaissaient d'ailleurs les secrètes pensées. En effet, ils avaient reçu communication de ses lettres à la cour d'Espagne, dans lesquelles il réclamait le retour des troupes espagnoles pour rétablir dans toute sa plénitude le pouvoir royal. On a vu que les troupes allemandes n'avaient pas encore évacué les Pays-Bas; don Juan mit tout en usage pour les gagner. Mais les états se servirent d'un argument irrésistible, qui les fit triompher : ils payèrent aux Allemands les arrérages qui leur étaient dus, en y joignant la promesse d'une paye avantageuse, et ceux-ci livrèrent aux Flamands Berg-op-Zoom, Tolen, Bréda, Bois-le-Duc et plusieurs autres places fortes.

Ainsi la guerre était déclarée entre le représentant du monarque et ses sujets des Pays-Bas. La première démarche de ces derniers fut de nommer gouverneur du Brabant le prince d'Orange, qui se rendit à Bruxelles, et s'occupa sur-le-champ de lever une armée pour assurer la délivrance des Flamands, s'ils ne pouvaient obtenir justice. Mais s'il avait pour lui les vœux et l'attachement du peuple, Guillaume excita la jalousie d'un certain nombre de seigneurs flamands, qui s'indignaient de plier sous l'ascendant de son génie. Ils affectèrent alors le plus grand zèle pour les intérêts de la

religion catholique, que l'on ne pouvait confier, disaient-ils, au prince d'Orange, qui avait embrassé la réforme; et ils invitèrent l'archiduc Mathias, frère de Rodolphe, empereur d'Allemagne, à quitter Vienne pour venir dans les Pays-Bas se saisir du gouvernement. L'archiduc partit aussitôt à l'insu de son frère, et fut investi par les états du titre et de l'autorité de gouverneur général. Guillaume, loin de s'opposer à l'élévation de Mathias, y contribua lui-même, dans la pensée que ce prince deviendrait le rival de don Juan, et affaiblirait ainsi le parti de l'Espagne en divisant les catholiques, sur lesquels il s'appuyait. Toutefois il avertit les états de prendre leurs sûretés, c'est-à-dire d'imposer à l'archiduc les conditions qu'ils jugeraient nécessaires au bien public. Ainsi Guillaume conservait toujours le premier rang dans l'esprit des peuples, ils voyaient en lui le patron et le protecteur du prince choisi nouvellement pour les gouverner. Mathias fit son entrée solennelle à Bruxelles [1578], et souscrivit à tous les engagements qui lui furent prescrits. En même temps les états adressèrent une missive à Philippe II, où ils sollicitaient le monarque de donner son consentement à l'élection de l'archiduc, qui lui était attaché et par les liens du sang et par ceux de la religion. Mais comme ils savaient d'avance que le roi d'Espagne, s'il tolérait leur conduite, voudrait tôt ou tard les en punir, ils résolurent de prévenir les effets de son ressentiment en cherchant des appuis au dehors. Ils offrirent donc la souveraineté des Pays-Bas au duc d'Anjou, frère de Henri III, qui accepta avidement cette proposition. Mais il manquait de troupes et d'argent, et ne put en obtenir de son frère, qui, malgré son désir d'éloigner le duc d'Anjou, dont il redoutait les intrigues, craignait encore plus de s'aliéner les catholiques français et d'armer contre lui le roi d'Espagne. Les états s'adressèrent en outre à Elisabeth; cette princesse était en même temps sollicitée par don Juan; mais, ayant découvert que ce dernier recherchait en mariage la reine d'Écosse (1), elle se tourna

(1) Marguerite de Valois, fille de Catherine de Médicis, et première femme de Henri IV.

(1) Cette reine était Marie Stuart, qu'Elisabeth retenait alors en prison contre le droit des gens.

du côté des Flamands, auxquels elle promit de fournir des troupes et des subsides.

De son côté, le monarque espagnol, reconnaissant la nécessité d'employer la force contre des rebelles, fit partir pour les Pays-Bas Alexandre Farnèse, prince de Parme, à la tête d'un corps de soldats espagnols. Don Juan avait encore rassemblé une petite armée, moins redoutable par le nombre que par le choix de guerriers qui la composaient, rompus depuis long-temps aux exercices militaires, et accoutumés à braver les fatigues et les périls. Don Juan, dès qu'il eût été joint par le duc de Parme, résolut de prendre l'offensive, et marcha contre les Flamands, qu'il battit près de Gemblours. Louvain, Sichem, Nivelles furent les fruits immédiats de cette victoire. Tel fut le début de cette lutte, qui eût entraîné la soumission des Pays-Bas sans l'arrivée subite du duc d'Anjou, à qui les états, par un nouveau traité, avaient décerné le titre de protecteur; il était suivi d'un grand nombre de gentilhommes et de quelques milliers de soldats, et vint arrêter les succès du prince espagnol. Nous n'entrerons point dans le détail des opérations militaires qui eurent lieu; elles n'eurent aucun résultat décisif: nous dirons seulement que, n'ayant reçu aucun secours de l'Espagne, don Juan fut réduit à demeurer sur la défensive, sans qu'il lui fût possible de tenter quelque entreprise importante. Le chagrin, d'autres disent le poison, abrégèrent ses jours, et il mourut à la fin de la campagne, à l'âge de trente ans [1578]. Le caractère de Philippe a fait naître et justifie l'accusation de fraticide portée contre lui. L'ambition et les talents de don Juan inquiétaient le politique; il craignait que celui-ci, vainqueur des Flamands, ne voulût s'arranger avec eux pour les gouverner de son chef en les affranchissant de la domination espagnole. Farnèse prit le commandement, et débuta par le siège de Maestricht, dont il s'empara par surprise après une longue résistance de la part de ses défenseurs; il se rendit maître ensuite de Malines et de Vilbroek; mais ces avantages furent balancés par la prise des villes de Deventer et de Groningue, qui tombèrent aux mains des troupes flamandes [1579].

Malgré l'étendue de ses États en Europe, qui le plaçaient au premier rang parmi les princes de la chrétienté, Philippe aspirait encore à les augmenter; il s'empara à cette époque du Portugal, à titre d'héritage. Ce royaume, malgré l'exiguïté de son territoire, avait joué un rôle important, surtout depuis les deux siècles précédents. En effet, l'audace des marins portugais avait porté le pavillon national jusqu'aux extrémités du monde et conquis d'immenses contrées et d'immenses richesses. Vasco de Gama avait osé le premier doubler le cap de Bonne-Espérance, et s'était ouvert, par cette heureuse tentative, une nouvelle route pour communiquer avec l'Indostan. D'autres Portugais, excités par l'exemple de Gama, avaient parcouru le nouveau continent révélé au monde par Colomb, et avaient fondé au Brésil une colonie qui promettait de prendre un jour les plus vastes développements. Don Sébastien était monté sur le trône de Portugal à l'âge de trois ans; parvenu à l'adolescence, il brûlait de se signaler par quelque entreprise glorieuse et sainte tout à la fois, car il aspirait à convertir, à la tête d'une armée, les peuples de l'Inde; mais ses ministres, pour le détourner de ce projet trop aventureux, le déterminèrent à passer en Afrique pour secourir un fils du roi de Maroc qui disputait le trône de cet empire à son oncle. Le monarque portugais vint débarquer à Tanger, et périt avec toute son armée à la bataille d'Alcazar, en 1579. Don Henri, alors cardinal, prit la place de son neveu; mais comme il touchait à la vieillesse, et qu'il était d'une faible complexion, tout faisait présager que la couronne passerait bientôt en d'autres mains. Philippe était l'un des prétendants; mais, parmi les compétiteurs (1), deux pouvaient seuls lui inspirer de sérieuse inquiétudes, la duchesse de Bragance et le prieur de Crato (2). Les ducs de

(1) Ils étaient au nombre de six, savoir: Catherine, duchesse de Bragance; Philibert-Emmanuel, duc de Savoie; Antoine, prieur de Crato; Ranuce Farnèse, duc de Parme; Catherine de Médicis, mère de Henri III, roi de France, et le pape Grégoire XIII.

(2) Philippe et la duchesse descendoient de deux filles d'Emmanuel, le prieur de Crato, d'un fils de ce même prince; mais sa naissance était illégitime.

Parme et de Savoie étaient placés sous sa dépendance; quant aux droits allégués par Catherine et le souverain pontife, ils n'étaient appuyés ni par la force ni par la justice. A la mort de don Henri, arrivée le 15 janvier 1580, comme ce prince n'avait point désigné d'héritier, Philippe résolut de se saisir de la succession demeurée vacante. Il pouvait disposer d'une armée et d'une flotte que sa prévoyance avait rassemblée, les vaisseaux furent mis sous les ordres du marquis de Santa-Cruz, et le duc d'Albe reçut le commandement des soldats. Ce vieux guerrier, rappelé des Pays-Bas, était tombé dans la disgrâce de son maître, pour avoir marié son fils aîné en dépit de l'opposition du monarque, qui, dans son ressentiment, avait confiné le duc dans son château d'Uzèda. D'Albe n'obtint pas même la permission d'aller à la cour; on lui envoya ses instructions, et il joignit à Badajoz les troupes espagnoles, à la tête desquelles il entra en Portugal. Sur ces entrefaites, le prier de Crato s'était fait proclamer roi à Lisbonne. Le général espagnol embarqua ses troupes, et vint prendre terre à Cascaes, près de la capitale; les Portugais n'opposèrent qu'une faible résistance; don Antoine, battu au pont d'Alcantara, courut chercher un refuge dans Lisbonne, dont il sortit bientôt pour occuper Santarem avec un petit corps de troupes. La capitale ouvrit ses portes au vainqueur, qui envoya contre son adversaire un de ses officiers, don Sanche Davila; il atteignit le monarque fugitif aux environs d'Oporto, et le contraignit d'abandonner le royaume, qui se soumit entièrement aux armes de Philippe [1580]. A l'exemple de la métropole, toutes les colonies portugaises, à l'exception des Açores, reconnurent l'autorité du roi d'Espagne. Don Antoine, qui s'était retiré auprès de Henri III, leva six mille aventuriers français, avec lesquels il vint aborder à l'île Saint-Michel (1); mais il fut encore vaincu par Santa-Cruz, qui détruisit sa flotte et fit pendre ses soldats, qu'il affecta de traiter comme des pirates. Don Antoine s'échappa pour aller mourir dans l'obscurité.

(1) C'est une des Açores.

Tandis que Philippe rangeait sous ses lois le Portugal par la force des armes, le prince de Parme, à qui l'on avait redemandé les meilleures troupes de son armée, se trouvait hors d'état de tenir la campagne; mais ses adversaires n'étaient pas dans une meilleure position. Le pouvoir, au lieu d'être remis en une seule main, appartenait à un conseil, dont les membres ne s'accordaient pas toujours dans leurs vues. D'ailleurs, l'archiduc Mathias, revêtu du titre de gouverneur général, était trop jeune et trop inexpérimenté pour en accomplir les fonctions. Le prince d'Orange exerçait réellement une partie des attributions de l'archiduc et dirigeait exclusivement les négociations. Il avait donc abandonné le soin de conduire les opérations militaires au comte de Renneberg, et au brave Lanoue, guerrier français doué de talents supérieurs; mais ces officiers manquaient d'argent et commandaient à des soldats auxquels ils ne pouvaient imposer les lois de la discipline, dans l'impuissance où ils étaient de payer leurs services. Ceux-ci vivaient à discrétion chez les habitants, qui, fatigués de pareils hôtes, commençaient à regretter l'ancien ordre de choses. Guillaume essaya de combattre cette disposition de l'esprit public par un manifeste où il exposait à ses concitoyens les inconvénients qui résulteraient d'un arrangement avec le roi d'Espagne; il rappelait les cruautés de Philippe, et le peu de foi que l'on devait avoir pour ses promesses, qu'il violerait sans scrupule, car il avait pour maxime qu'une parole donnée à des hérétiques n'engageait pas sa conscience. Ces arguments, présentés avec force, déterminèrent la plupart des députés à rompre ouvertement avec le monarque espagnol et à le remplacer par un prince étranger. Le choix tomba sur le duc d'Anjou, que les Flamands avaient appelé une première fois à leur secours; le prince français accepta la souveraineté qui lui était offerte à des conditions dont nous signalerons seulement les plus importantes. Il fut stipulé que si le duc mourait sans enfants, les Pays-Bas ne pourraient être annexés à la France; que l'assemblée des États serait convoquée tous les ans; que le prince

choisirait exclusivement ses conseillers parmi les Flamands, à l'exception cependant de deux ou trois personnes, qui ne pourraient exercer aucun office sans avoir obtenu le consentement des états; enfin, il fut arrêté que le prince protégerait également les catholiques et les protestants; qu'il ne pourrait contracter de son chef aucune alliance; qu'il licencierait ses soldats à la première requête des états, et que s'il manquait à ses engagements il perdrait tous ses droits à la souveraineté des Pays-Bas. Cette démarche était le signal de l'affranchissement des Pays-Bas; le prince d'Orange avait pour ainsi dire dicté cette importante résolution; Philippe en était convaincu, et résolut de se débarrasser à tout prix d'un homme dont l'influence était si fatale aux intérêts de sa politique. Ne pouvant le vaincre, il avait déjà précédemment tenté de le gagner par des offres brillantes; mais Guillaume les avait refusées. Le monarque espagnol lança donc contre le prince d'Orange un édit de prescription, promettant une somme d'argent et des titres de noblesse à celui qui le livrerait mort ou vif. Guillaume ne voulut point user des mêmes armes contre son ennemi, et se contenta de répondre par une apologie de sa conduite, qui, répandue avec profusion dans toute l'Europe, porta un coup terrible à la réputation de Philippe.

Cependant les députés de toutes les provinces-unies s'étaient rassemblés à La Haie, et signèrent un acte de renonciation à l'obéissance envers le roi d'Espagne. Le sceau royal fut rompu, et tous les officiers civils et militaires furent astreints à prêter serment de fidélité au nouveau gouvernement. A la même époque, l'archiduc Mathias, qui n'avait pu réussir à échanger son titre de gouverneur contre celui de souverain, quitta les Pays-Bas après avoir accepté une pension annuelle de cinquante mille florins, en récompense des services qu'il aurait dû rendre, mais dont on lui tint compte comme si les Flamands en avaient profité. Si nous n'avons encore rien dit des événements militaires, c'est qu'ils n'eurent qu'une médiocre importance, malgré la défection du comte de Renneberg et la prise de Lanoue, qui fut fait pri-

sonnier dans une rencontre. Le prince de Parme, enhardi par ces incidents, entreprit de bloquer Cambrai, faute de pouvoir l'assiéger en règle; mais le duc d'Anjou, à la tête de douze mille hommes de pied et de quatre mille cavaliers, vint au secours de cette place, et contraignit Farnèse à se retirer [1581]. Il prit ensuite Cateau-Cambrésis; mais là se bornèrent ses succès, car son armée, composée en grande partie de volontaires, ne tarda pas à se disperser, et le duc, à qui son frère Henri III ne put accorder aucun secours, se rendit dans la Grande-Bretagne pour solliciter en personne la main d'Élisabeth. Cette princesse, après lui avoir donné les espérances les plus flatteuses, finit par refuser sa demande; mais elle lui fournit une flotte, avec laquelle le duc d'Anjou reparut dans les Pays-Bas [1582]. Les Flamands l'accueillirent avec des transports de joie; ce prince fut joint quelques mois après par huit mille soldats français et suisses sous les ordres de Biron. Avec ces forces il pouvait tenir tout au plus en échec le prince de Parme, qui commandait alors à plus de soixante mille hommes. Au lieu de se dévouer entièrement au salut de ses nouveaux sujets, le duc d'Anjou crut qu'il importait à ses intérêts, comme à sa gloire, de posséder un pouvoir absolu et indépendant du contrôle des états. Au mépris des engagements qu'il avait contractés, il essaya de s'emparer de plusieurs villes où ses troupes étaient en garnison; il surprit ainsi par trahison Dunkerque, Dixmude et plusieurs autres cités; mais Anvers lui échappa par la résistance des habitants, qui prirent les armes et chassèrent les Français [1583]. Le duc essaya de pallier ses torts dans une lettre où il accusait les Anversois d'avoir provoqué ses soldats par des mauvais traitements; il traitait, au reste, ce qui s'était passé à Anvers, de simple émeute dépouillée de toute espèce de gravité. Les états, par le conseil de Guillaume, ne voulurent pas rompre avec le duc d'Anjou, et conclurent au contraire avec lui un nouveau traité, par lequel on rendait au duc les Français qui avaient été fait prisonniers à Anvers; il devait, de son côté, restituer en échange toutes les places dont il s'était saisi, et recevoir une

somme de quatre-vingt-dix mille florins pour payer la solde de ses troupes. A ces conditions les états rendaient au prince français les titres et les droits de gouverneur général. Sur ces entrefaites, le duc d'Anjou, qui s'était retiré à Dunkerque, tomba malade et revint mourir à Château-Thierry à l'âge de trente-trois ans. Ce prince avait tous les vices de son temps et peu de ses vertus; son audace manquait de fermeté, son ambition de constance; nourri au sein d'une cour corrompue, il ne reculait devant aucun moyen, quel qu'il fût, pour réussir dans ses projets; aussi, dans la France comme dans les Pays-Bas, ne joua-t-il qu'un rôle peu honorable. Mêlé à toutes les intrigues, il ne sut jamais les dominer, et ne réussit qu'à s'attirer la haine de ceux dont il avait trahi les intérêts, et le mépris même de ses amis. Son trépas précéda de quelques semaines celui du prince d'Orange, contre lequel Philippe avait déchaîné des assassins qu'il appelait à son aide par l'appât de l'or et par l'espoir des récompenses célestes, exploitant ainsi le fanatisme et la cupidité. Plusieurs tentatives contre la vie de Guillaume avaient échoué; un des meurtriers, nommé Jauregui, lui avait tiré à bout portant un coup de pistolet, dont la balle, entrée au-dessous de l'oreille, était sortie par le cou; la blessure, quoique grave, n'avait eu aucun résultat fâcheux; mais, loin de les décourager, elle avait enhardi les assassins, que les agents de Philippe ne cessaient de recruter dans toutes les parties de l'Europe. Enfin, un scélérat, nommé Baltazar Gérard, s'étant introduit auprès du prince, sous le prétexte d'obtenir un passeport, le tua en présence de son épouse, le 10 juillet 1584. Appliqué à la torture, Gérard avoua qu'il avait été poussé à l'exécution de son crime par le prince de Parme; mais, loin de montrer quelque repentir, il se glorifia hautement d'une action qui allait, disait-il, lui ouvrir les portes du ciel: livré aux tourments les plus affreux, il les supporta avec une constance et une fermeté que l'on pourrait traiter d'héroïsme, si l'assassinat pouvait mériter une si haute et si glorieuse dénomination. Ainsi mourut le prince d'Orange, qui posséda toutes les qualités

propres au rôle que les événements lui avaient imposé. En effet, il n'eut point soulevé les Pays-Bas contre Philippe, si la tyrannie religieuse et politique du monarque n'eût lassé la patience des peuples. Guillaume réunissait toutes les vertus d'un chef de parti; intrépide sur les champs de bataille, il était plein de sagacité dans les négociations, et savait manier les esprits avec une rare dextérité; sa pénétration pressentait l'avenir, et, s'il ne pouvait toujours commander aux événements, il savait du moins tirer quelque avantage même de l'adversité. Cependant son mérite était plus solide que brillant, il ressort de l'étude des faits; mais il n'éblouit pas au premier aspect; en un mot, il se sent plus qu'il ne se révèle de lui-même.

Le prince d'Orange laissait deux fils; l'aîné, le comte de Buren, était au pouvoir de Philippe II; l'autre, appelé Maurice, entraît dans sa dix-huitième année. Il hérita de la plupart des dignités dont son père était revêtu; mais il les exerça sous la direction du comte de Hohenloe, dont la vieille expérience devait diriger le jeune prince et lui enseigner ses devoirs par l'exemple. Toutefois, malgré les talents précoces du fils, la mort du père porta un coup irréparable à la confédération des Pays-Bas. En effet, Guillaume, par l'autorité de son caractère et de ses talents, dominait toutes les ambitions secondaires et les forçait, pour ainsi dire, à se dévouer à l'intérêt général. Dès qu'il eut fermé les yeux, le pouvoir chancela dans les mains de ceux qui l'avaient recueilli, d'autant plus que le duc de Parme redoubla d'efforts pour terminer la lutte; mêlant à propos la force et la clémence, il réduisit en peu de temps les villes qui avaient été les principaux boulevards de l'insurrection. Gand, Malines et Bruxelles se rendirent successivement, gagnés par des capitulations où l'on amnistiait le passé. Une seule cité, mais c'était la plus importante par sa richesse et par sa position, restait à vaincre, c'était la ville d'Auvers, alors regardée comme imprenable. Farnèse osa l'attaquer, et s'en rendit maître après un siège aussi long que meurtrier. La chute de cette place, quoique désastreuse pour la confédé-

ration, fut favorable aux États de Hollande et de Zélande. Un grand nombre d'habitants de la Flandre et du Brabant ne voulurent point se fier à la clémence des Espagnols, et s'expatrièrent pour aller s'établir à Amsterdam et à Middelbourg. Cette émigration donna une nouvelle impulsion au commerce des Hollandais et leur procura les moyens, non-seulement de résister à toutes les forces du roi d'Espagne, mais encore d'attaquer toutes ses possessions et de leur infliger tous les maux de la guerre.

Cependant les états, malgré de si graves échecs, conservaient encore l'espoir de triompher, mais en invoquant l'appui d'un prince étranger. Après une longue délibération, ils décidèrent qu'ils s'adresseraient au roi de France Henri III. Ce prince, frère du duc d'Anjou, dont nous avons raconté les tristes aventures, avait de justes motifs d'accepter le rôle qui lui était fait. La politique lui en faisait un devoir; c'était d'ailleurs une représaille méritée des attaques déloyales de Philippe II, qui s'était uni aux catholiques français pour arracher le sceptre à Henri. Mais ce dernier manquait d'argent et de résolution; il sentait qu'en portant la guerre dans les Pays-Bas, il assurerait la tranquillité de son royaume et ruinerait en même temps le parti des Guises en le privant des secours du roi d'Espagne. Mais depuis qu'il était monté sur le trône, Henri avait perdu les inclinations guerrières de sa jeunesse, et ses folles profusions envers d'indignes favoris avaient épuisé ses finances. Il refusa donc la proposition des états, et promit seulement de les appuyer auprès d'Élisabeth (1). En effet, cette reine, sollicitée à son tour de prendre en main la défense de la confédération des Provinces-Unies, ne voulut pas en accepter la souveraineté, mais elle s'engagea de fournir à la confédération un général et une armée. Par malheur ce chef était le comte de Leicester, habile courtisan, mais dépourvu de toutes les qualités nécessaires à l'emploi qui lui était confié [1586]. Il débarqua dans la Hollande, où il fut reçu avec les honneurs

à un souverain; on le décora du titre et des attributs de gouverneur et capitaine général des Provinces-Unies. Au lieu de s'attacher exclusivement à établir par la force des armes l'indépendance de ses alliés, Leicester ne songea qu'à étendre son pouvoir et à s'enrichir par les voies les plus criminelles. C'est ainsi qu'il s'appropriâ la solde des troupes étrangères au service de la confédération, qui se vit privée de leur assistance. En outre, sa présomption et son despotisme égalaient sa rapacité. Fatigués des torts de sa conduite, les états se plainquirent à Élisabeth, et Leicester partit subitement pour l'Angleterre, après avoir remis au conseil d'État l'exercice de son autorité. Il parvint cependant à se justifier, et reparut quelque temps après, ramenant avec lui quelques milliers d'hommes. Toutefois son arrivée et les opérations qu'il entreprit n'obtinrent aucun résultat décisif [1587]. Ses armes échouèrent comme ses intrigues, car il aspirait à se faire décerner la souveraineté des Provinces-Unies. Déçu dans son espoir, il finit par retourner dans sa patrie, d'où il ne revint plus, Élisabeth ayant exigé qu'il se démit de son titre de gouverneur général. On ne saurait affirmer si la reine prit cette résolution dans l'intérêt de sa politique, compromise par l'incapacité du comte, ou si elle sacrifia seulement au penchant de son cœur, en retenant auprès d'elle Leicester, pour qui elle ressentait, dit-on, l'attachement le plus passionné.

De son côté, le roi d'Espagne, profondément irrité contre Élisabeth, songeait à la faire repentir de s'être déclarée contre lui en intervenant en faveur d'un peuple révolté contre son autorité. Un autre motif non moins puissant le poussait encore à détrôner la fille de Henri VIII (1); c'est que cette princesse, séparée de la communion romaine, était le principal soutien de la cause protestante dans toute l'Europe. Aussi Philippe trouva-t-il un auxiliaire très-dévoué dans la personne du souverain pontife Sixte-Quint, qui aspirait à faire rentrer l'Angleterre dans le giron de l'église catholique. Il insista donc

(1) Davila, liv. VII. — Méteren, liv. XII. — Reidanus, liv. IV.

(1) Élisabeth.

vivement auprès du monarque pour l'affermir dans une résolution qui serait aussi glorieuse pour ses armes que profitable à la religion. Philippe essaya de donner le change à Élisabeth, en faisant répandre le bruit que la flotte formidable qu'il faisait équiper était destinée à soumettre les Hollandais et à défendre de toute attaque ses colonies du Nouveau-Monde. La reine d'Angleterre ne fut pas dupe de cette imposture, et commença les hostilités en envoyant l'amiral Drake, qui détruisit sur les côtes d'Espagne un grand nombre de navires chargés de munitions. Drake pénétra ensuite dans le port de Cadix, où il incendia deux galions. Loin de paraître ému de ces pertes, Philippe fit proposer à Élisabeth de terminer leur différent par le moyen d'un congrès qui devait s'ouvrir à Bourbourg. La reine accepta cette proposition et envoya des ambassadeurs à ce congrès, qui ne se termina que lorsque Philippe eut levé le masque, c'est-à-dire lorsque sa flotte eut mis à la voile pour envahir la Grande-Bretagne. Mais la souveraine de ce royaume n'avait point laissé endormir sa prévoyance, et s'était mise en état de résister à l'agression dont elle était menacée. Les milices avaient pris les armes et composaient des forces nombreuses qui devaient être soutenues par un corps de soldats aguerris. En outre, toutes les villes maritimes se chargèrent de fournir des vaisseaux à leurs frais; la capitale seule en donna trente. Mais ce qui redoublait encore la confiance d'Élisabeth, c'est qu'une ardeur unanime enflammait son peuple, qui se montrait hautement déterminé à sacrifier sa vie et ses biens pour repousser la domination espagnole. Toutefois Élisabeth crut nécessaire d'augmenter encore la haine contre Philippe en faisant répandre à profusion des estampes représentant des malheureux livrés, dans les cachots de l'inquisition, aux tortures que cet odieux tribunal faisait infliger à ceux qu'il accusait d'hérésie. Ces représentations, en frappant les yeux de la multitude, excitaient en effet de plus en plus son aversion contre Philippe, et auraient sans doute rendu les Anglais invincibles, si ses soldats avaient débarqué sur le territoire britannique. De

leur côté, les états des Provinces-Unies s'empressèrent de mettre leur flotte, composée de quatre-vingts vaisseaux, à la disposition d'Élisabeth. Dans les premiers jours du mois de mars 1588, l'*Armada* (on appelait ainsi la flotte de Philippe) se trouva prête à mettre à la voile; elle avait à son bord vingt-huit mille soldats, deux mille gentilshommes en qualité de volontaires, et huit mille matelots, et portait deux mille six cent cinquante canons, artillerie formidable à cette époque. Mais, à la veille du départ, les deux amiraux, le marquis de Santa-Cruz et le duc de Paliano, moururent de maladie, et il fallut les remplacer par le duc de Médina Sidonia, plus illustre par sa naissance que par ses talents. L'*Armada* mit enfin à la voile le 29 mai; elle devait se rendre à Nieuport pour embarquer trente mille hommes d'infanterie et quatre mille chevaux commandés par le duc de Parme. Quand Médina fut arrivé dans le voisinage de Calais, Farnèse, averti de sa venue, refusa de prendre place avec ses soldats sur la flotte, alléguant que des bâtiments de transport n'étaient pas propres au combat, et qu'il fallait, au préalable, disperser les vaisseaux hollandais qui interceptaient le passage. Le duc de Médina crut devoir satisfaire à cette demande; mais, lorsqu'il fut en présence des vaisseaux hollandais et anglais, ces derniers lâchèrent des brûlots qui mirent les Espagnols dans le plus grand désordre. L'amiral Howard en profita pour harceler l'ennemi, auquel il prit et coula à fond huit ou dix bâtiments. Bref, le commandant espagnol, n'osant plus lutter avec des adversaires que leur agilité dérobaient à ses coups, prit le parti de renoncer à son projet d'attaque contre les îles britanniques et de regagner l'Espagne par la mer du Nord. Mais, durant cette manœuvre, une tempête furieuse vint assaillir sa flotte, et telle fut la violence de l'ouragan, que la plupart des navires se brisèrent en se choquant les uns contre les autres; le reste se dispersa et fut entraîné sur les côtes de la Norvège, où ils furent presque tous submergés. Un petit nombre échoua sur les rivages de l'Écosse, d'autres en Irlande, où les équipages furent massacrés par les habitants.

Le duc de Médina et le vice-amiral Récaldo échappèrent à cet immense désastre et débarquèrent dans un port de la Biscaye. On ne saurait préciser le nombre des soldats et des matelots qui perdirent la vie; quelques historiens le font monter à près de quinze mille, qui trouvèrent la mort dans les flots, ou furent moissonnés par le fer de l'ennemi. Quoi qu'il en soit, Philippe ne laissa percer d'autres sentiments que la résignation; il remercia Dieu publiquement d'avoir épargné quelques soldats et quelques vaisseaux, et abrégea par un édit le temps consacré par l'usage au deuil des familles. Il écrivit aussi au duc de Médina Sidonia, non pour lui reprocher sa disgrâce, mais pour la plaindre et pour l'excuser. Il en agit de même avec Farnèse, malgré les attaques de l'envie, qui l'accusait d'avoir contribué à la ruine de l'entreprise par son défaut de prévoyance et par sa négligence. Au reste, Farnèse ne tarda pas à repousser ces injustes reproches par les succès qu'il obtint peu de temps après dans les Pays-Bas, où il se rendit maître de plusieurs villes, entre autres de Gertrudenberg [1590]. Mais le duc de Parme ne put profiter des avantages qu'il avait remportés, car les ordres de Philippe le contraignirent d'abandonner momentanément les Pays-Bas pour aller en France au secours de la Ligue.

Nous avons vu que le souverain de ce royaume, Henri III, chancelait sur son trône, dont le duc de Guise espérait le précipiter avec l'appui d'une association composée des catholiques de toutes les provinces. Cette association, dont il était le chef, avait pris le nom de la *sainte ligue*. Sur ces entrefaites, le monarque français avait déclaré la guerre aux protestants de ses États et mis sur pied plusieurs armées; l'une, commandée par le duc de Joyeuse, marcha contre le roi de Navarre (1), et fut battue dans les champs de Coutras; l'autre, confiée au duc de Guise, battit, au contraire, les Allemands entrés en France comme auxiliaires des protestants. Enflé de sa victoire, Guise résolut d'accomplir la déchéance de Henri III. Il con-

traignit ce prince à fuir de sa capitale et de se réfugier à Blois; le monarque convoqua dans cette ville les états-généraux. Guise s'y rendit pour accomplir la ruine de son roi, qui s'en délivra en le faisant assassiner. Henri s'unit alors avec le roi de Navarre, et vint mettre le siège devant Paris, où il périt lui-même par le couteau d'un moine dominicain. Le prince de Navarre, héritier légitime de la couronne, se fit proclamer roi par son armée, mais il avait contre lui les catholiques, qui formaient la majorité de la nation. Ceux-ci, dirigés par le duc de Mayenne (1), qui essaya de lutter à main armée contre Henri IV. Vaincu au combat d'Arques, et, peu de temps après, à la bataille d'Ivry, le prince lorrain implora l'assistance du roi d'Espagne. Philippe nourrissait le projet d'ajouter la couronne de France à toutes les couronnes qu'il possédait, ou du moins de la placer sur le front de sa fille. Il résolut donc de venir à l'aide de Mayenne, pour empêcher son adversaire de triompher; mais son but était d'affaiblir également, en perpétuant la guerre, et la ligue et Henri IV. Il espérait parvenir à s'élever sur leurs ruines et à imposer à la France sa volonté. En conséquence, il prescrivit au duc de Parme d'aller débloquer Paris sur le point de succomber sous les armes de Henri. Farnèse, après avoir nommé le comte Ernest de Mansfeldt commandant des troupes qu'il laissait dans les Pays-Bas, se mit en route à la tête d'une armée de quatorze mille hommes d'infanterie et de trois mille chevaux. Parti de Bruxelles dans les premiers jours d'août 1590, il n'arriva à Meaux que le 23 du même mois; mais si sa marche fut lente, c'est qu'il voulut ménager ses soldats et en même temps leur faire observer la discipline la plus exacte. Aussi, lorsqu'il arriva, les Parisiens étaient en proie aux extrémités les plus cruelles. La famine moissonnait chaque jour un grand nombre d'habitants qui expiraient, soit par le manque de nourriture, soit par la mauvaise qualité des aliments. En effet, les magistrats

(1) C'est ce même prince qui monta sur le trône de France sous le nom de Henri IV.

(1) Mayenne était frère puîné du duc de Guise, tué à Blois par les ordres de Henri III.

de la capitale avaient imaginé de broyer des ossements humains pour en composer une espèce de farine ; mais cet expédient ne servit qu'à hâter la perte des malheureux qui goûtèrent cet exécration mets. En un mot, vaincus par l'excès de leurs souffrances, les Parisiens étaient à la veille d'ouvrir leurs portes aux assiégeants. Mais l'apparition de Farnèse força Henri de s'éloigner, car ses troupes n'étaient pas assez nombreuses pour qu'il pût songer à les diviser. Il alla jusqu'à Chelles au devant du duc de Parme, dans l'intention de lui livrer bataille ; mais celui-ci, ne pouvant être forcé dans son camp, qu'il avait entouré de palissades et de retranchements, refusa de combattre, et, par un mouvement habile, se porta sur Lagny, dont il s'empara sous les yeux de Henri, et sans que ce dernier pût l'en empêcher. La prise de cette ville livrait au vainqueur le chemin de la capitale ; il en profita pour y faire entrer des vivres. Ce secours inespéré ranima le fanatisme des ligueurs, en même temps qu'il fit éprouver le chagrin le plus vif à Henri, qui voyait périr en un moment le fruit de toutes ses fatigues. En outre, il était réduit à désarmer, faute d'argent pour payer les simples soldats qui servaient sous ses ordres. Quant aux gentilshommes, comme ils ne recevaient point de solde, il ne pouvait les retenir sous ses drapeaux ; la nécessité les contraignait d'ailleurs de retourner dans leurs châteaux pour refaire leurs équipages et prendre quelque repos. En conséquence, Henri ne garda qu'un petit corps d'élite avec lequel il entreprit de harceler le duc de Parme. Sur ces entrefaites, Farnèse avait pris d'assaut Corbeil, place située sur les bords de la Seine et à douze lieues de Paris ; il voulait y placer une garnison italienne ou wallonne. Mais le duc de Mayenne s'y opposa, et Farnèse, reconnaissant que les forces des catholiques et des protestants se balançaient mutuellement, résolut de les laisser aux prises, et reentra avec son armée dans les Pays-Bas. Il laissa seulement aux chefs de la ligue cinq à six mille hommes, avec la promesse de leur faire toucher incessamment trente mille ducats. Ce fut en vain que Henri essaya de troubler la retraite des Espagnols ;

son audace et son activité échouèrent contre la vigilance et la prévision de son adversaire, qui ne put être entamé, et atteignit les frontières sans avoir éprouvé aucun échec. Toutefois, l'absence du duc de Parme avait eu des conséquences assez fâcheuses pour ses intérêts ; le prince Maurice, doué de grands talents militaires, en avait donné des preuves éclatantes. En effet, il s'était emparé d'Zutphen et de Dewenter ; puis, quand Farnèse eut repris le commandement, Maurice extermina, par une manœuvre habile, un corps de cavalerie espagnole [1591]. Farnèse, après cet échec, fut réduit à se retirer devant le prince ; ce qu'il exécuta avec une rare habileté. Comme ses forces avaient diminué par la désertion et les maladies, il envoya faire de nouvelles levées en Allemagne ; mais avant qu'elles fussent réunies sous ses enseignes, il ne put empêcher Maurice de se rendre maître de Nimègue, ville d'une haute importance pour la confédération. Ainsi, grâce aux victoires du prince d'Orange, celle-ci se trouvait dans une position formidable et plus en mesure que jamais de résister à Philippe.

Depuis le départ des Espagnols l'état des affaires en France avait changé. Henri, ayant reçu des renforts qui lui furent amenés d'Allemagne et d'Angleterre, avait repris la supériorité sur les ligueurs. Maître de la campagne, il était venu mettre le siège devant Rouen ; Mayenne, ne pouvant secourir cette ville, s'adressa aux agents du roi d'Espagne dans la capitale, et obtint par leur entremise le retour du duc de Parme. Ce prince entreprit une seconde expédition qui n'eut pas moins de succès que la première. Il pénétra dans la Normandie, et obligea Henri d'abandonner son entreprise. Farnèse alla ensuite attaquer et prendre Caudebec ; cette ville est située dans une sorte de péninsule formée par les eaux de la Seine, celles de la rivière d'Eu et par les flots de la mer. Henri tenait en son pouvoir les villes environnantes, le général espagnol se trouva donc comme bloqué et dans la nécessité de combattre avec désavantage ou de mettre bas les armes. Mais si le duc de Parme avait commis une faute il sut la réparer, et trouva

moyen de traverser la Seine, avec tous ses bagages et toute son artillerie, à l'insu de son adversaire, qui se vit encore frustré d'une victoire qu'il regardait comme certaine, et dont les suites auraient porté un coup mortel au parti de la ligue. Quoi qu'il en soit, le duc de Parme quitta de nouveau la France pour retourner dans son gouvernement, où il reprit la conduite de la guerre contre les états; mais il portait déjà les germes d'une maladie qui ne tarda pas à se développer malgré les soins de la médecine. Le duc résolut alors de résigner sa charge de gouverneur des Pays-Bas; mais il ne put obtenir l'assentiment de Philippe. Obligé de rester à son poste, il ne tarda pas à succomber aux atteintes de son mal, et mourut le 3 décembre 1592, à l'âge de quarante-sept ans. Ce prince, que l'on doit placer à la tête des généraux de son siècle, était aussi grand politique que grand guerrier. La première de ces qualités consolida le succès de ses armes dans les Pays-Bas. Après avoir soumis les habitants par la force, il sut leur faire aimer l'obéissance par la douceur et l'équité de son administration. Sur le champ de bataille sa pénétration ne laissait rien au hasard, et dans les conseils il devinait toujours les résolutions les plus sages. Il possédait aussi ces dehors séduisants, objets de l'admiration de la multitude, qui les regarde comme l'apanage obligé du commandement. Ce prince, dit un historien célèbre (1), *n'eut d'autres vices que ceux de son siècle et de la cour où il avait été élevé*; d'où l'on peut inférer seulement que le duc de Parme poussait la dissimulation jusqu'à la duplicité; c'était en effet le vice de tous les grands personnages de son temps; cependant il tint fidèlement ses promesses avec les insurgés des Pays-Bas, et on ne lui reproche aucune de ces cruautés dont se souillaient presque tous les guerriers qui vivaient à cette époque. Il faut donc conclure que, placé dans le rang le plus élevé après celui de souverain, Farnèse en posséda presque toutes les vertus, ce qui doit suffire à son éloge, car la perfection ne fut jamais le partage d'aucun homme; il

suffit pour sa gloire qu'il en ait le plus approché.

Si jusqu'ici nous avons peu parlé de Philippe, c'est que ce monarque, depuis la bataille de Saint-Quentin, ne parut jamais à la tête de ses armées. On ne le vit pas comme son père parcourir sans cesse ses vastes États, et imprimer l'impulsion par sa présence. Confiné dans son palais, il tenait cependant entre ses mains tous les fils de la politique européenne, dont il était le moteur principal. Du fond de son cabinet il conduisait à la fois la guerre sur plusieurs points de l'Europe, et entretenait dans toutes les cours des intrigues qu'il suivait dans tous leurs détails. Philippe possédait une grande activité d'esprit, aussi faut-il pour le bien connaître le suivre dans les mystères de sa diplomatie et dans les appartements de l'Escurial. Un événement où le monarque se trouva mêlé personnellement mérite d'avoir place, avec quelques développements, dans cette histoire, car il met à nu les vices du caractère de Philippe; cet événement est le procès d'Antonio Pérez, qui dura douze années, et eut des suites politiques d'une grande importance. Antonio Pérez, doué des plus rares talents, était devenu le favori de son souverain, qui en fit le dépositaire de tous ses secrets. Ce prince avait conçu la passion la plus vive pour Anne de Mendoza, princesse d'Eboli, et mariée à Ruy Gomez, l'un des ministres du monarque. Il chargea Pérez de conduire cette affaire, et celui-ci alla sans balancer s'ouvrir à l'époux qui, loin de se fâcher de cette confiance, l'accueillit avec joie, et engagea lui-même sa femme à se rendre aux désirs de son royal amant; mais le confident ne put rester insensible aux charmes de la princesse et partagea, dit-on, ses bonnes grâces avec son maître. Sur ces entrefaites, don Juan d'Autriche, qui était alors chargé du gouvernement des Pays-Bas [1579], envoya à Madrid son secrétaire Escovedo pour obtenir le rappel des troupes espagnoles et italiennes, dont la présence était une cause d'irritation pour les Flamands. Escovedo, n'ayant pu réussir dans la demande qu'il était chargé de poursuivre, s'en prit à Pérez. Résolu de se venger, il épia si attentive-

(1) Grotius.

ment toutes ses démarches, qu'il découvrit ses liaisons avec la princesse d'Eboli, et en instruisit le roi. De son côté, Pérez et sa maîtresse peignirent au monarque Escovédo comme un homme dange.eux, et qui avait suggéré à don Juan la pensée d'arracher le Pays-Bas à l'Espagne pour s'en faire une souveraineté. Philippe n'était que trop disposé à suspecter la fidélité de son frère; toutefois, ne voulant pas faire éclater ses craintes en s'assurant de la personne d'Escovédo, il résolut de s'en défaire par un assassinat, dont l'exécution fut confiée au zèle de Pérez; mais il voulut aussi puir ce dernier d'un crime dont il n'avait été que l'instrument, car, outragé dans son amour, il avait juré dans son cœur la perte d'un homme qui avait osé entrer en rivalité avec son prince. Philippe excita donc sous main la famille d'Escovédo à demander justice, et ils accusèrent Pérez du meurtre de leur père; Philippe en même temps donna à Pérez les assurances les plus fortes qu'il ne courrait aucun risque, et qu'il saurait le défendre contre ses ennemis; il poussa même la dissimulation jusqu'à lui faire part chaque jour des dénonciations qui lui étaient faites sur cette affaire. Rassuré par les lettres et par les paroles du monarque, le ministre demanda lui-même à être mis en cause pour réduire au silence ses adversaires, et le roi, feignant de condescendre à ce désir, fit arrêter Pérez et la princesse d'Eboli, qui fut renfermée dans une prison d'État. Quant à Pérez, on lui donna pour prison le logis de l'alcade de la cour, où il demeura quatre mois; il obtint ensuite la permission d'habiter son propre appartement, et cependant il continua d'exercer ses fonctions de secrétaire d'état, recevant toutes les dépêches et expédiant toutes les affaires comme par le passé; il resta dans cette singulière position jusqu'à la fin de 1585. A cette époque Philippe ordonna de commencer une enquête sur l'administration de Pérez; parmi les charges qui furent produites contre lui, la plus grave était d'avoir divulgué les secrets de l'État, et d'avoir trahi la confiance du monarque en altérant, soit par des additions, soit par des retranchements, les dépêches en chiffres qu'il recevait pour les

transmettre directement au prince. L'accusé écrivit à Philippe une lettre, dans laquelle il lui faisait sentir combien une pareille discussion devait offrir de graves inconvénients; il s'adressa en même temps au frère Diégo de Chaves, qui dirigeait la conscience du roi, et lui communiqua les ordres écrits de Philippe lui enjoignant de corriger, suivant certaines indications, les rapports dressés par les ministres avant de les soumettre au conseil. Chaves était membre du conseil d'enquête, et comme il était confesseur du souverain, en cette double qualité on le verra jouer un rôle important dans cette mystérieuse affaire. Soit qu'il agit de son propre mouvement, soit qu'il obéit à de secrètes instructions, il conseilla à Pérez de ne pas produire les missives royales dont il était en possession, car il avait la certitude, disait-il, que Pérez ne courait aucun danger ni pour sa vie ni pour son honneur, et que toutes ces dénonciations judiciaires n'auraient aucun résultat facheux pour lui. Cependant, pour prix de sa discrétion, et malgré les promesses du moine, l'accusé fut condamné à deux ans de réclusion, au payement d'une amende de trente mille ducats, et il fut déclaré incapable d'exercer des fonctions publiques pendant dix années. Cet arrêt reçut un commencement d'exécution avant même d'avoir été signifié à Pérez, qui ne put jamais en obtenir une copie authentique. Alors ce dernier s'évada par une fenêtre et courut chercher un refuge dans une église; mais cet asile ne fut point respecté, et on le conduisit dans un château-fort, tandis que l'on apposait le séquestre sur tous ses biens, et que l'on saisissait tous ses papiers. Toutefois, ce traitement rigoureux cessa bientôt, Pérez rentra en possession de tout ce qui lui avait été enlevé, et on permit à sa famille de par tager sa captivité; mais ces adoucissements à son sort, Pérez reconnut qu'il les devait, non à un retour de bienveillance du monarque, mais à l'espoir de retirer de ses mains les lettres et billets qu'il avait reçus de Philippe. Il refusa obstinément de les livrer, et se trouva en proie à des persécutions encore plus rigoureuses que celles qu'il avait éprouvées précédemment. On le sépara de sa

The first part of the document is a list of names and titles, including the names of the authors and the titles of their works. The list is organized in a structured manner, with names and titles separated by commas and semicolons. The text is somewhat faded and difficult to read, but the general structure is clear.

The middle section of the document contains several paragraphs of text, which appear to be a preface or an introduction to the works listed. The text is very faint and mostly illegible, but it seems to discuss the purpose and scope of the collection. There are some words that can be discerned, such as "The following" and "works", suggesting that the text is introducing the list of works.

The bottom section of the document contains a few lines of text, which may be a concluding statement or a signature. The text is also very faint and difficult to read, but it appears to be a formal closing or a statement of the compiler.



Pl 8.

Isaac L'huillier Sculp.

VUE DE LA TOUR PENCHÉE DE SARAGOSSE

ESPAGNE

Par le Imp. de Lejay, r. de la Bucherie, 1.

femme et de ses enfants, qui furent retenus prisonniers de leur côté, quoique plusieurs de ces mêmes enfants fussent en bas âge. On vendit tous ses biens, et on le menaça d'un emprisonnement perpétuel. Pérez consentit enfin à remettre deux caisses soigneusement scellées, et qui furent envoyées sur-le-champ à Philippe; il obtint en retour quelques adoucissements dans sa prison, et fut transféré peu de temps après à Madrid; il lui fut permis d'habiter une maison particulière, où il reçut les visites de personnages de tout rang et de toute condition, comme s'il eût joui pleinement de sa liberté. Il reprit en même temps sa correspondance avec Philippe, qui l'encourageait à lui écrire souvent : en un mot, tout semblait annoncer que Pérez allait rentrer en grâce auprès de son maître; mais la vengeance de celui-ci n'était pas encore satisfaite, ainsi que la rage de ses ennemis, parmi lesquels se trouvait un secrétaire d'État, Mathéo Vasquez, qui ne respirait que la ruine de Pérez, espérant le remplacer dans la confiance du souverain. En conséquence il excita le fils d'Escovédo à présenter une nouvelle plainte contre Pérez, auquel il demandait compte de la mort de son père. Philippe laissa ce nouveau procès suivre son cours, et cependant il écrivait à l'accusé « de » ne pas s'inquiéter de tout ce qui se faisait; » de continuer à agir avec la même réserve; » il promettait, de son côté, de ne pas l'abandonner, et lui donnait l'assurance que » la passion de ses ennemis ne pourrait rien » contre lui; il terminait en lui disant : Rappelez-vous bien qu'il ne faut pas qu'on sache que cette mort a eu lieu par mon ordre. » Il est nécessaire de faire connaître au lecteur toutes les iniquités qui furent commises dans cette procédure, où l'on refusa de communiquer les charges aux défenseurs de l'accusé; ils obtinrent seulement que le greffier leur en fit lecture, encore cette lecture était-elle incomplète, car le greffier passait des articles tout entiers. Quant aux juges, il ne fut pas permis à Pérez d'exercer contre eux aucune récusation, et cependant, l'homme qui les présidait était son ennemi déclaré.

Tandis que l'instruction se poursuivait, le

frère Diégo de Chaves intervint encore pour conseiller à l'accusé d'avouer sa participation à la mort d'Escovédo, mais en taisant le motif qui l'avait fait agir. Cependant le fils d'Escovédo consentit, moyennant vingt mille ducats, à retirer sa plainte. Le procès semblait donc devoir tomber; ce fut alors qu'il commença réellement. Rodrigo Vasquez, qui avait dirigé toute cette procédure, obtint que Philippe lui écrirait de sa main le billet suivant : « Dites à Antonio Perez » qu'il sait très-bien que c'est moi qui lui ai » donné ordre de faire assassiner Escovédo, » pour les causes qu'il connaît, et que je lui » ordonne de déclarer. » Ainsi l'infortuné Antonio se trouvait placé dans la position la plus embarrassante et la plus bizarre; d'un côté, le roi lui avait prescrit impérieusement de ne jamais avouer que l'assassinat avait eu lieu à son instigation; de l'autre, le confesseur lui conseillait le contraire; il lui recommandait seulement de taire les motifs de cet acte. Enfin Rodrigo Vasquez, armé d'une lettre de Philippe, voulait qu'Antonio se reconnût coupable du meurtre. Celui-ci crut devoir nier d'avoir pris aucune part à l'assassinat d'Escovédo et soutint qu'il en ignorait les causes. Alors Vasquez le livra aux horreurs de la question; vaincu par la douleur, Perez se laissa arracher l'aveu de sa culpabilité et de l'ordre qu'il avait reçu du monarque. Mais il fallait fournir les preuves de sa déclaration, et ces preuves il n'osait les produire. Il résolut donc de chercher son salut dans la fuite, et réussit à s'échapper par l'adresse de sa femme et le zèle d'un gentilhomme aragonais, son parent, nommé Gil de Mesa. Brisé par la torture, Perez avait été forcé de s'arrêter à Catalayud, petite ville de l'Aragon; quelques heures après arrivèrent des ordres pour l'arrêter. Mais Perez ayant réclamé les privilèges de la province, les autorités du pays le firent conduire à Sarragosse, où il fut déposé dans la prison du royaume ou de la liberté. Ceux qui s'y trouvaient renfermés étaient placés sous la juridiction du justiza, et n'étaient plus soumis à l'autorité royale; en outre, Perez ne pouvait être présenté à la question, et avait le droit d'être mis en liberté, en



promettant avec serment de se présenter quand il en serait requis, pour répondre aux charges portées contre lui. Philippe ouvrit alors des négociations ayant pour but d'obtenir que le fugitif fût ramené à Madrid; mais, n'ayant pu réussir dans sa demande, il envoya en Aragon la procédure déjà instruite contre l'accusé, et chargea son procureur fiscal de poursuivre Perez comme auteur de la mort d'Escovédo, par les rapports mensongers qu'il avait faits au souverain contre ce dernier. Perez écrivit au monarque et lui envoya même un religieux chargé de lui démontrer qu'il avait entre les mains les moyens de se justifier. N'obtenant aucune réponse satisfaisante, il prit le parti de produire les pièces qu'il possédait, dont les unes étaient sa correspondance avec Philippe, contenant sur la même feuille des réponses écrites de la main du prince lui-même; dont les autres étaient des lettres de don Juan d'Autriche à Perez et des lettres d'Escovédo; puis enfin quelques missives du frère Diégo de Chaves. Nous n'entrerons point dans les détails de ce nouveau procès; nous dirons seulement que l'accusé s'étant pourvu devant les dix-sept (1) composant la députation du royaume, ceux-ci reconnurent que la place de secrétaire d'État ne pouvait être assimilée à des fonctions domestiques exercées auprès de la personne du monarque, et que le roi ne pouvait, sous ce rapport, avoir d'action contre Perez. Philippe résolut alors de changer son plan d'attaque et de livrer Perez aux mains de l'inquisition, sous le prétexte qu'il avait formé le projet de se réfugier dans le Béarn auprès du prince de ce pays, qui était hérétique (2). On ne pouvait fonder sur une base aussi fragile une accusation d'hérésie; mais l'important était de mettre à la disposition du saint

office la personne de Perez. Philippe comptait avec raison qu'un pareil tribunal saurait trouver des crimes à l'homme dont il avait juré la perte. Les inquisiteurs se mirent à l'œuvre sur-le-champ et délivrèrent un ordre d'arrêter Antonio Perez et l'un de ses amis, Génois de naissance, et appelé Majorini. Ils furent livrés tous deux aux officiers du saint office, le *justiza* ayant consenti à ne pas invoquer pour les accusés les droits du royaume aragonais. Mais les amis de Perez, en intéressant le peuple en sa faveur, obtinrent qu'il serait réintégré, ainsi que son compagnon d'infortune, dans son ancienne prison. Cependant Philippe pressait le gouverneur civil de la province d'employer tous les moyens pour obtenir une condamnation contre Antonio, et, s'il ne pouvait en venir à bout, de mettre tout en usage pour qu'il ne sortit pas de l'Aragon. Par son ordre, les inquisiteurs demandèrent qu'on suspendît les effets du privilège, et que durant cette suspension les prisonniers leur fussent remis. Enfin, après une longue négociation, il fut convenu que Perez et Majorini seraient livrés de nouveau au saint office. Cette décision avait été tenue secrète; mais, quand il fallut l'exécuter, quoique le gouverneur militaire, don Ramon Cerdan, eût disposé des troupes dans plusieurs quartiers de la ville, la multitude prit les armes et se rendit en foule devant la prison. Déjà les formalités de la remise étaient remplies, quand don Martin de la Nuza, parent du *justiza*, donna le signal de l'attaque. On se battit sur plusieurs points; partout le peuple eut l'avantage; le gouverneur fut mis en fuite, et il périt plus de deux cents personnes du parti de la cour et de l'inquisition. Perez et Majorini furent mis en liberté par leurs geôliers et conduits en triomphe jusqu'à la maison de don Diégo de Hérédia, où ils trouvèrent un asile. Le soir même, Antonio sortit de Sarragosse et se jeta dans les montagnes voisines, où il erra durant trois jours, poursuivi par don Ramon Cerdan; puis enfin il retourna secrètement à Sarragosse, il y demeura caché dans l'hôtel de son ami don Martin Nuza. L'inquisition, ayant eu quelque indice que don Martin connaissait la

(1) Les dix-sept formaient la cour suprême du royaume d'Aragon; le roi ne pouvait lui-même faire appel de leurs arrêts. Ces magistrats étaient élus par la voie du sort, et avaient seuls qualité pour intenter des poursuites contre le lieutenant du royaume d'Aragon et contre ses officiers.

(2) Ce prince était Henri IV, à qui l'Espagne refusait de donner le titre de roi de Navarre, province dont Ferdinand-le-Catholique s'était emparé sans autre droit que celui de la force.

retraite d'Antonio, essaya vainement, et par des menaces et par des promesses, de rompre la fidélité de ce dernier; elle ne réussit qu'à décider Perez à chercher son salut hors de l'Espagne.

Sur ces entrefaites, Philippe avait assemblé un corps d'armée sur les confins de l'Aragon; le commandement en fut confié à don Alonzo de Vergas. Dès que les magistrats de Saragosse furent instruits de la marche des troupes royales, ils présentèrent une requête au tribunal du justiza, qui, après une information juridique, prononça une sentence de mort contre Vergas et ses soldats, sentence qui fut signifiée au général par des huissiers et des notaires chargés en même temps de lui défendre de passer la frontière. Vergas permit aux officiers du justiza de s'acquitter de leur mission. Cette formalité remplie, le justiza, avec l'aide des principaux seigneurs aragonais, s'occupa de faire des levées d'hommes, et envoya demander du secours à la Catalogne et au royaume de Valence, en vertu des traités qui existaient avec ces diverses provinces. On déploya l'étendard de saint George, autour duquel une grande partie de la population aragonaise vint se ranger avec empressement. Mais le temps avait manqué pour organiser militairement cette multitude, et les chefs, désespérant de résister aux vieilles troupes du roi, résolurent de se retirer avant d'engager une lutte trop inégale; en quelques jours, l'armée aragonaise se dispersa. Vergas entra dans Saragosse le pardon à la bouche; mais la clémence de Philippe n'était qu'une ruse pour immoler plus sûrement les victimes désignées à sa colère. En effet, la plupart, sur la foi d'une amnistie, eurent l'imprudence de se réparer; parmi ces imprudents était le grand justicier don Juan de la Nuza; arrêté sur-le-champ, il fut traîné à l'échafaud au bout de quelques heures, et décapité, en vertu d'un ordre signé de la main de Philippe. Tous ceux qui avaient pris part à la révolte, députés, magistrats, gentilshommes, ecclésiastiques, furent livrés aux bourreaux, leurs maisons rasées et leurs biens confisqués, sans égard pour les droits des mères, des épouses et des

enfants, qui expièrent des fautes auxquelles ils n'avaient eu aucune part [1591]. Quant à Perez, il était sorti de Saragosse avant l'arrivée de Vergas et avait traversé les Pyrénées au milieu des neiges qui encombraient les routes. Il atteignit enfin, le 26 novembre, la ville de Pau, où il fut accueilli avec bienveillance par Catherine de Bourbon, sœur du roi de Navarre. Les réfugiés aragonais tentèrent, quelque temps après, de rentrer à main armée dans la province; mais ils furent défaits. Ceux qui tombèrent entre les mains des vainqueurs périrent dans les supplices, et l'Aragon perdit sans retour sa liberté. Condamné à mort comme hérétique par le saint office, Perez demeura en France, il y vécut d'une pension que lui fit Henri IV. Mais la vengeance de Philippe ne cessa de le poursuivre par le ministère d'assassins qui attentèrent plusieurs fois à ses jours. Toutefois le ministre survécut à son maître, mais il mourut dans l'exil (1). Enfin, après quatre années de réclamations, la famille d'Antonio obtint de Philippe III la réhabilitation de la mémoire de son auteur et reentra en possession de ses biens. Si nous avons traité cette affaire avec quelque développement, c'est qu'elle dévoile tout entier le caractère du monarque espagnol, dont elle fait ressortir l'astucieuse atrocité. Cependant, malgré la toute-puissance de son despotisme, Philippe fut vaincu dans cette lutte soutenue contre un sujet, et ne recueillit d'autre fruit de ses persécutions que la honte de les avoir ordonnées et le dépit de n'avoir pu frapper sa victime. Elle lui échappa pour livrer à la postérité les preuves du machiavélisme de sa politique et de la profonde corruption de son âme. Ordonnateur du crime, il en fut puni par son complice, qu'il punit à son tour de lui avoir obéi. Chacun des meurtriers reçut le châtement qui lui était dû : cette justice de la Providence méritait d'être signalée.

Cependant Philippe n'avait pas renoncé au projet qu'il avait conçu de placer la couronne de France sur la tête de sa fille; il comptait, pour y parvenir, sur les ligueurs; mais ceux-ci, malgré la haine invétérée

(1) Dans l'année 1614

ou ils ressentaient contre le roi de Navarre, n'avaient pas moins d'éloignement pour la domination espagnole. Le monarque, sentant que la voie des armes ne pouvait seule lui obtenir l'objet de ses desirs, contraignit le duc de Mayenne à convoquer les états-généraux, qui s'assemblèrent à Paris le 26 janvier 1593. L'ambassadeur du monarque, le duc de Féria, assisté de Mendosa, juriconsulte habile, se flattait de diriger les délibérations; mais toutes les intrigues de ces deux agents échouèrent dans cette occasion. En vain Philippe offrit-il de donner à sa fille pour époux le duc de Guise; Mayenne fit avorter ce plan, car son orgueil ne lui permettait pas de contribuer à élever au-dessus de lui son neveu, et il sentait une répugnance invincible à sacrifier l'indépendance de la nation. De son côté Henri de Navarre, qui avait différé long-temps de se convertir, ayant enfin abjuré le protestantisme, ramena par cette démarche un grand nombre de Français de toutes les classes, qui ne haïssaient que le culte de Calvin. Les états, où se croisaient tant d'intrigues opposées, ne prirent aucune décision, et le prince de Navarre réussit à se faire ouvrir les portes de la capitale. Dès ce moment, il devint roi; tous les obstacles qui l'avaient écarté du trône depuis la mort de son prédécesseur s'aplanirent de jour en jour, et ses adversaires devinrent ses sujets. Toutefois, Mayenne, appuyé par le roi et les soldats de l'Espagne, essaya de rétablir la fortune de la Ligue; mais il ne tarda pas à reconnaître qu'elle était perdue sans retour, et tout fit présager qu'il se soumettrait bientôt.

Tandis que l'ascendant de Philippe en France s'affaiblissait, ses armes n'étaient guère plus heureuses contre Maurice, prince d'Orange, qui continuait de soutenir la lutte avec avantage. A la mort du duc de Parme, le comte de Mansfeld avait reçu le gouvernement des Pays-Bas; mais il avait été bientôt remplacé par l'archiduc d'Autriche Ernest. Ce prince, dépourvu de talents militaires, mourut quelques mois après son arrivée à Bruxelles [1594], et eut pour successeur le comte de Fuentès. Celui-ci signa sa son entrée au pouvoir en dominant par

la force et par l'adresse l'esprit séducteur des soldats. Il sut aussi retenir sous les lois de l'Espagne les provinces des Pays-Bas, qui avaient été reconquises par Farnèse (1); il fit même une invasion dans la Picardie pour venir au secours de la Ligue, et s'empara de plusieurs places. Mais la vigilance du monarque français arrêta bientôt le succès de ses armes, Philippe y contribua de son côté en lui retirant le gouvernement des Pays-Bas pour en revêtir son neveu, l'archiduc Albert [1596]. Fuentès s'éloigna, laissant au prince autrichien le soin de résister en même temps au roi de France et au prince d'Orange. Quoiqu'il fût prêtre, puisqu'il était archevêque et cardinal, Albert se mit à la tête de l'armée et se rendit maître de Calais; il prit ensuite la ville d'Ardres, et revint dans les Pays-Bas, où durant son absence il ne se passa aucun événement digne d'être mentionné. En même temps qu'il combattait par ses lieutenants en France et dans la Flandre, Philippe était aussi en guerre avec Élisabeth, à laquelle il voulait enlever l'Irlande en y débarquant des forces assez nombreuses pour rallier les catholiques de ce pays, qui brûlaient de s'affranchir du joug que les Anglais faisaient peser sur eux. Élisabeth n'ignorait pas le dessein de Philippe, et prévint son attaque en envoyant une flotte qui vint s'emparer de Cadix, où les Anglais firent un immense butin. Trente-six navires richement chargés tombèrent entre leurs mains, ainsi que trente bâtiments de guerre et un grand nombre de vaisseaux de transport. Le ciel même sembla se déclarer contre Philippe; car, ayant fait partir sur ces entrefaites l'expédition dirigée contre l'Irlande, une tempête assaillit les Espagnols et submergea la plus grande partie de leurs vaisseaux; le reste se réfugia dans le port de Férol, et l'entreprise fut abandonnée. Cet échec fut contrebalancé sur un autre point; en effet, l'archiduc Albert se saisit par surprise d'Amiens, capitale de la Picardie [1597]. Toutefois Henri ne tarda pas à reprendre cette ville sous les yeux d'Albert, qui ne put la secourir. Les finances de Philippe, quoi-

[1] Le duc de Parme.

qu'elles fussent alimentées par le Nouveau-Monde, étaient épuisées, car ses dépenses surpassaient beaucoup ses revenus; il lui fallut, pour y faire face, recourir à des emprunts. Mais la mauvaise foi du monarque espagnol tarit bientôt cette ressource. Aussi la plupart des services publics demeuraient en souffrance; les troupes n'étaient point payées, et se payaient de leurs propres mains, soit en pillant les habitants, soit en livrant à l'ennemi les villes où elles tenaient garnison. Toutes ces causes réunies décidèrent Philippe à conclure la paix avec la France. Un congrès s'ouvrit à Vervins, petite ville de la Picardie; mais la reine d'Angleterre et les Hollandais refusèrent d'y envoyer des députés. Toutefois la France et l'Espagne, après de longues négociations, déposèrent les armes. La première rendit à Philippe Cambrai, et reçut en échange Calais, Ardres, Doullens et plusieurs autres cités. Ce prince avait enfin renoncé à la chimère qu'il avait caressée si long-temps, celle de régner en France au nom de sa fille; il résolut de la marier à l'archiduc Albert, et d'abandonner aux deux époux la souveraineté des Pays-Bas. Les Flamands accueillirent sans répugnance la nouvelle de cet hymen et les conditions qui s'y rattachaient, ils allaient au moins être délivrés du gouvernement des Espagnols, qu'ils avaient tant de raison de haïr. La session des Pays-Bas fut le dernier acte politique de Philippe: en proie depuis quelque temps aux accès d'une fièvre encore aggravée par de fréquentes attaques de goutte, il tomba dans l'état le plus déplorable; des plaies se formèrent sur plusieurs parties de son corps; elles engendrèrent une multitude d'insectes qui dévorèrent pour ainsi dire le monarque tout vivant. Ainsi avait péri Sylla. Le roi se montra, dans cette terrible occurrence, plein de résignation et conserva toute la lucidité de son esprit. Il ne perdit rien de sa fermeté, mais son âme, quoiqu'elle n'éprouvât ni crainte ni repentir, s'ouvrit à la clémence. Philippe pardonna à quelques-unes de ses victimes, entre autres à l'épouse de Perez, qui rentra dans la possession de ses biens. Il détermina ensuite les dispositions qui de-

vaient avoir lieu pour ses funérailles, puis il voulut examiner son cercueil, qu'il fit placer dans son appartement. Il expira le 13 septembre 1597, à l'âge de soixantedouze ans.

Si l'on considère Philippe comme prince, on reconnaît qu'il sut gouverner dans toute l'étendue de ce mot, c'est-à-dire qu'il savait discerner les talents et les mettre à la place qui leur convenait: ainsi la plupart de ses généraux furent des guerriers habiles. Il sut encore administrer, car sa vigilance surveillait attentivement la conduite de ses agents. En un mot, maître par sa naissance d'une vaste monarchie, il eût rendu sa puissance plus ferme et ses états plus florissants, s'il n'eût hérité de son père la folle ambition de régner sur tous les peuples. Cette chimère, qu'il poursuivit toute sa vie, donne la clef de ses actes et de sa politique, et le poussa à tous les actes criminels qui ont souillé son règne. Une dévotion réelle, mais implacable dans ses haines, inébranlable dans ses résolutions, attisait encore l'ambition de Philippe. Elle autorisait son penchant pour le despotisme, en lui persuadant que son pouvoir émanait d'une source sacrée; élu de la Divinité, à ce titre il considérait ceux qui résistaient à ses ordres comme en état de rébellion envers Dieu lui-même, puisqu'il était son représentant. Il portait ce même despotisme jusque dans sa famille, où tout le monde tremblait devant lui, aussi ne connut-il jamais ces tendres épanchements qui répandent tant de charmes dans la vie domestique. Il eut des maîtresses et des favoris, mais sans nourrir pour eux un attachement véritable: il était toujours prêt à les sacrifier à ses intérêts et à ses passions. La religion, qui a pour but d'étouffer nos vices et de perfectionner nos vertus, ne servit qu'à corrompre le naturel de Philippe. En effet, au lieu de se nourrir de sa morale, il n'en garda que les pratiques, dont il s'acquittait scrupuleusement comme étant les seuls devoirs qui lui fussent imposés: de là vient qu'il se livrait sans remords à toutes les cruautés comme à toutes les perfidies. L'époque où il vécut contribua encore à rendre sa politique sanguinaire et sans foi, les détestables maximes

du maciavélisme étaient alors considérées comme formant la science du gouvernement, et justifiant les actions les plus condamnables par le résultat. Philippe d'ailleurs n'aspirait pas seulement à obtenir une obéissance extérieure, il voulait encore commander aux consciences : des sujets n'ayant qu'un roi ne devaient avoir qu'un seul Dieu. Cette persuasion vicia tous les projets du monarque et les fit avorter ; mais les vices de son caractère, loin de lui procurer des avantages, tournèrent contre lui ; ceux qu'il voulut convertir par la force moururent martyrs de leur foi, ou devinrent des ennemis implacables. Il souleva contre lui des populations qu'il n'aurait pu soumettre qu'en les exterminant ; leur mit les armes à la main et les rendit invincibles, en les forçant de combattre pour leur vie, leur religion et leur liberté. Malgré les mines du Potose, dont l'or alimenta ses finances, le roi d'Espagne, au lieu d'être le prince le plus riche, était en effet le plus pauvre ; les soldats, mal payés, détruisaient par la révolte l'œuvre de leur courage ; ils vendaient les villes qu'ils avaient conquises, ils pillaient les habitants qu'ils devaient défendre, et semaient dans la multitude une aversion profonde contre le souverain dont ils étaient les instruments. Hors d'état de subvenir à ses dépenses par ses revenus, Philippe, obligé de recourir à des emprunts, viola sans scrupule tous ses engagements, et porta bientôt la peine de sa mauvaise foi. Toutes les bourses se fermèrent devant ses besoins, et quand il mourut, toutes les parties de son vaste empire tendaient à se désorganiser. Après un règne de quarante-trois années signalées par de nombreuses victoires, l'Espagne, qui s'était flattée de commander à toute l'Europe, vit commencer les jours de sa décadence. En résumé, Philippe, malgré de grandes qualités, fut un mauvais prince et un mauvais politique ; il ne sut jamais proportionner ses vues à ses moyens ; aussi quels furent les résultats de ses plans ? la France lui échappa, et après trente ans d'une lutte meurtrière, tout ce qu'il obtint se réduisit à la soumission de la Flandre et du Brabant, tandis qu'un nouvel ennemi, qu'il s'était créé par sa faute,

prit rang parmi les nations et rendit à l'Espagne tous les maux qu'il en avait reçus.

PHILIPPE III.

(DE 1598 A 1621.)

Philippe II laissait un fils qu'il avait eu d'Anne d'Autriche, fille de l'empereur d'Allemagne, Maximilien II. Si l'infortuné don Carlos avait éveillé les craintes de son père par les projets de son ambition, il n'en était pas de même du jeune Philippe III, dont le naturel indolent et apathique se pliait à l'obéissance parce qu'il se sentait hors d'état de commander. Le vieux monarque essaya vainement de retremper le caractère de l'héritier de son trône, en l'initiant de bonne heure aux affaires ; il reconnut, avec douleur, l'inutilité de ses soins [1598]. Il voulut alors se borner à lui donner des conseillers habiles, et lui recommanda, à son lit de mort, de confier les rênes de l'État au marquis Castel-Rodrigo et à don Juan Idiaguez, dont il avait éprouvé les talents et la fidélité (1) ; mais ce jeune prince avait fait une autre choix dans la personne du marquis de Dénia, son premier écuyer, auquel, dès qu'il eut pris le sceptre, il confia l'exercice de son autorité. Castel-Rodrigo fut relégué dans un poste honorable ; on l'envoya en Portugal, décoré du titre de vice-roi. Idiaguez, auquel il fut permis de rester à la cour, consentit à ne jouer qu'un rôle secondaire, celui de donner des conseils quand on les lui demanderait. Le favori fut créé duc de Lerme, et prit possession du pouvoir, dont il était incapable de supporter le poids. Il est vrai que l'Espagne jouissait alors des douceurs de la paix, car si la guerre durait encore dans les Pays-Bas, cette province allait passer en d'autres mains. En effet, l'archiduc Albert, qui avait déposé la pourpre, épousa au mois d'avril 1599 l'infante, sœur du nouveau monarque, et partit bientôt pour les Pays-Bas, qui lui avaient été cédés par Philippe II. Mais on ne pouvait abandonner ce prince à ses propres forces ; en effet la lutte

(1) Vid. Gonzalez Davila. Del inclita monarcha don Philippo tercero, liv. I, chap. 12.

continuait toujours avec les États de Hollande, et l'Espagne devait encore prêter à l'archiduc l'appui de ses trésors et de ses soldats. Cependant les finances du royaume se trouvaient dans l'état le plus déplorable; Philippe II avait laissé une dette considérable à la charge de la couronne, et s'était vu réduit, vers la fin de son règne, à subsister par des aumônes volontaires que les prêtres allaient recueillir de maison en maison pour le compte du monarque. Les causes de cette pénurie étaient d'abord les guerres perpétuelles soutenues par le fils de Charles-Quint (1), puis la possession des riches provinces du Nouveau-Monde. Les Espagnols s'y rendaient en foule, dans l'espoir d'y faire une fortune aussi brillante que rapide. Par suite de ces émigrations les provinces de la mère-patrie avaient perdu la fleur de leur population; on avait cessé de recourir au travail et à l'industrie pour s'enrichir; les manufactures tombèrent, les arts furent négligés, l'agriculture abandonnée, et les Espagnols, plongés dans la paresse et l'engourdissement, se virent réduits à acheter de l'étranger tout ce qui devait servir à leurs besoins. Il en résulta que l'or du Nouveau-Monde, au lieu d'enrichir l'Espagne, l'appauvrit réellement, en lui faisant négliger les richesses de son territoire: de son côté le gouvernement n'ayant d'autres ressources que les impôts, les augmentait sans mesure, de sorte qu'il détruisait lui-même les sources où il devait puiser. Il faut encore remarquer que les rigueurs de l'inquisition gênaient le commerce en écartant de l'Espagne les peuples qui ne professaient pas la religion catholique; ainsi le royaume, lorsque Philippe III devint roi, était sans armée, sans marine et sans argent.

Un ministre, s'il eût été doué d'un génie véritable, n'aurait surmonté les difficultés qui l'environnaient qu'avec beaucoup de peine, car ces difficultés tenaient à un ordre de choses qu'il n'était pas facile de changer. Une pareille tâche écrasait la faiblesse du duc de Lerme: ce ministre ne trouva pas d'autre expédient que de doubler la valeur de

la monnaie de cuivre, ce qui augmenta dans la même proportion le prix des denrées, et tourna au détriment du petit peuple, sur lequel les inconvénients de cette mesure retombaient principalement. L'état d'épuisement où se trouvait l'Espagne n'empêcha pas Philippe de fournir des troupes à son beau-frère l'archiduc, nouveau souverain des Pays-Bas. Mendoza, marquis de Guadaleta et amiral d'Aragon, qui commandait les troupes espagnoles, fit une invasion dans le duché de Clèves, afin d'y faire vivre ses soldats aux dépens de ce pays: il prit Wesel Rées et Émerik, et se trouvait ainsi dans le voisinage du fort de Schenck et d'autres places appartenant aux provinces unies. Mais le prince Maurice accourut à la tête d'un petit corps d'armée, et contraignit son adversaire de rétrograder et d'aller s'établir dans plusieurs petits États du cercle de Westphalie, qui ne s'attendaient pas à être attaqués puisqu'ils n'avaient jamais pris parti dans la lutte entre la Hollande et l'Espagne. Les habitants de ces contrées ne firent aucune résistance; ils étaient depuis un demi-siècle déshabitués de la guerre, et subirent avec résignation les excès de tout genre auxquels s'abandonnèrent les soldats de Mendoza. Ces derniers, dont la barbarie égalait la cupidité, livraient aux tortures les habitants pour les forcer de découvrir les lieux où ils avaient caché leurs richesses; quelquefois ils les faisaient périr sur le bûcher, comme coupables d'hérésie, car ces malheureux professaient le protestantisme. Des actes si coupables excitèrent l'indignation des princes et des villes libres situées sur les bords du Rhin, et ils se coalisèrent pour punir Mendoza. Douze mille hommes de pied et deux mille hommes de cavalerie furent mis sous les ordres du comte de Lippe; mais ce général manquait d'expérience et de capacité; il n'éprouva que des revers, et ses soldats se dispersèrent (1). Sur ces entrefaites, l'archiduc Albert et l'infante, son épouse, dont les noces avaient été célébrées à la cour de Philippe III, firent une entrée solennelle à

(1) Philippe II.

(1) Grotius, liv. 8. De Thou, liv. 122, chap. 6 et 8. Bentivoglio, liv. 5.

Bruxelles. Les Flamands reçurent leur nouveau souverain avec de grandes démonstrations de joie. Mais bientôt s'élevèrent des difficultés assez graves; les états de Brabant voulurent exiger certaines conditions avant de prêter le serment d'obéissance, et ne cédèrent qu'avec une répugnance marquée; ils étaient d'ailleurs blessés de la prédilection de l'archiduc pour les mœurs et les usages espagnols, dont quelques-uns révoltaient leur fierté; car Albert, à l'exemple de ce qui se pratiquait à Madrid, exigeait que les personnes de sa maison le servissent à genoux. Cette conduite, si elle plaisait à l'Escorial, déplaisait aux peuples des Pays-Bas, que le prince autrichien avait de grandes raisons de ménager. En effet, quoique le duc de Lerme lui eût fait des avances considérables, l'archiduc en avait dépensé la plus grande partie dans les pompes de son hymen, et se trouvait hors d'état de payer la solde des troupes espagnoles et allemandes qui servaient sous ses drapeaux. Celles-ci ne tardèrent point à se révolter, chassèrent leurs officiers, et se mirent en possession de plusieurs places. Pour remédier à ces désordres, Albert convoqua les états, auxquels il demanda un subside; mais les députés, tout en protestant de leur fidélité, rejetèrent sa demande, et lui conseillèrent, pour sortir d'embaras, d'entrer en accommodement avec les Hollandais. Ces derniers refusèrent de déposer les armes et de consentir à un traité de pacification, dont ils ne sentaient pas le besoin. Ils résolurent, au contraire, d'envahir la Flandre; Maurice, conduisant une armée, forte de dix-sept mille hommes, vint débarquer près de Gand, et marcha sur Newport, dont il forma le siège. A cette nouvelle, l'archiduc se hâta de rassembler des forces considérables, qui se grossirent d'un grand nombre de soldats espagnols que le prince sut ramener au devoir par son adresse et sa fermeté. Il vint à son tour assiéger Maurice dans son camp. S'il eût attendu les renforts qui lui étaient promis, le prince d'Orange, enfermé entre la garnison de Newport et un ennemi qui lui était supérieur en nombre, eût été forcé de capituler; mais l'archiduc, entraîné par l'ardeur des chefs et

des soldats de son armée, présenta la bataille à Maurice, qui triompha dans cette action où les deux partis combattirent avec une égale bravoure. Le vainqueur n'osa poursuivre ses adversaires et se retira à Ostende pour réparer les pertes qu'il avait faites, puis il finit par regagner la Hollande [1600].

Revenons en Espagne, où le monarque et son ministre cherchaient les moyens de faire face aux dépenses publiques. Le duc de Lerme ne pouvant plus rien arracher au peuple, réduit à l'indigence, entreprit de soumettre les riches et les membres du clergé à fournir un inventaire; les premiers, de la vaisselle d'or et d'argent qui servait aux usages domestiques; les autres, des vases et des ornements précieux qui ornaient les édifices sacrés. Mais le clergé montra une opposition si violente que le pouvoir n'osa exécuter une mesure dont il attendait son salut, car le gouvernement pensait que si tous les métaux précieux dont nous venons de parler étaient convertis en monnaie, ils suffiraient pour ramener l'abondance et la prospérité dans le royaume. Ne pouvant triompher de la résistance de l'Église, Philippe tenta de soulager ses sujets en concluant la paix avec l'Angleterre. Un congrès fut indiqué à Boulogne, mais une difficulté sur l'étiquette fit avorter les négociations avant même qu'elles fussent entamées. Le monarque espagnol fut réduit à continuer les hostilités; il échoua dans une expédition envoyée en Islande au secours du comte de Tyrone, qui avait levé contre Élisabeth l'étendard de la rébellion. Don Juan d'Aguilar aborda dans le port de Kinsale, mais le lord-lieutenant d'Irlande se porta aussitôt vers cette place, et battit les Espagnols et les Irlandais qui vinrent l'attaquer. D'Aguilar, sans espoir d'être secouru par ses alliés, qui l'avaient si mal secondé, et par la cour de Madrid, rendit Kinsale aux troupes anglaises et abandonna l'Irlande pour retourner en Espagne [1602]. Tandis que les troupes de Philippe étaient repoussées des États d'Élisabeth, ce monarque faisait les derniers efforts pour mettre l'archiduc en mesure de reconquérir les provinces qui s'étaient détachées des Pays-Bas. En consé-

quence, Albert résolut de s'emparer d'Ostende, place jusqu'alors regardée comme imprenable. Cette entreprise offrait les plus grandes difficultés; aussi, après avoir livré plusieurs assauts meurtriers, le prince se contenta de bloquer la place. Il éprouvait d'ailleurs un nouvel obstacle par la révolte d'un corps de troupes espagnoles, qui se saisit d'Hochstrate, ville du Erabant, où ils se fortifièrent. Albert, dans cette occurrence, consulta le cabinet de Madrid sur la conduite qu'il devait tenir à l'égard de ces rebelles; Philippe, malgré sa détresse, fut d'avis qu'il fallait employer la rigueur, et ordonna en conséquence de lever plusieurs régiments, pour étouffer la révolte dans le sang des coupables. Albert publia donc un rescrit où il accordait aux insurgés trois jours pour rentrer dans le devoir; en cas de désobéissance, ils seraient mis à mort, sans exception. Les soldats se placèrent alors sous la protection de Maurice, et l'archiduc, pour empêcher que les troupes demeurées fidèles ne suivissent l'exemple de leurs camarades, publia un acte d'amnistie, où, en pardonnant aux rebelles, il s'engageait à payer la solde qui leur était due [1603]. A cette époque mourut la reine d'Angleterre: elle eut pour successeur Jacques I, dont elle avait fait périr la mère sur l'échafaud (1). Philippe profita de cette circonstance pour essayer de se concilier le nouveau monarque, auquel, avant la mort de la fille de Henri VIII (2), il avait offert précédemment de prêter l'appui de ses armes pour lui assurer la possession de la couronne d'Angleterre. Dès qu'il eut appris l'avènement du prince écossais, le roi d'Espagne ordonna de cesser toutes les hostilités contre les Anglais; Jacques, de son côté, annula la permission qui avait été accordée de courir sus aux vaisseaux espagnols; en même temps Philippe envoya à Londres, en qualité d'ambassadeur, don Juan de Taxis, comte de Villa Mediana. Les Hollandais chargèrent aussi le célèbre Barneveldt et le prince Henri Frédéric, frère de Maurice, d'aller

complimenter Jacques, et solliciter le renouvellement de l'alliance, qui unissait depuis si long-temps Élisabeth et les Provinces-Unies. Le marquis de Rosny arriva en même temps de la part du roi de France Henri IV. Tous ces diplomates étaient chargés de missions opposées; en effet l'ambassadeur de Henri avait ordre de conclure un traité par lequel ces deux monarques s'engageaient à défendre les Hollandais contre les Espagnols. Jacques adhéra à cette demande. L'envoyé de Philippe parvint aussi à conclure la paix avec le monarque anglais à des conditions équitables et modérées: Jacques promit de ne fournir aux Hollandais aucune espèce de secours, et cependant il avait pris avec la France des engagements tout opposés. Cette duplicité tenait à la faiblesse de son caractère, qui ne savait jamais vouloir avec fermeté [1604].

Tandis que l'Espagne désarmait, l'Angleterre continuait les hostilités avec une vivacité nouvelle dans les Pays Bas. Un nouveau général était venu prendre le commandement des troupes espagnoles; c'était le marquis de Spinola. Il était originaire de l'état de Gènes, où il possédait de grands biens. Né avec le génie de la guerre, il devint l'un des plus grands généraux de son temps, sans avoir fait aucun apprentissage dans cet art si difficile. Son premier soin fut d'assurer la solde des soldats, en établissant d'abord l'ordre le plus rigoureux dans l'administration des fonds destinés à ses troupes; mais comme les sommes qui lui étaient fournies par l'Espagne étaient insuffisantes, il engagea la plus grande partie de sa fortune pour assurer la paye des troupes. Certain de leur obéissance, secondé par le génie inventif d'un ingénieur italien, nommé Pompéo Targone, il reprit le siège d'Ostende, qui durait depuis trois ans. Nous négligerons les détails de ce siège mémorable qui nous entraîneraient trop loin, pour ne parler que du résultat. La place se rendit enfin, et ses intrépides défenseurs obtinrent la capitulation la plus honorable. La prise d'Ostende fit périr près de cent mille hommes, et son acquisition fut loin de compenser le sang et les trésors qu'elle avait

(1) Jacques était fils de Marie Stuart, reine d'Écosse, à qui Élisabeth avait fait trancher la tête.

(2) Élisabeth.

coûtés [1604]. Spinola se rendit ensuite à Madrid pour négocier avec les ministres, afin d'en arracher tout ce qui était nécessaire pour l'entretien de son armée. Mais l'Espagne était arrivée à une telle détresse, que le duc de Lerme donna, par un édit, à la monnaie de cuivre une valeur presque égale à celle de l'argent. Il en advint que les nations voisines fabriquèrent ces mêmes espèces en cuivre dont elles inondèrent l'Espagne avec leurs marchandises, dont elles faisaient payer le prix en espèces frappées avec l'or et l'argent provenant du Mexique. Cette manœuvre enleva bientôt de la Péninsule les métaux précieux que le Nouveau-Monde versait chaque année. Toutefois Spinola obtint des fonds pour la campagne qui allait s'ouvrir, il les employa à payer à ses soldats les arrérages de leur solde et faire de nouvelles levées. Les hostilités recommencèrent entre lui et Maurice avec des succès et des revers balancés des deux côtés, car les deux rivaux avaient des talents guerriers également supérieurs. Le plan du général espagnol était de transporter la guerre sur un terrain nouveau en pénétrant dans le cœur des provinces d'Utrecht et de Hollande, afin d'attaquer ses ennemis au centre de leurs ressources; mais le prince d'Orange avait deviné son projet, et réussit à le faire échouer après deux ans de combats, qui ne servirent qu'à rehausser la gloire de Spinola et de son habile adversaire. Le premier ne parvint pas à entamer la Hollande et les provinces maritimes, qui opposèrent toujours à ses efforts une résistance insurmontable [1606].

Jusqu'ici, pour ne pas interrompre le récit des faits, nous n'avons point initié le lecteur à la connaissance de l'état intérieur des Provinces-Unies, qui, possédant un territoire resserré dans des bornes étroites, luttaient depuis si long-temps contre la monarchie de Charles-Quint. Pour éclairer cette question dans toutes ses parties, nous allons jeter un coup d'œil en arrière, et rétrograder jusqu'au dixième siècle. A cette époque un comte de Flandre, Baudouin, établit des foires ou marchés publics fréquentés par les Français et les Allemands, qui venaient y

chercher une foule d'objets sortis des manufactures exploitées par les Flamands. Durant près de trois cents années, le peuple des Pays-Bas rendit toute l'Europe tributaire de son industrie; mais les souverains de cette contrée, engagés dans de longues guerres, écrasèrent leurs sujets d'impôts excessifs. En Hollande, au contraire, les taxes étaient plus modérées, et les habitants y trouvaient un abri contre les calamités de la guerre. Entourés de tous côtés par les eaux, les Hollandais se firent marins et pêcheurs par nécessité, et firent des gains immenses par l'exportation du hareng qu'ils avaient trouvé l'art de conserver en le salant. Vers le milieu du seizième siècle, les persécutions religieuses accrurent encore le nombre des habitants de la Hollande et de la Zélande en même temps que leur industrie, et quand ces deux provinces, par des prodiges de courage et de persévérance, eurent secoué le joug de l'Espagne, les habitants des principales villes de la Flandre et du Brabant vinrent grossir encore la population des Provinces-Unies, où ils pouvaient exercer librement leur culte. Mais le territoire de leur nouvelle patrie n'aurait pu fournir à la subsistance de tant d'hommes: sa position au centre de l'Europe et à l'embouchure de plusieurs rivières navigables, unies entre elles par des canaux, permit aux réfugiés de se livrer à tous les genres d'industrie. Ils élevèrent de nombreuses fabriques, et devinrent en même temps les facteurs des autres nations. Ils allaient même porter des blés dans les ports de l'Espagne et de Portugal, ainsi que des bois de construction tiré de la Norwège, et ils recevaient en échange, avec les productions naturelles de la Péninsule ibérique, l'or du Mexique et du Pérou, et les épices que les Portugais recueillaient dans leurs colonies situées en Orient. Philippe II toléra pendant quelques années ces relations avantageuses à l'Espagne; mais, aveuglé par sa haine contre les rebelles, il crut tarir leurs ressources par l'interdiction de commercer avec ses sujets. Il lança un édit ordonnant que les vaisseaux hollandais seraient confisqués, et ceux qui les montaient condamnés aux galères, c'est-à-dire, à ramer sur les

bâtiments espagnols. Ces mesures, aussi rigoureuses qu'impolitiques, tournèrent contre leur auteur, car les Hollandais, ne pouvant plus recevoir du Portugal les marchandises de l'Orient, entreprirent d'aller les chercher. Un Flamand, nommé Houtman, qui avait fait plusieurs voyages dans les possessions portugaises, fut mis à la tête d'une petite escadre, avec laquelle il visita les côtes d'Afrique, celles du Brésil, Madagascar et Sainte-Marie, et aborda aux îles de la Sonde, où il acheta du poivre et d'autres épiceries [1596]. Le succès du voyage d'Houtman fit naître dans la Hollande et la Zélande un grand nombre d'associations qui équipèrent des vaisseaux pour aller explorer les mers de l'Orient, et surtout la presqu'île de l'Inde. Les Portugais, qui régnaient dans cette dernière contrée, employèrent tous les moyens imaginables pour repousser ces nouveaux-venus ; mais ils ne purent réussir à les chasser. De leur côté, les États-Généraux, pour accélérer le développement du commerce avec l'Orient, unirent, en 1602, toutes les associations commerciales de ce genre en un seul corps, qui reçut le nom de *compagnie des Indes orientales*. On lui concéda les pouvoirs les plus étendus, puisqu'elle eut le droit de faire la paix et la guerre, de lever des troupes, de nommer à tous les emplois militaires et civils dans les pays éloignés, et d'administrer souverainement la justice. Cette société, fondée et gouvernée par des négociants, a servi de modèle à la célèbre compagnie des Indes, dont le siège est à Londres, et qui commande aujourd'hui à plus de soixante millions de sujets [1602]. Les affaires de la compagnie hollandaise prospérèrent rapidement, tandis que les Portugais, leurs rivaux, voyaient décliner chaque jour la puissance de leurs armes et l'extension de leur commerce. En effet, les abus les plus criants régnaient dans leurs établissements. Soumis d'ailleurs à la cour d'Espagne, celle-ci était hors d'état de les secourir. Le cabinet de Madrid, s'il protégeait si mal les Portugais, ne savait pas mieux défendre les intérêts de l'Espagne, dont les ports, bloqués à cette époque par les Anglais, ne pouvaient recevoir les galions chargés de l'or et des pro-

ductions du Nouveau-Monde, qui étaient pillés en route, tantôt par les sujets d'Élisabeth, tantôt par les Hollandais. Ces derniers s'enrichissaient chaque jour, et augmentaient dans la même proportion leur puissance maritime, ils vinrent attaquer l'Espagne jusque dans ses ports. Les ministres de Philippe ne pouvant lutter à force ouverte, voulurent empêcher leurs adversaires de se livrer, sur les côtes de l'Angleterre et des Pays-Bas, à la pêche de la morue et du hareng. Ils délivrèrent des lettres de marque à des armateurs de Newport et de Dunkerque, qui infestèrent le canal de la Manche ; mais les flottes hollandaises ne tardèrent pas à les détruire, et parcoururent sans obstacle toutes les mers que leurs vaisseaux sillonnaient pour aller commercer avec tous les peuples [1607] (1).

La guerre durait depuis quarante années entre l'Espagne et les Provinces-Unies ; mais elle avait eu pour résultat de porter les états hollandais au plus haut point de splendeur, tandis que la monarchie de Charles-Quint était réduite aux plus fâcheuses extrémités. Malgré les succès qu'il avait obtenus, et quoiqu'il se vit à la tête d'une armée aussi nombreuse qu'aguerrie, Spinola lui-même fut d'avis de mettre fin aux hostilités ; il conseilla à l'archiduc d'entrer en arrangement avec les états-généraux. Albert fit en effet, le premier, des propositions qui furent d'abord combattues par le prince d'Orange ; toutefois il céda aux représentations de Barneveldt, et les négociations s'entamèrent. Une première difficulté se présenta ; elle portait sur un point d'une grande importance pour les Provinces-Unies, qui exigeaient d'être reconnues formellement comme État libre et indépendant. Ce premier point décidé suivant le désir des Hollandais, des discussions commencèrent, auxquelles le président Jeannin, envoyé par Henri IV, en qualité d'ambassadeur, prit une part très-active. Le roi d'Angleterre intervint aussi par ses envoyés ; mais un incident hâta la conclusion du traité,

(1) Vid. van Météren. — Grotius: Recueil des Voyages qui ont servi à l'établissement de la compagnie des Indes orientales, formée en Hollande. Rouen, 1725.

ce fut la victoire navale que Heemskirk remporta à cette époque sur les Espagnols. Ceux-ci avaient formé le projet d'enlever la flotte des Indes orientales qui avait mis à la voile pour les ports de Hollande; l'amiral paya de sa vie son triomphe, qui fut complet, car les vaincus perdirent plus de deux mille hommes, ainsi que la plupart de leurs vaisseaux pris à l'abordage ou incendiés. Les conférences commencées en 1607 ne se terminèrent que deux ans après; enfin la paix fut signée le 9 avril 1609; elle contenait trente-huit articles, dont quelques-uns faillirent entraîner le renouvellement des hostilités, entre autres l'article qui reconnaissait l'indépendance absolue des Provinces-Unies. Philippe ne voulant pas y accéder, il fallut que l'archiduc employât l'influence de son confesseur, qui vint à Madrid, et arracha, non sans peine, au monarque son consentement. Ainsi les Hollandais, après les efforts les plus héroïques, montèrent au rang de nation, qu'ils soutinrent dignement par la suite. En effet, on les vit bientôt se mêler à toutes les transactions qui eurent lieu entre les principales puissances de l'Europe. Ils osèrent défier Louis XIV dans tout l'éclat de sa gloire, et il leur fut donné de le vaincre dans la guerre de la succession et de lui rendre avec usure les désastres et les humiliations qu'ils en avaient reçus.

Philippe III venait à peine de donner à ses peuples quelque soulagement par le traité conclu avec les Hollandais, que ses ministres lui firent adopter une mesure qui acheva de ruiner son royaume. Nous voulons parler de l'expulsion des Maures, que poursuivait depuis plusieurs années, avec une funeste persévérance, don Juan de Ribera, archevêque de Valence. Ce prélat, déjà parvenu à la vieillesse, crut sans doute qu'une pareille action couronnerait saintement sa vie, et il fit remettre au roi plusieurs mémoires à ce sujet. Après avoir accusé les Maures de correspondre entre eux dans toutes les parties de l'Espagne, pour s'encourager à garder la religion de leurs ancêtres, et après avoir rappelé au roi que dans le cas où le territoire serait envahi, soit par les Turcs, soit par une puissance chrétienne, ils pren-

draient les armes pour se joindre aux envahisseurs, Ribera conclut en disant qu'il faut se délivrer de ce danger en chassant les Maures de la Péninsule. « L'intérêt, » ajoute-t-il, « spirituel et temporel du souverain catholique et de ses fidèles sujets l'exige; car sans » cette mesure de rigueur on doit craindre » que les infidèles ne possèdent toutes les » richesses du royaume. Non-seulement ils » sont plus industrieux, ils sont encore » aussi sobres qu'économistes et travaillent » à des prix moins élevés que les Espagnols. Aussi les villages habités par ces » derniers dans la Castille et l'Andalousie, sont-ils en proie à la misère, tandis » que les cultivateurs maures vivent dans » l'aisance. Enfin les fermiers espagnols peuvent à peine acquitter le prix de leurs » baux, tandis que les Maures, quoique réduits à défricher un sol ingrat, abandonnent » aux propriétaires du terrain qu'ils cultivent, » le tiers de la récolte, et trouvent encore le » moyen d'élever leurs familles dans une sorte » d'aisance. » Le prélat conclut en disant qu'il ne faut pas tous les déporter à la fois, car il serait à craindre que l'éloignement de ces infidèles ne changeât particulièrement le royaume de Valence en un désert. En conséquence il propose de charger les Maures de nouveaux impôts qui serviraient à entretenir une armée pour les contenir jusqu'au jour fixé pour leur départ. Il serait même à propos, ajoute-t-il, que le gouvernement pour diminuer le nombre de ces infidèles, en envoyât chaque année plusieurs milliers aux galères et dans les mines. Tel est le résumé des arguments et la conclusion des mémoires présentés par Ribera, mais les barons du royaume de Valence, qui avaient eu connaissance de ces écrits, les combattirent avec succès dans deux mémoires qui justifiaient les Maures de la plupart des accusations jetées sur eux. Ribera répondit par une nouvelle dénonciation, qui fut soutenue chaudement par le cardinal archevêque de Tolède, inquisiteur général et frère du premier ministre. Il soutint qu'il fallait passer indistinctement tous les Maures au fil de l'épée. La cour de Rome, consultée sur cette question, prescrivit aux évêques de s'assembler afin d'examiner s'il

n'existait aucun moyen d'opérer la conversion des Maures. Les prélats, après de longues délibérations, déclarèrent « que les » Maures étaient si obstinés et si fortement » attachés au culte de Mahomet, qu'on ne » parviendrait jamais à les ramener de bonne » foi dans le chemin du salut. » Cette sentence, communiquée au roi, le détermina, et l'expulsion des Maures fut décidée(1). Il fut résolu que l'on commencerait par ceux qui habitaient le royaume de Valence. Don Augustin Mésica, gouverneur d'Anvers, arriva pour prendre le commandement des troupes que l'on avait rassemblées sous le prétexte d'une expédition contre les barbaresques [1609]. Mais les conférences fréquentes tenues entre le vice-roi et l'archevêque Ribéra firent soupçonner aux barons de la province qu'il se tramait quelque projet contre les Maures. Ils avaient intérêt à les défendre, car le plus grand nombre de ces malheureux comptaient parmi leurs vassaux les plus industrieux. Ils envoyèrent des députés au marquis de Carrarena(2), dont la réponse évasive loin de dissiper leurs craintes, ne fit que les rendre plus vives. Ils s'adressèrent alors au monarque, qui fit connaître à leurs envoyés que la mesure allait recevoir son exécution, et qu'elle était irrévocable. En effet l'édit fatal fut publié dans les premiers jours de septembre 1609; il annonçait aux proscrits de se tenir prêts afin de partir dans trois jours, pour les ports où ils devaient s'embarquer. Il leur était en outre défendu, sous peine de mort, d'emporter d'autres effets que ceux que les seigneurs dont ils dépendaient consentiraient à leur abandonner : sur cent familles, les barons pouvaient en retenir six. Enfin tous les enfants au-dessous de quatre ans étaient autorisés à demeurer en Espagne si leurs pères ou leurs tuteurs y consentaient. Toutefois les Maures qui avaient embrassé depuis long-temps le christianisme, n'étaient point forcés de s'expatrier s'ils produisaient des certificats constatant qu'ils avaient été baptisés et que depuis cette époque ils s'é-

taient toujours comportés comme de bons chrétiens (1). Quand ils apprirent qu'ils étaient condamnés à l'exil, les principaux Maures de Valence s'assemblèrent dans cette ville, pour se consulter sur ce qu'ils devaient faire; après une vive discussion, ayant reconnu qu'ils étaient hors d'état de résister par la force, ils embrassèrent le parti de la résignation; mais ils déclarèrent à leurs seigneurs les barons qu'ils ne consentiraient jamais ni à laisser en Espagne leurs enfants en bas âge, ni à remplir la condition par laquelle six familles sur cent pourraient rester dans le royaume. Les barons, qui se voyaient ruinés complètement si les Maures persistaient dans cette dernière résolution, essayèrent d'obtenir du vice-roi quelque adoucissement aux rigueurs de l'édit; mais il fut inflexible, et les Maures de Valence se mirent en marche au nombre de cent cinquante mille pour se rendre dans les ports qui leur étaient désignés et aller chercher une nouvelle patrie. Les vassaux du duc de Gandia, qui partirent les premiers, furent les plus heureux. Accueillis dans la province de Tremecen, ils s'y établirent et ne tardèrent pas à se confondre avec les habitants du pays, dont ils parlaient la langue et dont ils professaient le culte. Quant au reste de leurs compatriotes, les uns périrent par des tempêtes qui les assaillirent dans la traversée; d'autres, ayant freté à leurs frais des bâtiments, furent égorgés par les équipages. Ceux qui abordèrent en Barbarie furent massacrés par les Arabes ou trainés en esclavage. Tel fut le sort des Maures de Valence. Trente mille de ces infortunés, qui vivaient dans les montagnes, ayant essayé de se défendre, périrent par le fer, et ceux que l'on épargna échurent aux soldats, qui les vendirent comme des bêtes de somme. Les Maures qui habitaient la Castille et les autres provinces du royaume furent déportés à leur tour. Bref, huit cent mille personnes de tout âge, de tout sexe et de toute condition, sortirent de l'Espagne, dont ils entraînaient la ruine, car seuls ils exerçaient tous les arts. Dès qu'ils eurent quitté la Péninsule, les manufactures tombè-

(1) Vid. Bléda, page 503. S. Fonseca, Traitione de Morescois, page 187.

(2) Le vice-roi.

(1) Voyez Fonseca, liv. IV, chap. III.

rent, le sol devint stérile, le dénuement prit la place de la richesse. Ainsi l'Espagne subit la peine de son inhumanité ; aujourd'hui même les traces en subsistent encore, excepté dans le royaume de Valence, où les Maures ont laissé des traditions qui se sont perpétuées et font encore de cette contrée la province la plus riche de la péninsule.

Les années qui s'écoulèrent jusqu'en 1618 ne furent marquées par aucun événement de quelque importance, sous le rapport politique. Philippe resserra dans l'année 1612 son union avec la France, par un double mariage, le prince des Asturies épousa Élisabeth, fille de Henri IV, et l'infante Anne d'Autriche devint la femme de Louis XIII, roi de France. En Italie, l'Espagne, maîtresse du duché de Milan, prit les armes contre le duc de Savoie, qui s'était saisi du Montferrat à la mort du duc de Mantoue, à l'héritage duquel il n'avait aucun droit : cette guerre, interrompue et reprise plusieurs fois, dura quelques années et se termina enfin par le traité d'Asti, qui arracha au duc de Savoie le Montferrat. A la même époque régnait sur le royaume de Naples, avec le titre de vice-roi, don Pedro Giron, duc d'Ossone (1). Doué de grands talents et d'une ambition plus grande encore, le duc tint en haleine les États voisins, par ses intrigues perpétuelles et la hardiesse de ses tentatives. Il voulait rendre à l'Espagne son ancienne suprématie, et, d'accord avec le marquis de Bedmar, il tenta de renverser le gouvernement de Venise. Mais le conseil des Dix pénétra cette entreprise et la fit échouer en y mêlant un de ses agents, le capitaine Pierre, qui devint l'âme du complot et rendait compte jour par jour de ses progrès aux inquisiteurs d'État. Il paraît donc que cette conjuration, à laquelle le duc d'Ossone n'était pas étranger, fut fécondée et développée par le gouvernement vénitien lui-même, qui sacrifia ensuite ses propres agents, pour cacher la part qu'il avait prise à une trame dirigée contre lui (2).

(1) Osuna.

(2) Consulter à ce sujet l'histoire de Venise par Daru ; toutefois de nouveaux renseignements sem-

blent infirmer l'opinion de cet historien ; ainsi la conjuration de Venise est-elle une véritable énigme, dont il reste encore à trouver le mot

Depuis vingt années le duc de Lerme gouvernait sous le nom de Philippe, et sa faveur semblait appuyée sur des fondements inébranlables ; le duc avait cette croyance, c'est une erreur qui enivre toujours les favoris ; cependant l'expérience prouve que le temps, au lieu d'affermir leur fortune, en rongé chaque jour les fondements ; tôt ou tard un prince se fatigue d'être dominé, et secoue le joug, non parce qu'il sent sa faiblesse, mais parce qu'il se lasse d'obéir au même maître. Le ministre espagnol était d'ailleurs incapable de soutenir seul le poids du gouvernement et il s'en déchargea sur un de ses anciens domestiques, qui s'était emparé de sa confiance. Cet homme, appelé Caldéron, était digne du rang où il s'éleva, par ses talents ; mais son orgueil révoltait d'autant plus qu'il était parti de plus bas pour arriver au faite. Il devint successivement comte d'Oliva et marquis de Siete-Eglisias ; il acquit de grands biens et affichait un luxe plutôt convenable à un prince qu'à un particulier, surtout à un parvenu de la veille. Cependant le duc de Lerme, pour cimenter son pouvoir, introduisit dans l'intimité du monarque, son fils, le duc d'Uzède, dont l'esprit souple et insinuant ne tarda pas à captiver les bonnes grâces de Philippe. Il plaça encore son neveu, le comte de Lemos, auprès du prince des Asturies, afin d'établir son empire sur l'esprit de l'héritier du trône ; puis enfin il donna au roi un confesseur de sa main. Mais le ministre apprit bientôt que l'ambition étouffe jusqu'aux sentiments les plus sacrés ; Uzède se fatigua bientôt du rôle secondaire qui lui était imposé, et il aimait mieux le supplanter que de le servir, sans être arrêté par le rôle odieux qu'il allait remplir, celui d'un fils armé contre son père. Quant au moine Aliaga, il crut qu'il valait mieux s'unir avec un favori naissant auquel il servirait d'appui, que de rester fidèle à un ministre auquel il devait sa place ; le rôle de protégé pesait à son orgueil. Le comte de Lemos refusa seul de se montrer

ingrat. Sur ces entrefaites, soit que le duc de Lerme s'aperçût que son crédit baissait, soit qu'il crût devoir s'assurer un abri à tout événement, il sollicita le chapeau de cardinal. Mais la pourpre romaine en l'élevant presque au niveau du rang suprême, contribua à éloigner Philippe, qui se sentit blessé d'être contraint de rendre une espèce d'hommage à son sujet, autrefois sa créature, et qui alors tenait exclusivement de la royauté l'éclat dont il brillait. A dater de cette époque, le nouveau prince de l'Église fut exclus de l'intimité du roi. Ses deux principaux adversaires, le duc d'Uzède et le confesseur, en profitèrent pour lui porter des coups d'autant plus pénétrants qu'il ne pouvait les parer. Les fautes de son administration furent amplifiées et ouvrirent les yeux du monarque; il reconnut l'incapacité de ce même homme à qui il avait confié, depuis son avènement au trône, les rênes de l'état. Une autre circonstance précipita sans retour la chute du ministre; ce furent les relations intimes et secrètes qu'il avait établies avec l'héritier du trône, par le moyen du comte de Lemmos. Cette découverte choqua vivement Philippe; en lui rappelant qu'un successeur attendait sa place, il essaya cependant d'amener le duc de Lerme à se démettre de lui-même du pouvoir, par les dégoûts multipliés dont il l'accablait, mais celui-ci ne put consentir à abdiquer l'autorité, et il fallut que Philippe, par un billet de sa main, lui signifîât son renvoi. Le 4 octobre 1618, le vieux ministre quitta la cour pour n'y plus rentrer, après s'être avili jusqu'au point de prier à genoux Aliaga d'intercéder en sa faveur.

Le duc de Lerme ne fut jamais qu'un courtisan habile, et dut seulement sa fortune si longue et si prospère à l'indolence et au peu d'énergie du souverain, qui ne savait rien vouloir fortement. Sous son administration, j'allais presque dire sous son règne, tant il absorbait le monarque, l'Espagne déclina rapidement. Si quelques hommes soutinrent encore au dehors la suprématie de l'empire de Charles-Quint, le royaume au dedans s'appauvrit et se dépeupla, surtout depuis l'expulsion des Mau-

res; les champs devenaient stériles faute d'être cultivés, et le ministre offrit de récompenser par le titre de chevalier tout homme qui trouverait quelque invention utile à l'agriculture. Nous avons déjà parlé de ses opérations financières, désastreuses pour le pays. Il faut donc reconnaître que ce ministre mérita sa disgrâce; elle arriva beaucoup trop tard pour l'honneur du souverain et pour la prospérité de l'État. Dès que le duc eut quitté le pouvoir, Caldéron tomba tout-à-coup foudroyé par la haine publique et les traits de ses ennemis. On accumula sur sa tête les accusations les plus atroces comme les plus absurdes; c'est ainsi qu'on le chargea d'avoir empoisonné la reine, morte en 1612, et qu'on voulut le faire passer pour sorcier. Son procès dura deux années; et, malgré la rage de ses persécuteurs, les juges le déchargèrent de deux cent quarante-quatre chefs d'accusation; on le livra ensuite aux tortures les plus plus affreuses pour en arracher l'aveu d'un assassinat exécuté, disait-on, par ses ordres; mais il protesta toujours de son innocence. Le dénouement de cette affaire n'eut lieu que sous Philippe IV. Le duc d'Uzède recueillit les dépouilles de son père, c'est-à-dire toutes ses dignités, à l'exception de celle de gouverneur des Asturies, qu'il confia à don Baltazar de Zuniga, oncle du comte d'Olivarez, que nous verrons bientôt devenir maître absolu des affaires.

Les dernières années du règne de Philippe n'offrent qu'un seul événement auquel l'Espagne prit part; ce fut la guerre religieuse qui éclata en 1618, et qui, se répandant dans toute l'Allemagne, amena cette lutte si longue et si meurtrière connue dans l'histoire sous le nom de guerre de trente ans. L'électeur palatin ayant accepté la couronne de Bohême, le marquis de Spinola, à la tête d'une armée d'Espagnols, envahit le Palatinat [1620], et battit les troupes de l'Union protestante. Les succès de ce général furent bientôt suivis de la mort de Philippe, qui, au retour d'un voyage en Portugal, expira le 31 mars 1621, âgé de quarante-trois ans, après en avoir passé vingt-trois sur le trône. Ce prince ne connut d'autre partie de son

rôle que la représentation. Soit paresse, soit incapacité, il ne commanda jamais par lui-même. Sa douceur dégénérait en faiblesse, sa dévotion en bigotisme. Renfermé dans son palais, où, malgré la détresse de son empire, régnait la magnificence la plus somptueuse, Philippe se crut sans doute un grand roi, car le nom Espagnol, par le prestige des souvenirs, en imposait encore à l'Europe; mais, réduit à sa mesure par la postérité, l'héritier de Charles-Quint et de Philippe II se rapetissa de toute la hauteur de ses glorieux ancêtres.

PHILIPPE IV.

(DE 1621 A 1665.)

Ce prince avait dix-sept ans quand il hérita de la couronne; il se montra, comme son père, incapable de remplir les devoirs du rang suprême. Le début de son règne donna cependant d'heureuses espérances qui ne se soutinrent pas. Les améliorations qui eurent lieu à cette époque furent inspirées par le comte d'Olivarès, gentilhomme de la chambre du nouveau monarque, lorsqu'il était prince des Asturies, il avait profité des rapports fréquents et intimes que sa place lui donnait avec Philippe pour s'emparer de son esprit. La faveur publique fut la récompense de l'auteur de ces sages mesures, et lui aplanit la route du ministère, dont il s'empara en faisant renvoyer le duc d'Uzède, son bienfaiteur, et en ôtant la dignité de grand inquisiteur au moine Aliaga, dont il redoutait les intrigues (1). Comme Richelieu, son contemporain, et dont il voulut être le rival, Olivarès ne souffrit dans tous les emplois que des hommes qui lui fussent entièrement dévoués. Il se montra encore non moins impitoyable dans ses vengeances et dans sa politique que le célèbre cardinal. C'est ainsi que, pour achever de discréditer l'administration du duc de Lerme, il fit revivre le procès de don Ro-

drigue Caldéron. Cet infortuné, quoiqu'il eût été absout, était resté dans les fers. On suscita contre lui une accusation d'assassinat, et, sous ce prétexte, on l'envoya à l'échafaud, où il montra une fermeté et une résignation qui le réconcilièrent avec la haine publique (19 octobre 1621). A la même époque, le duc d'Ossone, qui avait été dépouillé de sa vice-royauté dans les derniers jours du règne de Philippe III, fut confiné dans la forteresse d'Alméda. On lui reprochait d'avoir voulu se rendre indépendant, en s'asseyant sur le trône de Naples. Mais la véritable cause des persécutions exercées contre lui fut la jalousie d'Olivarès, qui redoutait le génie remuant et audacieux du duc d'Ossone. Ce dernier, après une captivité qui dura trois ans, mourut dans les fers, le cœur brisé par la noire ingratitude dont on avait payé ses services. Le ministère d'Olivarès ne fut guère signalé que par des catastrophes et des guerres qui achevèrent de ruiner l'Espagne. On se rappelle qu'un traité, ou plutôt une trêve de douze années avait été conclue avec les Hollandais; cette trêve étant expirée, les hostilités recommencèrent avec un nouvel acharnement. La fortune tint la balance à peu près égale entre les deux peuples, qui remportèrent tour-à-tour des victoires et subirent des défaites. Si Spinola soumit le duché de Juliers, ses adversaires triomphèrent près de Luxembourg et s'emparèrent de plusieurs places importantes. Si le duc d'Albe remporta un léger avantage sur quelques vaisseaux hollandais, ces hardis républicains battirent les Espagnols dans plusieurs rencontres, allèrent saccager Lima et s'emparer de Porto-Rico, dont ils furent cependant expulsés. Les Pays-Bas étaient aussi livrés à de nouveaux troubles. L'archiduc Albert était mort sans laisser d'enfants, et les États refusaient de reconnaître sa veuve pour souveraine. Cette résistance produisit de nouvelles hostilités où l'Espagne engloutit des hommes et de l'argent. Elle était entretenue sous main par les intrigues de Richelieu, toujours attaché à susciter des ennemis à la maison d'Autriche, dont il craignait que la prépondérance ne devint fatale à la liberté européenne. Il s'occupait en même temps d'arra-

(1) Nous rappelons au lecteur que ce moine était confesseur de Philippe III, et avait contribué puissamment à la chute du duc de Lerme.



1. JARDINIER. 2. BERGER. 3 ET 4. JEUNES VILLAGEOISES.

cher aux Espagnols la Valteline, petite province située entre le Tyrol et la Lombardie, et qui aurait servi de communication entre l'Empire et l'Italie. Les Espagnols s'étaient emparés de cette contrée dont les habitants avaient imploré leur protection pour se soustraire à la tyrannie de leurs maîtres les Grisons. Devenu ministre de Louis XIII, Richelieu ne voulut pas laisser la Valteline entre les mains de l'Espagne; sa possession donna lieu à de nombreux combats, qui se terminèrent par un traité conclu en 1626, et qui rendit la Valteline aux Grisons. L'année suivante, la mort du duc de Mantoue arma encore l'Espagne et la France. Cette dernière voulut assurer l'héritage du prince de Mantoue au duc de Nevers, qui avait pour concurrent Philippe, l'empereur d'Allemagne et le duc de Savoie. Louis XIII, à la tête d'une armée, force le pas de Suze, envahit le Piémont et gagne deux batailles contre les Autrichiens. Bref, cette querelle se termina en 1631, à l'avantage du protégé de la France, qui devint possesseur des états du duc de Mantoue. Un nouvel incident rompit encore la paix entre Philippe et Louis XIII à l'occasion de l'électeur de Trèves, dont une armée espagnole occupa les possessions, tandis que l'électeur, fait prisonnier, fut conduit et retenu captif à Bruxelles. On lui reprochait d'avoir fourni des secours aux ennemis de la maison d'Autriche; Richelieu ayant exigé qu'on le mît en liberté, déclara la guerre au cabinet de Madrid en 1635.

Ne pouvant entrer dans le détail des faits compliqués qui signalèrent cette guerre, laquelle dura vingt-cinq ans, nous en rapporterons seulement les faits principaux. Le cardinal infant, ayant sous ses ordres le duc de Lorraine et le fameux Jean-de-Vert, pénétra dans le cœur de la Picardie, et jeta la terreur jusque dans Paris; mais il n'osa s'avancer plus avant, et rentra en Flandre sans avoir fait autre chose qu'une invasion glorieuse, mais sans résultat [1636]. De leur côté les Français assiégèrent Fontarabie, qu'ils ne purent prendre; mais ils s'emparèrent de Salses, dans le Roussillon. Toutefois ils ne tardèrent pas à éprouver des revers. Il

n'en fut pas de même dans les Pays-Bas, où un autre corps d'armée se rendit maître de plusieurs places importantes, parmi lesquelles se trouvaient Hesdin, Gravelines, Courtray et Dunkerque. Tandis que l'Espagne s'épuisait d'hommes et d'argent pour défendre ses possessions étrangères, une de ses provinces leva tout-à-coup l'étendard de l'insurrection, et voulut même se séparer de la mère-patrie. Cette province était la Catalogne. Condamnés, au mépris de leurs privilèges, à loger et à nourrir une armée de dix-huit mille hommes, dont les capricieuses exigences aggravaient encore une charge déjà si lourde par elle-même, les Catalans se plaignirent hautement. Le monarque, au lieu de saisir son conseil de cette affaire, la soumit à l'examen d'une commission de théologiens et de jurisconsultes. Ceux-ci levèrent ses scrupules en déclarant que les réclamations des Catalans devaient être écartées, car les soldats étant réunis pour défendre le territoire de la patrie, avaient droit à être nourris et entretenus aux dépens de la province. Armés de cette décision, les agents du gouvernement et les soldats se livrèrent à tous les genres d'exactions, et le vice-roi, comte de Santa-Coloma, fit jeter dans les fers des personnes de tout rang, qui osèrent réclamer les franchises du pays. Une conduite si peu mesurée irrita vivement la population, surtout dans les campagnes, où les soldats s'abandonnaient sans contrainte à toute l'insolence de la force. Des bandes armées se formèrent dans plusieurs localités, elles forcèrent les prisons; mais consentirent cependant, à la voix des évêques et des curés, à se disperser pour reprendre leurs travaux. Cependant le mal subsistait toujours, et ne tarda pas à faire explosion dans Barcelone. Environ cinq cents moissonneurs s'y rendirent sous le prétexte d'assister à la cérémonie religieuse de la Fête-Dieu; un officier de justice ayant voulu arrêter un de ces hommes, ses compagnons le défendirent et coururent au palais du vice-roi, auquel ils mirent le feu; puis, parcourant les rues, il firent main basse sur tous les individus désignés à leur fureur, comme remplissant quelque emploi public. Du meurtre ils pas-

sèrent au pillage, et leur colère, assouvie par le sang, paraissait prête à se calmer, lorsqu'elle s'éveilla plus terrible par l'imprudence des domestiques du général des galères qui tirèrent à poudre sur un rassemblement qui passait sous les fenêtres de l'hôtel de leur maître. Les séditieux se croyant attaqués, s'assemblèrent de toutes parts; ils furent rejoints par de nouvelles bandes venues du dehors, et s'emparèrent du fort Montjoui, dont ils tournèrent l'artillerie contre la ville. Le vice-roi, épouvanté, sortit de Barcelonne, pour essayer de s'embarquer sur une galère qui l'attendait au rivage; mais, durant le trajet, il fut rencontré par quelques séditieux, qui l'égorgeèrent. Après avoir commis les excès les plus monstrueux, les paysans finirent par rentrer dans leurs foyers, non sans dévaster tous les lieux qu'ils traversaient. Cet événement n'était au fond qu'une effervescence populaire, sans aucune importance politique: un généreux pardon en aurait prévenu le retour; mais Olivares en jugea autrement, et la sévérité qu'il déploya fit éclater une insurrection générale dans toute la province. Les Catalans ne pouvant braver seuls les armes de Philippe, se mirent sous la protection du roi de France, auquel ils offrirent la souveraineté de leur pays. Richelieu accepta au nom de son maître la proposition des Catalans, et envoya à leur secours une flotte et des soldats. Cette lutte, soutenue avec acharnement, se prolongea jusqu'en 1652, où don Juan d'Autriche, fils naturel de Philippe IV, y mit fin en s'emparant de Barcelone. Cette fois Olivares comprit que la clémence seule pouvait terminer cette dangereuse révolution, et il fit publier une amnistie qui pardonnait à toutes les personnes ayant pris part à la guerre. On excepta seulement un petit nombre de chefs.

Si l'Espagne, par les fautes du pouvoir, voyait de jour en jour déchoir sa splendeur et sa prospérité, les États soumis à sa puissance et livrés à des vice-rois étaient encore plus maltraités; le cabinet de Madrid, persécuté par les besoins les plus impérieux, pressurait impitoyablement ses sujets les plus éloignés; de là vint que des ré-

voltes éclatèrent presque simultanément en Sicile et à Naples [1647]. Dans le premier de ces royaumes la populace de Palerme, conduite par un chaudronnier, jeta le deuil et l'épouvante dans la ville en se baignant dans le sang des magistrats et des principaux habitants. De semblables scènes eurent lieu dans presque toutes les villes de la Sicile, où la multitude donna Pessor à la brutalité de ses penchants; elle égorga les riches, pilla les monuments publics, et se signala par tous les désordres que peuvent enfanter les vices les plus hideux. Mais l'insurrection de Naples eut des suites plus importantes; le vice-roi ayant mis un nouvel impôt qui pesait principalement sur le peuple, un pêcheur, nommé Mazaniello, donna le signal de la résistance; tous les agents du fisc furent massacrés et le pêcheur devint maître de Naples sous le titre de capitaine-général. Jamais roi ne posséda un pouvoir plus despotique et plus étendu; ses ordres, quels qu'ils fussent, étaient exécutés sur-le-champ. Mais le règne de ce monarque improvisé ne dura que huit jours; sa raison s'alléra, et ses propres partisans, fatigués de ses caprices et de ses cruautés, s'en délivrèrent en l'assassinant. Mais sa mort n'éteignit pas la révolte; la multitude se choisit un nouveau chef, qui subit bientôt le même sort que Mazaniello. Enfin Naples se mit en république, et s'offrit à un prince de la maison de Lorraine; c'était le duc de Guise. Il se trouvait alors à Rome, et n'hésita pas à saisir le rôle périlleux qu'on lui offrait; il pénétra dans Naples, suivi de quelques aventuriers qui s'attachèrent à sa fortune, et défendit la ville pendant huit mois, contre les Espagnols et les nobles Napolitains, qui avaient pris les armes contre le peuple. Guise possédait toutes les qualités qui font les héros; mais il ignorait l'art de diriger l'esprit de la multitude, et il fut livré à ses adversaires par la trahison d'un homme du peuple, qui, forcé de partager avec lui le pouvoir, s'offensa de la fierté du duc, et crut, en outre, par cette trahison, faire sa paix avec les Espagnols. Guise expia son héroïque entreprise par une longue captivité dans la forteresse de

Ségovie, il y demeura prisonnier jusqu'en 1652.

Philippe IV perdit aussi le Portugal par une conjuration qui eut pour complice la nation toute entière. Subjugués par la force des armes, les Portugais avaient toujours conservé le souvenir de leurs anciens triomphes, et aspiraient à rentrer dans leur nationalité. Depuis qu'ils étaient passés sous le sceptre des rois d'Espagne ils n'avaient éprouvé que des désastres; leurs colonies si riches et si florissantes avaient été dévastées par les Anglais et les Hollandais. Tandis que le royaume était livré comme une proie aux agents espagnols, dont le brigandage accroissait chaque jour la misère publique, la veuve du duc de Mantoue résidait à Lisbonne en qualité de vice-reine; mais le pouvoir était entre les mains d'un Portugais, nommé Vasconcelos, dont la tyrannie était surtout odieuse à ses compatriotes. Quelques seigneurs jetèrent les yeux sur le duc de Bragance, issu des anciens rois du pays. Les conjurés se rassemblent, marchent sur le palais, qu'ils envahissent; désarment les gardes de la vice-reine, et poignardent Vasconcelos, dont ils jettent le cadavre dans la rue; ils proclament ensuite le duc de Bragance sous le nom de Jean IV. Accomplie en un jour dans la capitale, cette révolution s'effectua aussi rapidement dans toutes les provinces. Olivares avait pressenti cet événement, et cherché à le prévenir en s'emparant de la personne du duc de Bragance, afin d'ôter aux mécontents un chef redoutable bien moins par son caractère que par sa naissance et ses richesses. Quand il fallut apprendre cette nouvelle à Philippe, Olivares lui dit: « Votre majesté vient d'hériter de douze millions, car le duc de Bragance a fait la folie de se révolter, et la confiscation de ses biens vous vaudra cette somme. — Qu'on y porte remède, » répondit le monarque, et il n'y songea plus [1640]. A cette époque la Catalogne était en pleine insurrection, et la perte du Portugal, arrivée presque en même temps, acheva de soulever l'opinion contre le ministre, qui ne tomba pas cependant sous le

poids de l'indignation publique. Il fallut que la reine, qui avait une grande influence sur l'esprit de son époux, lui dévoilât les fautes d'Olivares, et lui en apprit les suites fatales. Le roi n'osa pas cependant renvoyer le duc; mais il fit en sorte que ce dernier, voyant sa disgrâce infaillible, demanda lui-même à se retirer. Il fut remplacé par son neveu, don Louis de Haro, dont l'administration ne fut guère plus heureuse et plus brillante que celle de son prédécesseur. En effet les troupes espagnoles ayant fait invasion dans la Champagne furent exterminées à Rocroy par le duc d'Enghien, connu dans la suite sous le nom du grand Condé. Philippe essaya encore vainement de reconquérir le Portugal; ses troupes, mal payées et mal entretenues, furent défaites par leurs adversaires, qu'enflammaient le désir de consolider leur indépendance.

Les divers incidents de cette guerre qui dura plus de vingt années sont dénués de tout intérêt; nous dirons seulement que don Juan d'Autriche, mis à la tête d'une armée espagnole, obtint d'assez grands succès; mais la reine redoutait l'influence que ce prince allait acquérir par des victoires, et le força d'abandonner le commandement, en laissant ses troupes sans vivres et sans munitions. Philippe se vit encore réduit à signer la paix avec les Hollandais, et sur dix-sept provinces qui composaient les Pays-Bas, il en perdit sept sans retour. Les Anglais lui enlevèrent pour leur part la Jamaïque; tels sont les résultats du long règne de ce monarque, dont la fin fut marquée par le mariage de l'infante Marie-Thérèse, sa fille, avec Louis XIV. Cet hymen fut précédé par de longues négociations, conduites par don Louis de Haro et le cardinal de Mazarin, ministres tout puissants, l'un en Espagne et l'autre en France. Elles durèrent trois mois et enfantèrent le traité des Pyrénées, qui céda à la France le Roussillon et Conflans; on stipula en outre que la princesse espagnole renoncerait à tous ses droits éventuels à la couronne d'Espagne. Le lecteur verra plus tard comme cet engagement fut respecté [1660]. Philippe avait pris une part active à la guerre allumée en Allemagne,

par l'ambition et l'intolérance de l'empereur Ferdinand II. Cette lutte aussi longue que sanglante avait été terminée par la paix de Westphalie, signée en 1648. L'Espagne, mécontente des sacrifices qu'on prétendait lui imposer, refusa de déposer les armes et continua les hostilités à son désavantage. Philippe mourut le 17 septembre 1665; marié deux fois, la première à une fille de Henri IV, et la seconde à une princesse autrichienne, il eut de cette dernière de nombreux enfants; trois seulement lui survécurent, Marie-Thérèse, reine de France; Marguerite, reine de Hongrie, et un enfant mâle, Charles II, qui était âgé de quatre ans lorsqu'il perdit son père. Philippe IV végéta sur le trône, car il n'influa jamais personnellement sur les affaires, qui furent abandonnées à ses ministres. Mais, moins heureux que Louis XIII son contemporain, il lui manqua un Richelieu pour suppléer à son indolence et à son incapacité. Toutefois si ce prince avait abdiqué les devoirs de la royauté, il aimait les arts et les lettres, et même il les cultivait. Il fut le protecteur et presque l'ami du poète dramatique Caldéron, et composa, dit-on, des comédies qui sont encore estimées; il encouragea et recompensa le célèbre Velasquez, que les Espagnols placent avec raison au premier rang parmi les peintres de toutes les nations. Mais ces bienfaits prodigués à deux personnages également supérieurs dans la littérature et dans les arts, s'ils sont l'éloge du goût et du jugement de Philippe, ne sauraient l'excuser d'avoir manqué aux obligations que lui imposait le rang suprême; ils ont seulement sauvé son nom de l'oubli, en l'attachant à deux grandes renommées qui protègent aujourd'hui sa mémoire.

CHARLES II.

(DE 1665 A 1700.)

Dans tous les États, une régence est toujours une époque marquée par des troubles plus ou moins graves, car le pouvoir, lors même qu'il tombe en partage à un homme supérieur, capable de le manier, vacille en-

tre ses mains, jusqu'à ce qu'il soit affermi par le temps. Mais si ce même pouvoir vient à échoir à une princesse dépourvue des qualités nécessaires au commandement, le règne des favoris commence, personnages qui n'ont guère d'autre mérite que celui de plaire ou de dominer la faiblesse d'une femme. D'un autre côté, les partis s'enhardissent, parce qu'ils ont seulement à lutter contre un gouvernement précaire, et par cela même plus facile à renverser. De là vient qu'à l'avènement de Charles II, la régence ayant été dévolue à sa mère, celle-ci, incapable de diriger par elle-même la monarchie, la livra au père Nitard, son confesseur. Philippe IV en mourant avait établi une junte composée de six personnes et qui devait aider la reine douairière dans la conduite des affaires. Nitard, créé inquisiteur général, devint à ce titre membre de la junte, et s'empara bientôt de la toute-puissance; mais il n'était pas au niveau d'une position si haute et si difficile; il eut en outre le tort de révolter les grands par son arrogance, que rendait plus insupportable sa robe de moine, qui semblait lui imposer l'humilité. Il lui fallut d'abord résister à Louis XIV, réclamant au chef de sa femme une partie des Pays-Bas, en vertu du droit de dévolution (1). Ce monarque fondit tout-à-coup sur le pays situé entre le canal et l'Escaut, il s'en empara avec une rapidité tenant du prodige, ainsi que de la Franche-Comté, dont il fit la conquête au cœur de l'hiver. Il soutenait en même temps, par des subsides, le Portugal, qui força enfin l'Espagne à conclure une paix reconnaissant son indépendance [1668]. Philippe IV avait laissé un fils naturel, don Juan d'Autriche, dont nous avons déjà parlé. Ce prince avait été exclu du conseil de régence, mesure impolitique et qui avait frappé d'impopularité le gouvernement de la reine douairière; car don Juan avait captivé la faveur de la multitude, qui plaçait en lui

(1) Ce droit, en matière d'héritage, consistait à donner la préférence au fils de la première femme, sur les fils issus d'un second mariage. Or, Marie-Thérèse, épouse de Louis XIV, était née de la première union de Philippe IV, tandis que Charles II devait le jour à la seconde épouse de son père.

tout son espoir. Le confesseur, qui voyait dans ce prince un rival dangereux, imagina de l'éloigner, en le faisant nommer gouverneur des Pays-Bas, à l'époque où cette contrée était menacée par les armes de la France. Le prince se rendit à la Corogne; mais au moment de mettre à la voile, ayant appris qu'un de ses affidés venait d'être mis à mort sans jugement, il se mit en route pour Madrid, et écrivit en chemin à la reine une lettre contre le père Nitard. Celui-ci envoya des soldats pour arrêter don Juan, dans son château de Consuegra, comme coupable d'avoir comploté le meurtre du ministre confesseur. Le prince, averti à temps, prit la fuite et se retira dans l'Aragon, où il leva une bande de sept cent hommes, à la tête desquels il marcha sur la capitale. Arrivé à Torrejon, à quelques lieues de Madrid, il trouva le nonce du pape, envoyé à sa rencontre. Mais don Juan, sans être touché par les arguments de ce médiateur, exigea impérieusement le renvoi du père Nitard. Il fallut que la régente cédât à cette demande, ou plutôt à cet ordre, car la majorité des membres du conseil était conjurée contre le confesseur, et les habitants de Madrid menaçaient de se soulever si le père Nitard n'était pas chassé sur-le-champ. Il fut contraint, non-seulement de déposer le pouvoir, mais encore de quitter l'Espagne, n'emportant avec lui que deux mille pistoles, que la reine lui fit remettre pour qu'il pût se rendre à Rome.

Le père Nitard possédait du moins la vertu du désintéressement, et il put dire avec justice que, venu pauvre en Espagne, il la quittait comme il y était entré. Il obtint ensuite, par l'influence de sa bienfaitrice, le chapeau de cardinal, mais ne remonta jamais aux affaires. Quant à don Juan, il ne voulait pas s'éloigner de son pays, et se fit nommer vice-roi d'Aragon, de la Catalogne, de Valence, des îles Baléares et de la Sardaigne. Il s'établit à Sarragosse, où il tint une cour rivale de celle de la reine. Cette princesse avait besoin d'être gouvernée, et tomba bientôt sous le joug d'un nouveau favori, don Fernando de Valenzuela. C'était un gentilhomme grenadin que sa pauvreté avait réduit à entrer en qualité de page chez le duc

de l'Infantado. A la mort de ce seigneur, se trouvant sans ressources, il se mit à écrire des comédies qui lui procurèrent quelque argent. Puis le hasard l'introduisit chez le jésuite Nitard, dont il parvint à capter la confiance. Il devint même le dépositaire de tous ses secrets. Mais voulant se glisser dans l'intimité de la reine, il épousa une des femmes de cette princesse, Allemande d'origine, et, à ce titre, jouissant d'un grand crédit sur l'esprit de sa maîtresse. Aussi quand Nitard fut chassé d'Espagne, Valenzuela, doué d'un esprit souple, de manières pleines de séductions, recueillit son héritage. En peu de temps il franchit tous les échelons de la faveur; il devint grand écuyer, fut créé marquis et grand d'Espagne de première classe, et reçut enfin le titre et les attributions de premier ministre. Une élévation si subite ne pouvait manquer de soulever l'envie; il eût fallu repousser ses attaques par une administration ferme et habile; en un mot, il devait s'efforcer de justifier sa fortune par son mérite; mais Valenzuela était plus homme d'intrigue qu'homme d'état. D'ailleurs sa vanité voulait qu'on le crût plus encore l'amant que le ministre de la reine, et il accrédita sur elle les bruits les plus désavantageux en adoptant une devise, laquelle représentait un aigle regardant le soleil, avec ces mots : *Tengo solo licencia* (moi seul j'ai la permission). Si le ministre dirigeait en maître la régente, ses ennemis s'étaient emparés de l'esprit du jeune monarque, que le favori tenait pour ainsi dire en chartre privée. Mais le jeune prince, qui venait d'atteindre sa majorité, voulut essayer de régner, quoiqu'il en fût incapable, et dans la nuit du 11 janvier 1677, il quitta furtivement le vieux palais pour se retirer au *Buen-Retiro*. Dès qu'il apprit que Charles s'était échappé, le favori jugea qu'il était perdu; il fit ses adieux à sa royale protectrice, et se réfugia à l'Escorial, où il se cacha derrière le panneau d'une boiserie dans la cellule d'un moine qui lui était dévoué. Sur ces entrefaites, don Juan d'Autriche avait saisi les rênes du gouvernement. Appelé par son neveu, son premier soin fut d'exiler la reine dans un couvent; le second de s'emparer de la

personne du favori déchu; mais ses émissaires firent des recherches infructueuses jusqu'au jour où Valenzuela, ayant été forcé de recourir au ministère du chirurgien du couvent, fut livré par cet homme. On le jeta en prison, ainsi que sa famille, et il fut déporté aux îles Philippines. Enfermé à Manille, dans le château de Saint-Philippe, il charma ses loisirs en jouant ses propres comédies. Il ne put toutefois obtenir son rappel en Espagne, et mourut au Mexique (1). Le public fondait de grandes espérances sur l'habileté du nouveau ministre; mais don Juan, placé dans les circonstances les plus difficiles, ne put les dominer, soit qu'il fût impossible de triompher des obstacles qui l'entouraient, soit qu'il fût au-dessous de la mission dont il était chargé. Quoi qu'il en soit, l'Espagne avait à résister à l'ambition active de Louis XIV; et, après des défaites successives, abandonnée de tous ses alliés, elle fut obligée d'accepter la paix. Le roi de France lui restitua les villes dont il s'était emparé dans les Pays-Bas, et donna en mariage à Charles II sa nièce, Marie-Louise, fille du duc d'Orléans. Cette union fut célébrée en 1679, quelque temps après la mort de don Juan, qui en avait négocié les conditions. Ce dernier acte avait achevé de le perdre dans l'opinion, car la multitude, toujours aveugle dans ses haines comme dans ses affections, était profondément irritée contre les Français. Don Juan avait dû plier sous l'ascendant de Louis XIV; en effet, l'Espagne n'avait que des armées aussi mal entretenues que mal commandées; et le prince, quoiqu'il fût armé du pouvoir le plus étendu, était peut-être impuissant à réformer les vices d'une administration où la corruption avait tout desséché. D'un autre côté, les embarras de sa position s'accroissaient chaque jour; il était en butte aux attaques des partisans de la reine-mère, et de l'autre aux sourdes manœuvres de quelques ambitieux qui détachaient de lui de jour en jour son neveu. Entouré d'embûches, et n'ayant devant les yeux que l'avenir le plus sinistre, don Juan succomba aux inquiétudes qui le dévorèrent, après avoir

tenu deux ans les rênes de l'État (17 septembre 1679).

Dès qu'il eut fermé les yeux, la reine-mère revint à la cour; mais son influence fut bientôt étouffée par trois personnages qui s'emparèrent de l'esprit et des volontés du jeune monarque. L'un était son confesseur, l'autre la duchesse de Torra-Nueva, gouvernante de la jeune reine (1), et le troisième un secrétaire d'état, nommé Eguya. Ce dernier se fit donner le titre de premier ministre. Mais comme il voulait tout faire par lui-même, et diriger l'ensemble en même temps que pénétrer dans les détails, il en résulta que l'administraton tomba dans la confusion la plus étrange; les dépêches les plus importantes n'étaient jamais expédiées à temps; les affaires les plus graves demeuraient sans solution; en un mot, on eût dit qu'une sorte de léthargie avait arrêté tous les rouages du gouvernement. Mais le cri public contraignit Eguya à se donner un successeur apparent, et il indiqua le duc de Médina Céli, qui n'avait guère d'autre mérite qu'une haute naissance. Ce dernier aspira bientôt à se débarrasser de la coopération d'Eguya, et il s'entoura d'hommes reconnus capables, ou jouissant de quelque crédit à la cour. Il se mit donc à créer des juntas ou commissions chargées d'ébaucher des plans sur toutes les branches de l'administration. Une de ces juntas, celle des finances, entre autres, était composée du président de Castille, du confesseur du roi, d'un moine cordelier, d'un jésuite et d'un conseiller d'état. Ce singulier assemblage, que pouvait-il enfanter, sinon des projets bizarres ou impraticables? car rien ne rachète le défaut d'expérience pratique. Aussi les financiers dont nous parlons ruinèrent le commerce et le crédit par l'altération des monnaies, qui enchérit les denrées et amena la famine. Des tremblements de terre, des inondations, des tempêtes mirent le comble à la misère publique. Tandis que le royaume était en proie à toutes les calamités réunies, Charles luttait contre une maladie hypocon-

(1) En 1689.

(1) Cette charge porte en Espagne le nom de *Camarera Mayor*.

driaque, et subissait tour-à-tour les influences rivales de sa femme et de sa mère, qui se respectaient l'autorité. Médina Céli succomba enfin par les intrigues d'Eguya, et fut remplacé par le comte d'Oropéza, qui tenta d'opérer des réformes utiles dans le gouvernement; mais son zèle n'obtint que de médiocres résultats, tant les plaies qu'il s'agissait de guérir étaient profondes. La jeune reine mourut en 1690, et Charles se maria avec Marie de Newbourg, fille du comte palatin du Rhin (1).

Le comte de Melgar, amirante de Castille, s'empara des affaires et en exclut Oropéza. Cependant Louis XIV continuait à s'agrandir aux dépens de ses voisins. Il enleva à l'empire Strasbourg, Spire et une partie de l'évêché de ce nom, ainsi que plusieurs autres cités: il se fit céder par l'Espagne Courtrai, Dixmude, Alost et Luxembourg. Ces envahissements avaient donné naissance à la ligue d'Augsbourg; elle avait pour but de mettre un frein à l'ambition du roi de France. Louis résista glorieusement à ses adversaires, battit partout, par ses généraux, les armes espagnoles, et pénétra même jusqu'à l'Ebre. Dans les Pays-Bas, il obtint des succès non moins brillants; enfin, en 1697, la paix de Riswick termina les hostilités. Pendant cette guerre, qui dura plusieurs années, la cour de Madrid fut agitée par des révolutions. La reine-mère était morte en 1696, et le roi se trouva livré tout entier à l'ascendant de sa seconde épouse. Attaqué d'une maladie incurable, il s'acheminait vers le tombeau, tandis que les puissances étrangères, suivant d'un œil avide le dépérissement graduel de ses forces, s'occupaient de partager entre eux la succession que le monarque mourant

devait ouvrir prochainement par son trépas. Charles II lui-même fit rédiger un plan de partage, par lequel il adjugeait au fils aîné de l'électeur de Bavière la couronne d'Espagne, les Indes et les Pays-Bas. Le dauphin de France devait posséder les royaumes de Naples et de Sicile, auxquels on adjoignait le Guipuscoa. L'archiduc Charles, second fils de l'empereur Léopold, entra en possession du duché de Milan. Le trépas inattendu du prince Bavaurois anéantit ce projet; d'ailleurs Léopold aspirait à la succession tout entière, et le roi de France nourrissait au fond la même pensée. Nous passerons sous silence le détail des intrigues qui se croisaient sans relâche autour du roi moribond. Parmi les ambassadeurs étrangers qui les conduisaient en chef, on remarquait le comte d'Harrach, ambassadeur autrichien, et le duc d'Harcourt, chargé de diriger la politique française. Ces deux diplomates se faisaient une guerre active; mais l'envoyé allemand luttait avec désavantage contre son rival, car il s'était brouillé avec la comtesse de Berlips, favorite de la reine, dont elle était la compatriote. D'Harcourt avait profité de cette faute pour entretenir des rapports secrets avec la souveraine, qu'il leurrait de l'espoir d'épouser le dauphin à la mort de son royal époux. Il gagna aussi le confesseur de Charles en lui montrant en perspective un chapeau de cardinal. Enfin il attira dans le parti de la France Porto-Carréro, archevêque et cardinal; acquisition importante, car ce prélat, dans une assez longue résidence à la cour de Rome, avait perfectionné ses talents naturels pour l'intrigue. Les manières insinuantes du comte d'Harcourt et la magnificence de son train plaisaient aux courtisans, excitaient l'admiration du peuple, et contribuaient encore lui à frayer la voie vers le but où il tendait. Se reconnaissant vaincu, le comte d'Harrach demanda son rappel, et fut remplacé par son fils. Charles, dont la santé était l'affaire principale, se persuada que sa maladie était causée par quelque maléfice jeté sur sa personne, et, à la persuasion de son confesseur, de Porto-Carréro, et du grand inquisiteur, il se fit exorciser. Cet expédient n'eut d'autre résultat

(1) Madame de Lafayette affirme que la reine d'Espagne mourut empoisonnée, et que ce crime fut exécuté par l'ordre du conseil. Cette dernière circonstance suffit pour nous faire rejeter l'assertion de madame de Lafayette, car on ne met pas en délibération une question de ce genre. Lonville, dans ses Mémoires secrets, attribue le poison la mort de la princesse; mais comme il fait plaquer ses soupçons, sans les fixer, sur l'Autriche, sur la reine-mère et sur le comte d'Oropéza, on ne saurait adopter une opinion qui n'est pas sûre elle-même de ce qu'elle doit croire.

que de redoubler l'abattement du malade ; il consulta alors une femme qui se disait possédée. Le diable assura que le roi était ensorcelé, et désigna plusieurs personnes comme auteurs de cet attentat. Le confesseur, pour avoir ménagé cette singulière entrevue, perdit sa place ; et Porto-Carréro, qui s'était retiré dans son diocèse, revint à la cour pour achever l'œuvre qu'il avait commencée. L'infortuné monarque ayant été, à cette époque, effrayé par une émeute qui éclata à Madrid, alla se réfugier à l'Escorial [avril 1700]. Le repos et le changement d'air parurent ranimer ses forces, mais une fantaisie superstitieuse lui causa une vive émotion qui ébranla toutes ses facultés. Il voulut visiter le caveau funèbre où reposaient ses ancêtres, et fit ouvrir le cercueil de sa mère et celui de sa seconde femme. Quand il vit les traits de sa jeune épouse qu'il avait tant aimée à peine altérés par la mort, il recula quelques pas en disant : J'irai bientôt la rejoindre dans le ciel. Il s'éloigna précipitamment, et resta convaincu que la merveilleuse conservation de sa femme était un signe infailible qu'il irait la retrouver prochainement. Cependant la reine ayant reconnu que l'hymen dont l'avait bercé la cour de France n'était qu'une chimère, rentra de nouveau dans les intérêts de l'Autriche, et employa toute son influence pour faire pencher de ce côté la volonté de son époux. Celui-ci, à l'instigation de Porto-Carréro, s'adressa au pape pour le consulter sur le choix qu'il devait faire. Le pontife répondit à sa confiance en l'exhortant à laisser sa succession au duc d'Anjou ou au duc de Berri, tous deux fils du dauphin de France. En même temps, le conseil de Castille et les grands du royaume se rencontraient dans la même opinion ; mais la reine ne perdit pas courage, et redoubla ses instances pour faire nommer l'archiduc Charles au préjudice des Bourbons. Assiégé sans relâche par des sollicitations opposées, le malheureux roi pouvait goûter à peine un instant de repos ; il cherchait partout des avis qui ne faisaient que redoubler ses incertitudes. Enfin une crise violente éclata tout-à-coup, Porto-Carréro en profita pour administrer au roi les derniers secours de la

religion, et le conjura de mettre en repos sa conscience, en repoussant les affections de son âme pour ne plus songer qu'au bonheur de ses sujets, et l'exhorta vivement à adopter l'opinion de son conseil. En effet, persuadé par les arguments de Porto-Carréro, le mourant fit dresser un testament : par cet acte, il déshérita son parent, l'archiduc Charles, pour laisser sa couronne au duc d'Anjou. Quand il eut signé, Charles fondit en larmes, en disant : « C'est Dieu seul qui donne les » royaumes, parce qu'il en dispose souverainement ; » puis il ajouta : « Déjà je ne » suis plus rien. » Il rendit le dernier soupir le 3 novembre 1700. En la personne de ce monarque s'éteignit la race des princes autrichiens qui avaient régné près de deux siècles sur l'Espagne. Nous n'ajouterons que peu de mots à l'histoire de Charles II ; il végéta sur le trône, et se montra aussi faible d'esprit que de corps. Sous l'administration de ses conseillers, le royaume tomba dans le dernier degré de misère et d'abjection. Un grand prince aurait pu seul restaurer les forces de l'empire de Charles-Quint, qui, après avoir joué naguère le premier rôle en Europe, s'était éclipé sous les successeurs efféminés de ce grand monarque. Charles II, qui vint clore cette suite déplorable de princes engourdis dans la mollesse et emprisonnés dans l'étiquette, ne fut pas même un homme, il mourut épuisé comme un vieillard, à l'âge de trente-neuf ans. On sait seulement qu'il a vécu, parce que le hasard l'avait fait roi (1).

PHILIPPE V.

(DE 1700 A 1746.)

Malgré les intrigues et l'appui de la reine, femme de Charles II, la cour d'Autriche ignorait le contenu du fameux testament dont la cour de France avait reçu une copie par les soins de Porto-Carréro. L'envoyé allemand

(1) Consulter sur cette époque les Mémoires du marquis de Saint-Philippe ; l'Espagne sous la maison de Bourbon, par W. Coxe ; les Mémoires de Tessé, de Saint-Simon, etc.

attendait donc avec une vive anxiété qu'on lui donnât connaissance de cet acte. A la nouvelle que le roi venait d'expirer, il s'était rendu au palais, et se trouvait au milieu d'une foule de ministres étrangers et d'Espagnols qui attendaient pour apprendre quel allait être le sort de la monarchie. Tout-à-coup les battants s'ouvrent, et le duc d'Arbrantès paraît; il va droit au comte de Harrach, l'embrasse avec effusion, et lui dit : « Monsieur, c'est avec le plus grand plaisir » et avec la plus grande satisfaction que je » prends pour la vie congé de l'illustre mai- » son d'Autriche. » La chute inattendue de son discours frappa d'un si grand étonnement l'ambassadeur qu'il fut prêt à perdre contenance; néanmoins il domina son émotion, et demeura pour prendre connaissance des clauses du testament. Ainsi des incidents comiques se mêlent souvent aux affaires les plus sérieuses, comme si la loi des contrastes devait se glisser dans toutes nos actions. Les dernières volontés de Charles II étaient distribuées en trente-neuf articles. Par l'un de ces articles, il appelait à l'héritage de toute la monarchie espagnole Philippe, duc d'Anjou, second fils du dauphin de France, et, à son défaut, l'archiduc Charles, un des fils de l'empereur Léopold; enfin venait en troisième ligne le duc de Savoie. Le testateur confiait aussi l'administration provisoire du royaume à une junte présidée par la reine, et composée de Porto Carréro, du grand inquisiteur, des présidents des conseils de Castille et d'Aragon, et des comtes de Bénavente et de Prigiliana. Cette junte s'empressa d'écrire à Louis XIV, qui accepta le testament au nom de son petit-fils. Ce dernier avait alors dix-sept ans, et ne s'était jamais fait remarquer jusqu'alors que par une douceur de caractère qui semblait exclure toute volonté forte. Son gouverneur, le duc de Beauvilliers, l'avait plié dès ses jeunes années à une obéissance aveugle et presque servile envers Louis XIV. Un pareil système d'éducation préparait assez mal le duc d'Anjou aux nouveaux devoirs qui lui étaient imposés; désormais il lui fallait non plus obéir, mais commander. Il partit emportant des règles de conduite tracées par son aïeul qui l'entoura

en outre de trois hommes chargés de guider son inexpérience. Ces trois hommes étaient le duc d'Harcourt, le marquis de Louvillier et le comte d'Ayen (1). Philippe arriva à Madrid le 18 février 1701, et son premier soin fut d'éloigner la reine douairière, qui se retira à Tolède. Partout sur son passage il avait été accueilli par les acclamations de ses nouveaux sujets, et il fut reconnu presque immédiatement par la cour de Rome, l'Angleterre, le Portugal, le Danemark, la république de Hollande et l'électeur de Bavière. L'empereur persista seul à refuser son assentiment à l'élévation du nouveau roi. Cependant l'Angleterre et la Hollande ne tardèrent pas à se joindre à l'Allemagne, et conclurent le traité de la grande alliance. Elles craignaient que Louis XIV, accru des forces de l'Espagne, ne rompît l'équilibre entre tous les États européens. La Hollande redoutait surtout que Louis ne se fit céder les Pays-Bas, seule barrière qui les défendit contre l'ambition de la France. Sur ces entrefaites, le jeune Philippe prit pour épouse une princesse de Savoie, à peine âgée de quatorze ans (2), qui fut pour son époux une compagne aussi fidèle que courageuse. Comme le gouvernement était pour ainsi dire incarné en Espagne dans la personne du monarque, il était de la plus haute importance pour le cabinet de Versailles de s'emparer de son esprit. Or, comme on supposait avec raison que la jeune reine prendrait un grand empire sur son époux, Louis plaça près d'elle une personne entièrement dévouée à ses intérêts. Il fit choix de la princesse des Ursins, qui avait épousé en secondes noces le duc de Bracciano, de la famille des Orsini, et grand d'Espagne de la première classe. Cette dame avait vécu quelques années en Espagne avec son premier mari, le prince

(1) Le duc d'Harcourt était le même qui avait joué un rôle si brillant en Espagne comme ambassadeur; il avait été rappelé avant la mort de Charles II pour être mis à la tête d'une armée cantonnée sur les frontières de l'Espagne, et dont la destination était d'une part d'en imposer au ministère espagnol, et de l'autre d'appuyer le testament, s'il était favorable à la France.

(2) Elle s'appelait Marie-Louise-Gabrielle.

de Chalais, qui avait été obligé de s'expatrier pour avoir pris part à un duel. Ayant long-temps habité Rome, la princesse des Ursins avait achevé de se perfectionner à cette école dans l'art de manier les passions, et de les tourner au profit de sa fortune. A l'âge de cinquante-trois ans, elle était belle encore, et possédait ainsi tout ce qu'il fallait pour la place de *camerera mayor*, qui exigeait une haute naissance. Sa position convenait d'ailleurs au premier ministre *Porto-Carréro*, qui n'aurait pas voulu d'une Espagnole, et à Louis XIV, qui aurait craint de se confier à une étrangère. En effet, le roi de France gouvernait l'Espagne de son cabinet, et lui fournissait ce qui lui manquait, des hommes pour restaurer ou plutôt pour recréer la machine administrative, et de l'argent pour fournir aux besoins les plus urgents. C'est ainsi qu'il envoya *Orri*, homme obscur, mais habile, avec la mission très-épineuse d'introduire de l'ordre et de la régularité dans la perception des revenus publics, dont il n'arrivait presque rien dans les coffres du gouvernement. Les pays d'État payaient les ministres et les favoris de cour pour n'avoir presque rien à donner. Le peuple des campagnes, pressuré sans pitié par les agents du fisc, par une foule d'exacteurs subalternes, quittaient leurs travaux pour aller briguer quelque emploi dans les grandes villes, et les champs devenaient stériles faute de bras pour les cultiver. Le pouvoir s'était vu contraint de mettre en vente les titres, les dignités, et jusqu'à des vice-royautés; en un mot, les déprédations de tout genre étaient poussées si loin, que le trésor était presque toujours à sec, et que le vaste empire de Charles-Quint et de Philippe II pouvait à peine entretenir vingt mille hommes, tandis que toutes les forces maritimes du royaume se réduisaient à treize galères. Dans les arsenaux, on ne trouvait ni des bois de construction, ni des armes dans les villes de guerre: les magasins étaient vides; enfin, pour couronner ce tableau, nous dirons qu'il n'y avait à Naples que six compagnies pour retenir cette contrée dans l'obéissance. La Sicile était gardée par cinq cents hommes; le Milanais par six mille, et

huit mille soldats étaient disséminés dans les Pays-Bas. Le roi n'avait pas lui-même assez d'argent pour entretenir ses gardes. La plupart étaient des artisans qui retournaient à leur profession quand ils avaient déposé leur mousquet: aussi le roi Charles II n'osait sortir faute d'escorte; et s'il lui arrivait de s'échapper de son palais pour aller faire une promenade, il était exposé aux insultes de la populace, qui offensait ses oreilles par les propos les plus insolents et les plus cyniques. A Madrid, toutes les classes étant armées, des rixes et des assassinats avaient lieu journellement, et n'étaient jamais réprimés par l'autorité. Bref, il n'existait d'autre police que celle de l'inquisition. La multitude, toujours oisive, était par cela même séditieuse, et si le pain renchérisait, elle témoignait son mécontentement par des émeutes, qui ne respectaient pas même la majesté royale. Telle était l'Espagne quand Philippe V en prit possession. Il fallait pourvoir à toutes les nécessités, contenir toutes les ambitions, et répondre à des espérances exagérées. Une pareille tâche était au-dessus des forces de Philippe, et peut-être même de tout autre prince doué des plus hautes qualités. Heureusement que le caractère de la nation vint au secours du jeune monarque; elle sut le défendre quand il fut attaqué, et supporta tous les genres de privations avec une patience née de son indolence naturelle.

La guerre était déjà commencée en Italie, et Philippe, afin de la soutenir, ouvrit les Cortès à Barcelonne; mais cette assemblée lui adressa des réclamations au lieu d'argent, car les sommes qu'il obtint furent loin de répondre à son attente et à ses besoins (1701). Le jeune roi partit ensuite pour Naples, où sa présence fit échouer un plan d'insurrection générale concertée avec le prince Eugène, qui commandait les armées impériales, à la tête desquelles il avait obtenu, peu de temps auparavant, des succès importants sur les maréchaux de Catinat et de Villeroi; ce dernier, surpris dans Crémone, était tombé entre les mains du prince de Savoie⁽¹⁾. A cette époque le duc de Vendôme ayant été

(1) Le prince Eugène.

mis à la tête de l'armée française, gagna, contre son adversaire, la sanglante bataille de Luzara; Philippe était présent à cette action, il se montra digne du sang dont il sortait; mais son courage n'avait pas d'élan; s'il ne fuyait pas le danger, il ne courait pas au-devant, il ne possédait en un mot qu'une bravoure toute passive. Tandis que le monarque espagnol, guidé par Vendôme, triomphait en Italie, les Anglais, qui, après avoir reconnu le petit-fils de Louis XIV, s'étaient jetés dans le parti de l'archiduc Charles, son compétiteur, vinrent, assistés des Hollandais, débarquer à Rota près de Cadix. Sur la foi de rapports mensongers, ils s'imaginaient que les habitants les recevraient à bras ouverts; ils s'avancèrent dans l'intérieur du pays, et sommèrent plusieurs gouverneurs de leur ouvrir les portes des villes où ils commandaient. Mais ceux-ci ne répondirent que par des refus insultants, ou par un silence dédaigneux. Les alliés regagnèrent leurs vaisseaux, ne remportant que la honte des excès dont ils s'étaient rendus coupables, car à Sainte-Marie ils avaient incendié les maisons et profané les églises; mais en quittant les côtes d'Espagne ils détruisirent les galions venant du Mexique et dispersèrent les vaisseaux espagnols et français qui leur servaient d'escorte. Le butin qui revint aux vainqueurs s'éleva à plus de douze millions. A ce désastre, se joignit la défection de l'amirante de Castille, il se réfugia en Portugal. Entraîné par ses sollicitations, l'empereur prit la résolution d'envoyer son fils en Espagne. L'amirante sut persuader encore au monarque portugais de désertir la cause de Philippe, pour se joindre à ses ennemis; il lui promit en échange la cession de plusieurs villes espagnoles, et détermina l'archiduc à sanctionner cette honteuse convention.

Cependant le ministère, depuis l'avènement de Philippe, était dirigé par Porto-Carréro et don Manuel Arias, président du conseil de Castille; mais le premier s'était saisi de toute l'autorité. Quand le roi fut de retour de son voyage d'Italie, le cardinal, voyant son crédit baisser, prit le parti de se retirer volontairement, et son col-

lègue Arias, qui s'était fait prêtre et archevêque de Tolède, reçut l'invitation de retourner dans son diocèse. La princesse des Ursins s'empara de la direction des affaires et gouverna sous le nom des ministres qu'elle fit nommer; mais s'étant mise en hostilité avec les agents de Louis XIV, elle fut renvoyée d'Espagne, puis, bientôt après, réintégré dans sa place et dans son crédit [1703]. Il serait trop long de raconter les intrigues qui enveloppaient le jeune monarque placé entre une jeune femme qu'il chérissait, entre les exigences du cabinet de Versailles et les insinuations de son confesseur, le jésuite Daubenton, qui tentait secrètement d'ébranler le pouvoir de madame des Ursins. Mais toutes ces misérables tracasseries disparurent bientôt devant les nouveaux périls qui assaillirent Philippe. L'archiduc aborda en Portugal, amenant avec lui un corps de douze mille hommes anglais et hollandais. Le duc de Berwick, chargé par Louis XIV de commander les troupes de son petit-fils, pénétra jusqu'aux portes de Lisbonne, mais la faute d'un de ses lieutenants le contraignit d'opérer sa retraite. Il était d'ailleurs sans cesse paralysé par l'ineptie et la mauvaise volonté des ministres, à Madrid, qui réussirent à le faire rappeler [1704]. Des hostilités plus sérieuses avaient lieu à la même époque sur un autre point : une flotte anglaise fit une vaine tentative sur Barcelone; mais, en passant près de Gibraltar, elle eut le bonheur de surprendre cette place où se trouvait alors, pour toute garnison, quatre-vingts soldats. Cette conquête est restée depuis entre les mains de l'Angleterre, qui s'est implantée, par cet heureux coup de main, sur le sol espagnol, sans qu'il ait été possible de l'en déloger. Sur ces entrefaites, l'archiduc Charles quitta Lisbonne, et, à l'instigation du prince de Darmstadt, qui avait été longtemps attaché au service d'Espagne, il débarqua dans la Catalogne. Les habitants de cette province soupiraient après le retour de leurs anciennes libertés, dont ils avaient été dépouillés en grande partie; cependant on n'en vit aucun se réunir à l'archiduc. Ce prince avait été joint par un corps de quinze mille Anglais, ayant pour chef le comte de

Péterbourg, homme qui, doué de qualités héroïques, ne réussit cependant qu'à paraître singulier. Il entreprit de se rendre maître de Barcelone, quoiqu'il eût seulement à sa disposition des forces peu nombreuses; mais une ruse adroite servit si bien son audace, qu'il s'empara d'une cité défendue par d'imposantes fortifications et une garnison nombreuse et aguerrie. Ayant feint de se rembarquer, il revint la nuit même, et escalada, à la pointe du jour, la forteresse de Montjoui, qui entraîna la reddition de la place [1706]. L'archiduc entra en pompe dans Barcelone, et s'y fit proclamer roi sous le nom de Charles III. La plus grande partie de la Catalogne, les royaumes de Valence et de Murcie, puis l'Arragon, se déclarèrent en faveur du prince autrichien [1705]. Philippe parut devant Barcelone à la tête de vingt mille hommes, tandis qu'une flotte française bloquait le port de cette ville. Le maréchal de Tessé commandait sous lui; mais, au lieu de brusquer les opérations du siège, il les conduisit mollement, et l'archiduc, qui, renfermé dans la place, était sur le point de tomber entre les mains de son rival, fut sauvé par une flotte anglaise. A l'aspect du pavillon de la Grande-Bretagne, les vaisseaux français s'éloignèrent sans combattre. Philippe, assailli à son tour, se retira précipitamment, après avoir abandonné ses bagages et son artillerie. Il fut même réduit à franchir les frontières d'Espagne pour se réfugier à Perpignan, puis il rentra dans la Navarre, où il fut bien accueilli par les habitants. Sur les frontières du Portugal les armes de Philippe n'avaient pas été plus heureuses, et la cour se retira à Burgos; tandis que le général anglais, comte de Galway, et les troupes portugaises, commandées par Das Minas, prirent possession de Madrid. L'archiduc fut proclamé dans la capitale; mais l'attitude des habitants montra que ce n'était pas le prince de leur choix. Aucune acclamation ne se fit entendre, et si quelques nobles mécontents consentirent à former un nouveau ministère, la majeure partie des grands et des gentilshommes avaient quitté la capitale ou se refusèrent de prendre du service pour l'archiduc. Cependant la Cas-

tille entière courait aux armes, l'Estramadure levait et équipait douze mille soldats, et les citoyens de Salamanque, à peine délivrés de la présence des troupes ennemies, formaient un corps de volontaires. Ceux que l'âge ou les infirmités retenaient dans leurs foyers se taxaient eux-mêmes pour contribuer, par leur argent, à soutenir la guerre contre le prince allemand. Tolède, entre toutes les villes considérables de l'Espagne, fut la seule qui arbora les couleurs du rival de Philippe, mais ce fut à l'instigation de la reine douairière et du cardinal Porto-Carréro. Ce dernier, éloigné du pouvoir, brûlait de le ressaisir, et n'hésita pas, après avoir pour ainsi dire donné le trône au petit-fils de Louis XIV, de se déclarer contre lui. Cependant les troupes portugaises, maîtresses de Madrid, diminuaient à vue d'œil, en butte à un genre de péril qui mit hors de combat plus de dix mille hommes. En effet, les courtisanes de Madrid, voulant témoigner leur attachement à la cause du monarque français, allèrent se mêler dans les rangs des Portugais, auxquels elles prodiguèrent des caresses si meurtrières, que plus de dix mille d'entre eux encombrèrent les hôpitaux.

Chassé de sa capitale, et dépouillé de ses plus belles provinces, Philippe ne perdit point courage; l'adversité lui donna des vertus héroïques qui l'élevèrent au niveau de sa position; il refusa noblement de se réfugier en France ou de se rendre au Mexique pour y transporter le siège de sa domination; il protesta publiquement qu'il mourrait à la tête de ses fidèles Espagnols, et cette fermeté lui fit trouver des soldats, quoiqu'il ne pût les payer. Tandis que ses adversaires demeuraient à Madrid dans l'inaction, le duc de Berwick, qui avait été renvoyé en Espagne, reprenait l'offensive; bientôt l'ennemi, enveloppé de tous côtés, fut contraint d'abandonner Madrid en toute hâte, et de se réfugier dans la province de Murcie. Bientôt après [25 avril 1707] Berwick remporta une célèbre victoire dans les plaines d'Almanza, qui dispersa les forces ennemies; le royaume de Valence fut conquis par le vainqueur, tandis que le duc d'Orléans, neveu de Louis XIV, s'emparait de l'Aragon.

Ces deux provinces furent punies par l'abolition de leurs privilèges. Toutefois les succès de Philippe, en Espagne, furent balancés par des revers au dehors ; le royaume de Naples se donna à l'empereur Léopold, et la Sardaigne aux Anglais ; les Maures reprirent en Afrique la ville d'Oran [1708, 1709]. D'un autre côté les armées de Louis XIV avaient éprouvé de sanglantes défaites, et ce grand prince se vit contraint de recourir aux négociations, pour diviser ses adversaires, auxquels il se sentait hors d'état de résister. Il rappela [1710] toutes ses troupes de l'Espagne, et abandonna son petit-fils à ses propres forces. Celui-ci s'étant mis à la tête d'une armée rassemblée en Catalogne, est battu par le comte de Stahremberg, et sa capitale tombe une seconde fois entre les mains de l'archiduc Charles, qui fait son entrée dans la ville, où il est accueilli, comme l'avaient été la première fois ses généraux, par un silence menaçant. Il n'y resta qu'un mois, durant lequel il n'éprouva que des mortifications de la part de la multitude et des refus de servir sa cause, que ne purent vaincre ses menaces et ses promesses. C'est ainsi qu'un vieillard, le marquis de Mansera, répondit à ses instances : « Je n'ai » qu'un Dieu et un roi, auquel j'ai juré fidélité, et je ne manquerai pas à mon serment pour le peu de temps qui me reste » à vivre. » Philippe, au contraire, recevait de tous côtés des protestations et des preuves d'attachement. Cependant le duc de Vendôme, envoyé par Louis XIV, accourait au secours de la monarchie espagnole. Il rassembla les forces du jeune monarque, dispersées dans plusieurs provinces ; des milliers de volontaires vinrent se ranger sous ses drapeaux, et il se trouva à la tête d'une armée de vingt-cinq mille hommes, armés et équipés dans l'espace de cinquante jours. Il avance alors et s'empare d'Almaraz sur le Tage, et force ses adversaires de sortir de Madrid, où Philippe rentra au milieu d'acclamations universelles. Après avoir savouré trois jours les témoignages de l'affection populaire, le jeune roi alla se joindre à Vendôme, qui triompha du général anglais, Stanhope, à Brihuega : ce général fut fait pri-

sonnier, et Stahremberg, qui marchait à son secours, fut mis en déroute à Villa-Viciosa. Après une lutte acharnée, Philippe entra victorieux dans Saragosse ; mais ce qui, bien plus que les victoires qu'il venait de remporter, affermit le jeune roi sur son trône, fut la mort de l'empereur Joseph I, qui laissait la couronne à son frère l'archiduc Charles ; en même temps une révolution éclatait en Angleterre par la disgrâce de la duchesse de Marlboroug, favorite de la reine Anne. Les torys revinrent aux affaires et se hâtèrent d'entamer des négociations avec la France et l'Espagne ; un congrès s'ouvrit à Utrecht, où les plénipotentiaires de toutes les puissances coalisées signèrent une paix générale, à l'exception de l'archiduc Charles, devenu empereur, qui refusa d'abandonner ses droits à la couronne d'Espagne. Philippe fut reconnu roi d'Espagne et des Indes ; mais il perdit la Sicile, donnée en partage, avec le titre de roi, au duc de Savoie. Milan, Naples, la Sardaigne et les Pays-Bas devaient être cédés à l'empereur, et les Anglais devenaient à leur tour possesseurs de Gibraltar et de Minorque. Ainsi se termina, après une lutte de treize années, la guerre de la succession ; le petit-fils de Louis XIV ne put recueillir, il est vrai, tous les États de Charles-Quint ; néanmoins, comme il conserva l'intégrité de la péninsule ibérique, on ne saurait lui reprocher des concessions qui étaient peut-être plus avantageuses que nuisibles à l'Espagne. En effet, les possessions de la monarchie situées dans plusieurs parties de l'Europe étaient à la merci des événements, et devenaient presque toujours la proie de l'ennemi aux premières hostilités qui éclataient. Le temps n'était plus où les armes espagnoles faisaient trembler toutes les puissances ; il valait donc mieux que Philippe abandonnât ce qu'il ne pouvait défendre.

Ainsi l'Italie, la Sicile et les Pays-Bas restèrent entre les mains de son rival, dont l'insatiable ambition aspirait encore, après avoir ceint la couronne impériale, à étendre sa domination sur tous les autres États, possédés jadis par Charles-Quint ; et cependant les Espagnols, par le sacrifice de leur vie et de leurs biens, avaient signalé hautement

leur profonde aversion pour le prince autrichien, et leur attachement passionné pour Philippe V. S'imposer par la force à une nation qui vous repousse est une entreprise non moins odieuse qu'inexécutable; Charles eut dû s'en convaincre lorsque il occupa un instant la plus grande partie de l'Espagne: installé à Madrid, dans le palais des rois, il put à peine trouver des ministres. Obligé de fuir, après une courte occupation, il perdit toutes ses conquêtes, et ne fut jamais qu'un prétendant qui voulait être roi malgré la volonté des peuples, le vœu du clergé et celui des soldats: il n'eut d'autres soutiens que les Catalans, demeurés fidèles à sa fortune, en dépit des revers qui l'avaient abattu. Philippe, resté maître du royaume, voulut soumettre la Catalogne, qui résolut de se défendre contre toutes les forces de l'Espagne. Abandonnés par les Anglais, qui les avaient soulevés contre le petit-fils de Louis XIV, délaissés par l'archiduc, devenu empereur, qui rappela ses troupes, le courage des habitants s'accrut avec le danger. Tous sont soldats, ils équiperent une flotte, et forment une armée dont ils confièrent le commandement à un officier-général, nommé Villaröel. Mais les troupes de Philippe inondent la province; toutes les villes tombent en leur pouvoir, et elles arrivent sous les murs de Barcelonne. C'est dans cette capitale que se concentre le foyer de la révolte; là se sont réfugiés les chefs de l'insurrection et leurs partisans les plus exaltés. Maîtres absolus dans la ville, les meneurs instituent un tribunal appelé *Conseil de conscience*, et dont tous les membres appartenaient au clergé; ceux-ci jugent sans appel, et leurs arrêts sont exécutés sur-le-champ par trois cents hommes, qui reçoivent le surnom de *matadores*, ou tueurs. Ces bourreaux volontaires allaient arracher les prêtres à l'autel, les citoyens à leurs foyers, pour les traîner à l'échafaud. Il suffisait, pour être voué au trépas, d'être accusé par un ennemi d'avoir parlé de capitulation. Sur ces entrefaites, le duc de Berwick accourut à la tête de vingt mille Français, et dirigea les opérations du siège. Quoique sans espoir d'être secourus, les habitants de Barcelonne firent une défense dé-

sespérée; on barricada les rues, on crénela les maisons, et tout ce qui ne pouvait pas prendre part à la défense de la ville fut envoyé dans l'île de Majorque; enfin, l'évêque, son clergé et tous les moines prirent le mousquet. Les temples retentirent chaque jour de prières invoquant l'assistance de la Divinité, et l'on déposa sur le maître-autel de la cathédrale une dépêche du ministère anglais, promettant d'employer tous ses efforts pour le maintien de la constitution catalane. La tranchée fut ouverte le 12 juillet par des ingénieurs français, et le canon fit plusieurs brèches. Avant de lancer ses troupes à l'assaut, Berwick essaya de fléchir le courage des assiégés, qui repoussèrent toutes ses tentatives d'accommodement. Alors le signal du combat fut donné, une lutte effroyable commença; mais le nombre dut l'emporter, et les colonnes françaises et espagnoles pénétrèrent dans la ville, où il leur fallut recommencer des combats encore plus meurtriers. On renversa les barricades, on combla les fossés, et les vainqueurs pénétrèrent jusqu'à la grande place, où le carnage redoubla encore, loin de s'arrêter. Privés de leur chef, Villaröel, blessé grièvement, les habitants continuèrent à se battre dans tous les quartiers de la ville: la lutte se prolongea durant toute la nuit; chaque rue, chaque maison étaient le théâtre de scènes sanglantes qu'il faut renoncer à peindre, car elles dépasseraient tout ce que l'imagination peut inventer. Enfin, à la pointe du jour, quelques députés se présentèrent de la part du peuple, réclamant un pardon général et la conservation des immunités: le maréchal leur accorda un délai de six heures, passé lequel il livrerait la ville aux flammes et passerait toute la population au fil de l'épée. Il fit mettre le feu à quelques maisons. Menacés de périr par le fer et par la flamme, les assiégés consentirent à se rendre et livrèrent la forteresse de Montjoui. Les chefs, au nombre de vingt, furent condamnés à une détention perpétuelle, et les habitants obtinrent une amnistie. L'évêque d'Albarracín et deux cents ecclésiastiques allèrent expier leur révolte en Italie. Mais Barcelonne vit ses étendards brûlés en place publique, et ses

privileges abolis (1). Les îles Majorque, Ivica et Formentera rentrent bientôt dans l'obéissance.

Après la soumission de la Catalogne, il ne restait plus à Philippe qu'à s'occuper d'une tâche plus difficile encore, celle de mettre fin aux désordres de l'administration intérieure de ses États. Mais un nouveau malheur vint l'assaillir : la reine son épouse mourut à vingt-six ans. La nation pleura sa perte prématurée; Louise de Savoie avait conquis par ses qualités aimables l'attachement des Espagnols.

Quant au monarque, sa douleur fut aussi vive que sincère ; il aimait avec passion sa jeune compagne, à laquelle il devait peut-être la conservation de son trône ; car rien n'égalait le courage et l'activité que la reine déploya dans les circonstances les plus difficiles ; non-seulement elle soutint par ses conseils la fermeté du roi, mais elle l'aidera de tout son pouvoir en lui fournissant des fonds et en lui créant des soldats par la séduction de ses manières et les ressources de son esprit. Incapable, dans les premiers jours de son veuvage, de tenir les rênes du gouvernement, Philippe les abandonna aux mains du cardinal del Giudice, qui venait d'être élevé au poste de grand inquisiteur, et il se retira au palais du duc de Médina Céli, emmenant seulement avec lui, pour partager sa solitude, la princesse des Ursins, qui venait d'être nommée gouvernante du prince des Asturies (2). Celle-ci profita sur-le-champ de son empire sur l'esprit du roi pour s'emparer du pouvoir, en le confiant à des hommes de son choix ; le cardinal-ministre fut renvoyé, et le conseil de Castille reçut une nouvelle organisation ; enfin le département des finances fut mis de nouveau entre les mains d'Orri, auquel on donna pour adjoint le comte de Bergueik : Orri cependant resta le maître et put ainsi exécuter les améliorations qu'il méditait. Nous les résumerons en quelques mots. Il divisa l'Espagne en vingt-une

provinces, affermées chacune à une seule personne, chargée d'avancer à l'État le produit des impôts. Il appliqua le même principe aux douanes, ce qui mit un terme à la multiplication indéfinie d'une foule d'agents, qui, en absorbant pour leurs gages une partie des impôts, les rendaient encore plus lourds par les vexations qu'ils faisaient subir aux contribuables ; bref, les mesures imaginées par Orri avaient été conçues et appliquées avec une telle prévoyance, qu'une ère nouvelle commença pour le pays : tout marcha dès lors sans retard et sans embarras. Pour accomplir ses projets dans toute leur étendue, Orri voulut tenter de mettre des bornes aux privilèges du clergé, et son zèle alla même jusqu'à s'attaquer à l'inquisition. Confiant dans l'appui du confesseur du roi, le jésuite Robinet, et dans le zèle intrépide de don Melchior de Macanaz, fiscal près le conseil de Castille, il chargea ce dernier de remettre au roi un mémoire où l'on exposait les abus auxquels donnaient lieu les immunités ecclésiastiques. L'inquisition ayant eu connaissance de ce mémoire, le dénonça, par un arrêt affiché dans tout le royaume, comme contenant des propositions hérétiques. Le roi, irrité de cette audace, nomma inquisiteurs, par intérim, Robinet et le frère de Macanaz, et voulut contraindre le cardinal del Giudice de résigner sa dignité de grand inquisiteur. Mais le pape intervint, et le conseil de Castille n'ayant osé approuver qu'en partie les principes émis dans le mémoire attaqué, Philippe fut obligé de plier devant la puissance du saint office ; il déroba cependant à la colère du tribunal son confesseur et le frère de Macanaz. Philippe essaya encore, à la même époque, de changer l'ordre de la succession au trône, en introduisant une sorte de loi salique, en vertu de laquelle ses descendants mâles devaient l'emporter même sur les filles du prince régnant. Cette innovation, quoique sanctionnée par les cortès, fut mal accueillie par l'opinion publique, car c'était par les femmes que plusieurs provinces avaient été réunies à la Castille.

Cependant la princesse des Ursins ne put empêcher Philippe de songer à une seconde

(1) Mémoires de Berwick, t. II, p. 174 et suiv. Voy. aussi les Mémoires du marquis de Saint-Philippe.

(2) Louise de Savoie avait donné à Philippe deux enfants mâles, Louis et Ferdinand.

union ; on assure qu'elle aspirait à partager le trône et la couche du monarque ; mais elle désespéra promptement de vaincre les obstacles qui s'opposaient à une telle ambition ; le premier, et peut-être le plus puissant, était son âge, quoique une taille encore souple et élégante, jointe à une mise recherchée, lui donnassent encore les apparences de la jeunesse : toutefois la malice de ses ennemis, parmi lesquels s'était rangé le confesseur, ne perdait jamais l'occasion de rappeler ce qu'elle voulait cacher. Elle résolut donc de marier le roi à quelque princesse qui serait entre ses mains un instrument docile, et laissa tomber son choix sur Élisabeth Farnèse, fille du dernier duc de Parme, à l'instigation d'Albéroni, envoyé de cette cour. Cet abbé, destitué de naissance et de fortune, s'était introduit auprès du duc de Vendôme par ses bouffonneries, et, grâce à la protection du prince, il s'était glissé dans le corps diplomatique de sa petite cour. Il avait accompagné à Madrid l'ambassadeur de Parme, marquis de Casali ; l'un possédait le titre de l'emploi, l'autre, les fonctions. S'entretenant un jour avec la favorite, des épouses qui conviendraient au monarque, il lui nomma Élisabeth Farnèse, et la peignit comme une jeune fille élevée dans l'isolement et n'ayant jamais connu d'autres occupations que celles de prier et de travailler à l'aiguille. Cette insinuation d'Albéroni resta gravée dans la mémoire de la princesse des Ursins, qui, ne pouvant plus calmer l'impatience toujours plus vive de Philippe, commença à ouvrir des négociations avec le duc de Parme. Quand tous les préliminaires furent terminés, le comte de Chalais, neveu de madame des Ursins, alla demander le consentement de Louis XIV, qui connut seulement alors que son petit-fils allait contracter un nouvel hymen ; mais quelques jours avant sa célébration, la favorite apprit avec autant de surprise que d'indignation qu'elle avait été jouée par Albéroni, et elle se décida à détruire sur-le-champ l'œuvre de ses propres mains. Un courrier vola en toute hâte en Italie, mais il arriva aux portes de Parme le jour même de la cérémonie nuptiale ; on le retint, et quand il remit ses dépêches le mariage était con-

sommé par procuration. La nouvelle reine se mit aussitôt en chemin ; en traversant la France, à Pampelune, elle trouva Albéroni, qui, nommé comte et ministre de Parme, venait à sa rencontre : Philippe, de son côté, quitta Madrid pour se rendre à la Guadalajara, où l'entrevue et le mariage devaient avoir lieu. Il était accompagné de la princesse des Ursins, qui, redevenue *camerera mayor* de la nouvelle souveraine, prit les devants, et atteignit la reine au petit village de Jadraque. Accueillie d'abord avec bienveillance, elle suivit la princesse dans son appartement, où elles restèrent seules ; tout-à-coup la reine éclata en reproches contre madame des Ursins, et ordonna à l'officier de ses gardes d'arrêter la *camerera mayor*. Comme ce dernier semblait hésiter, Élisabeth écrivit l'ordre sur son genou, et madame des Ursins n'ayant avec elle qu'une de ses femmes, fut jetée dans un carrosse et conduite tout d'une traite aux frontières du royaume. On était alors au milieu de l'hiver, la favorite disgraciée passa la première nuit de son voyage en habit de cour et n'ayant pas même un manteau pour se défendre contre le froid. A Saint-Jean-de-Luz on la mit en liberté ; elle reçut en même temps une missive du roi, contenant la promesse de lui conserver ses pensions. Ainsi se termina par une catastrophe inattendue le rôle de la princesse des Ursins ; il paraît que son renvoi avait été concerté avec Philippe, qui, n'osant la congédier lui-même, chargea sa nouvelle épouse de ce soin (1). Celle-ci s'acquitta avec plaisir de la commission ; elle l'exécuta avec toute la hauteur et la violence de son caractère. Quant à la favorite déçue, elle demeura en France jusqu'à la mort de Louis XIV, et finit par se réfugier à Rome, où elle s'impatronisa dans la maison du prétendant au trône d'Angleterre, fils de Jac-

(1) La lettre qu'il adressa à la reine, à cette occasion, se termine ainsi : « Au moins prenez bien garde à ne pas manquer votre coup, tout d'abord, car si elle vous voit seulement deux heures, elle vous enchaînera et nous empêchera de cohabiter ensemble (nous substituons ce mot à un autre plus familier et plus énergique) comme avec la toute-reine. »

The first part of the document
 describes the general situation
 of the country at the time
 of the discovery of the
 gold. It mentions the
 various tribes and the
 different settlements
 which had been founded
 in the region. The
 author also speaks of the
 various expeditions
 which had been sent
 to explore the country
 and to search for gold.
 The second part of the
 document describes the
 discovery of the gold
 and the subsequent
 events which led to the
 establishment of the
 mining settlements.
 The author also speaks
 of the various
 difficulties which
 were encountered
 during the early
 years of the mining
 operations.

The third part of the
 document describes the
 progress of the mining
 operations and the
 various improvements
 which were made in
 the methods of mining.
 The author also speaks
 of the various
 discoveries which
 were made during
 the course of the
 mining operations.
 The fourth part of
 the document describes
 the various
 difficulties which
 were encountered
 during the early
 years of the mining
 operations.

The fifth part of the
 document describes the
 various
 difficulties which
 were encountered
 during the early
 years of the mining
 operations.

The sixth part of the
 document describes the
 various
 difficulties which
 were encountered
 during the early
 years of the mining
 operations.

The seventh part of the
 document describes the
 various
 difficulties which
 were encountered
 during the early
 years of the mining
 operations.

The eighth part of the
 document describes the
 various
 difficulties which
 were encountered
 during the early
 years of the mining
 operations.

The ninth part of the
 document describes the
 various
 difficulties which
 were encountered
 during the early
 years of the mining
 operations.

The tenth part of the
 document describes the
 various
 difficulties which
 were encountered
 during the early
 years of the mining
 operations.

The eleventh part of the
 document describes the
 various
 difficulties which
 were encountered
 during the early
 years of the mining
 operations.

The twelfth part of the
 document describes the
 various
 difficulties which
 were encountered
 during the early
 years of the mining
 operations.



Léonce, J. Huillier sculpt.

CATHÉDRALE DE SÉVILLE

ESPAGNE

Paris, Imp. de L'agay, r. de la Harporie 1.

ques II. Elle y vécut comme par le passé, au milieu des intrigues d'un simulacre de cour, et mourut en 1722. Sa disgrâce entraîna la chute de toutes ses créatures; Orri fut renvoyé, et ceux qui le remplacèrent ne tardèrent pas à détruire les heureuses réformes qu'il avait introduites dans plusieurs branches de l'administration. Le confesseur Robinet perdit aussi son emploi; tout, en un mot, changea de face, à la grande satisfaction des Espagnols, qui voyaient avec jalousie que des étrangers prissent part au gouvernement.

La reine, aidée du pouvoir irrésistible que lui donnait sa jeunesse, prit bientôt sur Philippe un empire absolu, qu'elle conserva tant que vécut son époux. Le roi avait reçu de la nature un penchant à la mélancolie qui dégénéra même en hypocondrie. Elle en profita pour le tenir dans une espèce de séquestration, qu'elle sut rendre agréable pour son mari, par les charmes et la souplesse de son esprit. Elle semblait d'ailleurs partager tous ses goûts, et le suivait même à la chasse, malgré les fatigues de cet amusement, qui plaisait surtout au monarque. Elle le flattait avec adresse, évitait de le contredire, et l'amenait à suivre ses volontés sans paraître jamais les lui imposer. Mais un de ses moyens les plus puissants, dans les occasions importantes, était de se refuser aux empressemens de Philippe, auquel une complexion ardente rendait nécessaires les plaisirs du mariage. Il faut d'ailleurs remarquer que ce prince, soit par indolence, soit par scrupule, n'eut jamais la pensée de trahir le serment conjugal, circonstance qui rendait encore plus irrésistible l'ascendant de la reine, qui le gouvernait par le caractère, par l'esprit et par les sens. Cependant Elisabeth avait besoin d'un agent dévoué, et jeta les yeux sur Albéroni. Il prit donc les rênes de l'État; dès qu'il les eut saisies, il imprima à l'Espagne une vigueur inaccoutumée. Son premier soin fut d'assurer sa fortune en se faisant décerner, par le pape Clément IX, le chapeau de cardinal [1717]. Il s'occupa ensuite d'un grand projet, celui de rendre à la monarchie le rang qu'elle avait perdu en Europe : il sut donner en peu de temps à Philippe une flotte et une

armée avec lesquelles il méditait d'arracher à l'empereur les provinces qu'il possédait en Italie par suite du traité d'Utrecht. Ce plan flattait d'ailleurs l'ambition de la reine, devenue mère d'un fils, l'infant don Carlos (1). Elle voulait lui assurer une principauté, l'État de Parme ou celui de Toscane, les princes qui les occupaient n'ayant point de postérité. Neuf mille hommes, embarqués sur douze vaisseaux, sortirent de Barcelonne et envahirent tout-à-coup la Sardaigne, qui fut conquise en un mois. Cette agression fut regardée par l'empereur comme le prélude de tentatives ultérieures contre ses possessions. En effet, une nouvelle flotte espagnole aborda peu de temps après en Sicile, dont toutes les villes ouvrirent leurs portes, à l'exception de Palerme et de Messine. Mais la France, la Grande-Bretagne, l'Autriche et la Hollande s'étaient coalisées contre l'Espagne; une flotte anglaise, sous les ordres de l'amiral Byng, détruisit entièrement la flotte espagnole dans les eaux de Syracuse. Irrité de cet échec, Albéroni imagina de réconcilier le czar de Russie, Pierre I, avec le roi de Suède, Charles XII. Ce dernier devait se mettre à la tête d'une expédition, qui débarquerait en Écosse pour rétablir sur le trône de ses ancêtres le fils de Jacques II. Mais la mort soudaine du héros suédois fit avorter le plan du ministre espagnol, dont l'infatigable activité s'occupait en même temps d'ôter en France le pouvoir à Philippe d'Orléans; celui-ci s'en était emparé, au mépris du testament de Louis XIV. Albéroni voulait restituer la régence au duc du Maine, qui aurait gouverné sous le patronage de Philippe V. L'ambassadeur à Paris, prince de Cellamare, ourdit un complot, de concert avec la duchesse du Maine et plusieurs seigneurs français : le but de ce complot était d'entever le régent et de le livrer au roi d'Espagne. Mais la conspiration fut découverte; on arrêta le prince de Cellamare ainsi que tous ses complices (2). La France déclara

(1) Ce prince naquit en 1716

(2) Vid. Saint-Simon, p. 437. Mémoires de ma Jume de Staal, et les Mémoires du marquis de Saint-Philippe, t. III.

la guerre à l'Espagne, et le maréchal de Berwick pénétra dans la Biscaye, puis dans la Catalogne, où il s'empara de plusieurs places. Sur ces entrefaites, les troupes espagnoles étaient chassées de la Sicile, tandis qu'une expédition, destinée à soulever les îles britanniques en faveur des Stuarts, était dispersée par une affreuse tempête; de leur côté les Anglais saccageaient le port de Vico [1719]. Tant de désastres amenèrent la chute d'Albéroni, qui fut accélérée par des intrigues diplomatiques. Abandonné de la reine, ce ministre tout-puissant reçut tout-à-coup l'ordre de quitter l'Espagne. En traversant la Catalogne il fut dévalisé par les miquelets, et se rendit à Antibes, dans la Provence, où il s'embarqua et vint aborder à Sestri : il comptait se rendre à Rome; mais ayant reçu défense d'y venir, il chercha une retraite dans les Apennins. La haine de ses ennemis contraignit la cour de Rome à lui faire son procès, qui se termina par une peine légère, celle d'être renfermé quelques mois dans un monastère. La régularité de sa conduite et les agréments de ses manières et de son esprit firent évanouir à Rome les préventions qui existaient contre lui. En butte aux persécutions des agents de Philippe, il repoussa ses attaques par une apologie qui lui rallia l'opinion publique. En 1732 il alla s'établir à Parme, sa patrie, où régnait alors l'infant don Carlos, et fonda, à ses frais, dans cette ville, un séminaire. Nommé, sous Benoît XIV, vice-légat de la Romagne, il voulut conquérir au profit du saint siège la petite république de Saint-Marin; mais il échoua dans son entreprise, et se vit désavoué par le pape : tel fut le dernier acte de sa vie politique. Il mourut dans la capitale du monde chrétien à l'âge de quatre-vingt huit ans [1752]. Il n'a manqué que le succès à Albéroni pour prendre place parmi les grands ministres. Il essaya de tirer l'Espagne de son engourdissement, et si l'on examine les mesures qu'il adopta pour réaliser ce plan, on reconnaît qu'elles étaient aussi sages qu'habiles. C'est ainsi qu'il mit à exécution plusieurs réglemens institués pour détruire les monopoles et relever les fabriques, qui languis-

saient faute de débouchés; il établit plusieurs manufactures tendant à émanciper l'Espagne de la dépendance de l'étranger : l'armée et la marine furent surtout l'objet de ses soins les plus attentifs; il améliora par de grands travaux plusieurs ports de mer entre autres ceux de Cadix et du Féról; il y fit construire des chantiers et des arsenaux, et durant son ministère quatorze vaisseaux de ligne furent lancés tandis qu'un pareil nombre de navires étaient sur le point de prendre la mer. Cette esquisse, quoique rapide, suffit pour honorer la mémoire d'Albéroni, auquel on ne saurait d'ailleurs imputer la témérité de ses entreprises politiques : en effet, il ne fut que l'instrument des passions du roi et surtout de la reine d'Espagne, dont la fougueuse ambition ne craignit pas de bouleverser l'Europe pour élever son fils, don Carlos, au rang des souverains; il dut céder à des exigences qu'il aurait combattues sans succès. S'il n'eût pas été abandonné par Élisabeth Farnèse, il eût sans doute trouvé dans son caractère et dans son esprit des ressources qui auraient dissipé l'orage formé contre l'Espagne au moment de sa chute. Quoi qu'il en soit, Albéroni jouit encore d'un avantage unique, celui de connaître de son vivant le jugement de la postérité sur sa personne, car il vécut assez pour survivre aux inimitiés qu'avait soulevées sa fortune si courte et si brillante, et il put entendre la voix de la justice prononcer sur les actes de sa vie.

Dès qu'il fut délivré d'un ministre dont la hardiesse et les talents promettaient de relever les destinées de l'Espagne, Philippe accéda à la quadruple alliance, et renonça à toutes ses prétentions à la souveraineté des provinces enlevées à son empire par le traité d'Utrecht : en retour, l'empereur le reconnut en qualité de roi d'Espagne et des Indes; il obtint encore pour l'infant don Carlos la succession éventuelle au duché de Toscane et de Parme; mais il fut stipulé que ces duchés ne pourraient jamais être réunis à la couronne d'Espagne : il réclama encore la restitution de Gibraltar, se fondant sur une promesse verbale que le ministre anglais se garda bien de remplir; enfin

il se rapprocha du duc d'Orléans, dont la fille épousa le prince des Asturies, tandis que l'infante, Marie-Anne, un des fruits de l'union de Philippe avec Élisabeth Farnèse, fut envoyée en France pour être fiancée au jeune Louis XV (1).

Philippe, né avec un tempérament mélancolique, avait en outre adopté un genre de vie qui ne pouvait qu'augmenter son penchant naturel à la tristesse ; en effet il ne se permettait d'autre distraction que la chasse, et passait le reste du temps soit à travailler avec son ministre principal, soit à lire des livres ascétiques, ou à faire de longues prières. Poursuivi par les souvenirs de son pays natal, il choisit le village de Balsain, situé au fond d'une vallée, où l'on respire un air pur et frais, même au milieu des chaleurs de la canicule ; il y fit bâtir un château nommé Saint-Ildephonse, à l'imitation du palais de Versailles. Charmé de cette retraite, il imagina de s'y retirer après avoir transmis la couronne à son fils aîné, l'infant Louis, prince des Asturies ; mais en donnant au jeune prince le titre de roi, Philippe en retint toute l'autorité [1724]. Il ne voulut pas non plus appeler les cortès à ratifier l'acte de son abdication, et sollicita seulement par des circulaires le consentement des villes jouissant du privilège de nommer des députés. Louis fut proclamé dans les rues de Madrid, et Philippe alla s'enfermer à Saint-Ildephonse. De tous les motifs qui poussèrent ce prince à déposer sa couronne, le plus vraisemblable est qu'il avait conçu l'espoir de monter prochainement sur le trône de France, car le jeune Louis XV semblait devoir bientôt aller rejoindre ses ancêtres à Saint-Denis (2). D'un autre côté la conscience de Philippe lui représentait le testament de Charles II comme le résultat de l'intrigue et de la mauvaise foi ; il aspirait à quitter un sceptre qu'il croyait ne pas lui appartenir légitimement. Il se disposa donc à faire un voyage en France, prenant

pour prétexte l'état de sa santé ; mais dans le but réel de se trouver sur les lieux, prêt à saisir l'héritage qu'il convoitait dès qu'il serait vacant. Mais la jalousie méfiante de la cour de Londres fit échouer cette dernière partie du plan de Philippe, qui fut contraint de rester à Saint-Ildephonse.

Venons maintenant au règne éphémère du jeune Louis I^{er} : il ne dura que huit mois : aussi n'a-t-il gardé qu'une place imperceptible dans l'histoire. Le prince n'avait que dix-sept ans quand il reçut le titre de roi ; mais il se montra d'abord peu digne d'occuper la première place par les étourderies de sa conduite. Non content de fuir le travail du cabinet, il s'échappait le soir pour aller courir les rues de Madrid, et il déroba les fruits de ses jardins royaux, afin de s'amuser le lendemain des disputes et des scènes qui avaient lieu entre les jardiniers du palais. Un tel oubli des convenances, s'il s'était prolongé, aurait affaibli le respect des peuples. Mais Louis ne tarda pas à se réformer sur ce point. Sa position était au reste aussi singulière que difficile, car il n'était monarque que de nom ; Philippe l'avait mis dans une sorte de tutelle, instituant une junte composée de sept personnes dévouées à ses intérêts. Retiré à Saint-Ildephonse avec Grimaldo son ministre favori, il dirigeait toutes les opérations du gouvernement. En effet, les ministres du jeune Louis soumettaient les affaires de leurs départements à Grimaldo ; ainsi les ordres qui imposaient l'obéissance à l'Espagne et les dépêches relatives à la politique extérieure partaient toujours de Saint-Ildephonse, et non de Buen-Retiro, séjour du jeune monarque. Néanmoins, malgré la déférence filiale de Louis pour son père, il est probable que s'il eût vécu, il aurait secoué un joug qui pesait à sa fierté, et le jour serait venu où la jalousie du pouvoir aurait brouillé les deux monarques. Le fils serait alors descendu du trône ; mais, s'il eût saisi le commandement, Philippe aurait subi les rigueurs d'une prison ou les ennuis de l'exil. Tel est le dénouement ordinaire de ces luttes qui, chez d'autres peuples et à des époques antérieures, auraient fini sans doute par un meurtre. Quoi qu'il en soit, Louis était en-

(1) Dans la suite l'infante fut renvoyée en Espagne, et Louis XV épousa Marie Leczinska, fille de Stanislas, ex-roi de Pologne.

(2) Lieu de sépulture des rois de France.

core détourné du soin des affaires de l'État par celles de son ménage. Il avait épousé Élisabeth, troisième fille du duc d'Orléans, dont les indiscretions et les caprices scandalisaient la cour et la ville. Quand elle fut déclarée reine, l'extravagance de sa conduite passa toutes les bornes, et le prince se vit contraint de la faire arrêter. On la conduisit à l'Alcazar (vieux palais), et on la renferma dans son appartement. Elle y demeura recluse jusqu'à ce qu'elle eût demandé pardon de ses fautes. Une réconciliation s'opéra entre les deux époux; mais il paraît certain que, fatigué des déportements de sa femme, Louis avait formé le projet de s'en délivrer par un divorce. Il avait déjà entamé des négociations sur ce sujet auprès de la cour de Rome, lorsqu'il fut attaqué de la petite vérole, qui l'emporta le 31 août 1724. Dès qu'il apprit la maladie de son fils, Philippe fit préparer un acte par lequel le jeune prince le déclarait son héritier : le mourant signa cet acte avant d'expirer. Aussitôt que Louis eut fermé les yeux, le vieux roi revint à Madrid, où il fit son entrée avec une pompe toute royale. Cette démarche était un acte de souveraineté; cependant Philippe conservait des scrupules que la reine Élisabeth eut beaucoup de peine à vaincre. En effet, plusieurs membres du conseil de Castille étaient d'avis que le monarque ne pouvait reprendre la couronne, et son confesseur lui-même, le P. Bermudez, exprima la même opinion en présence d'Élisabeth. Le nonce du pape, soutenu par une décision de théologiens, détermina Philippe à remonter sur le trône, et celui-ci fit reconnaître en même temps, par les cortès, son second fils, don Ferdinand, comme prince des Asturies (1).

Dès que Philippe eut pris ostensiblement le pouvoir, la reine, qui dirigeait la marche du gouvernement, s'occupa d'asseoir la fortune de son fils, don Carlos, qui n'était encore prince qu'en expectative. Un congrès avait été rassemblé dans la ville de Cambrai

pour terminer cette affaire, et prononcer sur quelques autres questions soulevées par certains articles de la quadruple alliance; mais les plénipotentiaires des diverses puissances consumèrent un temps précieux à des disputes d'étiquette; et, dans son impatience, Élisabeth Farnèse résolut de s'adresser à l'empereur, puisqu'elle n'espérait plus rien de l'Angleterre, de la France et de la Hollande, malgré des promesses les plus formelles d'appuyer les intérêts de son fils. Elle envoya donc à Vienne un agent, le baron de Ripperda; c'était un Hollandais, qui, après avoir suivi la carrière des armes, où il s'était élevé jusqu'au grade de colonel, avait quitté le service pour s'occuper d'une science alors peu connue, l'économie politique; il y puisa de vastes connaissances dont il sut tirer un parti avantageux. Enrichi par un mariage, il fut choisi comme député aux états-généraux, puis la réputation qu'il s'était faite par son savoir, dans les matières commerciales, lui valut une mission à la cour de Madrid. Il se fit connaître d'Albéroni, et se glissa dans la confiance de ce ministre. Comptant sur son appui, il résolut de s'établir en Espagne; mais il ne tarda pas à reconnaître que la religion protestante, dans laquelle il était né, arrêterait tout court sa fortune; il embrassa donc le catholicisme, et se fit donner la surintendance de la fabrique de drap établie, d'après ses plans, à Guadalaxara. Cet emploi le mit en rapport direct avec le roi et la reine, qui aimaient à s'entretenir avec lui. Mais la jalousie d'Albéroni le fit dépouiller de sa surintendance; Ripperda, voulant rester à la cour, feignit d'ignorer quel était l'auteur de sa disgrâce, et se montra plus dévoué que jamais au cardinal. Cependant il se lia secrètement avec Grimaldo et le confesseur Daubenton, dont il se servit pour communiquer au monarque des mémoires où il attaquait l'administration de son protecteur. Celui-ci ayant été renversé, le crédit de Ripperda s'en accrut, et il réussit à captiver les bonnes grâces d'Élisabeth Farnèse, et l'entretenant sans cesse des moyens de pouvoir à l'établissement de son fils don Carlos. Quand Philippe abdiqua, il devint un des fami-

(1) La jeune reine, femme de Louis I, se retira en France, où elle donna l'essor à tous ses penchans déréglés; elle finit par se retirer dans un couvent de carmélites; elle y mourut en 1742.

liers de Saint-Ildephonse ; et lorsque le monarque eut repris les rênes du gouvernement, Riperda fut choisi pour aller négocier à Vienne le mariage de don Ferdinand, prince des Asturies, et l'investiture des duchés de Toscane et de Parme pour don Carlos. Il s'acquitta de sa mission avec tant de secret, qu'aucun ministre étranger n'en eut la plus légère connaissance, et il signa, avec les ministres impériaux, trois traités : le premier assurait à don Carlos la succession des deux duchés ; le second accordait aux sujets de l'empereur des privilèges commerciaux ; quant au troisième, qui ne fut pas publié, il contenait la promesse, de la part de l'empereur, de faire restituer Gibraltar à l'Espagne, et de coopérer au rétablissement des Stuarts [1726]. L'habileté diplomatique de Riperda obtint, à son retour à Madrid, les plus magnifiques récompenses. Il fut créé grand d'Espagne, nommé duc, et fait premier ministre de la monarchie ; il eut sous sa direction tous les départements, jusqu'à celui de la justice. En un mot, dans l'espace de deux mois la faveur royale le porta au faite des honneurs et du pouvoir. Mais Riperda, quoique doué de talents remarquables, avait plus de présomption que de génie. La jactance de ses discours avait fait concevoir des espérances exagérées qu'il ne put réaliser : aussi tomba-t-il bientôt dans un discrédit non moins injuste que l'engouement dont il avait été l'objet ; des intrigues secrètes le desservirent auprès du monarque, tandis que des obstacles de tous genres s'élevaient autour de lui. Pour satisfaire aux engagements qu'il avait contractés avec l'empereur, Riperda, contraint d'augmenter le nombre des troupes, ne put subvenir à cette dépense qu'en recourant à des moyens qui soulevèrent contre lui toutes les classes. C'est ainsi qu'il éleva la valeur de la monnaie d'or, qu'il suspendit le paiement des pensions, qu'il supprima une foule d'emplois, et qu'il taxa de sa propre autorité tous les fonctionnaires publics et tous les fermiers des revenus de l'État, sous le prétexte qu'ils étaient coupables de dilapidations. Il eut encore recours à d'autres expédients non moins ruineux ; et enfin il se trouva dans

l'impossibilité d'exécuter aucune des stipulations du traité de Vienne. La Hollande et l'Angleterre, dont il voulait ruiner le commerce, cabalèrent contre lui à Madrid. La France prit part aux intrigues des envoyés de ces deux cours ; et, après six mois d'une administration qui ne fut signalée que par des échecs, Riperda fut disgracié. Quand on lui signifi son renvoi, le favori, troublé par la crainte de dangers qui n'existaient peut-être que dans son imagination, courut demander un asile au ministre de Hollande. Mal accueilli par son compatriote, il alla se réfugier chez l'ambassadeur anglais, auquel il dévoila tous les secrets du cabinet espagnol, entre autres le projet de rétablir le prétendant sur le trône de la Grande-Bretagne ; puis il écrivit à Philippe une lettre dans laquelle, en rappelant ses services, il traçait au monarque le plan de nouvelles alliances politiques, et il terminait sa missive en demandant la permission de se retirer dans un monastère. Le roi ne put tolérer la conduite d'un homme qui, frappé de disgrâce, allait réclamer la protection d'un ministre étranger contre la colère de son souverain ; il envoya donc des soldats pour enlever Riperda et le conduire à la tour de Ségovie. Le gouvernement anglais, blessé dans ses prérogatives, réclama faiblement contre cette violation d'un principe sacré ; mais il profita des révélations qui lui avaient été faites. Quant au ministre déchu, après avoir languï quinze mois dans sa prison, il s'évada par l'adresse d'une jeune fille qu'il avait séduite. Suivi de sa maîtresse, il gagna le port de Santander, et débarqua en Hollande, puis se rendit en Angleterre. Il fut présenté au monarque de ce pays, et tenta de nouvelles intrigues auprès des ministres anglais ; mais n'ayant pu réussir à se rendre nécessaire, il abandonna l'Europe pour se rendre en Afrique auprès de l'empereur de Maroc, Muley-Abdalah. Il réussit dans cette cour barbare, et devint le ministre principal de son nouveau maître ; mais il fit comme en Espagne, il abjura le catholicisme pour adopter la religion de Mahomet, et se soumit à la circoncision. On assure même qu'il voulut fonder une nouvelle

croissance d'après laquelle le prophète des musulmans n'aurait été, comme Élie, David et Jésus-Christ, qu'un précurseur du Messie, dont le règne n'était pas encore arrivé. On assure que Riparda mourut en 1737, à l'époque où il commençait à prêcher sa nouvelle doctrine. D'autres écrivains affirment, au contraire, qu'il finit ses jours dans l'Istrie, et qu'à ses derniers moments il déclara qu'il expirait attaché à la foi romaine. On ne peut nier que Riparda ne fût au-dessous du rôle que la fortune lui fit jouer pendant quelques mois. Il n'avait ni le caractère ni les vues profondes d'un grand ministre; mais il possédait des talents remarquables qui l'auraient fait briller à la seconde place. Toutefois les vices de son esprit, c'est-à-dire la vanité et la forfanterie, en le dépouillant de la confiance publique, contribuèrent à le perdre dans l'opinion de tous; armé de la toute-puissance, il ne put même échapper au mépris. Au reste, son élévation si subite ne doit pas plus surprendre que sa chute. Dans les pays où la volonté du chef de l'État domine impérieusement, on voit sans cesse s'élever et tomber des fils de la fortune qui scandalisent la foule, mais qui donnent presque toujours satisfaction à l'envie, car le caprice qui les avait tirés de l'obscurité les y replonge tôt ou tard.

Le traité de Vienne conclu par Riparda fut cause que la France et l'Angleterre s'unirent plus étroitement et conclurent en outre une alliance défensive avec la Hollande et la Prusse. Le duc de Bourbon, qui tenait en France les rênes de l'État, rompit avec Philippe en lui renvoyant l'infante, pour faire épouser à Louis XV la fille d'un roi détrôné. La cour d'Espagne répondit à ce procédé en faisant conduire en France mademoiselle de Beaujolais (1) dont le mariage devait être célébré prochainement avec don Carlos; en même temps les Anglais commencèrent les hostilités en bloquant Porto-Bello: les Espagnols, de leur côté, tentèrent de reprendre Gibraltar. Sur ces entrefaites, le cardinal de Fleury, précepteur de Louis XV, se

(1) C'était la troisième fille du duc d'Orléans qui avait gouverné la France sous le titre de régente.

fit donner le pouvoir par son élève, et se hâta d'intervenir entre les puissances belligérantes. La paix fut conclue par le traité de Séville [1729], signé entre l'Espagne, la France et l'Angleterre. Le traité autorisait le roi catholique à mettre garnison dans les places de Livourne, Porto-Ferraio, Parme et Plaisance, afin d'assurer à l'infant don Carlos les duchés de Toscane et de Parme. Mais l'empereur ne voulut pas reconnaître cet arrangement, et, pour le prévenir, il inonda l'Italie de ses troupes. Tandis que l'on négociait dans toutes les cours pour prévenir une conflagration universelle, le dernier duc de Parme, Antonio Farnèse, mourut en 1731, laissant sa femme enceinte de quelques mois. Aussitôt un général autrichien envahit la principauté et déclara qu'il la garderait pour son maître dans le cas où une fille surviendrait. Mais la grossesse de la veuve d'Antonio disparut sans rien produire, et deux escadres réunies, l'une espagnole et l'autre anglaise, débarquèrent l'infant don Carlos à Livourne. Il prit possession de l'héritage qui lui avait été promis. En 1733, le trône de Pologne, demeuré vacant, fut disputé par Stanislas Leczinski et l'électeur de Saxe. Ces deux prétendants allumèrent pour leur cause une lutte entre les principales puissances, à l'exception cependant de l'Angleterre et de la Hollande. Trente mille Espagnols ayant pour chef le comte de Montemar, débarquèrent en Italie et envahirent le royaume de Naples, dont ils se rendirent maîtres par la victoire de Bitonto, qui entraîna la reddition des villes principales du royaume. La Sicile n'opposa aucune résistance aux Espagnols, et don Carlos se fit couronner roi des deux États que ses armes venaient de conquérir. Il fut confirmé dans leur possession par le traité de Vienne, signé en 1735; mais il fut forcé de renoncer à ses droits sur la Toscane et Parme. Le premier de ces duchés passa au gendre de l'empereur, en échange du pays de Bar et de la Lorraine, qui furent cédés à Stanislas, enfin Parme et Plaisance devaient appartenir à la maison d'Autriche. Après quelques années de repos, le monarque catholique entra de nouveau en guerre avec la Grande-Breta-

gne [1739]. Le cabinet de Madrid se plaignait, non sans raison, de la contrebande que les Anglais avaient établie dans les ports de l'Amérique espagnole, et qui tendait à tarir la source des revenus de l'État. Les Anglais réclamèrent à leur tour contre la saisie de quelques vaisseaux, et des flottes nombreuses, armées par les deux nations, se combattirent sur les mers du Nouveau-Monde; cette lutte dura jusque sous le règne de Ferdinand VI, et se termina à l'avantage de l'Angleterre.

La mort de l'empereur Charles VI, arrivée en 1740, mit les armes à la main à tous les princes de l'Europe. Il ne laissait d'autre enfant qu'une fille; elle se vit contrainte de défendre la succession de son père, qui lui avait été garantie solennellement par les mêmes puissances qui lui faisaient la guerre. Philippe y prit part en envoyant des troupes en Italie, sous les ordres du comte de Gage. Cette lutte se prolongea jusqu'au traité d'Aix-la-Chapelle, en 1748, qui donna à l'infant don Philippe, troisième fils du roi d'Espagne, Parme, Guastalla et Plaisance. Mais le roi catholique ne put connaître un résultat si glorieux et si profitable pour l'Espagne, car il mourut d'une attaque d'apoplexie, le 9 juillet 1746. Il était âgé de soixante-deux ans. On ne peut donner à ce monarque le titre de grand prince, car il fut toujours gouverné par ses deux femmes et par les ministres de leur choix. Cependant, Philippe possédait quelques-unes des hautes qualités nécessaires au rang suprême. Il était brave dans les combats, et s'efforça d'introduire des améliorations et des réformes dans toutes les branches de l'administration. Il donna à l'Espagne une armée et une marine, qui n'existaient plus que de nom à l'époque où son prédécesseur végétait sur le trône. Il fit renaitre l'industrie, le commerce et les arts, en élevant des manufactures et en fondant à Madrid une bibliothèque et plusieurs académies, qui donnèrent une impulsion nouvelle à la littérature. Il fut aimé par ses sujets et mérita leur attachement. On peut, il est vrai, en scrutant les détails de sa vie privée, y saisir des faiblesses, des ridicules et des puérités; mais les rois doivent être jugés sep-

lement dans les actes de leur vie publique. A ce titre, l'Espagne lui doit quelque reconnaissance, et la postérité un souvenir

FERDINAND VI.

(DE 1746 à 1759.)

Le nouveau monarque était fils de Philippe et de Louise de Savoie, et avait toujours vécu, jusqu'à son avènement, étranger aux affaires publiques. Quoiqu'il n'eût pas à se louer d'Élisabeth Farnèse, sa belle-mère, il parut avoir oublié qu'elle l'avait toujours traité avec une froideur voisine de l'inimitié. Au lieu de la confiner dans un couvent, il confirma toutes les clauses faites en faveur de la reine douairière par Philippe V, dans son testament. Elle continua donc d'habiter le château de Saint-Ildephonse, et reçut une pension annuelle de soixante-dix mille piastres. Mais l'autorité cessa de reposer entre ses mains, non pour être exercée par Ferdinand, mais pour appartenir à la princesse de Portugal, son épouse. En effet, le roi était incapable de gouverner par lui-même. Il avait hérité de tous les défauts de son prédécesseur, entre autres de cette mélancolie qui poursuivit Philippe V jusqu'au tombeau. L'éducation qu'il reçut tendait à augmenter son apathie naturelle, et, comme il avait la conscience de son incapacité, il abandonna les rênes de l'État aux ministres choisis par sa compagne, qui lui inspirait toutes ses résolutions. Cette princesse était douée d'esprit et de perspicacité, mais elle manquait de résolution dans les affaires, et cédait trop aisément aux obstacles, au lieu de tenter de les vaincre. Elle était en outre sans cesse poursuivie par la crainte d'altérer la quiétude et le repos de son époux, qui, à peine possesseur du trône, avait déjà manifesté le désir d'en descendre volontairement. Cette puissante considération, unie à la faiblesse de son caractère, conduisirent la reine à tenir une sorte de balance entre les puissances pour maintenir la paix, et à se servir de cette même politique envers les ministres du cabinet espagnol, aussi n'eut-elle pas de favoris déclarés. Parmi les personnages

chargés du pouvoir se trouvait en première ligne le marquis de la Ensenada, qui, placé dans une position subalterne, avait franchi tous les degrés pour arriver à la plus haute fortune. Il justifiait du moins son élévation par des talents. Après lui venait don Joseph de Carjaval, ministre des affaires étrangères, mais plus recommandable par sa naissance que par son mérite. Ces deux hommes, aux yeux de la nation et des étrangers, semblaient tenir les rênes de l'administration; ils intimaient des ordres à tous les agents du gouvernement, ils représentaient le prince vis-à-vis des autres cabinets, mais cependant leur influence n'était encore que secondaire. Le P. Ravago, confesseur de Ferdinand, commandait à la volonté aussi bien qu'à la conscience de son pénitent; tandis qu'un chanteur, le célèbre Farinelli, exerçait une puissance non moins grande sur la reine. Ce dernier, à qui la beauté de sa voix avait créé une réputation pour ainsi dire européenne, fut attiré à Madrid par Élisabeth Farnèse; il était parvenu à soulager l'affection mélancolique de Philippe V, en ravissant le monarque par la mélancolie de ses chants. Sous le nouveau règne, sa faveur s'accrut encore, car Ferdinand et la reine étaient passionnés pour la musique, et Farinelli établit dans les résidences royales des théâtres et des concerts qu'il était chargé de diriger en chef. Ministre des plaisirs du prince, il était, à ce titre, admis à toute heure dans son intimité. La reine surtout se plaisait à causer avec lui, et l'habile chanteur sut en profiter pour mêler aux arts la politique. Il était tout à la fois l'ami et le soutien d'Ensenada. Tel on nous dépeint l'état de la cour d'Espagne, où le pouvoir flottait et passait tour-à-tour des mains du confesseur à celles des deux ministres principaux; mais la reine en était la dispensatrice.

Nous avons parlé par avance du traité d'Aix-la-Chapelle, quoiqu'il n'eût été conclu qu'en 1748, après la mort de Philippe V. Ce traité, en assurant à Marie-Thérèse la succession presque entière de Charles VI, son père, avait rétabli la paix dans toute l'Europe: Ferdinand n'eut d'autre pensée que de veiller à sa conserva-

tion. Le maintien de la paix, que des intérêts rivaux essayèrent de rompre, tel est pour ainsi dire le seul événement qui domine tout son règne. Durant cette période, la France et l'Angleterre ouvrirent une lutte aussi vive qu'acharnée. Chacune de ces deux puissances mit en jeu tous les ressorts de sa politique pour entraîner l'Espagne de son côté. Carjaval protégeait la Grande-Bretagne, tandis qu'Ensenada soutenait le cabinet de Versailles. Le premier de ces ministres parvint à faire repousser par le monarque le pacte de famille qui avait pour but d'unir en un faisceau tous les princes de la maison de Bourbon, mais Carjaval mourut en 1754. Les envoyés anglais et autrichiens empêchèrent Ensenada de recueillir les dépouilles de son rival, et eurent le crédit de faire nommer au poste vacant des affaires étrangères le général Wall, né en Irlande et naturalisé en Espagne. Secondé par Farinelli, Ensenada crut pouvoir hasarder une démarche qui le perdit. Il envoya de son chef des instructions au vice-roi du Mexique, qu'il chargea de détruire les établissements de la Grande-Bretagne dans cette partie de l'Amérique. Le ministre anglais étant parvenu à se procurer cette pièce, se concerta avec Wall, et ils obtinrent du roi la destitution d'Ensenada. Celui-ci fut arrêté, et ses adversaires poussèrent leur inimitié jusqu'à demander qu'on lui fit son procès; car on avait trouvé les preuves écrites d'une correspondance secrète qu'il entretenait avec les cours de Naples et de Versailles et avec la veuve de Philippe V, retirée à Saint-Ildephonse. Ces griefs étaient d'autant plus graves aux yeux de Ferdinand, qu'il croyait avoir à se plaindre de don Carlos (1), car ce prince refusait de reconnaître la suprématie du chef de sa maison, le roi d'Espagne, et entretenait des liaisons suspectes avec la reine douairière. N'ayant pu réussir à faire mettre en jugement le ministre déchu, ceux qui le poursuivaient demandèrent la confiscation de ses biens, dont ils firent dresser l'inventaire. Le total monta à des sommes considérables, qui semblaient démontrer qu'Ensenada s'était enrichi par des moyens

(1) Le roi de Naples.

coupables. Farinelli, demeuré fidèle au malheur, sauva son ami des périls qui le menaçaient : il obtint de la reine que les procédures commencées seraient anéanties, et qu'Ensenada recevrait une pension annuelle de dix mille piastres. Le ministre disgracié se retira dans la ville de Grenade, où il vécut avec une sorte de splendeur, et nourrissant toujours l'espoir d'être rappelé [1754]. En effet, il avait des amis puissants auprès du roi, qui conserva toujours pour lui un penchant décidé. Son ministère fut signalé par des mesures pleines de sagesse, et dont les résultats furent avantageux à l'Espagne; c'est ainsi qu'il attira des ingénieurs habiles pour construire des vaisseaux, afin de faire sortir la marine espagnole de son état d'infériorité. En finances, il essaya de simplifier les impôts, et rapporta les décrets qui empêchaient l'exportation de l'argent; il tenta de ranimer l'agriculture par des encouragements, et en cherchant à naturaliser le mode de culture établi jadis par les Maures dans quelques provinces devenues, sous leurs mains, les plus fertiles de la monarchie. Il essaya aussi d'importer dans la Péninsule les sciences et les arts, en envoyant dans les pays étrangers des hommes chargés de recueillir les connaissances des autres peuples, afin de revenir en Espagne les enseigner à leurs concitoyens. Doué d'une activité peu commune, Ensenada dirigeait, sans être accablé, plusieurs départements : seul il suffisait à tout. Sa chute fut bientôt suivie de celle du confesseur Ravago, que les ennemis d'Ensenada firent renvoyer.

Jusqu'alors les différends qui subsistaient entre la France et l'Angleterre n'avaient pas encore éclaté ouvertement; mais, en 1756, la guerre s'alluma. Cette querelle divisa toute l'Europe. Les hostilités s'étendirent jusqu'en Amérique, où les Anglais s'emparèrent du Canada; les Français prirent leur revanche dans la Méditerranée par la conquête du port Mahon [1756]. Ferdinand s'obstina toutefois à demeurer neutre, et refusa même la restitution de Gibraltar, qui lui fut promise par le cabinet de Londres; il repoussa de même des offres non moins séduisantes de la part de la France. Sur ces entrefaites, la

reine, après une longue maladie, mourut en 1758. Le roi perdit en elle une amie et un conseil de tous les instants, dont les avis fixaient son irrésolution, et dont la gaieté dissipait sa tristesse, fruit d'une disposition héréditaire. En effet il était, comme Philippe V, sujet à une noire mélancolie, qui lui rendait impossible toute espèce de travail d'esprit. Dès que sa fidèle compagne eut expiré, il ne voulut plus quitter son lit ni même changer de linge. Poursuivi par une continuelle insomnie, les forces de son corps et celles de son âme succombèrent sous le poids du chagrin, et il rendit le dernier soupir le 10 août 1759. Il était âgé de quarante-sept ans, et en avait régné quatorze.

Le caractère pacifique de Ferdinand, en laissant reposer l'Espagne, fut un grand bienfait pour la nation. S'il agit peu par lui-même, il eut du moins le mérite de déléguer son pouvoir à des hommes qui s'en servirent pour le bien public. Quoique ce prince fût d'une dévotion presque monacale, il affranchit cependant son royaume d'un impôt qui pompait la plus grande partie des revenus du royaume, c'était le droit possédé par la cour de Rome de conférer, pendant huit mois de l'année, les dignités et les bénéfices qui venaient à vaquer pendant cet espace de temps. Le pape ne conserva plus que cinquante-deux nominations.

CHARLES III.

(DE 1759 À 1788.)

Charles régnait à Naples; il était frère du second lit de Ferdinand VI; ce monarque n'ayant pas laissé d'enfants, il était, à ce titre, appelé à le remplacer. Mais avant de quitter l'Italie, le nouveau roi d'Espagne eut à régler la succession au trône qu'il laissait. Cette affaire présentait d'assez graves difficultés; car, d'après le traité d'Aix-la-Chapelle, l'empereur d'Autriche et le roi de Sardaigne devaient posséder les duchés de Parme et de Guastala, cédés à don Philippe dans le cas où celui-ci deviendrait souverain de Naples, si Charles était appelé à régner sur la péninsule ibérique. Ce prince se servit

habilement des conjonctures (1) pour obtenir de faire passer son sceptre à l'un de ses enfants. Le roi de Sardaigne reçut en dédommagement une somme considérable, et le cabinet de Vienne abandonna ses prétentions au moyen d'une double alliance par laquelle l'archiduc Joseph devait épouser une princesse de Parme, et l'archiduc Léopold une infante d'Espagne. En conséquence Charles III, après avoir fait constater l'imbécillité incurable de son fils aîné, nomma son troisième fils, Ferdinand, son successeur au royaume des Deux-Siciles. Il établit un conseil de régence présidé par le marquis Tanucci, puis il s'embarqua, et vint aborder à Barcelonne après une courte navigation. Accueilli par des acclamations aussi vives que sincères, il témoigna sa reconnaissance aux Catalans en leur restituant quelques-uns des privilèges dont ils avaient été dépouillés jadis par Philippe IV et Philippe V. A son arrivée à Madrid, il ne fit d'autre changement que de mettre aux mains du marquis de Squilace le département des finances. Il nomma écuyer de la reine le duc de Losada, en remplacement du duc d'Albe. Sur la demande de la reine douairière, sa mère, à laquelle il avait été rendre sa première visite, Charles prononça l'expulsion du chanteur Farinelli. Une telle sévérité s'explique difficilement, car celui qu'elle frappa n'avait jamais abusé de sa faveur, et son séjour en Espagne n'offrait aucun danger. Quoi qu'il en soit, Farinelli alla mourir à Bologne, où il acheva sa carrière en 1782. Un des premiers actes du monarque fut de liquider les dettes de son père par l'émission de valeurs portant un intérêt de 6 pour cent. Il mérita encore la reconnaissance des fermiers de l'Andalousie et de la Vieille-Castille, auxquels il donna quittance des sommes qui leur avaient été avancées par le trésor, et permit en même temps que l'on importât du blé dans les provinces où la culture des céréales était sur le

point d'être abandonnée faute de semences pour féconder le sol (1).

A l'époque où Charles prit le timon des affaires, une grande partie de l'Europe était en armes : le roi de Prusse, Frédéric II, résistait en Allemagne à une coalition redoutable formée contre lui; il avait pour appui principal la Grande-Bretagne, alors dirigée par le premier Pitt, connu depuis sous le nom de comte de Chatam. La France et l'Autriche étaient les adversaires les plus redoutables du monarque prussien, qui, secondé par l'or et les soldats de l'Angleterre, fit face à ses puissants adversaires, opposant au nombre l'audace et l'habileté de ses combinaisons stratégiques. On se battait en même temps en Amérique, où les Français éprouvèrent des revers multipliés. Sur ces entrefaites, le duc de Choiseul, premier ministre de Louis XV, fit signer à Charles (1761), le fameux traité connu sous le nom de *pacte de famille*, qui déclarait que les deux puissances seraient unies à l'avenir par une communauté d'intérêts si étroits, que l'ennemi de l'une serait toujours réputé l'ennemi de l'autre. Le résultat de cette ligue ne fut pas favorable aux deux cabinets; l'Espagne, entre autres, perdit la Havane, dans le golfe du Mexique, et Manille, dans les Indes orientales. Les Espagnols auraient subi des désastres encore plus grands si Pitt n'avait pas été remplacé par lord Bute, favori de George III, monté nouvellement sur le trône de la Grande-Bretagne. Les armes de Charles n'avaient pas été plus heureuses en Portugal, qui, n'ayant pas voulu renoncer à l'alliance anglaise, avait été envahi par une armée espagnole. Cette armée obtint à son début quelque succès, qui ne se soutinrent pas. La paix de Paris, signée le 10 février 1763, vint mettre un terme à cette guerre si ruineuse pour la France et pour l'Espagne. La première de ces puissances abandonna à l'Angleterre ses plus belles possessions en Amérique et en Asie. Quant à l'Espagne, elle céda la Floride, renonça au droit de pêche au banc de Terre-Neuve, et fut contrainte d'autoriser les Anglais à couper

(1) La France et l'Autriche étaient alors en guerre avec la Prusse, et avaient intérêt à ménager l'Espagne. Le roi de Sardaigne ne pouvait, de son côté, engager seul une lutte avec Charles III. Il céda ses droits pour une indemnité pécuniaire, parce qu'il ne pouvait les défendre.

(2) Vid. Beccatini et le voyage de Bourgoïn en Espagne.

du bois dans la baie de Honduras. Ses troupes évacuèrent le Portugal, et lui restituèrent la colonie de Sacramento. Dès que la paix eut été conclue, le chef du ministère espagnol, le général Wall, se retira des affaires, et fut remplacé par le marquis de Grimaldi. Ce dernier, qui venait de remplir une ambassade en France, était entièrement dévoué au duc de Choiseul, qui n'aspirait qu'à se venger de la Grande-Bretagne. Mais il fallait de l'argent pour recommencer les hostilités, et Grimaldi adopta un plan ayant pour but d'introduire de grandes réformes dans l'administration des provinces du Nouveau-Monde. Les améliorations proposées devaient augmenter les revenus de ces provinces d'un million de piastres par an. Mais, soit que ces innovations fussent intempestives, ou soit qu'elles fussent mal exécutées, elles produisirent une insurrection presque générale, qui s'apaisa cependant par la prudence ou peut-être par la timidité du gouvernement, qui n'osa poursuivre son œuvre [1765]. Tandis que l'esprit de révolte menaçait d'ébranler dans le Nouveau-Monde la puissance de Charles, ce prince vit éclater dans sa capitale un soulèvement dirigé contre l'un de ses ministres, le marquis de Squilace. Sa qualité d'étranger, car il était Napolitain, avait indisposé contre lui les Espagnols, et les mesures qu'il prit pour restaurer les finances avaient encore accru l'aversion publique qui s'attachait à sa personne. En effet on lui reprochait d'avoir établi de nouvelles taxes et concédé des monopoles préjudiciables au commerce. Mais ces actes n'auraient pas suffi pour amener contre lui les masses, s'il n'avait eu l'imprudenc de tenter une réforme qui choquait les habitudes nationales. C'est ainsi qu'il voulut changer certaines parties du costume, les grands chapeaux à bords rabattus et les longs manteaux, qui pouvaient en effet aider les malfaiteurs à commettre des crimes. Ses agents employèrent la force pour faire exécuter les nouvelles ordonnances, ce qui indisposa toutes les classes de citoyens, et surtout les gens du peuple. D'un autre côté, Squilace avait mécontenté le clergé en cherchant à restreindre ses privilèges. Ces diverses causes avaient créé un

mécontentement général, qui prit feu à l'occasion d'une hausse subite sur certaines denrées de première nécessité. Le dimanche des Rameaux [26 mars 1766] la populace investit l'hôtel du ministre; repoussée par les gardes wallones, elle se répandit dans tous les quartiers de la ville, et brisa les réverbères. La nuit qui survint, au lieu de calmer l'émeute, la rendit plus terrible, et quand le jour parut, le roi envoya vers les mutins les ducs de Médina-Céli et d'Arcos : la multitude ne répondit qu'en demandant à grands cris la tête de Squilace. Le roi n'ayant autour de lui que des fonctionnaires et des courtisans, qui, frappés de terreur, n'osaient ni conseiller ni prendre aucune résolution énergique; le roi, disons-nous, parut au balcon de son palais; il promit au peuple de renvoyer Squilace, de retirer l'ordonnance contre les chapeaux et les manteaux, et de faire baisser le prix du pain, de l'huile, du savon et du lait, dont l'augmentation subite avait exaspéré les classes pauvres. Il prit aussi l'engagement d'accorder un pardon général. Un moine, un crucifix à la main, servait d'intermédiaire entre le monarque et la multitude, qui se dispersa comme par enchantement, pleine de confiance dans les promesses du prince. Mais Charles ayant quitté Madrid pendant la nuit pour se retirer à Aranjuez, l'émeute recommença le lendemain, les insurgés se saisirent des armes des soldats, s'emparèrent des postes principaux et fermèrent les portes de Madrid. Cette ville resta quarante-huit heures à la merci de la populace, qui se contenta de traîner dans les rues les corps de plusieurs wallons qui avaient été massacrés; mais elle s'abstint d'entrer dans les maisons des particuliers; elle repoussa même avec dédain l'argent qu'on lui offrait pour soulager sa détresse, en criant qu'elle n'avait besoin que du sang de Squilace.

Cependant Charles, à qui les mutins avaient député un de leurs chefs, cocher de profession, écrivit une lettre aux magistrats municipaux, dans laquelle il annonçait le départ et le remplacement de Squilace au département des finances, et déclarait qu'il retournerait dans sa capitale aussitôt que le

peuple aurait restitué les armes dont il s'était emparé, et repris ses occupations. Il fut obéi avec une exactitude scrupuleuse ; les armes furent réintégrées dans les casernes ainsi que les tambours, et la ville reprit, dans quelques heures, son aspect accoutumé.

Abandonné par son souverain, Squilace se rendit avec sa famille à Carthagène ; il s'embarqua pour l'Italie ; quoiqu'il n'eut pas renoncé à sa patrie d'adoption, il ne retourna jamais en Espagne : cependant, quelques années après, Charles, qui avait conservé pour lui un reste d'affection, lui confia le poste d'ambassadeur à Venise. L'événement qui avait amené la chute de ce ministre ne semble pas devoir être attribué seulement à l'effervescence populaire ; il paraît certain qu'il fut produit et dirigé par des personnages puissants dont le but était d'introduire des modifications dans le gouvernement. Quoi qu'il en soit, Charles fut profondément affecté des scènes de désordre dont il avait été le témoin, et, pour en imposer à la populace, comme à ceux qui l'avaient soulevée, le roi appela à Madrid le comte d'Aranda, capitaine-général de Valence. Celui-ci, armé de pouvoirs étendus, et surtout d'un caractère énergique, fit rentrer dans l'ordre la multitude par quelques paroles. Il manda l'un des chefs du tumulte, et lui dit : « Je compte sur vous pour rétablir la tranquillité. » En effet, celui à qui cette phrase laconique était adressée retourna vers ses partisans pour les engager à se disperser : « Le roi, » ajouta-t-il, « le demande ; le comte d'Aranda le désire, et moi je l'ordonne. » En conséquence les rassemblements se dispersèrent, et d'Aranda prit les mesures les plus promptes et les plus sages pour assurer à l'avenir la tranquillité publique. Il fit camper d'abord aux environs de la capitale un corps de dix mille hommes ; puis il réorganisa le gouvernement municipal. La ville fut partagée en soixante-quatre quartiers, ce qui permit aux magistrats de surveiller les malveillants par les soins d'une police active. Les vagabonds et tous les gens sans aveu furent éloignés de Madrid, qui reçut une garnison permanente assez nombreuse pour faire respecter la demeure du

monarque : les services du comte d'Aranda dans cette occasion, lui frayèrent le chemin au pouvoir. Nous parlerons ailleurs de cet homme d'État en racontant les actes de son administration. L'année qui suivit l'insurrection de Madrid fut marquée par l'expulsion d'une société puissante, dont les membres, répandus dans l'ancien et le nouveau monde, gouvernaient les monarchies catholiques par la confession, et l'esprit des peuples par l'éducation dont ils étaient les dispensateurs. Fondée dans le seizième siècle, par Ignace de Loyola, la société de Jésus avait pris la part la plus active à toutes les révolutions politiques et religieuses de l'Europe ; elle devait son ascendant à sa puissante organisation, qui avait concentré le pouvoir entre les mains d'un seul homme, dont la décision était sans appel, et commandait l'obéissance la plus absolue. Cet homme, qui résidait dans la capitale de la chrétienté, avait des espions dans toutes les classes et des agents dévoués dans tous les rangs ; il connaissait les mystères du cabinet des princes, et participait à toutes les intrigues des cours ; en un mot, on peut dire qu'ainsi que la providence rien ne pouvait échapper à la vigilance et à la perspicacité du général des jésuites (1). Mais cet excès de puissance avait soulevé de nombreux et de redoutables ennemis contre les fils de Loyola : en France, les parlements et les écrivains de l'école philosophique, aidés par le duc de Choiseul, alors placé à la tête du ministère, avaient accompli en 1764 la destruction de l'ordre des jésuites. Ces derniers avaient, quelques années auparavant, éprouvé le même sort en Portugal, où, déclarés complices d'un attentat contre la personne du monarque, ils succombèrent sous les coups du marquis de Pombal. En Espagne, le gouvernement était fatigué de leur résistance continuelle à son autorité,

(1) Les jésuites avaient des affiliés jusque dans les plus hautes sommités sociales, et même parmi les personnages dépositaires du pouvoir : ainsi le marquis de Puyzieux, qui fut ministre des affaires étrangères sous Louis XV, était un des adeptes de la société. On peut voir la preuve de ce fait dans les mémoires de madame de Genlis, auxquels nous renvoyons le lecteur.

dont ils s'étaient affranchis presque entièrement dans une des colonies du continent américain : au Paraguay ils avaient établi des institutions théocratiques, et régentaient le peuple de cette contrée sans avoir aucun égard aux ordres du roi d'Espagne. On les avait encore dénoncés à Charles comme les véritables instigateurs de l'insurrection de sa capitale ; on les représentait aussi à ses yeux comme ayant amassé d'immenses richesses, fruit du monopole commercial, qu'ils exploitaient à leur profit dans le Nouveau-Monde. En effet, ils avaient établi des maisons de banque et de commission à Lima et dans la plupart des places maritimes de l'Amérique du sud : l'or qu'ils avaient amassé au détriment du prince et de ses sujets était employé, disait-on, à soutenir, par la corruption, leur influence politique. Pour déterminer le monarque, les ennemis des jésuites répandirent sur eux les bruits les plus inquiétants ; ils fabriquèrent même une lettre du général de l'ordre, au chef provincial, qui résidait en Espagne, dans laquelle il lui prescrivait de fomenter des troubles et d'organiser des insurrections. Charles, déjà ébranlé par l'exemple du Portugal et de la France, prit enfin le parti de les imiter en chassant les jésuites de tous ses États. Cette affaire fut conduite et mise à exécution par le comte d'Aranda, qui, en sa qualité de président de Castille, avait des entretiens avec le roi. Il en profita pour soumettre au prince tous les détails du plan qu'il avait imaginé ; et pour que rien ne trahît un secret de cette importance, le comte prit le soin d'apporter dans sa poche un écritoire et du papier ; il rédigea le décret d'expulsion, que le monarque signa après l'avoir écrit de sa propre main (1). Un ordre de bannissement fut adressé à tous les gouverneurs de provinces, qui ne devaient ouvrir cette dépêche qu'à une heure fixe. Tout était si bien

combiné, qu'au milieu de la nuit, et au même moment, tous les collèges des jésuites furent cernés par des soldats, et tous ces religieux furent conduits, dix par dix, à des voitures escortées par des dragons ; on les mena à la côte, où ils furent embarqués sur des bâtimens de transport, qui se rendirent à Civita-Vecchia. Avant de leur permettre l'entrée du port, le gouverneur voulut en référer au pape Clément VIII ; le saint père refusa de recevoir ces exilés, alléguant que ses revenus ne seraient pas suffisants pour nourrir tous les moines si les princes catholiques s'avisèrent de les expulser et de les mettre à sa charge. Les négociations entamées à ce sujet avec le saint siège durèrent trois mois, pendant lesquels ces malheureuses victimes expirèrent en grand nombre, faute d'air et de nourriture, car on les avait entassées sur des vaisseaux, dans la croyance qu'ils débarqueraient sur le sol italien aussitôt après leur arrivée. On les déposa enfin sur le rivage de la Corse, où ils furent en proie à tous les besoins. Ceux qui survécurent à ce traitement barbare obtinrent la permission d'habiter l'Italie avec une pension alimentaire de vingt sous par jour, qu'ils devaient recevoir de l'Espagne. L'expulsion des jésuites s'opéra avec la même facilité et la même promptitude dans toutes les provinces de la monarchie, même au Paraguay. On les transporta en Europe dans les États du pape, où on les parqua, en les menaçant de les priver, s'ils s'en éloignaient, de la chétive allocation qui leur était promise.

Ainsi disparut cet ordre célèbre que l'on croyait indestructible, et qui s'écroula devant la première attaque conduite avec ensemble et avec fermeté. Il n'entre pas dans notre sujet de porter un jugement définitif sur une association dont on ne peut oublier les immenses services rendus au monde, et qui peuvent sans doute amnistier ses fautes. Nous ferons seulement remarquer que la société de Jésus, instituée pour défendre le catholicisme ébranlé jusqu'en ses fondemens par Luther, a dû périr quand la croyance qu'il soutenait a perdu son influence dans la politique et sur l'esprit des masses. Il faut ajouter que l'organisation vigoureuse de cet ordre con-

(1) D'Aranda fut contraint d'user de la précaution dont nous venons de parler, car Charles ne signait jamais que les actes qui lui étaient présentés par ses ministres lorsqu'il travaillait avec eux ; or il était important qu'on ne vît pas d'écritoire dans l'appartement du roi, ce qui aurait pu donner l'éveil sur le projet qu'on méditait.

tribuna surtout à ses succès ; mais la force de cette organisation tenait en grande partie à ce que ses ressorts étaient cachés aux yeux de tous ; aujourd'hui arrêtés à chaque instant dans leur marche par la publicité, ils ne peuvent plus donner l'impulsion au monde. Aussi peut-on affirmer que nul pouvoir ne saurait restaurer la fortune des disciples de Loyola, qui s'est éteinte pour jamais. La cour de Madrid ne borna pas sa vengeance à chasser les jésuites ; d'accord avec la France et le Portugal, elle exigea et finit par obtenir de la cour de Rome leur abolition, qui fut prononcée après une longue résistance par Clément XIV.

Cette même question fut sur le point de troubler l'Italie, car le duc de Parme, ayant aussi prononcé le renvoi des fils de Loyola, fut excommunié par Clément VIII ; mais les cabinets de Madrid et de Versailles intervinrent dans cette querelle, et Ganganelli (1) fut contraint de retirer la bulle lancée contre le duc de Parme par son prédécesseur. Ainsi la toute puissance des souverains pontifes n'existait plus que de nom, et le pape n'était plus alors qu'un prince temporel le plus faible de tous. Charles s'occupa ensuite de restreindre le pouvoir de l'Inquisition, qui menaçait de tout envahir. Quand Philippe V fut obligé de défendre son trône contre l'archiduc Charles, le saint-office soutint avec zèle la cause du petit-fils de Louis XIV en ordonnant aux Espagnols de dénoncer au saint tribunal tous ceux qui n'auraient pas tenu leur serment de fidélité envers Philippe ; il était en outre prescrit aux confesseurs de leur refuser l'absolution. Mais les empiétements audacieux de l'Inquisition finirent par armer contre elle le monarque, qui, dirigé par la princesse des Ursins, fit rédiger un décret prononçant la suppression du saint office. L'influence d'Élisabeth Farnèse et du confesseur Daubenton firent échouer ce projet, et le tribunal conserva toute la plénitude de son autorité. Sous Philippe V, dont le règne dura quarante-six ans, le saint office envoya au bûcher quinze cent soixante-quatorze victimes et condamna à diverses péni-

tences onze mille sept cent trente personnes. Toutefois l'opinion publique commençait à se révolter contre cet affreux régime, et Charles III profita de la disposition des esprits pour affaiblir le despotisme de l'inquisition, à laquelle un ministre porta les coups les plus redoutables : c'était le comte d'Aranda, dont nous avons déjà parlé. Issu d'une des plus grandes familles de l'Aragon, et possesseur d'une grande fortune, le comte avait puisé dans ses voyages une liberté de pensées et des connaissances qui le rendaient supérieur à tous ses compatriotes. De retour dans sa patrie au commencement du règne de Charles III, il commanda l'armée qui envahit le Portugal, et mérita la reconnaissance du roi en apaisant les troubles qui s'élevèrent à Madrid et causèrent la chute de Squilace. Nommé président du conseil de Castille, c'est à ce titre qu'il introduisit des réformes salutaires dans l'administration intérieure de l'Espagne et qu'il porta un coup mortel au saint office par une ordonnance royale qui lui défendait de faire arrêter personne sans des preuves évidentes de culpabilité, et qui le rendait responsable dans le cas où ses agents sortiraient du cercle de leurs attributions [1770]. Il priva encore le saint office du droit de s'emparer à son profit des biens dont il prononçait la confiscation par ses arrêts. Il faut compter encore parmi les améliorations dont ce ministre fut l'auteur, ses réglemens relatifs à l'armée, dans laquelle il introduisit des manœuvres nouvelles ; il fit dresser encore le premier tableau statistique de la population de l'Espagne, il devait servir de guide au gouvernement et de base pour les innovations qu'il voudrait introduire par la suite. Les Jésuites avaient accaparé entre leurs mains l'éducation publique ; lorsqu'ils furent expulsés, d'Aranda remplaça leurs collèges par des écoles dont la direction fut remise à un corps de prêtres séculiers. Il contribua en outre à l'établissement de colonies dans la Sierra-Moréna, pays de montagnes demeuré inculte, quoiqu'il fût situé au centre du royaume. Il soutint de tout son pouvoir don Pedro Olavidez, qui parvint à peupler la Sierra-Moréna d'Allemands, de

(1) Clément XIV ; il avait succédé sur le trône pontifical à Clément VIII.

Suisses et d'Italiens, dont les travaux industriels rendirent fertile ce coin de terre qui avait jusqu'alors servi de retraite à des bêtes sauvages et à des bandits (1). Mais les bonnes qualités de ce ministre étaient gâtées par un caractère irritable et présomptueux. Loin de ménager Grimaldi, ministre principal de Charles, il était sans cesse en opposition avec ce favori, qu'il déchirait sans retenue dans ses discours. Dans ses rapports avec le monarque, il lui arrivait quelquefois d'oublier le respect qu'il devait à son souverain. Cette témérité, jointe à ses disputes perpétuelles avec Grimaldi, décida le monarque à renvoyer le comte d'Aranda, qu'il fit son ambassadeur à Paris, où les hommages des encyclopédistes le consolèrent de sa disgrâce.

L'année 1775 porta un coup funeste à la réputation des armes espagnoles. Une expédition composée de vingt mille hommes, et commandée par O'Reilly, débarqua près d'Alger et marcha sur cette ville; mais les Espagnols échouèrent complètement dans cette attaque et se rembarquèrent précipitamment après avoir perdu quinze cents hommes, et ramenant avec eux près de trois mille blessés. Cet échec et l'âge avancé de Grimaldi déterminèrent ce dernier à se retirer des affaires, et il fut remplacé, sur sa demande, par don Joseph Monino, qui venait d'être décoré du titre de comte de Florida-Blanca. Ce ministre se montra à la hauteur de ses éminentes fonctions par ses vues judicieuses et son activité infatigable, il comprit et améliora le système de réforme commencé par le comte d'Aranda. Nous n'entrerons pas ici dans le détail des actes de son administration, car les faits politiques qui nous restent à raconter réclament exclusivement la place que nous aurions voulu lui réserver. En effet, la guerre s'était allumée de nouveau entre l'Angleterre et la France à l'occasion de la conduite

hostile du cabinet de Versailles, qui avait encouragé et fourni des secours aux colonies américaines révoltées contre la Grande-Bretagne. Les habitants des principaux États qui composent aujourd'hui la confédération des Provinces-Unies descendaient d'une secte de fanatiques connus sous le nom de Puritains. Ils avaient inculqué à leurs enfants des principes d'indépendance qui, mûris par le temps, amenèrent la séparation de ces contrées de la mère-patrie. Le parlement anglais ayant déclaré que les colonies devaient participer aux dépenses publiques de l'empire, les Américains se refusèrent à payer aucun impôt. Dès ce jour ils levèrent l'étendard de la révolte, et, en 1776, une déclaration d'indépendance brisa tous les liens qui attachaient les colonies américaines à la Grande-Bretagne (1). Le pacte de famille qui unissait étroitement les deux chefs de la maison de Bourbon entraîna l'Espagne à prendre part à la lutte que la France engageait avec l'Angleterre. Charles d'ailleurs méditait depuis long-temps de rentrer en possession de Minorque et de la citadelle de Gibraltar. Des hostilités éclatèrent dans la Manche; les Anglais, quoique inférieurs en forces, paralysèrent par des manœuvres habiles les efforts des flottes espagnoles et françaises. Ils furent moins heureux en Amérique, où le gouverneur de la Louisiane, Bernardo de Galvez, s'empara de la Floride occidentale, tandis que le gouverneur de Yucatan chassait les Anglais de la baie de Honduras et détruisait leurs établissements. Cependant ces derniers prirent leur revanche en s'emparant du fort San-Fernando-Omoa, et saisirent dans le port de cette place plusieurs vaisseaux chargés de valeurs estimées à plus de trois millions de piastres. Tandis que les puissances belligérantes combattaient en Amérique avec des succès balancés, le duc de Crillon, commandant en chef des troupes espagnoles, fit capituler le fort Saint-Philippe, et l'île de Minorque ren-

(1) Quand d'Aranda eut quitté le ministère, Olavidez fut emprisonné par l'inquisition et condamné à des peines aussi graves qu'humiliantes. Il s'échappa d'un couvent où il était confiné, et se réfugia en France. Il y demeura pendant près de trente années, et retourna mourir dans sa patrie à la fin du siècle dernier.

(1) Nous renvoyons le lecteur à l'histoire de l'Amérique, où se trouve raconté en détail le grand événement qui plaça les colons américains au rang des nations.

tra sous la dépendance de l'Espagne après en avoir été séparée soixante quatorze ans [1732]. Après cette victoire, les escadres réunies de la France et de l'Espagne allèrent bloquer Gibraltar. Le siège de cette place fixa les regards de l'Europe entière. Un camp fut établi à Saint-Roch pour cerner Gibraltar du côté de la terre, tandis qu'on se disposa à l'attaquer par mer au moyen de batteries flottantes inventées par un ingénieur français nommé d'Arçon. Le conquérant de Minorque, le duc de Crillon, à la tête d'une armée de quarante mille hommes, dirigeait l'expédition, à laquelle vint se joindre une foule de volontaires espagnols et étrangers. On remarquait parmi ces derniers le comte d'Artois et le duc de Bourbon, l'un frère et l'autre cousin du roi de France (1). L'attaque commença, le 13 septembre 1782, par une effroyable canonnade partie des deux côtés, et qui ne produisit aucun résultat. Les obus lancés par les assiégés n'avaient pu entamer les batteries flottantes; mais, vers le soir, une grêle de boulets rouges amena leur destruction par l'incendie. Les équipages de ces machines, menacés par le feu, par l'eau et par les décharges de l'artillerie de la place, périrent en grande partie, malgré les secours qui leur furent prodigués par les vainqueurs. Cet échec détermina les assiégeants à renoncer à leur entreprise, qui n'avait plus aucun espoir de succès, car l'amiral Howe était parvenu à ravitailler Gibraltar. C'était la treizième fois que cette ville, bâtie à l'époque où les Maures occupaient la Péninsule, soutenait un siège en règle. En vain la cour d'Espagne entama, à plusieurs reprises, de longues négociations pour obtenir, en donnant des indemnités, la restitution de cette forteresse; elle ne put jamais triompher du refus des ministres anglais, retenus eux-mêmes par la crainte de soulever contre eux l'opinion des masses, qui attachait un prix exagéré à la conservation de Gibraltar.

Le seul événement de quelque importance survenu dans les dernières années du règne de Charles III fut l'insurrection qui éclata

dans le Pérou. Elle avait pour chef un certain Tupac Amaro, qui faisait remonter son origine à l'Inca Tupac, l'un des membres de la famille qui occupait le trône péruvien à l'arrivée des Espagnols. Ce personnage avait été élevé dans un collège à Lima, n'ayant pu obtenir le titre de marquis d'Oropesa, il revint dans le lieu de sa naissance, le cœur ulcéré, et profita de l'établissement d'un nouvel impôt pour insurger ses compatriotes. Il débuta par assassiner, dans une fête, le corrégidor du district, et souleva les Indiens montagnards. Ses forces s'élevèrent rapidement à près de soixante mille hommes; mais les révoltés n'avaient pour armes que des lances et quelques pièces d'artillerie; ils n'étaient ni enrégimentés ni soumis aux règles de la discipline; en un mot, c'était plutôt des guérillas que des soldats: aussi ce mouvement insurrectionnel fut-il étouffé, après avoir duré deux ans, par don Joseph De-Valle, qui, à la tête de quelques troupes, marcha contre les rebelles, qu'il força d'accepter une bataille où ils furent mis en déroute [1781]. Tupac Amaro tomba entre les mains des vainqueurs et fut écartelé, tandis que sa femme, ses parents et les principaux chefs de la rebellion terminèrent leur sort par le gibet. Au reste, l'entreprise de Tupac Amaro n'eut d'autre cause que la haine dont les Indiens étaient animés contre les dominateurs de leur pays, qui les condamnaient aux pénibles travaux de fouiller les entrailles de la terre pour y chercher des métaux précieux. Le travail des mines faisait périr par centaines ceux qui s'y livraient. Aussi les Péruviens, fatigués de souffrir, sa-luèrent-ils avec enthousiasme un homme qui, le front ceint du bandeau des Incas, promettait de les affranchir de l'esclavage, et de leur restituer l'ancienne indépendance dont ils avaient joui avant la conquête. Le monarque espagnol, dès qu'il eut conclu la paix avec l'Angleterre, en 1785 (1), ne songea plus qu'à terminer ses différends avec toutes les autres nations. Il signa un traité avantageux avec la Turquie, et Madrid vit pour la

(1) Louis XVI.

(1) Cette paix lui confirma la possession des deux Florides et de Minorque.

première fois dans ses murs un ambassadeur de cette nation [1787]. Après avoir bombardé inutilement Alger, Charles entra en arrangement avec le dey de cette ville et celui de Tunis. Il est vrai que cette trêve fut achetée quatorze millions de réaux; mais enfin elle permit de rendre à la culture tout le littoral situé en face de l'Afrique, et dont les pirates avaient fait un désert par leurs déprédations. Enfin secondé par le comte de Florida Blanca, le monarque travailla activement à assurer le bien-être de ses sujets, en creusant des canaux dans les royaumes de Murcie et dans l'Aragon; il autorisa l'établissement de la banque de Saint-Charles, et améliora la législation; mais il n'osa ou n'eut pas le temps de refondre entièrement la législation, quoiqu'il eût approuvé le plan du célèbre Campomanès, qui proposait de rédiger un code uniforme pour toutes les provinces de l'Espagne. Tandis qu'il se livrait aux soins du gouvernement, Charles, déjà parvenu à l'âge de soixante-treize ans, fut attaqué d'une fièvre inflammatoire, qui l'emporta vers la fin de l'année 1788. Ce fut le plus grand des princes de la famille des Bourbons en Espagne, ou du moins celui qui fit le plus pour le bonheur public. Il fut l'exemple de sa cour et des autres souverains par la pureté de ses mœurs, et se montra digne de soutenir le poids du gouvernement par sa vigilance et la force de sa volonté. Mais il faut avouer que sa fermeté dégénérait souvent en obstination, et qu'il poussait encore la réserve trop loin, car il cachait sa pensée même à celui de ses maîtres qui était le plus avant dans sa confiance. Observateur scrupuleux des pratiques religieuses, il ne se laissa pas dominer par l'ambition des ecclésiastiques qui l'entouraient, et nous avons vu qu'il réprima les fureurs de l'inquisition. Ami des lettres, il les encouragea par ses bienfaits; et, sous son règne, la littérature s'éveilla du long sommeil qui l'assoupissait depuis Charles II.

Charles n'eut qu'une seule épouse, Amélie, princesse de Saxe, dont il eut treize enfants. Le premier, Philippe-Pascal, exclu du trône de Naples pour cause d'imbécillité, mourut en 1777; le second succéda à son père comme roi d'Espagne, sous le nom

de Charles IV; le troisième, nommé Ferdinand, monta sur le trône des Deux-Siciles. Quatre autres princes précédèrent Charles III dans la tombe; quatre enfants expirèrent encore en bas âge. Quant aux filles, l'une, Maria-Josepha, mourut en 1804, sans avoir été mariée; l'autre, Maria-Louisa, devint l'épouse de l'empereur Léopold.

Nous allons quitter un instant le domaine de la politique pour aborder un sujet non moins intéressant, celui de la littérature et des arts. En effet, la vie intellectuelle d'un peuple fait partie intégrante de son histoire, et lui assigne sa place parmi les autres nations; car les œuvres de l'esprit donnent une suprématie aussi brillante et bien plus durable que les triomphes militaires: ceux-ci n'ont qu'un temps assez court, et sont toujours tôt ou tard obscurcis par des défaites. Il n'en est pas de même des travaux du génie, ils sont impérissables, et grandissent au contraire d'âge en âge. Nous allons donc jeter un coup d'œil rapide sur les écrivains et les artistes qui ont honoré et glorifié le nom de l'Espagne, en regrettant que le défaut de place nous force d'esquisser seulement ce que nous aurions voulu peindre. Nous espérons cependant que notre travail sera assez complet pour donner au lecteur des notions suffisantes sur ce point.

La langue espagnole semble être un mélange de l'allemand et du latin, augmenté depuis par un grand nombre de mots arabes. Elle retient ainsi l'empreinte des différents peuples qui ont envahi la Péninsule ibérique, puisque ce pays fut tour-à-tour occupé par les Romains, les Visigoths et les descendants de Mahomet. Mais, déchirée depuis le cinquième siècle de notre ère par des guerres perpétuelles, l'Espagne ne put songer longtemps à polir son idiôme et à se donner une littérature proprement dite. D'ailleurs, durant la domination musulmane, les principaux royaumes, gouvernés par les princes chrétiens, avaient chacun un langage différent. Le catalan régnait exclusivement dans l'Aragon et le long de la Méditerranée, jusqu'à l'état de Murcie; le castillan se parlait au centre de la Péninsule jusqu'aux limites du royaume de Grenade; et le gallego, qui

a donné naissance au portugais, était entendu dans la Galice, et jusque dans les Algarves. Enfin, dans la Navarre et dans quelques districts de la Biscaye, le basque, antérieur même à l'invasion des Romains, s'était conservé dans toute sa pureté, mais cet idiôme, qui semble appartenir à l'Orient, est toujours resté circonscrit dans les limites les plus étroites, et n'a jamais eu la plus petite influence sur la littérature nationale. On a remarqué que chez tous les peuples les vers ont précédé la prose : aussi le monument le plus ancien est-il un poème sur le Cid, écrit environ cent cinquante ans après la mort du héros qui en est le sujet. La versification de cet ouvrage, qui rebute par sa barbarie, excite cependant la curiosité, en offrant la peinture fidèle et naïve des mœurs du douzième siècle. Il touche aussi le cœur, car la fable présente un intérêt assez vif : nous allons la développer en quelques mots. Le Cid, né, dit-on, en 1026, était une sorte de condottière, qui vendait son appui à qui voulait le payer, et servait tour-à-tour les chrétiens et les Maures. Brouillé avec Alphonse VI, frère et successeur de Ferdinand, on le voit chercher un refuge à la cour d'Achmet Elmuktadir, roi de Sarragosse. Il revient cependant combattre pour le roi de Castille; mais il ne tarde pas à subir une seconde disgrâce, qui entraîne l'exil du héros, l'arrestation de sa famille et la confiscation de ses biens. C'est alors que commence l'action du poème. Le Cid quitte en pleurant son château de Bivar, à la tête de soixante chevaliers restés fidèles à son infortune, pour aller, à la pointe de l'épée, acquérir de nouvelles richesses, et conquérir des villes et des forteresses. En effet, il emporte d'assaut Alcocer, il soumet Alicante, Xérica et Alménar; puis, après un long siège, il s'empare de Valence. Attaqué par l'empereur de Maroc, qui passe le détroit avec cinquante mille combattants, il met en fuite les Maures, et fait hommage d'une partie de son butin au roi de Castille, Alphonse VI. Ce prince, touché de ce présent et du souvenir des services que le Cid lui a rendus, offre au héros de revenir dans sa patrie, et conclut

drigue avec les fils de Gonzalès, comte de Carion. Ici s'arrête la première partie de l'ouvrage, où l'auteur fait tour-à-tour l'office de poète et de chroniqueur. Le jour même de la célébration du double mariage des filles du Cid, un incident lui fit connaître que ses gendres manquaient de courage, la première des vertus à cette époque. Un lion que Rodrigue élevait s'étant échappé de sa loge, entra dans la salle du festin, où il jeta le trouble et la confusion. Les infants de Carion laissèrent alors éclater à tous les yeux leur insigne lâcheté : au lieu de tirer l'épée, ils ne songèrent qu'à fuir et à se mettre à l'abri derrière les convives. Honteux du mépris dont ils s'étaient couverts dans cette occasion, les jeunes princes demandèrent à retourner à Carion. Forcé de consentir à leur départ, le Cid leur remit de grandes sommes et y joignit des présents d'un grand prix, parmi lesquels on remarquait deux épées appelées Colada et Tizon, qu'il avait enlevées à deux guerriers célèbres, l'un Maure et l'autre Catalan.

Un parent du Cid, Félix Munoz, se chargea d'accompagner les époux pour leur faire honneur. Mais les infants de Carion avaient résolu de se défaire des filles du Cid. Ils regardaient cette union comme une mésalliance, et méditaient de la rompre en faisant périr leurs épouses pour s'emparer de leurs trésors, et contracter de nouveaux mariages avec les filles de quelques rois maures. Arrivés au milieu du bois de Corpès, les infants y passèrent la nuit. Le matin venu, ils firent marcher en avant tous les gens de leur suite, et restés seuls avec dona Elvira et dona Sol, ils les dépouillèrent, les attachèrent à des arbres et les fustigèrent avec des courroies; afin, dirent-ils, de se venger sur elles de l'aventure du lion qu'ils prétendaient avoir été provoqué par le Cid pour faire éclater leur poltronnerie à tous les yeux; puis ils s'éloignèrent, abandonnant les deux victimes, en proie à la rage des bêtes féroces. Inquiet de ne pas revoir ses cousines, Munoz retourna sur ses pas, et trouva dona Elvira et dona Sol les épaules ensanglantées et presque mourantes; il les couvrit de son manteau et les conduisit chez un gentil-

homme, Diégo Tellez, qui leur prodigua tous les secours dont elles avaient besoin. Dès qu'il apprit l'outrage fait à ses filles, Rodrigue en demanda raison au roi Alphonse, qui assembla les cortès à Tolède pour lui donner satisfaction. Rodrigue se rend à l'assemblée, suivi de cent chevaliers. Il y trouve les infants de Carion auquel un seigneur puissant, le chef d'un parti nombreux, don Garcia Ordenez, avait promis son assistance et celle de ses amis. Avant de réclamer vengeance de l'affront qu'il avait reçu, le Cid redemande ses deux épées, Colada et Tizon, qu'il veut garder en sa possession comme un trophée. Il réclame aussi la dot de ses filles. Après avoir obtenu satisfaction sur ces deux points, le Cid se tournant vers le monarque, s'écrie : « Mais l'offense la plus grande reste encore à laver... Les infants de Carion ne peuvent s'acquitter envers moi que par un combat. Dites, infants, en quoi vous ai-je offensés? Je vous ai donné mes filles en me dépouillant pour les enrichir. Si vous ne les aimez pas, chiens de traîtres, pourquoi les emmener de Valence, où elles étaient honorées? Pourquoi les avoir frappées comme des esclaves, et les avoir abandonnées à la merci des bêtes féroces? Ces outrages, il faut qu'ils retombent sur vos têtes. » Le comte Garcia prend la parole, et « reproche au Cid d'avoir laissé croître sa barbe dans l'espoir de glacer de crainte ceux qui le regardent; mais les infants de Carion n'en sont pas plus épouvantés; ils sont d'ailleurs d'une si haute naissance, qu'ils n'ont pris les filles du Cid que pour en faire des maîtresses et non des épouses. — Je remercie Dieu, » réplique le Cid, « de m'avoir donné une barbe si longue, et que j'ai laissée croître suivant mon bon plaisir; jamais fils de femme et jamais le rasoir n'ont osé y toucher. Il n'en fut pas de même de vous, comte, lorsque je vous fis prisonnier dans le château de Cabra, que vous saisis par la barbe, et les poils que ma main vous arracha ne sont pas encore repoussés. » Les infants de Carion se lèvent ensuite pour déclarer que nés comtes de Carion, ils ne doivent épouser que des filles de rois. Enfin cette scène se termine par un défi

adressé aux infants par Pero Bermuez et Martin Antounez, à qui le Cid a donné ses deux fameuses épées Tizon et Colada, dont il venait d'obtenir la restitution. Le roi désigne le champ du combat dans la plaine de Carion, et déclare que celui des champions qui ne s'y rendra pas à l'époque fixée sera déclaré vaincu et proclamé traître. Le Cid délie alors sa barbe, qu'il avait attachée en signe de deuil, et retourne à Valence. Le poème se termine par la victoire des champions du héros. Ses filles sont vengées et recouvrent leur honneur; elles épousèrent ensuite les infants de Navarre et d'Aragon. Telle est l'analyse fidèle de cet ouvrage : on y trouve une peinture aussi vraie que touchante des sentiments les plus élevés, l'attachement tendre et respectueux de Chimène pour son époux, et l'amour que le héros éprouve pour sa femme et pour ses enfants. Quelques scènes sont retracées avec autant de force que de vivacité; entre autres, la description du combat entre les infants et leurs adversaires. Puis les mœurs grossières et naïves de ces temps piquent la curiosité en nous introduisant dans un monde dont il ne reste plus que des souvenirs effacés à demi par le temps. Le style de ce poème est aussi irrégulier que le langage, car les vers sont tantôt de dix, tantôt de quinze et même de dix-huit syllabes, et en monorimes, c'est-à-dire en rimes redoublées et suivies jusqu'à ce que le poète ne trouve plus de mots d'une consonnance semblable. On ignore le nom de l'auteur de ce premier essai de la poésie castillane; on croit cependant qu'il fut composé dans la première partie du douzième siècle.

Au siècle suivant, parurent deux écrivains dont la versification régulière témoigne déjà des progrès de l'idiôme national. Le premier de ces écrivains, nommé Gonzales de Berceo, peut être considéré comme le législateur du Parnasse espagnol. En effet, dans les neuf poèmes qu'il nous a laissés, tous les vers sont composés également de douze et quatorze syllabes, où règne l'hémistiche. Le monorime est réduit en quatrain. Les ouvrages de Berceo sont pour la plupart des biographies de quelques saints, presque inconnus

aujourd'hui ; il y célèbre les actes de leur vie et les miracles qu'ils firent, même après leur mort. Dans ces légendes, l'auteur ne montre qu'une piété crédule qui vante sans examen les faits les plus étranges présentés comme des vérités incontestables. Il mourut en 1268. C'est à peu près à cette époque que Jean Lorenzo écrivit un poème en l'honneur d'Alexandre, que l'ignorance de ces temps avait transformé en chevalier errant. Ainsi il nous montre le vainqueur de Darius armé chevalier par le pape, et il affirme que le héros macédonien, ayant déjà conquis l'Inde, l'Égypte, l'Afrique, Maroc et tous les pays sur lesquels Charlemagne a régné, brûlait alors d'aller combattre les Juifs et les Maures. Dans un autre endroit, Aristote donne à son élève des règles de conduite qui sont toutes relatives à ses devoirs, non-seulement comme monarque, mais encore comme chevalier ; puis le conquérant, revêtu d'une armure enchantée, ouvrage des fées et de Vulcain, se met en route pour aller courir le monde et chercher des aventures. Enfin, dans le même siècle, on compte parmi les poètes Alphonse X, connu dans l'histoire sous le nom d'el Sabio le Savant, et non le Sage, ainsi que l'ont traduit inexactement les chroniqueurs. Ce prince [1260] éleva l'idiome populaire au rang d'une langue, en défendant l'usage du latin dans les actes publics. On a de lui un livre de cantiques rimés en gallicien, et deux autres ouvrages en langue castillane. Le premier, *el Libro de las querelas*, le Livre des complaints, a pour sujet la révolte de don Sanche, fils du monarque ; l'autre, intitulé *el Tesoro*, est un traité sur la pierre philosophale, dont Alphonse donne la recette ; mais par malheur ce beau secret en trente-cinq staves de chiffres est resté jusqu'à ce jour inintelligible. Si l'impulsion donnée par ce monarque n'avait pas été étouffée par des guerres continuelles, les lettres auraient grandi et seraient arrivées rapidement à la perfection. Mais la poésie resta seulement populaire, au lieu d'être cultivée par les esprits les plus éclairés et les plus délicats. Il advint que l'Espagne fut inondée d'une foule de petites pièces appelées romances,

dont les auteurs, restés inconnus, ont célébré les fastes de la patrie. Là brille encore Rodrigue de Bivar ; on y raconte toute sa vie depuis le jour où il tue, malgré sa jeunesse, le comte de Gormaz, qui avait insulté son père, jusqu'au moment où le héros, chargé de gloire et d'années, expire enfin, et, quoique mort, met en fuite les Infidèles. C'est dans ces romances, qui racontent en détail les amours et les exploits du Cid, que Diamante, et après lui Guillen de Castro, ont puisé chacun une pièce de théâtre que Corneille a transportée sur le nôtre en surpassant ses devanciers. On ne peut décider si les faits racontés dans le *Romancero* (1) appartiennent plutôt à la fable qu'à l'histoire. Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons nous refuser au plaisir de citer celle qui raconte la mort de Rodrigue. Après avoir distribué sa fortune, ordonné sa pompe funèbre et reçu les secours spirituels dont l'Église fortifie le courage des chrétiens mourants, le poète montre le héros luttant contre le trépas qui s'apprête à le frapper. « Drapeaux, »
 « vieux drapeaux, fideles compagnons des »
 « victoires du Cid, frémissez tristement dans »
 « les airs, puisqu'il vous est interdit de faire »
 « entendre votre voix et de verser des lar- »
 « mes ; maintenant ses yeux s'obscurcissent, »
 « et il vous voit pour la dernière fois. Adieu, »
 « montagnes élevées de Téruel et d'Albara- »
 « zin, témoins immortels de sa gloire ! »
 « adieu, collines verdoyantes qui planaient »
 « au dessus de la vaste étendue des mers ! »
 « Ah ! la mort nous enlève tout ce qui nous »
 « appartient comme l'épervier dépouille sa »
 « proie. Voyez ; les yeux du héros s'ape- »
 « santissent ; il regarde pour la dernière »
 « fois. Qu'a-t-il donc, le vaillant Cid ? il est »
 « étendu sur sa couche. Qu'est devenue sa »
 « voix tonnante ? à peine peut-on entendre »
 « qu'il demande à revoir son vieil ami Ba- »
 « biéca. Babiéca vient ; il reste là les yeux »
 « ouverts et tranquille comme un agneau. »
 « Son maître ne peut plus lui parler, ni lui »
 « parler à son maître. Babiéca le contemple

(1) Le *Romancero*, ou recueil de romances, a été publié au commencement du seizième siècle, et réimprimé en 1614 par les soins de Pédre de Flores.

» tristement ; le Cid le regarde pour la der-
» nière fois.

» Chumène, assise, garde le silence ; le
» Cid lui serre encore la main ; mais le fré-
» missement des bannières devient plus fort ;
» le vent souffle à travers les fenêtres ouver-
» tes ; tout-à-coup le vent et les bannières
» se taisent : le Cid....., il s'est endormi.
» Sonnez, trompettes, fifres et clarinettes ;
» étouffez de vos sons aigus les plaintes et
» les soupirs : ainsi l'a ordonné le Cid. C'est
» à vous d'accompagner l'âme du héros qui
» s'est endormi. »

La romance suivante représente le héros que l'on place, quoique mort, sur son coursier ; ses compagnons d'armes l'entourent, et il est suivi de Chimène gardée par six cents chevaliers. Cette troupe sort de Valence, alors assiégée par les Maures ; elle fond sur les infidèles dont elle fait un horrible carnage, etc. Ainsi le Cid est victorieux après sa mort, car saint Jacques le précède. Nous terminerons l'examen des poésies sur le Cid par une pièce qui cependant ne parle pas de Rodrigue, mais qui n'en est pas moins empreinte de l'intérêt le plus touchant ; en voici le sujet : don Sanche-le-Fort, roi de Castille, que son ambition avait entraîné à ravir l'héritage de ses frères et de ses sœurs, avait été assassiné sous les murs de Zamora qu'il assiégeait. Enchaîné par sa parole, le Cid s'était vu forcé de combattre pour le roi de Castille, mais il ne voulut point chercher à venger sa mort. Toutefois un chevalier castillan, Diégo Ordone de Lara, accuse hautement les habitants de Zamora d'avoir pris part au meurtre de don Sanche, et il offre de combattre l'un après l'autre cinq guerriers de cette cité. Un vieillard, Arias Gonzalo, accepte le défi pour lui-même et pour ses quatre fils. Mais toutes les dames et la souveraine, dona Urruca, le supplient de ne pas descendre dans la lice, car l'âge a fait décliner ses forces. Gonzalo cède enfin à leurs prières et arme lui-même don Pedro, l'aîné de ses fils. Il tombe sous les coups de Diégo, qui, brandissant son épée, crie d'une voix terrible : Qu'il en vienne un autre ! Le second fils d'Arias accourt et expire sous le fer de Diégo. Un autre frère succombe à son tour

« Silence, trompettes insensibles ; les en-
» trailles d'un père sont déchirées par vos
» faufares.

Le vieillard arme Fernand, son dernier fils et sa dernière espérance : Courage, lui dit-il ; mais, avant d'entrer dans la lice, embrasse-moi, mon fils. — Quoi ! vous pleurez mon père !

« Mon fils, je pleure. C'est ainsi que mon
» père pleura jadis, penché sur moi, lorsqu'il
» fut offensé par le roi de Tolède ; ces larmes
» m'inoculèrent la force du lion, et je lui rap-
» portai la tête de son ennemi.

» Fernand entre dans la carrière : il était
» midi ; il attaque sans crainte le vainqueur
» ses frères. Celui-ci, croyant terminer la
» lutte d'un seul coup, dirige son glaive sur
» la poitrine de Fernand ; mais le coup, quoi-
» que terrible, n'est point mortel. Les deux
» épées brillent comme l'étoile du matin ;
» mais Diégo réussit enfin à frapper au front
» son jeune ennemi. Fernand courbe la tête
» et passe son bras autour du cou de son
» cheval ; puis, par un dernier effort, il porte
» un dernier coup à son adversaire. Mais,
» aveuglé par le sang qui coule sur son vi-
» sage, il n'atteint que les rênes du coursier
» de Diégo : le coursier se cabre, il jette son
» cavalier par-dessus la barrière. Les habi-
» tants de Zamora crient victoire, et les juge
» du camp se taisent.

» Arias se précipite dans l'arène ; il n'y
» trouve plus que son plus jeune fils baigné
» dans son sang, et déjà fané comme une
» rose prête à s'effeuiller.

» Silence, trompettes insensibles, les en-
» trailles d'un père sont déchirées par vos fan-
» fares. » Quoique dépouillé du charme d'une versification harmonieuse et d'une sorte de simplicité naïve empreinte dans le récit, on sent que ce morceau doit toucher profondément ; mais les vers peuvent seuls bien traduire les vers, et il serait à désirer qu'un véritable poète fit passer ces romances et celles du Cid dans notre langue (1).

Le quatorzième siècle ne compte que deux

(1) Cette tâche a été essayée plutôt que remplie par un écrivain de nos jours ; car son travail, s'il n'est pas sans mérite, laisse beaucoup à désirer.

ou trois écrivains distingués : le premier est un prince, l'infant don Manuel, issu par une branche cadette de saint Ferdinand. Il se distingua à la guerre comme dans les lettres, et lutta pendant vingt ans contre les Maures de Grenade. Son œuvre principale est intitulée : *le Comte Lucanor*. C'est un recueil d'historiettes qui se terminent toutes par une moralité exprimée en vers. Lucanor est un prince qui, placé dans des circonstances difficiles, recourt aux conseils de Patranio, son ami et son ministre, qui lui donne son avis sous la forme d'un conte toujours terminé par une sentence se rapportant à la position de Lucanor. Voici quelques-unes de ses sentences : Si tu as fait quelque bien en petit, fais-le aussi en grand, car le bien ne meurt jamais. — Celui qui te conseille d'ôter la confiance à tes amis veut te tromper sans témoin. — Ne risque pas ta fortune sur le conseil d'un pauvre. — Que celui qui est bien assis ne soit pas prompt à se lever. — Celui qui te loue sur ce que tu ne possèdes pas a envie de dévorer ce que tu possèdes. Le prince Jean Manuel mourut en 1362. C'est à peu près l'époque où parut en Italie le *Décameron* de Boccace, et les deux auteurs contribuèrent également à former la prose chacun dans leur patrie. Au siècle de Manuel vécut aussi Pedro Lopez de Azola, grand chambellan et grand chancelier de Castille. Mêlé aux scènes orageuses de son temps, il en a retracé l'histoire dans une chronique où il raconte la vie de quatre rois sous lesquels il a vécu : don Pierre ou don Père dit le Cruel, Henri II, Juan I et Henri III. Nourri de la lecture de Tite-Live. I chercha le premier à imiter les anciens dans l'art de narrer les événements. Il a aussi composé un long poème où il traite tour-à-tour de politique, de morale et de religion. Mais ses vers sont encore manuscrits, et s'ils étaient publiés, ils n'offriraient guère d'intérêt que sous le rapport historique, car il y peint avec force la corruption qui régnait au quatorzième siècle dans l'Eglise et dans l'État. Au commencement du même siècle parut encore un ouvrage dont la célébrité se répandit dans toute l'Europe; nous voulons parler d'*Amadis de Gaule*, dont

l'auteur est un Portugais nommé Vasco Lobera. Les quatre premiers livres de cet ouvrage, écrits en espagnol, obtinrent une vogue prodigieuse, qui s'est même soutenue jusqu'à nos jours. Amadis est resté le type des amants fidèles et soumis; son dévouement pour sa dame ne recule devant aucun péril, son obéissance est presque servile; mais cependant son respect pour Oriane ne va pas jusqu'au platonisme, et il reçoit de sa maîtresse le prix de ses sacrifices. Le succès de l'œuvre de Lobera n'a rien qui doive surprendre, car il rappelait aux Espagnols les longues guerres que leurs ancêtres avaient soutenues contre les Maures, et les scènes auxquelles ces luttes avaient donné lieu. Rien n'était plus propre à enflammer l'imagination encore captivée par des féeries qui prêtaient à ces scènes un charme aussi nouveau que brillant. Amadis enfanta une foule de romans de chevalerie, qui popularisèrent les aventures de ces guerriers, remplissant la mission de défendre la faiblesse contre la force, et de redresser les torts et les abus partout où ils les rencontraient; de là naquirent sans doute les petits poèmes auxquels on a donné le nom de romances, et qui doivent remonter au quatorzième siècle. Ces petites pièces, dont les auteurs sont restés inconnus, se gravaient aisément dans la mémoire de tous. Elles célébraient tantôt les exploits de quelque guerrier, tantôt les malheurs ou les plaisirs des amants. C'est dans ces romances que l'on voit reparaître le Cid, don Gayferos, le Maure Calaynos, et la plupart des preux qui entouraient Amadis, héros fabuleux; et Charlemagne, que le roman empruntait à l'histoire pour lui prêter des aventures entièrement factices. Parmi les héros qui figurent dans les romances, nous citerons seulement Bernard de Carpio, espèce d'Hercule castillan. Peut-être n'a-t-il vécu que dans l'imagination des poètes, c'est ce qu'on n'oserait affirmer. Mais cependant la plupart des hauts faits de cet illustre chevalier ne sauraient appartenir à l'histoire. Fruit de l'union secrète du comte de Saldana et de Chimène, sœur d'Alphonse-le-Chaste, le jeune Bernard est élevé sous un nom supposé à la cour d'Alphonse. Ce monarque avait

fait jeter dans un cachot le comte de Saldana qu'il avait privé de la vue. Instruit de la captivité de son père, Bernard, dans l'espoir d'obtenir sa délivrance, rend à Alphonse les services les plus signalés ; mais le roi, aussi ingrat que perfide, s'acquitte de sa promesse en livrant à Bernard le cadavre de l'auteur de ses jours. Celui-ci, pour tirer vengeance de cette odieuse trahison, s'allie avec les Maures une première fois, c'est encore avec le secours des infidèles qu'il s'oppose à l'invasion de l'Espagne, tentée par Charlemagne, et qui se termine par la mort de Roland à Roncevaux. Quelques-uns de ces faits dont le fondement est historique, mais les détails fabuleux, sont racontés dans une suite de romances également répandues parmi les Maures et les Castillans. C'est aussi dans ces romances que l'on trouve l'histoire de Rodrigue, dernier roi des Goths. Vaincu par les Arabes à la bataille de Guadalette, le sort de ce malheureux prince est resté couvert d'un voile mystérieux, car on ne sait s'il périt les armes à la main ou s'il finit ses jours dans la solitude, caché sous la robe d'un ermite. Quoi qu'il en soit, la peinture de l'abandon où se trouve Rodrigue après sa défaite offre le plus vif intérêt. Nous regrettons que le défaut d'espace nous empêche de citer cette pièce. D'autres romances renferment encore des récits non moins touchants, et dont la poésie dramatique s'est emparée pour les traduire sur la scène ; telle est, entre autres, l'histoire du comte Alarcos : après avoir séduit une infante, il se marie avec une autre femme, qu'il immole pour rendre l'honneur à l'infante.

Durant le règne aussi long qu'agité de Juan II, roi de Castille (1), la poésie, au lieu de déchoir, prit au contraire un nouvel essor, car elle fut cultivée par des hommes placés au premier rang de la société : ainsi le marquis de Villena, qui tirait son origine des rois de Castille et d'Aragon, fonda, dans l'un et l'autre de ces royaumes, une académie, et composa un livre intitulé : *La Gaya Ciencia*, où il donne des préceptes aux poètes ses contemporains, qu'il exhorte à

étudier les muses latines pour y trouver des leçons et des modèles dans l'art si difficile de captiver le cœur et l'imagination. A la même époque, et à la cour de Juan II, vivait encore le marquis de Santillane, qui joua un rôle également brillant dans la politique et dans les lettres. Il est auteur d'un assez grand nombre d'ouvrages en prose et en vers, dont nous mentionnerons seulement quelques-uns, entre autres son *Centiloquio*, recueil de cent maximes de morale et de politique. Ces maximes sont renfermées, chacune, en huit petits vers, et servirent long-temps de manuel aux princes comme aux particuliers ; on y joignit des commentaires quand la découverte de l'imprimerie multiplia les livres qui jouissaient de la faveur publique. On doit encore au marquis de Santillane un dialogue entre Bias et la Fortune, d'autant plus digne d'intérêt, que l'auteur, lorsqu'il écrivit, était captif par l'ordre de Juan II. Quelques poésies légères, échappées à sa muse, sont empreintes d'une grâce naive, dont on sent même encore le charme aujourd'hui : tel est surtout la Serranar (Sérénade) adressée à la bergère de la Finojosa.

Il faut encore compter parmi les écrivains les plus célèbres de cette époque Juan de Ména, auteur d'un poème intitulé : *El Labyrintho* (le Labyrinthe), inspiré par la lecture du Dante, qui a produit une foule d'imitateurs en Italie, en Espagne et en France. On en jugera par la fable du Labyrinthe, dont le début est à peu près le même que celui de la Divine Comédie. En effet, Juan de Ména raconte que, s'étant égaré dans un désert rempli de bêtes féroces, il rencontre une belle femme nommée la Providence, qui l'introduit dans le palais de la Fortune, où elle lui montre les trois roues du Destin, qui se composent de sept cercles, emblème allégorique de l'influence qu'elles exercent sur la race humaine, à qui ces mêmes planètes infusent de bons ou de mauvais penchants ; ainsi, Mars préside au sort de guerriers ; Phœbus inspire les poètes et les savants ; Diane veille sur ceux qui se sont voués à la chasteté. La composition de Juan de Ména se divise nécessairement en sept parties, où il fait le portrait d'un grand

(1) Il monta sur le trône en 1407, et mourut en 1454.

nombre de personnages célèbres, raconte leurs actions, en assigne les motifs, et, de là, prend occasion d'étaler toutes ses connaissances dans l'histoire, dans la mythologie, dans la philosophie, dans la morale et dans la politique; il sème sa narration de préceptes, enseignant aux princes à gouverner les peuples, et aux simples particuliers à se gouverner eux-mêmes. Malheureusement l'auteur est plus moraliste que poète, et mérite plutôt d'être consulté comme légiste et comme historien que d'être lu pour charmer l'imagination; en intéressant l'esprit ou le cœur, son livre nous dévoile cependant les misères de la Castille sous le faible Juan II, et les vices et les abus auxquels l'Espagne était alors en proie. Cependant la versification de Juan de Ména n'est pas sans mérite; mais elle a plus de force que de grâce, et loin de se montrer l'esclave de l'idiôme dont il se sert, il le ploie et le modifie suivant son caprice ou les exigences de sa pensée; il supprime les syllabes de certains mots, change l'allure de la phrase, et quand les expressions lui manquent, il les emprunte au latin, au français, ou à l'italien. Au reste *le Labyrinthe*, comme le poème du Dante, a fait époque dans sa patrie; il a même subi l'honneur d'être commenté. En un mot, il tient encore sa place dans les bibliothèques; on cite même quelques-uns de ses vers; mais on ne lit plus l'ouvrage dans son entier, il n'apprendrait plus rien à ceux qui savent, et fatiguerait ceux qui ne cherchent qu'à se distraire. L'histoire et la poésie ont aussi consacré le nom de Macias, quoiqu'il n'eût composé que quatre chansons; mais elles causèrent sa mort, qui contribua plus encore que ses vers à l'immortaliser. C'était un gentilhomme attaché à don Henri de Villena: il s'éprit de la plus vive passion pour une dame; n'ayant pu l'épouser ni empêcher qu'elle s'unît avec un autre, il continua à poursuivre de ses assiduités l'objet de sa passion, qu'il célébra dans ses vers. Renfermé pour ce motif dans une tour, il y fut tué d'un coup de lance par le mari de sa dame. La fin tragique de Macias fut célébrée par tous les poètes du temps, et il devint pour ainsi dire le type

et le modèle des amants. Aujourd'hui même sa renommée n'est pas éteinte, et, passée d'âge en âge, elle est restée et restera à jamais gravée dans la mémoire publique. Les trois personnages que nous venons de mentionner méritent cette distinction par l'importance de leurs ouvrages; mais ils ne furent pas les seuls qui cultivèrent la poésie au quinzième siècle. Un grand nombre de pièces, dont la plupart sont dans le genre lyrique, témoignent que la poésie était cultivée généralement. Le *Cancionero general*, où l'on a rassemblé des hymnes, des chansons sur toutes sortes de sujets, rappelle les noms de cent trente-six auteurs. L'amour a inspiré la majeure partie de ces petites compositions, où le sentiment est trop souvent remplacé par l'affectation. Cette maladie de l'esprit remonte à Pétrarque, dont les sonnets, admirés en Espagne comme en Italie, servirent de modèle à la plupart des poètes de cette époque. Cependant le cri de la passion se fait quelquefois entendre chez les Espagnols à travers la recherche de la pensée et l'enflure de l'expression. Au reste, dans les compositions amoureuses dont nous parlons, on rencontre sans cesse, mêlés ensemble, l'amour divin et l'amour profane; car, chez les peuples du midi, la dévotion a sa place obligée dans les œuvres de l'esprit comme dans toutes les actions.

Tel était l'état de la poésie au commencement du seizième siècle; elle se composait de romances chevaleresques, de chansons amoureuses et dévotes, et de poèmes allégoriques inspirés par le Dante; mais la langue s'était purifiée, et l'esprit des poètes s'était enrichi de connaissances qui devaient ouvrir à l'art une voie nouvelle. Quant à la prose, elle mérite à peine d'attirer l'attention; la poésie l'avait devancée. Il ne reste guère de cette époque que des chroniqueurs, dont le style est souvent obscur, et les récits chargés d'incidents qui interrompent le fil de la narration, et la rendent parfois difficile à comprendre. Quelques-uns de ces prosateurs ont joint encore à leurs défauts le tort d'imiter maladroitement les historiens de l'antiquité, et ont ainsi perdu le seul mérite qui pou-

vait les rendre recommandables, celui de la naïveté.

Entrons maintenant dans le seizième siècle, temps si glorieux pour l'Espagne, qui tint alors le premier rang dans les armes et dans les lettres. En effet les souverains de ce pays, Ferdinand et Isabelle, ayant uni leurs États par un mariage dès la fin du quinzième siècle, avaient soumis à leur béniédiction toute la Péninsule ibérique, à l'exception du Portugal. Leur petit-fils, Charles-Quint, y joignit les Pays-Bas, puis l'Autriche, la Hongrie, la Bohême, avec le titre d'empereur possédé jadis par Charlemagne. Successeur de ce héros, le jeune monarque espagnol voulut, à son exemple, donner des lois à toute l'Europe. Ses armées envahirent tour-à-tour l'Italie, la France, l'Allemagne, dont elles essayèrent d'enchaîner l'indépendance. Charles échoua dans ce projet gigantesque ; mais le nom ainsi que la langue des Espagnols se répandit dans toutes les contrées ; son idiôme se naturalisa même dans le Nouveau-Monde, découvert par Colomb. Ces brillants avantages, les sujets de Charles les payèrent par la perte de leurs libertés. Toutefois la gloire guerrière des Espagnols, quoique nuisible aux intérêts du pays, donna l'éveil à l'imagination des poètes, et servit les intérêts de l'art. En effet une foule d'Espagnols se répandirent, dans tous les pays de l'Europe, surtout en Italie : ils étudièrent les grands écrivains de cette contrée, qui, dans le moyen-âge, avait devancé toutes les autres dans la carrière de la civilisation et des lettres, et quelques-uns d'entre eux tentèrent d'importer en Espagne les lois et les règles de la versification italienne. Celui qui donna le premier le précepte et l'exemple en ce genre fut Juan Boscan ; il avait porté les armes dans sa jeunesse, et s'était lié dans ses voyages avec un Vénitien, André Navagero, qui représentait sa nation auprès de Charles-Quint, en qualité d'ambassadeur. Entraîné par les exhortations et les conseils d'un esprit aussi distingué, Boscan publia des poésies dont la forme était calquée sur le mètre italien. Imitateur de Pétrarque, il rappela quelquefois la précision et l'har-

monie de son modèle ; mais la réputation de Boscan a quelque peu souffert, et s'est absorbée en quelque sorte dans la gloire de son ami et son contemporain, Garcilaso de la Vega. Ce dernier, qui vint au monde dans les premières années du seizième siècle, mourut à trente ans, et consuma dans les camps la majeure partie d'une vie si courte. Lorsque Charles-Quint envahit la Provence, en 1536, Garcilaso, qui l'avait suivi dans cette expédition, fut blessé mortellement au siège d'une forteresse. Ce poète, moissonné si jeune, n'a composé qu'un petit nombre d'ouvrages ; tout son bagage littéraire se compose d'une trentaine de sonnets, de quelques élégies, et de trois églogues, dont la première est signalée par les Espagnols comme un véritable chef-d'œuvre, sous le double rapport de la pensée et de l'expression. La plupart des critiques s'étonnent que Garcilaso, homme de guerre, ait réussi dans le genre pastoral, si opposé à toutes les habitudes de sa vie ; mais ce contraste n'a rien qui doive surprendre, car les rêves de l'imagination n'ont souvent aucun rapport avec la vie réelle, les hommes, lancés dans le tourbillon des affaires, aspirent presque toujours et regrettent les douceurs d'une vie tranquille. Ce penchant qui nous fait désirer les biens que nous ne possédons pas, explique le choix du genre traité par Garcilaso. Entouré plus d'une fois des paysages les plus riants, le jeune guerrier a dû songer à les peindre et à les peupler d'êtres imaginaires doués de mœurs simples et pures, qui reposaient son âme des scènes sanglantes de la guerre ; il avait d'ailleurs nourri son esprit de la lecture de Virgile et des poètes italiens qui avaient marché sur les traces de l'auteur des Bucoliques, et il entra dans la même carrière pour la parcourir avec le même succès. La poésie pastorale repousse la profondeur ou la recherche dans la pensée ; elle exige seulement la douceur et la sensibilité jointe à l'harmonie du style : toutes ces qualités, Garcilaso, au dire de ses compatriotes, les possédait au plus haut degré ; aussi l'ont-ils surnommé le prince des poètes castillans. Au reste le mérite de Garcilaso, qui tient en grande partie à l'heureux choix des ex-

pressions, à l'enchaînement de la période, ne peut être justement apprécié que par des Espagnols. Nous passerons rapidement sur les écrivains formés à l'école de Garcilaso ; nous nous contenterons, faute de place, de nommer les plus célèbres, et de les caractériser en quelques mots. Au premier rang se présente Ferdinand de Herrera, proclamé le divin, par ses disciples, car il tenta de créer un nouveau style, c'est-à-dire d'augmenter la pompe de la diction, afin que la poésie eût une allure plus vive et plus hardie que celle de la prose. En conséquence, Herrera voulut latiniser l'idiôme espagnol, en prodiguant les inversions et en composant des mots empruntés à la langue des Maures. Malgré ses défauts, il demeure à la tête des poètes lyriques de l'Espagne, et nul n'était plus digne que lui de célébrer la victoire de Lépante, qu'il a chantée dans une ode où respire l'enthousiasme et la joie du triomphe. Nous nommerons encore Louis Ponce de Léon, auteur de poésies morales et religieuses, qui jouissent dans sa patrie de la plus haute estime. Après lui nous mentionnerons encore Diégo Hurtado de Mendoza, qui fut tout à la fois homme politique, guerrier illustre et grand écrivain : nous le considérons seulement sous ce dernier rapport. Ses poésies les plus estimées rentrent dans le genre didactique ; à l'exemple d'Horace, ses épîtres respirent une philosophie plus forte que celle de l'hôte de Mécénas ; mais on y rencontre le même enjouement, fortifié d'une raison toujours saine, qui juge les hommes et sait apprécier les choses de la vie à leur valeur véritable. Mais, de tous les ouvrages de Mendoza, celui qui le recommande principalement est l'histoire de Lazarille de Tormes, roman comique, et d'autant plus précieux qu'il décrit avec autant de vérité que d'agrément les mœurs de la société espagnole au seizième siècle. Lazarille, abandonné dès sa naissance à toutes les vicissitudes du sort, subit une foule de fortunes diverses : jeté parmi les mendiants et les fripons, il dévoile leurs ruses ; il fait connaître leurs habitudes dans un grand nombre de scènes, retracées avec autant de malice que de gaieté, et, ce qui prouve l'exac-

titude de ces peintures, c'est qu'elles sont vraies, même encore aujourd'hui, à plusieurs égards. L'œuvre de Mendoza, transportée dans toutes les langues modernes, a joui d'une vogue extraordinaire : Lesage l'a fait connaître en France, et s'en est inspiré pour composer son Gil-Blas. Exilé à Grenade, à l'époque où les Maures se soulevèrent dans les montagnes de l'Alpujarra, Mendoza écrivit l'histoire de cette guerre, et ce morceau l'a mis au premier rang des historiens de son pays.

Rien ne prouve mieux la suprématie dont jouissait alors la langue castillane que d'avoir été adoptée par des écrivains nés dans un autre pays. Tel fut George de Montemayor, Portugais de naissance, qui, dès sa jeunesse, entra dans la maison de Philippe, alors infant d'Espagne, et le suivit dans ses voyages en Italie, en Allemagne et dans les Pays-Bas. Familiarisé avec le castillan, il se servit de cet idiôme pour écrire son roman pastoral, qui ne tarda pas à jouir d'une célébrité européenne. Cet ouvrage, mêlé de prose et de vers, choque toutes les règles de la vraisemblance ; car les personnages qui ont les mœurs et les usages des temps modernes invoquent tantôt les dieux de la mythologie et tantôt le nom de Jésus. Voici en deux mots la fable de ce roman, dont la scène est au pied des montagnes de Léon. L'héroïne Diane, qui habitait les rives du fleuve Ezla, a pour amants deux bergers, Syrène et Sylvain, qui, quoique rivaux, sont toujours amis. Syrène a obtenu le cœur de la bergère, mais au moment où il espère recueillir le fruit de ses soins, il est contraint d'aller faire un voyage ; et durant son absence, Diane épouse, par l'ordre de ses parents, Délío, riche berger, mais qui n'a pour lui que l'avantage de posséder de grands biens. Syrène revient et se désespère de la trahison de sa maîtresse ; Sylvain, l'amant maltraité, s'efforce de le consoler. Arrivent ensuite plusieurs autres personnages, bergers et bergères, qui racontent leurs aventures et celles d'autrui. C'est là que se trouve, entre autres, l'histoire des amours du Maure Abindarraés et de la belle Xarifa. Enfin, grâce à un breuvage enchanté, Syrène et Sylvain

cessent d'aimer Diane, qui paraît enfin et exprime sa douleur d'être oubliée de son premier amant, auquel elle avait donné l'exemple de l'infidélité. Montemayor n'a pas poussé son œuvre plus loin; mais un grand nombre de poètes l'ont continué, en s'emparant de Diane pour en faire l'héroïne de nouvelles aventures. La fin du seizième siècle et la première moitié de l'âge suivant vont nous offrir un grand nombre d'écrivains célèbres, à la tête desquels se place Michel Cervantes Saavedra. On sait que cet homme célèbre, poursuivi par la mauvaise fortune, vécut toujours dans un état voisin de l'indigence, quoiqu'il fût doué de toutes les qualités qui semblent devoir conduire à la fortune. Nous nommerons seulement son *Don Quichotte*, qui, traduit dans toutes les langues modernes, se trouve dans toutes les bibliothèques; mais nous allons donner quelques détails sur ses autres ouvrages, auxquels il a su imprimer le cachet de son talent. Parlons d'abord de sa *Galatée*, roman pastoral, dont il n'a jamais publié que la première partie. Florian l'a naturalisé en France en l'abrégéant. Les critiques espagnols louent le mérite du style de ce livre, qui n'offre cependant qu'un intérêt médiocre. La poésie pastorale s'écarte plus encore que les autres genres de la réalité, car les habitants de la campagne sont loin de ressembler, dans aucun pays, aux personnages représentés dans les idylles. Il faut reconnaître encore que ce genre a quelque chose de fade qui doit déplaire au grand nombre. Quoiqu'il en soit, Cervantes est auteur de plusieurs autres compositions toutes plus ou moins empreintes d'un talent supérieur; ainsi rien de plus intéressant que ses *novelas Exemplares*. C'est un recueil de nouvelles où sont encadrés des tableaux de mœurs retracés avec une piquante fidélité. La première, qui a pour titre *la Gitanilla*, est une peinture de cette race d'hommes que l'on rencontre encore dans plusieurs parties de l'Europe; nous voulons parler des Bohémiens ou Égyptiens, qui vivent en dehors de tous les autres peuples, et forment des communautés d'individus en hostilité perpétuelle avec la civilisation. Le genre de vie

de ces vagabonds est fidèlement décrit dans le passage suivant. C'est le chef des Bohémiens qui parle : « Nous sommes, » dit-il, « les seigneurs des champs, des forêts, des montagnes et des ruisseaux; les monts nous offrent leur bois de chauffage. les arbres leurs fruits, les vignes leurs raisins, les jardins leurs légumes, les fontaines leurs eaux, les ruisseaux leurs poissons, les parcs leur gibier, les roches leur ombre, et les cavernes leur retraite... Du oui au non nous ne faisons aucune différence.... Ni l'aigle ni aucun oiseau de proie n'est plus rapide que nous à s'élever sur le gibier... Nous travaillons de jour et de nuit; nous dérobons, ou plutôt nous faisons la guerre à ceux qui sont négligents. Nous ne sommes point tourmentés par la crainte de perdre l'honneur ni par le désir d'arriver à la gloire. Enfin nous vivons par notre industrie, sans égard à cet ancien proverbe qui dit qu'il faut entrer dans l'Église ou prendre du service sur la mer ou dans les armées du roi. Bref, nous obtenons ce que nous désirons, puisque nous nous contentons de ce que nous avons. » Une autre nouvelle intitulée *Rincanète et Cortadilla*, offre l'histoire de deux filoux. Rien de plus curieux que l'organisation des chevaliers d'industrie et des mendiants, qui formaient une société exceptionnelle ayant sa hiérarchie, ses statuts et même sa morale. Ces révélations ne sont pas seulement piquantes par la manière dont elles sont présentées, elles sont encore instructives, car elles nous initient à la connaissance des mœurs de deux classes qui furent toujours très-nombreuses en Espagne dans tous les temps. En effet, on sait que la paresse est le vice capital des Espagnols, comme de tous les peuples du Midi : de là vient que les mendiants pullulent dans la péninsule ibérique. D'un autre côté, la contrebande, organisée dans la plupart des provinces, enseigne la fraude aux habitants, et de la fraude au larcin il n'est qu'un pas. Aussi les voleurs ne sont-ils pas plus rares que les gueux en Espagne. Les neuf autres nouvelles de Cervantes se recommandent par tous les genres de mérite; on y trouve des

situations pleines d'intérêt, des esquisses de mœurs pleines de malice, et un style remarquable par la simplicité, l'élégance et la vivacité. On sait que l'auteur de *Don Quichotte* attendait sa subsistance de sa plume; il a donc composé un assez grand nombre d'ouvrages, parmi lesquels se trouve un roman qu'il acheva pour ainsi dire la veille de sa mort. Ce roman a pour titre : *Les Travaux de Persiles et de Sigismonde*. C'est un tissu d'aventures qui témoignent la fertilité d'invention de Cervantes; mais elles sont trop dénuées de vraisemblance pour toucher l'âme du lecteur. Cervantes a placé la scène de son ouvrage dans les contrées du Nord, qu'il ne connaissait pas, et dont il fait les peintures les plus fausses; puis, au lieu de reculer dans les nuages de l'antiquité pour autoriser les enchantements et les sortilèges dont il sème son œuvre, il donne à ses personnages les mœurs et les habitudes du temps où il vivait lui-même. Une invraisemblance aussi choquante détruit toute illusion. Faisons connaître en quelques lignes le sujet de cette composition. Persilès est le second fils du roi d'Islande; et Sigismonde est la fille et l'héritière de la souveraine du royaume de Frislande, que l'on croit être les îles Féroé. Celle-ci avait été fiancée au frère de Persilès, et les deux amants se mettent en route furtivement pour aller à Rome, afin de solliciter le pape d'affranchir Sigismonde de l'engagement qu'elle avait contracté. Le voyage des deux princes fugitifs est semé de périls de tous genres, naufrages, assassinats, empoisonnements, sortilèges. Tout se réunit pour menacer les jours ou tenter la foi des deux amants, qui retournent enfin dans leur pays pour achever leur hymen. Il faut ajouter que les aventures des deux héros sont interrompues à chaque instant par une foule d'épisodes, c'est-à-dire de récits faits par d'autres personnages qui racontent leur histoire. Malgré le mérite du style qui distingue cette conception de Cervantes, et quoique placé par les Espagnols à côté de *Don Quichotte*, Persilès et Sigismonde n'ont pas eu chez les nations étrangères la même vogue que le héros de la Manche et son fidèle écuyer. Il est facile d'en pénétrer

la cause d'après ce que nous avons dit. Nous mentionnerons encore un petit poème, le *Voyage au Parnasse*, dans lequel Cervantes passe en revue les poètes de son temps; il y a sans doute beaucoup de finesse et d'esprit dans cette pièce; mais le temps l'a dépouillée de la plus grande partie de son charme, car on ne peut sentir aujourd'hui toutes les allusions qui s'y rencontrent, et il est quelquefois fort difficile de distinguer si l'auteur, quand il loue quelques-uns de ses rivaux, les loue de bonne foi. Il faudrait d'ailleurs connaître dans tous ses détails l'histoire littéraire de cette époque, et cette connaissance manque même à la plupart des lecteurs espagnols. Cervantes, toujours infatigable, a travaillé pour la scène; on lui attribue dix-huit ou vingt pièces dont il ne reste aujourd'hui que la tragédie de Numance et la comédie de la Vie d'Alger: nous en parlerons tout à l'heure, quand nous retracerons l'histoire du théâtre.

L'art dramatique a jeté un si grand éclat en Espagne, qu'il est nécessaire de nous étendre un peu sur ce sujet. Nous écarterons d'abord la question de savoir à quelle époque remonte, dans la Péninsule, les représentations théâtrales. Il est probable qu'ainsi que dans tout le reste de l'Europe, elles commencèrent dans les églises, où l'on mettait en action des scènes tirées de la vie du Christ ou des légendes des saints. On jouait encore ces mêmes scènes durant les processions et dans les places publiques pour l'amusement de la multitude. Toutefois la plus ancienne représentation théâtrale eut lieu en 1414, au mariage du roi d'Aragon, et l'auteur de la pièce qui fut jouée était le célèbre marquis de Villena dont nous avons déjà parlé. L'œuvre du marquis n'était point une peinture de la vie réelle, mais une allégorie où figuraient des êtres immatériels, tels que la justice, la paix, la vérité et la clémence. Le goût des divertissements scéniques répandu dans toutes les provinces de la Péninsule ne tarda pas à produire ses fruits. En Castille, à la fin du quinzième siècle, on commença à jouer de petites pastorales, qui n'étaient autre chose que des dialogues entre deux ou trois bergers. L'auteur de ces petites

pièces, Juan de la Encina, encouragé par les succès qu'il obtint, imagina de mettre en jeu les passions de ses interlocuteurs. Il mêla à ces petites scènes des danses, des chansons et des intermèdes bouffons. Ainsi, dans ce mélange encore informe se trouvait rassemblés la comédie, le bal et le vaudeville. Les Italiens avaient précédé tous les peuples modernes dans la carrière des sciences et des lettres; aussi ne faut-il point s'étonner si les premières pièces régulières du théâtre espagnol furent composées à Rome par Bartholomé de Torrès Naharro. Admis à la cour de Léon X, il trouva des modèles dans des pièces de l'Arétin et dans la *Mandragore* de Machiavel; mais les compositions de Navarro n'étaient pas de nature à descendre jusqu'aux classes populaires, et ce fut Lope de Rueda qui popularisa, dans le seizième siècle, l'art dramatique. Auteur et acteur, il jouait lui-même ses pièces, et acquit, sous ce double rapport, une renommée universelle. Mais les pièces de Lope de Ruéda étaient, comme la partie matérielle de son théâtre, des essais encore informes, et il n'y eut de véritables représentations dramatiques qu'en 1570, quelques années après que Madrid fut devenue la capitale du royaume. Cependant cette ville, élevée au premier rang des cités de l'Espagne par le caprice de Philippe II, n'exerçait pas sur le pays cette sorte de suprématie commerciale et industrielle, qui font des autres capitales de l'Europe un centre où viennent aboutir et d'où partent en même temps les richesses et les lumières pour se répandre dans tout l'empire. Même aujourd'hui Madrid ne possède d'autre avantage que d'être le séjour des souverains. Aussi, à l'époque dont nous parlons, Valence et Séville avaient leur théâtre et leur école littéraire. Dans la première de ces villes, le capitaine Cristoval de Véruès et Andrés Rey de Artieda étaient en possession de la faveur publique. Cristoval fit jouer plusieurs tragédies où il affecta de mépriser les règles tracées par Aristote; il rejeta le joug des unités, et divisa ses pièces en trois journées (*jornadas*). En effet, des traductions du théâtre grec avaient paru vers le milieu du seizième siècle, et plusieurs auteurs avaient tenté de composer des pièces

régulières dont quelques-unes offraient un mérite réel. Toutefois Véruès, en s'abandonnant à tous les caprices de son imagination, rallia les suffrages du grand nombre, incapable de raisonner son plaisir, et qui s'abandonne à ses émotions sans chicaner l'auteur sur les moyens dont il s'est servi pour les faire naître. Tandis que Véruès triomphait à Valence, Juan de Malaza obtenait de brillants succès à Séville, où il faisait représenter des tragédies empruntées à l'Écriture sainte. Enfin, à Madrid, le moine Bermudez produisait sur la scène deux pièces tragiques dont le sujet était la mort et le couronnement d'Inès de Castro (1). Le célèbre Cervantes entra, de son côté, dans la carrière théâtrale et composa sa *Numance*. C'est le siège et la prise de cette cité par les Romains. Dans cette composition où se rencontrent des situations fortes et rendues dans le style le plus poétique, l'auteur a eu l'idée bizarre d'introduire des personnages allégoriques. C'est ainsi que la Faim, la Guerre et la Maladie viennent en personne sur la scène, et décrivent les horribles calamités auxquelles Numance est en proie. Cette innovation ne nous semble pas heureuse.

Bientôt après parut le célèbre Lope de Vega, qui s'empara de la scène sur laquelle il régna en souverain jusqu'à sa mort arrivée en 1639. Les succès de cet auteur furent sans exemple comme sa prodigieuse facilité. En effet il a composé plus de deux mille pièces, dont à peine trois cents ont été imprimées. Il s'est encore exercé dans presque tous les genres, et il a fallu recourir à l'arithmétique pour calculer le nombre de ses vers, qui s'élevaient à plus de vingt-un millions. On peut dire que Lope, en mêlant tous les genres, a contribué plus que tout autre à étouffer complètement la tragédie. Dictateur du théâtre, il a créé des dénominations nouvelles en divisant ses pièces en plusieurs classes, savoir : les comédies spirituelles ou sacrées et les comédies profanes ou mondaines. Cette dernière classe se partage encore en comédies héroïques et comédies de cape et d'épée. Enfin ce

(1) Voici les titres de ces pièces : *Nisé Lastimoso*, *Nisé Lauréada*.

dernier genre reçut, au temps de Calderon, une autre subdivision sous le titre de *comedias de figura*, c'est-à-dire comédies d'aventuriers, parce que le héros de la pièce est un chevalier d'industrie qui veut se faire passer pour un grand seigneur, ou une belle dame de la même espèce. Il ne faut point chercher dans les compositions de Lope ni régularité ni vraisemblance : rien de plus compliqué, mais rien de plus habile et de plus ingénieux que l'intrigue de ses pièces, qu'il sait nouer et dénouer avec l'adresse la plus surprenante. On en jugera par l'analyse de la Vengeance adroite (*discreta vengança*) dont nous allons faire une courte analyse. Le lieu de la scène est en Portugal sous le règne d'Alphonse III [1246-1279]. Don Juan de Menezès, favori du roi, est l'amant de sa cousine Anna, dont il recherche la main. Il a pour rival don Nuno. Le jour même qu'il a un rendez-vous de sa maîtresse, don Juan est obligé de partir comme ambassadeur à la cour de Séville, où il est envoyé par son souverain, qui, instruit par don Juan de son amour pour Anna et des poursuites de Nuno, se charge de veiller lui-même sur la dame. Don Juan, par excès de précaution, charge du même soin son écuyer Tello. Sur ces entrefaites, Nuno, accompagné de son ami Ramiro et d'un écuyer nommé Rodrigue, vient rôder sous les fenêtres d'Anna, qui, n'étant pas avertie, le prend pour don Juan. Mais Tello a reconnu le rival de son maître, et voyant passer le roi seul et vêtu en simple cavalier, il lui demande le secours de son épée, et lui révèle que c'est pour le service de son maître Menezès. Alonzo (c'est le roi) n'hésite plus alors à attaquer Nuno et ses compagnons qui se retirent, afin, dit Nuno, de ne point compromettre l'honneur de la dame qu'il sert. Tello demande alors au cavalier qui a montré en sa faveur tant d'obligance, et de dévouement de lui dire son nom; l'autre refuse, et Tello lui donne en échange sa bourse qui est vide. Au second acte ou plutôt à la seconde journée, le roi se fait connaître à Tello en lui rendant sa bourse. Il lui demande s'il recevrait quelques présents. « Quand mon père mourut, » lui répond l'écuyer, « il ordonna de laisser sa main en

» dehors du sépulcre qui le renfermait, afin » que si quelqu'un voulait lui donner quelque » chose, il pût le prendre. » Alors le roi lui offre une pension et la dignité d'alcade de Saint-Jean, qui lui donnait le privilège d'avoir en sa possession les clés de toutes les forteresses. Don Juan de Menezès revient ramenant avec lui l'infante de Castille Béatrice, qui doit épouser le roi de Portugal. Le mariage s'accomplit, et le monarque témoigne sa reconnaissance à son envoyé en lui accordant la confiance la plus illimitée. La faveur de Menezès excite l'envie des courtisans, et Nuno essaie, par une supercherie, de brouiller Menezès avec Anna. N'ayant pu réussir une première fois, il s'unir aux ennemis politiques de don Juan pour faire tomber entre les mains du roi une lettre qu'ils attribuent au favori, et dans laquelle celui-ci semble intriguer à Rome pour empêcher le pape de donner au monarque portugais une dispense; car Alonzo, déjà marié anciennement avec la comtesse de Boulogne, a consommé son union avec Béatrice, sans attendre que le souverain pontife ait prononcé son divorce. Don Juan est arrêté; mais il est tiré de sa prison par sa maîtresse et son fidèle Tello, qui avait, comme nous avons dit, les clefs de la forteresse. Devenu libre, don Juan se venge de ses persécuteurs par le moyen qu'ils ont employé contre lui. Le monarque les chasse de la cour et marie don Juan avec dona Anna. Cette pièce marche avec vivacité et devait plaire surtout à la représentation; on y rencontre des scènes pleines de noblesse en même temps que des scènes du meilleur comique. Il n'est pas étonnant que ce mélange plût à la multitude, qui va chercher au théâtre des impressions qui puissent la toucher, ou des situations qui l'amuse. Dans les comédies de cape et d'épée, car celle que nous venons d'analyser porte le nom d'*historique*, Lope de Véga s'attache surtout à serrer les fils de son intrigue, sans trop savoir sans doute comment il les démêlera pour amener le dénouement. Le spectateur passe tour-à-tour du rire aux larmes; mais le comique va souvent jusqu'au burlesque, grâce à certain personnage nommé le *Gracioso*, qui est chargé d'égayer le pièce, et qui par-

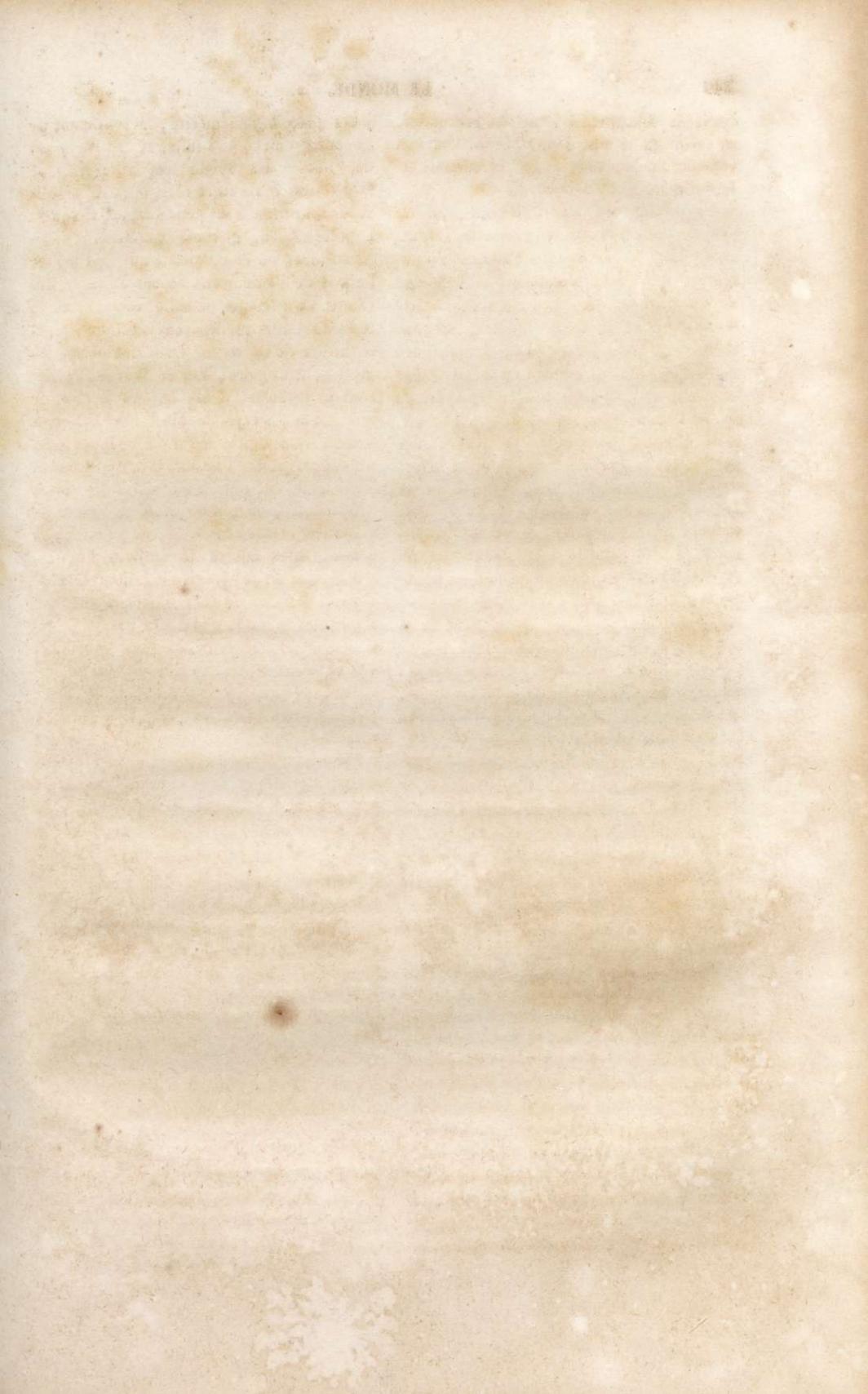
fois gâte les situations les plus touchantes par son intervention déplacée. Quant aux mœurs présentées sur la scène, elles semblent démontrer l'impuissance des lois; car chacun des cavaliers en appelle sans cesse à son épée : les meurtres et les assassinats se multiplient comme des aventures presque sans conséquence. Lope a fait encore des compositions d'un genre différent, les unes tirées de la vie des saints, et nommées, en conséquence, *Vidas de santos*, et les autres portant le titre d'*Autos sacramentales*, c'est-à-dire pièces du Saint-Sacrement. Nous allons offrir au lecteur l'analyse de deux pièces, chacune du genre dont nous venons de parler. Nous choisissons d'abord la vie de saint Diégo d'Alcala. C'est un pauvre paysan qui s'enfuit de la maison paternelle et se présente dans un monastère de l'ordre de saint François pour y prendre l'habit. Diégo s'adresse au portier du couvent. « Je ne suis, » lui dit-il, « qu'un ignorant, et je le suis plus » qu'il n'est permis de l'être; je n'ai pas même » appris mon *Christus*; mais je mens, car » de tout l'A B C, c'est s'ulement le *Christus* que je sais. — Sachez, » lui répond son interlocuteur, « que ces lettres contiennent plus de science que tout ce que peut » savoir le plus grave philosophe. *Christus* » est l'*alpha* et l'*oméga*, car Dieu est le » commencement et la fin de toutes choses, » sans être ni commencement ni fin : c'est » un cercle, et il ne peut avoir de terme. Si » vous épelez le mot *Christus*, vous trouvez » un *c*, parce qu'il est le créateur; un *h*, » pour aspirer et respirer en lui; un *i*, pour » indiquer combien vous en êtes indigne; un » *s*, pour vous enseigner à devenir saint; » un *t*, qu'il y a en lui quelque chose de divin, car ce *t* est le tout. Aussi Dieu a-t-il » été appelé *Théos*, comme fin de tous nos » vœux. Le *t* est encore le modèle de la croix » que vous devez porter; il montre avec ses » deux bras comment vous devez l'embrasser » et ne la quitter jamais. Le *v* montre que » vous êtes venu dans cette maison pour appartenir à *Christ*, et l'*s* finale, que vous » avez passé à une autre substance, à une » substance divine. Voita ce que veut dire » *Christus*. Épelez bien cette leçon, et lors-

» que vous en saurez bien le sens, vous n'au-
» rez plus rien à apprendre. » Diégo, admis
comme novice, devient bientôt le père gardien de son couvent; puis il est envoyé comme missionnaire dans les îles Fortunées pour convertir les habitants. De retour en Espagne, il dérobe au cuisinier ses provisions, au jardinier ses fruits et ses légumes pour donner aux pauvres les fruits de ses larcins. Pris un jour sur le fait, les objets qu'il cache dans sa robe deviennent tout-à-coup des guirlandes de roses. Enfin Diégo expire en odeur de sainteté, et une milice céleste célèbre son départ de la terre et son arrivée au ciel. Quant aux *autos sacramentales*, le plan en est beaucoup plus simple, et l'on n'y rencontre ni miracles ni métamorphoses, comme dans les vies des saints; on y voit figurer des êtres immatériels et l'on y débat des questions théologiques. Mais, afin de dédommager les spectateurs, un *auto sacramentale* était toujours précédé par un prologue appelé *loa*, et d'une nature comique. Il était suivi d'un intermède, ou saynette, semé de bouffonneries où le comique va jusqu'au burlesque et la gaieté jusqu'à la licence. Ainsi, dans un de ces *loa* ou prologues, le Zèle et la Renommée paraissent habillés en crieurs publics. Le premier commence par apprendre aux spectateurs que, sur la place de la bienheureuse Vierge sainte Marie, on vend du vin nouveau, celui de l'héritier du royaume des cieux, pour trois blancs, et pour la même somme on se procure la foi, la charité et l'espérance. Achetez donc le riche thériaque, le vin du ciel, c'est-à-dire le sang de Jésus-Christ, le meilleur contre-poison. La Renommée prend la parole après le Zèle, et fait en termes à peu près semblables l'éloge du pain de vie qu'elle est chargée de vendre. Dans l'intermède ou saynette, deux filous, à la faveur de la fête du Saint-Sacrement, pénètrent chez un docteur, que l'un vole tandis que l'autre occupe son attention en lui exposant tous les détails d'un procès imaginaire. Les archers courent après les voleurs, qui, se voyant près d'être atteints, se jettent à genoux dans une église comme s'ils récitaient des litanies; puis ils vont se mêler à une troupe de pénitents.

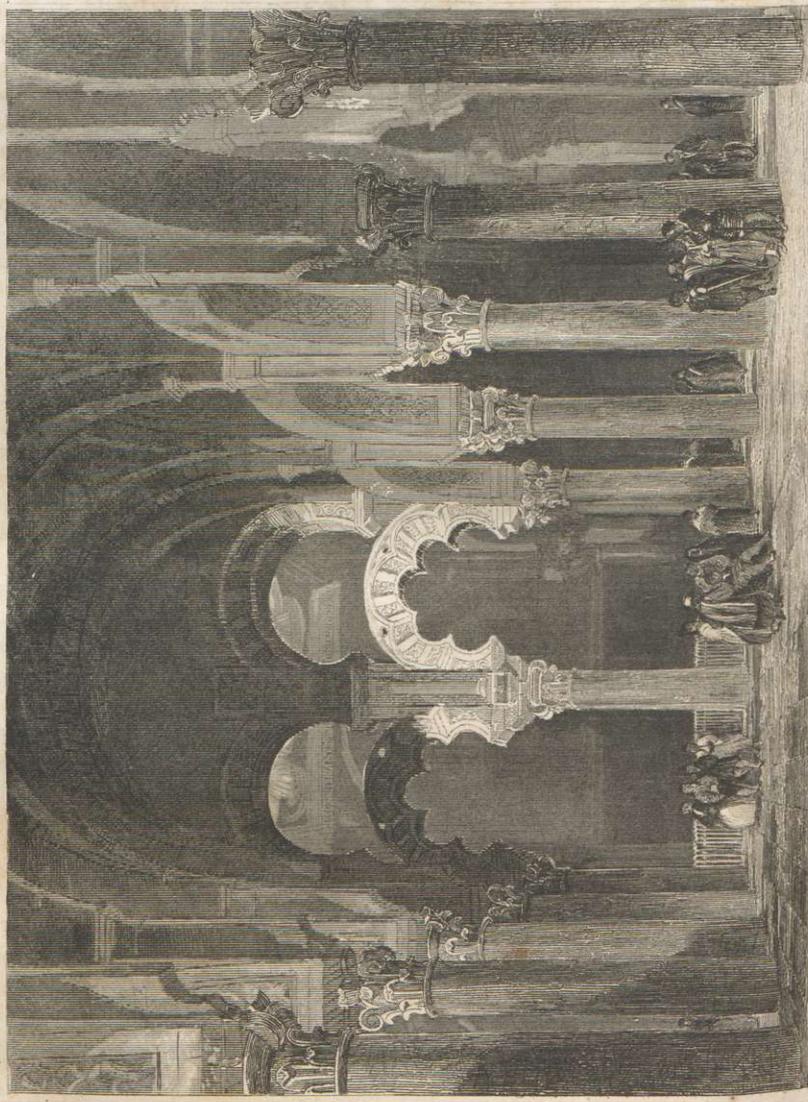
bref, ils échappent à toutes les poursuites, et celui qu'ils ont dépouillé cherche à se consoler en prenant part aux cérémonies religieuses du Saint-Sacrement.

La prodigieuse facilité de Lope, qui improvisait une pièce en vingt-quatre heures, tenait toujours en haleine l'admiration publique, qui l'avait surnommé le *Prodige de la nature*. Les directeurs de théâtre étaient tous en instance auprès de lui pour obtenir quelques pièces de sa composition. Aussi Lope était-il comblé en même temps de gloire et d'argent; mais il dépensait ses ducats avec la même facilité qu'il les gagnait; il en donnait aux pauvres la plus grande partie, et le goût du faste, joint au défaut d'ordre, dévorait le reste. Aussi Lope ne laissa-t-il qu'une fortune médiocre. Il vécut entouré de l'admiration de ses contemporains, et fut inhumé avec une pompe qui rappelait les obsèques d'un monarque. Et cependant, moins d'un siècle après sa mort, les productions de Lope disparurent de la scène et tombèrent enfin dans l'oubli le plus profond. Cette révolution fut hâtée par les succès de don Pédro Calderon de la Barca, qui devint à son tour le favori du public. Né en 1600, Calderon servit quelques années; puis, ayant quitté les armes, il composa plusieurs pièces de théâtre qui commencèrent sa célébrité. Philippe IV, qui était passionné pour le théâtre, appela, en 1639, Calderon auprès de lui et le chargea de présider aux divertissements de sa cour. Ainsi que Lope son devancier, Calderon se fit prêtre en 1652, et se voua dès lors à composer des *autos sacramentales* et autres pièces religieuses. Il composa, dit-on, son premier ouvrage dramatique à quatorze ans et cessa d'écrire à l'âge de quatre-vingt-un ans. Toutefois il n'a guère fait que quatre cents pièces de théâtre, tandis que Lope en a composé deux mille. Calderon vécut à l'époque la plus misérable de la monarchie espagnole; de là vient sans doute l'exagération des sentiments qu'il prête à ses personnages: n'ayant pu peindre ce qu'il voyait, il s'est jeté dans un monde idéal où ses héros portent jusqu'à l'excès les vices et les vertus. Ainsi, dans son théâtre, le courage va tou-

jours jusqu'à la témérité; le sentiment de l'honneur touche à la folie, et l'amour y est dépeint avec des couleurs trop brillantes pour être vraies. D'un autre côté, le poète se substitue sans cesse à ses personnages, auxquels il prête un langage semé de métaphores hyperboliques ou de *concetti*, qui font briller l'esprit de l'auteur aux dépens de la vérité. Citons un exemple de cette recherche et de cette affectation qui déparent continuellement le théâtre de Calderon. Dans une de ses comédies, Alexandre, duc de Parme, en racontant comment il est devenu le rival de don César, s'exprime ainsi: « J'aperçus » dona Anna auprès de ma sœur. Je vis alors » dans un jardin d'amour la rose belle et » brillante, qui préside au milieu des autres » fleurs...., ou plutôt je vis au milieu de » plusieurs roses une étoile, ou au milieu de » nombreuses étoiles le brillant Lucifer. » Mais que dis-je! je vis au milieu de plu- » sieurs Lucifers un clair soleil prêtant à ses » planètes la lumière brillante; enfin je vis » un ciel préparé pour beaucoup de soleils, » et sa beauté dépassait tellement tous les au- » tres, qu'au milieu d'une infinité de cieux » il n'y avait qu'un seul jour. Elle parlait, » et mes yeux étaient occupés d'elle autant » que mes oreilles attentives, car, miraculeuse » en toutes choses, dans sa beauté on voyait » sa prudence, et l'éclat de sa figure dans sa » discrétion. Elle prit congé: si la soirée » fut courte, qu'Amour le dise; car j'aurais » voulu que chaque instant eût duré un siè- » cle, et eût-il duré un siècle, il ne m'aurait » paru qu'un instant. Je l'accompagnai avec » courtoisie, et qu'il suffise de te dire que, » comme amant, je meurs, et que, comme » absent, je souffre. » Ce langage si subtil et si recherché, Calderon l'introduit dans les scènes les plus pathétiques, et en détruit ainsi tout l'effet. Il excelle souvent à amener les situations les plus attachantes, mais il ne prête jamais à ses personnages un de ces mots, véritable cri de l'âme, et qui remue si profondément. Il ne songe qu'à faire parade de son esprit, quand il devrait le faire oublier. S'abandonnant sans scrupule à tous les écarts de son imagination, il confond les époques, insulte à la chronologie, et déna-



Pl. 16.



Paris, chez la Citoyenne de la République, ci-devant de France, à l'Écluse, n. 10.

INTÉRIEUR DE LA GRANDE MOSQUÉE À CORDOUE.

ESPAGNE.

ture les faits et les caractères consacrés par l'histoire. Ainsi, dans son *Coriolan*, il montre Rome comme étant maîtresse de tout l'univers et comme ayant déjà rangé sous ses lois l'Espagne et l'Afrique. (1). Toutefois Calderon possède au plus haut point l'art de lier et de conduire une intrigue avec une adresse surprenante : on en jugera par l'analyse de la pièce ayant pour titre : *El Secreto a vozés* (le Secret à haute voix).

Flérida, duchesse de Parme, n'a point encore disposé de sa main, et fait régner les fêtes à sa cour. Parmi les gentilshommes attachés à sa maison, se trouve Frédéric, qu'elle aime en secret, et le duc de Mantoue, qui, amoureux de la duchesse, se présente sous le nom supposé de Henri ; il loge chez Frédéric, à qui il confie le secret de son déguisement. Dans une scène avec Flérida, celle-ci s'efforce vainement de faire avouer à Frédéric qu'il aime, et quel est l'objet de sa passion. Sur ces entrefaites, Henri se présente comme envoyé du duc de Mantoue, et remet à la duchesse, de la part de ce prince, une prétendue lettre de recommandation en sa faveur. Tandis que la duchesse lit, Frédéric trouve moyen de s'approcher d'une dame de la cour, nommée Laure, dont il est amoureux, et celle-ci lui glisse un billet caché dans un des gants de la duchesse. Frédéric reste seul avec son valet Fabio, qu'il a jugé trop dangereux de mettre dans sa confiance ; ce qui rend d'autant plus vive la curiosité de ce valet. Flérida fait venir ce dernier, qui, moyennant une chaîne d'or, révèle à la duchesse que son maître a un rendez-vous avec une dame dont lui, Fabio, ne sait pas le nom. Dans une autre scène, Flérida donne ordre à Frédéric d'aller porter la nuit même une missive au duc de Mantoue dans sa capitale ; mais le véritable duc est, comme nous l'avons dit, à Parme, sous le nom de Henri, et il convient avec Frédéric qu'il recevra la lettre, et qu'il y répondra comme s'il l'avait reçue dans sa résidence. Cependant la nuit venue, la duchesse fait appeler Laure ; elle

a appris, lui dit-elle, qu'une de ses dames doit avoir une entrevue secrète avec un cavalier, et elle l'envoie pour découvrir quelle est celle qui manque ainsi aux lois du décorum. Ainsi Laure vient au rendez-vous par ordre de la duchesse ; elle fait avec Frédéric un échange de portraits dont la monture est exactement semblable, et promet de lui donner le lendemain un chiffre avec lequel les deux amants pourront s'entendre devant tout le monde. Au second acte, Frédéric, au grand étonnement de Fabio, rapporte à la duchesse la réponse du duc de Mantoue, et donne à Laure une lettre qui, assure-t-il, lui a été remise pour elle à Mantoue par une des parentes de cette dame ; elle contient le chiffre concerté.

« Quand vous voudrez m'avertir de quelque » chose, faites d'abord un signe avec votre » mouchoir pour attirer mon attention ; ensuite, de quelque sujet que vous parliez, » le premier mot de chaque phrase sera pour » moi, et les autres pour tous en sorte qu'en » réunissant tous les premiers mots, je saurai ce que vous aurez voulu dire. Vous » ferez de même lorsque ce sera moi qui aurai » donné le signal. » Laure use du moyen qui vient de lui être enseigné, en avertissant Frédéric que la duchesse sait qu'il n'est point allé à Mantoue ; et les longs détours qu'elle emploie dans ses discours pour instruire son amant, forment un jeu de théâtre fort plaisant. Elle lui révèle en même temps que c'est Fabio qui les a trahis ; qu'on juge alors de l'étonnement du valet, quand son maître lui reproche sa trahison, et veut, pour le punir, le percer de son épée. Cependant Fabio, qui s'est engagé à révéler à Flérida toutes les actions de Frédéric, lui apprend que ce dernier a reçu un portrait. La duchesse invente un stratagème pour l'avoir en sa possession ; mais Laure y substitue le sien, et la duchesse, qui croyait trouver l'image d'une femme, n'y trouve que celle de l'homme qu'elle aime en secret. Fabio, qui s'est dérobé à l'emportement de son maître, se cache dans le logement de Frédéric, et il entend celui-ci confier à Henri qu'il a formé le projet de fuir avec sa maîtresse. Deux chevaux doivent se trouver dans un lieu situé entre le parc et le palais. Fabio, de-

(1) Il met aussi dans la bouche des Romains un langage incompatible avec leurs mœurs et leurs sentiments.

meuré seul, va reporter à la duchesse ce qu'il a entendu, et Flérida, qui n'a aucun soupçon sur Laure, lui confie la passion qu'elle éprouve pour Frédéric, et son projet de l'élever jusqu'à elle, en lui offrant sa main. Laure, troublée de cette confiance, éprouve un sentiment de jalousie, et Frédéric étant survenu, les deux amants s'expliquent en présence de la duchesse, qui ne peut comprendre le sens de leurs paroles. Sur ces entrefaites, Fabio vient informer Flérida que son maître doit s'éloigner la nuit avec sa maîtresse, et Flérida ordonne au comte Ernest, père de Laure, d'aller chez Frédéric, et de ne pas le perdre de vue, afin d'empêcher qu'il ne se batte en duel pour une affaire d'amour. Ernest prend quelques soldats avec lui, et arrive chez Frédéric, où il entame une suite de propos qui impatientent d'autant plus Frédéric que l'heure de son rendez-vous vient de sonner. Ne pouvant se débarrasser de cette visite importune, il veut sortir. Ernest appelle alors les gardes dont il s'est fait accompagner; mais Frédéric s'échappe par une porte dérobée, et court retrouver Laure, qui est surprise par Flérida. La duchesse finit par reconnaître que Frédéric aime Laure, et se décide, non sans éprouver de violents combats, à unir les deux amants; elle épouse elle-même le duc de Mantoue.

Cette citation nous semble suffisante pour faire apprécier aux lecteurs le genre de mérite de Calderon : quant à ses autres pièces, qui se rapprochent de la tragédie, nous nous contenterons d'affirmer, faute de place, qu'il s'y trouve des scènes empreintes du plus vif intérêt; telles sont, entr'autres, *le Médecin de son honneur* (el Médico de su honra), et *l'Alcaïdo de Zamaleu*. Ce que nous avons cité en ce genre de Lope de Véga nous dispense de raconter des *fiestas* et des *autos* de Calderon. Ces deux auteurs étalent dans ces compositions les mêmes extravagances : on y voit paraître tour-à-tour les vices et les vertus, la théologie, la philosophie, la nature, la médecine, et jusqu'aux sacrements qui prennent un corps pour venir disputer sur la scène. Quant au style des œuvres dramatiques de Lope et de Calderon, il est souvent plus poétique que naturel : en effet

le dialogue est entremêlé de sonnets et de vers lyriques, où le poète se montre seul au détriment de la vraisemblance. Quoi qu'il en soit, le théâtre espagnol jouit d'une immense renommée dans toute l'Europe durant la première moitié du dix-septième siècle. En France, Molière, les deux Corneille, et une foule d'auteurs moins célèbres ont puisé à pleines mains dans cette mine féconde (1).

Un grand nombre d'auteurs marchèrent sur les traces des deux grands maîtres de la scène espagnole : nous citerons seulement les noms de ceux qui ont laissé les productions les plus remarquables; ainsi, Moréto, dans ses comédies de cape et d'épée, a rivalisé avec Calderon, qu'il a même surpassé sous quelques rapports, surtout dans l'art d'exposer son sujet. Nous nommerons encore un moine auteur d'un grand nombre de pièces, qui parurent sous le nom supposé de Tirso de Molina : c'est à lui que Molière doit le *Festin de pierre*. Le célèbre historien Solis enrichit aussi la scène de quelques comédies qui tiennent un rang distingué parmi les œuvres dramatiques de l'Espagne. Philippe IV, protecteur de Calderon, s'essaya lui-même dans la carrière théâtrale : on lui attribue un recueil publié sous le titre de *Bel Esprit de cette cour* (de un Ingenio de esta corte) : si les pièces qui s'y trouvent appartiennent à ce monarque, elles décelent un véritable talent d'observation, et une gaieté de bon aloi; par exemple : le *Diable prédicateur* est d'un excellent comique, et nous ne pouvons résister à l'envie de donner un court extrait de cette comédie. La scène se passe à Lucques, où un démon, nommé Luzbel, a soulevé toute la ville contre les capucins, qui reçoivent l'ordre de sortir de la cité; mais arrive l'enfant Jésus, accompagné de saint Michel, il force le diable, en punition de sa malice, de prendre

(1) Ainsi Thomas Corneille a pris à Calderon sa pièce intitulée *le Coëlier de soi-même*. La *Donna duenda* a fourni à Hauteroche le sujet de sa *Dame invisible*; Quinault a traduit encore de Calderon sa pièce du poète espagnol intitulée *Lances de amor y fortuna*, sous le titre des *Coups de l'amour* et de la *fortune*; Molière enfin a imité dans sa *Princesse d'Élide* une pièce de Moréto.

l'habit de franciscain, et de détruire le mal qu'il avait fait aux enfants de saint François. Rien de plus plaisant que la position du compagnon de Satan, chargé d'une besogne qui le désespère, et son secret dépit en voyant le succès de ses prédications : il se dédommage toutefois en tourmentant le frère quêteur, qui l'accompagne et qui est en même temps paresseux et gourmand. Quand Philippe mourut, il emporta dans sa tombe le théâtre avec lui ; en effet sa veuve, gouvernée par un jésuite, le père Nitard, laissa le saint office étendre de plus en plus sa domination. Les poètes comiques, dans la crainte de se brouiller avec l'inquisition, sentirent leur verve se glacer ; ils furent d'ailleurs réduits au silence par un édit de la reine, ordonnant la fermeture de tous les théâtres, jusqu'à ce que son fils fût parvenu à un âge où il pourrait goûter le plaisir des représentations dramatiques. Mais, absorbé par sa dévotion et son goût pour la chasse, Charles II se montra fort indifférent aux délassements scéniques, et quand il épousa une nièce de Louis XIV, on rassembla non sans peine des comédiens pour les spectacles qui célébrèrent à la cour l'hymen du prince. Don Francisco Roxas soutint au dix-septième siècle, dans sa patrie, la gloire du théâtre ; il a fourni à Rotrou le sujet de Venceslas, et Don Bertrand de Cigarral à Thomas Corneille. Après Roxas vint la décadence de l'art dramatique, qui ne put se relever à l'avènement des Bourbons, car Philippe V, le premier d'entre eux, n'avait aucun goût pour les lettres. Sous son règne la scène demeura livrée aux imitateurs de Calderon, et surtout à des compositions pieuses, tirées de la vie des saints, et qui n'étaient remarquables que par les extravagances de tous genres dont elles étaient semées. Cet état de choses dura jusqu'à l'époque où parut la poétique d'Ignazio de Luzon, qui fut publiée en 1737, et dans laquelle l'auteur cherchait à ramener les Espagnols aux règles du bon goût. L'ouvrage de Luzon produisit une sorte de révolution, le théâtre espagnol se rapprocha de celui de Corneille et de Racine : on fit des tragédies et des comédies soumises à toutes les règles

tracées jadis par Aristote, règles nécessaires, parce que l'intérêt dramatique est fondé sur leur observation.

Les Espagnols ont cultivé tous les genres de poésie, et cependant, malgré leur brillante imagination et la richesse de l'idiome dont ils disposent, ils n'ont eu dans la poésie épique que des succès médiocres. L'universel Lope de Véga en a fait deux pour sa part : la *Jérusalem conquise* et la *Circé* ; mais ces deux poèmes sont tombés depuis longtemps dans l'oubli le plus profond. Le *Bernard*, de Balbuéna ; l'*Austriade*, de Rufo ; la *Conquête de la Bétique*, de Juan Cueva, et le *Montserrat*, de Virués, ont eu le même sort. Toutefois l'*Araucana*, poème d'Alonso de Ercilla, a pris place dans les bibliothèques, quoiqu'il soit peu lu, même des Espagnols. L'auteur figure en personne dans son œuvre, qui n'est autre chose que la conquête du pays des Araucans, peuple du Chili. Ce sujet offrait au poète une nature et des scènes nouvelles à peindre ; mais Ercilla n'a guère fait qu'une espèce de gazette rimée où se rencontrent cependant çà et là quelques passages remarquables, entre autres la scène citée par Voltaire, et qui renferme en effet des beautés de l'ordre le plus élevé (1). Mais l'auteur n'a su répandre ni poésie ni vraisemblance dans son œuvre, il prête à des sauvages des sentiments qui ne peuvent se rencontrer que chez des peuples civilisés. D'ailleurs tout l'intérêt se porte sur Caupolican, chef des Araucans, contre les intentions d'Ercilla, dont le but était de célébrer la gloire des Espagnols, et cependant ceux-ci sont loin d'exciter l'admiration et de conquérir la sympathie du lecteur, qui ne voit en eux que des bourreaux. La vie d'Ercilla est plus intéressante que son ouvrage. Toujours en butte aux rigueurs du sort, dédaigné par Philippe II, qu'il avait servi de son épée et auquel il dédia son livre, le poète alla chercher fortune à la cour d'Autriche, où il rencontra la même indifférence. Il mourut enfin dans l'oubli et dans la pauvreté avec le regret poignant de n'avoir pu même atteindre la gloire, car son livre

(1) Voyez dans les œuvres de Voltaire son *Essai sur la poésie épique*, placé à la suite de la *Henriade*.

comme celui de Milton, conquit à peine, lorsqu'il parut, l'attention publique.

Nous avons conduit la poésie lyrique et didactique jusqu'à l'époque qui suivit l'apparition de Garcilaso et de ses nombreux disciples. Parmi ces derniers, nous signalerons seulement Bartholomé et Lupercio Argensola, qui jouirent, de leur vivant, de la plus brillante renommée. Unis par la parenté la plus étroite, puisqu'ils étaient frères, ils avaient les mêmes talents; ils ont même, disent les Espagnols, le même style. Leurs poésies les plus estimées sont des épîtres et des satires, qui rappellent, disent leurs compatriotes, l'esprit et la manière d'Horace. Lupercio fit aussi trois tragédies; quoique louées par Cervantes, elles n'en sont pas moins médiocres. Villegasse distingua aussi par des compositions anaacréontiques fort admirées par ses contemporains, mais, s'il en faut croire un critique moderne, le célèbre Quintana, la renommée de Villegasse surpasse de beaucoup son mérite réel.

Nous passons sous silence une multitude d'écrivains plus ou moins habiles, pour nous occuper d'un poète qui fonda une nouvelle école ayant la prétention de régénérer le langage poétique. Cet homme est Louis de Gongora (1). Il était né avec une imagination brillante, et en donna des preuves dans ses romances, véritables modèles de grâce et d'élégance. Mais, impatient d'attirer sur lui l'attention publique, il se jeta dans la bizarrerie, et inventa un nouveau style sous la dénomination d'*estilo culto*. Il imagina même une ponctuation pour aider le lecteur à se reconnaître dans le labyrinthe de sa phrase. Il introduisit dans sa langue les inversions du latin, ressuscita les vieux mots auxquels il donnait un sens nouveau. Il parvint ainsi à se rendre presque inintelligible. C'est dans ce style qu'il composa des espèces d'élégies qu'il intitula *Soliedades* (Solitudes) et son poème de Polyphème. Citons, pour donner une idée de sa manière, le portrait du héros de son poème : « Les cheveux noirs du cy- » clope sont de nouveaux imitateurs des ombres » obscures du Léthé; selon que le vent ora-

» eux les disperse, ils volent sans ordre » ou sont suspendus sans grâce. Sa barbe est » un torrent impétueux, fils desséché du » mont Pyréné. Il inonde sa poitrine, et ce » n'est que rarement et non sans peine que ses » doigts cherchent à l'arranger. La Trinacrie, » dans ses montagnes, n'a armé aucune bête » sauvage de tant de cruauté, ne l'a si bien » chaussée des pieds du vent que sa férocité » la défende, ou sa légèreté la sauve des bras » de Polyphème. Leurs peaux tachetées de » cent couleurs diverses, qui autrefois répan- » daient une mortelle horreur dans les mon- » tagnes, forment aujourd'hui son manteau. » Avec de la cire et du chanvre qui n'auraient » pas dû s'y prêter, il unit cent roseaux dont » le fracas barbare fait répéter durement par » les échos que sa flûte est unie par le chan- » vre et la cire. La forêt s'épouvante, la mer » se trouble; Triton brise sa trompe recour- » bée, la nacelle assourdie s'enfuit à force de » rames : telle est la musique de Polyphème. »

La tentative de Gongora eut un succès inouï : tous les poètes s'empressèrent de l'imiter; Lope lui-même, après avoir lancé, dans son *Laurier d'Apollon* et dans presque toutes ses comédies, des traits de satire contre le nouvel astre qui s'élevait sur le Parnasse, se vit obligé de ployer les genoux devant Gongora, et d'adorer ce qu'il avait bafoué. Il suivit le torrent, ne pouvant l'arrêter. Les disciples de Gongora se partagèrent en deux classes : les uns, les *cultoristos*, écrivirent des gloses et des commentaires sur l'œuvre du maître; les autres furent surnommés *conceptistos*, parce qu'ils recherchaient ces oppositions brillantes et ces pensées recherchées que l'on appelle en espagnol *conceptos* (1). Le culte de Gongora, car on ne peut se servir d'un autre terme, dura jusqu'au jour où la poésie de Luzan renversa ses autels. Il dura cependant plus d'un siècle, et sa chute peut servir d'exemple aux hommes qui, doués comme Gongora d'éminentes facultés, répudient les règles du goût pour courir après une fausse renommée qui les abandonne quelquefois de leur vivant. La seconde moitié du dix-huitième siècle a vu la poésie espagnol

(1) Mort en 1627.

§ Du mot italien *concepto*.

sortir de l'ornière où elle s'était précipitée à la suite de Gongora. Melendez a composé des chansons dignes d'être avouées par le vieillard de Théos, et des idylles pleines de charme. A la même époque, Thomas de Yriarte, dans ses fables littéraires, rappelait, sinon la naïveté de Lafontaine, au moins quelque chose de la finesse et de la grâce du fabuliste modèle. Aussi le nom d'Yriarte a franchi les Pyrénées, son ouvrage a pris place dans la bibliothèque des esprits cultivés, dont l'admiration ne se renferme pas dans les chefs-d'œuvre de leur patrie.

L'Espagne compte encore quelques historiens remarquables ; au premier rang il faut placer don Antonio de Solis, qui a raconté la conquête du Mexique par Fernand Cortez. Il n'est pas resté au-dessous d'un si magnifique sujet, car tout est merveilleux dans cette entreprise, où trois cents aventuriers vont attaquer un empire puissant par sa population, par le caractère belliqueux de ses habitants, et le renversent à force de courage et d'audace. Mariana et Ferreras ont écrit l'histoire générale du pays et se recommandent par une narration où les faits s'enchaînent avec clarté. Mais il ne faut point demander à ces historiens, dans tout ce qui se rapporte à l'église et au pouvoir royal, ni critique, ni indépendance : l'œil soupçonneux de l'inquisition, qui devait lire et peser chaque mot de l'écrivain, enchaînait son jugement et sa pensée. Malgré sa réserve, Mariana fut jeté dans les cachots du Saint-Office ; Philippe II avait cru voir dans son livre des attaques détournées contre sa toute-puissance ; en effet, présenter aux peuples l'histoire de la perte de leurs libertés, c'était leur inspirer des regrets et contribuer à réveiller en eux le désir de les posséder de nouveau. Célèbres comme poète, les deux frères Argensola ont continué tous deux les annales aragonaises de Zurita, et l'aîné, Bartholomé, écrivit encore l'histoire de la conquête des Moluques. Sous le nom de Moncada le comte d'Ossuna a retracé les hauts faits des Catalans et des Aragonais, qui, sous la conduite d'un chef de leur choix, allèrent, au quatorzième siècle, secourir l'empereur grec Andronic Paléologue, qui se débattait contre la puissance de

jour en jour plus menaçante des Turcs. Rien de plus curieux que ce morceau d'histoire, où l'on suit des hommes réunis seulement par l'amour du butin et l'attrait du pillage, allant envahir les provinces de l'empire de Constantin. On les voit se créer à la pointe de l'épée des principautés, et s'établir, par le droit de la force, arbitres entre les Grecs et leurs ennemis. L'un des chefs des Catalans, nommé Roger de Flor, contraint l'empereur à le nommer César, à lui donner la main d'une de ses parentes, et il se serait assis sur le trône de Bizance s'il n'avait été assassiné par l'un des siens. Le style de Moncada est simple et sa narration rapide ; il s'interdit toute réflexion sur ce qu'il raconte, comme s'il voulait abandonner ce soin au lecteur. Il faut encore signaler une œuvre historique d'un mérite supérieur : c'est l'histoire de la révolte des Catalans sous Philippe IV, due à Manuel Mello. L'auteur captive constamment l'attention par des peintures pleines de feu et de vérité, par un style vif, énergique et précis, en un mot, il réunit toutes les qualités du genre, et fait regretter vivement qu'il ne se soit pas exercé sur un sujet plus vaste et plus fécond. Au dix-huitième siècle Masdeu a publié l'histoire critique de l'Espagne ouvrage immense et qui fait autant d'honneur au jugement qu'à l'érudition de celui qui le traça. Nous mentionnerons encore, en terminant, l'origine et les progrès de la littérature espagnole par Andrés ; c'est une mine abondante où ceux qui veulent s'instruire sur cette matière, puiseront les renseignements les plus authentiques et les plus précieux. Il nous serait facile de signaler encore un grand nombre d'ouvrages historiques dignes d'estime, mais nous sortirions des limites qui nous sont imposées.

Dans nos temps modernes et chez les peuples du Midi, les poètes sont en général bien plus nombreux que les prosateurs. En effet, l'idiome de ces nations se prête merveilleusement à peindre, par le secours des vers, les impressions de l'âme et les fantaisies de l'esprit ; c'est un langage musical que chacun possède et manie sans efforts. De là vient que l'art d'écrire en prose fut toujours

cultivé dans la Péninsule ibérique. Cependant l'Espagne a produit un homme doué d'un esprit presque aussi piquant que celui de Voltaire, et qui s'exerça de même, et non sans succès, dans tous les genres. Ainsi que l'auteur de *Candide*, il possédait au plus haut degré le don si rare de manier le ridicule et de faire saillir les abus des mœurs et des opinions de la société. Cet homme est Quévêdo; il est nécessaire de dire quelques mots de sa vie privée, dont les agitations lui enseignèrent la connaissance des hommes de toutes les classes. Issu d'une famille illustre, il naquit en 1580 et se fit remarquer dans sa jeunesse sur les bancs du collège, où il apprit à fond le latin, le grec, l'hébreu et l'arabe; plus tard il parvint à posséder l'italien et le français; il étudia encore, avec non moins d'ardeur, la théologie, le droit, la physique et la médecine. Son esprit était au niveau de sa science, et dans le monde où il entra Quévêdo attira tous les regards. Obligé de s'expatrier pour une affaire d'honneur, il suivit à Naples et en Sicile le célèbre duc d'Ossuna, dont il devint le secrétaire et le confident; il partagea la disgrâce du duc et fut relégué pendant trois ans dans une de ses terres, où il charma ses loisirs en se livrant à la culture des lettres. En vain le duc d'Olivarès le fit-il solliciter de rentrer dans les affaires, Quévêdo refusa pour se livrer exclusivement à la composition de ses nombreux ouvrages. Mais sa renommée l'exposa à la persécution la plus cruelle et la plus injuste; on l'accusa, à tort, d'avoir composé un libelle satirique et on le plongea durant vingt-deux mois dans un cachot, où il fut en proie aux plus horribles souffrances. Il sortit enfin de ce tombeau, mais ce fut pour mourir d'une maladie née des mauvais traitements qu'il avait subis. Quévêdo a fait des ouvrages religieux, politiques, moraux et littéraires, mais de tous ses nombreux écrits, les plus remarquables et les plus connus sont les peintures satiriques que, sous le nom de *visions*, il a tracées de la condition humaine; il est difficile de répandre plus d'esprit et de gaieté que dans la plupart de ses tableaux: on en jugera par le passage suivant, extrait

de la première de ses visions, intitulée *El Sueño de las Calaveras* (le songe des têtes de morts). « A peine la trompette du » jugement dernier, dit-il, avait-elle sonné, » que je vis ceux qui avaient été soldats ou » capitaines se lever tout en colère de leurs » tombeaux, croyant entendre le signal de » la guerre; les avares se réveillaient dans » les soupirs de l'anxiété, par la crainte d'un » pillage; les gourmands et les découverts » prenaient ses sons pour le signal d'un » festin ou d'une chasse. Tout cela se con- » naissait sur leurs visages, et je vis que la » trompette n'arrivait à aucun d'eux qui la » reconnût pour ce qu'elle était. Je vis en- » suite comment quelques âmes fuyaient, » les unes avec dégoût, les autres avec effroi, » de leur antique corps; à l'une il manquait » un bras, à l'autre un œil; je riais de la » diversité de leurs figures et j'admirais la » Providence de ce qu'étant entassé ensem- » ble, personne ne se mettait par erreur les » jambes ou les bras de son voisin. Je ne vis » qu'un seul cimetière où il me parut que » les morts troquaient leurs têtes entre eux; » je vis aussi un greffier à qui son âme » n'allait pas bien, qui, pour n'en être pas » responsable, prétendait qu'on la lui avait » changée, et que ce n'était pas la sienne... » Cependant, ce qui m'étonna le plus, ce » fut de voir le corps de deux ou trois mar- » chands qui avaient enfilé leur âme à l'en- » vers, de sorte qu'ils se trouvaient avoir les » cinq sens de nature aux cinq ongles de la » main droite.... »

Quévêdo a composé quelques autres ouvrages du même genre, entre autres *l'Heure de tout le monde*, où il représente la Fortune qui vient visiter chaque homme: elle reste ou s'éloigne selon qu'elle est bien ou mal reçue. Dans la correspondance du chevalier de *la Tenaza* il donne des préceptes sur toutes les manières de refuser un prêt ou un service. Enfin, dans la vie du grand Tacano il peint avec autant d'esprit que de vérité les mœurs de toutes les classes. Quévêdo s'est exercé dans toutes les branches de la littérature; ses poésies renferment des odes, des sonnets, des pastorales, des allégories, des satires et des

poèmes burlesques; on y rencontre de grandes beautés et de grands défauts, entre autres, parmi ces derniers, l'abus de l'esprit et l'emploi trop fréquent des figures les plus brillantes qui éblouissent et fatiguent l'attention. Toutefois, le recueil de Quévêdo contient plus d'une pièce où se trouvent réunis le mérite de l'expression et celui de la pensée, tel est le sonnet suivant : « Dans Rome tu » cherches Rome, ô étranger ! et dans Rome » tu ne saurais trouver Rome. Ces murailles » dont elle s'enorgueillissait ne sont plus » qu'un corps mort, et l'Aventin se sert de » tombeau à lui-même. Le Palatin est gisant » là même où il régnait, et les médaillons, » rongés par le temps, paraissent bien plutôt » le trophée de la bataille des siècles, que » des titres de gloire pour les Latins. Le » Tibre seul demeure, ses flots l'arrosent » comme cité et la pleurent aujourd'hui » comme sépulture avec des sons funestes et » douloureux. O Rome ! tout ce qui était solide dans ta grandeur, dans ta beauté, s'est » enfui, il ne te reste plus qu'une chose fugitive et qui cependant dure toujours. » Nous regrettons de ne pouvoir nous étendre davantage sur Quévêdo, qui est peut-être l'écrivain le plus original entre tous ses compatriotes; mais l'espace nous manque, et nous le quittons à regret pour dire quelques mots d'un livre qui a joui d'une grande renommée en Espagne : c'est la vie de frère Gerundio de Campazas, où l'auteur, le père Isla, se moque plaisamment des mauvais prédicateurs qui infestaient alors la chaire espagnole. Cet ouvrage est en quelque sorte dans son genre le pendant de Don Quichotte; mais il ne saurait avoir, surtout en France, le même intérêt. Il parut en 1758 et jouit d'une vogue extraordinaire qui n'est pas encore éteinte même aujourd'hui.

L'économie politique, science devenue si importante en Europe depuis un siècle, naquit beaucoup plus tard en Espagne, et fut créée, pour ainsi dire, sous Charles III, par Campomanès, qui, dans une suite de mémoires ou discours, éclaira le gouvernement et ses concitoyens, en leur enseignant les moyens d'améliorer toutes les parties de l'administration. Le ministre Jovellanos marcha

sur les traces de Campomanès et s'efforça, par ses actes et par ses écrits, de répandre ses principes et de les appliquer.

Nous terminerons ici ce rapide exposé par une observation; c'est que la littérature des Espagnols est peut-être inférieure, sous presque tous les rapports, à celle des principaux peuples européens : à l'exception du roman satirique, ils ne sauraient prétendre non-seulement à la prééminence, mais encore à l'égalité. En effet leur théâtre, quoiqu'il étincelle de véritables beautés, ne peut soutenir au niveau des grands auteurs tragiques de la France, de l'Italie et de l'Allemagne. Quant à l'éloquence de la chaire, elle n'a aucun homme à opposer aux orateurs français, et ses historiens ne peuvent être placés sur la même ligne que ceux dont se glorifie la Grande-Bretagne, la Germanie et la France. Jusqu'aux formes de sa poésie sont empruntées à Pétrarque et à plusieurs autres grands écrivains de la même nation, du moins depuis Garcilaso. L'Espagne ne peut revendiquer en ce genre que ses vers appelés *de Arte Major*, qu'elle a répudiés depuis longtemps, et ses *Redondillas*, petit vers plus convenables à la romance qu'à peindre les passions sur la scène. En résumé, sa littérature, à peine connue au-delà des Pyrénées, mérite cependant d'être étudiée, car ses principaux écrivains, doués d'une riche imagination, disposent encore d'un idiome plein de richesse et d'harmonie. D'ailleurs, emprisonnés pendant deux siècles dans les bornes les plus étroites par le despotisme religieux et politique, les Espagnols, affranchis par les événements de cette double tyrannie, sont appelés à de nouvelles destinées dont on ne saurait encore prévoir les résultats. Mais la vivacité d'esprit des habitants de la Péninsule permet d'espérer qu'ils ne resteront pas en arrière dans les routes nouvelles qui leur sont ouvertes, et qu'ils rejoindront bien vite les autres nations qui les ont précédées; mais c'est l'œuvre du temps, qu'il n'appartient à personne de devancer.

Si l'on examine l'histoire de tous les peuples civilisés, on reconnaît que la littérature se lie étroitement aux beaux-arts : aussi les

Grecs, dans leur mythologie, représentent Apollon, le dieu de la poésie, présidant aux beaux-arts, unis dans la personne des muses par les nœuds les plus étroits. D'après ce principe, on doit s'attendre que les Espagnols, nés avec une brillante imagination, ont dû se distinguer non-seulement dans l'art d'écrire, mais encore dans celui de parler à l'âme par les yeux : ils ont donc eu des peintres dont les ouvrages sont dignes d'admiration. Plus tardive que la poésie, il paraît que la peinture ne sortit de l'enfance dans la Péninsule qu'à l'époque où des maîtres flamands et italiens l'importèrent dans ce pays, où ils vinrent à la suite de Charles-Quint. Ils offrirent des modèles ; ils formèrent des élèves qui allèrent se perfectionner dans les écoles de Raphaël et de ses émules. Revenus dans leur patrie, ceux-ci ne tardèrent pas à se distinguer par un style original. Pierre Orrente et Ribalta, l'un formé par l'étude de Raphaël, et l'autre par les Carraches, se montrèrent dignes des leçons qu'ils avaient reçues. Le dernier eut en outre la gloire de former les maîtres les plus célèbres de l'Espagne, Ribera, Vélasquez, Alonso Cano, Zurbaran et Murillo. A cette époque, avait commencé l'âge d'or de l'école espagnole, qui dura près de cent années, et se termina vers la fin du dix-septième siècle. Parlons d'abord de Ribera, dit l'Espagnolet, dont on ne saurait trop admirer le pinceau énergique ; admirateur du Caravage, il l'a surpassé. On peut blâmer son genre, qui s'appuie sur des oppositions peut-être trop brusques ; mais il faut admirer l'éclat et la vérité du coloris dans les tons clairs. Bref on ne peut voir les tableaux de Ribera sans en être vivement frappé. Mais celui qui tient le premier rang est sans contredit Vélasquez de Silva : ses grandes compositions, ainsi que ses portraits, réunissent les qualités les plus éminentes. Grand coloriste et dessinateur parfait, Vélasquez avait puisé ces qualités non-seulement dans son génie, mais encore dans le séjour qu'il fit sur la terre classique des beaux-arts, c'est-à-dire en Italie. Admiré et chéri de son souverain Philippe IV, il devint presque son consensal, car le roi venait le visiter dans son atelier, et suivait

tous ses travaux, qu'il appréciait en connaisseur. Il combla Vélasquez de faveurs et de biens, que ce dernier mérita par la perfection de son talent. Après lui vint un autre artiste qui atteignit la plus grande célébrité ; c'est Estevan Murillo, né en 1613, mort en 1685. Il a réussi dans presque tous les genres où il s'est exercé. Cependant, pour lui comme pour ses compatriotes, l'histoire se renferme dans les sujets religieux, où Murillo a montré partout une merveilleuse fécondité. Si dans ses têtes de vierge il n'a pas l'élevation de Raphaël, il touche par une naïveté inimitable et pleine de grâces ; il sait donner à ses saints une onction dont on se sent pénétré. Il ne réussit pas moins heureusement dans un genre moins élevé, mais cependant fort difficile, celui du portrait. Le musée de Paris possède celui de l'auteur fait par lui-même, et cette œuvre, au dire des connaisseurs, s'approche de la perfection sous le rapport du modelé et du coloris. Un autre artiste, Zurbaran, saisit encore vivement l'attention par la hardiesse et la puissance de son pinceau ; on lui reproche de montrer de la bizarrerie ; mais cette bizarrerie n'est jamais vulgaire, elle étonne toujours, quand même elle ne plaît pas. Philippe V et son successeur ne donnèrent aucun encouragement aux beaux-arts, dont ils ne sentaient pas le charme, et l'art de Vélasquez et de Murillo tomba dans la décadence. Cependant vers le milieu du dix-huitième siècle un Allemand célèbre, Mengs, vint s'établir en Espagne, et fut le restaurateur de la peinture ; il laissa un grand nombre d'élèves, entre autres Goya, qui s'est illustré, surtout dans ses caricatures gravées à l'eau forte, et qui décèlent un talent d'observation aussi rare que profond. Quant aux sculpteurs et aux architectes, comme ils sont tout-à-fait inconnus hors de l'Espagne, nous croyons inutile de nous en occuper, afin de réserver la place qui nous reste au récit des faits politiques et importants qui vont réclamer notre attention.

CHARLES IV.

(DE 1788 A 1808.)

Ce prince, en montant sur le trône, se

conforma aux intentions de son père, qui, à son lit de mort, l'avait adjuré de maintenir à la tête du gouvernement le comte de Florida Blanca, dont il avait éprouvé le dévouement et l'habileté. Mais si ce ministre avait su diriger l'État quand le pouvoir royal semblait affermi, il se montra bientôt incapable de prévenir ou de dominer la crise qui menaçait de troubler la tranquillité de l'Espagne. Cette crise était la révolution française, qui s'annonçait déjà par des symptômes redoutables : aussi, dans son effroi, Florida Blanca s'arrêta tout-à-coup dans la carrière des réformes où il s'était lancé sous Charles III. Les craintes qu'il semblait éprouver ne servirent qu'à discréditer le pouvoir. On avait d'ailleurs détruit des institutions fortifiées par le temps sans les avoir remplacées par d'autres établissements. Dans cette position pleine de périls, le ministre ne vit d'autre parti que de concentrer toute l'autorité entre ses mains. Cependant une première question, aussi délicate qu'importante, réclamait une prompte décision. Nous avons dit que Philippe V avait essayé d'introduire la loi salique ; mais un article de cette même loi déclarait que l'héritier du trône devait avoir reçu le jour en Espagne. Charles III, dont les enfants étaient nés à Naples, s'était empressé d'abroger cet article ; mais il fallait détruire l'acte en son entier, et, pour y parvenir légalement, le nouveau roi rassembla les cortès à l'époque de son couronnement, dans le but de leur faire prononcer l'abolition complète de la loi salique. Mais à peine réunis, les députés des cortès se préparèrent à soumettre à leur examen certaines parties de l'administration, et la cour effrayée se hâta de les congédier, laissant indécidée la question de l'hérédité [1789]. Sur ces entrefaites, les événements avaient marché d'un pas rapide en France ; le trône de Louis XVI était ébranlé jusque dans ses fondements par des principes soutenus par des émeutes. Redoutant l'influence de ces mêmes principes sur l'Espagne, Florida Blanca imposa silence aux sociétés littéraires et scientifiques, et prit des précautions contre les étrangers. Mais tous ces moyens n'aboutirent qu'à irriter les esprits et à précipiter la chute du ministre, qui fut

remplacé par le comte d'Aranda [1791]. Un pareil choix était un acte de faiblesse. Charles espérait se concilier par cette mesure les chefs du mouvement en France, dont plusieurs avaient eu des liaisons étroites avec d'Aranda lorsqu'il s'entourait, durant son ambassade à Paris, de philosophes, d'encyclopédistes, et de tous les seigneurs qui partageaient leurs idées.

L'élévation du nouveau ministre eut d'abord pour résultat de renouer des relations amicales entre le cabinet de Madrid et celui de Versailles ; mais bientôt tout changea de face : quelques mois étaient à peine écoulés, et Louis XVI était renversé du trône à la journée du 10 août. Charles n'étant pas préparé pour la guerre, se retrancha dans la neutralité, et d'Aranda, qui n'avait fait que paraître au poste de premier ministre, fut remplacé par un favori dont la scandaleuse fortune devait infliger un jour à l'Espagne les plus affreuses calamités. Il s'appelait Godoy. Admis dans les gardes-du-corps du monarque en 1784 il attira les regards de la reine Marie-Louise, princesse napolitaine, dont le caractère impérieux avait subjugué son faible époux. Protégé par sa souveraine, Godoy parvint rapidement au faite des honneurs ; sans avoir tiré l'épée, il devint, en peu d'années, grand-croix de l'ordre de Charles III, lieutenant-général et duc d'Alcudia. Un des premiers soins du jeune ministre, et il faut l'en louer, fut d'essayer de sauver Louis XVI par des réclamations énergiques ; et en effet, le cabinet espagnol fut le seul qui montra un véritable intérêt pour l'infortuné monarque. Tout fut inutile : la tête du descendant de saint Louis roula sur l'échafaud, et la Convention déclara la guerre à toute l'Europe. La nouvelle de ce grand attentat souleva en Espagne tous les esprits. Les Français furent égorgés dans plusieurs villes de la Péninsule, malgré les efforts du gouvernement, et la Catalogne, la Biscaye et la Navarre offrirent des contributions et des soldats pour combattre le peupleur meurtrier de Louis XVI. La situation des finances de l'État ne permettait pas à Charles IV de profiter de cet élan pour porter la guerre au-delà des Pyrénées ; cepen-

dant elle commença peu de temps après, et les armes espagnoles obtinrent quelques avantages sous les ordres de Ricardos [1793]; mais les Français reprirent bientôt leur revanche : le général Pérignon battit les Espagnols, et s'empara de Figuières, tandis que le général Moncey obtenait de son côté de nouveaux succès dans la Navarre.

La campagne de 1795 fut encore favorable à la république française, qui accorda la paix à l'Espagne. Celle-ci rentra en possession des places qui avaient été conquises par l'ennemi, mais elle céda en retour la portion de Saint-Domingue qui lui appartenait. Ce traité n'avait rien de glorieux, mais il était nécessaire, et le premier ministre Alcudia fut décoré à ce sujet du titre de prince de la Paix, distinction nouvelle et jusqu'alors sans exemple. Devenu allié du directoire, l'Espagne fut entraînée, malgré elle, dans une politique contraire à ses intérêts, car elle fut contrainte de se mettre en hostilités avec l'Angleterre. Une flotte, jointe à une expédition française [août 1796], prit part à la destruction des établissements anglais dans les baies de Bulle et de Châteaux. La Grande-Bretagne ne tarda pas à se venger : les amiraux Parker et Jervis remportèrent une victoire, près du cap Saint-Vincent, sur une flotte espagnole, et dans les Antilles le général Apodaca fut contraint d'incendier une escadre pour l'empêcher de tomber entre les mains de l'ennemi. En Europe, Nelson bombarda vainement Cadix et échoua quelque temps après dans une attaque contre Ténérife. Tandis qu'il soutenait la guerre au dehors, le prince de la Paix était en butte à des haines qui se grossissaient chaque jour ; les grands, le clergé et le peuple s'indignaient également de l'insolence du favori et de la faiblesse de Charles, qui se plaisait à entasser sur Godoy toutes les dignités de la monarchie, il le fit même entrer dans la famille royale, en lui donnant pour épouse sa nièce. Ainsi, les intrigues des courtisans et l'indignation publique ne servaient qu'à cimenter le pouvoir de Godoy ; mais ayant eu l'imprudence de se mêler à des complots qui avaient pour but, lui disait-on, de donner à la France pour roi un infant d'Espagne, le

directoire, informé des manœuvres dans lesquelles trempait le ministre, exigea son renvoi, et au mois de mars 1798 le portefeuille des affaires étrangères lui fut retiré pour passer aux mains de Francesco Saavedra, tandis que l'économiste Jovellanos fut chargé de l'administration intérieure du royaume. Mais ces deux ministres tombèrent bientôt pour être remplacés par d'autres qui ne firent que passer aux affaires, car la disgrâce de Godoy n'était qu'apparente ; il gouvernait en réalité et faisait retirer les rênes de l'état à ceux qui refusaient d'obéir servilement à ses volontés. A cette époque le directoire, tandis que le général Bonaparte conquérait l'Égypte, était battu de toutes parts par une coalition formée de l'Angleterre, de l'Autriche, de la Russie, de Naples, du Portugal et de la Turquie. Suwarow avait reconquis l'Italie et menaçait d'envahir le territoire français : malgré les sollicitations des puissances alliées, Charles n'osa se détacher de la France, ses finances étaient d'ailleurs dans l'état le plus déplorable, il avait fait une émission trop considérable de valez ou billets royaux ; ces valez, par suite d'opérations maladroites, ayant perdu leur valeur, le gouvernement prétendit leur donner un cours forcé, il en résulta un bouleversement dans les transactions commerciales qui frappa les affaires d'une paralysie complète [1799].

Tandis que l'Espagne subissait cette crise financière, Bonaparte revint d'Égypte et renversa en quelques heures le directoire pour se mettre à sa place. Cette révolution ne pouvait que plaire à Charles IV, et il s'empressa de reconnaître le premier consul, avec lequel il signa un traité d'alliance dont il paya le prix par la cession de la Louisiane ; mais il obtint de son côté que le duc de Parme, son neveu et son gendre, régnerait sur la Toscane, érigée en royaume. Bonaparte ne tarda pas à rendre pesantes les conditions de son alliance : comme il méditait déjà d'établir son système continental contre l'Angleterre, il résolut de lui enlever le Portugal, en fermant les ports de ce pays à la Grande-Bretagne. Il fallut en appeler à la force, et une armée espagnole, dont on

donna le commandement au prince de la Paix, entra en Portugal. Les troupes de ce pays s'enfuirent sans combattre, mais les vainqueurs s'arrêtèrent bientôt, car Charles IV ne voulait pas détrôner son gendre. La paix fut signée à Badajoz, et le prince de la Paix vint faire parade de ses faciles succès en présence de la cour et des soldats, qui virent avec indignation le favori passer en triomphe devant les rangs, et conduisant Marie-Louise, portée sur un palanquin. Un corps de troupes françaises était entré dans le nord de l'Espagne pour appuyer l'invasion du Portugal. Le premier consul différait de le rappeler, mais la famine contraignit les Français de rentrer sur leur territoire. La paix d'Amiens, conclue en 1802, reconcilia l'Espagne avec l'Angleterre, elle n'aspira plus dès lors qu'à s'affranchir de la suprématie tyrannique de la France. Pour y parvenir, Charles résolut de s'unir de la manière la plus étroite avec les princes de la famille des Bourbons qui régnaient en Italie : il fit épouser une princesse napolitaine à son fils aîné, et l'infante Marie-Isabelle donna sa main au prince héréditaire de Naples [octobre 1802].

Le plan formé par Charles IV n'était pas facile à exécuter, car le premier consul montrait chaque jour de nouvelles exigences, qui redoublèrent à la rupture de la paix d'Amiens. En vain le cabinet espagnol voulut-il se retrancher dans la neutralité; il ne put y réussir, et fut réduit à promettre un subside, à défaut de soldats. D'un autre côté, l'Angleterre, instruite de cette dernière stipulation, attaqua tout-à-coup et sans déclaration de guerre, plusieurs vaisseaux venant d'Amérique et ayant à bord des sommes considérables. Le ministre Pitt ayant refusé de donner des explications sur cette agression déloyale, l'Espagne déclara la guerre à la Grande-Bretagne; et le prince de la Paix, généralissime de toutes les forces de la monarchie, annonça qu'il allait faire d'immenses préparatifs pour la soutenir. Mais tout se réduisit à rassembler quelques régiments de milice et à fortifier sur les côtes quelques points importants. Toutefois, si les troupes de terre n'étaient destinées qu'à faire de

vaines démonstrations, le gouvernement espagnol prit la résolution d'agir avec vigueur sur mer, et trois escadres furent armées, dans le but de se joindre à deux flottes françaises, dont l'une devait partir de Toulon et l'autre de Rochefort. En effet, les vaisseaux des deux nations voguèrent de conserve vers l'Amérique. L'amiral Villeneuve obtint de légers succès; Nelson se mit à la poursuite de ses adversaires et ne put les joindre qu'à leur retour en Europe. Alors eut lieu la célèbre bataille de Trafalgar, où l'amiral anglais, blessé mortellement, anéantit les flottes ennemies. L'Espagne, à la suite de ce désastre, se trouva presque sans marine; mais son allié marchait, en Allemagne, de victoire en victoire [1805]. Loin de se montrer reconnaissant des efforts de la cour d'Espagne, le premier consul, devenu empereur, la persécuta par de nouvelles prétentions. C'est ainsi qu'il demanda la suppression du royaume d'Étrurie, et se disposa à précipiter le roi de Naples de son trône, pour y placer son frère Joseph. Charles IV refusa cependant de reconnaître ce nouveau monarque. Napoléon ne jugea pas à propos de s'offenser de ce refus, et se contenta de témoigner par ses discours sa résolution d'ajourner à la mort de Charles l'exécution des plans qu'il méditait relativement à l'Espagne. Ce dernier n'en demandait pas davantage; mais son favori le prince de la Paix ne partageait pas la sécurité de son maître, et forma le projet de s'allier avec la Russie, l'Angleterre et le Portugal, avec l'aide desquels il voulait faire une invasion dans le midi de la France. Tout-à-coup, et pour entraîner Charles, Godoy (1) publia une proclamation appelant aux armes toute la nation pour marcher contre un ennemi qui n'était point nommé dans le manifeste. Cette imprudence n'eut d'autre résultat que de faire échouer le plan médité par Godoy; car, se croyant découvert, le Portugal chercha à cacher à tous les yeux sa coopération secrète au projet de Godoy, qui avait d'autant plus mal choisi son moment, que Napoléon, vainqueur à Iéna, venait de renverser dans cette journée la

(1) Le prince de la Paix.

monarchie prussienne. Le conquérant crut devoir pardonner au prince de la Paix, qui avait envoyé à Berlin un émissaire pour solliciter son pardon. Seulement Charles IV dut reconnaître le nouveau roi des Deux-Siciles, et à cette occasion le prince de la Paix recut de nouveaux honneurs. Il fut déclaré grand amiral des Indes; on lui conféra le titre d'altesse sérénissime. A cette époque, Napoléon remplaça, à la cour de Madrid, le général Bournonville par le marquis de Beauharnais, il eut la mission d'entretenir l'animosité qui subsistait entre le favori et l'héritier du trône. Ce prince, écarté des affaires, nourrissait une haine profonde contre Godoy, dont la haute fortune semblait vouloir s'élever au niveau de l'héritier du trône. L'ambassadeur français se rapprocha du prince des Asturies, en lui montrant en perspective un mariage avec une parente de l'empereur, alliance lui promettant d'écraser un jour la puissance du favori qu'il détestait (1).

Sur ces entrefaites, Napoléon marchait en Pologne contre les Russes. Il exigea qu'un corps espagnol de seize mille hommes fût mis à sa disposition; il l'envoya dans le nord de l'Europe pour occuper Stralsund. Cette exigence de l'empereur avait un double but, celui de contenir la Suède et d'empêcher le cabinet de Madrid de se réunir aux puissances coalisées contre lui. Cependant l'Angleterre, qui venait de perdre le célèbre Pitt, n'en continua pas moins d'agir avec sa promptitude et sa vigueur accoutumée. Depuis long-temps elle nourrissait la pensée de s'emparer de quelques-unes des vastes provinces américaines appartenant à l'Espagne. Pour y parvenir, elle avait favorisé les intrigues d'un aventurier natif de Caracacas et appelé Francisco de Miranda. Celui-ci, avec l'or de la Grande-Bretagne, rassembla des soldats et fit une descente sur les rives de la Plata, puis sur d'autres points; mais toutes ses tentatives échouèrent. De son côté, le général anglais Bérésford se présenta tout-à-coup devant Buenos-Ayres et s'en

empara; mais la ville fut reprise quelque temps après. Les Anglais s'étaient encore rendus maîtres de Montévidéo; mais, attaqués par un officier espagnol, Santiago-Liniers, après une lutte de quelques mois, ils furent contraints d'évacuer tout le pays.

Des événements d'une plus haute importance pour l'Espagne se préparaient en Europe; Napoléon, vainqueur à Friedland des Russes, avait conclu la paix avec le czar à Tilsitt, et pouvait ainsi disposer de ses redoutables phalanges pour appuyer ses vues ambitieuses. Il songeait depuis long-temps à placer sous ses lois la péninsule ibérique; et il résolut d'exécuter la première partie de ce plan en enlevant le Portugal à l'Angleterre, qui avait fait de cette contrée une de ses colonies. Elle y commandait par le fait, car les marchands anglais étaient propriétaires de la plus riche partie du territoire, et l'influence de leur gouvernement commandait à tout le reste. L'empereur des Français s'adressa au prince de la Paix pour consommer cette invasion, et pour l'intéresser à la réussite de ce projet, il signa avec Izquierdo, agent de Godoy, le fameux traité de Fontainebleau, qui partageait le Portugal en trois portions, dont l'une devait être donnée, à la place de la Toscane, à l'ex-roi d'Étrurie; l'autre, composée des Algarves et de l'Alentéjo, serait érigée en principauté en faveur de Godoy. La dernière portion devait être remise à l'Espagne pour lui servir de gages qui seraient rendus un jour à la maison de Bragance, en échange de Gibraltar et de l'île de la Trinité.

Tels étaient les principaux articles d'une alliance criminelle qui rayait sans droit de la liste des nations un peuple qui n'avait rien fait pour provoquer la ruine dont il était menacé. On procéda à leur exécution, et le 17 octobre 1807, le général Junot traversa la Bidassoa, et se dirigea vers Salamanque, tandis que deux corps espagnols se mirent en mouvement pour occuper les provinces du Portugal qui étaient échues à l'Espagne. Le général français se hâta de marcher sur Lisbonne, et il n'en était plus qu'à vingt-cinq lieues, lorsque le gouvernement reçut le premier avis de l'approche de Junot par son am-

(1) L'infant don Ferdinand, prince des Asturies, était devenu veuf depuis plusieurs mois.

bassadeur près la cour des Tuileries, qui avait rencontré sur sa route les troupes de Junot. Après de longues indéisions, le prince régent, suivi de la famille royale, prit le parti d'aller chercher un refuge au Brésil, et l'armée française entra dans la capitale le lendemain [30 novembre 1807]. Les deux généraux espagnols Solano et Caraffa s'établirent dans les provinces qui leur étaient assignées, et le Portugal tout entier se trouva à la disposition des envahisseurs. Tandis que la maison de Bragance quittait le trône de ses ancêtres pour aller s'établir en Amérique, une révolution préparée depuis long-temps par des intrigues et par la disposition des esprits, éclatait en Espagne. Nous avons déjà initié le lecteur à la connaissance de l'état intérieur de la cour de Charles IV. Ce prince était gouverné despotiquement par la reine, qui obéissait elle-même aveuglément au prince de la Paix, tandis que l'héritier du trône, entouré d'espions, vivait dans l'isolement; mais dans sa retraite, Ferdinand travaillait à s'affranchir du joug qui pesait sur lui. Cependant il ne pouvait toujours contenir le ressentiment qui couvait dans son âme, et quelques paroles indiscrettes échappées à son impatience éveillèrent les craintes de sa mère et de Godoy, ils arrachèrent au roi l'ordre de saisir les papiers de Ferdinand, qui fut lui-même retenu prisonnier dans son appartement. L'examen des écrits trouvés dans le cabinet de l'infant démontra seulement qu'il avait accueilli divers plans ayant pour but de se saisir de la personne du favori, et de le faire mettre en jugement. Toutefois il était facile de voir que l'infant se ménageait les moyens de s'emparer de la toute-puissance, et cette conviction que la reine fit partager à son époux remplit le vieux roi d'indignation contre son fils. Par un décret qui fut rendu public, il l'accusa de s'être uni avec des sujets rebelles, qui avaient tramé un complot contre sa vie et son autorité. En même temps le faible monarque déclara, dans une lettre à Napoléon, que son fils avait voulu le détrôner. Il demandait en conséquence à l'empereur des Français de l'aider de ses conseils, et il lui confiait sa résolution d'exclure du trône le prince des As-

turies, qui serait remplacé par un de ses frères. Effrayé des périls de sa situation, Ferdinand se hâta de les conjurer, et il avoua qu'il avait écrit à l'empereur des Français pour lui demander en mariage une de ses parentes. Cette déclaration mit fin au procès commencé contre l'infant; car Godoy ayant su par son affidé Izquierdo que Napoléon ne voulait pas que son nom parût dans cette affaire, résolut de la terminer au plus vite. Autorisé par le roi et la reine, il alla trouver l'infant, auquel il fit écrire deux lettres où il avouait s'être rendu coupable, et sollicitait humblement son pardon. En conséquence, un décret royal anéantit toute procédure; seulement le chanoine Escóquiz, ancien précepteur de Ferdinand, et les ducs de l'Infantado et de San-Carlos, principaux confidents du prince, furent exilés.

Napoléon se réjouissait en secret des scandales qui troublaient et discréditaient la famille royale d'Espagne; ils étaient favorables à ses desseins, dont il hâtait chaque jour l'exécution: c'est ainsi qu'il fit entrer en Espagne, à cette époque, un corps de vingt-quatre mille hommes dirigés par Dupont, sous le prétexte d'aller renforcer Junot en Portugal, et qu'il envoyait, quelques jours après, un autre corps de même force commandé par le maréchal Moncey, et qui marcha sur la Castille. Toutes ces troupes s'emparèrent par surprise des places fortes qu'elles rencontrèrent sur leur passage; mais, pour calmer les inquiétudes du gouvernement espagnol, Napoléon faisait revivre le projet d'une union conjugale entre le prince des Asturies et une princesse de la famille impériale. Tandis qu'il amusait la cour de Madrid, il concentrait un nouveau corps d'armée ayant pour chef le maréchal Bessières, et il envoyait le prince Murat, qui reçut le commandement suprême de cent mille Français déjà répandus dans la Péninsule. Sur ces entrefaites, Junot fit paraître à Lisbonne une proclamation annonçant la déchéance de la maison de Bragance, et déclarant que le Portugal tout entier serait administré au nom de l'empereur des Français. C'était déchirer insolemment le traité de Fontainebleau, et Godoy reconnut, mais trop tard

qu'il ne recueillait que la honte de l'acte coupable qu'il avait souscrit. Il pressa alors le roi et la reine de se transporter à Séville, afin de s'approcher de la mer, et d'abandonner l'Espagne pour aller régner en Amérique. Mais les préparatifs qu'il fallut faire à Aranjuez éveillèrent les craintes de la multitude de cette résidence royale. L'ambassadeur français ne cachait pas non plus qu'il désapprouvait le voyage de Séville, et le prince des Asturies exprimait hautement la même opinion. Les esprits fermentaient de plus en plus; les habitants d'Aranjuez, soulevés par le comte de Montijo, s'armèrent et firent des patrouilles autour de l'hôtel du prince de la Paix. Un coup de feu devint tout-à-coup le signal d'une insurrection formidable, une foule d'hommes, parmi lesquels se trouvaient des soldats et des personnages attachés à la maison d'un des infants, se précipitent dans l'intérieur du palais de Godoy, qui fut dévasté. Mais ce prince échappa à la rage sanguinaire de ceux qui le cherchaient. Le lendemain, 18 mars, le faible monarque ôta à son favori les fonctions de généralissime et de grand-amiral, puis il fit appeler le prince des Asturies, qui se rendit garant que la paix publique ne serait plus troublée. Mais, quelques heures après cette promesse, il s'éleva un tumulte effroyable, causé par l'arrestation du prince de la Paix, dans un coin de sa demeure, où il avait passé un temps considérable en proie aux tortures de la crainte et aux tourments de la faim. Les gardes-du-corps parvinrent à arracher aux mains de la populace, et le roi envoya Ferdinand, qui calma l'exaspération des esprits par l'assurance que Godoy serait mis en jugement, et puni de ses crimes par les arrêts de la justice. Mais dans la nuit de ce même jour une nouvelle émeute éclata, Charles IV, croyant sa vie menacée et dans l'espoir de sauver celle de son favori, abdiqua en faveur de Ferdinand. Le public accueillit cet acte avec ivresse, et Ferdinand VII prit possession du pouvoir. Son premier soin fut de rappeler les personnages qui avaient souffert l'exil pour sa cause, et il s'empessa, pour se concilier la faveur publique, de supprimer quelques impôts, et de condonner toutes les

mesures prises sous le règne de son prédécesseur.

Tandis que ces événements se passaient, Murat ayant rallié autour de lui les troupes de Bessières et de Moncey, se dirigeait en toute hâte vers Madrid, où ses soldats pénétrèrent le 23 mars, et furent bien accueillis par la population. Le 24, Ferdinand entra avec pompe dans sa capitale, mais déjà il put reconnaître que le pouvoir chancelait entre ses mains. En effet Murat refusait de reconnaître son nouveau titre, et n'avait pas même daigné se soumettre aux lois de l'étiquette en lui rendant visite. En même temps le grand-duc de Berg (1) avait envoyé au monarque déchu son chef d'état-major, qui avait insinué à Charles qu'il devait protester contre son abdication. Murat faisait aussi répandre le bruit que son souverain allait se rendre à Madrid, et, pour mieux l'accréditer, il faisait restaurer les appartements du palais pour recevoir l'empereur. Ce dernier était cependant résolu à ne point quitter la France, et il leurrait toujours Ferdinand de l'espoir de lui accorder la main d'une de ses parentes. Il dépêcha auprès de lui le général Savary, qui annonça l'arrivée prochaine de son maître à Bayonne; il devait ensuite, de cette ville, se mettre en route pour Madrid. Il fit ensuite entendre qu'il serait convenable que Ferdinand allât au-devant de l'empereur jusqu'à Burgos: tous les conseillers du jeune roi, et, à leur tête, Escoiquiz, l'engagèrent à cette démarche, et le 10 avril il quitta Madrid, après avoir confié la direction des affaires à une junte présidée par son oncle, l'infant don Antonio. Il poussa jusqu'à Vittoria, où il fit son entrée le 14, tandis que Napoléon arrivait à Bayonne la nuit de ce même jour. Ferdinand remit au général Savary une lettre pour l'empereur, dont celui-ci rapporta la réponse dès le lendemain. Elle contenait seulement quelques mots vagues relatifs à l'union dont nous avons déjà parlé. Quelques Espagnols de l'entourage du monarque étaient d'avis de rétrograder, mais Savary veillait à l'entier accomplissement de sa mission, qui

(1) Murat avait reçu ce titre de l'empereur.

avait pour but d'entraîner Ferdinand jus-
qu'en France. Il avait donc pris toutes ses
mesures pour y conduire le monarque de gré
ou de force, en augmentant la garnison de
Vittoria; d'ailleurs Escoiquiz, frappé de l'a-
veuglement le plus déplorable, poussait son
élève dans l'abîme. Ce dernier traversa enfin
la Bidassoa, et pénétra dans Bayonne le
20 avril à dix heures du matin. Napoléon
l'envoya seulement féliciter par deux de ses
grands-officiers.

Il convient maintenant d'apprendre au
lecteur ce qui s'était passé en Espagne depuis
le départ de Ferdinand. Murat, resté maître
de la capitale, commença par réclamer de la
junte la mise en liberté de Godoy; il fallut
obéir, et le favori prit sur-le-champ le chemin
de Bayonne. Le grand-duc de Berg se rendit
ensuite à l'Escurial, où Charles IV s'était
retiré, qui, à son instigation, adressa à son
frère don Antonio, président de la junte,
une lettre dans laquelle il affirmait que son
abdication avait été le résultat de la violence;
en conséquence il déclarait reprendre l'au-
torité suprême et confirmait à la junte les
pouvoirs qui lui avaient été délégués; puis il
se mit en route pour la France avec la reine
et la famille de Godoy.

A Madrid la junte se trouvait dans la po-
sition la plus difficile, placée entre les exi-
gences de Murat, qui prétendait assister à
ses délibérations, et les ordres souvent con-
tradictoires du jeune monarque : elle était
d'ailleurs dominée par la crainte de se trou-
ver en opposition directe avec les Français,
dont l'artillerie pouvait foudroyer la capi-
tale; les environs étaient en outre occupés
par les troupes du corps de Dupont, tandis
que la garnison espagnole de Madrid s'éle-
vait à peine à trois mille hommes. Mais la
multitude, qui ne connaissait pas l'inégalité
de ses forces, murmurait tout haut et s'irri-
tait de plus en plus : ainsi la révolte couvait
dans tous les cœurs, et il ne fallait plus qu'un
incident pour la faire éclater : cet incident
arriva à l'occasion du départ pour Bayonne
de l'infant don Francisco, fils de la reine
d'Étrurie (1). Les voitures étaient préparées,

lorsque le bruit se répandit que le jeune
prince refusait d'y monter; la foule assem-
blée devant le palais devint tumultueuse et
assaillit un aide-de-camp du grand-duc de
Berg. Murat envoya sur-le-champ deux
pièces de canon qui firent feu sur l'attroupe-
ment; ce fut le signal de l'insurrection qui
se répandit comme un éclair dans tous ses
quartiers de la ville, où le peuple massacra
tous les Français qui tombèrent entre les
mains. La garnison se déclara pour ses com-
patriotes; mais les Français prirent bientôt
la supériorité sur leurs adversaires; plu-
sieurs maisons furent forcées, et ceux qui les
habitaient passés au fil de la bayonnette.
Enfin, deux membres de la junte, le géné-
ral O'Farril et le ministre Azanza, se jetèrent
au milieu des assaillants; n'ayant pu les sé-
parer, ils se rendirent auprès de Murat, qui
se tenait hors de la ville, prêt à diriger des
renforts partout où il en serait besoin; ils
s'engagèrent à calmer la multitude si le
grand-duc consentait à faire cesser le combat.
En conséquence, les Français se contentèrent
d'occuper les points principaux avec du
canon, puis ils procédèrent à l'arrestation
des Espagnols qu'ils rencontraient dans les
rues : tous ceux qui portaient des armes
furent livrés à une commission militaire qui,
après un examen superficiel, les envoya par
douzaine à la mort. En même temps, le
jeune don Francisco, qui n'était qu'un enfant,
et don Antonio partirent pour rejoindre en
France les autres membres de la famille
royale.

Revenons maintenant au vieux monar-
que et à son fils qui se trouvaient en pré-
sence à Bayonne. On se rappelle que ce der-
nier, attiré par un guet-apens sur le terri-
toire français, n'avait point été reçu avec les
honneurs dus à une tête couronnée; aussi
Napoléon lui fit-il signifier que la famille des
Bourbons allait être remplacée sur le trône
d'Espagne par une famille française apparte-
nant à sa dynastie. Il fit venir séparément les
deux principaux conseillers de Ferdinand,
Cevallos et Escoiquiz. Le premier, qui, dans

royaume que Napoléon destinait à l'un de ses enfants,
et se trouvait alors à Madrid.

(1) Cette princesse avait été dépouillée de son

une entrevue avec le ministre des affaires étrangères, Champagny, avait défendu énergiquement la cause de son maître, eut à subir les reproches les plus violents ; l'empereur alla jusqu'à l'appeler traître, quoique Cevallos n'eût rempli que son devoir. Quant à Escoïquiz, il fut traité moins sévèrement, et Napoléon l'autorisa à offrir à Ferdinand le royaume d'Étrurie comme un dédommagement de ce qu'il perdait. Il renouvela encore la promesse de lui donner en mariage une princesse du sang impérial ; mais, à l'exception du chanoine (1), le conseil du prince se prononça pour un refus. Pendant ces négociations, Charles IV et Marie-Louise arrivèrent à Bayonne. Ils y trouvèrent leur cher Godoy, qu'ils accueillirent avec des transports de joie. Quelques jours après, en présence de Napoléon et du favori, ils firent comparaître devant eux Ferdinand, à qui son père déclara qu'il devait se démettre de la couronne dès le lendemain par un acte, et que, s'il refusait de se soumettre à cette condition, il serait considéré comme émigré, et, à ce titre, dépouillé de tous ses droits et de tous ses revenus. Napoléon prit la parole, et assura le vieux roi qu'il était prêt à l'appuyer contre un fils coupable du crime de lèse-majesté. Ferdinand essaya de commencer une justification ; mais Charles en fureur lui reprocha d'avoir voulu l'assassiner. La reine se joignit à son époux ; elle chargea son fils d'invectives, et poussa le délire de la colère jusqu'à demander sa mort par la main du bourreau. Napoléon s'éloigna, épouvanté de cette horrible scène, dont il était cependant le premier auteur. Ferdinand souscrivit la renonciation qui lui était imposée, mais il mit plusieurs conditions que le vieux roi refusa à l'instigation de l'empereur, et le prince espagnol, menacé par son père d'être mis en jugement pour crime d'État, signa enfin une abdication pure et simple. Charles transmit la couronne d'Espagne à Napoléon, sans autre restriction que l'engagement de ne point démembrer la monarchie espagnole, et de ne souffrir d'autre culte que le catholicisme. Ferdinand se dépouilla ensuite de son droit

d'héritier présomptif du trône et reçut en échange une pension. Les autres infants, don Carlos, don Antonio et don Francisco souscrivirent à la renonciation faite par le prince des Asturies. On gratifia encore d'un revenu viager la reine d'Étrurie, qui avait été dépouillée de son royaume. On ne pouvait la dédommager autrement ; car, issue de la famille des Bourbons, elle ne devait plus, à ce titre, régner en Italie, occupée tout entière par Napoléon et les princes de sa famille : il aurait donc fallu lui donner une principauté en Portugal, mais ce parti eût offert des inconvénients encore plus graves.

Ferdinand et ses deux frères ne tardèrent pas à aller occuper, dans l'intérieur de la France, une prison honorable, et s'établirent à Valençay, que le prince de Talleyrand fut réduit à céder pour cet usage. Mais le prince des Asturies, avant de quitter Bayonne, avait signé deux décrets : l'un remettait à la junte du gouvernement tous les pouvoirs de la royauté ; l'autre, adressé à toute la magistrature du royaume, portait que le roi, se trouvant hors d'état d'agir par lui-même, prescrivait de rassembler les cortès, qui devaient aviser par tous les moyens à défendre la patrie contre l'étranger. Mais la junte de Madrid, placée sous le joug de Murat, ne voulut obéir qu'aux ordres de Charles IV ; elle reconnut le grand-duc de Berg en qualité de lieutenant-général du royaume et comme son président. Cette condescendance, ou plutôt cette lâcheté, fut suivie d'un autre acte non moins déshonorant, par lequel la junte déclara qu'en exécution de la mesure prise par l'empereur Napoléon, elle pensait que son choix devait tomber sur Joseph, roi de Naples. Le conseil de Castille fit une semblable déclaration. Comme il fallait procéder avec une apparence de légalité, le grand-duc de Berg, président de la junte, fit insérer au nom de cette assemblée, dans la Gazette de Madrid, une ordonnance traçant des règles pour procéder à l'élection de cent cinquante députés qui devaient se rendre à Bayonne dans le délai d'un mois. La junte de Madrid, chargée de l'exécution de ce décret, ne réussit qu'avec peine à trouver un petit nombre de personnes qui

(1) Escoïquiz.



Prac. Sculp.

Pl. II.

1. MULETIER CATALAN. 2. HABITANT DE VALENCE.

Tour. et. Prop. de L. Gayet, r. de Valenciennes.

Dessiné par Del.

RELIÉ EN

voullent accepter le mandat qui leur était offert. Toutefois Napoléon déclara son frère Joseph roi d'Espagne et des Indes, et tous les Espagnols qui se trouvaient à Bayonne reçurent l'ordre d'aller complimenter leur nouveau souverain, auquel l'ancien ministre Azanza lut une adresse au nom de ses compatriotes. Ainsi arriva l'avènement de Joseph, qui, imposé par la force, tomba bientôt du trône comme il y était monté. Ainsi finit en même temps le règne de Charles IV, ou plutôt celui de son indigne épouse et de son amant Godoy. Ce monarque avait, dit-on, des facultés assez remarquables; il saisissait facilement le nœud de toutes les questions qui lui étaient présentées et les discutait d'une manière remarquable. Mais, dominé par une incurable paresse d'esprit, il abandonnait les affaires de l'État à ses ministres, pour s'occuper exclusivement des plaisirs de la chasse, qu'il aimait avec une sorte de frénésie, il passait toutes ses journées à cet exercice. Son plus grand malheur fut de manquer complètement de cette force de volonté qui doit être l'apanage du commandement : aussi ploya-t-il toujours sous l'ascendant de la reine, qui l'avilit et le déshonora tout à la fois. Quant à Godoy, il n'était pas dépourvu de toutes les qualités que réclamait sa haute position; il favorisa les sciences, les lettres et les arts; il entreprit des travaux utiles, et s'efforça de donner une nouvelle extension au commerce en élevant des fabriques dans l'intérieur du royaume. Mais il ne savait pas suivre ses plans avec ténacité, et, maître absolu du pouvoir, il ne sut pas le manier, car il reculait devant les obstacles, quand il eût fallu les renverser, et par là déconsidérait l'autorité, qui ne peut se faire respecter qu'en ne paraissant jamais douter de sa force. Ce défaut de fermeté l'entraîna à coopérer au traité de Fontainebleau, tache indélébile, et qui justifie la haine et le mépris que lui ont voués tous les Espagnols.

JOSEPH NAPOLÉON.

(DE 1808 A 1813.)

Dès qu'il eut été déclaré roi par son frère

ESPAGNE.

Napoléon, qui lui transmit la couronne arrachée à la faiblesse de Charles IV, Joseph convoqua une espèce de parlement à Bayonne. Les membres de cette assemblée, dont les uns avaient été arrachés de leur domicile et les autres enrôlés parmi les personnes qui composaient la suite de Ferdinand, s'assemblèrent et reconnurent le nouveau prince. On leur soumit encore un projet de constitution dont le dernier article portait que cette constitution pourrait être révisée en 1820 pour y faire les changements qui seraient indiqués par l'expérience. Enfin la session, ouverte le 15 juin, fut close le 7 juillet, et les députés allèrent adresser des félicitations et des remerciements à l'empereur des Français. Ferdinand, ses frères et tous les individus attachés à leurs personnes envoyèrent leur adhésion à tout ce qui s'était passé, et Joseph, investi en apparence de tous les pouvoirs de la royauté, composa son ministère. On y remarquait Urquiza, ancien ministre de Charles IV; Cevallos, ancien conseiller de Ferdinand, chargé du poste important des relations extérieures; le général O'farill conserva le portefeuille de la guerre, et don Sébastien de Pénuela celui de la marine, dont ils étaient déjà en possession; les finances échurent à Cabarrus, et le ministère des Indes fut le partage d'Azanza, qui venait de présider le congrès de Bayonne. Joseph s'occupa en même temps de composer sa maison, où il fit entrer le duc de l'Infantado et le prince de Castel-Franco; puis, le 9 juillet, il se mit en route pour aller prendre possession de son royaume. Mais tandis qu'il se faisait décerner par de prétendus cortès le pouvoir suprême, l'Espagne entière protestait contre des mandataires qui n'avaient aucun droit de représenter la nation; celle-ci, insultée dans son honneur et trahie dans ses vœux, rejeta fièrement le souverain qu'on prétendait lui imposer. Une insurrection générale éclata simultanément dans toute la Péninsule, aussitôt que l'on eut connaissance des scènes de Bayonne. Oviédo, capitale des Asturies, commença le mouvement. Venus en foule dans la ville, les paysans, unis aux habitants, s'emparèrent de l'arsenal. Une junte

fut organisée, son premier soin fut d'envoyer à Londres deux négociateurs, dont l'un était le vicomte de Matarosa, si connu aujourd'hui sous le nom de comte de Torrénó. Le gouvernement anglais les accueillit avec bienveillance, et fit expédier sur-le-champ des armes et des munitions pour armer la population. Dans la Galice l'explosion eut lieu, favorisée par les soldats, qui massacrèrent le capitaine-général de la province. C'était le frère du célèbre Filangieri (1). La Castille et le royaume de Léon n'hésitèrent pas à proclamer Ferdinand VII, quoique ces deux provinces fussent exposées à la vengeance des Français. Dans le midi de l'Espagne, l'exaltation des esprits se signala par des meurtres dont les victimes, immolées par la furie populaire, furent désignés par l'envie ou par l'aveur à la rage des assassins. Séville organisa une junte; elle prit le titre de junte suprême d'Espagne et des Indes, et rallia à sa cause les troupes espagnoles qui occupaient le camp de Saint-Roch. Le capitaine-général, don Francisco Solano, le même qui avait pris part à l'expédition du Portugal, ayant montré quelque indécision, fut mis en pièces par la populace. Jaen et Cordoue reconnurent la junte de Séville; partout on appela la population aux armes, et le général Castanos fut chargé du commandement suprême de toutes les forces de la province. A Cadix, se trouvait une flotte française sous les ordres de l'amiral Rosilly, bloqué dans le port par l'amiral anglais Collingwood; il fut réduit à capituler sans combat. Des juntes se formèrent aussi à Grenade, à Malaga, ainsi que dans l'Estramadure, où se rassembla, en moins de six semaines, une petite armée de vingt mille hommes, composée en majeure partie de soldats espagnols cantonnés en Portugal, et qui s'échappaient pour venir au secours de leur patrie. Carthagène et le petit royaume de Murcie se déclarèrent contre Joseph; mais à Valence, la cause de l'indépendance fut souillée par d'horribles massacres. Un français, nommé Juan Rico, souleva

la multitude et s'empara de la citadelle: plus de trois cents Français s'y trouvaient enfermés, et furent égorgés par une troupe de scélérats ayant à leur tête le chanoine Baltazar Calvo. La junte siégeait alors, et le chef des assassins, encore tout couvert de sang, pénétra dans la salle des délibérations, où il fit mettre à mort, en présence des membres de l'assemblée, huit Français qu'il traînait à sa suite. Ce monstre fut arrêté par les soins de Rico, et un tribunal l'envoya au gibet avec deux cents de ses complices. Puis la junte prit des mesures pour organiser la défense de la ville, en même temps qu'elle forma deux divisions de troupes de ligne qui allèrent occuper d'importantes positions. Une autre province, l'Aragon, prit la part la plus active à l'insurrection. A Sarragosse, le capitaine-général fut déposé, et le pouvoir, remis entre les mains d'une junte, échut enfin à don José Palafox, que la multitude proclama capitaine-général. Palafox débuta par ordonner la réunion des cortès de la province. Un certain nombre de députés se rendirent à Sarragosse, et reconnurent les pouvoirs de celui qui les avait convoqués; puis ils terminèrent leurs travaux en instituant une junte composée de six personnes, et dont la principale mission était de prendre, de concert avec le capitaine-général, tous les moyens nécessités par les circonstances. En Catalogne, une junte, composée de députés d'un grand nombre de districts, choisit pour siège Lérida, à défaut de la capitale Barcelone, qui était occupée par le général français Duhesme. La révolte s'étendit encore aux îles Baléares. A Palma, se trouvaient alors deux Français, Biot et Arago, que le gouvernement français avait envoyés sur ce point pour mesurer l'arc méridien. Pour les dérober à la fureur du peuple, persuadé que les opérations auxquelles ils se livraient cachaient quelque trahison, les autorités embarquèrent les deux astronomes pour Alger, où, après une série d'aventures, les deux savants finirent par rentrer dans leur patrie. Les Canaries suivirent l'exemple de la Péninsule: ainsi toute l'Espagne, à l'exception des vil es occupées par les armes françaises, se leva contre Joseph,

(1) Filangieri était Napolitain, et s'est illustré par ses ouvrages sur la législation.

qui ne comptait guère d'autres partisans que ses ministres et les individus attachés à son service personnel. En un mot, la nation le rejetait unanimement, et il se voyait contraint de lévaster le royaume qui lui était échu; il allait ainsi justifier, par les ravages de la guerre, la haine que le peuple lui avait vouée par avance.

Cependant Murat, resté à Madrid, éprouvait chaque jour de nouveaux embarras; sa santé s'altéra, et Napoléon lui donna pour successeur son aide-de-camp Savary. Sur ces entrefaites, Joseph s'avancait vers Madrid, dont le chemin lui fut ouvert par la brillante victoire que le maréchal Bessières remporta à Rio-Secco, sur les Espagnols commandés par Black. Arrivé aux portes de la capitale, il y fit son entrée avec pompe; mais les rues que le cortège traversa étaient désertes, et la multitude, ordinairement si curieuse, se tenait comme retranchée dans les maisons. Cinq jours après (25 juillet), eut lieu le couronnement du monarque, auquel tous les corps prêtèrent serment de fidélité, à l'exception seulement du conseil de Castille et de la cour des alcades. Le conseil de Castille engagea une controverse avec les ministres, et finit par ne pas obéir, favorisé par les événements qui vinrent à secours de son refus. En effet, le général Dupont, ayant reçu l'ordre de se diriger sur Cadix, pénétra jusqu'à Andujar; mais il n'osa aller plus avant lorsqu'il apprit que l'insurrection des villes et des campagnes embrasait toute la province. Les communications étaient rompues, et il se trouvait comme abandonné au milieu d'un pays dont chaque habitant était l'ennemi acharné des Français. Dupont, qui avait été joint par la division Vedel, se mit en mouvement et se dirigea sur Baylen; il y trouva deux divisions espagnoles; et ne tarda pas d'acquérir la triste certitude qu'il était cerné de toutes parts. En effet, Castanos, qui commandait à Valence, avait rallié à lui des forces considérables, et se trouvait en mesure de repousser ses adversaires partout où ils se présentaient. Enfin, après diverses tentatives toujours malheureuses, les Français, manquant de vivres et dévorés par la soif, furent contraints de ca-

pituler au nombre de vingt-un mille hommes. La convention, signée avec Castanos, portait que les vaincus seraient conduits sur le littoral et embarqués pour la France; mais les soldats de Dupont avaient soulevé contre eux le peuple espagnol par leurs excès. Non content de spolier les habitants, ils avaient encore dépouillé les autels dans les villes de Cordoue et Jaen: aussi Castanos ne fut-il pas le maître de tenir ses promesses; il lui fallut d'abord arracher les prisonniers à la fureur de la populace pour les envoyer à Cadix, où ils furent entassés sur des pontons. Une partie de ces malheureux fut ensuite déportée dans l'île de Cabrera, et le plus grand nombre y périt dans les tortures de la faim. Quant aux chefs de ces malheureuses troupes, on les envoya en France; ils eurent à subir la colère de Napoléon, qui les punit par des persécutions d'autant plus cruelles qu'elles attaquaient leur honneur, et qu'ils n'eurent pas la liberté de se justifier aux yeux de leurs concitoyens. Le désastre de Baylen affecta profondément l'empereur, elle détruisait cette croyance populaire qui regardait ses armes comme invincibles. Il résolut aussitôt d'essayer de réparer cet échec par des victoires nouvelles, et il se prépara à marcher en personne contre les insurgés. Ceux-ci avaient en effet repris l'avantage; car l'effet moral du succès de Baylen fut immense; Joseph, dès qu'il en fut informé, abandonna la capitale pour se retirer sur les bords de l'Èbre, et les juntes, dans toutes les provinces, organisaient la résistance en rassemblant sous les drapeaux toute la population virile. On se rappelle qu'un corps de troupes espagnoles avait été envoyé sur les bords de la Baltique. Le marquis de la Romana, qui les commandait, s'échappa avec la plus grande partie de ses soldats, et mit à la voile sur des vaisseaux anglais, qui le ramenèrent en Espagne avec les siens. Ce renfort inattendu redoubla la confiance des Espagnols; ils accueillirent avec transport leurs compatriotes, et ces derniers servirent de cadre pour former une armée en état de combattre en rase campagne contre leurs redoutables adversaires.

Dès que Madrid eut été délivré de la présence de Joseph, le conseil de Castille essaya

de s'emparer de la direction suprême des affaires ; mais ses prétentions furent repoussées hautement par les juntes provinciales, qui reprochaient à ce même conseil d'avoir cédé lâchement, et coopéré par son adhésion à la cause de l'usurpateur. Ainsi le pouvoir, éparpillé dans une multitude de mains, demeura sans force. D'un autre côté, le roi de Naples voulut tirer parti de l'état de l'Espagne pour donner le trône de la péninsule à son second fils, le prince Léopold, qui vint à Gibraltar, accompagné du duc d'Orléans (1) ; mais cette tentative n'eut aucun succès, car la nation espagnole avait adopté Ferdinand VII, quoiqu'il fût prisonnier. Après de longues discussions et des intrigues multipliées, des députés de plusieurs provinces s'assemblèrent à Aranjuez et prirent le titre de *junte suprême départementale et gouvernementale du royaume*. Parmi les membres de cette assemblée, on remarquait l'ancien ministre, comte de Florida Blanca, à qui l'on décerna la présidence. La formation de cette junte était un premier pas vers un ordre de choses plus satisfaisant ; mais ceux qui la composaient n'avaient pas les mêmes vues, il en résulta que l'autorité vacillait sans cesse dans leurs mains, tandis que Napoléon, maître absolu d'une armée formidable, s'avancait avec rapidité. Il avait traversé la Bidassoa le 8 novembre 1809, et culbuté les généraux espagnols qui avaient osé s'opposer à son passage ; les défilés de la Somo-Sierra ne purent l'arrêter, et le 2 décembre il était aux portes de Madrid. La junte suprême s'était retiré en toute hâte à Séville. Le peuple de Madrid essaya de se défendre, mais sa résistance cessa bientôt, et il se rendit au vainqueur. Celui-ci lança aussitôt plusieurs décrets dont quelques-uns rallièrent au parti de Joseph un certain nombre d'Espagnols, entre autres les décrets prononçant l'abolition du saint office, la réduction du nombre des couvents, et l'extinction des privilèges et des droits seigneuriaux. L'empereur déclara en outre aux autorités de Madrid qu'il reprenait provisoirement la couronne d'Espagne, et, à ce titre, les habi-

tants de Madrid furent sommés de lui prêter serment : ils obéirent. Il s'occupa ensuite à chasser de la Péninsule une armée anglaise, commandée par sir John Moore, qui s'était avancée jusque dans la Castille. Ce général, abandonné par ses alliés, ne songea plus qu'à opérer sa retraite. Poursuivis l'épée dans les reins, les Anglais jonchèrent les chemins de leurs cadavres. On était alors dans les premiers jours de janvier, et l'état des routes ainsi que la saison concouraient à augmenter les désastres d'une fuite opérée en présence d'un adversaire animé par la haine et par la victoire. Arrivé à Sorga, Moore occupa de fortes positions pour se donner le temps de rallier ses soldats dispersés ; mais quand il atteignit la Corogne, il ne put s'embarquer, faute de transports, et se vit réduit à soutenir l'attaque des Français. Au milieu de la lutte la plus sanglante, Moore tomba frappé mortellement ; mais le général Hope, qui prit sa place, réussit à sauver les Anglais en les faisant monter sur les vaisseaux de sa nation, qui venaient enfin d'arriver. Après cette victoire, Napoléon, menacé par les préparatifs d'une nouvelle coalition des puissances du nord, quitta l'Espagne pour retourner en France, le 17 janvier 1810. Après le départ de son frère, Joseph reprit les apparences de la royauté, car il n'en eut jamais les pouvoirs ; ils appartenaient en réalité aux généraux français, qui les exerçaient bien plus dans leur propre intérêt que dans celui du monarque, auquel ils faisaient quelquefois sentir durement la dépendance où il se trouvait.

Les opérations militaires qui eurent lieu jusqu'à la chute définitive de Joseph s'étendent dans toute la Péninsule, et il nous serait impossible de les suivre dans leurs développements ; d'ailleurs les détails stratégiques ne peuvent intéresser qu'un petit nombre de lecteurs ; nous nous bornerons donc à mentionner les faits d'armes les plus importants. Tel fut, entre autres, le second siège de Saragosse, que l'on a justement comparé à celui de Numance ou de Sagonte. Cette capitale de l'Aragon n'avait pour toute défense qu'un mur d'enceinte de dix-huit toises d'épaisseur, et se trouvait dominée par la

(1) Louis-Philippe, aujourd'hui roi des Français.

colline de Torréro : attaquée une première fois par le général Lefebvre Desnouettes, elle avait résisté aux attaques de ce général. Mais lorsque Napoléon eut abandonné la Péninsule pour revenir à Paris, Saragosse fut investie de nouveau par un corps d'armée sous les ordres du maréchal Lannes. Les assiégeants enlevèrent la position de Torréro, puis ils bombardèrent la cité, où ils pénétrèrent enfin après l'assaut le plus meurtrier. La ville était prise, mais sans être subjuguée. En effet les habitants ayant élevé des barricades dans toutes les rues, se défendaient jusqu'à la mort dans chaque maison dont il fallait faire le siège ; les moines fabriquaient des cartouches ; les femmes apportaient des munitions à leurs pères, à leurs frères et à leurs maris ; on en vit même qui combattirent comme des soldats. Les troupes de la garnison partageaient l'enthousiasme des citoyens, et se trouvèrent réduites à quatre mille hommes sur vingt-huit mille qui existaient au commencement du siège ; des maladies contagieuses décimaient la population, qui était encore en proie aux horreurs de la faim, car les vivres étaient montés à un prix exorbitant (1). Enfin, après une lutte acharnée, Palafox, qui commandait dans la ville, se vit contraint de céder à la nécessité, et signa une capitulation ; elle ne put cependant sauver Saragosse du pillage, et de toutes les horreurs qui l'accompagnèrent. Ce succès, quoiqu'il eût coûté si cher, sembla vouloir rétablir les affaires de l'usurpateur ; il essaya toutefois de former une armée espagnole à sa solde ; mais il n'eut pas lieu de se féliciter de cette dernière tentative ; la plupart de ceux qu'il avait armés et équipés désertaient aussitôt pour aller rejoindre leurs compatriotes. Mais ce qui contribua peut-être le plus encore à ruiner les affaires du frère de Napoléon, ce furent les jalousies des généraux français, qui faisaient échouer les opérations les mieux concertées ; il faut encore ajouter les exactions qu'ils se permettaient, et dont les conséquences retombaient sur Joseph, auquel les victimes attribuaient des maux qu'il ne pouvait empêcher. Une autre cause rendit en-

core inutiles les victoires des Français, ce fut la formation, dans toute la Péninsule, de ces bandes connues sous le nom de *guérillas*, et qui harcelaient sans cesse les différents corps, interceptaient les convois, égorgaient les soldats qui marchaient isolément, et se dispersaient à la première attaque pour se rassembler dès le lendemain, et recommencer leurs courses aventureuses. Parmi les chefs les plus célèbres de ces guérillas, nous nommerons les deux Mina, Martin Diez, appelé l'Empecinado, et le curé Mérino. Cependant la junte centrale, réfugiée à Séville, s'occupait activement à lever des soldats et à diriger comme à féconder le dévouement des Espagnols. A cette époque elle reçut l'appui d'une armée anglaise, commandée par un nouveau général, lord Wellesley ; il venait de Portugal, où Junot n'avait pu se maintenir, et avait fini par évacuer ce royaume pour rentrer en France avec toutes ses troupes. Wellesley ne tarda pas à remporter une victoire signalée sur le maréchal Victor à Talavera de la Reyna, il fut récompensé par la junte, qui le nomma généralissime des forces espagnoles, et par son gouvernement, qui le fit pair, sous le nom de Wellington. Mais quelque temps après, à la suite de la bataille d'Almeida, perdue par les Espagnols, Wellington se retira vers les frontières du Portugal. Joseph, qui prit cet avantage pour un succès décisif, adopta des mesures tendant à restaurer ses finances ; il créa des valeurs nommées *cedulas hypothecarias* ; mais ces valeurs ne tardèrent pas à tomber dans le discrédit le plus complet, et après avoir pris dans les églises les vases d'or et d'argent destinés aux cérémonies du culte, il se vit réduit à solliciter du gouvernement français un subside de deux millions par mois. Le monarque, à la tête de cinquante-cinq mille hommes, envahit l'Andalousie [janvier 1810], et les Français, sous les ordres du maréchal Victor, entrèrent dans Séville le 1^{er} février. La junte centrale, fuyant devant eux, se retira dans l'île de Léon, et nomma une régence composée de quatre personnes investies du pouvoir exécutif. Elle annonça encore la prochaine convocation des cortès, qui se ras-

(1) Une poule coûtait jusqu'à 30 francs.

semblèrent enfin le 18 septembre 1810. Dans cette assemblée siégèrent aussi des députés venus des provinces espagnoles de l'Amérique, ces vastes contrées n'avaient point encore secoué le joug de la métropole. Nous passerons sous silence le détail des discussions qui eurent lieu dans le sein des cortès, il suffira de dire que cette assemblée porta la réforme dans presque toutes les branches de l'administration. Ce fut alors que l'Espagne eut pour la première fois, depuis l'insurrection, une espèce de gouvernement régulier, car l'assemblée reçut communication d'un budget, qu'elle adopta après l'avoir soumis à son examen. Elle s'occupait ensuite de se mettre en communication avec les puissances européennes qui aspiraient à briser le joug de Napoléon. Retirés dans un lieu pour ainsi dire inexpugnable, les cortès purent braver les attaques des Français, qui essayèrent vainement de les déloger de leur retraite.

De toutes les opérations militaires qui eurent lieu de 1810 à 1812, nous mentionnerons seulement la conquête de Valence, par Suchet. Ce général, administrateur non moins habile que grand guerrier, réussit à pacifier la contrée soumise par ses armes; il parvint encore à faire aimer sa domination. De tous les chefs militaires qui parurent en Espagne, ce fut le seul qui laissa des souvenirs dont il put se glorifier, et nul doute que si Joseph eût possédé quelques autres lieutenants animés des mêmes intentions, et sachant les exécuter, il n'eût fini par ranger sous ses lois la plus grande partie de la Péninsule.

Les cortès avaient entrepris de doter leur pays d'une constitution, et après cinq mois de débats, souvent très-animés, cet acte fut achevé, le 25 janvier 1812. Nous allons l'analyser en peu de mots. Le premier article établissait la souveraineté du peuple et trois pouvoirs, le premier exercé par le roi, le second appartenait aux cortès, et le troisième était remis aux tribunaux. Les cortès ne devaient former qu'une seule chambre, dont les ministres, les conseillers d'état, et toutes les personnes occupant des emplois dans la maison royale ne pouvaient faire partie, les

sessions étaient annuelles, mais ne devaient durer que trois mois. Les cortès ratifiaient les traités, possédaient l'initiative des lois, et, lorsqu'elles n'étaient point assemblées, une députation permanente était chargée de surveiller la marche du gouvernement. Le monarque possédait la puissance exécutive, c'est-à-dire, le commandement de l'armée, la faculté de faire la guerre et la paix; il pouvait aussi repousser trois fois toute loi votée par les cortès; mais alors son droit se trouvait épuisé, et si les cortès persistaient, il devait se soumettre à leur décision. Les ministres étaient au nombre de sept, et déclarés responsables. Tous les magistrats étaient inamovibles, et la confiscation était abolie. Les cortès fixaient encore chaque année la force militaire du royaume; la liberté de la presse était encore décrétée en principe. Tels sont les articles principaux de cette constitution de 1812, si souvent invoquée, mais qui, jusqu'à présent, a toujours échoué quand il a fallu l'appliquer.

Revenons aux opérations militaires pour en présenter seulement les résultats. Après des victoires et des défaites, Joseph, chassé trois fois de Madrid, fut enfin réduit à se replier, poursuivi par Wellington. A Vittoria, une bataille décisive s'engagea entre les deux armées, et les Français, après une longue résistance, furent mis en déroute, abandonnant toute leur artillerie et tous leurs bagages. Cette défaite porta le dernier coup à Joseph, et marqua la fin de son règne, qui n'avait duré que cinq années, durant lesquelles il eut à peine le temps de goûter les joies et les pompes de la royauté [1813]. Quelques mois après ce grand événement, la régence et les cortès abandonnèrent l'île de Léon, pour venir siéger dans la capitale. Sur ces entrefaites, Napoléon, acculé lui-même jusque dans le cœur de la France, par l'Europe entière, coalisée contre lui, essaya de traiter avec Ferdinand, encore prisonnier à Valençay; mais les cortès rejetèrent les conditions proposées, se fondant sur un décret rendu par les cortès de 1811, et portant que tout acte, traité ou convention souscrit par le roi tant qu'il ne serait pas en liberté, devait être considéré comme nul. Elles dé-

cidèrent en outre de ne prêter le serment d'obéissance au monarque qu'après qu'il aurait juré le maintien de la constitution. Cependant les forces anglaises et espagnoles, sous les ordres de Wellington, avaient pénétré en France, Bordeaux avait reçu dans ses murs le duc d'Angoulême, et Napoléon prit le parti de rendre la liberté à Ferdinand, qui envoya à Madrid le général Zayas, avec une lettre, où il donnait son approbation à tout ce qui s'était passé.

Quant à Joseph, qui descendait du trône où Ferdinand allait remonter, il se montra peu digne du rôle si difficile qu'il avait accepté; dépourvu de talents militaires, il eut aussi le tort de scandaliser Madrid par sa passion pour les femmes, qu'il ne put refréner. Au reste, à l'exception de Lucien, tous les frères de Napoléon lui firent peu d'honneur, et durent le faire repentir plus d'une fois d'avoir voulu les établir sur presque tous les trônes de l'Europe. Pouvait-on d'ailleurs souhaiter que Joseph recueillît le prix d'une indigne trahison, qu'on ne saurait flétrir trop énergiquement? Il n'y participa que par son obéissance, mais cette obéissance le rendit complice de Napoléon, et à ce titre on ne peut accuser la fortune d'avoir déserté ses drapeaux, car la chute de Joseph fut une satisfaction donnée à la morale publique, qu'on ne saurait violer sans dommage pour les intérêts de la société.

FERDINAND VII.

(DE 1814 A 1833.)

Ferdinand, pendant le séjour de plusieurs années qu'il fit à Valençay, soit timidité, soit indolence, ne tenta aucune entreprise sérieuse pour s'échapper, et se montra si docile aux ordres de Napoléon, qu'il adressa une lettre de félicitation à Joseph, lorsque celui-ci fut gratifié du trône dont on le dépouillait. Persuadé, sans doute, que la dissimulation est une des conditions de la royauté, il évita, soit de bouche, soit par écrit, de prendre aucun engagement. Parti de Valençay le 13 mars 1814, le 22 il mit le pied sur le territoire espagnol, accompagné des

enfants don Carlos et don Antonio, l'un était son frère et l'autre son oncle; il fut reçu partout avec le plus vif enthousiasme, mais ces témoignages d'attachement de la part de la multitude n'étaient pas une garantie suffisante pour qu'il se hasardât à faire connaître sa secrète pensée, qui était hostile à ce qu'on voulait exiger de lui. A son passage à Valence, le monarque, rassuré par les protestations du capitaine-général Élio, commença d'agir en souverain, quoiqu'il n'en eût encore, suivant la loi politique adoptée par les cortès, ni le titre, ni les pouvoirs, qu'il ne devait posséder qu'après avoir prêté serment à la constitution; mais les députés eux-mêmes étaient divisés, et un petit nombre d'entre eux adressa à Ferdinand un mémoire, ayant pour but de l'engager à ressaisir son autorité, en repoussant la nouvelle loi constitutionnelle. Ceux qui avaient signé cette représentation furent surnommés *les Perses*, parce qu'en faisant l'éloge de la monarchie absolue, ils avaient cité l'exemple de la Perse ancienne. Quant aux députés libéraux, ils ne songèrent pas à prévenir un péril qu'ils ne soupçonnaient pas, et n'adoptèrent aucun plan de défense contre la mauvaise foi ou les violences des conseillers du monarque. Celui-ci concerta à Valence les mesures qu'il devait prendre pour assurer l'exécution de son projet, et se mit en marche pour Madrid, escorté d'un corps de cavalerie détaché des troupes placées sous le commandement d'Élio. Ces soldats témoignèrent hautement l'esprit dont ils étaient animés, en brisant sur leur passage les pierres emblèmes de la constitution et qui décoraient la place publique dans les villes et dans les villages. Instruits de ces faits, les députés libéraux tinrent des conférences, mais ne prirent aucune résolution décisive: ils se contentèrent de nommer une députation de six membres des cortès pour aller au devant du monarque; mais cette députation ne fut pas admise, et trois jours avant son entrée dans Madrid, Ferdinand fit arrêter deux membres de la régence, deux ministres et une vingtaine de députés, parmi lesquels se trouvaient deux écrivains célèbres, Martinez de la Rosa et Quintana; ils furent jetés dans des cachots.



Au même moment, le capitaine général de la Nouvelle-Castille Éguia vint signifier au président des cortès que l'assemblée était dissoute. Le parti vaincu avait essayé de chercher un appui dans l'armée d'Andalousie, mais il fut joué par le comte de l'Abisbal, qui en était le chef. Ainsi disparut la constitution; elle ne fut alors regrettée que par ceux qui l'avaient faite.

En effet, le peuple la vit tomber avec indifférence, et l'Espagne retomba sous la domination religieuse et monarchique qu'elle avait subie depuis deux siècles. Le monarque détruisit, sans choix, toutes les nouveautés qui avaient surgi durant son absence; l'inquisition reparut; les couvents rentrèrent dans tous leurs biens, et les jésuites s'apprêtèrent à revenir dans le royaume. En un mot, toutes les institutions et tous les réglemens administratifs établis par les cortès furent abolis en masse, et l'administration retomba dans le chaos où s'était engloutie la prospérité du royaume. Une coterie, à laquelle on donna le nom de *Camarilla*, devint maîtresse absolue du pouvoir, en s'emparant de l'esprit du monarque, dont elle fit l'instrument de ses volontés et surtout de ses vengeances. En effet, l'exil frappa tous les Espagnols qui avaient embrassé le parti de Joseph, on les chassa de leur patrie, on confisqua leurs biens; aux tourmens de l'exil se joignit pour eux les horreurs de l'indigence. Quant aux députés des cortès, aux membres de la régence, à ceux qui, comme ministres, avaient dirigé l'administration de l'état, livrés à des commissions, des juges iniques les condamnèrent à languir dans les cachots ou les envoyèrent au présides (1). Cette proscription atteignit des hommes de toutes les classes, elle ne respecta ni le génie, ni les services; aucune considération ne pouvait la fléchir, ni le respect qu'inspirent les talents, ni le souvenir des sacrifices faits à la gloire ou aux intérêts du pays. Une politique habile aurait jeté un voile sur le passé, et serait parvenue, en amortissant les haines, à ramener la confiance, et à sa suite, le crédit; mais le système

contraire produisit et devait produire le plus triste résultat : le premier fut de laisser les caisses publiques sans argent et sans aucun moyen de les remplir, car les possessions du clergé, qu'une bulle du pape avait mis à la disposition du gouvernement, ayant été restituées, il ne restait à l'état d'autres ressources que les droits de douane, dont l'augmentation exagérée ne tarda pas à ruiner le commerce [1816]. Le Nouveau-Monde, révolté contre la métropole, n'envoyait plus à Madrid l'or et l'argent de ses mines. Dans cet embarras, les conseillers de Ferdinand offrirent le portefeuille des finances à don Martin Garay, et confièrent les places de l'administration à d'autres personnages, qui partageaient les mêmes principes, et ces principes tendaient à rompre avec le passé, pour introduire des innovations salutaires, mais en contradiction avec le système retrograde de la camarilla. La première opération du nouveau ministre fut d'obtenir de la cour de Rome l'autorisation d'affecter durant deux années, à l'extinction de la dette publique, les revenus des bénéfices qui viendraient à vaquer; le pape permit encore au monarque de laisser vacant, pendant six ans, un certain nombre de bénéfices, dont il toucherait les produits. Ces expédients permirent à Garay de faire face aux dépenses les plus urgentes; mais il fallait encore des fonds pour soutenir la guerre qui s'était allumée dans toutes les provinces situées au-delà de l'Atlantique. Lorsque la nouvelle des évènements de Bayonne était parvenue dans les vastes contrées, elles avaient témoigné leur attachement pour Ferdinand VII, reconnu l'autorité de juntes, qui siégeaient en Espagne, et envoyé à la métropole un secours de soixante-dix millions de francs [1809]. Mais cet enthousiasme ne tarda pas à se refroidir, car les colonies américaines étaient sillonnées par une foule d'émissaires étrangers : les uns travaillaient dans l'intérêt de Joseph et cherchaient à ruiner l'influence des juntes de Séville et de Cadix; les autres, payés par les Anglais et les États-Unis, exhortaient les indigènes à se rendre indépendants de la mère-patrie. Tous ces germes mûrissaient de jour en jour et ne tardèrent

(1) Cette peine équivalait chez nous à celle des travaux forcés.

pas à se développer ; la révolte éclata d'abord à Carracas [1810], capitale de la province de Venezuela ; les autorités espagnoles furent déposées et les emplois publics confiés aux indigènes et aux étrangers. Bref, en moins d'une année l'insurrection s'étendit de Buenos-Ayres au Paraguay, et gagna le Tucuman et le Chili. Dans la Nouvelle-Grenade, un prêtre, don Miguel Hidalgo, souleva les Indiens contre les Européens ; ce mouvement se distinguait de tous les autres, parce qu'il était dirigé spécialement contre les Espagnols, déclarés les oppresseurs de l'Amérique. Mais après avoir menacé Mexico, Hidalgo et ses principaux adhérents furent pris et mis à mort. Bref, la plupart des provinces américaines finirent par déclarer ouvertement leur indépendance (1). Tel était l'état des choses, lorsque Ferdinand envoya une expédition en Amérique, sous les ordres de Morillo, qui s'était illustré dans la guerre contre les soldats de Joseph et de Napoléon. Ce général eut pour adversaire principal le célèbre Bolivar ; mais les ressources du chef espagnol s'épuisaient de jour en jour, tandis que Bolivar puisait les siennes dans le pays même, dont les habitants étaient dévoués à sa cause. Sur ces entrefaits, le roi d'Espagne résolut d'envoyer une nouvelle expédition, l'argent manquait, et, ne pouvant l'obtenir du crédit, il l'emprunta par force à ses sujets [1819]. Ainsi une instabilité violente et perpétuelle présidait à toutes les mesures du gouvernement, dont les ressorts s'usaient de plus en plus.

En effet, le mécontentement avait gagné toutes les classes, et le pouvoir, qui n'avait pas su conquérir leur affection, se trouvait réduit à chercher son appui dans l'armée. Toutefois ceux qui la commandaient ne partageaient pas tous les vues de la Camarilla et détestaient son despotisme petit et tracassier. La plupart des généraux, ayant combattu pour l'indépendance du pays, ne voulaient pas soumettre l'Espagne au régime abrutissant sous lequel elle avait languï depuis deux siècles. En ou-

tre, des sociétés secrètes s'étaient organisées et étendaient leurs ramifications dans les rangs des soldats et dans la classe moyenne. Des conspirations militaires surgirent successivement, ayant pour chefs les hommes qui s'étaient le plus distingués par les services qu'ils avaient rendus sur les champs de bataille. Le premier qui leva l'étendard de la rébellion fut le célèbre Mina ; mais son audace ne trouva pas de complices, et il fut réduit à s'expatrier pour échapper à la hache du bourreau. Un autre général, Porlier, non moins renommé, essaya de ressusciter la constitution de Cadix ; mais Porlier échoua dans son entreprise, et il expia sa témérité par le gibet. En Catalogne, le général Lacy fit la même tentative, et subit le même sort. A Valence, le capitaine-général Élio fit périr sans jugement douze Espagnols qui avaient comploté le renversement du pouvoir absolu. Mais ces rigueurs ne servirent qu'à rendre plus circonspects les conspirateurs, et la Camarilla, poursuivie par ses craintes, croyait se mettre à l'abri du péril en redoublant les persécutions. Le comte de l'Abisbal commandait un corps d'armée rassemblé à Cadix pour aller soumettre les colonies d'outre-mer. Instruit de la mauvaise disposition de l'esprit des soldats, dont le courage faiblissait à l'aspect des dangers qui les attendaient sur des plages lointaines, où le climat devait les moissonner plus encore que les combats, l'Abisbal parut encourager les mécontents, puis les livra aux vengeances des dépositaires du pouvoir. Mais, dénoncé comme ayant pris part aux projets des conjurés, on le rappela et il eut pour successeur le comte de Calderon, vieillard sans activité comme sans énergie. Dès qu'ils eurent pénétré le caractère du nouveau général, les meneurs qui avaient échappé aux dénonciations reprirent leurs projets, aidés par l'argent de quelques banquiers et négociants établis à Cadix et à Malaga. Quand tout fut préparé pour l'exécution, un officier nommé Riégo se mit à la tête du mouvement. Le 1^{er} janvier 1820, à la tête de son bataillon, il arrive à l'improviste au quartier général, s'empare de Calderon et de son état-major ; puis va se joindre à un autre officier du même rang que lui, nommé Qu-

(1) On trouvera le détail de ces événements dans l'histoire de l'Amérique, qui fera partie de la collection.

roga. Mais le pays qu'ils parcourent tous deux ne prend aucune part à l'insurrection; la garnison et la flotte de Cadix se déclarent contre les rebelles; un corps de treize mille hommes marche à leur rencontre. Alors Riégo sort de l'île de Léon avec une petite troupe, et se jette dans l'Andalousie, où il n'éprouve aucune résistance. A Cordoue, à Algésiras et dans plusieurs autres cités, il proclame la constitution; mais le peuple ne répond que par l'indifférence à ces manifestations de liberté, et Riégo, ainsi que ses compagnons, n'avaient plus devant les yeux que l'attente du supplice, lorsque ses partisans réussirent à proclamer la constitution dans les principales villes de la Galice. A cette nouvelle, le gouvernement s'effraya d'une résistance qui lui sembla formidable, parce qu'elle se prolongeait; et, au lieu de l'étouffer, il tenta d'entrer en arrangement avec la révolte, et le roi accepta précipitamment le symbole qui lui était imposé. Tout changea de face à la cour et dans le gouvernement: les proscrits sortirent des prisons et des cachots pour commander les armées et diriger en chef l'administration. A l'exemple des provinces, où des juntas s'étaient saisies de l'autorité, une junta s'établit dans la capitale sous les yeux du monarque et au mépris de ses droits. Des clubs s'ouvrirent où l'on parodia les sociétés anarchiques qui avaient souillé la révolution française, car les sociétésaires de l'un de ces clubs prirent le nom de *descamisados* (1). Les cortès s'assemblèrent bientôt et votèrent plusieurs lois utiles, entre autres celle sur les majorats, ayant pour but de faire rentrer dans le droit commun cette espèce de propriété qui, inféodée à ses possesseurs, ne pouvait être vendue, et demeurait souvent improductive, quand celui qui en était le maître manquait d'argent pour l'exploiter. La majorité se montra encore indulgente envers d'anciens adversaires en abolissant le décret de proscription lancé contre les Perses (2); mais on les déclara exclus du droit

de siéger aux cortès. Cependant le parti vainqueur était lui-même divisé en deux fractions dont l'une attaquait chaque jour avec violence les institutions et les personnes composant le gouvernement. Les exaltés avaient pour appuis les soldats campés dans l'île de Léon, et premiers auteurs de l'insurrection qui venait de triompher. Leur chef Riégo se rendit à Madrid, où les clubs démocratiques l'environnèrent d'hommages, dans le but de braver le pouvoir, qui eut cependant assez d'énergie pour exiler Riégo et dissoudre l'armée de l'île de Léon. Mais la majorité des cortès se composait d'esprits impatientes qui voulaient improviser les réformes, sans égard aux intérêts puissants qu'on allait soulever. C'est ainsi qu'elle décréta la suppression de la plus grande partie des couvents et mit en vente les biens des corporations religieuses, mesure qui souleva plusieurs provinces, entre autres la Galice. De son côté, le roi supportait impatientement les affronts dont il était abreuvé, et il se crut assez fort pour disposer seul de l'autorité et contre le gré des ministres. Il s'était renfermé à l'Escorial pour faire cet essai de ses forces; mais l'ayuntamiento de Madrid (1), auquel se joignirent les clubs, força le monarque de rentrer dans la capitale, où il demeura pour ainsi dire prisonnier dans son palais. Il lui fallut se séparer de son confesseur et de tous les officiers de sa maison, qui furent remplacés par des hommes signalés par l'exaltation de leurs principes démocratiques. Les plus hautes dignités militaires échurent aux coryphées du parti libéral, et Riégo fut nommé capitaine-général de l'Aragon. Toutefois, encouragé secrètement par ses amis, Ferdinand fit une seconde tentative qui ne réussit pas mieux que la première. A l'ouverture de la seconde session des cortès, le 1^{er} mars 1821, après avoir prononcé le discours rédigé par ses ministres, il ajouta quelques mots par lesquels il se plaignait de ces mêmes ministres qui l'exposaient à des insultes et à des humilia-

(1) Ce mot espagnol équivaut au mot français *sans-culotte* dont se paraient les anarchistes à Paris en 1793.

(2) Nous avons précédemment expliqué au lecteur

l'origine de ce surnom; nous ajouterons seulement ici que les députés perses étaient au nombre de soixante-neuf.

(1) Le corps municipal.

tions attentatoires à la majesté royale; puis, dès le lendemain, il les congédia et leur donna pour successeurs d'anciens constituants de Cadix, mais dont l'opinion était d'ailleurs plus modérée. Ces derniers, pour rallier la confiance des partisans de la révolution, proposèrent la peine de mort contre tous ceux qui, par des actes et même seulement par des paroles, attaqueraient la constitution; ils devaient être traduits devant un conseil de guerre dont l'arrêt serait sans appel, et, à cette occasion, on retirait au monarque le droit de faire grâce. Ces deux lois sanguinaires furent adoptées; la populace de Madrid se chargea de leur application en massacrant dans sa prison un chapelain du roi, qui, accusé de conspiration, n'avait été condamné qu'aux présides. Le ministère voulut prévenir de nouveaux excès de ce genre en appelant le général Morillo, revenu d'Amérique, au commandement de Madrid; mais les clubs, dont la puissance grandissait chaque jour, dominaient jusqu'aux cortès, qui, n'osant pas les dissoudre, étaient forcés de subir leur tyrannie.

Cependant l'Espagne était livrée à tous les désordres de l'anarchie; des bandes armées sillonnaient plusieurs provinces et interrompaient les communications; les charges augmentaient chaque jour, tandis que les revenus diminuaient dans la même proportion. Pour faire face aux dépenses les plus urgentes, les cortès décrétèrent deux emprunts en 1820 et 1821. Mais les ressources qu'ils en tirèrent en grevant l'avenir du pays, furent bientôt absorbées, et l'assemblée se sépara à la fin de juin [1821], laissant une députation permanente, dont l'un des membres Martinez de la Rosa était un écrivain déjà célèbre. Après la dissolution de l'assemblée, les clubs essayèrent de gouverner par des émeutes; mais le général Morillo et San Martin, chefs politiques de Madrid, firent échouer leurs projets. Une nouvelle session s'ouvrit le 28 septembre 1821, et les députés se mirent à discuter des Codes. Mais, tandis qu'ils s'occupaient de législation, les insurrections éclataient de tous côtés, et la fièvre jaune venait unir ses ravages à ceux de l'anarchie. Elle sévit principalement dans la Catalo-

gne, puis se répandit dans l'Andalousie et dans l'Aragon. A cette époque, la France envoya à Barcelonne plusieurs médecins pour combattre la contagion, et forma en même temps un cordon sanitaire de troupes qui devint plus tard une armée d'invasion. Sur ces entrefaites, le congrès législatif se termina le 14 février 1822, après avoir voté un nouvel emprunt obtenu aux conditions les plus onéreuses, et une nouvelle assemblée se réunit le 1^{er} mars 1822. Les membres qui la composaient avaient été choisis dans le parti du mouvement: aussi Riégo, qui était en hostilité avec le gouvernement, reçut les honneurs de la présidence et se mit en lutte avec les ministres nouveaux, dont le chef était Martinez de la Rosa. Tandis que les cortès délibéraient, la guerre civile embrasait la Castille, la Biscaye, la Catalogne et l'Aragon, les absolutistes et les exaltés se disputaient le pouvoir à Séville et à Cordoue. Sur ces entrefaites, la nouvelle qu'un des chefs de l'armée de la foi, surnommé le Trappiste, venait d'emporter d'assaut, en Catalogne, la Seu d'Urgel, fit éclater des troubles à Madrid, causés par les dissensions qui existaient entre la garde royale, la garnison de la capitale et la milice. Mais la cour méditait de tirer parti du dévouement des soldats pour s'affranchir. Dans la nuit du 6 au 7 septembre, des bataillons de la garde royale pénétrèrent par trois côtés dans Madrid; la première colonne se dirigea vers le parc d'artillerie, la seconde sur la Puerta-del-Sol (1); la dernière prit le chemin de la place de la Constitution. Leur but était de s'emparer ensuite du palais, où le roi, ayant convoqué, la veille, les ministres et les chefs politiques de Madrid, les avait retenus par force. Mais la garnison de Madrid et les miliciens attaquèrent la garde royale, qui s'enfuit ou se rendit à discrétion, et Ferdinand vint féliciter les vainqueurs, dont il exérait le triomphe au fond de son âme. Cet événement livra le ministère aux hommes les plus exaltés. Deux d'entre eux, San-Miguel et Lopez Banoz, avaient pris la part la plus

(1) La porte du soleil, espèce de carrefour où les habitants de Madrid ont coutume de se rassembler.

active à la révolte de l'île de Léon. Les nouveaux dépositaires du pouvoir sévirent contre tous ceux qui avaient trempé dans la conspiration qui venait d'avorter. Un soldat et le lieutenant Goiffieux de la garde royale périrent du dernier supplice, tandis qu'à Valence le général Élio, qui avait mérité la haine des partisans de la constitution, fut immolé par la main du bourreau. La guerre civile continuait d'agiter la province, et l'on vit s'établir à la Seu d'Urgel une régence formée de trois grands personnages : le marquis de Mata-Florida, l'archevêque de Tarragone et le baron d'Éroles. Mais cette tentative finit par échouer, et, chassée par l'infatigable Mina, la régence fut contrainte de sortir de la Péninsule pour aller se dissoudre à Toulouse. Sur d'autres points, le gouvernement était menacé par une multitude de bandes armées qui parcouraient les villages, dont ils rançonnaient les habitants et tenaient même les villes en alarmes. Dans ces circonstances fâcheuses, le ministère fit un quatrième emprunt de trois cent quarante-huit millions de réaux, qu'il obtint à soixante pour cent; encore lui fallut-il accepter une partie de la somme en coupons d'intérêt des emprunts antérieurs et en créances anciennes sur le trésor. Grâce à de si grands sacrifices, il forma cinq armées; une en Catalogne, ayant pour chef Mina; les quatre autres en Navarre, dans la Vieille-Castille, la Nouvelle-Castille, l'Estramadure et l'Andalousie, étaient commandées par Ballestéros, Morillo, l'Abisbal et Villacampa. Les ministres firent en même temps passer des mesures révolutionnaires, c'est-à-dire que les lois furent mises à l'écart, et qu'on arma les fonctionnaires publics des pouvoirs les plus étendus et les plus despotiques.

Depuis l'établissement de la constitution, les grandes puissances de l'Europe avaient espéré que son application serait contenue dans de justes bornes; mais quand elles virent que le parti démocratique était resté maître des affaires, la France, l'Autriche, la Russie et la Prusse firent présenter simultanément par leurs ambassadeurs des notes où elles représentaient la nécessité de modifier la con-

stitution, afin de restituer au monarque une partie de ses prérogatives sans lesquelles il ne pouvait agir librement [janvier 1823]. Les cortès ne voulurent adopter aucune espèce de changement dans la loi politique du pays, et tous les ambassadeurs quittèrent l'Espagne. La France prit bientôt après une attitude menaçante, et une armée de cent mille hommes, sous les ordres du duc d'Angoulême, neveu de Louis XVIII, franchit la Bidassoa le 6 avril, et parvint jusqu'à l'Èbre sans éprouver de résistance sérieuse. A cette nouvelle, les cortès, dont la session s'était ouverte le 1^{er} mars, jugèrent à propos de se retirer à Séville, traînant le monarque à leur suite. Cependant les troupes françaises faisaient de rapides progrès; de tous les généraux des cortès, Mina, dans la Catalogne, fut le seul qui tint en échec le corps commandé par le maréchal Moncey. Morillo avait seulement réuni en Castille trois mille hommes. Ballestéros, qui avait à défendre la Navarre, l'Aragon et le royaume de Valence, en avait à peine vingt mille; l'Abisbal comptait sous ses ordres douze mille soldats occupant Madrid et ses environs; et Villacampa se trouvait à la tête de quelques bataillons en Andalousie. Le duc d'Angoulême se hâta de marcher sur Madrid; il y entra le 24 mai. Son premier soin fut de convoquer les anciens membres des conseils de Castille et des Indes, qui nommèrent une régence composée des ducs de l'Infantado et de Montémar, de l'évêque Cobia, et des généraux Calderon et d'Éroles. Ce nouveau pouvoir laissa commettre les plus grands excès contre le parti libéral, qui subit à son tour les maux qu'il avait fait peser sur ses adversaires. A Séville, les cortès adoptèrent le régime de la violence; ils confisquèrent les biens des Espagnols qui s'étaient rangés du côté des Français; ils firent fondre les vases sacrés, et refusèrent d'adopter les modifications qui leur furent proposées par l'Angleterre. Instruits que les généraux Bourmont et Bordesoule étaient entrés dans l'Andalousie, les ministres, d'accord avec les cortès, décidèrent qu'il fallait aller chercher un refuge à Cadix, et, sur le refus du monarque, qui désirait rester à Séville, on le déclara déchu

provisoirement, et une régence fut instituée avec la mission de conduire le roi et l'assemblée à Cadix. Ce départ fut le signal de scènes anarchiques à Séville, où les royalistes égorgèrent plusieurs employés du gouvernement qui avaient différé de le suivre. De semblables massacres eurent lieu dans l'Aragon, la Navarre et la Castille, et motivèrent la célèbre ordonnance d'Andujar, rendue par le duc d'Angoulême, et interdisant aux autorités espagnoles d'opérer aucune arrestation sans être autorisées par les commandants français; tous les prisonniers pour délits politiques furent aussi remis en liberté. Cependant les généraux espagnols, ayant reconnu qu'ils étaient hors d'état de se défendre, mirent bas les armes successivement : Morillo à Lugo, Quiroga à la Corogne. Riégo essaya vainement de soutenir le gouvernement des cortès en faisant arrêter plusieurs généraux qui inclinaient à transiger avec l'ennemi; les rigueurs et les violences auxquelles il se livra ne purent arrêter le mal, et Riégo, obligé de s'enfuir, tomba entre les mains des Français. Sur ces entrefaites, le duc d'Angoulême était arrivé devant Cadix et il avait sommé les cortès de lui remettre dans cinq jours le monarque. Dès qu'ils furent expirés, il donna l'ordre de recommencer les hostilités et fit enlever d'assaut le fort du Trocadero. Quelques jours après, il s'empara du fort de Santi-Petri. Alors les cortès cédèrent à la nécessité, et, le 1^{er} octobre 1823, Ferdinand se rendit au camp des Français. La délivrance du prince fit cesser toute résistance de la part des constitutionnels, et le roi revint en triomphe à Madrid. Altéré de vengeance, il annula tout ce qui avait été fait depuis le jour où il avait juré par contrainte la constitution, et tous ceux qui l'avaient défendue furent proscrits. Riégo, conduit à Madrid, expira sur un gibet; les généraux les plus illustres furent condamnés à l'exil, et les constitutionnels, flétris du nom de *Negros*, remplirent les prisons. Les uns périrent par la main du bourreau, les autres allèrent peupler les presbytères. Tels furent les actes du ministère absolutiste dirigé par Victor Saez, confesseur du monarque. Mais ce système était trop

violent pour avoir une longue durée, et Saez tomba, pour être remplacé par d'autres favoris qui tinrent tour-à-tour les rênes de l'État. Quant à Ferdinand, placé entre les absolutistes et les libéraux, il les craignait également et il s'étudia sans cesse à les détruire l'un par l'autre. Aussi il ne rétablit pas l'inquisition et continua de gouverner sans autres règles que sa volonté, qu'il formula en 1826, lorsque la charte brésilienne fut établie en Portugal. Ferdinand publia une proclamation où il résumait de la manière suivante les devoirs de tout Espagnol : *Aimer le roi, obéir au roi, et mourir pour son pouvoir absolu*. Le monarque s'appuyait en grande partie sur les volontaires royalistes, espèce de milice composée d'hommes dévoués et pris dans la dernière classe du peuple. Mais, s'il ne se livrait exclusivement à aucun parti, il eut en revanche à déjouer leurs complots tramés secrètement, et plus d'une fois à repousser leurs attaques faites à main armée. Aussi le vit-on abandonner aux bourreaux tantôt le partisan Bessières, instrument des absolutistes, et qui lui avait rendu des services signalés; tantôt livrer au supplice le célèbre l'*Empecinado*, qui s'était illustré dans la guerre de l'indépendance, et s'était jeté depuis dans les rangs des constitutionnels. Il réprimait aussi les excès des volontaires royalistes, toujours prêts à égorgier les *negros*, et il repoussait les suggestions des apostoliques, qui voulaient rétablir le saint-office. Dans la Catalogne [1827], les anciens soldats de la foi tentèrent de lever l'étendard de l'insurrection pour mettre le gouvernement sous le joug des apostoliques; mais Ferdinand marcha en personne contre les insurgés, et fit pendre sans pitié tous les chefs. Le monarque avait été marié deux fois; il contracta une nouvelle alliance, vers la fin de 1829, avec Marie-Christine, princesse des Deux-Siciles. Quelques mois après cette union, la reine étant devenue enceinte, le roi exhuma un décret rendu jadis par Charles IV en 1789, et confirmé par les cortès, par lequel les filles étaient déclarées habiles à succéder au trône. Ferdinand adopta cette résolution, poussé par deux motifs : le premier, par at-

tachement pour sa jeune épouse ; le second , afin de se venger des craintes que lui faisait éprouver son frère don Carlos , dont le nom figurait sans cesse dans toutes les menées du parti absolutiste. En 1830 , Ferdinand devint père d'une fille qui fut nommée Marie-Isabelle-Louise , et à qui il fit rendre les honneurs dus au prince des Asturies. Cependant la révolution de juillet vint de nouveau mettre en péril le trône du monarque ; car l'Espagne fut envahie du côté de la France par deux chefs réfugiés , Valdès et Mina. Mais le comte d'Espagne , capitaine-général de la Catalogne , fit échouer cette entreprise et la reprima avec cruauté. Il fusilla par centaines les compagnons de Valdès et de Mina tombés entre ses mains. Plusieurs autres tentatives faites en Aragon et dans la Cerdagne n'eurent pas un résultat plus heureux pour les constitutionnels. Néanmoins , en 1831 , le général Torrijos combina une première attaque à l'île de Léon , dont il souleva la garnison ; ce mouvement fut étouffé , et Torrijos vint aborder , le 9 décembre , dans le voisinage de Malaga , appelé , dit-on , par le gouverneur de cette ville , qui le livra , ainsi que tous les siens , aux autorités espagnoles : ils furent tous mis à mort sans jugement. Ces sanglantes exécutions refroidirent l'ardeur du parti libéral ; il dut courber la tête sous le despotisme du parti apostolique qui gouvernait par M. Calomarde , favori du monarque. Cependant l'influence de ce dernier était neutralisée par celle de la reine , devenue d'autant plus chère à son époux à cette époque qu'elle était encore enceinte , et que l'enfant sur le point de naître pouvait faire cesser toute incertitude sur la grande question de l'hérédité ; mais la reine mit au monde une seconde fille , et les droits de don Carlos reprirent toute leur force. Sur ces entrefaites Ferdinand tomba dangereusement malade ; M. Calomarde profita de cette circonstance pour arracher au roi mourant la révocation de l'acte qui transmettait la couronne à sa fille. Mais le retour à la santé du monarque produisit une révolution nouvelle à la cour ; Calomarde fut renvoyé , et on lui donna pour successeur M. Zéa Bermudez , qui forma un nouveau

cabinet. En même temps une patente royale investit la reine de la direction des affaires pendant la convalescence de son époux. Cette princesse chassa des emplois les partisans de don Carlos , et fit rendre un décret accordant une amnistie pour tous les délits politiques. Les apostoliques essayèrent de résister , et tentèrent des insurrections à Madrid et dans les provinces ; mais ils n'obtinrent aucun succès. Toutefois M. Zéa , chef du ministère , avait annoncé son intention de gouverner sans adopter ni les couleurs ni les principes d'aucun parti. « *Ainsi la* » *reine* , » disait-il dans son manifeste , « *voulait la religion dans tout son éclat* , » *la légitimité dans toute la plénitude* » *de son autorité , l'indépendance politi-* » *que complète , et les anciennes lois* » *fondamentales.* » Dans les premiers jours de janvier 1833 , Ferdinand annonça qu'il reprenait le pouvoir. S'il confirma tous les actes promulgués par la reine , on put s'apercevoir que le crédit de cette princesse avait subi quelque diminution ; elle s'appuyait sur une partie du ministère qui voulait faire quelque concession aux idées libérales ; ceux qui représentaient cette opinion furent exclus du conseil , car le roi répugnait à tout changement dans la marche du gouvernement. Comme il désirait surtout transmettre son héritage à sa fille , il résolut d'éloigner don Carlos , qui reçut l'invitation de se rendre en Portugal avec sa famille ; puis il convoqua les cortès pour se réunir à Madrid le 20 juin , afin de prêter serment de fidélité et d'obéissance à l'infante Marie-Isabelle. Cette assemblée n'avait de commun que le nom avec les cortès de 1812 et de 1820. Appelés cortès *por Estamentos* , c'est-à-dire par États , les députés n'étaient point élus par le peuple ; les uns tenaient leurs droits de leur place , et de leur naissance ; les autres étaient nommés par trente-sept villes investies seules de ce privilège. Quant à don Carlos , il refusa de prêter serment d'obéissance et de fidélité à la fille de Ferdinand. Celui-ci s'affaiblissait de jour en jour , tourmenté par une goutte opiniâtre et se débattant contre des symptômes de paralysie ; enfin , le 29 septembre 1833 , il ex-

pira subitement, foudroyé par une attaque d'apoplexie.

Si l'on jette un coup d'œil sur toute la vie de Ferdinand, on aura peu d'estime pour son caractère. En effet, il ne sut jamais remplir ses devoirs ni comme prince ni comme particulier. Lorsqu'un insolent favori disposait en maître de la toute-puissance, on le vit ployer sous l'ascendant de Godoy, qu'il avait voulu renverser, et lui livrer ses amis. Tombé plus tard, par défaut de prévoyance, dans les mains de Napoléon et renfermé à Valençay, il n'osa rien tenter pour sa délivrance, qui fut opérée seulement par la force des choses. Rétabli sur le trône, non content d'écarter les hommes qui le lui avaient rendu, il les envoie à l'échafaud ou les jette aux présides, et son ingratitude n'aboutit qu'à faire éclater une révolution, qui le rend à son tour l'esclave de ceux qu'il avait persécutés si cruellement. Rentré en possession par une force étrangère de tous les anciens privilèges de la royauté, il n'usa de ce retour de fortune que pour gouverner sans plan et sans autre règle que sa volonté, dominée elle-même, sans cesse, par les événements; aussi, il immole tour à tour ses amis et ses ennemis, sans égard pour les services qu'il a reçus des uns, et sans pitié pour les autres. Il finit enfin sa carrière, soumis à l'empire d'une jeune femme, et il mourut léguant la guerre civile à l'Espagne. Tel fut le règne de Ferdinand. Si sa conduite inspire la haine et le mépris, il ne faut pas non plus oublier qu'il se trouva placé dans les circonstances les plus difficiles, qu'il n'aurait pu surmonter qu'avec toutes les qualités qui lui manquaient. A toute autre époque ce monarque aurait vécu enfermé dans son palais, et dirigé par ses ministres, sans prendre d'autre part au gouvernement que d'apposer son nom à tous ses actes; mais, jeté au milieu des tempêtes soulevées par une invasion étrangère et par l'invasion de principes nouveaux qui tendaient à régénérer la monarchie, Ferdinand dut céder aux difficultés qui surgissaient chaque jour sur ses pas, car il est des temps où les rois, forcés d'obéir à la nécessité, ne savent

ce qu'ils doivent accorder ou refuser aux exigences de l'opinion des peuples. Il faut alors qu'un prince soit doué de la perspicacité la plus profonde et de la fermeté la plus rare pour accomplir une tâche aussi ardue que celle de défendre les prérogatives du pouvoir, sans repousser opiniâtement les innovations devenues nécessaires par la marche des idées; celles-ci se trahissent tôt ou tard par le changement des mœurs qui appellent à leur tour les changements dans l'État. Si l'on juge Ferdinand d'après ces considérations, on reconnaîtra que tous ses torts avaient pour principe la faiblesse et le défaut de lumières, vices incurables qu'il tenait et de la nature et de l'éducation.

ISABELLE II.

(1833.)

La mort de Ferdinand ne pouvait manquer de faire éclore de graves événements. Deux partis opposés se trouvaient en présence; contenus avec peine, ils ne devaient pas tarder à rompre les barrières qui enchaînaient encore leur impatience. Nommée régente par le testament de son époux, Christine essaya de continuer le même système en confirmant dans l'exercice du pouvoir M. Zea Bermudez (1). Celui-ci publia une espèce de programme dans lequel il annonçait ses vues, qui mécontentèrent également les carlistes et les libéraux. En effet, ce ministre prétendait établir un despotisme éclairé. Ce plan pouvait difficilement réussir dans un pays comme l'Espagne, peuplé d'hommes dont les sentiments sont toujours exaltés jusqu'à la fureur; on en eut bientôt la preuve. Ferdinand était mort le 29 septembre, et le 4 octobre une insurrection éclatait dans Bilbao, où le marquis de Valdespina, à la tête des volontaires royalistes, fit une entrée triomphale. La Biscaye toute entière et l'Alava suivirent cet exemple, et proclamèrent

(1) Le roi avait aussi institué un conseil de régence composé de libéraux et de modérés; mais ce conseil n'eut aucune espèce d'influence sur les affaires.

don Carlos sous le nom de Charles V, mais les habitants de ces deux provinces, en se révoltant contre le gouvernement de Christine, ne poursuivaient qu'un but, celui d'assurer le maintien des privilèges dont ils jouissaient, et qui les plaçaient dans une indépendance presque complète; en effet, ils ne payaient point d'impôts, élisaient leurs magistrats, et n'étaient point soumis à la gêne des douanes; or, les principes prêchés par les libéraux étaient hostiles à cet état de choses, ils tendaient à établir l'unité dans le royaume. Cependant toutes les autres provinces de la Péninsule reconurent les droits de la jeune Isabelle, et se soumirent au pouvoir de la régente. La résistance se trouva concentrée dans la Biscaye, l'Alava, le Guipuscoa et la Navarre. Mais, pour combattre la révolte, le gouvernement ne possédait qu'une armée de quarante mille hommes disséminés sur tout le territoire, et il se vit contraint de licencier le corps des volontaires royalistes, principal appui des absolutistes. L'exécution de cette mesure fit éclater des émeutes dans la capitale; elles furent réprimées. M. Zéa rappela ensuite des frontières du Portugal une armée d'observation commandée par le général Saarfield, et la fit marcher contre la Biscaye, où elle ne obtint aucun avantage décisif. Tandis que le premier ministre essayait en vain de comprimer les efforts des carlistes qui avaient pris les armes, il était attaqué sans relâche par les libéraux, dont l'influence prenait chaque jour de nouveaux accroissements; ils parvinrent à expulser du conseil plusieurs créatures de M. Zéa, auquel ils imposaient leurs volontés. Celui-ci perdait chaque jour du terrain et n'avait plus, pour ainsi dire, qu'un pouvoir nominal, car ses ordres étaient rarement obéis, même dans Madrid. Hors de la capitale, le ministère n'exerçait plus, par le fait, aucune autorité; les capitaines généraux commandaient en dictateurs dans les provinces, et dédaignaient ou refusaient ouvertement d'exécuter les instructions de M. Zéa et de ses collègues: l'un d'eux, Llauder, capitaine général de la Catalogne, donna, le premier, le funeste exemple du pouvoir militaire intervenant dans la direction des affaires de

l'État; il adressa à la reine un manifeste, où, après avoir énuméré les fautes des dépositaires du pouvoir, demandait leur changement. Cette démarche décida la chute de M. Zéa, qui fut remplacé par M. Martinez de la Rosa, et de plusieurs autres personnages qui avaient figuré en première ligne dans la révolution de 1820. M. Martinez se trouvait dans la position la plus difficile, car il était en butte aux attaques d'une foule de journaux qui travaillaient l'opinion en sens contraire, et entretenaient dans les masses une agitation permanente [1834]. Avant de convoquer les cortès il s'occupa d'organiser des milices urbaines; mais il voulait en restreindre le nombre et ne confier le dépôt de la paix publique qu'à des hommes intéressés à la maintenir par leur position sociale. Cependant le décret établissant cette institution fut mal accueilli; il était d'ailleurs venu trop tard, car, dans un grand nombre de localités, des milices urbaines s'étaient formées d'elles-mêmes; il aurait fallu les dissoudre, soit pour les réduire, soit pour en changer la composition; or, si les unes obéirent à l'ordonnance du gouvernement, d'autres refusèrent de s'y soumettre, et un second décret vint réformer le premier, en décidant que les milices déjà formées continueraient de subsister, et qu'il en serait établi dans toutes les villes qui n'en possédaient pas encore.

Nous avons dit que le gouvernement s'occupait de la prochaine convocation des cortès; elle fut précédée d'un décret intitulé *statut royal*, déterminant sur un plan nouveau la composition des cortès, qui devaient être à l'avenir divisées en deux Chambres ou ordres (estamentos), les grands (proceres) et les mandataires du peuple (procuradores). Les premiers devaient être choisis parmi les archevêques et évêques, les grands d'Espagne, les titrés de Castille, et les personnages notables ayant occupé les plus hauts emplois dans l'administration, dans l'armée et dans la marine; le roi pouvait encore y appeler les propriétaires et les manufacturiers ayant déjà siégé dans la chambre des procuradores, et possédant un revenu annuel de 60 mille réaux (15,000 francs); les professeurs, les



Levée de l'Hotel de la Ville
Paris, Imp. de L'Esprit n. de la Harpe (1811)

VUE DE XERES PRISE DES REMPARTS

savants et les gens de lettres réunissant un revenu s'élevait au même taux. Tous les grands d'Espagne étaient de droits procerès, mais les autres membres de la Chambre n'étaient revêtus qu'à vie de cette dignité, et ne pouvaient la transmettre à leurs héritiers ; quant aux procuradores ils devaient avoir, pour être nommés, trente ans accomplis, et jouir d'un revenu de 12 mille réaux (3000 francs) ; leur mandat ne durait que trois années. Les deux Chambres n'avaient pas l'initiative, qui appartenait exclusivement au monarque, et les membres ne pouvaient être poursuivis pour les votes et les opinions qu'ils auraient émis dans l'exercice de leurs fonctions. Cette constitution, envisagée théoriquement, semblait devoir satisfaire les besoins et les vœux des gens sages, mais la pratique démontra bientôt qu'elle n'avait point de racines dans le pays, qui, à peine émancipé d'un long despotisme, ne pouvait s'attacher à des formes dont il ne comprenait ni la portée ni les avantages. A la même époque le ministère montra quelque habileté en envoyant un corps de troupes pour appuyer les droits de dona Maria, et chasser de ce pays don Carlos et don Miguel. Rodil réussit dans sa mission et força les deux princes à s'expatrier. M. Martínez de la Rosa voulut tenter aussi d'enchaîner la presse périodique en soumettant l'éditeur d'une feuille politique à payer un cautionnement, et à offrir des garanties de fortune. Les journaux furent en outre livrés à la censure, et pouvaient être supprimés par les gouverneurs des villes, qui étaient seulement tenus d'en déduire les motifs au gouvernement. Cette mesure souleva beaucoup de mécontentements, car la presse était également utile à tous les partis ; toutefois le ministère réussit à les comprimer, et s'occupa de terminer l'insurrection carliste, qui avait mis en feu la Biscaye, le Guypuscoa et la Navarre. Le général Quesada, chargé de cette expédition, ne fut pas plus heureux que ses prédécesseurs, les généraux Saarfield et Valdez ; les insurgés, conduits par un nouveau chef, nommé Zumala-Carréguy, ne tardèrent pas à obtenir de brillants succès sur les troupes de la reine, qui furent battues

dans plusieurs rencontres. Quesada fut remplacé par Rodil, qui venait de s'illustrer dans sa courte campagne en Portugal ; tandis que ce général accourait sur les bords de l'Èbre, qu'il atteignit dans les premiers jours de juillet [1834], don Carlos quittait furtivement l'Angleterre. Il traversa la France et franchit les Pyrénées. Sa présence en Espagne imprima une activité nouvelle à la guerre civile, et les partisans de ce prince redoublèrent d'efforts et de dévouement. Investi du titre et des pouvoirs de généralissime des troupes du prétendant, Zumala-Carréguy se montra digne de ses hautes fonctions, et remporta sur son adversaire de brillants avantages. En effet, après une campagne de moins de trois mois, il prit une supériorité décidée sur Rodil, auquel le ministère donna pour successeur le célèbre Mina. Tandis que les Espagnols s'égorgeaient entre eux sur les champs de bataille, un fléau non moins destructeur que la guerre civile parcourait la Péninsule en dépit des cordons sanitaires et des lazarets institués pour arrêter ses ravages. Ce fléau était le choléra, qui envahit successivement toute l'Espagne, dont il décima la population. A Madrid, où il éclata dans les premiers jours de juillet, il fit périr en six semaines près de cinq mille habitants. Égarée par la peur, la populace accueillit avidement le bruit qui se répandit que les ennemis du gouvernement avaient jeté du poison dans les fontaines. Dénoncés pour ce crime imaginaire à l'ignorance de la multitude, tous les moines, dans la capitale, furent assiégés dans leurs couvents, et un grand nombre d'entre eux périrent égorgés sans que les autorités de la ville prissent aucune mesure pour les dérober à la fureur des assassins.

Nous esquisserons à grands traits les années qui nous restent à parcourir, en présentant seulement aux lecteurs les résultats politiques et militaires les plus importants, car la multitude des faits ne nous permet pas de les détailler. Nous résumerons donc l'histoire de l'année 1835 en disant qu'elle fut signalée par la mort de Zumala-Carréguy, qui fut blessé mortellement au siège de Bilbao, dont les carlistes ne purent

s'emparer, et par la chute d'un ministère ayant pour chef le comte de Toréno. Celui-ci ayant voulu réprimer des excès condamnables, des juntas révolutionnaires s'organisèrent tout-à-coup dans un grand nombre de villes, et M. de Toréno, ainsi que ses collègues, ombèrent devant cette manifestation aussi singulière qu'imprévue. Dès que les dispensateurs du pouvoir se furent retirés, on vit les juntas se dissoudre, et toute résistance cessa. En 1836, le gouvernement fit les plus grands efforts pour terminer la guerre contre don Carlos, qui siégeait toujours dans la petite ville d'Onate. Le territoire qu'il occupait avec ses partisans est compris entre les Pyrénées, l'Arga, l'Èbre et l'Océan. Ce pays est traversé par une chaîne de montagnes où se rencontrent des vallées qui aboutissent sur différents points. Les soldats du prétendant pouvaient à volonté descendre des hauteurs pour tenter quelques entreprises ou se porter en masse par la ligne la plus courte du centre à la circonférence. Les christinos, au contraire, étaient condamnés à courir sans cesse après une ennemi qu'ils ne pouvaient atteindre, et risquaient à chaque instant de tomber dans quelque embuscade où la bravoure devenait inutile. Cette lutte durait déjà depuis trois années, quoique la reine eût pour alliés la France, l'Angleterre et le Portugal, avec lesquels elle avait conclu un traité connu sous le nom de la quadruple alliance. En vertu de cet acte, Louis-Philippe avait autorisé la formation d'un corps de volontaires portant le titre de légion d'Alger, et dont les chefs étaient des officiers français. De son côté, l'Angleterre avait permis un armement semblable, qui marchait sous les ordres du général Évens, sorti des rangs de l'armée britannique. Malgré ces secours, le général espagnol Cordova, qui dirigeait en chef la guerre contre don Carlos, ne réussit pas mieux que ses prédécesseurs, quoiqu'il eût adopté un autre plan, qui consistait à bloquer l'insurrection dans ses montagnes et à la faire expirer, pour ainsi dire, d'inanition. Mais ce projet échoua complètement. Deux partisans audacieux, Gomez et Basilio, réussirent à passer l'Èbre et parcoururent la plus grande partie

de l'Espagne, prenant des villes et imposant partout des contributions. Gomez entra même dans Cordoue, et, quoiqu'il fût poursuivi par des forces supérieures, il sut éviter tout engagement, et rejoignit, au mois de décembre, don Carlos sous les murs de Bilbao, amenant avec lui un immense butin. Nous avons vu que cette ville avait triomphé d'un premier siège; elle échappa encore cette fois aux armes du prétendant; grâce à la coopération des Anglais, le général Espartéro força les lignes du blocus et pénétra dans la place. Mais si don Carlos subit en cette occasion un échec important, il ruina ses adversaires par les courses aventureuses de ses généraux, à l'exemple de Gomez, ils sillonnaient hardiment toute l'Espagne, qu'ils pillaient et rançonnaient à leur gré. Parmi ces partisans, un des plus célèbres était Cabrera, qui traversa la Manche et les deux Castilles pour enlever et conduire en Navarre des chevaux, des armes et de l'argent. Comme ce chef avait commis plusieurs actes de barbarie, un général christino prescrivit au gouverneur de Tortose de faire expier à la mère de Cabrera les cruautés reprochées à son fils. Mina, gouverneur de la Catalogne, approuva cette mesure atroce, et la mère de Cabrera fut mise à mort. A cette nouvelle, le chef carliste répondit par d'horribles représailles en faisant fusiller trente-quatre femmes de toute condition tombées en son pouvoir. Il publia un ordre du jour où il annonçait que tous les prisonniers seraient à l'avenir passés par les armes. Don Carlos avait le premier donné l'exemple de ces lâches assassinats en rendant un décret par lequel tous les soldats étrangers n'obtiendraient aucun quartier s'ils échappaient au fer dans les batailles; on devait alors les égorger froidement après le combat. C'est depuis cette époque que la guerre a pris, en Espagne, un caractère d'atrocité sans exemple dans les temps modernes chez les peuples civilisés [1836].

A Madrid, M. Mendizabal avait hérité des dépouilles du comte de Toréno; mêlé dans des tripotages financiers, il s'était créé une réputation d'homme habile dans ce genre, et obtint des cortès un *vote de confiance* qui

lui permettait de recourir à tous les moyens qui lui sembleraient nécessaires pour restaurer le crédit public. Il se mit à l'œuvre, et fit paraître plusieurs décrets prescrivant la vente des biens nationaux, c'est-à-dire des propriétés appartenant jadis aux corporations et communautés religieuses, qui furent supprimées généralement, à l'exception des clercs séculiers et des quatre ordres militaires et de Saint-Jean-de-Jérusalem. Les religieux et les religieuses des couvents supprimés devaient recevoir une pension de vingt-cinq réaux par jour; mais cette promesse ne fut jamais remplie, et ces malheureux rentrèrent dans le monde, destitués de tout secours et de tout appui. Sur ces entrefaites, une nouvelle session des cortès s'ouvrit le 22 mars. Cette session fut remplie, comme les précédentes, par de stériles discussions, et M. Mendizabal, renvoyé du ministère, fut remplacé par le cabinet Isturitz, qui se vit contraint de dissoudre les deux chambres, pour les rassembler peu de temps après. Le nouveau ministère, au lieu d'étouffer à tout prix la guerre entretenue par don Carlos, s'occupa de réviser le statut royal; mais, pendant qu'il s'occupait de ce soin frivole, des sociétés secrètes agitaient la garde nationale et la populace de Madrid, et les provinces se soulevaient. Le mouvement commença dans la ville de Malaga, dont le commandant militaire et le gouverneur furent massacrés, aux cris de vive la constitution de 1812. Cadix, l'île de Léon, Séville, Cordoue, Grenade suivirent l'exemple de Malaga; et Sarragosse, à l'autre extrémité de la Péninsule, proclama aussi la constitution. Le ministère essaya de faire tête à l'orage en adoptant des mesures de répression; mais, sur ces entrefaites, une émeute éclata dans la capitale. Elle fut comprimée par le général Quésada, qui licencia la garde nationale de la ville. La reine habitait alors la Granja, château de plaisance situé à Saint-Ildéphonse, et n'avait pas voulu revenir à Madrid, malgré le péril qu'elle courait d'être enlevée par l'une des bandes carlistes parcourant la Nouvelle-Castille. Les factieux profitèrent de son isolement pour réussir dans leurs projets. Le 12 août, à huit

heures du soir, la garde de Christine s'empara du palais, dont elle saisit toutes les issues; une députation composée de sergente et de caporaux pénétra dans les appartements royaux pour signifier à la reine qu'il fallait jurer la constitution. Ils s'emparèrent en même temps de la personne de la jeune Isabelle pour leur servir de gage.

Christine, obligée de discuter avec des hommes troublés par l'ivresse et dont l'ignorance augmentait encore l'opiniâtreté, ne se rendit qu'après avoir résisté cinq heures aux instances menaçantes de ces réformateurs. Malgré cet événement, Isturitz et ses collègues essayèrent encore de résister, appuyés dans Madrid par Quésada, qui, n'ayant pour toute escorte que quatre cuirassiers, parcourut intrépidement les rues de la capitale, à travers les balles dirigées des fenêtres contre lui. Mais son dévouement ne put empêcher la révolution de s'accomplir. La garnison refusa d'obéir à ses ordres, et un nouveau ministère ayant remplacé celui d'Isturitz, Quésada chercha son salut dans la fuite. Arrivé à Hortaleza, petit village à deux lieues de Madrid, où l'alcade essaya de le cacher, il fut découvert dans sa retraite par une troupe de gardes nationaux et de gens du peuple qui s'étaient mis à sa poursuite. Percé de deux coups de baïonnette, son cadavre fut coupé en morceaux par les meurtriers; l'un d'eux osa montrer dans un café à Madrid les oreilles de la victime, dont les restes étaient traînés par la populace dans les rues de la capitale et vendus au plus offrant. Cette déplorable catastrophe signala la résurrection du fameux acte constitutionnel de 1812, qui régit encore l'Espagne aujourd'hui, sans avoir rien produit depuis sa naissance que des désastres et des proscriptions. En effet, l'anarchie n'a pas cessé de s'accroître, et l'on a vu depuis don Carlos venir jusqu'aux portes de Madrid, où il n'a pu pénétrer. Poursuivi par Espartéro, il a regagné ses montagnes. Honoré du titre de comte de Luchana, Espartéro, au moment où nous écrivons, gouverne l'Espagne; de son quartier-général il fait et défait les ministres par ses messives. Tel est l'état de la Péninsule en 1838: le gouvernement, sorti d'une révolte, agit sans vigueur et

sans plan, et les politiques les plus habiles ne sauraient prévoir quels seront les résultats qui doivent sortir de cette confusion. Don Carlos, retranché dans les positions qu'il occupe, semble devoir s'y maintenir longtemps encore. Il nourrit du moins cette espérance, comme le témoigne son mariage récent avec la princesse de Beira, qui, accompagnée du fils aîné de don Carlos, a traversé toute la France pour venir en Espagne célébrer son union avec le frère de Ferdinand. En résumé, la question débattue depuis trois ans entre la reine et le prétendant n'a fait aucun progrès, et les choses sont encore au même point que le jour où la lutte a commencé; cette lutte prend même de plus en plus un caractère d'atrocité et de rage qui fait frémir l'humanité et déshonore le nom espagnol. En ce moment [décembre 1838] des juntas de représailles, organisées dans un grand nombre de villes, égorgent les prisonniers de guerre, tandis que de leur côté les chefs carlistes, qui ont donné l'exemple de ces boucheries, les renouvellent pour ne pas demeurer en reste avec leurs adversaires. Ainsi le sang ne coule plus seulement sur les champs de bataille, il teint les places publiques et fait des soldats des deux partis de véritables bourreaux. En vain la France et l'Angleterre ont voulu s'interposer pour mettre fin à ces horribles scènes, leurs représentations ont échoué et les massacres continuent de souiller le sol de la Péninsule.

Il nous reste maintenant à jeter un coup-d'œil sur les mœurs des habitants et sur l'organisation intérieure de l'Espagne; mais la première partie de cette tâche ne pourrait être accomplie sans entraîner des détails trop étendus pour trouver place dans notre cadre. En effet, l'Espagne offre autant de nations différentes que de provinces, chaque population possède un langage et des habitudes entièrement distinctes, et le pays semble par sa configuration repousser l'unité pour former une fédération de peuplades amies. Cette observation est si vraie, que Madrid, décoré du nom de capitale, n'exerce aucune influence sur le reste de la contrée. Cette ville, fondée par un caprice de Philippe II, n'a d'autres privilèges que d'être la résidence habituelle

de la cour; mais là se borne sa supériorité, car elle n'est ni le centre du commerce, ni celui de la science et des arts. Il en résulte que la Péninsule n'a point en réalité de ville qui soit pour ainsi dire la tête de la monarchie. On voit donc que pour peindre les mœurs des Espagnols, il faudrait parcourir successivement toutes les provinces de l'empire. Nous ferons seulement remarquer que les habitants des provinces ont conservé l'empreinte du caractère de leurs ancêtres. Madrid et les cités maritimes les plus riches ont, au contraire, reçu sous ce rapport de profondes modifications. Ainsi dans la capitale les pères et les maris ne montrent plus depuis long-temps cette susceptibilité chatouilleuse et féroce, qui les rendait si impitoyables et si prompts à punir par le meurtre la plus légère atteinte portée à l'honneur de leurs filles et de leurs femmes. Aujourd'hui le sexe jouit de la plus grande liberté, et ce qui frappera d'étonnement ceux de nos lecteurs dont la mémoire est nourrie des anciennes traditions, c'est que les dames à Madrid ont, comme les Italiennes, un *sigisbé* qui leur sert, pour ainsi dire, de second époux. Le *cortejo* remplit le même office: il accompagne en tous lieux celle qu'il a choisie, et il vit avec elle dans une familiarité qui chez nous choquerait la bienséance et ferait naître de graves soupçons. Il faut dire encore que dans ce singulier pays il règne une sorte d'égalité entre toutes les classes; ainsi l'homme du peuple aborde sans hésiter un grand d'Espagne ou tout autre personnage élevé en dignité, pour allumer son cigarre au sien, et n'éprouve jamais de refus. C'est ici le cas de dire quelques mots de la classe noble et de la position qu'elle occupe aujourd'hui dans la société. Nous remarquerons d'abord que les familles qui possèdent la grandesse ne s'élèvent pas à plus de cinquante, et qu'environ deux cents personnes possèdent des titres de Castille. Mais en revanche il y a des provinces, entre autres celle des Asturies, où tous les habitants sont nobles. Les premiers sont encore propriétaires de la plus grande partie du sol, mais ils ne jouissent d'aucune influence politique. Depuis Charles-Quint les rois étaient

plus à les tenir écartés des affaires pour les confier à des étrangers ou à des hommes sortis des rangs de la bourgeoisie. Ainsi repoussés de la carrière de l'ambition, les jeunes nobles s'abandonnèrent à la débauche et à la dissipation; engourdis par l'oisiveté, ils devinrent incapables d'exercer aucun emploi et ne se distinguèrent plus que par des vices dégradants, accompagnés de l'ignorance la plus honteuse; de là vient que les grands noms de la monarchie figurent à peine parmi les hommes qui ont pris part au gouvernement, à dater de la guerre de l'indépendance. Néanmoins, les événements pourront régénérer cette race abâtardie, et alors ses richesses lui rendront une partie de son ancien ascendant. Après la noblesse, nous dirons quelques mots de la bourgeoisie, qui gouverne l'Espagne depuis la chute de M. Zéa Bermudez; elle se compose des commerçants, des employés et des avocats. Quoiqu'elle n'ait ni les richesses de la noblesse, ni les lumières, ni le crédit du clergé sur les masses, elle dirige cependant les affaires, parce qu'elle est plus active que tout le reste de la nation, et cependant cette classe, prise en détail, jouit de peu de considération. Ainsi le commerce commence à peine à se relever dans l'opinion publique, car il entraînait naguère encore une sorte de flétrissure, puisqu'un noble, s'il faisait le négoce, était déchu de sa caste, et qu'un gentilhomme ruiné préférerait descendre au rang de domestique. Les employés ne méritent pas non plus l'estime de leurs concitoyens; la plupart d'entre eux, mal payés par l'État, se paient par leurs propres mains, ce qui fait qu'un tiers des impôts n'arrive jamais dans les caisses du trésor. Les avocats ne sont guère plus probes que les employés; mais l'habitude de la parole leur donne un grand empire. Ils sont parvenus à imposer à l'Espagne l'épreuve de leurs théories de gouvernement; ce sont eux qui remplissent les cortès et dirigent le pays dans une voie nouvelle. Quant au clergé, son influence tend à décroître chaque jour: déjà les moines ont été chassés de leurs couvents et dépouillés de leurs revenus, la populace a massacré un grand nombre d'entre eux, mais les hauts

dignitaires de l'église n'ont point été atteints par cette proscription. Les évêques et les archevêques inspirent encore la vénération et le respect, et n'ont jamais cessé dans aucun temps de les mériter. Toutefois il est difficile de prévoir l'avenir qui leur est réservé.

S'il est vrai que la justice soit le fondement de toute société, l'Espagne, sous ce rapport, serait même aujourd'hui en dehors de la civilisation; car elle ne possède que les formes extérieures de cette institution qui a chez eux plusieurs points de ressemblance avec nos institutions judiciaires. Ainsi tout procès doit commencer par un jugement de conciliation prononcé par l'*alcaide*, qui, quoique magistrat municipal, cumule les fonctions d'un juge de paix. Le plaideur mécontent s'adresse ensuite au juge de première instance, puis il peut porter l'arrêt rendu par ce magistrat à l'audience royale, et enfin de l'audience royale à un tribunal suprême, siégeant à Madrid, et qui remplit l'office de notre cour de cassation. Bref, l'*alcaide* réside dans toutes les municipalités, le juge de première instance habite au centre de son ressort, mais il fait des tournées suivant les besoins du service, et l'audience royale siège dans toutes les capitales de province (1). Malgré ces imposantes dénominations, la justice n'existe que théoriquement en Espagne. Les lois alfonsines, la *novísima recopilacion* et les décrets royaux composent un mélange de quatre-vingt mille lois qui se contredisent et cependant sont obligatoires, d'où il suit que le juge décide selon son bon plaisir. Il faut encore remarquer que ce magistrat n'a qu'un traitement très-modique, ce qui peut le mettre dans la nécessité de vendre ses arrêts. Mais la personne qui joue le rôle le plus important dans tous les procès criminels ou civils est l'*escribano*, officier judiciaire, qui est tout à la fois greffier, juge d'instruction, notaire et rapporteur. En un mot, ce personnage est le médiateur officieux qui s'interpose entre le juge et le plaideur, entre la justice et le coupable, et il est au

(1) *Vid.* Lettres sur l'Espagne

fond l'arbitre souverain de toutes les causes. Il n'est pas besoin d'ajouter que l'*escribano* est vénal, il doit l'être par la nature de ses fonctions. La justice criminelle est au niveau de la justice civile; le coupable, quel qu'il soit, peut le plus souvent acheter son absolution, comme le prouve le fait suivant, que nous empruntons à un ouvrage justement estimé, et dont l'auteur a peint l'Espagne avec autant d'esprit que d'impartialité (1) : « Il y a peu de temps, dit-il » [1837], un alcade qui habitait sur la li- » sière de Valence et du Bas-Aragon avait » imaginé le plan le plus ingénieux : des » amendes imposées aux voleurs sont ordi- » nairement divisées en trois parts : une pour » le dénonciateur, une pour l'alcade, la troi- » sième pour les juges de l'audience royale. » Or, notre alcade ayant soigneusement cal- » culé le produit moyen de ces amendes, » imagina de contracter avec l'audience une » sorte de marché à forfait. Il s'engageait à » lui payer annuellement une somme fixe » représentant la part moyenne des profits, » prenant à sa charge toutes les éventualités » de l'opération, dont les bénéfices comme » les pertes devaient demeurer à son compte. » Le marché fut accepté; et notre alcade, » voulant, comme de juste, régulariser son » revenu, imagina la combinaison suivante : » il remonta sur un meilleur pied son person- » nel de police, encouragea la dénonciation, » et se mit à prendre le plus de voleurs qu'il » put. Une fois en prison, il commençait à » leur tirer de l'argent et à les saigner sans » miséricorde. Quand leurs ressources étaient » épuisées, que leurs femmes avaient appor- » té leur dernière once, que la famille s'était » cotisée pour payer la rançon du prisonnier, » notre industrieux magistrat, fidèle à sa pa- » role, relâchait purement et simplement son » voleur, qui, tout efflanqué et tout amaigri » du régime de la prison, ruiné, et sans un » seul réal dans sa poche, s'élançait de la » prison sur les grands chemins comme un » loup enragé, battait le pays, et, pressé de » réparer le temps perdu, faisait en six mois

» la besogne de deux ans. L'alarme se mettait » dans les environs; on osait à peine se ris- » quer hors de chez soi; les plaintes pleu- » vaient auprès de l'alcade, qui restait im- » passible, et faisait la sourde oreille : il avait » son plan. Enfin lorsqu'il jugeait que son » homme devait s'être suffisamment refait, le » digne magistrat se réveillait de sa léthar- » gie, et déployait une activité merveilleuse, » qui, au bout de quelques semaines, ame- » nait pour la seconde fois dans ses filets le » héros de la grand-route. Nouvelle saignée » non moins copieuse et non moins réitérée » que la précédente; et, au bout de quelques » mois, une inconcevable fatalité faisait trou- » ver pour la seconde fois au voleur un nou- » veau moyen d'évasion, avant même que » son affaire eût pu être portée devant le » juge. Grâce à cet ingénieux système, ap- » pliqué avec une persévérance tout arago- » naise, l'audience était régulièrement payée. » Le voleur qui esquivaient les galères sortait » ruiné, mais libre, et prêt à réparer ses » pertes. » Il est d'ailleurs fort difficile de con- » vaincre un coupable. Si un homme est attaqué par un assassin, au lieu d'accourir à son secours, les passants s'éloignent en toute hâte, car si l'un d'eux cède au sentiment de la pitié, la justice arrive, il est saisi comme témoin, et si la victime ou sa famille n'est pas assez riche pour payer les frais de l'instruction de l'affaire, le témoin est contraint de les acquitter de sa bourse. Aussi ne faut-il point s'étonner si l'Espagne est la terre classique du meurtre et du brigandage; dans plusieurs provinces les habitants n'ont guère d'autre profession.

Au milieu des bouleversements politiques dont l'Espagne est le théâtre depuis les premières années du dix-neuvième siècle, le mouvement littéraire, commencé sous Charles III, loin de se ralentir, a pris une nouvelle impulsion. On peut attribuer ce résultat à deux causes : la première fut la décadence du pouvoir de l'inquisition, qui permit enfin au génie de penser et d'écrire en toute liberté; la seconde, la connaissance et par suite l'imitation des auteurs français, qui réconcilia les Espagnols avec les règles du goût classique. Ainsi, pour ne parler que du

(1) Vid. *Lettres sur l'Espagne*, par Adolphe Guéroult, p. 405.

théâtre, les écrivains castillans cessèrent de suivre servilement les traces de Lope et de Calderon. L'auteur des fables littéraires, le célèbre Iriarte, par ses traductions, naturalisa dans son pays les chefs-d'œuvre dramatique du théâtre français; il prêcha lui-même d'exemple, en composant deux comédies de mœurs qui ne sont pas sans mérite (1). Moratin, père, marcha sur ses traces, et il fut lui-même surpassé par son fils, auteur de plusieurs comédies dont la renommée s'est répandue jusqu'en France, où tous les hommes versés dans la connaissance de la littérature espagnole ont lu avec intérêt *le Oui des jeunes filles, le Vieillard et la jeune Fille* et plusieurs autres pièces d'un mérite distingué. Un autre auteur dramatique, Martinez de la Rosa, s'est aussi fait remarquer par plusieurs comédies et tragédies qui font honneur à sa patrie. Une de ses productions, *la Mère au bal et la fille à la maison*, transportée sur la scène parisienne, a recueilli d'unanimes applaudissements. *La Veuve de Padilla, Moraïme et la Conjuración de Venise*, si elles ne remplissent pas toutes les conditions du genre tragique, se font du moins remarquer par le style. Mais il est à craindre que la politique n'enlève cet écrivain au culte des muses; membre des cortès et déjà deux fois ministre, il s'est lancé dans

une arène où il a déjà rencontré la persécution et où il trouvera peut-être une mort sanglante, car en Espagne les partis sont impitoyables et n'épargnent pas même le talent. D'autres écrivains ont encore tenté de ressusciter la tragédie, tels sont Cienfuegos, auteur d'*Idoménée*, de *Zoraida*, de *la Comtesse de Castille* et de *Pittacus*, et Quintana, à qui l'on doit *le duc de Vizéo*, ainsi que des poésies et plusieurs ouvrages en prose qui jouissent d'une estime méritée (1). Un grand nombre de poètes ont aussi composé des œuvres très-remarquables, des poèmes et surtout des odes et des élégies où se rencontrent et de grandes pensées et une sensibilité profonde. Nous mentionnerons sous ce rapport Fray Gonzalez, le comte de Norona, Arriaza et Quintana, dont nous avons déjà parlé. Nous regrettons que le défaut de place ne nous permette pas d'entrer dans de plus grands détails sur ce sujet; mais ce peu de mots suffira pour faire voir à nos lecteurs que le mouvement intellectuel ne s'est point arrêté au-delà des Pyrénées, et que si l'Espagne réussit un jour à fonder des institutions politiques qui l'affranchissent également du despotisme et de l'anarchie, elle reprendra bien vite son rang parmi les autres nations européennes: puisse ce jour arriver bientôt!

(1) Ces deux comédies ont pour titres: *L'Enfant gâté et la jeune Fille mal élevée*.

(1) Entre autres les vies des Espagnols célèbres.

